

Vivre (dans) des campagnes plurielles.

Greta Tommasi Tommasi

▶ **To cite this version:**

Greta Tommasi Tommasi. Vivre (dans) des campagnes plurielles.. Géographie. Université de Limoges, 2014. Français. ⟨NNT : ⟩. ⟨tel-01130716⟩

HAL Id: tel-01130716

https://hal.science/tel-01130716v1

Submitted on 12 Mar 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

UNIVERSITE DE LIMOGES
ECOLE DOCTORALE 526 Sociétés et organisations
Faculté des Lettres et des Sciences Humaines
GEOLAB UMR CNRS 6042

Thèse
pour obtenir le grade de
Docteur de l'Université de Limoges
en Géographie

VIVRE (DANS) DES CAMPAGNES PLURIELLES

Mobilités et territoires dans les espaces ruraux.
L'exemple de la Sierra de Albarracín et du Limousin



présentée et soutenue par
Greta TOMMASI
le 11 décembre 2014

Thèse dirigée par Nathalie BERNARDIE-TAHIR et Frédéric RICHARD

JURY

Monique POULOT Professeur de Géographie, Université de Paris 10	Rapportrice
Pascal CHEVALIER Professeur de Géographie, Université de Montpellier 3	Rapporteur
Françoise COGNARD Maître de conférences en Géographie, Université de Clermont-Ferrand	Examinatrice
Rafael VIRUELA MARTÍNEZ Professeur de Géographie, Université de Valencia	Examinateur
Nathalie BERNARDIE-TAHIR Professeur de Géographie, Université de Limoges	Directrice
Frédéric RICHARD Maître de conférences en Géographie, Université de Limoges	Directeur

UNIVERSITE DE LIMOGES
ECOLE DOCTORALE 526 Sociétés et organisations
Faculté des Lettres et des Sciences Humaines
GEOLAB UMR CNRS 6042

Thèse
pour obtenir le grade de
Docteur de l'Université de Limoges
en Géographie

VIVRE (DANS) DES CAMPAGNES PLURIELLES

Mobilités et territoires dans les espaces ruraux.
L'exemple de la Sierra de Albarracín et du Limousin



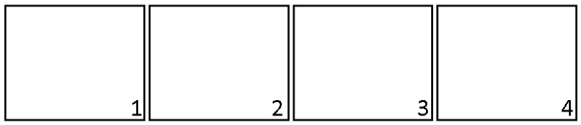
présentée et soutenue par
Greta TOMMASI
le 11 décembre 2014

Thèse dirigée par Nathalie BERNARDIE-TAHIR et Frédéric RICHARD

JURY

Monique POULOT Professeur de Géographie, Université de Paris 10	Rapportrice
Pascal CHEVALIER Professeur de Géographie, Université de Montpellier 3	Rapporteur
Françoise COGNARD Maître de conférences en Géographie, Université de Clermont-Ferrand	Examinatrice
Rafael VIRUELA MARTÍNEZ Professeur de Géographie, Université de Valencia	Examinateur
Nathalie BERNARDIE-TAHIR Professeur de Géographie, Université de Limoges	Directrice
Frédéric RICHARD Maître de conférences en Géographie, Université de Limoges	Directeur

Photographies de couverture



1 : Commune de Tramacastilla et les jardins potagers (Sierra de Albarracín)
2 : Centre-bourg de la commune de Bronchales (Sierra de Albarracín)
3 : Ferme à proximité de la commune d'Eymoutiers (Limousin)
4 : Maison à Faux-la-Montagne (Limousin)
Clichés: G. Tommasi

Remerciements

Tout au long de la thèse, j'ai eu la chance d'être bien entourée, sur les plans professionnel et humain. Je souhaite ainsi remercier toutes les personnes qui ont contribué, de manière directe et indirecte, à ce parcours de recherche.

Merci d'abord à Nathalie Bernardie-Tahir et Frédéric Richard, mes directeurs de thèse. Je vous suis reconnaissante pour la confiance et l'autonomie accordées tout au long de la thèse, pour votre regard attentif et constant. Merci pour les nombreuses heures que vous avez consacré à ce travail et pour vos remarques complémentaires et encourageantes. Je ne peux que souhaiter à d'autres doctorants d'être suivi comme je l'ai été.

Je tiens à remercier les professeurs Monique Poulot et Pascal Chevalier, qui ont accepté de juger ce travail en tant que rapporteurs. J'exprime également ma gratitude à Françoise Cognard et Rafael Viruela Martínez, qui ont consenti à participer au jury en tant qu'examinateurs.

J'adresse mes remerciements à Myriam Simard, professeur l'INRS de Montréal, pour ses conseils et sa disponibilité.

Cette thèse a pu être réalisée grâce aux financements du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche : je remercie ainsi pour le contrat doctoral au cours duquel j'ai pu enseigner et pour les deux ans de contrat en tant qu'attachée temporaire d'enseignement et de recherche.

J'exprime aussi ma gratitude au laboratoire GEOLAB, pour les très bonnes conditions matérielles et le contexte intellectuel dans lesquelles j'ai pu évoluer pendant ces années. Mes remerciements vont à l'ensemble des enseignants du département de Géographie de l'Université de Limoges, qui m'ont permis d'effectuer mes cinq années d'enseignement dans des conditions optimales. Merci en particulier à Sylvain Guyot, maître de conférence à GEOLAB, mon tuteur pendant les années de monitorat, pour ses idées et ses conseils. Merci également à Rémi Crouzevialle, ingénieur d'étude, et surtout à Fabien Cerbelaud, assistant ingénieur, pour sa disponibilité et son aide à la réalisation des cartes. Côté administratif, je remercie l'équipe administrative de l'Université de Limoges et plus particulièrement l'École Doctorale 526, qui m'a octroyé une bourse permettant de financer mes séjours en Espagne.

Ce travail de thèse a été possible grâce aux nombreuses personnes qui ont accepté de me rencontrer, me raconter leur parcours et leurs expériences. Habitants ou acteurs institutionnels, je les remercie pour le temps qu'ils m'ont consacré et la confiance accordée. Chaque rencontre, dans un bureau, une cuisine ou au cours d'une promenade, a été enrichissante. Pendant mes trois séjours dans la Sierra de Albarracín, j'ai reçu de précieuses informations et un accueil chaleureux : je pense en particulier à José Guillén (Geoter Consultores), Carolina Jarque (Abraza la Tierra), Begoña Sierra Jiménez (AETSA) et Pascual Rubio Terrado (Université de Saragosse) qui m'ont ouvert de nombreuses portes dans la Sierra. En Limousin, mes remerciements vont au Service Accueil, notamment à Cécile Guitton, et à Frédéric Thomas.

J'adresse aussi mes remerciements à tous les doctorants et enseignants-chercheurs de GEOLAB que j'ai pu côtoyer : Étienne, Sandrine, Edwige, Biel, Graziella, Marius, Romain, Salvia, et tous ceux que j'oublie. Une pensée particulière va à Julien, Pauline et Gabrielle, avec qui j'ai partagé des bureaux et de nombreuses discussions qui ont nourri la thèse et rendu agréables les journées.

En dehors du contexte universitaire, ma gratitude va à Michèle Chabrol, qui a eu la lourde tâche de relire l'intégralité de ma thèse : merci pour ce travail précieux et rigoureux et les innombrables heures passées à corriger ces pages. Merci également à Alain et Yvette, pour les encouragements et la bonne humeur dont vous faites toujours preuve, et à Deborah Keegan pour l'aide à la traduction.

Je suis aussi redevable aux personnes qui, de prés ou de loin, m'accompagnent depuis longtemps : Silvia, Davide, Marco, Marine, Daniele et Béatrice, ma famille. Enfin, mes plus grands remerciements vont à Yann, pour sa présence, sa patience et le soutien constants.

Sommaire

Introduction générale.....7

Première partie : Les migrations vers les espaces ruraux : source de recompositions sociales dans un contexte de mobilité.....21

Introduction à la première partie.....23

Chapitre 1 : Le renouveau démographique et socio-économique des espaces ruraux.....25

1.1.La « renaissance rurale » : un constat démographique mais des interprétations divergentes.....26

1.2.Un renouveau observé dans d'autres pays occidentaux.....36

1.3.Une évolution de la construction sociale des campagnes.....43

1.4.Une campagne multifonctionnelle : espace de production, de patrimonialisation, résidentielle. 53

Chapitre 2 : Les nouveaux habitants : des parcours et profils différents.....71

2.1.Les nouveaux habitants dans les campagnes françaises : une présence nouvelle?.....72

2.2.Les nouvelles populations rurales : une définition difficile et un profil hétérogène.....78

2.3.Une typologie à partir de la relation au territoire d'installation.....88

2.4.Nouveaux habitants – populations locales, un couple dichotomique ?.....107

Chapitre 3 : Migrations, mobilités et politiques d'accueil pour favoriser les installations dans les territoires ruraux.....123

3.1.Les migrations de la ville vers la campagne : la mobilité et la mise en question des territoires..124

3.2.Les politiques d'accueil : des outils pour optimiser les mobilités.....133

Conclusion de la première partie.....151

Deuxième partie : Les migrations vers le Limousin et la Sierra de Albarracín.....153

Introduction à la deuxième partie.....155

Chapitre 4 : Le Limousin et la Sierra de Albarracín : deux terrains de recherche entre crise et renouveau.....157

4.1.Le choix des terrains de recherche.....158

4.2.Des territoires de marge, à très faible densité.....175

4.3.Méthodologie de la recherche sur le terrain.....205

Chapitre 5 : Les nouvelles installations dans le Limousin et la Sierra de Albarracín.....217

5.1.De nouveaux habitants urbains, actifs, diplômés, mais aussi une population plus fragile.....218

5.2.La campagne du Limousin et de la Sierra de Albarracín : un espace investi de manière hétérogène..... 225

5.3.De l'idée de la campagne au choix du lieu d'installation.....234

5.4.Les points de vue des « gens d'ici » et des élus sur les nouvelles installations.....242

Chapitre 6 : Entre construction et fragmentation, les sociabilités des nouveaux habitants.....255

6.1.L'étude des sociabilités rurales, un révélateur des dynamiques et des évolutions des espaces ruraux.....256

6.2.Construire des relations dans l'espace d'installation : des sociabilités à différentes échelles.....259

6.3.Un vivre ensemble sous tension ?.....278

Conclusion de la deuxième partie.....295

Troisième partie : Des mobilités spatiales à la construction d'ancrages réversibles.....297

Introduction à la troisième partie.....299

Chapitre 7 : Pratiques et représentations d'un espace marginal.....301

7.1.Pratiques et représentations de l'espace vécu.....302

7.2.Une correspondance entre formes de sociabilité et représentations spatiales ?.....313

7.3.Marginalité ou nouvelle centralité ?.....331

Chapitre 8 : La construction de l' « être d'ici » par la mobilité.....343

8.1.Mobilités et relation au territoire : des clivages à relativiser.....344

8.2.Construire et légitimer l' « être d'ici ».....348

8.3.Être d'ici à temps déterminé.....361

8.4.Pour les politiques d'accueil, de nouveaux enjeux à prendre en considération.....370

Conclusion de la troisième partie.....377

Conclusion générale.....379

Bibliographie.....385

Annexes.....429

Introduction générale

Espace de nature et de production, territoire du quotidien et destination de vacances, lieu d'isolement ou refuge, espace public et privatisé : de quoi parle-t-on quand on évoque la campagne ? Une polysémie qui évoque des fonctions, des paysages, des symboles variés, contradictoires parfois, variant dans l'espace et le temps, et apparaît surtout comme une construction socio-spatiale traversée par des évolutions profondes. Les campagnes sont des espaces difficiles à appréhender, plus encore si on l'on s'attache aux dynamiques qui, depuis environ cinquante ans, ont changé leur aspect et le regard porté sur elles dans les pays occidentaux. À partir de l'après-guerre, elles s'affranchissent du statut d'espace purement agricole et de nouveaux adjectifs viennent les qualifier : les campagnes sont ainsi résidentielles, touristiques, urbaines...Cela reflète un changement des usages de ces espaces, qui sont en même temps un cadre de vie, un lieu de production, un espace de protection des ressources environnementales, mais ce sont aussi les représentations qui lui sont associées, qui révèlent des espaces valorisants et convoités (Hervieu et Viard 1996; Perrier-Cornet 2002).

Sur ces deux niveaux d'évolution, celui des fonctions et celui des représentations, s'est bâtie la récente attractivité des campagnes européennes, créant les conditions d'une nouvelle dynamique socio-économique et démographique. Suivant une longue période d'émigration, les campagnes accueillent de nouvelles populations, hétérogènes par leurs profils, par leurs origines, par les motivations qui les ont conduites à vivre à la campagne. Leur arrivée a contribué à la diversification de la structure sociale, dessinant un cadre composite où la même campagne est habitée et vécue par des individus et des groupes aux parcours et aux relations aux lieux différentes : certains y sont nés, d'autres y sont arrivés, certains l'ont choisie, d'autres y ont échoué. L'espace, dans sa dimension physique, est partagé et devient le cadre d'une coprésence, parfois d'une cohabitation, sans que cela implique le partage de la manière de s'y inscrire, de le représenter, de le pratiquer.

En ce sens, cette campagne en renferme plusieurs, se différenciant selon les modalités d'y vivre et d'y habiter : les raisons d'y rester, de s'y installer ou de la quitter, les modalités selon lesquelles on la pratique, les liens crées, l'isolement voulu, sont propres aux individus. Si on considère l'espace non pas comme un support, ou un contenant, mais comme un « contenu de l'expérience sociale » (Lussault 2009, 26) cette pluralité interroge les formes de cohabitation et les relations au territoire. Elle se trouve à la croisée de facteurs propres aux espaces ruraux, notamment

leur renouveau et leur multifonctionnalité, et de phénomènes sociétaux tels que la mobilité : c'est ce cadre théorique qui nous servira d'appui pour appréhender les dynamiques actuelles des campagnes.

Un renouveau démographique et des fonctions des campagnes

La reprise démographique contemporaine des campagnes fait suite à une longue période d'émigration, souvent décrite comme un « exode ». Cette expression, adoptée dans la plupart des langues européennes, ne laisse pas seulement entrevoir un départ, mais la fuite massive et continue d'une population. Si cette notion a été revisitée par les historiens (Rosental 1994), l'émigration d'une campagne pauvre agricole est un phénomène européen au XX^{e} siècle, s'essoufflant de manière progressive et décalée selon les pays. Aujourd'hui, la perspective s'est renversée et l'on parle plutôt d'« exode urbain » (Merlin 2009; Elie et *al*. 2010) : c'est la ville que l'on quitte, direction la campagne.

Les espaces ruraux vivent ainsi une reprise démographique, essentiellement alimentée par les flux migratoires et qui se manifeste selon des temporalités et des formes différentes. Les premiers constats de ce phénomène ont été dressés dans les pays anglo-saxons où, après la Seconde Guerre mondiale, les effets de *suburbanisation* (T. Champion 2001), puis de *counterurbanisation* (A. G. Champion 1989) ont été décrits et théorisés. En France, quelques années plus tard, au cours de la décennie 1970, commencent à apparaître des signaux de changement : les campagnes cessent de perdre des habitants, la périurbanisation s'intensifie et gagne de nouveaux terrains, de jeunes néo-ruraux s'installent dans des campagnes reculées. Le phénomène persiste, s'enrichit de nouvelles dynamiques et conduit à affirmer l'idée d'une « renaissance rurale » (Kayser 1988; 1990).

Au cours des décennies suivantes (1980 et 1990), le phénomène précurseur des néo-ruraux (Hervieu-Léger et Hervieu 1979; M. Chevalier 1981) cède la place à une migration plus diversifiée dans ses profils de populations et les territoires qu'elle concerne. La campagne devient la destination symbolisant une qualité de vie (Hervieu et Viard 1996), mais elle apparaît aussi comme un refuge pour des populations plus démunies (Thouzellier 1986; Sechet 1993).

Dans les autres pays de l'Europe occidentale, le constat est le même qu'en France et, en quelques décennies, on assiste à un renversement des perspectives démographiques. Ces changements sont aussi le reflet du regard renouvelé qui est porté sur les campagnes, qui sont associées à de nouvelles valeurs et à un nouvel imaginaire collectif (Camporesi 1992; Hervieu et Viard 1996) : les campagnes sont l'espace du patrimoine, de la mémoire, de l'environnement, leurs représentations renvoient à des paysages, à la nature, au village. Ces images se déclinent de manière différente selon les pays et les territoires, chacun élaborant son *rural idyll* (Mingay 1989) selon l'histoire et la géographie qui lui sont propres. Toutefois, il existe en Europe un socle commun européen permettant de porter un regard général sur ce phénomène (Mathieu 1996, 202), qui

s'inscrit dans un moment où les conditions de vie permettent une plus grande liberté quant aux choix résidentiels.

La démocratisation des transports individuels, l'amélioration des infrastructures de transport, le développement des communications, une augmentation du temps disponible amènent un investissement accru dans le cadre de vie et dans le logement. Les conditions de vie dans les agglomérations, caractérisées par la densité, la pollution, la mixité sociale, apparaissent difficilement conciliables avec les nouvelles aspirations résidentielles qui, en revanche, trouvent une correspondance avec le cadre social proposé par les campagnes.

Le renouveau n'est en ce sens pas uniquement démographique, mais concerne aussi les fonctions des espaces ruraux. Accoutumés à l'équation « campagne = agriculture », nous redécouvrons la multifonctionnalité de ces espaces. Il s'agit d'une re-découverte car la mono-fonctionnalité n'aura été qu'un « accident de parcours » (Renard 2002, 131) dans l'histoire. Ainsi, les campagnes restent des espaces agricoles, mais artisanat et petite industrie y trouvent leur place accrue par l'impulsion de nouvelles formes entrepreneuriales (Saleille 2007). Le tertiaire est le secteur qui présente l'essor le plus significatif et a permis la création de nouveaux emplois dans les services à la personne, le tourisme, la protection environnementale, même si cette dynamique reste souvent précaire et soumise à des facteurs exogènes (P. Chevalier et Berger 2001; P. Chevalier 2005). Les fonctions productives partagent désormais leur place avec de nouvelles fonctions, caractéristiques d'un espace post-productif (Marsden et *al*., 1993, éd. 2004, 21-27). Les campagnes sont ainsi des espaces résidentiels et la périurbanisation, le développement des résidences secondaires ou des phénomènes de multi-résidence alimentent une économie résidentielle qui représente désormais une nouvelle ressource (Talandier 2007). Elles sont aussi des espaces de vacances et de loisirs, comme le montre l'essor du tourisme rural dans ses différentes formes : vacances vertes, sports de nature, etc.

Les campagnes ont également, dans une majeure partie de l'Europe pour le moins, une fonction symbolique : elles deviennent réceptacles et garantes de valeurs liées aux identités, locales ou nationales. Que l'on considère l'environnement (paysages, protection de la nature...) ou ce qui relève de la culture au sens large (traditions, langues, habitat), les campagnes sont un lieu de patrimonialisation, qui s'exprime souvent dans les formes de protection (parcs naturels, espaces protégés...) ou mise en valeur (musées liés aux traditions locales, valorisation du patrimoine local...). Les campagnes deviennent alors un « bien commun » (Micoud 2001) et font l'objet d'un processus de « publicisation » de l'espace, défini comme une appropriation collective et un « droit de regard sur un espace qu'on ne possède pas » (Hervieu et Viard 1996, éd. 2001, 114). Ce processus est rendu possible, entre autres, par un mode de vie où les frontières entre ville et campagne deviennent plus floues, où la mobilité conditionne les relations entretenues avec les territoires, les rendant plus malléables.

Une mobilité spatiale qui change les rapports aux lieux

Souvent représentées comme des espaces de la sédentarité et de la stabilité (Dupâquier 2002), les campagnes sont autant concernées par la mobilité que les villes : des flux de personnes, d'idées, de biens les parcourent et influencent les rapports aux lieux. Migrations internes, internationales, déplacements quotidiens : les différents types de mobilités concourent à ce processus, entraînant des effets démographiques mais réécrivant également les relations entre villes et campagnes.

Les flux migratoires en direction des espaces ruraux ont été abordés sous différents aspects, de l'analyse des profils des populations concernées, à leurs motivations et aux impacts de leur présence sur la ruralité. Cela a permis de souligner l'hétérogénéité de ces profils et a conduit, d'un point de vue théorique, à développer une autre approche de la migration, non plus seulement basée sur des facteurs économiques, mais aussi sur la recherche d'aménités naturelles et socio-culturelles (Moss 2006; Martin et *al*. 2012; Cognard 2010). Si le cadre théorique des migrations d'agrément a montré sa pertinence en Amérique du Nord ainsi qu'en France, certains flux échappent à ce modèle et s'inscrivent dans une migration où les facteurs économiques sont encore prépondérants. En Espagne, en Italie, en France également, les régions où l'agriculture intensive recourt à une main-d'œuvre saisonnière et à faible coût sont investies par des flux de migrants économiques en provenance d'Afrique, d'Amérique du Sud ou d'Europe de l'Est (Sempere Souvannavong 2002; Morén Alegret et Solana 2004; Perrotta et Sacchetto 2013; Mésini 2013). Le vieillissement démographique des campagnes européennes explique également la présence de migrants économiques, souvent employés dans les services à la personne. Analyser les flux vers les campagnes nous conduit alors à mobiliser les outils et le vocabulaire des différentes formes de migration, d'autant plus que les parcours biographiques des migrants suggèrent souvent leur imbrication. Les migrations recomposent, voire « re-complexifient » (Gilbert 2010) les espaces ruraux par l'hétérogénéité des groupes sociaux concernés. Cette diversité conduit par ailleurs à relativiser la catégorie des « nouveaux habitants », qui parfois partagent seulement d'avoir migré dans une zone rurale. Malgré cela, en raison de leur origine urbaine et de leurs modes d'habiter, ils sont qualifiés par une approche binaire et définis à l'opposé des personnes qui se considèrent ou sont considérées comme « d'ici ».

La mobilité dont il est ici question n'est toutefois pas uniquement migratoire : elle est aussi quotidienne, faite de déplacements liés à l'emploi, aux services, aux loisirs. Elle représente un enjeu particulier dans les espaces ruraux, où les transports publics font défaut et les déplacements sont plus longs : en effet, si dans les agglomérations la durée de la mobilité quotidienne baisse, elle augmente pour les espaces ruraux (Hubert 2009) et l'usage de la voiture y est plus répandu qu'ailleurs (Tregoüet 2010). Dans ce contexte, les personnes n'ayant pas accès à un moyen de transport ou n'ayant pas une maîtrise suffisante de la mobilité (parce que dépourvues de permis de

conduire ou de compétences suffisantes pour organiser leurs déplacements) sont défavorisées et la mobilité s'impose comme un nouveau facteur d'inégalité sociale entre individus ou groupes qui en ont une maîtrise différente (Kaufmann 2008).

Comment se concilient alors les représentations attribuées aux campagnes, tantôt considérées comme des référents spatiaux et identitaires stables, tantôt comme des espaces de mobilité ? Les campagnes sont-elles encore le lieu de l'ancrage au village familial, à la commune de naissance ? Les mobilités, les multi-appartenances, les nouveaux modes d'habiter, remettent-ils en cause les caractéristiques sociales que l'on attribue aux campagnes, comme d'être le lieu d'ancrage, de communauté, de réunir lieux et liens ? Ces éléments ont souvent été attribués aux sociétés paysannes et rurales, pour lesquelles l'« "ici" désigne un habitat, c'est à dire à la fois un territoire, défini par opposition aux territoires avoisinants, et un territoire bâti qui sert à ses habitants de résidence, d'instrument de travail et de cadre de sociabilité. Les formes de cet habitat peuvent être très diverses, (...) mais dans tous les cas il fait coïncider cadre de vie et cadre de travail, et agence vie domestique et vie collective » (Mendras 1976, éd. 1995, 97). Ce lien au lieu est d'ailleurs réactualisé dans la recherche, qui s'interroge sur le capital d'autochtonie, en tant que ressource venant de « l'appartenance à des réseaux de relations localisés » (Renahy 2010, 9). Ces formes de relations aux lieux sont assouplies par l'influence de la mobilité sur les modes d'habiter et par la liberté accrue dont chacun dispose pour choisir « ses » lieux, pour élaborer « ses » territoires. Dans une « société à individus mobiles » (Stock 2005), « ce ne sont plus les lieux qui font les habitants, mais le contraire » (Lazzarotti 2012, 13). Cela ne signifie pas pour autant la disparition d'un sentiment d'attachement au territoire ou des ancrages, mais témoigne plutôt d'une évolution des modalités selon lesquelles les individus les agencent. En ce sens, les lieux sont toujours une composante identitaire, pour se reconnaître quelque part, être reconnu, construire des liens (Guérin-Pace et Filippova 2008). Cependant, ce « quelque part » est négocié, testé, choisi, échangé, selon les attentes et les possibilités de chacun.

Un questionnement des rapports spatiaux

Ces réflexions, qui insèrent les évolutions des espaces ruraux dans un contexte plus large de mobilité et de mutations des rapports aux lieux, sont à l'origine du questionnement qui guide ce travail de recherche : dans un contexte de mobilité, de croissante hétérogénéité sociale et d'évolution des représentations et des fonctions des campagnes, quelles formes prennent les rapports spatiaux des individus et des groupes qui vivent dans un espace rural ? Par « rapport spatial », nous faisons référence à « la manière dont l'individu vivant en société pratique l'espace du quotidien, se le représente, établit des relations tantôt rationnelles, tantôt affectives avec ses lieux de vie » (Di Méo 1996, 51).

Ce questionnement suppose deux facettes complémentaires. Il s'agit, d'abord, de saisir les formes de cohabitation dans les campagnes où individus et groupes sociaux partagent un espace, sans forcément en partager les pratiques, les représentations, les attentes. Décrire les formes de cohabitation implique de considérer les interrelations humaines par la perspective de la dimension géographique (Frelat-Kahn et Lazzarotti 2012) et, en conséquence, de penser l'espace comme un des termes de la relation. Ainsi, les campagnes recomposées et investies par de nouvelles populations, restent-elles l'espace d'une communauté cohérente et solidaire ? S'il existe des clivages, voire des conflits, autour de quels objets se développent-ils ? Est-il pertinent d'interpréter ces clivages par une opposition entre nouveaux et anciens habitants ?

Le second aspect de la problématique concerne la relation au territoire d'installation : comment cette relation évolue-t-elle, sous l'influence des mobilités et pratiques spatiales ? En effet, ces dernières influencent le mode d'habiter, permettant d'avoir plusieurs lieux d'ancrages, différents lieux où se reconnaître et qui construisent des identités spatiales multiples (Stock 2006). De plus, les pratiques spatiales entretiennent un lien étroit et d'influence réciproque avec les représentations, contribuant à donner du sens aux lieux. Quels sont alors les effets de la mobilité et des pratiques spatiales sur le rapport aux lieux, sur les modes d'habiter ? Comment les habitants « font »-ils les lieux, à travers les images qu'ils y associent, les manières de les pratiquer, les modes de vie ? Dans le cadre des installations « à la campagne », quelle place est attribuée à la ville ?

Les réponses à ces questions ne sont pas univoques, mais varient selon l'histoire et la géographie des territoires pris en considération. Si les campagnes européennes partagent nombre de dynamiques communes, le tissu social, la distance à la ville, l'ancienneté et la composition des flux migratoires, la structuration territoriale sont autant de facteurs qui influencent les réponses possibles à ces interrogations. Cette première hypothèse nous invite à chercher des éléments de réponse via une approche comparative entre deux territoires ruraux européens, afin d'avoir deux niveaux de comparaison. Le premier est local et permet de confronter des campagnes qui, par leurs dimensions historiques, géographiques et démographiques présentent autant de similitudes que de divergences. Le second niveau renvoie à l'échelle nationale et à des représentations de la ruralité, de l'environnement, des modes d'habiter qui sont propres aux pays.

Notre interrogation de départ nous conduit à une seconde hypothèse, celle d'un rapport dialectique entre les personnes qui ont migré vers des espaces ruraux et ceux qui, en revanche, y ont vécu la plupart de leur vie et se considèrent comme autochtones. Ces catégories gardent une part d'ambiguïté : qui est « autochtone », à partir de quand, sur quels critères ? Après combien de temps n'est-on plus un « nouvel habitant » ? Peut-on devenir « d'ici » ? L'incertitude de la catégorisation « d'ici - d'ailleurs » invite à la penser comme une construction sociale, mais elle peut être malgré tout fonctionnelle : en effet, elle permet de rendre compte de la relation au territoire à partir de l'expérience de la migration entre, d'un côté, des personnes qui ont un parcours migratoire qui les a conduites à s'installer dans un espace rural et, d'un autre côté, des personnes qui revendiquent une

autochtonie venant des attaches familiales et d'une inscription dans le temps. De plus, cette catégorisation est adoptée par les habitants eux-mêmes, qui classent souvent les personnes entre « ceux d'ici » et « ceux d'ailleurs », « eux » et « nous ». Opter pour cette catégorisation ne signifie pas pour autant envisager ces deux groupes de manière antinomique : il s'agit d'observer les divergences, les tensions qui peuvent exister entre eux, mais de prendre aussi en considération la manière dont ces clivages sont ressentis, gérés, dépassés peut-être.

Anciens et nouveaux habitants ne sont pas les seules personnes qui vivent ces espaces : résidents secondaires, multi-résidents et touristes les « habitent » également. Nous nous concentrerons sur les résidents permanents, qui ont une pratique quotidienne de ces espaces et y développent leurs rapports spatiaux tout au long de l'année. Résidents secondaires et touristes ont eux des pratiques et des représentations qui s'inscrivent hors de l'espace du quotidien et du lieu de vie habituel (Urbain 2002). Leur rapport spatial s'inscrit dans un temps « de rupture », distinguant leur temporalité de celle des habitants permanents, malgré les hybridations croissantes entre quotidien et hors quotidien (Lussault 2007). Cela n'exclut pas que le tourisme puisse aussi être une étape pour connaître et tester le territoire avant de s'y installer de manière stable, ni l'existence d'ancrages forts dans ces lieux (Martin et *al.* 2012).

Une troisième hypothèse de travail concerne la remise en cause d'une société rurale caractérisée par la cohésion sociale, et la tendance au développement d'inégalités liées à des rapports spatiaux différents. La littérature décrit la variété des profils des nouveaux habitants, qui vivent des situations économiques et sociales hétérogènes. Cela conduit à supposer que leur perception de l'espace, la manière de le vivre et de le pratiquer, la capacité de maîtriser la mobilité soient différentes et que cela crée de nouvelles formes d'inégalités sociales.

Une définition souple et ouverte de l'espace rural

Notre objet d'étude et l'approche comparative impliquent de se pencher sur la manière dont les espaces ruraux sont définis, car les définitions sont au cœur des représentations et des facteurs de distinction. Les mutations des fonctions des espaces ruraux s'accompagnent d'une mise en question de leurs définitions, qui ont évolué dans le temps et selon des caractéristiques propres aux pays. Si ces définitions sont fonctionnelles, elles montrent toutefois leurs limites à une échelle internationale, voire dans les contextes nationaux. Dans les pays européens, les critères pour définir les espaces ruraux sont généralement liés à leur morphologie, aux dimensions fonctionnelles et aux dynamiques de peuplement. Les définitions croisent plusieurs critères (densité de population, migrations pendulaires, concentrations d'emploi...) pour rendre compte de la complexité et du caractère composite de ces espaces (Depraz 2009), mais la différence des critères ou des seuils adoptés pose question dans le cadre de comparaisons internationales, quand le « rural » n'est pas le

même. Ce constat a d'ailleurs motivé la recherche d'une typologie de l'espace rural fonctionnelle dans le cadre de comparaisons internationales (P. Chevalier et al. 2010), qui repose sur un principe d'emboîtement scalaire et combine des critères démographiques et d'autres de nature spatiale. L'Union Européenne a en revanche adopté une définition inspirée par l'OCDE, qui se fonde sur la densité de population et un seul minimal d'habitants et se propose d'offrir une base cohérente et commune pour identifier les zones rurales malgré l'hétérogénéité des pays.

Au delà du contexte international, la relativité des définitions et des typologies pose question, y compris au sein d'un même pays : en France plus particulièrement, pays où la ruralité a un rôle identitaire important (Hervieu 2003), plusieurs tentatives de définition et de typologies des espaces ruraux ont été élaborées. La géographie a par ailleurs porté un regard critique sur ces questions (Mathieu 1982; Kayser 1990; Dumont 2012), en soulignant les incertitudes et limites des différentes catégorisations.

Au fil des définitions et des évolutions de ces espaces, la dichotomie urbain/rural s'est estompée, laissant la place à des positions divergentes. Pour certains, l'urbain s'impose comme catégorie englobante, avec un mode de vie urbain qui irait jusqu'à effacer la ruralité. D'« Oser le désert » (Lévy 1994) à la revue « Tous urbains »[1], jusqu'en exposant les nouvelles catégories de l'INSEE (Brutel et Lévy 2011), le primat de l'urbain est affirmé. D'autres défendent l'idée d'un continuum entre rural et urbain (Kayser 1990), fait d'un passage progressif entre deux paysages, deux modes de production et de vie. L'introduction de la catégorie du périurbain s'inscrit d'ailleurs dans la volonté de nuancer la catégorisation urbain/rural en laissant la place à un « tiers espace » de plus en plus autonome (Vanier 2003).

Les frontières entre ces espaces apparaissent souvent floues, sous l'impulsion des mobilités et d'une croissante hybridation des modes de vie, des fonctions, des relations à l'environnement. Cela nous conduit, dans le cadre de cette thèse, à considérer de manière prudente ces catégorisations, et plus particulièrement la distinction entre rural et périurbain. D'une part, elle montre ses limites dans le contexte d'une comparaison internationale : le concept perd en efficacité dans des pays où cet espace est plus difficile à identifier ou présente des caractéristiques différentes. En Espagne par exemple, le passage de la ville à la campagne se fait parfois de manière nette, sans que l'on puisse identifier un espace intermédiaire. En Italie, la ville diffuse qui caractérise les régions septentrionales ne permet pas une application pertinente de cette catégorie spatiale.

D'autre part, ce qui nous incite à relativiser une distinction nette entre rural et périurbain est qu'en France aussi ces catégories peuvent se révéler ambiguës : quelle différence entre les « campagnes densifiées, en périphérie des villes, à très forte croissance résidentielle et à économie dynamique » identifiées par la DATAR (Hilal et *al*. 2012) et le « périurbain lointain », espace où « domine encore la faible densité, l'éloignement des aménités urbaines et des pôles d'emplois ainsi

[1] Revue créée en 2013, dirigée par Olivier Mongin et éditée par PUF.

qu'une moindre accessibilité » (Rougé 2009)? Cette ambiguïté ressort par ailleurs dans les zonages de l'INSEE, des communes pouvant être classées rurales ou périurbaines selon les critères adoptés. Charmes (2011, 11-12) rappelle d'ailleurs que la catégorie statistique du périurbain a été officiellement introduite par l'INSEE en 1990, dans le but de « réduire » le poids des ZPIU (Zones de peuplement industriel et urbain) en faveur des communes rurales qui apparaissaient, avec l'ancienne catégorisation, comme un espace trop « résiduel ».

L'incertitude n'est pas seulement liée à des critères statistiques : les perceptions et les représentations des habitants de ces espaces y contribuent aussi. Des habitants des communes rurales peuvent se sentir proches de la ville et en avoir une pratique quotidienne, des habitants des communes périurbaines peuvent se sentir « à la campagne ». Les travaux sur les « campagnes périurbaines » en Île de France illustrent bien l'ambiguïté entre le ressenti et les pratiques des habitants d'un côté, et les catégories institutionnelles de l'autre (Poulot et Rouyres 2007), ainsi que les facteurs d'hybridation entre ville et campagne, entre rural et périurbain : « le "faire campagne" se décline de la campagne à la ville » (Poulot 2008, 273), par des formes de sociabilité, par le partage de pratiques et représentations qui redéfinissent la ruralité et l'urbanité. De son côté, Charmes (2011, 13) rappelle que de nombreux périurbains s'insèrent dans un contexte urbain et ont une expérience quotidienne de la ville, même sans fréquenter le pôle urbain de référence. La catégorisation entre rural, périurbain, urbain dépend alors de plus en plus des parcours biographiques et des sensibilités géographiques de chacun, plus qu'elle ne relève de catégories stables (Morel-Brochet 2007).

Cette perspective nous amène aussi à relativiser le débat qui envisage, d'une part, l'interprétation du renouveau rural comme suite de l'étalement urbain (Béteille 1981; Merlin 2009; Berque 2010) et, de l'autre, la défense d'un processus de revitalisation endogène (Kayser 1992; Hervieu et Viard 1996). Ces deux schémas d'interprétation ne sont pas contradictoires, mais s'appliquent à des contextes spatiaux et à des représentations sociales différentes. La comparaison entre les deux terrains d'étude permettra par ailleurs de les confronter.

Les terrains de recherche : la Sierra de Albarracín et le Centre-Limousin

C'est à travers deux territoires ruraux, en France et en Espagne, que ces thématiques seront explorées : le premier est situé entre Creuse et Haute-Vienne, sur le piémont de la Montagne limousine. C'est un espace sans unité administrative et il sera nommé, pour des raisons fonctionnelles, Centre-Limousin. Le second est la Sierra de Albarracín, une *comarca*[2] de moyenne montagne qui se trouve au sud de l'Aragon, dans la province de Teruel (figure 1).

[2]La *comarca* est une structure intercommunale qui vise à pallier l'émiettement communal et les faibles densités, à travers une mutualisation des ressources et des services.

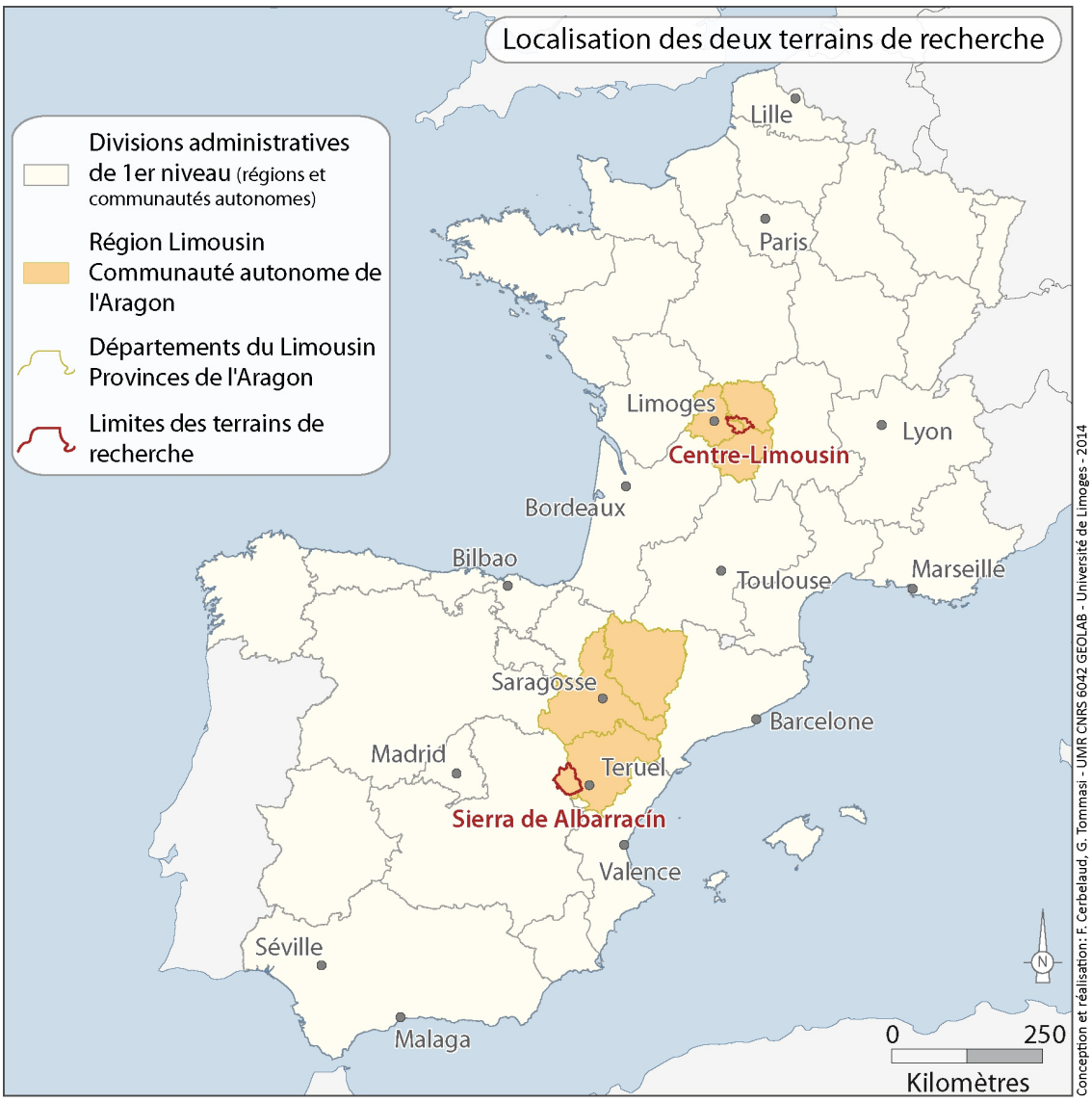


Figure 1: Localisation des terrains de recherche

Il s'agit de deux espaces ruraux qui partagent des traits communs, mais qui sont aussi marqués par des spécificités. Leurs paysages variés, allant des prairies et des forêts jusqu'aux landes en Limousin et aux plateaux calcaires dans la Sierra, témoignent de leur attractivité environnementale. Celle-ci représente désormais une ressource et un facteur valorisant, contrairement à leur attractivité économique, qui reste réduite. Dans ces deux territoires, la densité de population est faible et la présence humaine distribuée de manière inégale : l'habitat dispersé qui caractérise le Limousin rend cette présence discrète tandis que, dans la Sierra, l'habitat est dense, et les bourgs concentrent la vie sociale et la totalité de la population communale. Les représentations de la ruralité conjuguent des images environnementales (les forêts, les champs, les animaux) et

sociales (le village, la cohésion sociale), même si la hiérarchie entre ces deux éléments semble inversée : en Espagne, la migration vers l'espace rural est indissociable de la volonté de *vivir en un pueblo* (vivre dans un village), tandis qu'en France l'aspect environnemental prime.

Au cours du siècle dernier, le Centre-Limousin et la Sierra de Albarracín ont perdu une part significative de leur population, notamment en raison de l'émigration vers les grandes villes, qui a laissé des traces profondes dans la démographie actuelle, caractérisée par une population vieillissante et des densités très faibles. L'immigration a permis une reprise démographique et l' émergence de politiques d'accueil visant à favoriser les installations. Ce renouveau démographique se manifeste de manière différente par sa temporalité et les profils des populations concernées. Le Limousin, qui a accueilli des vagues de néo-ruraux dans les années 1970, présente un solde migratoire positif à partir de la fin des années 1990. Cela est possible du fait de l'arrivée de populations urbaines, notamment originaires de l'Île de France, et de Nord-Européens, à la recherche d'un cadre de vie rural. Dans la Sierra de Albarracín, la fin de l'émigration a été plus tardive, et le solde migratoire est seulement devenu positif au début des années 2000, grâce aux populations urbaines mais surtout à l'arrivée de migrants étrangers du Maghreb, de l'Amérique du Sud, de l'Europe de l'Est.

Dans ces deux territoires, la rencontre avec les acteurs locaux et avec des migrants a enrichi la réflexion, mettant en lumière des trajectoires migratoires complexes, des stratégies résidentielles variées et de nouvelles formes de relation territoriale, qui seront exposées au cours de la thèse.

Méthodologie et plan de la thèse

Après une recherche bibliographique, axée à la fois sur les évolutions des espaces ruraux et sur les deux terrains d'enquête, c'est par une recherche sur le terrain que nous avons tenté de répondre à la problématique. Nous avons adopté une approche qualitative, dont la méthodologie sera détaillée par la suite, en menant des entretiens semi-directifs avec les habitants : migrants, locaux, élus et personnes impliqués dans l'accueil ou dans le milieu associatif. Par l'analyse des réseaux de relations, il s'agit alors d'observer quels groupes sociaux émergent, en particulier parmi les migrants, et s'il existe des facteurs de clivage et d'inégalités entre eux. Par la suite, la recherche de terrain nous permettra d'interroger les pratiques et les représentations spatiales, afin d'analyser l'organisation des pratiques quotidiennes et la perception de l'espace.

Les résultats de cette recherche sont exposés en trois parties : la première, essentiellement basée sur un travail bibliographique, présente un état de l'art sur les évolutions des espaces ruraux en Europe occidentale, à travers une démarche qui, partant de ces mutations, nous conduit à

analyser les flux migratoires et à situer ces phénomènes dans un contexte sociétal marqué par la mobilité.

Il s'agira alors, dans le premier chapitre, d'appréhender les évolutions des espaces ruraux d'un point de vue socio-économique, en abordant les dynamiques démographiques et les mutations des fonctions attribuées aux campagnes (Kayser 1990; Béteille 1981; Renard 2002). Nous pourrons également nous demander comment, du point de vue des représentations (Gumuchian 1991), les campagnes sont devenues des espaces valorisants et convoités (Hervieu et Viard 1996, éd. 2001). Ces évolutions éclairent la nouvelle attractivité des campagnes et les flux migratoires qui sont à l'origine de recompositions sociales, thématiques explorées dans le deuxième chapitre. La bibliographie sur le sujet est riche et illustre l'hétérogénéité des nouveaux habitants, de leurs motivations et des impacts sociaux relatifs à leurs installations. Élargissant le contexte, le troisième chapitre les considère du point de vue de la mobilité (Stock 2005; Gallez et Kaufmann 2009), afin de décrire les articulations entre mobilités, ancrages (Rémy 1996; Sencébé 2001) et des territoires de plus en plus « personnels » (Di Méo 1996; Debarbieux 2009). Les politiques d'accueil manifestent la volonté des territoires de maîtriser les flux migratoires et de gérer les mobilités.

La deuxième partie de la thèse se propose de mettre en perspective les acquis théoriques de la première partie, par l'enquête dans la Sierra de Albarracín et en Centre-Limousin, en analysant les parcours migratoires et les modalités de cohabitation.

À cette fin, le quatrième chapitre présente les deux terrains de recherche, en exposant les raisons qui nous ont poussé à les choisir : il s'agira de décrire les principales caractéristiques de ces deux territoires, insérés dans leurs contextes régionaux, sur le plan démographique et socio-économique. La méthodologie de la recherche y sera également détaillée. Le cinquième chapitre s'attache aux profils des nouveaux habitants qui investissent la Sierra et le Limousin, ainsi qu'aux parcours migratoires et motivations qui les conduisent à s'y installer. Cela permettra d'analyser les facteurs d'attractivité des deux territoires, ainsi que la perception locale des nouvelles installations. Dans le sixième chapitre, seront abordées les modalités de cohabitation que développent des groupes sociaux qui vivent de manière différente le territoire d'installation. Les facteurs de convergence et de tension pourront ainsi émerger, notamment dans l'analyse des sociabilités locales.

Dans la troisième partie de la thèse, l'attention se porte sur les pratiques et les représentations spatiales du lieu d'installation, pour analyser les modalités de relation au territoire et la construction de l'« être d'ici ».

Cela nous conduit, dans le septième chapitre, à étudier de quelle manière les habitants de la Sierra et du Limousin circulent sur le territoire d'installation, quel imaginaire spatial ils lui associent. A l'aide des cartes mentales, cette démarche a pour objectif non seulement de saisir les pratiques et les représentations, mais aussi de voir en quoi la mobilité influence la perception spatiale et peut

devenir un facteur d'inégalité. Le huitième et dernier chapitre aborde la question de la relation qui s'instaure avec le territoire d'installation, en observant la construction d'une légitimité territoriale et les modalités d'ancrage qui se développent dans un contexte de mobilité. Ces questions représentent des enjeux pour les politiques d'accueil qui ont à gérer, d'une part, des installations qui restent inscrites dans la mobilité et, d'autre part, des inégalités sociales et une nouvelle stratification basées sur la maîtrise de la mobilité et la relation au territoire.

Première partie :

Les migrations vers les espaces ruraux :

source de recompositions sociales dans un contexte de mobilité

Introduction à la première partie

Les migrations contemporaines vers les espaces ruraux sont liées aux évolutions des campagnes dans les pays occidentaux et aux pratiques de mobilités. Les campagnes sont investies de valeurs et fonctions hétérogènes et apparaissent comme des espaces à multiples facettes. Elles exercent une nouvelle attractivité, dont le changement des représentations et les flux migratoires sont les expressions. Le nouvel investissement de la campagne est par ailleurs à interpréter dans le contexte de mobilité géographique qui caractérise les sociétés occidentales et bouscule les relations que nous entretenons avec nos lieux de vie.

La première partie de la thèse se propose d'approfondir ces réflexions, qui représentent le point de départ de ce travail. Les trois chapitres donnent les éléments de cadrage géographique et social. Le premier chapitre présente les évolutions récentes, démographiques et socio-économiques, des campagnes des pays occidentaux. La deuxième moitié du XX^{e} siècle se caractérise en effet par la fin de l'exode rural et une revalorisation des campagnes : de nouvelles représentations de ces espaces s'imposent et de nouvelles formes d'investissements, économiques ou culturelles, apparaissent.

Le deuxième chapitre revient sur la littérature concernant les nouveaux habitants dans les espaces ruraux. Après un aperçu historique pour la France, cette partie s'attarde sur les profils des nouvelles populations, qui sont très hétérogènes par leurs origine, motivation et groupe socio-professionnel. Leur présence « recomplexifie » les campagnes : la composition sociale change et une nouvelle stratification s'affirme. Les nouvelles populations sont par ailleurs souvent présentées de manière dichotomique par rapport aux anciens résidents, l'accent étant mis sur les oppositions et les difficultés de cohabitation.

Le troisième chapitre invite à contextualiser les migrations vers les espaces ruraux dans un cadre social où la mobilité est un « fait social total » (Mauss 1925, éd. 2007) qui, d'une part, permet un nouvel agencement des espaces de vie mais qui, d'autre part, conduit à se questionner sur les relations aux lieux et les formes d'ancrages. Pour les espaces ruraux, l'enjeu de maîtriser les mobilités et les flux migratoires se concrétise dans les politiques d'accueil : développées dans de nombreux territoires européens, elles se proposent d'accompagner les nouvelles installations et de créer les conditions socio-économiques nécessaires à l'attractivité de ces territoires.

Chapitre 1 :

Le renouveau démographique et socio-économique des espaces ruraux

Introduction

Ce premier chapitre s'interroge sur les évolutions des espaces ruraux en France et dans les pays européens à partir des années 1970. La reprise démographique des campagnes, observée dans la plupart des pays de l'Europe occidentale, avec des temporalités différentes, a été objet en France d'interprétations divergentes. Derrière les données démographiques, ce sont des visions opposées de l'espace rural qui s'affrontent. En effet, le renouveau démographique peut être vu comme un indice de la transformation plus large des espaces ruraux : campagne et agriculture se dissocient progressivement, laissant place à une diversification de l'économie. La société se recompose et se complexifie, avec de nouvelles catégories sociales qui font leur place. Ce sont aussi les valeurs et les représentations dont les espaces ruraux sont investis qui évoluent, révélant de nouvelles relations entre ville et campagne ainsi que de nouvelles pratiques. Le changement des représentations accompagne aussi une multifonctionnalité assumée des espaces ruraux, qui sont à la fois lieux de production, de résidence, de patrimonialisation. L'objectif du chapitre est ainsi d'analyser les changements démographiques et sociaux des espaces ruraux en France, avec le souci d'élargir le regard aux pays voisins, pour identifier des points communs ainsi que les divergences.

La première partie du chapitre porte sur le renouveau démographique de l'espace rural français, confirmé par les derniers recensements. Le même phénomène avait déjà été observé au Royaume-Uni, où les recherches sur la *counterurbanisation* ont été plus précoces. L'Espagne et l'Italie, tout en présentant des histoires migratoires différentes, voient aussi apparaître des flux des villes vers les campagnes. La deuxième partie du chapitre se concentre sur les représentations associées aux campagnes françaises dans les cinquante dernières années, en s'appuyant sur l'analyse des « guides » pour l'installation en milieu rural et sur la diversification des fonctions des espaces ruraux.

1.1. La « renaissance rurale »[3] : un constat démographique mais des interprétations divergentes

C'est un constat démographique qui, à la fin des années 1970, donne un nouvel élan aux études sur les migrations rurales dans les pays européens. Après des décennies d'exode dans la plupart de ces pays, on remarque une reprise démographique des campagnes. La reprise est portée essentiellement par un solde migratoire positif, alors que le solde naturel reste le plus souvent négatif. Quelques années auparavant le diagnostic de « La fin des paysans » venait d'être publié (Mendras 1967). La campagne n'est plus le « territoire des paysans » et on annonce la fin d'une civilisation paysanne aux bases séculaires, fondée sur l'interconnaissance, sur des référents socio-spatiaux stables. Ses membres « partagent la même vision du monde, le même système de valeurs et le même “outillage” intellectuel et verbal » (Mendras 1976 éd. 1995, 106). Il est possible de reconnaître un territoire, espace aux frontières collectivement reconnues, où il y a coïncidence entre lieux de vie et de travail.

Face à la perte de repères et aux changements déjà en cours, Mendras souligne le besoin de trouver une nouvelle définition de la ruralité, puisque la paysannerie a disparu, même si elle reste vivante dans l'idéologie et dans les valeurs. En prospectant des « campagnes sans paysans » (Mendras 1976) il aperçoit une nouvelle vitalité dans les villages, investis par des néo-ruraux qui empruntent à la civilisation paysanne le cadre et les traditions culturelles, mais en n'ayant plus rien en commun avec elle. On assiste à une urbanisation des modes de vie dans les campagnes mais, en même temps, elles continuent d'exercer une attraction. Comment expliquer, sinon, que « les citadins s'échappent de la ville dès qu'ils le peuvent pour retrouver à la campagne et en la petite ville les aménités urbaines, plus un je ne sais pas quoi d'autre qui paraît donner un sens à la vie »? (Mendras 1976, éd. 1995, 377).

La fin du monde paysan d'un côté, une reprise démographique de l'autre : comment interpréter ces nouvelles dynamiques rurales? Les interprétations de ces changements ont été parfois contrastées, tant dans l'analyse du phénomène, que dans la manière de considérer le rural. Il apparaît clair que les campagnes sont désormais des territoires aux usages et pratiques multiples; l'enjeu qui se pose est celui de la construction d'un espace où des groupes sociaux différents évoluent. Cependant, certains montrent un rural en train de disparaître, sacrifié face au système urbain et à la volonté de rationaliser les territoires. Les évolutions sociales et économiques voient le rural perdre son identité, absorbé par le système urbain. Au contraire, d'autres soulignent la dynamique propre au rural, dont la reprise démographique n'est qu'un des aspects. L'influence du

[3]Kayser 1990.

mode de vie urbain est présente, mais les campagnes renouvellent leur identité face aux mutations dont elles sont investies.

1.1.1. La croissance de la population dans les communes rurales françaises

En France, le recensement de 1982 montre un changement dans la tendance démographique (tableau 1). Il met en évidence l'arrêt de la croissance pour les zones urbaines et une augmentation de la population, due essentiellement aux flux migratoires, pour les communes rurales. Marquées par un solde naturel négatif, lié au vieillissement de la population, les communes rurales présentent une croissance plus rapide que celle des communes urbaines et périurbaines. Les données révèlent un double phénomène : d'un côté, des communes rurales bénéficiant de la proximité d'une ville, qui voient leur population augmenter. De l'autre, des zones rurales « hors influence urbaine », avec une population qui continue de diminuer. Malgré cette double tendance, pour les deux tiers des communes rurales, la situation démographique s'est améliorée par rapport au recensement de 1975 (Faur et Boudoul 1982).

Catégorie de commune (délimitation 1975)	Variation totale				Variation totale dont :							
					Excédent naturel				Solde migratoire			
	1954-1962	1962-1968	1968-1975	1975-1982	1954-1962	1962-1968	1968-1975	1975-1982	1954-1962	1962-1968	1968-1975	1975-1982
Ensemble des communes rurales	-0,45	-0,38	-	1,07	0,51	0,31	0,03	-0,10	-0,96	-0,69	-0,04	1,17
- appartenant à une ZPIU	0,27	0,57	1,28	1,93	0,67	0,54	0,31	0,17	-0,40	0,03	0,97	1,76
- n'appartenant pas à une ZPIU	-0,80	-0,87	-0,75	0,50	0,43	0,20	-0,13	-0,28	-1,23	-1,07	-0,63	0,78
Ensemble des communes urbaines	1,86	1,79	1,13	0,20	0,79	0,83	0,79	0,59	1,08	0,97	0,34	-0,37
Ensemble de la France	1,09	1,14	0,81	0,46	0,69	0,67	0,58	0,40	0,40	0,47	0,23	0,06

Tableau 1: Évolutions démographiques dans les communes françaises entre 1954 et 1982.
(D'après Faur et Boudoul 1982, VI).

Les communes rurales commencent à avoir une variation positive à partir du recensement de 1982 : la variation de la population est de 1,07 % par rapport à 1975. Cette variation d'un solde migratoire positif, en particulier pour les communes qui appartiennent à une ZPIU (zone de peuplement industriel et urbain). Les communes hors ZPIU, plus éloignées des centres urbains,

présentent une démographie plus fragile, avec un solde naturel négatif et un solde migratoire positif moins important.

La population rurale augmente, mais combien de Français vivent dans l'espace rural ? Il semble difficile d'avoir des chiffres précis, en particulier à cause des évolutions des délimitations de l'espace rural. Dans le tableau 2 sont réunis les effectifs de la population rurale de 1962 à 2010, selon différentes sources : dans les années 1960, les campagnes françaises perdent encore de la population, même si cette baisse est faible. Les chiffres concernant la période 1968-1975 sont plus ambigus : en s'appuyant sur le découpage de 1982, l'ensemble des communes rurales gagne de la population. En revanche, selon les délimitations de 1990 les effectifs baissent. Les différentes sources concordent à montrer un renversement de tendance entre 1975 et 1982, ainsi que la poursuite de la croissance dans les années qui suivent. Toutefois, les sources sont discordantes sur les chiffres, avec des différences de l'ordre de centaines de milliers et parfois de millions de personnes pour la même période. Ces divergences sont le fruit de découpages différents ou qui ont évolué dans le temps : par exemple des communes rurales proches des villes qui, avec le processus de périurbanisation, entrent dans l'aire urbaine. Ces découpages amènent à se questionner sur ce que l'on considère « rural » : le rural auquel fait référence Débard (2010) avec 11 millions de personnes, est-il le même que celui d'Eurostat, avec plus de 19 millions ? En plus de la variation de population, avec un écart considérable de 8 millions de personnes, ces divergences mettent en question la pertinence des catégories spatiales, des définitions et représentations différentes du rural.

Source	Délimitation	1962	1968	1975	1982	1990	1999	2006	2007	2010
Laurent, 1975	Délimitations de 1968 - France métropolitaine	15.152	14.903							
Kayser, 1990	Délimitations de 1982		13.371	13.621	14.459					
Bessy-Pietri et *al*., 2000	Délimitations de 1990 - France métropolitaine	13.613	13.473	13.177	13.263	13.381	13.268			
Agreste, 2007	Délimitations de 1999			12.414	13.048	13.745	14.322			
Agreste, 2007	Délimitations de 2007			14.241	14.474	14.717	14.322			
Laganier et Vienne, 2009	Délimitations de 1999 - France métropolitaine							11.062		
Débard, 2010	France métropolitaine								11.154	
Eurostat	Régions à prédominance rurale							18.887	19.015	19.316

G.Tommasi - GEOLAB 2014

Tableau 2: Évolution de la population rurale en France de 1962 à 2010 (en milliers).
Une population qui varie selon les sources prises en considération.

Dans son dernier zonage en aires urbaines de 2010, l'Insee privilégie une catégorisation à partir de l'influence des villes sur le territoire urbain et ne distingue pas entre « espace à dominante urbaine » et « espace à dominante rurale ». C'est le terme de « rural » qui disparaît : en considérant que la plupart des communes rurales sont sous influence urbaine, l' « espace à dominante rurale » a été décomposé en « petits pôles », « couronnes des petits pôles » ou encore «communes isolées hors de l'influence des pôles » (Brutel, Lévy, 2011).

Les débats autour des chiffres sur la population rurale ont commencé dans les années 1980 : les interprétations divergentes des résultats du recensement de 1982 ont concerné à la fois les chiffres, mais surtout les évolutions qu'elles annoncent. L'étude des données démographiques laisse en effet la place à l'analyse de l'espace rural dans ses relations à l'urbain et ses dynamiques socio-économiques. La reprise démographique s'insère dans le cadre général d'une transformation des espaces ruraux. La diminution des actifs agricoles va de pair avec l'affirmation d'une multifonctionnalité dans laquelle la dimension résidentielle prend de plus en plus de place (Renard 2002). Ces transformations amènent à se questionner sur l'apparition de nouveaux enjeux d'aménagement, liés à la complexification des relations entre la ville et la campagne et au rôle des politiques publiques, marquées par une territorialisation croissante (Jean et Périgord 2009).

1.1.2. Deux lectures du recensement, deux lectures de l'espace rural

Les chiffres du recensement révèlent une variation du solde migratoire de 1,17 % entre 1975 et 1982 pour l'ensemble des communes rurales. Malgré un solde naturel de -0,1 %, la variation totale est positive pour l'ensemble des communes rurales (1,07 %), qui affichent une croissance plus forte que celle de l'ensemble de la France (0,46 %). Si certains y voient le signe d'un renouveau général des campagnes, pour d'autres ces chiffres sont surtout le résultat d'une dynamique portée par les communes en ZPIU (zone de peuplement industriel et urbain), plus proches des centres urbains.

1.1.2.1. Un rural passif, une dynamique illusoire...

Le constat d'un renouveau démographique est mitigé aux yeux de certains chercheurs pour qui il s'agit d'un phénomène illusoire et conjoncturel. Béteille (1981) par exemple souligne l'ambiguïté de la reprise démographique : évidente si on observe le rural dans son ensemble, elle révèle de nombreuses différences et instabilités en regardant de plus près. Son travail porte sur une période au cours de laquelle, dans plusieurs pays, les phénomènes de dispersion ou d'étalement

urbain étaient observés. En France, la périurbanisation était un processus assez récent, notamment en comparaison avec les États-Unis ou la Grande Bretagne.

Le travail de Béteille s'insère dans une période au cours de laquelle le desserrement urbain était particulièrement fort : entre 1975 et 1982, la croissance des espaces périurbains est de 2,2 % par an, alors que la croissance des villes-centre ralentit (Baccaïni et Sémécurbe 2009). Le phénomène était relativement récent, mais il commençait à faire l'objet d'études qui soulignaient la tendance de la ville à « s'éparpiller » (Bauer et Roux 1976), sous l'impulsion de ménages qui s'installaient hors des centres urbains. Il était difficile de distinguer les migrations vers l'espace rural d'un processus d'étalement urbain (Faur et Boudoul 1982) et d'ailleurs, même aujourd'hui la différence n'est, dans certaines situations, pas évidente[4]. Les données du recensement de 1982 pouvaient ainsi être lues dans le sens d'une suburbanisation toujours plus étendue. L'espace rural serait alors passif devant l'avancée, démographique et culturelle, de l'urbanité. Le renouveau rural serait illusoire, la reprise étant essentiellement le fruit de l'influence urbaine, qui s'étend de plus en plus loin dans les campagnes. Le renouveau rural ne serait rien d'autre qu'un effet de l'étalement urbain. Béteille ne nie pas l'existence d'un flux migratoire vers les campagnes plus éloignées, mais il l'explique à travers la conjoncture sociale et économique. La « grande agitation » (Béteille 1981, 229) de 1968 et la crise économique du début des années 1970 étant des facteurs à l'origine de ce mouvement. Béteille nourrit de forts doutes quant à l'installation dans la durée de cette population. Instable et marginale, elle serait composée essentiellement d'étudiants en rupture avec les études, d'intellectuels, de stagiaires agricoles, de nombreux inactifs. Ainsi, malgré la « croissance apparente » des communes rurales, la déprise resterait une menace. Ces évolutions ont des conséquences sur le plan économique. La complexification de la structure socio-économique remet en cause la place des campagnes dans l'économie du pays et les rend dépendantes des évolutions externes au milieu rural. On se retrouve face à un « choc des cultures » qui oppose une culture paysanne agonisante à une culture urbaine conquérante. Dans le processus d'homogénéisation des pratiques et des modes de vie, les zones rurales perdraient ainsi une partie de leur identité et de leurs valeurs. Que peuvent apporter les nouveaux habitants ? Béteille souligne comment ce groupe n'a pas toujours été bien accueilli par la population rurale. Son regard est peu indulgent envers les migrants, mal assimilés et porteurs d'une « contre-culture » (Béteille 1981, 232) dont les effets sont difficiles à prévoir. Leur arrivée ne conjure pas la menace de la déprise et contribue plutôt à la crise de l'identité rurale.

Les campagnes de Béteille sont un espace perdu et subordonné aux logiques de l'État et de l'Europe. Bouleversé par la chute des effectifs agricoles et par la crise de son identité c'est, selon lui, un espace passif incapable de montrer une dynamique endogène. La modification du système

[4]Cela également dans la terminologie : P. Merlin par exemple, inclut dans l'exode urbain à la fois le processus de périurbanisation (installation à proximité des villes) et celui de rurbanisation (installation en discontinuité des zones urbaines) : il s'agit selon l'auteur de citadins qui quittent la ville, sans pour autant changer de modes de vie ou d'emploi. Dans ce sens, les deux phénomènes sont associés, ce qui les différencie est la distance à la ville, plus importante pour les rurbains (Merlin 2009).

familial et économique séculaire remet en cause la place des campagnes dans le pays. Dans le cadre d'une déprise inéluctable, leur seul atout reste l'espace. Un espace inoccupé par les paysans, à la recherche d'une nouvelle fonction qui n'est pas encore bien définie. Quelques années plus tard, l'incitation à « oser le désert » (Lévy 1994) met en valeur cet atout. L'espace laissé vide par la mort de la ruralité devient le levier pour une nouvelle ruralité. Si la campagne, en tant qu'espace structuré par la civilisation paysanne, est morte, pourquoi s'obstiner à la garder vivante? Lévy suggère d'accepter cette mort et d'assumer la dimension mythique que la ruralité a en France, pour enfin permettre la naissance d'une nouvelle civilisation urbaine. Les espaces ruraux deviennent alors des espaces naturels à aménager au service d'une population urbaine à la recherche ponctuelle de verdure et de paysages. Lévy semble partager avec Béteille l'image d'un rural dépourvu de dynamique propre. La dépendance entre les deux espaces est de plus unilatérale : elle n'est plus basée sur un échange, la campagne devient un parc au service de la ville, le *wilderside* du monde urbain (Berque 2011).

Cette première lecture met l'accent sur la passivité et la dépendance de la campagne face à la ville : la campagne n'est désormais qu'un paysage, un spectacle sur lequel tous les citoyens, et pas seulement les agriculteurs, ont un « droit de regard » (Hervieu et Viard 1996, éd 2001, 114). Ses habitants sont presque invisibles, impuissants face aux changements, alors que les citadins et leur mode de vie s'imposent. En opposition à cette vision, un autre courant interprète de manière différente les données du recensement et met l'accent sur le renouveau des espaces ruraux.

1.1.2.2. Ou un rural renaissant?

Les données sur la reprise rurale du recensement de 1982 (tableau 1, §1.1.1.) sont interprétées par d'autres chercheurs comme le signal d'une inversion de tendance. En effet, la reprise ne serait pas seulement démographique, mais également sociale et économique, révélant une évolution du regard porté sur les espaces ruraux.

Les données françaises trouvent un écho dans la réalité d'autres pays occidentaux, où la même tendance apparaît. Le graphique de J.-P. Diry (2002) (figure 2) distingue trois phases dans l'évolution de la population rurale dans les pays occidentaux. Une première phase de hausse de la population, due à une forte natalité et à des départs limités, a créé des effets de surpeuplement : l'émigration, d'abord temporaire et ensuite définitive, devient la solution pour équilibrer la population et les ressources. L'accentuation de l'émigration et une natalité en baisse conduisent à une deuxième phase, où la population diminue : l'exode rural, dont les causes principales sont les révolutions techniques dans l'agriculture et l'attrait des villes, vide progressivement les campagnes. Si le phénomène se retrouve dans de nombreux pays occidentaux, son début et sa fin y trouvent des temporalités différentes (Woods 2005). Enfin, la troisième phase montre une augmentation de la

population dans les campagnes, grâce à un solde migratoire positif. Le profil social des nouveaux habitants se diversifie et la population agricole continue de diminuer : les recompositions sociales transforment les sociétés rurales et deviennent un des moteurs de la « renaissance rurale ».

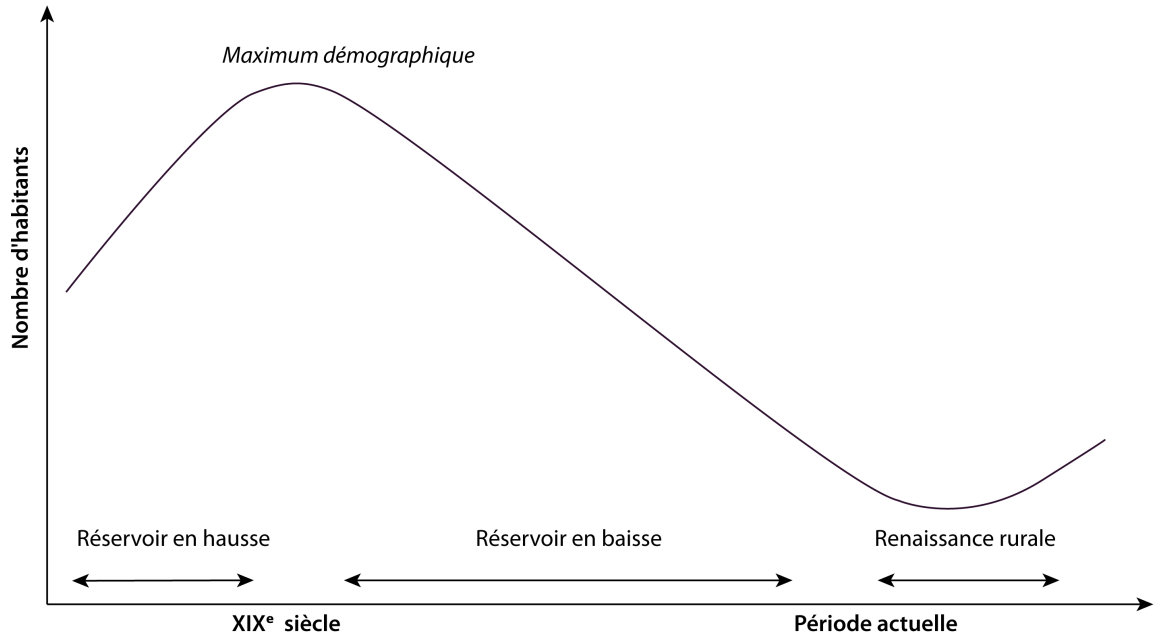


Figure 2: Les trois phases de l'évolution de la population rurale.

Après une phase de croissance qui prend fin au XIX^{e} siècle, la population baisse de manière importante, en raison de l'émigration, des conflits, du vieillissement. Une reprise démographique s'amorce à la fin du XIX^{e} siècle. D'après J.P. Diry (2002, 70).

En France, l'intérêt pour l'arrivée de nouvelles populations en zone rurale isolée se manifeste à la fin des années 1970, et porte en particulier sur le phénomène des néo-ruraux (Micoud 1976; Hervieu-Léger et Hervieu 1979[5]). Les sociologues s'intéressent à ce retour, ou plutôt à ce « recours » à la terre. Ces études illustrent les nouvelles valeurs dont les campagnes sont investies : espaces vierges où réaliser une utopie, expérimenter de nouvelles formes sociales, antidote à la crise urbaine. Toutefois, il s'agit souvent d'un processus éclaté, où l'on retrouve divers groupes : la population concernée est relativement homogène (jeunes, urbains, diplômés), mais il n'est pas pour autant possible de parler de mouvement social. Le phénomène néo-rural peut sembler loin dans le temps, mais il peut être intéressant de voir comment ces expériences, durables ou pas, ont laissé une trace dans les territoires ruraux. D'une part, en marquant la population locale, qui pourrait voir dans une

[5]À ces références nous pouvons ajouter le numéro 14 de la revue Autrement, « Avec nos sabots...La campagne rêvée et convoitée », publié en 1978.

partie des migrants actuels de nouveaux marginaux, ou des installations temporaires. D'autre part, une partie des « migrants de l'utopie » se sont installés de manière durable : les migrants arrivés après eux ont pu s'appuyer sur leur expérience « pionnière ». Enfin, il est possible de se demander si la logique qui a animé ces installations se retrouve chez les migrants actuels, ou si elle a évolué.

Ces études se focalisent sur le phénomène néo-rural du point de vue des migrants. Une importance moindre est accordée aux territoires concernés, ainsi qu'aux aspects démographiques. Le retour à la nature prime sur la « renaissance rurale » (Kayser 1990). Dans cet ouvrage, l'analyse des données des recensements et la mise en perspective avec d'autres pays offrent un cadre plus structuré du phénomène. En s'appuyant sur des comparaisons avec d'autres pays occidentaux, Kayser soutient, en réponse à Béteille, que les flux migratoires dans les campagnes ne sont pas un mouvement ambigu ne concernant que les campagnes périurbaines, mais un phénomène qui s'affirme de manière durable, même dans des campagnes éloignées de la ville.

Certes, la reprise démographique n'est pas homogène sur tout le territoire français et les campagnes périurbaines en bénéficient plus que les autres. La reprise n'est pas pour autant illusoire : l'ensemble des communes rurales voit pour la première fois sa population s'accroître. Il reste à prouver que le renouveau n'est pas un phénomène localisé ou conjoncturel. En réponse au premier doute, les communes hors influence urbaine gagnent des habitants, la périurbanisation n'est donc pas le seul moteur du phénomène. Le recensement de 2006 (tableau 3) a confirmé la tendance : le solde migratoire est quatre fois plus important dans l'espace à dominante rurale (0,8 % par an entre 1999 et 2006) que dans l'espace à dominante urbaine (0,2 %/an). Il est aussi, pour la première fois, égal au solde migratoire de l'espace périurbain. Le solde naturel pèse encore de manière négative, (- 0,1 % /an), alors qu'il est toujours positif dans les espaces urbains. Ainsi, entre 1999 et 2006 la croissance des espaces à dominante urbaine et celle des espaces à dominante rurale affiche le même taux de variation annuel (0,7 %). Ce taux s'explique, pour les premiers, par un solde naturel positif et l'attractivité du périurbain. Pour les espaces ruraux, il se justifie par un solde migratoire positif et un solde naturel à peine négatif.

	Variation annuelle (en habitants par an)	Taux de variation annuel 1999-2006 (en%)			Taux de variation annuel 1982-1999 (en%)
		Total	Dû au solde naturel	Dû au solde migratoire apparent	
Pôles urbains	177 245	0,5	0,5	0,0	0,3
Dont villes-centres	*52 807*	*0,3*	*0,4*	*-0,1*	*0,0*
Dont banlieues	*124 438*	*0,6*	*0,6*	*0,0*	*0,6*
Périurbain	161 685	1,3	0,4	0,8	1,2
Total espace à dominante urbaine	338 930	0,7	0,5	0,2	0,5
Total espace à dominante rurale	72 334	0,7	-0,1	0,8	0,0
France métropolitaine	411 264	0,7	0,4	0,3	0,4

Tableau 3: Évolution de la population en France, selon le type d'espace, entre 1999 et 2006.
D'après Laganier et Vienne (2009, 3).

Les données démographiques plus récentes confirment la croissance des communes rurales. P. Pistre (2012,) montre que l'évolution démographique s'est affranchie de deux éléments considérés discriminants pour la croissance démographique : la taille de la commune et sa distance à la ville (figure 3). Dans sa thèse il souligne que l'évolution positive concerne même les plus petites communes, celles de moins de 100 habitants, qui présentent une évolution moyenne de +0,6 % par an entre 1999 et 2007. Par ailleurs, après 2000 la croissance n'est plus concentrée dans les communes limitrophes aux centres urbains : les *maxima* de croissance se situent dans les communes plus périphériques, « autour de 5 km pour les petites villes, 10-15 km pour les villes moyennes inférieures et 25-30 km pour les grandes villes » (*ibid*., 60) et les effets sont visibles de plus en plus loin, notamment pour les grandes villes.

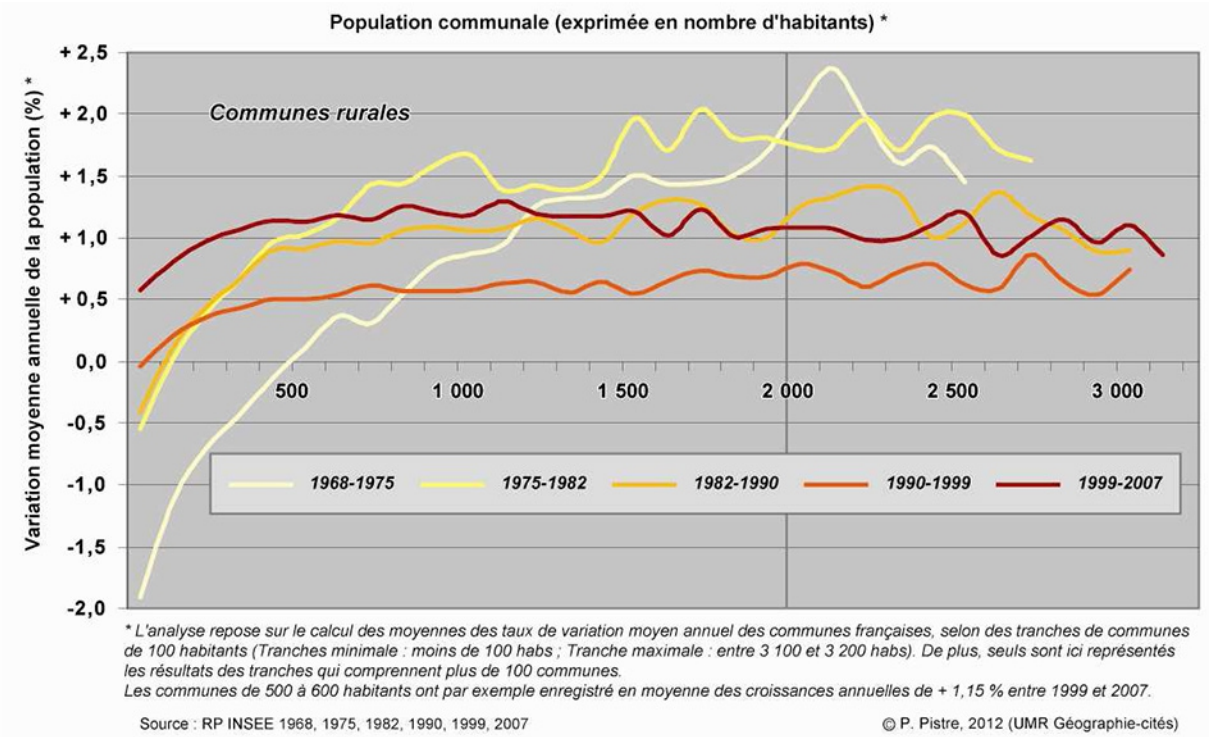


Figure 3: Des croissances démographiques de moins en moins liées à la taille des communes rurales.
Extrait de Pistre 2012, 57.

Les données démographiques ont ainsi confirmé les analyses de Kayser qui, au delà des données, mettait en évidence la capacité des campagnes à avoir une dynamique endogène : les territoires peuvent être acteurs de leur croissance et de leur renouveau. Puisque l'arrivée de nouvelles populations n'est pas le seul facteur déterminant et qu' « une véritable "renaissance rurale" ne peut reposer sur la seule installation de nouveaux habitants » (Diry 1996, 63), d'autres facteurs émergent. En particulier, Kayser en identifie trois déterminants pour la croissance : d'abord, l'état de la société, marquée par des recompositions sociales. Ensuite, la présence d'emplois non agricoles dans la commune ou dans le bassin d'emploi local. Enfin, « la volonté collective se traduisant par une politique active d'accueil dont les lotissements municipaux sont l'expression la plus évidente » (Kayser 1990, 69). La volonté des maires et les projets de développement local peuvent jouer un rôle dans le sort des communes rurales. Dans cette perspective, les campagnes ne sont plus exclusivement un espace asservi à la ville ou au pouvoir de l'État, elles sont aussi actrices du développement local. Aux trois facteurs évoqués, nous pouvons ajouter le rôle de la mobilité. La facilité à circuler, à se déplacer sur de courtes ou longues distances a créé de nouvelles interconnexions entre les espaces. La réduction des distances spatiales a permis de dissocier lieu de vie et lieu de travail; le lieu de résidence peut ainsi devenir un lieu choisi. Les espaces ruraux sont plus accessibles qu'auparavant de par les infrastructures et la mobilité individuelle. Cela ne signifie pas que l'espace soit sans frontière et que tous en bénéficient. Au contraire, la mobilité peut être un facteur discriminant et accentuer les inégalités sociales (Kaufmann 2008, cf §3.1.2.). Elle peut

également accentuer les inégalités entre les territoires différemment dotés en infrastructures de transports et donc inégalement connectés aux autres territoires.

1.2. Un renouveau observé dans d'autres pays occidentaux

L'analyse d'un renouveau rural en France était confortée par la « concomitance, au moins approximative, du renversement démographique dans la plupart des pays industriels [qui] oblige à y voir bien plus qu'un phénomène superficiel ou passager » (Kayser 1990). Au Royaume-Uni comme en Italie et plus tard en Espagne, les flux migratoires internes se dirigent vers les espaces ruraux.

1.2.1. Dans la géographie anglo-saxonne, un objet d'étude plus ancien

Aux États-Unis le processus de desserrement urbain avait commencé après-guerre, avec le départ des ménages des classes moyennes des centres-villes vers les banlieues résidentielles, où ils pouvaient avoir accès à une maison individuelle et un cadre de vie plus agréable. La généralisation de l'équipement l'automobile permettait des déplacements quotidiens vers la ville. En effet, la *suburbanization*, comme son nom l'indique, traduit un rapport de dépendance vis-à-vis de la ville, du point de vue des emplois et des activités. Progressivement, cette dépendance s'est estompée, car suivant une première phase de *suburbanization* essentiellement résidentielle, deux phases ultérieures ont vu la décentralisation des industries, puis des activités tertiaires et des services « supérieurs » (services financiers, centres de recherches, sièges sociaux des entreprises) (T. Champion 2001). Les recherches américaines ont observé la croissance de la population aussi dans les aires non métropolitaines (Beale 1975) et introduit le concept de *counterurbanization* (Berry 1976).

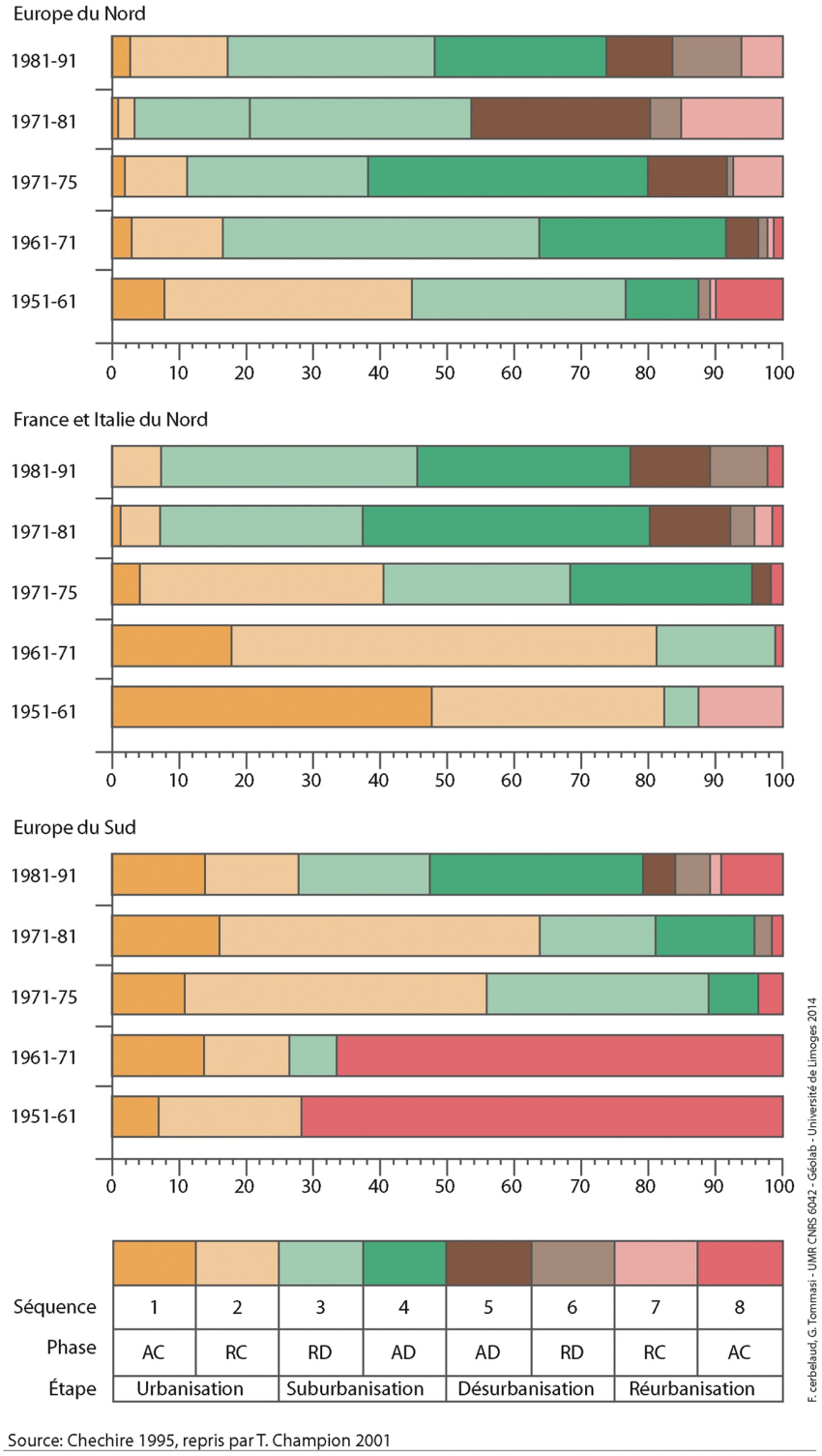
Ces réflexions ont nourri la recherche britannique : en effet, les géographes britanniques ont été les premiers en Europe à étudier les migrations de la ville vers les zones rurales. L'après-guerre voit débuter un processus de redistribution de la population au sein du territoire national et les premières études datent de cette période (Pahl 1965a; 1965b). Leur développement a été intéressant non seulement pour l'analyse démographique des espaces ruraux, qui amorçaient une croissance de leur population, mais surtout pour l'observation des multiples facettes du phénomène. Les différentes contributions ont construit un tableau qui, tout en dessinant de grandes tendances, montre la complexité du phénomène, notamment les changements économiques et les recompositions sociales, ainsi que des facteurs plus généraux, comme l'essor de la mobilité, la

transformation des classes sociales et des modes de travailler. Tout au long de ces observations, les géographes et sociologues britanniques ont ouvert des débats à la fois sur la pertinence des concepts et sur l'efficacité des théorisations qui naissaient d'études empiriques ou localisées. Au cours des années 1980, les recherches ont ainsi confirmé le renversement des dynamiques démographiques des espaces ruraux en Grande-Bretagne, et fait avancer la réflexion plus théorique sur la pertinence des concepts mobilisés (A.J. Fielding 1982; Dean et al. 1984; Cloke 1985; Dean 1986; A. G. Champion 1989).

Les géographes britanniques ont en particulier développé le concept de *counterurbanization*, défini comme la « redistribution de la population des plus grandes villes et de la concentration métropolitaine vers des aires métropolitaines plus petites et, au delà, vers des territoires non métropolitains. Cela signifie une inversion de la concentration à la dispersion, des déplacements dans la distribution générale du haut de la hiérarchie urbaine à des déplacements relatifs aux unités de peuplement en descendant l'échelle de densité, d'une moins fréquente à une plus fréquente dispersion de la population dans l'espace »[6] (A.G. Champion 1989, 52-53). Au Royaume-Uni, la *counterubanization* prend ainsi la forme d'une « cascade » (T. Champion 2001a, 37), par un processus de redistribution de la population du haut de la hiérarchie urbaine vers les niveaux plus bas.

Ce processus est alimenté par une restructuration économique et des préférences résidentielles, et s'observe dans plusieurs pays occidentaux, selon des modalités et temporalités différentes. Contrairement à la *suburbanization*, il ne s'agit plus seulement d'un étalement de la ville, mais de l'installation de population vers des territoires non urbains ou vers des centres urbains mineurs. L'observation de ces phénomènes a conduit à élaborer une théorie qui postule différentes phases du développement urbain : une phase d'urbanisation, pendant laquelle la population et les activités se concentrent dans les zones urbaines ; une phase d'étalement urbain et de déconcentration, qui conduit à une troisième phase, de *dis-urbanization*, au cours de laquelle les villes perdent une partie de leur population et on assiste à la déprise des quartiers urbains. Enfin, le moment de *re-urbanization*, qui voit à nouveau un investissement des villes-centres, à la fois par la population et les activités. Le graphique (figure 4), emprunté à Cheshire (1995) et repris également par T. Champion (2001a) permet d'observer ces quatre phases dans trois grandes régions européennes, de l'après guerre au début des années 1991. Cheshire a pris en considération 241 aires métropolitaines (*fonctional urban regions*) de plus de 330.000 habitants en Europe afin de vérifier si les quatre moments étaient identifiables[7].

[6]Traduction personnelle. Texte original : « *So counter-urbanization represents a shift in the reverse direction, with the redistribution of population from major cities and metropolitan concentration towards smaller metropolitan areas and beyond into non-metropolitan territory. This signifies a switch from concentration to dispersal, from shifts in overall population distribution up the urban hierarchy to shifts down the settlement-side gradient, and from a less even to a more even spread of people over geographical space.* »



Source: Chechire 1995, repris par T. Champion 2001

Figure 4: Les quatre différentes phases du développement urbain et sa fréquence dans trois grandes régions européennes entre 1951 et 1991. D'après Cheshire 1995, repris par T. Champion 2001.

[7]Dans le tableau, chacune des quatre étapes est divisée en deux phases, qui font référence à l'intensité plus ou moins forte. Ainsi, *urbanization* est divisée en *absolute* et *relative centralization* (AC, RC) ; la *suburbanization* en *relative* et *absolute decentralization* (RD, AD) ; la *dis-urbanization* en *absolute* et *relative decentralization* (AD, RD) ; la *reurbanization* en *relative* et *absolute centralization* (RC ; AC).

La phase d'urbanisation apparaît intense dans les deux premières décennies de l'après-guerre, en particulier pour la France et le Nord de l'Italie, où elle perd de l'intensité au cours des années 1970. C'est plus tard qu'elle s'impose dans les pays du Sud de l'Europe, où les villes connaissent un fort développement dans les années 1970 et 1980. Au contraire, dans les pays du Nord de l'Europe, l'urbanisation s'estompe plus précocement, à partir des années 1960, et le phénomène de suburbanisation, évident déjà dans la décennie suivant la guerre, reste une tendance importante pendant les décennies suivantes. En France et Italie du Nord, la suburbanisation commence timidement dans les années 1960, pour s'imposer ensuite au cours des années 1970 et se poursuivre jusqu'aux années 1990. Le phénomène est décalé et plus limité dans le Sud de l'Europe. Liée à la phase de déconcentration urbaine, la désurbanisation apparaît plus tardivement, notamment dans le Nord de l'Europe. La dernière phase, qui correspondrait à un nouvel investissement des centres urbains, semble s'imposer clairement dans le Sud de l'Europe. Dans le même temps, il reste plus limité pour les deux autres régions.

Ce graphique, qui ne considère pas les évolutions des vingt dernières années, met en évidence le manque d'uniformité de ces tendances entre pays, que cela soit pour l'intensité ou la temporalité : le desserrement urbain est par exemple une tendance bien attestée dans les pays nord-européens à partir de la décennie 1960, alors que seulement vingt ans plus tard elle s'impose dans le Sud du continent. Le graphique montre également que les quatre phases ne se succèdent pas de manière nette, mais les forces centripètes et centrifuges peuvent coexister dans la même période.

Un apport de la géographie britannique se trouve aussi dans l'étude de nouvelles dynamiques de redistribution de la population et des activités économiques, tout en soulignant la diversité des situations locales. Deux facteurs principaux d'explication de la *counterubanization* ont été identifiés : d'une part des facteurs plutôt économiques et rationnels, comme la décentralisation des emplois et des services, ou une meilleure accessibilité des zones rurales (Cloke 1985; Halliday et Coombes 1995). Les migrants se rapprochent donc des emplois disponibles. D'autre part, émergent des éléments plus qualitatifs : la qualité de la vie, l'environnement naturel et social (Fotheringham et al. 2000; Findlay et Rogerson 1993). Le modèle de migration *push and pull* commence donc à être mis en question par des facteurs immatériels qui amènent pourtant les personnes à migrer : le facteur économique ne disparaît pas, mais est relativisé et vu de manière complémentaire à la qualité de la vie ou à des éléments qui peuvent être rapportés au *rural idyll* (Bunce 1994; Mingay 1989; Gorton et *al.* 1998, cf. §1.3.1.).

Les géographes britanniques ont aussi étudié les conséquences socio-démographiques et économiques que ces migrations avaient sur les espaces ruraux, en montrant la difficulté d'identifier des tendances générales, et l'importance des caractéristiques locales. D'un point de vue socio-démographique par exemple, un des débats porta sur le rôle de la *counter-urbanization* dans la reprise démographique : il semblait en effet qu'elle pouvait, de manière paradoxale, contribuer au dépeuplement, dans la mesure où l'arrivée de nouvelles populations, avec des ménages moins

nombreux et l'importante diminution des maisons disponibles, pouvait contribuer à la baisse démographique. Localement, l'effet conjoint de « gentrification et geriatrification » (Weekley 1988) a pu ainsi impacter de manière négative les données démographiques (Spencer 1997). Mais les débats les plus vifs ont concerné les recompositions sociales, notamment à travers l'étude de la *middle class*, groupe social caractérisé par des emplois plus qualifiés et des revenus plus élevés que ceux des populations locales. Des études mettent en évidence les conséquences néfastes de l'emprise de cette classe sociale, notamment pour la hausse des prix immobiliers qui empêche l'accès au logement des jeunes ménages locaux, ou pour la prise de pouvoir local par un groupe capable d'influencer les décisions locales et d'imposer ses intérêts (Cloke et Thrift 1987; Murdoch et Marsden 1994; Murdoch et Day 1998; Phillips 1998). D'autres études mettent en revanche en évidence les conséquences positives, notamment en termes de revitalisation économique et création d'emplois (Keeble et Tyler 1995; Findlay et *al.* 2000; Lobley et *al.* 2009; Stockdale et *al.* 2000).

Ainsi, la littérature britannique offre un cadre théorique et des études empiriques pour les autres pays où le renouveau rural s'est manifesté plus tardivement. Elle offre un cadre de comparaison qui, adapté aux spécificités nationales, peut constituer une référence utile pour interpréter les changements sociaux et en supposer les évolutions (Bodiguel et Lowe 1989; Buller 1991; Ferrás 2007; Solana Solana 2008).

1.2.2. En Europe méridionale, des recherches plus récentes : l'exemple de l'Italie et de l'Espagne

Plus tardivement qu'en France et dans les pays anglo-saxons, en Espagne et en Italie les statistiques montrent un renouveau des communes rurales, avec des flux internes mais également internationaux. Dans les deux pays, la présence étrangère est relativement récente. L'Italie, pays d'émigration jusqu'aux années 1970, a connu une inversion de son régime migratoire et un solde migratoire positif en 1973 (Pugliese 2006). Les flux deviennent particulièrement importants dans les années 1990, avec une forte concentration des migrants dans les régions centrales et septentrionales[8].

La situation espagnole est, sur ce point, assez proche : sa position géographique et le développement économique des deux dernières décennies ont rendu le pays très attractif. Proximité géographique pour les migrants nord-africains, proximité linguistique et culturelle pour les Latino-Américains : les flux qui ont investi l'Espagne dans les années 2000 en ont fait le premier pays d'accueil de l'Union Européenne. L'arrivée de populations étrangères a ainsi changé les portraits démographiques des deux péninsules. Dans un laps de temps relativement court les flux d'Italiens et

[8]Selon le rapport *Immigrazione: dossier statistico 2010* établi par la fondation Caritas Migrantes.

Espagnols sortant de leur pays ont été remplacés par des flux entrants. L'Espagne a également accueilli un flux de migrants en provenance du nord de l'Europe : des migrants « climatiques » souvent retraités, dont les installations se sont multipliées sur la côte méditerranéenne (Simon 2008, 127). La conjoncture économique actuelle a un impact sur l'installation des migrants, et les flux d'émigration réapparaissent. Ils concernent des migrants qui rentrent dans leur pays d'origine à cause du chômage, mais également d'Italiens ou d'Espagnols qualifiés et jeunes qui, faute d'une condition économique satisfaisante ou d'emploi stable dans leur pays, s'en vont chercher ailleurs (ISTAT 2010; 2012).

Les flux migratoires internes ont également été importants dans les deux pays. L'attraction pour les zones urbaines et industrialisées a été le moteur d'un important mouvement de population au cours du XX^{e} siècle. L'exode rural en Italie a concerné notamment les zones méridionales et du Nord-Est, en faveur des régions occidentales, ainsi que du Latium et de la Toscane (Barberis et Medici 1960). Pourtant, à partir de 1971, les communes rurales italiennes concentrent 70 % de la croissance démographique du pays. Un taux de natalité positif et la décentralisation de l'industrie figurent parmi les causes de cette reprise, visible de manière inégale sur le territoire national (Barberis et Dell'Angelo 1988). La bibliographie est peu abondante sur le sujet : nombreuses sont les études qui traitent de l'émigration vers l'étranger, ainsi que celles, plus récentes, sur l'immigration étrangère qui s'est imposée dans le panorama des recherches migratoires. Les dynamiques migratoires des zones rurales sont un objet d'étude encore récent, et la bibliographie se concentre sur l'image de la campagne et son évolution (Camporesi 1992; Settis 2010) ou sur le constat d'une « envie de campagne » comme tendance postmoderne (Merlo 2006). Des études et rapports plus récents s'intéressent au phénomène notamment dans les régions de montagne et moyenne montagne (Dematteis 2011; Lapponi 2009; Pettenati 2008; Varotto 2000). L'impact positif de la présence de nouveaux habitants est souligné, notamment à travers leur « territorialité active » (Pettenati 2010) par laquelle ces derniers s'imposent comme acteurs économiques et politiques dans le territoire d'accueil. L'attractivité environnementale est une des raisons de la migration, ainsi que la sensibilité à des problématiques environnementales qui poussent à s'éloigner des zones urbaines. En effet, les débats autour de l'environnement s'imposent dans l'actualité : le « pillage du paysage » (Settis 2010) lié à une urbanisation sans règles, ainsi que les scandales relatifs à la pollution ou à la gestion des déchets amènent une partie de la population à rechercher un cadre et un mode de vie différents (Osti 2006). Une partie des flux migratoires en provenance de l'étranger est transférée vers les zones rurales, pour des raisons essentiellement économiques. Leur présence est particulièrement structurante dans certains domaines agricoles du sud de l'Italie (Cicerchia et Pallara 2009).

En Espagne, le ralentissement de l'exode rural en faveur d'un retour vers les campagnes apparaît vers la fin des années 1970. Les deux décennies précédentes ont vu un fort développement des zones urbaines, notamment côtières : l'exode rural a fortement alimenté cette croissance (Camarero Rioja 1991; 1993). Ces flux importants et tardifs représentent un phénomène assez isolé

dans le contexte européen (Solana Solana 2008). Ils s'essoufflent vers la fin des années 1970 : les offres d'emploi dans les villes diminuent et les nuisances des grandes agglomérations s'imposent. Par ailleurs, les espaces ruraux se sont tellement vidés de leur population active, que le bassin de main-d'œuvre est presque épuisé. À partir des années 1980, la géographie espagnole commence à s'intéresser aux flux migratoires sortant des villes, en particulier autour des deux métropoles, Madrid et Barcelone. Les travaux mettent en évidence la déconcentration de la population, et une croissance qui se déplace vers les zones périphériques. Dans le cas de Barcelone, le rôle des populations étrangères semble particulièrement important dans ce processus : en se déplaçant vers les nouveaux pôles d'emploi et d'activités situés dans la zone périurbaine, ils participent au développement de l'aire urbaine (Miret 1998; 2009; Arroyo 2001; Modenes 2001). À partir des années 1990, les géographes portent leur attention vers les zones plus rurales, plus loin des aires métropolitaines (Camarero Rioja 1993; Higueras-Arnal 1996; Ferrás Sexto 1998; Rivera Escribano 2007). Quand la croissance des communes rurales se confirme, les recherches s'intéressent à l'arrivée de nouveaux habitants et à la dynamique de revitalisation dont ils semblent être porteurs (Morén Alegret 2007; Solana Solana 2008; Halfacree et Rivera 2012). De nombreuses communes rurales ont une démographie désormais stable ou en croissance. Cependant, la situation demeure hétérogène au niveau national. Dans l'étude des migrations vers le rural, deux grands courants de recherche se dégagent. Le premier est lié à l'attraction des campagnes agricoles, où l'agriculture intensive a attiré de nombreux travailleurs étrangers. Il s'agit en particulier des régions du sud de l'Espagne, où une partie des flux migratoires internationaux a été canalisée (Souvannavong 2002; Sanz 2006; Gonzálves Pérez et López Trigal 2009; Mancilla Mancilla et *al*. 2011). Le deuxième porte sur les migrations résidentielles, liées à l'environnement et au cadre de vie, notamment sur le littoral méditerranéen (Solana Solana 2005; Cutillas Orgilés 2009; Rodríguez, Díaz, et Huber 2005; Bayona-i-Carrasco et Gil-Alonso 2013). Les recherches ont également analysé les différents signifiés attribués au rural et à l'environnement par les migrants résidentiels dans le Système Ibérique ou dans les Pyrénées (Rivera Escribano et Mormont 2006; López-i-Gelats, et *al*. 2009). Ces recherches montrent l'hétérogénéité des significations associées à la ruralité et l'importance des représentations. En effet, les représentations du rural que se font les nouveaux habitants déterminent leurs attentes vis-à-vis du territoire d'installation. Et les attentes influencent la manière dont les relations et les pratiques sont articulées, tant sur le plan social que spatial.

L'étude des migrations rurales en Espagne montre la complexité du phénomène et la difficulté d'en définir les contours : en effet, cela amène à s'intéresser aux migrations internationales qui ont investi l'Espagne au début des années 2000 et qui concernent des migrants en provenance d'Afrique, d'Amérique Latine et d'Europe Orientale. Les zones urbaines ont exercé une forte attraction sur ces populations. Mais une partie des migrants s'est installée dans les campagnes du pays, leur présence étant particulièrement importante dans des régions où le secteur de l'agriculture offre des opportunités d'emploi. Dans la vallée de l'Ebre (en suivant un axe qui va de La Rioja à Lleida) ainsi que dans les régions d'agriculture intensive du sud et de l'est du pays la présence

étrangère est forte. Le bâtiment et le tourisme ont été également des secteurs d'emploi qui ont motivé des installations dans les régions non métropolitaines (Morén Alegret et Solana 2004, Viruela Martínez 2002). Ces installations sont cependant instables et les migrants montrent une mobilité interne importante, notamment entre des provinces proches (Viruela Martínez 2010).

Parmi les facteurs d'explication du renouveau démographique ici évoqué, nous trouvons une évolution des représentations et des fonctions des espaces ruraux. La campagne, en tant que construction sociale, attire de nouvelles populations en raison des valeurs et des images qu'elle évoque, ou des possibilités d'emploi qu'elle offre. Cela nous conduit à analyser ces représentations, ainsi que la multifonctionnalité des espaces ruraux en Europe.

1.3. Une évolution de la construction sociale des campagnes

L'assimilation du rural et de l'agriculture est progressivement abandonnée, et depuis les années 1970, acteurs ruraux et chercheurs mettent l'accent sur la diversification des espaces ruraux occidentaux, tant dans leur composition sociale que dans leurs aspects économiques (Renard 2002; Diry 2002 ; Woods 2005). Pour les campagnes françaises, (Jean et Périgord 2009) synthétisent cette transformation à travers quatre facteurs principaux. Tout d'abord, l'évolution des relations entre ville et campagne, avec des comportements résidentiels nouveaux qui ont amené des recompositions sociales et de nouveaux modes d'habiter. Le deuxième facteur ajoute la diversification de l'économie rurale. Les agriculteurs exploitants représentent 2 % de la population active en 2012[9]. La catégorie socioprofessionnelle majoritaire dans les espaces ruraux est celle des ouvriers qui, dans les trois quarts des bassins de vie ruraux représentent plus de 40 % des emplois (Jean et Périgord 2009; Guilluy et Noyé 2006). L'espace rural est ainsi socialement et économiquement recomposé et de nouvelles fonctions, résidentielles ou de loisirs s'imposent. Le troisième facteur est identifié à travers la dissociation entre lieu d'habitat et lieu de travail, conséquence de la mobilité. La multiplication des lieux de la vie quotidienne conduit à une multi-appartenance qui fait basculer la relation entre lieu et identité. Enfin, la croissante territorialisation des politiques publiques et des activités, dernier facteur de mutation, permet aux acteurs locaux d'être plus souvent sollicités et impliqués dans le processus décisionnel. Ces mutations amènent à considérer les campagnes comme des espaces où cohabitent différentes représentations et usages. Des lignes de tension peuvent apparaître entre habitants qui partagent un espace de plus en plus convoité, sans poursuivre les mêmes objectifs. Pour comprendre la dynamique qui soutient les migrations vers les zones rurales, il faut prendre en considération les évolutions des représentations qui leur sont liées, ainsi que les différentes fonctions que l'on y retrouve.

[9]Insee, Enquête Emploi 2012. Données relatives à la France métropolitaine.

1.3.1. Une évolution des représentations : d'une campagne agricole au *rural idyll*

La transformation des espaces ruraux est aussi celle des représentations qui leur sont associées. Le rôle des représentations est non seulement informatif, mais également performatif : elles peuvent guider des choix et des comportements, en plus de former un outil de conceptualisation (Gumuchian 1991; Frémont 1982; Debarbieux et *al.* 2002). N. Mathieu (1998; 2004) illustre l'évolution de l'idée du rural à travers le temps : des années 1950 à la fin du XX^{e} siècle, elle analyse les mots qui définissent le « rural », mais aussi le type de relations avec la ville ainsi que la tendance dans la sphère politique, administrative et scientifique (tableau 4). Ce tableau permet de comprendre l'engouement actuel pour la campagne. La campagne agricole, bien différenciée de la ville des années 1950, laisse la place à un espace rural qui, au cours des années 1960, perd une partie de ses spécificités face à l'homogénéisation des modes de vie. La Politique Agricole Commune (1962) accentue cette tendance : il faut rationaliser les espaces ruraux et l'agriculture, en proposant le même modèle pour l'ensemble des pays de la Communauté Européenne. Dans les années 1970, le chômage et les problèmes sociaux montrent un nouveau visage de la ville : elle n'est plus seulement symbole de progrès, mais également de crise et de difficultés sociales. La différenciation entre développement et progrès commence à être posée (Pasolini 1975) : le premier est associé à l'industrie et la technologie, à l'abandon des valeurs culturelles précédentes. Alors que le progrès, associé entre autres aux paysans et ouvriers, est une notion idéale et moins concrète. Les migrations « de l'utopie » qui caractérisent cette période (Hervieu-Léger et Hervieu 1979) s'inscrivent dans un retour à la nature marqué par un refus du développement proposé par la société de l'époque. C'est dans les années 1980 que le renversement de la tendance démographique apparaît dans le recensement français ; les flux se confirment dans la décennie suivante. Dans les années 1990, le rural s'impose comme paysage, comme un espace à protéger. La ville a une connotation négative, caractérisée par la pollution et les violences urbaines. L'histoire de la ville montre cette alternance entre images négatives, comme au XIX^{e} siècle, quand elle est associée à l'industrie, au manque d'espaces publics ou d'hygiène, et images positives, liées au progrès, aux arts, à l'innovation (Benevolo 2007). Toutefois, à la fin du XX^{e} siècle elle exerce toujours une attractivité économique et de loisirs : « la ville triomphante du point de vue de l'économie est en crise comme milieu de vie » (Mathieu 1998, 15). La campagne est le lieu de la nature, de la sociabilité, de l'identité. Elle permet de réaliser une idylle rurale, naturellement et socialement sécurisante.

	Rural : contenu ou définition		Rural/urbain		Tendances par sphères	
	Dominante idéologique	**Dominante factuelle**	**Spécificité Degré de distinction**	**Type de relation**	**Position dans la sphère administrative et politique**	**Position dans la sphère scientifique**
Années 1950	• Milieu naturel façonné par l'agriculture. • Nature = ressource. • Système agraire	• Importance de l'agriculture. • Reprise de l'exode agricole et fin de l'agricolisation rurale	• Forte distinction : ville milieu technique ≠ campagne	• Contradictoire antagonisme	• Position neutre malgré « Paris et le désert français »	• Équilibre entre études rurales et études urbaines
Années 1960	• Rural = pop. agricole. • Disparition de l'idée de nature. • « Espace rural » concept émergent	• Croissance de la pop. non agricole dans la pop. rurale en déclin. • Dissociation des évolutions des zones rurales selon des types (périurbain, zone de faible densité, haute montagne...)	• Faible urbanisation des campagnes. • Rural = urbain défini par un mode de vie. • Perte de la spécificité rurale par extension du mode de vie urbain/dissolution de l'idée de ville	• « Urbanisation des campagnes » • Absorption-intégration • Continuum	Position pro-urbaine : • urbain = croissance = progrès = modernisation • Rural = archaïsme et sous-développement (nouvelles délimitations INSEE, DATAR)	• Sciences sociales urbaines en expansion • Résistance des « ruralistes »
Années 1970	• Rural = campagne revalorisée = anti-ville, « néo-nature », « espace vert » et ouvert pour la pop. urbaine	• Prolongement de la tendance précédence. • Ralentissement de l'exode rural • Crise de l'emploi	• Rural différent d'urbain et périurbain • Rural = naturel, urbain = en crise	• Contradictoire • Annexion - compétition • « espace convoité »	• Intérêt pour l' « espace rural » et le « développement rural » dans certaines administrations	• Statu quo • Effort théorique
Années 1980	Deux contenus : • rural = local (anti-crise) • rural = nature, environnement (milieu)	• Renversement de la tendance démographique • « exode urbain » • industrialisation rurale, montée des problèmes d'environnement	• Moins de spécificité • rural = local = urbain-rural • Retour sur le terme de campagne	• Périurbanisation • Disparition lente et « discrète » du rural ou « renaissance » et contre-urbanisation	• Déclin de l'intérêt pour le rural • Politiques rurales = politiques agricoles (UE) • Extension du « développement local » à tous les types d'espaces.	• Renouveau des études rurales autour des questions d'environnement et des concepts (milieu, paysage...)
Années 1990	• Rural = paysage, idylle rurale ou Utopie rustique (liberté, bonheur, rapport à la nature, équilibre, bien-être...)	• Aggravation des problèmes environnementaux (qualité de l'eau, érosion/inondation, fermeture et dégradation du paysage. • Migrants « pauvres » en milieu rural	• Villes ≠ campagnes • Campagne = isolé voire « désert » • Ruralité (terme émergent) ≠ urbanité = agglomération : métropolisation	Deux positions contradictoires : • oser le désert plutôt que l'étalement • solidarisme : solidarité ville/campagne complémentarité	• Politiques de paysages (labels) « espaces naturels » et politiques agro-environnementales	• Développement des études rurales et environnementales, quelques recherches sur l'emploi rural et l'exclusion

Tableau 4: La relation entre ville et campagne des années 1950 aux années 1990.

Analyse de l'évolution des définitions, de la relation, des tendances dans les sphères politiques et scientifiques. D'après Mathieu, 2004.

Dans la littérature britannique, le *rural idyll* est l'ensemble des représentations collectives associées à la ruralité. Un ensemble d'images positives qui couvrent la dimension humaine comme celle environnementale. Sur le plan humain, c'est l'évocation d'une communauté soudée, d'un mode de vie lié à des valeurs traditionnelles comme la famille, l'amitié, la solidarité, l'harmonie des relations sociales. Sur le plan environnemental, se dégage un paysage vert avec une empreinte humaine peu envahissante, en opposition au monde urbain et aux aspects négatifs auxquels il est associé : pollution, bruit, densité, et parfois mixité sociale (Mingay 1989; P. Cloke et *al.* 2006; Gorton et *al*. 1998) Ces images renvoient à des valeurs collectives et en même temps individuelles : d'un côté se trouvent la communauté, la cohésion sociale, de l'autre la réalisation d'une idylle personnelle et le couronnement d'ambitions privées. Gorton (et *al*. 1998, 228-231) souligne la contradiction et le paradoxe d'une telle construction, entre la volonté d'appartenir à une communauté fusionnelle sans renoncer à son individualisme et à une multi-appartenance. Des paradoxes mis en lumière aussi par Urbain (2002), dans le contexte des résidences secondaires, dans l'évocation d'une campagne à la fois lieu des racines et lieu d'exotisme, espace d'une communauté mais dans lequel on cultive son « esprit de jardin » (*ibid*., 131).

Boyle et Halfacree (1998, 10) soulignent le lien fort entre les migrations rurales et la représentation, désormais hégémonique, de l'idylle rurale. Pour ces auteurs, le fait que le Royaume-Uni ait connu un important phénomène de *counter-ubanization* est strictement lié aux images véhiculées autour de la campagne, appartenant à l'univers de la *middle class*. Grâce à son rôle dans la société, elle a progressivement imposé une certaine image de la ruralité. Celle-ci, construite au travers d'une iconographie et de productions littéraires est devenue un paradigme. Le capital social et culturel a permis à la *middle-class* de s'imposer dans les sociétés rurales et de légitimer sa position. D'autres facteurs sont toutefois à prendre en considération, comme les effets induits des politiques de maîtrise de l'étalement urbain (*urban containment*) qui ont contribué à la rurbanisation (T. Champion 2001a), ou le poids d'autres groupes sociaux, comme les personnes âgées (T. Champion et Shepherd 2006).

Est-il possible de parler de *rural idyll* pour les autres pays européens et d'utiliser ce concept pour comprendre les migrations rurales ? Chaque pays a élaboré ses propres images de la ruralité et les campagnes n'ont pas été caractérisées par un *rural restructuring* sur le plan économique, social et culturel comme ce fut le cas pour les Britanniques (Marsden 1998; Hoggart et Paniagua 2001a). Ainsi, le *rural idyll* doit être adapté aux différentes situations nationales pour devenir fonctionnel.

Les images de l'idylle rurale française sont en partie proches de celles des Britanniques : la nature, la tranquillité, le calme. Le rural est un « compromis idéal entre le vide et la densité » qui donne un sentiment de « lointain confortable » (Urbain 2002, 323). « La campagne rend libre » (Hervieu et Viard 1996, éd. 2001, 13) : l'idylle rurale française est associée à la liberté, alors que ce sentiment était auparavant lié à la ville. La campagne est aussi l'espace des valeurs traditionnelles du pays, et peut-être pour cela représente-t-elle un espace de stabilité et de « lien

local » (Mathieu 1998). Un élément particulier à l'idylle rurale française est l'idée d'ancrage et d'origines familiales : les revendications d'attaches dans le rural (pour la famille, pour y avoir passé des vacances) sont un élément récurrent dans les sondages, ce qui alimente un « rapport affectif avec l'espace rural » (Bérard et *al.* 2001). Un autre élément qui ressort des travaux sur l'espace rural français est l'association de la campagne à un isolement recherché : parmi les caractéristiques les plus appréciées dans les zones rurales, l'isolement, associé au calme et à la tranquillité, arrive juste derrière le cadre naturel et l'environnement (*ibid*., 75). Dans l'analyse des étapes du parcours migratoire des nouveaux habitants dans le PNR de Millevaches, Richard et Dellier (2011) relèvent que presque la moitié (42,5 %) des migrants souhaitait vivre en habitat isolé. Urbain (2002, 153) souligne également comment la campagne est devenue un espace d'isolement et d'éloignement volontaire.

Si nous prenons l'exemple d'un autre pays, l'Espagne, l'idylle rurale y est encore caractérisée par de nouveaux traits. L'image du milieu rural est marquée par une opposition forte entre ville et campagne et cette dernière est encore associée à la pauvreté. Le rural a évolué dans les trente dernières années, à travers le développement de secteurs économiques comme le tourisme ou les services, ou encore sur le plan social et culturel. Cependant, l'agriculture et les industries agroalimentaires sont encore dominantes. Il n'y a pas eu un processus de diversification économique majeur, soutenu par l'arrivée d'une classe moyenne comme dans les exemples britanniques. Hoggart et Paniagua (2001b) soulignent la nécessité d'adapter les concepts, comme celui d'idylle rurale, aux réalités prises en considération. En étudiant la gentrification en Catalogne, Solana Solana, (2010, 515) rappelle en effet que « la campagne espagnole a traditionnellement été associée à la pauvreté, au sous-développement et à une faible densité de services. Malgré l'abondance de montagnes et littoraux, dans certaines régions le paysage est monotone et peu attractif. Néanmoins, il est possible de trouver certains territoires où la population apprécie particulièrement la combinaison de paysages naturels et agricoles attractifs et les caractéristiques historiques et esthétiques des villes et villages. (...) Une image associant prestige et attractivité a été construite, et on retrouve de nombreux points de similarité avec l'idylle rurale présente dans d'autres contextes »[10]. Dans l'image de la campagne espagnole, l'envie d'isolement, présente dans le cas français, semble absente ou marginale : le village est le centre des sociabilités (Rivera Escribano et Mormont 2006) et de la qualité de vie recherchée, alors que l'idée d'isolement n'est pas présente dans la littérature. Cela peut s'expliquer aussi par la morphologie de l'habitat, souvent groupé, organisé en *nuclei* denses, alors qu'il s'agit rarement d'habitat dispersé. Les différences sont visibles à l'échelle des pays, mais aussi à l'échelle régionale : les images que l'on associe à la campagne provençale sont différentes de celles de la campagne limousine, tout comme la campagne toscane véhicule des représentations distantes de celles des Pouilles. Parfois éclipsée derrière l'échelle nationale, la dimension locale des représentations est aussi importante pour comprendre les flux migratoires et l'attractivité des territoires.

[10]Traduction personnelle.

Ces différentes représentations ont une influence sur les mouvements migratoires entre villes et campagnes; relatives dans le temps, les valeurs associées au rural le sont aussi dans l'espace. Les campagnes européennes ont vécu un certain nombre de phénomènes communs : l'évolution démographique, le passage d'une agriculture comme « état » à une agriculture comme métier, des recompositions sociales qui sont à l'origine d'une crise identitaire (Sylvestre 2002), et plus tard la PAC. Malgré ces facteurs d'unité, la diversité du tissu rural perdure et est encore tangible d'un pays à l'autre. Cela se manifeste dans les modes d'habiter et plus récemment dans la diversité des manières d'appréhender les problématiques environnementales. Cela est visible aussi dans le lien que les sociétés entretiennent avec l'image de la nature et le paysage. En effet, à travers les imaginaires qui leurs sont associés, « les sociétés européennes se pensent elles-mêmes; leurs rapports au paysage renvoient aux rapports sociaux, aux modes d'affirmation des sociétés, à leur manière de s'approprier les territoires, de les qualifier et à des "stratégies territoriales" qui modèlent sans cesse les formes visibles des paysages » (Luginbühl 1996). Ainsi, les images et les valeurs associées à la ruralité ont la capacité de créer ou d'influencer de nouvelles pratiques, tant au niveau collectif, à travers l'élaboration de politiques, qu'au niveau individuel, à travers des pratiques touristiques ou résidentielles.

1.3.2. Des modes d'emplois pour la campagne

Les représentations liées à la nature et à la campagne continuent d'évoluer, les imaginaires sont constamment alimentés et les médias sont parmi les principaux acteurs de cette construction (Micoud 2003; Horton 2008). Des films rappellent que « Le bonheur est dans le pré » ou invitent « Sous le soleil de Toscane »[11], proposant une campagne stéréotypée et idéalisée. La télévision propose d'un côté des émissions qui portent sur le patrimoine ou les traditions locales, de l'autre des émissions de télé-réalité qui posent la campagne et ses habitants comme un théâtre. Nous pouvons citer « L'amour est dans le pré », qui met en scène la vie d'agriculteurs/trices à la recherche d'un(e) compagnon/gne, ou « Coup de foudre au prochain village »[12] : peut-être inspirée par Lévi-Strauss (1955), pour qui la circulation des femmes à travers le mariage est la base de la société, cette émission met en scène des femmes urbaines célibataires parcourant les campagnes françaises à la recherche de l'amour. Les deux émissions partent du thème du célibat dans le monde rural pour réactualiser le couple urbains/ruraux sans oublier de le caricaturer, notamment en ce qui concerne les caractéristiques des ruraux. Ils sont souvent représentés comme des personnes ancrées dans leur

[11] Chatillez, E., « Le bonheur est dans le pré » [DVD], Paris, Studio Canal Vidéo, 2005, 1 DVD, 1h42 min ; Wells, A., « Sous le soleil de Toscane » [DVD], Marne-la-Vallée, Buena Vista Home Entertainment, 2004, 1 DVD, 1h55 min.

[12] « L'amour est dans le pré », M6, diffusé à partir de 2006 ; Zibi, S., « Coup de foudre au prochain village », TF1, diffusé en 2013.

territoire (si le couple se forme, c'est l'urbain/e qui déménage à la campagne), avec des idées arrêtées et peu ouvert sur l'extérieur.

D'un autre point de vue, ces émissions jouent aussi sur le désir de campagne des urbains : ce thème est d'ailleurs au centre d'une production éditoriale, à travers notamment des manuels pour s'installer à la campagne ou des livres incitant à le faire. Il semble intéressant de se pencher sur l'analyse de ces ouvrages et pour cela, quatre récemment parus ont été pris en considération, afin de cerner quelle image de campagne en émerge, ainsi que les termes de la relation avec la ville. Il s'agit de trois ouvrages publiés en France : « L'avenir est à la campagne » (Farinelli 2008), « Quitter la ville et changer de vie » (Juéry et Maes 2009), « Choisir de quitter la ville » (Dorey 2011), et un ouvrage publié en Italie, « Scappo dalla città »[13] (Cacciola 2012)[14]. Il s'agit de livres qui s'adressent à des personnes souhaitant s'installer à la campagne, afin de les aider à préparer, organiser, gérer leur vie et leurs projets. Analyser les couvertures (figure 5), ainsi que les contenus permet d'observer quels sont les mots et les valeurs actuellement associés aux espaces ruraux.

Les premières de couverture nous donnent des informations initiales sur les livres. Trois titres utilisent l'expression « quitter la ville » (Juéry et Maes 2009; Dorey 2011; Cacciola 2012), ciblant de cette manière un public urbain, sans toutefois dire vers quelle destination on se dirige. En effet, la réponse est laissée aux images accompagnant le texte, qui évoquent la campagne de manière différente. La nature peut être domestiquée, comme dans « Quitter la ville et changer de vie », où les prés sont entretenus comme de la pelouse et la nature sauvage se trouve en arrière plan, où une colline boisée délimite le paysage. La nature est aussi simplifiée, représentée par un arbre (Dorey 2011) isolé de son contexte et résumant à lui seul la campagne. L'arbre semble renvoyer aussi au projet, évoqué dans le sous-titre, en tant qu'élément vivant. Les couvertures de Cacciola (2012) et Farinelli (2008) montrent une nature qu'il est possible, de manière approximative, de situer géographiquement (maquis méditerranéen et paysage rural de l'Europe Occidentale). L'élément humain est aussi révélateur. C'est une dimension familiale qui émerge : un couple enlacé regarde le profil stylisé d'une maison dessinée sur le pré (Juéry et Maes 2009), père et fils font du vélo, une maison traditionnelle (Dorey 2011). Ensuite, nous trouvons une dimension féminine : deux femmes au milieu d'un champ, dans un moment de détente (Dorey 2011; Cacciola 2012). Les vêtements d'été des personnes renvoient à une campagne au climat doux et ensoleillé.

[13]Je m'enfuis de la ville.

[14]D'autres publications sur le même sujet existent, comme « Vivre à la campagne : guide pratique » ((Farinelli 2006), « Vado a vivere in campagna. Dieci regole per passare dal sogno alla realtà » (« Je vais vivre à la campagne. Dix règles pour passer du rêve à la réalité » (Ferraris 2011) ou des livres sur un ton ironique comme « Comment traire une poule » (Deveaux et Deveaux 2006) ainsi qu'une BD, « Le retour à la terre » (Larcenet et al., 2002). Une revue mensuelle, « L'Esprit Village » est publiée depuis 1993 et dispense des conseils pour l'installation à la campagne, en présentant des territoires d'accueil ou des parcours. Nous avons choisi quatre ouvrages qui se présentaient comme des guides et qui nous semblaient être plus représentatifs de ce filon éditorial.



Figure 5: Les premières de couverture sur l'installation à la campagne.

L'espace rural est représenté comme un espace de nature, d'agriculture, de projet...

La couverture de « L'avenir est à la campagne » se démarque des précédentes : elle propose une nature plus complexe, domestiquée d'une part, comme le suggèrent les vaches en premier plan et les jardins potagers au pied des maisons. D'autre part, la nature sauvage n'est pas loin, juste derrière le village les collines boisées le rappellent. La présence humaine est symbolisée par un bourg, situé sur le fond de la vallée et entouré par des collines, relié à l'extérieur par une route à peine visible. Des éléments historiques et patrimoniaux (une église, une tour) marquent le paysage. L'image fait écho aux mots-clés du sous-titre, qui évoquent la proximité, la solidarité,

l'autosuffisance. La campagne qui émerge de ces différentes images est un espace marqué par la présence humaine (agriculture, bourg), où les hommes ne sont pas visibles. C'est également un espace de projet pour les destinataires des manuels : lieu de projection de la cellule familiale, lieu de liberté et de détente. Toutefois, l'espace est un support neutre, qui n'a pas de rôle actif dans le projet, c'est un élément de contexte. Même la nature (excepté dans la photo du livre de Farinelli) est aseptisée et non spatialisée et devient un cadre stylisé pour la réalisation des projets personnels.

La lecture de ces livres permet d'isoler deux approches différentes. D'un côté, ceux qui proposent la campagne comme un point de départ (Farinelli 2008; Cacciola 2012). La campagne est l'espace qui permet de concrétiser un mode de vie plus simple et de se mettre en cohérence avec des valeurs sociales (solidarité, proximité, échange) ainsi qu'environnementales et économiques (autoproduction, autosuffisance, simplicité volontaire). Les auteurs prônent un retour à la terre, notamment à travers le potager, l'autoproduction, les circuits courts. Les renvois à la théorie de la décroissance sont nombreux et illustrés par des exemples concrets.

De l'autre côté, les livres dans lesquels la campagne est plutôt l'aboutissement d'un parcours (Juéry et Maes 2009; Dorey 2011). Ils accompagnent l'installation hors des agglomérations, de l'élaboration du projet à sa mise en œuvre, jusqu'à l'insertion locale. La campagne est lieu de réalisation d'un projet familial et professionnel. Elle conjugue des avantages économiques (accession à la propriété, coût de la vie peu élevé) et un accès aux loisirs (proximité de lieux de nature ou de sports en plein air, plus de temps pour la famille). C'est une campagne à la carte, à choisir selon ses préférences ou selon l'adéquation au projet professionnel. Les traditions, les patrimoines locaux ou le contexte économique caractérisent les régions, mais ce sont des éléments qui restent en arrière plan, et ce qui se dessine le long du livre, à travers un discours assez uniformisant, c'est un espace homogène.

La lecture de ces ouvrages peut donner des indications sur la relation entre la campagne et la ville. Dans Farinelli (2008) et Cacciola (2012) la campagne devient le lieu où il est possible de réaliser un projet choisi, lieu d'opposition face à la mondialisation, à la consommation et aux rythmes urbains. Dans l'introduction, Cacciola évoque la pression sociale vécue en ville et invite à changer de mentalité, notamment envers le rapport au travail et à l'argent. Les espaces ruraux permettent de sortir d'un système à engrenages et synthétisent deux tendances : d'une part la récupération du passé, porteur des traditions et du patrimoine, ainsi que de modèles de vie positifs. D'autre part, ils sont laboratoires d'expériences permettant d'adopter un style de vie écologique et durable. Le mode de vie citadin, au contraire, est présenté comme une « limitation » de la vie (Cacciola 2012). La ville est marquée par des dysfonctionnements : dysfonctionnements écologiques, car lieu de surconsommation et de pollution, et dysfonctionnements sociaux, dans la mesure où elle n'est plus un lieu de lien social. Les milieux urbains sont alors identifiés à l'isolement et à la fragmentation sociale qu'ils peuvent engendrer. La campagne n'est pas seulement un espace de projet, mais aussi « synonyme d'un univers humain » (Farinelli 2008, 168), lieu d'appartenance car « être citoyen paraît

par ailleurs une évidence plus simple parce que la cellule de base reste la commune, voire le village, un univers repérable, délimitable. Toute décision est conséquente dans la vie immédiate. Plus d'ancrage pour tous, y compris pour les enfants » (*ibid.*).

Par certains aspects, la relation entre ville et campagne reste complémentaire : par exemple, les migrations rurales permettent un desserrement de la ville, rééquilibrant le territoire et délocalisant l'économie (Farinelli 2008). Complémentaire dans les fonctions, cette relation reste opposée dans les valeurs[15].

La relation ville-campagne est encore plus dichotomique dans les autres ouvrages : les titres invitent à quitter la ville, mais sans citer la campagne, évoquée par la couleur verte de la couverture. C'est seulement en ouvrant le livre que le sous-entendu est explicité : quitter la ville signifie «construire une nouvelle vie, au milieu des champs, au bord de la mer ou bien à la montagne » (Juéry et Maes 2009). Cette rupture entre urbain et non-urbain fait de ce dernier un espace méconnu où il faut apprendre à vivre et où on a besoin d'être guidé. Les guides sont organisés en quatre thématiques : d'abord la définition du projet, afin de faire le point sur les motivations, peser les points positifs et négatifs. Les guides présentent un panorama des régions de France, pour aider dans le choix de la destination. Ensuite, vient le projet professionnel, en grande partie dédié à la création d'entreprise. Une troisième thématique est articulée autour du logement, du choix de la maison à sa restauration en passant par la lutte contre l'humidité et les parasites. Contrairement à Farinelli et Cacciola, potager et autoproduction ont ici une place marginale, et le jardin devient « un jardin de rêve » (Dorey 2011, 150) avec des conseils plutôt orientés vers la construction d'une véranda ou l'installation d'une piscine. Ce cheminement et ces conseils présentent un monde campagnard qui offre de nombreux avantages (par exemple, « se sentir en vacances dès qu'on rentre à la maison » (Juéry et Maes 2009)) mais qui demande l'apprentissage d'une logistique nouvelle : informations sur les formations disponibles pour un projet professionnel, conseils pour la location d'une maison ou sur les modes de garde pour les enfants. Tout porte à penser qu'on déménage vers un terrain inconnu régi par d'obscures règles. Cela est clairement explicité : « La vie que vous meniez à Paris ou dans n'importe quelle autre grande agglomération de l'Hexagone n'est pas transposable à la campagne » (*ibid*., 160). Tout change et la distance de la ville n'est pas seulement spatiale, mais aussi sociale et culturelle. La campagne est d'ailleurs associée aux désagréments liés au manque de services publics, à une vie culturelle réduite et une vie sociale moins intense, à la difficulté de se soigner (*ibid*., 17). Si cela peut être parfois vrai, le manque de nuances et de différenciation entre territoires rendent caricaturales certaines affirmations. La dernière thématique abordée dans ces livres est l'insertion locale. Perte de l'anonymat des villes, exposition dans une société où « tout le monde se connaît », incompréhension réciproque des modes de vie : face à cela, le conseil est celui de s'adapter au nouveau milieu. Changer la plaque d'immatriculation, prendre connaissance du

[15] Cette opposition rappelle l'analyse du sociologue allemand Tönnies (1946) qui voit une division manichéenne entre un milieu urbain fragmenté, marqué par une société atomisée, et un milieu rural organique, caractérisé par une communauté unie et humaine.

patrimoine local, s'adapter aux rythmes du pays : cela permet de se fondre dans le contexte local. La population locale est décrite avec des traits qui rappellent le « bon sauvage » : méfiante mais accueillante et prête à aider, même si parfois des incompréhensions peuvent surgir. En effet, « pour un habitant d'un petit village, aller dans un restaurant étoilé ou au bout du monde pour se baigner (…) est aussi incompréhensible » (Dorey 2011, 176).

Les guides évoquent un clivage que le nouvel habitant est invité à prendre en compte, à travers l'acceptation d'« opinions et comportements qui pourraient vous paraître un tantinet rétrogrades » (Juéry et Maes 2009). Signaler les différences de modes de vie et de penser entre populations urbaines et rurales sous-entend une diversité socio-culturelle et contribue à la persistance des images liées à la population rurale. Les frontières sociales entre ville et campagne apparaissent ici encore bien marquées. Des différences persistent, mais la convergence des modes de vie et de consommation entre ruraux et urbains a été soulignée sur le plan qualitatif (Hervieu et Viard 1996, éd. 2001; Lévy 2002; Carpentier 2011) comme sur celui quantitatif (Bellamy et Plateau 2007; Bigot *et al*. 2009). Ainsi, ces guides, qui sont à lire en lien avec les sondages sur les Français et l'espace rural et soulignent la charge affective et symbolique de la campagne (Bérard et *al.* 2001), ont tendance à renforcer les stéréotypes entre rural et urbain en présentant un espace rural figé et indifférencié. La ville est encore l'espace de la modernité, de la vitesse, de la production. La campagne est encore celui de la tradition, de la lenteur, mais également des loisirs : c'est un espace utilisable pour fuir la ville. Ils confirment, et renforcent, l'image de la campagne comme bien de consommation. Les autres guides pris en considération (Farinelli 2008; Cacciola 2012) proposent un rural qui est à la fois lieu de traditions, parfois aussi à travers l'idéalisation du passé, mais également un lieu d'innovation et d'expérimentation.

1.4. Une campagne multifonctionnelle : espace de production, de patrimonialisation, résidentielle.

Les évolutions des représentations des espaces ruraux vont de pair avec une évolution de leurs fonctions. Il est difficile de dire si les fonctions découlent des représentations ou vice-versa, l'influence est réciproque. La reconnaissance de cette diversité amène à identifier les multiples fonctions des espaces ruraux. Perrier-Cornet (2002) en identifie trois : la « campagne ressource », qui met l'accent sur les aspects productifs; la « campagne paysage », où l'espace a des usages résidentiels et récréatifs; enfin, la « campagne nature », qui fait référence à l'espace rural comme support pour assurer la biodiversité et la préservation des espaces naturels. Pour sa part, Frémont (Frémont 2009) distingue quatre espaces fonctionnels: les espaces destinés aux activités non

agricoles (industries, logistique, infrastructures); les espaces agricoles, les espaces résidentiels et les espaces naturels « protégés ou/et recomposés ». Il remarque que, si les espaces agricoles et naturels occupent la plupart des surfaces, ce sont les espaces destinés aux activités non agricoles et les espaces résidentiels qui occupent une position dominante. Cette diversité, distribuée de manière inégale sur le territoire français (Mora 2008), rend compte de la complexité des espaces ruraux. En France comme dans les autres pays de l'Europe occidentale, la diversification des fonctions modifie le rapport au cadre de vie : la campagne reste un lieu de production agricole et industrielle mais elle devient aussi un espace patrimonialisé, comme espace public et bien commun, et résidentiel, où s'affirme une privatisation de l'espace.

1.4.1. La campagne comme lieu de production

La multifonctionnalité des espaces ruraux est parfois évoquée comme un fait nouveau, en opposition à une campagne agricole. En effet, l'agriculture a longtemps été l'emblème des espaces ruraux : le travail de la terre était source d'emploi et moteur économique des campagnes. L'agriculture occupe encore la plus grande partie des surfaces, mais elle est seulement un des éléments de l'économie rurale. Le nombre d'actifs agricoles a particulièrement baissé après la seconde révolution agricole (qui remonte au lendemain de la Seconde Guerre mondiale), dans tous les pays occidentaux (J.-L. Chaléard et Charvet 2004). En France, les agriculteurs exploitants

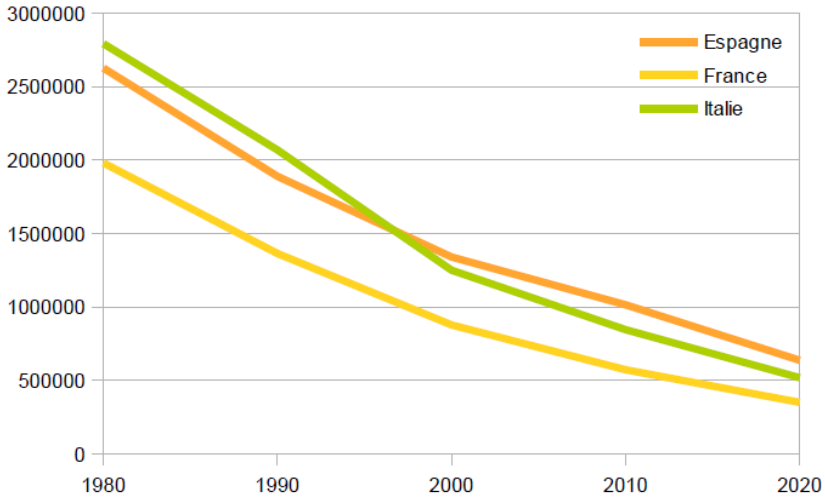


Figure 6: Évolution de la population active en agriculture de 1980 à 2010 et projection pour 2020 en Espagne, France, Italie.

Source: FAO.

représentent 2 % de la population active[16] (figure 6). Dans l'Europe à 27, la part d'actifs travaillant dans l'agriculture est de 5,1 %, pourcentage qui descend à 3,7 % pour les pays de la zone Euro[17].

La baisse des effectifs s'accompagne de la diminution du poids économique de l'agriculture. La production agricole française est la première de l'Union Européenne, devant l'Allemagne et l'Italie. Toutefois, elle poursuit une baisse en pourcentage régulière depuis 1980 : l'ensemble de la filière agroalimentaire représente 3,2 % du PIB en 2011, alors qu'en 1980 elle était de presque 7 %[18]. Toutefois, l'agriculture garde une place importante dans l'économie française. L'industrie agroalimentaire représente le premier secteur industriel national et reste un atout majeur du point de vue des exportations. La filière bois est également un débouché important tant pour les exportations (la France est parmi les 10 premiers pays au monde pour les exportations de bois en 2010) que pour la diversification de la filière (bois énergie, bois construction, pâte à papier) et son intégration avec les autres secteurs industriels. L'insertion des productions agricoles dans les filières industrielles semble d'ailleurs une condition de survie du système agricole de l'après-guerre, basé sur l'agrandissement et la spécialisation des exploitations (Renard 2002). Aujourd'hui, la filière agroalimentaire est le principal débouché de la production agricole française et le gouvernement affiche la volonté de soutenir et promouvoir l'innovation pour un secteur économique qu'il reconnaît non seulement par sa portée économique mais également par sa valeur patrimoniale[19]

À l'importance de l'agriculture et de l'agroalimentaire sur le plan économique fait écho et contrepoint un retrait dans le cadre politique et symbolique. En effet, en 2008 15,6 % des maires français étaient des agriculteurs exploitants[20], alors qu'ils étaient 39,6 % en 1977 et 28,5 % en 1989 (Nevers 2008). Certes, ils sont encore sur-représentés par rapport à leur poids dans la population, mais ils sont de plus en plus remplacés par des maires provenant d'autres catégories sociales (Conord 2006). Cette évolution témoigne aussi du changement des sociétés locales, de plus en plus diverses, au sein desquelles les agriculteurs ne sont plus les seuls dépositaires du pouvoir administratif.

Dans l'espace symbolique également l'agriculture semble perdre de l'importance. Selon le sondage « Les Français et l'espace rural », seulement 5 % des sondés associent l'espace rural à « l'agriculture, les paysans, le travail agricole » (Bérard et *al.* 2001). L'espace rural est plutôt associé à la campagne, la végétation, le calme. Dans le même sondage, les agriculteurs sont pointés du doigt en tant que responsables de nuisances subies dans l'espace rural (pollution, odeurs). Leur

[16]Source : Insee, Enquête emploi, 2012.

[17]Source : Eurostat, données sur les conditions de vie et de travail, estimations pour 2011.

URL: http://appsso.eurostat.ec.europa.eu/nui/submitViewTableAction.do.

[18]Source: Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, GraphAgri 2012, URL: http://agreste.agriculture.gouv.fr

[19]Source: Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

[20] Source: Direction Générale des Collectivités Locales, Les collectivités locales en chiffres 2011: URL http://manage.dgcl.interieur.gouv.fr/workspaces/members/desl/documents/clench/2011/chapitre_7/downloadFile/file/08_chapitre-7.pdf?nocache=1302528253.34

représentation a ainsi évolué : l'urbanisation de la société est une des causes, mais 50 ans d'agriculture productiviste ont également joué, portant l'attention sur les dysfonctionnements écologiques (pollution, perte de la biodiversité), économiques (les débats sur la PAC, qui représente environ 40 % du budget de l'UE, ou ceux sur les revenus des agriculteurs) et sociaux (scandales sanitaires comme celui de la vache folle). L'identité des agriculteurs est en recomposition avec, d'un côté l'image d'une agriculture qui détruit les milieux avec des pratiques de type industriel, et de l'autre une demande de gestion et d'entretien de l'espace rural (Sylvestre 2002 ; Michel-Guillou 2010). En la matière, l'agriculture biologique est présentée par ses acteurs comme capable de concilier le rôle nourricier et le respect des écosystèmes[21]. Son développement et le nombre de conversions (en France, les producteurs biologiques ont augmenté de 93 % entre 2007 et 2013, tendance qu'on retrouve dans les pays de l'Union Européenne selon l'Agence Bio[22]) témoignent de tentatives d'adaptation de l'agriculture vis-à-vis des exigences de la société. Le développement, en France comme dans la plupart des pays européens, des circuits courts alimentaires et la vente directe sont aussi un indice des changements de la filière agricole et de la demande des consommateurs. Ils permettent à la fois aux agriculteurs de valoriser leur production et sont présentés comme une source de cohésion sociale[23]. Ainsi, plusieurs signaux laissent entrevoir une nouvelle manière de gérer et d'habiter les espaces naturels et agricoles : Papy (et *al*. 2012) évoque à ce propos l'émergence d'une « éco-conscience », visible à travers des initiatives à la fois individuelles ou collectives, parfois également institutionnelles, qui amène à reconsidérer la relation entre la société et les ressources naturelles.

La campagne productive n'est pas seulement agricole : elle est aussi artisanale et industrielle. En Europe, il est possible de retrouver des exemples d'industrie rurale avec l'industrie textile en Vogtland ou la fabrication de porcelaine en Franconie (régions respectivement dans l'est et dans le centre-sud de l'Allemagne), en Italie avec l'industrie textile en Toscane ou encore le travail du cuir en Espagne. Les industries rurales se basaient souvent sur l'exploitation et le travail de matières premières présentes sur place, comme le bois ou les métaux. Les forges du Périgord sont un exemple de ce lien entre la nature et l'industrie (Paradis-Grenouillet 2013). Parfois, le développement des industries rurales a permis d'éviter les migrations saisonnières, amenant le travail dans les campagnes. Elles garantissaient des emplois sur place, dans un système où activités agricoles et industrielles étaient intégrées (Mendras 1976). En France, le sort de ces industries n'a pas été toujours heureux : frappées par une crise à la fin du XIX^{e} siècle, beaucoup d'entre elles ont disparu. La perte des emplois a grossi les cohortes de migrants vers la ville. Après 1950, l'industrie reprend

[21]L'Agence Bio (Agence française pour le développement et la promotion de l'agriculture biologique) en particulier promeut cette agriculture et souligne comment cette agriculture participe à la protection de l'environnement, tout en structurant la filière pour répondre à la demande des consommateurs.

[22]http://www.agencebio.org

[23]Groupe de Travail Thématique Alimentation agriculture, *Circuits courts et cohésion sociale. Capitalisation et analyse d'expériences conduites sur les territoires ruraux et périurbains,* CEVALAR, INRA (http://www.reseaurural.fr/files/circuits_courts_syntheseannexes_110114_3.pdf)

une place importante dans le développement économique des espaces ruraux, notamment grâce aux petites entreprises. La spécialisation géographique a structuré l'espace rural français : la coutellerie à Thiers, le textile dans les Vosges, l'horlogerie en Franche-Comté. Ailleurs en Europe, les petites et moyennes entreprises rurales sont au cœur des « districts industriels » (Becattini 1989) : une dynamique territoriale basée sur de petites et moyennes entreprises spécialisées dans la même filière productive, dans un contexte de proximité favorisant les échanges et l'innovation. Ce modèle se développe en priorité dans des zones rurales organisées autour de villes petites et moyennes et a permis un développement économique de ces « campagnes urbanisées » (Bagnasco 1988) comme dans le centre et le nord-est de l'Italie.

En France, ce système productif est difficile à retrouver. Cela peut être lié à la diversité de l'armature urbaine, mais aussi à une politique économique qui, à partir des années 1960, a favorisé la concentration, à travers le soutien aux grandes entreprises nationales (Daumas 2007). Les modèles théoriques de districts industriels se sont multipliés, afin d'adapter ce concept aux différents territoires. Le Choletais, au sud-ouest du Maine-et-Loire, est souvent cité comme exemple de district en France. Il est connu notamment pour les industries textiles, implantées dans les campagnes autour de Cholet depuis le XIX^{e} siècle à travers un tissu dense de petites entreprises manufacturières. C'est un développement endogène qui permet le développement des entreprises, qui peuvent s'appuyer sur la main-d'œuvre locale et sur un tissu urbain assez dense. Cela n'empêche pas les crises, d'abord dans les années 1940 à cause de la guerre, ensuite dans les années 1950-60 pour des raisons plus structurelles (difficultés d'adaptation face aux nouveaux matériaux, concurrence des pays voisins). Cependant, la réaction est passée par une diversification des activités qui a permis le maintien d'un tissu économique local. Les petites industries locales ont quitté le textile pour se convertir dans l'agroalimentaire, la mécanique, l'électronique (Jeanneau 1990). C'est le « "système territorial" qui lie l'industrie à l'économie et à la société locale » (Damette et Scheibling 2003, 105), qui permet une telle souplesse. Hors du contexte scientifique, « Les mauvaises gens » (Davodeau 2005), bande dessinée dont la trame traverse quarante ans dans les Mauges, montre l'interpénétration entre système industriel local et société civile, ainsi que la capacité de cette société à évoluer.

C'est aux entrepreneurs aussi de faire preuve d'adaptation face aux contraintes du milieu rural : dans une étude menée auprès de dirigeants d'entreprises rurales françaises, entre autres dans le Choletais, Raveyre évoque une « capacité globale d'adaptation » (Raveyre 2005, 90). Les néo-entrepreneurs s'adaptent au marché, à travers une flexibilité et des innovations technologiques, et ils s'inscrivent non seulement dans un contexte local, mais également national ou international. Dans cette étude, l'espace rural est un atout pour le développement de ces entreprises : d'une part pour les caractéristiques de la main-d'œuvre (autonomie, polyvalence) mais aussi pour sa capacité à attirer un nouveau profil d'entrepreneurs, motivés par le cadre environnemental. Un autre élément souligné dans les travaux sur les entreprises rurales est la nécessité de s'inscrire dans un réseau, à la

fois local et non local (Berger et Chevalier 2005; Saleille 2007). Les entrepreneurs néo-ruraux semblent contribuer à une diversification de l'économie rurale, à travers des processus d'innovation mais aussi avec une ouverture qui les insère dans un contexte spatial plus large. Ce qui semble être important dans le développement des entreprises rurales est l'inscription à des niveaux différents : un niveau local où se lient société locale et économie, et un autre plus élargi, qui permet non seulement aux entreprises d'intégrer un réseau professionnel, mais qui assure aussi une nouvelle relation entre rural et urbain. Le renouveau récent des industries rurales est certes favorisé par le développement des transports et des communications. Mais on évoque aussi les avantages comparatifs vis-à-vis d'une installation en ville. Ce sont des facteurs qualitatifs qui sont soulignés, comme l'ancrage territorial, la qualité de la vie et ses effets positifs sur la productivité, l'implication des salariés dans l'entreprise (Berger et Chevalier 2005, 179). Parfois, l'héritage industriel est également valorisé à travers la patrimonialisation des produits (Roth 2007).

La présence des industries dans les campagnes a aidé au maintien d'une économie diversifiée et, notamment dans le passé, a garanti une autonomie vis-à-vis des villes. Selon l'INSEE, en plus de l'économie résidentielle (Talandier 2008a), deux grands types d'activités structurent aujourd'hui l'économie des bassins de vie des bourgs et des petites villes : les activités liées à l'agroalimentaire et celles relevant de la sphère industrielle. Cette dernière a un poids important, représentant en moyenne 30 % des emplois dans les bassins des bourgs et petites villes devant l'agriculture qui pèse moins en termes d'emploi (Ambiaud et *al.*, 2004). En plus de ces secteurs, les activités liées au tertiaire montrent un essor important. Dans les campagnes françaises, la création de nouveaux emplois apparaît souvent liée au tertiaire marchand (services à la personne, activités commerciales, tourisme...) ou non marchand (secteur sanitaire et social par exemple). En particulier, les services d'aide à la personne apparaissent en fort développement dans les zones rurales. La première activité du secteur est l'assistance aux personnes âgées ou dépendantes, ce qui explique une forte corrélation entre la présence de personnes âgées et la part de salariés dans les services à la personne : le Limousin par exemple, qui affiche un taux de personnes de plus de 75 ans très élevé (13 %) est parmi les régions où les services à la personne représentent plus de 6 % de l'emploi salarié total (Baillieul et *al.* 2013).

Le tertiaire comprend également des activités qui répondent à une demande externe : la création d'emplois liés au tourisme ou aux loisirs par exemple, correspond à la fonction récréative des espaces ruraux. Cependant, les analyses (P. Chevalier et Berger 2001; 2005) ont nuancé l'image du tertiaire comme moteur d'une revitalisation de l'économie rurale. Il est certain que ce secteur permet de créer de nouveaux emplois, mais il s'agit souvent d'emplois précaires, occasionnels ou à temps partiel : une étude sur les emplois liés au tourisme et à l'environnement en Lozère a mis en évidence le caractère saisonnier de ces emplois, ainsi que leur dépendance vis-à-vis des politiques publiques. Ainsi, les activités liées aux fonctions environnementales (gestion et protection des ressources naturelles, accueil et encadrement des touristes) sont caractérisées par une forte

précarité et offrent des perspectives limitées. Selon P. Chevalier (2005, 45), ce passage à une économie de services accentue également une position de dépendance vis-à-vis de la ville, à la fois lieu d'écoulement de la production, de vente, de consommation. Le tertiaire semble donc donner une nouvelle impulsion endogène à l'économie rurale, notamment à travers la création d'emplois sur place. Mais la ville s'impose comme lieu central dans cette dynamique, lieu de pouvoir tant politique qu'économique. Le secteur tertiaire rural est en ce sens soumis à une « tutelle institutionnelle, poussée à l'extrême » (*ibid*., 46) de laquelle seulement une partie des entreprises, les plus spécialisées et innovantes, semble s'émanciper.

L'État semble promouvoir une initiative définie localement permettant un développement qui ne soit pas dépendant d'acteurs externes. C'est dans ce sens qu'il faut lire la création de « zones de revitalisation rurale » en 1995, qui regroupent des communes identifiées comme fragiles et bénéficient d'aides fiscales pour les entreprises[24]. Dix ans plus tard, les « Pôles d'excellence rurale » (PER) représentent une tentative de construire des territoires de projet : l'objectif est de mobiliser des ressources territoriales et de créer un partenariat entre acteurs publics et privés (Landel et Senil 2009). Parmi les cinq thématiques de projets proposées pour les PER de première génération[25], le « patrimoine » est plus représenté. Qu'il soit naturel ou culturel, la « ressource patrimoniale » (*ibid*.) devient ainsi un moteur du développement et un élément capable de réunir les acteurs publics et privés autour d'un projet de territoire. Les Pôles d'excellence rurale de deuxième génération portent en majorité sur des projets de valorisation économique, basée sur la mobilisation des ressources territoriales (Gumuchian et Pecqueur 2007) et ayant comme objectif une diversification de l'économie locale.

1.4.2. La patrimonialisation, ou la campagne comme bien commun

La notion de campagne remplace souvent celle d'espace rural, notamment quand le discours quitte la dimension économique. Ce glissement sémantique porte l'attention sur la dimension affective et émotionnelle de cet espace. Le terme renvoie avec plus de facilité à la nature, au paysage, laissant la dimension productive au deuxième plan. La campagne française, en devenant synonyme de paysage, s'approche en ce sens de la *countryside* (Mathieu 1998). En Angleterre, l'industrialisation précoce a fait que toute l'économie, agriculture incluse, procède des villes. Au XIX[e]

[24]Les communes classées comme Zones de revitalisation rurale répondent à trois critères: présenter une densité de population faible (moins de 31 hab/km^2); un critère socio-démographique (présenter une perte de population, une perte de population active ou avoir un taux de population active agricole double par rapport à la moyenne nationale); enfin, un critère institutionnel (appartenir à une EPCI à fiscalité propre).

[25]Le premier appel à projet a amené à la labellisation en 2006 de 300 PER, répartis en 4 thématiques: énergie, industrie et technologie, patrimoine, service et accueil. Un deuxième appel à projet, en 2009, a permis la labellisation de 263 autres PER, regroupés autour de deux thématiques: services et valorisation économique. URL: http://poles-excellence-rurale.datar.gouv.fr/

siècle, la campagne perd son rôle économique et est investie par d'autres valeurs, portées en particulier par la bourgeoisie. L'espace rural devient à la fois paysage et bien collectif à transmettre. En tant que « cadre "naturel" marqué par l'histoire, [elle est] le lieu privilégié des représentations sociales de l'identité nationale » (Bodiguel et Lowe 1989, 21). La France est restée plus longtemps agricole, d'une part du fait de l'industrialisation plus tardive, d'autre part parce que le rural comprend différentes dimensions, économiques, sociales, politiques. La place occupée en termes politiques par la paysannerie montre comment dans la campagne française la dimension du paysage n'est pas dissociable de celle du politique ou de l'économique. La « charge symbolique unique » (Hervieu 2003, 41) que concentrent les campagnes françaises se serait construite au long de huit siècles pendant lesquels elles ont été « lieu par excellence de la production et de la richesse nationale, lieu de la construction de la République à travers la dispersion de la propriété privée de la terre, lieu de l'exaltation patriotique parfois jusqu'à l'aveuglement, lieu des traditions et des identités en même temps que lieu des pratiques les plus innovantes » (*ibid*.). Malgré l'urbanisation du pays, avec 85% de la population qui vit dans une aire urbaine (Brutel et Levy 2011)[26], les campagnes gardent leur place symbolique : dans le rapport d'information du Sénat sur le « nouvel espace rural français », les auteurs font référence à l' « atout collectif majeur de la Nation pour le présent et pour l'avenir », qui représente une « plus-value typiquement française, qui nous est enviée sur tous les continents » (François-Poncet et Belot 2008, 147). Mais, comme le rapport même le souligne, c'est une campagne investie par des valeurs urbaines et réappropriée par l'ensemble de la société française (*ibid.,* 24), et de plus en plus associée au paysage. L'image de la campagne devient alors, en France comme dans d'autres pays européens (Lowenthal 1996), la synecdoque d'un pays, résumant son passé, l'action humaine et les valeurs que l'on souhaite transmettre. L'auteur souligne que « les pays se décrivent couramment en termes de paysages, insistant sur ce qu'ils pensent leur appartenir en propre » (*ibid*, 254-255).

Si la campagne est devenue avant tout un paysage, un cadre connoté par la végétation, le calme, la nature (Bérard et *al.* 2001; Hervieu et Viard 1996, éd. 2001), cela implique que la priorité, en termes d'aménagement, n'est plus donnée à la production (et en conséquence aux agriculteurs). La priorité sera plutôt donnée à la mise en valeur de la campagne à des fins touristiques et de protection de l'environnement. Les agriculteurs sont supposés avoir encore une place, mais en tant que « jardiniers » : ils entretiennent prairies, vignobles, bocages qui composent le paysage, en assumant un nouveau rôle dans une campagne de plus en plus au service du regard. Le dépassement du binôme agriculture-rural est au cœur de la réflexion sur la *post-productivist countryside* (Boyle et Halfacree 1998; Marsden et *al*. 1993, éd., 2004, 21-27) : la campagne « productiviste », de l'après-guerre aux années 1970, s'est progressivement diversifiée, s'ouvrant à une diversification de l'économie et de la gestion des espaces ruraux. Parallèlement, dans un rural qui est expression d'une représentation sociale de l'espace (Mormont 2009), la dimension environnementale s'impose et

[26]Les zonages de l'INSEE sont détaillés dans le §4.2.1.

émerge alors l'enjeu de la protection de cet espace. La campagne devient un espace à préserver, tant pour sa beauté que pour ses aspects identitaires.

Il faut remonter à la première moitié du XX^{e} siècle pour trouver des mesures de protection du patrimoine naturel : la Loi du 21 avril 1906 « organisant la protection des sites et monuments naturels de caractère artistique » et la Loi du 2 mai 1930 qui réorganise « la protection des monuments naturels et des sites de caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque ». Progressivement, les pouvoirs publics se chargent de la protection de l'environnement, qui s'institutionnalisera avec les parcs naturels nationaux (1960) et régionaux (1966). Leur création est arrivée plus tard que dans les pays voisins, par exemple l'Espagne et l'Italie, où les premiers parcs ont été institués respectivement en 1918 et 1922. Cependant, elle coïncide avec la période de forte urbanisation et de modernisation de l'agriculture. À travers les parcs, l'État et les collectivités locales créent des îlots protégés, à disposition d'une population désormais majoritairement urbaine. Ces îlots préservés sont également porteurs d'une identité, qu'elle soit nationale pour les parcs nationaux, ou locale pour les parcs régionaux (Micoud 2004).

L'idée de protection et de création d'identité sont les deux principales composantes de la patrimonialisation. L'idée de patrimoine, bien collectif considéré comme un héritage, est passée de la sphère privée à la sphère publique au XVIII^{e} siècle : de la transmission des biens familiaux à travers les générations, le principe est étendu aux biens collectifs, d'un groupe national. La Révolution française marque le début de la patrimonialisation : les « biens nationaux », des monuments ou sites d'une valeur artistique ou esthétique, font l'objet d'une protection, en tant que biens à transmettre aux générations suivantes. Le patrimoine était un outil pour la construction d'une nouvelle identité nationale. La préservation d'un bien en vue de son héritage s'accompagne d'un défi au temps : l'idée et la valeur qu'il porte, ou qu'il représente, doit pouvoir se conserver pour être transmise. En conséquence, le rapport au temps change : d'un côté, on se projette vers l'avenir à travers l'idée de transmission. De l'autre, le passé est tamisé entre ce qui doit être conservé et ce qui peut être oublié. Pour cette raison, la patrimonialisation est loin d'être un processus neutre : au contraire, elle exprime « une affectation collective (sociale donc) de sens; laquelle découle d'un principe de convention. Ce dernier traduit un accord social implicite (souvent territorialisé et institutionnalisé) sur des valeurs collectivement admises; témoignage tacite d'une indéniable identité partagée » (Di Méo 2007). Le patrimoine n'existe donc pas a priori, mais est fruit d'un accord qui fait qu'il est inventé, ou réinventé (Bourdin 1984), en fonction des enjeux économiques, sociaux, symboliques d'un groupe social. Dans ce sens, la protection accordée par les pouvoirs publics participe, à travers le partage de règles et valeurs, à la construction d'une identité commune.

Depuis les années 1960, le patrimoine a fait l'objet d'un fort engouement de la part des sociétés occidentales. Ce mouvement est le symptôme, selon Bourdin, d'une crise des valeurs et des idéologies qui, au XX^{e} siècle, vacillent et révèlent leur relativité (*ibid*., 23). Les valeurs universelles sont remises en question et on assiste à un retour vers le local : cette échelle devient une source

d'identité, et la réinvention du patrimoine donne les éléments pour la construire. La perte de repères identitaires et l'oubli des traditions et du passé sont également indiqués comme moteur de la « frénésie patrimoniale » (Di Méo 2007). La patrimonialisation conduirait ainsi à la création d'identités-refuges palliant la perte de repères identitaires dans la société occidentale.

Ces éléments conduisent à parler d'un processus de patrimonialisation qui investit les espaces ruraux. En effet, les PNR sont nés comme des outils de développement local, à travers la valorisation du patrimoine naturel et culturel (Angeon et *al*., 2007; Desponds 2007), qui devient une ressource économique, en particulier par le biais du tourisme. L'institution d'un parc est aussi création de territoire : cela d'un point de vue physique (les frontières des communes qui souhaitent adhérer au PNR) ainsi que symbolique. La délimitation d'une portion d'espace à protéger et à transmettre devient en effet une source d'identité, comme pour la patrimonialisation des « biens nationaux ». Néanmoins, ces nouvelles identités ont une base locale et se multiplient, vu la grande diffusion des PNR (en 2014, 47 ans après leur institution, ils sont 49) (cf. annexe 1). A. Micoud voit en cette « prolifération » non seulement la volonté de protéger des espaces naturels et la création d'identités locales, mais l'accession de la « campagne ordinaire » à un nouveau statut, celui de « bien commun » (Micoud 2001). Elle devient nouveau gage de l'identité nationale française en tant que nouvel « espace public » (*ibid.*). Cela est possible parce que le vide social et économique laissé par l'exode rural fait de la campagne un espace à réinvestir, afin de construire une nouvelle identité et de nouveaux liens. Les PNR sont un exemple de patrimonialisation, mais ce ne sont pas les seuls espaces concernés par la « publicisation » (Hervieu et Viard 1996, éd. 2001) : toute la campagne serait concernée par une reconquête de la société sur une partie du territoire. Ce processus implique aussi un « droit de regard sur un espace qu'on ne possède pas » (ibid., 114) et remplace le mode d'appropriation patrimonial des paysans, en laissant émerger de nouvelles typologies de relations entre homme et territoire, s'exprimant notamment dans un retour au local.

La campagne est alors un espace public, donc politique, où de nouvelles valeurs trouvent leur application. Écologie, développement durable, proximité : des valeurs qui, tout en trouvant une application locale, s'insèrent dans une problématique plus globale. En ce sens, la campagne, à travers le processus de patrimonialisation, permet une conciliation entre identité locale et citoyenneté globale. Il semble toutefois manquer de nouvelles formes juridiques capables de prendre en compte la nature comme « bien commun » et adaptées aux nouvelles échelles territoriales que la publicisation de la campagne contribue à créer (Micoud 2001).

La notion de patrimoine est de plus en plus liée au tourisme. Le patrimoine est valorisé à des fins touristiques, et les espaces ruraux n'échappent pas à cette logique (Violier et Lazzarotti 2007; Lazzarotti 2011). Du côté des territoires, la présence d'aménités naturelles, de traces du passé, et d'acteurs pouvant les valoriser sont les éléments nécessaires à la mise en tourisme de l'espace rural (Renard 2002). Les organisations professionnelles de l'agriculture ont identifié dans le développement du tourisme rural une possibilité de développement et d'activité complémentaire

(Bonneau 1984). La diffusion des structures appartenant aux réseaux « Bienvenue à la ferme » ou « Accueil paysan », auxquels seuls les agriculteurs peuvent adhérer, témoigne de l'importance économique représentée par ces structures. Ces activités apportent un revenu complémentaire aux activités agricoles. Pourtant, seulement 3 % des agriculteurs, selon le Ministère de l'Agriculture, proposent des services touristiques. Ils ne sont donc pas les seuls acteurs mobilisés autour de cette ressource : « c'est toute la société locale, avec ses notables, ses commerçants, ses collectivités locales (…), ses associations (…) qui prend en charge le développement de cette forme de tourisme » (*ibid*., 54). Ainsi, si l'activité de chambres d'hôtes et de gîtes est souvent gérée par les habitants eux-mêmes, les manuels d'installation en campagne, quant à eux, dispensent force conseils sur cette activité qui fait partie de l'imaginaire d'une « vie au vert ». Les mairies sont aussi impliquées dans le développement du tourisme rural, notamment à travers la gestion directe de gîtes ou camping municipaux. D'autres acteurs sont mobilisés, notamment au vu des différentes formes de tourisme : si pour certains il s'agit d'un séjour pour « ne rien faire », pour la majorité c'est un séjour actif, qui peut être centré sur la découverte du patrimoine, sur les activités de nature ou encore sur la gastronomie (Bel et al. 2011). De cette manière, le tourisme rural se révèle être un instrument pour maintenir et diversifier l'économie rurale : structures d'accueil, commerces, artisanat bénéficient de l'économie présentielle (Terrier 2006) générée par les touristes. Le tourisme peut être important pour le développement des économies rurales, mais il peut aussi avoir un rôle discriminant, et alimenter les inégalités spatiales entre des lieux qui bénéficient de la proximité d'une métropole ou d'un patrimoine reconnu, et d'autres qui présentent un tourisme plus diffus qui ne suffit pas à assurer un développement économique (Jean et Périgord 2009).

Du côté du public, les espaces ruraux semblent répondre à l'envie de nature, d'authenticité, de loisirs exprimée par une partie de la population urbaine. La « mise en désir » (Viard 2006) des espaces ruraux par le biais de la patrimonialisation attire un flux touristique considérable : en 2011, un tiers des voyages des Français avait pour destination le milieu rural[27]. Le tourisme prend aussi la forme de villégiature dans des résidences secondaires, acquises ou héritées, qui contribuent à la fréquentation touristique des espaces ruraux. Ces résidences secondaires participent à la diversité des modes d'habiter et au phénomène de multi-appartenance. La différence est parfois ténue entre résidence principale et résidence secondaire (Sencébé 2004 ; Stock 2006). Par ailleurs, la littérature sur les « migrations d'agrément » souligne le lien entre flux touristiques et migrations résidentielles. Le choix du lieu de résidence ne serait plus dicté seulement par des facteurs économiques, notamment l'emploi, mais également par des « aménités » environnementales ou culturelles conjuguées avec des *facilitators* (Moss 2006) tels que la mobilité, l'accès à la technologie, la richesse économique. Dans ce contexte, le tourisme est une sorte de « test » du territoire, avant de s'y installer (Martin et Daller 2011). Il devient alors difficile de distinguer entre les fonctions touristiques et résidentielles, l'hybridation entre les deux tendant à en effacer les frontières. Pourtant, une

[27]L'espace rural a attiré 34,2 %, avec une augmentation de 2,5% par rapport à 2010. Suivent le tourisme urbain (28,7%) et littoral (22,7%). Source: Ministère de l'Artisanat, du Commerce et du Tourisme, Bilan du tourisme 2011. http://www.veilleinfotourisme.fr/medias/fichier/bilan-du-tourisme-2011_1342087093139.pdf

dichotomie reste toujours actuelle entre la dimension publique associée à une campagne patrimonialisée et touristique, et la dimension privée qu'il est possible d'associer à une campagne résidentielle.

1.4.3. Habiter à la campagne, ou la campagne comme espace privé

La campagne protégée et patrimonialisée cohabite avec une campagne résidentielle, une campagne où l'habiter est souvent dissocié de la production. C'est une campagne où « la nature et l'agricole ne sont plus conservés que comme des éléments de décor » (Renard 2002, 86). L'espace rural résidentiel peut être vu comme un prolongement de l'espace périurbain, qui s'étale de plus en plus loin des espaces urbains. Les analyses des recensements ont souligné que le solde migratoire positif des espaces ruraux est plus marqué pour les communes qui se trouvent autour des agglomérations (Bessy-Pietri, Hilal, et Schmitt 2000; Baccaïni et Levy 2009). Quand la croissance des communes rurales a commencé, dans les années 1970, elle concernait surtout les communes de plus de 500 habitants. Les municipalités de plus petite taille étaient faiblement touchées par un renouveau démographique. Toutefois, la croissance démographique apparaît désormais aussi dans les communes plus éloignées (cf. §1.1.2.2.). L'attrait résidentiel des zones rurales repose sur plusieurs facteurs, en particulier liés à l'habitat. Les communes rurales permettent de concilier les aspirations résidentielles (recherche d'une maison individuelle, accès à la propriété) et le cadre de vie (environnement naturel, absence de nuisances urbaines). Cela, tout en présentant une pression fiscale et un prix du foncier plus faible que dans les communes urbaines et périurbaines. Le revers de la médaille est une installation dans la mobilité qui peut se révéler une contrainte : cela est évident pour les classes sociales plus modestes installées dans le rural ou dans le périurbain lointain (Rougé 2005; 2007; Jaillet 2004).

La mobilité n'est pas qu'une conséquence, elle est également un des facteurs qui ont fait du rural un espace résidentiel. La facilité des déplacements a permis une dissociation entre résidence(s) et lieux de travail ou de loisirs. Le choix du lieu de résidence devient ainsi possible, à condition d'assumer des déplacements parfois quotidiens. La faible densité d'occupation, et plus encore celle des emplois et des services cause un allongement des distances. Les études sur la mobilité périurbaine ont souligné l'hétérogénéité des modèles de déplacements (Hervouet 2007) et des identités spatiales (Cailly 2008). Dans le périurbain comme dans le rural, la mobilité prend des formes différentes, tant dans la fréquence (quotidienne, hebdomadaire, annuelle) que dans la distance. La dépendance reste encore forte vis à vis de l'automobile, à cause du développement encore relatif des transports publics hors de la ville et malgré le développement de modalités de transports alternatives, comme le covoiturage. Les résultats du recensement 2009 confirment le rôle prépondérant de la voiture dans les déplacements domicile-travail, notamment dans les régions

rurales. En France, 77,8 % des actifs vivant en zone urbaine rejoignent leur lieu de travail en voiture, contre 6,9 % avec les transports publics. En milieu rural, 88,5 % utilisent leur voiture, et seulement 1,7 % les transports en commun, chiffres qui indiquent leur trop faible maillage hors des villes. Par ailleurs, l'évolution de la distance parcourue pour se rendre au travail s'est allongée entre 1999 et 2009, indice à la fois du choix résidentiel des ménages, privilégiant le cadre de vie à la proximité de l'emploi, mais aussi d'une concentration des emplois dans les villes[28]. À la lumière de ces considérations, pour les ménages ruraux dépourvus d'un moyen de locomotion propre, les possibilités d'emploi sont restreintes à celles de proximité. Et pour les zones rurales où le tissu économique n'est pas très étoffé, le manque de mobilité peut se traduire en chômage et isolement, notamment pour les catégories plus fragiles comme les jeunes ou les personnes âgées (Le Breton 2005; Bonerandi 2007; Orfeuil 2010).

Aspirations résidentielles et mobilité sont des facteurs tangibles expliquant l'essor d'une campagne de l'habiter. D'autres éléments, plus difficiles à mesurer, aident à l'expliquer. La patrimonialisation précédemment évoquée fait de la campagne un bien commun. L'attraction pour le patrimoine, pour « l'authentique » et la nature en font en conséquence un cadre de vie convoité. C'est un « désir collectif » (Urbain 2002, 17) qui a investi les campagnes, en particulier d'un point de vue résidentiel, en France mais aussi en Europe. En effet, sans oublier les clivages entre les campagnes européennes et la diversité des modes d'habiter correspondants, N. Mathieu indique comme trait commun spécifique à l'Europe «l'attachement à la “maison rustique”, à la “maison rurale” [qui] continue de marquer fortement un modèle d'habiter européen» (Mathieu 1996, 202). Un travail récemment mené sur le plateau de Millevaches a également montré la préférence des nouveaux habitants en Limousin pour des maisons vernaculaires et anciennes (Richard et Dellier 2011). Cependant, si cet attrait fait souvent parler de « retour à la terre », cela ressemble plus à une « envie d'ailleurs » : la campagne devient le lieu exotique proche et accessible. Pour J.D. Urbain, qui se penche sur les résidences secondaires, la campagne serait un antidote à la ville, permettant de bénéficier des avantages et du dépaysement d'un ailleurs proche. Pourtant, « le résident ne devient pas campagnard; c'est la campagne qui devient résidentielle » (Urbain 2002, 16). Dans cela, il n'y a pas seulement l'homogénéisation des modes de vie selon un style urbain : la projection de la culture urbaine dans les campagnes va au-delà d'une uniformisation. L'attrait résidentiel de la campagne agit comme une politique d'aménagement, à travers la modification des équipements, de la démographie, de l'économie, des paysages, de l'habitat (*ibid*., 17)[29].

[28] Source: INSEE, recensement de la population 2009: “Une illustration des usages du recensement : les déplacements domicile-travail”. URL: http://insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=99&ref_id=rp2009ddt. L'allongement des trajets peut aussi être dû à l'amélioration des infrastructures routières et à l'évolution des automobiles.

[29] Au Québec, Paquette et Domon sont arrivés à des conclusions similaires à celles de J.D. Urbain, en expliquant que des paysages spécifiques ont une influence sur les flux migratoires, en attirant des catégories de migrants. En même temps, les migrants eux mêmes influencent les paysages, en les façonnant à travers leurs pratiques (Paquette et Domon 2003).

La campagne est donc convoitée d'un point de vue résidentiel, en partie pour sa qualité d'espace patrimonialisé. Pourtant, les nouvelles installations se font parfois dans la « croyance » de vivre en zone rurale (Dibie 2006, 86) : la fuite de la ville de nombreux citadins se fait avec un bagage d'attentes et visions qui ne correspond pas toujours à la réalité. Selon Dibie, qui prend comme objet d'analyse ethnologique sa commune, Chichery[30], cela a amené à une profonde mutation de la société. En particulier, ce qui change est la fonction de l'espace public : les rues ont « cessé d'être un lieu public, un lieu de rencontre, de discussion, de promenade, pour devenir essentiellement un vecteur d'échappement pour des villageois » (*ibid.,* 32). La manière de vivre et d'envisager le village s'y trouve changée, au point que « la vie villageoise des campagnes, de centripète qu'elle était est devenue centrifuge » (*ibid.,* 33).

Une campagne faite d'espaces privatisés semble émerger : en premier lieu le logement, objet d'un investissement de plus en plus important. La campagne résidentielle est présentée comme un espace « d'atomisation, de parcellisation de collectif, convoitée pour sa qualité sociofuge » (Urbain 2002, 153). La nature est englobée dans l'espace privatif à travers le jardin, intégrée à l'habitat comme une pièce de plus. Le jardin devient une sorte de « véranda, qui permet d'être dehors tout en étant dedans » (*ibid.*) : la campagne comme espace naturel semble disparaître dans des bulles d'isolement dans lesquelles même la nature est absorbée par le privé.

Dans cette analyse nous sommes loin de la campagne comme espace public et d'innovation évoquée par A. Micoud (2001). Ici l'espace public de la campagne est devenu un espace de passage, de transition ou fuite vers la ville. Cette image est pourtant à nuancer : les travaux, menés dans le périurbain et le rural, sur la sociabilité et les modes d'habiter démentent la vision d'une société homogène, atomisée et dominée par la culture de l'entre-soi : les habitants montrent une volonté de retrouver des relations de proximité, s'engagent dans des initiatives locales, se retrouvent autour de valeurs communes (Poulot et Rouyres 2007b; Poulot 2008a). Ce qui est mis en évidence est la coexistence de plusieurs groupes et attitudes. Il existe un repli sur le logement, qui peut devenir un référent identitaire, ou une recherche d'anonymat qui se traduit par une sociabilité restreinte, comme pour les « anonymes » de Banos (et *al.*, 2009), qui semblent vivre la campagne comme un « espace de repos social ». Il existe aussi une forme de repli incarné par les lotissements fermés, des quartiers résidentiels dans lesquels l'habitat et l'environnement deviennent des refuges, pouvant parfois conduire à des dispositifs de fermeture physique (barrière, portail) sur le modèle des *gated communities* américaines. Cette forme de repli est interprétée comme l'expression d'une volonté de « régulation des usages et des comportements » (Charmes 2011, 9), afin de maîtriser les relations entre voisins et limiter les nuisances produites par les voitures ou encore par les adolescents. Plus que repli sécuritaire, ils seraient l'expression d'une volonté de contrôle sur les espaces collectifs que la vie quotidienne, faite de mobilités et d'absences du lieu de résidence, ne permet plus (Charmes 2005).

[30]Dans le département de l'Yonne, en Bourgogne.

Cependant, d'autres postures existent, et des formes de sociabilité se développent tant dans le périurbain (Dodier 2003; 2007; Brévard 2005; Poulot 2008) que dans le rural (Sencébé 2004; Guimond 2012), à travers l'investissement dans les associations locales, les pratiques sportives, l'administration. La campagne résidentielle reste un espace hétérogène avec des modes d'habiter et des identités socio-spatiales contrastées, qui peut difficilement être réduite à un modèle unique.

La campagne de l'habiter n'est pas seulement analysée d'un point de vue des représentations ou des sociabilités, mais de plus en plus pour son potentiel économique. L'économie résidentielle fait en effet référence à l'ensemble des revenus captés par les territoires et qui sont indépendants de leur capacité productive; il s'agit des retraites, des dépenses des touristes, des salaires des navetteurs. Ces flux de revenus se révèlent importants pour le développement des territoires, comme le souligne Talandier (2008b), qui a construit une typologie de ces bassins à travers l'analyse des revenus basiques[31]. Les études sur l'économie résidentielle montrent d'une part que la présence de nouveaux résidents, actifs ou non, peut être considérée comme un des leviers de développement économique ; d'autre part, ces travaux soulignent la nécessité de concilier les sources de revenus, productifs et résidentiels, pour assurer un équilibre économique aux territoires ruraux.

Conclusion

La reprise démographique des espaces ruraux, entamée en France dans les années 1970, a été confirmée par les recensements successifs : les communes rurales ont cessé de perdre des habitants, y compris celles plus éloignées des villes. Cela trouve un écho dans les pays voisins, au Royaume-Uni ainsi que, un peu plus tard, dans les pays latins dont il est question ici. Outre-Manche, le phénomène a été exploré sous de multiples facettes, alors qu'il reste un objet d'étude lacunaire en Espagne et en Italie. Ces changements démographiques doivent être lus de manière conjointe aux changements sociétaux et économiques des campagnes. En effet, elles sont des espaces de plus en plus valorisés pour les aménités qu'elles offrent : paysages, nature, qualité de vie. L'imaginaire qui leur est lié évolue, comme nous l'avons vu lors de l'analyse des guides d'installation en milieu rural :

[31] Les revenus basiques sont les revenus qu'un territoire capte de l'extérieur. Pecqueur et Talandier (2011) indiquent les quatre types de revenus basiques : la base productive privée (salaires ou bénéfices) ; la base résidentielle (retraites, dépenses des touristes, salaires des migrants alternants) ; la base publique (salaires de la fonction publique d'État, territoriale, hospitalière) ; la base sanitaire et sociale (*minima* sociaux, allocations sociales). Talandier identifie trois typologies de rural : celui « des retraités », le « touristique » et le « productif ». Ce dernier est peu attractif vis-à-vis des nouvelles populations, notamment en comparaison avec les bassins de retraités et les bassins touristiques. Pourtant, ils se révèlent dynamiques du point de vue des emplois salariés et bien équipés en commerces et services de proximité. Leur fragilité réside dans une spécialisation dans des activités de production générique, qui ne reposent pas sur des spécificités territoriales et sont donc délocalisables. Dans le rural des retraités et celui touristique, l'économie résidentielle « joue un rôle décisif dans la revitalisation rurale. Plus précisément, c'est l'attractivité auprès des retraités et des touristes qui semble porteuse du dynamisme de l'emploi local et des revenus » (Talandier 2008b, 266).

ces ouvrages reproduisent et alimentent une image de la campagne qui est à la fois stéréotypée, mais aussi espace de réalisation personnelle et d'innovation.

Les changements sociaux s'accompagnent d'une évolution des fonctions des campagnes, où une campagne productive cohabite avec une campagne patrimonialisée. La « campagne unidimensionnelle » (Berti 2009) de l'après-guerre peut-être considérée comme une parenthèse, un « accident de parcours » (Renard 2002, 131), non seulement parce qu'aujourd'hui dans les campagnes des pays occidentaux cohabitent les fonctions de production, de récréation ou de résidence. Mais également parce que, dans le passé, les campagnes européennes n'ont pas été exclusivement agricoles : elles présentaient une économie diversifiée et des fonctions variées. Les campagnes ont aussi été des espaces résidentiels : les châteaux ou les parcs disséminés dans les pays européens en témoignent. En Italie, les *villas* palladiennes de la campagne vénitienne portent encore les noms des riches familles de Venise : à partir du XVI^{e} siècle, elles investissent l'arrière-pays et construisent de somptueuses résidences, qui permettaient de conjuguer une fonction de résidence d'été avec une fonction économique de contrôle sur la production agricole (Cosgrove et Vallerani 2000). En Angleterre, à partir de la révolution industrielle la bourgeoisie investit les campagnes : les *cottages* pour la villégiature sont les traces visibles de cette époque. Enfin, en France aussi les châteaux et résidences bourgeoises loin des villes marquent encore l'espace. Le Petit Trianon voulu par Marie-Antoinette à Versailles a pu être le symbole de l'imaginaire champêtre qui commençait à s'affirmer et s'imposer en opposition à la ville.

Si la multifonctionnalité n'est donc pas un élément récent, ce qui a changé est plutôt la relation entre urbain et rural. Un dualisme hiérarchique dominait cette relation, dans laquelle la ville était lieu décisionnel, économique et culturel. La campagne était centre de ressource économique, notamment du point de vue alimentaire, et *locus amoenus* pour la population plus aisée. L'iconographie transmise par la peinture de paysage illustre cette relation permettant d'un côté de voir l'évolution de l'imaginaire dans le temps, d'un autre côté d'observer les archétypes de la ville et de la campagne dans les différents pays. Aujourd'hui, cette relation n'est plus si évidente : certains mettent l'accent sur le renouveau rural, d'autres soulignent que la ville s'est étendue partout, à la fois spatialement et socialement, gagnant progressivement toute la société. Que l'on vive en ville ou en campagne, nous serions tous des urbains : ce serait le « triomphe de l'urbanité » (Hervieu et Viard 1996, éd. 2001, 109), qui efface distances et différences entre ville et non-ville (Chalas 2000). Pour d'autres encore, la relation entre ville et campagne se joue dans le périurbain, qui s'impose comme une catégorie spatiale à part entière (Poulot 2008b), et non seulement comme « urbain immature » (Vanier 2003). Espace avec des territorialités propres et en attente d'une reconnaissance politique, le « tiers espace » impose des négociations entre espace rural et urbain, à la recherche d'arrangements sur des points sensibles comme la gestion des mobilités, la nature et les identités politiques (Vanier 2005).

Ces différentes positions naissent de la perception que le dualisme urbain-rural, ou ville-campagne, est obsolète et inapte à décrire la complexité contemporaine. Cela ne signifie pas pour autant la fin de la distinction entre rural et urbain : il est possible de la retrouver dans le discours politique, du moins en France, où la ruralité reste une catégorie à part entière, nécessitant des dispositifs ou programmes adaptés défendus pendant les campagnes présidentielles, ou avec un parti s'affichant en défenseur des valeurs rurales, « Chasse, Pêche, Nature et Traditions ». En s'affirmant comme « mouvement de la ruralité » il réactualise une opposition ville-campagne marquée par des déséquilibres qui font des ruraux des « citoyens de seconde zone »[32]. La distinction reste encore actuelle dans le discours académique, où ces catégories continuent d'être utilisées. On les retrouve en effet dans les titres des ouvrages qui analysent les nouvelles relations (« Rural-Urbain. Nouveaux liens, nouvelles frontières » (Arlaud et *al*. 2005), « Campagne-ville. Le pas de deux » (Monteventi et al., 2008), « Les nouvelles ruralités à l'horizon 2030. Des relations villes-campagnes en émergence ? » (Mora 2008), « Espace rural & projet spatial. Vers un nouveau pacte ville-campagne ? » (Guillot 2011)). Enfin, la distinction est encore actuelle dans les représentations et dans le langage courant, où ville et campagne restent des mots opérationnels.

Ainsi, ces termes correspondent de moins en moins à des frontières spatiales nettes, néanmoins ils « conviennent toujours, et s'avèrent même indispensables à la compréhension du monde contemporain, à condition de se distancer du paradigme dans lequel ils se sont avérés le plus utiles durant les derniers siècles » (Debarbieux 2008, 62). Inventées et renouvelées, les catégories rural et urbain « donnent des raisons concrètes d'agir de telle ou telle manière, en accord avec ce qu'ils représentent à nos yeux et en fonction de la manière dont s'organise notre existence, dans l'espace comme dans le temps. » (Berque 2011).

Au cœur des changements démographiques et sociaux des espaces ruraux dont il a été question dans ce premier chapitre, nous trouvons les installations de nouveaux habitants. Dans le deuxième chapitre, il sera question d'observer les différentes approches de la littérature à l'égard de cette catégorie très hétérogène. Les différentes représentations de la ruralité se reflètent en effet dans la variété des nouveaux habitants.

[32] http://www.cpnt.fr

Chapitre 2 :

Les nouveaux habitants : des parcours et profils différents

Introduction

« Nouveaux habitants», « nouvelles populations », « néo-ruraux » : les mots soulignent la « nouveauté » représentée par les migrants qui s'installent dans les espaces ruraux. Cependant, les campagnes ont déjà connu des vagues migratoires et l'histoire de l'immigration en France montre que leur présence n'est pas tout à fait nouvelle. Des ressortissants des pays voisins se sont installés dans les campagnes françaises avant les migrants de ces quarante dernières années, initiant un brassage de la population, en partie alimenté par des migrations internes, qui permet de nuancer l'image d'une société rurale sans étrangers.

La population qui contribue au renouveau rural dans les dernières décennies a fait l'objet de nombreuses études qui ont tenté de la quantifier, de cerner son profil, d'en explorer les motivations. Il en émerge un cadre très riche qui met en évidence la difficulté de considérer les « nouveaux habitants » comme une catégorie homogène. Des facteurs biographiques, les raisons qui conduisent à migrer, les relations à l'espace d'accueil sont autant d'éléments qui différencient les migrants mais aussi leur vision de la ruralité. La migration vers un territoire rural peut être le fruit d'un choix, pour l'idéal que la campagne représente, mais peut également être une fuite et constituer un territoire de repli où des facteurs essentiellement économiques ont conduit le migrant. La campagne peut alors devenir un espace d'exclusion et de pauvreté. Enfin, la campagne peut se poser comme une évidence, notamment pour les personnes qui s'inscrivent dans une histoire et une géographie familiales qui les amènent à s'y installer.

Ces nouvelles populations rurales sont souvent différenciées des autres habitants, installés depuis longtemps ou depuis toujours dans un lieu. Le rapport au lieu et à la mobilité, les visions de la nature seraient contrastés et la coprésence de groupes ayant une diversité d'intérêts serait source de conflit. Cette dichotomie semble s'estomper progressivement, d'une part parce que des alliances et enjeux communs émergent, d'autre part parce que les rapports au territoire se redéfinissent : ainsi l'origine géographique peut ne pas être un élément de clivage déterminant dans les relations entre les individus ou groupes.

Le chapitre aborde, dans un premier temps, la présence de populations étrangères dans les campagnes françaises au cours de la première moitié du XX^{e} siècle, pour ensuite se concentrer sur les nouvelles populations qui ont investi les campagnes à partir des années 1960. Des approches quantitatives et qualitatives permettent de définir des typologies : les travaux qualitatifs en particulier se concentrent sur les aspects biographiques ou liés aux catégories socioprofessionnelles. Nous proposons ici une catégorisation basée sur la relation à l'espace rural d'installation, qui amène à identifier une campagne qui peut être « choisie », « subie » ou « héritée ». Dans une dernière partie, il s'agira de relativiser l'idée d'opposition entre nouveaux habitants et populations locales, notamment à travers l'évolution des formes d'ancrage au lieu de vie.

2.1. Les nouveaux habitants dans les campagnes françaises : une présence nouvelle?

L'histoire de l'immigration en France est essentiellement considérée du point de vue de la ville. Pourtant, les campagnes aussi ont accueilli, au cours du XX^{e} siècle, des migrants venant d'autres pays, notamment Belges, Italiens, Espagnols employés dans l'agriculture. Dans l'après-guerre, l'État organise des migrations agricoles vers les départements dépeuplés où des terres étaient disponibles pour de nouvelles installations. Ces mouvements migratoires, qui contribuent à un brassage de la population rurale, amènent à se questionner sur le signifié apporté au terme « étranger ».

2.1.1. Les (bons) étrangers dans l'agriculture française dans la première moitié du XX^{e} siècle

L'histoire de l'immigration en France montre la place particulière occupée par ce pays en Europe : au XX^{e} siècle, alors que les pays voisins assistent au départ de leur population, voire l'encouragent, la France est déjà un pays d'accueil. Suisses, Belges, Italiens, ensuite Espagnols et Polonais alimentent un flux de population qui vient satisfaire le besoin de main-d'œuvre des industries et pallier la faible natalité. Après la Seconde Guerre mondiale, viendront Portugais, Algériens et ressortissants des colonies, avec un bassin de recrutement de plus en plus large (Lequin 2006).

Avant d'être une migration définitive, entre la moitié du XIX^{e} et le début du XX^{e} siècle, les flux étaient essentiellement saisonniers. Ouvriers du bâtiment, mineurs, salariés agricoles parcouraient le

pays, souvent en suivant des routes migratoires déjà tracées, et restaient quelques mois pour travailler avant de rentrer dans leur pays d'origine. Pour la plupart, ils arrivaient des pays voisins, ce qui explique aussi leur concentration dans les départements frontaliers : les Belges au Nord-Est, les Suisses et les Italiens dans l'Est et le Sud-Est, les Espagnols dans le Sud-Ouest. La migration était libre et autogérée, organisée au niveau familial, mais aussi structurante pour la vie de communautés entières (Blanc-Chaléard 1995). Pour la France, au début du XX^{e} siècle, l'arrivée de ces travailleurs forme d'abord un apport important de main-d'œuvre, mais peut être lue également comme un enjeu démographique : le taux de natalité français étant faible, il était important d'avoir un nouvel apport de population (Blanc-Chaléard 2001). C'est au début du XX^{e} siècle que la migration commence à être organisée, d'abord par les initiatives privées d'agences qui allaient « recruter » des travailleurs ou des familles dans les pays d'origine ; viendra ensuite l'intervention de l'État, afin d'orienter les flux migratoires là où les besoins sont les plus pressants.

Retracer l'histoire de l'immigration signifie souvent retracer une histoire urbaine : les villes attirent les migrants pour les possibilités d'emplois, la présence de réseaux ou de communautés de la même origine, la modernité qu'elles représentent. Les villes cristallisent encore aujourd'hui les problématiques liées à l'afflux des migrants : le logement, avec une nouvelle demande à laquelle l'État essaye de répondre ; les regroupements ethniques, qui mettent en cause le modèle français d'assimilation ; les difficultés sociales et les discriminations nécessitant des actions politiques qui prendront plus tard le nom de « politique de la ville ». La littérature « migrante » est aussi une littérature « urbaine » : « Les Ritals » (Cavanna 1978), « Le Gone du Chaâba » (Begag 1986), « La réclusion solitaire » (Ben Jelloun 1976) racontent, à des époques différentes, le monde urbain et ses évolutions, des quartiers ethniques aux bidonvilles jusqu'aux foyers Sonacotra. Dans ce cadre, les espaces ruraux ne semblent pas concernés par l'immigration, et les étrangers dans les campagnes ne sont pas vraiment l'objet d'études.

La bibliographie sur les étrangers en milieu rural est assez réduite : à la veille de la Première Guerre mondiale, Blanchard (1913) analyse l'état de dépeuplement des campagnes françaises, face auquel les travailleurs étrangers représentent une solution. Mauco (1932) est l'auteur d'un des premiers ouvrages sur l'immigration en France et analyse lui aussi la situation dans les campagnes, soulignant le rôle des migrants dans l'agriculture et le phénomène de colonisation, notamment dans le sud-ouest de la France, avec l'accès des étrangers à la terre. Quelques années plus tard, Mauco et Demangeon (1939), auteurs de« Documents pour servir à l'étude des étrangers dans l'agriculture française », enquêtent sur les conditions de travail et sur l'assimilation des migrants agricoles. Après la guerre, Girard et Stoeztel (1953) dans « Français et immigrés » enquêtent sur quatre contextes sociaux, dont deux ruraux : les cultivateurs italiens dans le Lot et Garonne et les ouvriers agricoles polonais dans l'Aisne, montrant les différences dans le parcours d'intégration des groupes sociaux. Plus récemment, Noiriel (1994) consacre un article à la présence étrangère entre les deux guerres, et Hubscher (2005) reconstruit l'histoire des étrangers dans les campagnes au XIX^{e} et XX^{e} siècles, en

analysant les parcours migratoires, les réseaux familiaux et nationaux, l'accueil partagé entre xénophobie et xénophilie, jusqu'à souligner le faible ancrage des migrants agricoles.

Hubscher (*ibid*., 9) se questionne aussi sur la rareté des études sur cette immigration et y voit trois raisons principales : d'une part, un récent désintérêt de la recherche historique sur le rural, celle-ci privilégiant les espaces urbains ; ensuite, une identification entre l'immigré et l'ouvrier : la condition d'ouvrier agricole étant souvent vue comme une étape transitoire, avant de franchir le pas vers les villes et ses usines. Troisième raison, la population étrangère dans les campagnes est « transparente », à la fois par sa dispersion, opposée à la concentration des ouvriers dans les villes, et par son « être sans histoires », loin des mouvements ouvriers ou des luttes conduites en milieu urbain. Pourtant, la présence d'étrangers employés dans l'agriculture dans les campagnes françaises a été assez importante : Hubscher apporte le chiffre de près de 100.000 étrangers y travaillant en 1891 (ne sont pris en compte ni les saisonniers, ni les frontaliers). Noirel (1994) montre l'augmentation de la part des immigrés employés en agriculture : le pourcentage d'actifs étrangers employés dans les champs passe de 13,3 % en 1901, à 15,6 % en 1931 et atteint 22 % en 1936, alors que la part des agriculteurs dans la population active française baisse. Traduit en chiffres, selon les estimations de Mauco ce sont environ 200.000 étrangers qui en 1927 sont salariés agricoles (dont 35.000 saisonniers). À ce chiffre il ajoute 92.000 chefs d'exploitations et leurs familles. Au total, ce sont plus de 250.000 étrangers (en 1931 on recense 3,1 millions d'étrangers en France), répartis en trois principales nationalités : Italiens, Belges et Espagnols. Dans sa thèse, Mauco souligne les avantages et les inconvénients de cette présence étrangère salariée dans les campagnes. Son travail est remarquable car il s'agit d'un des premiers ouvrages sur l'immigration en France, le tout premier qui aborde le sujet de manière globale. Cependant, les données statistiques et les observations de terrain s'y mêlent à des analyses idéologiques et raciales où l'étranger est toujours inférieur au Français ; de plus, la présence étrangère est considérée de manière fonctionnelle dans l'économie française. Le titre en est explicite : « Les étrangers en France. Leur rôle dans l'activité économique ».

Dans les campagnes, la présence étrangère comporte à ses yeux des avantages, notamment sur le plan professionnel et en premier lieu un regain d'activité : l'agriculture a besoin de main-d'œuvre, face à un abandon de la terre de la part des Français. La remise en culture des exploitations est donc importante pour des territoires en voie de dépeuplement. Les étrangers contribuent aussi à la modernisation des méthodes de travail et du matériel, entraînant une hausse des salaires agricoles. Les avantages se situent, selon Mauco, également sur un plan « moral » : les étrangers induisent un renouveau religieux et favorisent le développement d'un esprit de solidarité, notamment par la création de coopératives agricoles. Par ailleurs, une colonisation des terres implique l'arrivée de familles nombreuses qui apportent des capitaux investis sur place, ce qui assure la stabilité des installations. Mais tout cela présente des inconvénients, en particulier l'instabilité des salariés, engendrée par les ruptures de contrats, ou encore l'absence de capitaux importants. Mauco s'inquiète en outre de la situation de dépendance de l'agriculture française vis-à-vis de la présence

étrangère, non seulement pour la main-d'œuvre salariée, mais également au vu d'un processus de colonisation très important. En effet, la possession de la terre est l'un des principaux sujets d'affrontement qui inquiète l'opinion publique au niveau national, notamment dans certaines régions, comme le Sud-Ouest, où les Italiens sont propriétaires de nombreuses terres (*ibid*. : 172). Malgré cela, Mauco porte un regard assez positif sur la présence des étrangers dans l'agriculture, tant pour son apport démographique que pour le maintien des activités et les innovations apportées dans le domaine agricole. Par ailleurs, ils sont appréciés pour leur capacité d'adaptation et d'intégration à la société rurale française.

En effet, une partie de son analyse porte sur les relations entre étrangers et populations rurales : il conclut qu'en général les relations sont bonnes, notamment parce qu'il s'agit d'installations dont on voit l'utilité. Malgré quelques frictions locales, les territoires vides et le manque de concurrence facilitent l'assimilation. Cela est probablement dû au fait que les nationalités les plus représentées dans les campagnes (Italiens, Belges, Espagnols) sont celles que Mauco classe parmi les plus assimilables. Une enquête réalisée par ses soins auprès de chefs de service d'une entreprise de construction automobile en demandant de « noter » les étrangers sur des critères comme l'aspect physique, la régularité au travail, la compréhension de la langue l'a montré : Belges, Suisses, Italiens, Espagnols sont à la tête du classement, car plus proches du « modèle » français. Même dans les campagnes, l'ancienneté de leur migration, la langue, la « parenté ethnique » sont les critères qui selon Mauco rendent leur assimilation plus facile. Girard et Stoeztel (1953, 65) remarquent également que les étrangers se trouvant en milieu rural ont l'impression que « les modes de vie sont meilleurs qu'au pays natal, l'existence est plus facile, moins contrainte ». Ils soulignent qu'à la campagne le sentiment d'égalité et les possibilités d'une ascension sociale sont plus concrètes qu'en ville, où les conditions de vie sont plus difficiles.

L'idée générale qui ressort de ces études est que le parcours d'intégration dans les campagnes est plus simple, plus linéaire qu'en ville. Il existe des manifestations de rejet ou xénophobie, notamment au début de cette immigration, comme l'épisode d'Aigues-Mortes en 1893[33], mais elles restent assez isolées. L'immigration familiale, la stabilisation par le travail de la terre, les mariages mixtes, le rôle des femmes et des enfants, sont autant de facteurs qui favorisent une intégration sans bruit (Noiriel 1994).

Cette image d'une assimilation sans problèmes, d'une population qui se fond dans les campagnes, grâce à la condition de paysan, qui leur permet d'être classés parmi les « bons étrangers », plus stables, plus proches des valeurs des populations autochtones, est nuancée par Hubscher. L'« irénisme paysan » (Hubscher 2005, 146) selon lequel les paysans, même de pays différents, partagent les mêmes valeurs, comme l'acharnement au travail, l'attachement à la terre, le sens de la famille, serait une construction idéologique qui instrumentalise les migrants : « la

[33]En août 1893 à Aigues-Mortes, un pogrom sur fond de concurrence sur le marché du travail a provoqué un nombre de morts non précisé parmi les Italiens venus travailler dans les salines.

conformité du migrant à un modèle paysan national, son implication dans la vie sociale et associative locale, sa capacité à se mettre au service de la collectivité de différentes manières, y compris sur le plan symbolique, contribuent à donner à l'étranger un visage aimable, apte à faire naître chez les autochtones un sentiment de xénophilie» (*ibid*., 150). Derrière cette image de « bon immigré » et de modèle d'assimilation, ces travailleurs ont rempli une fonction idéologique importante de la fin du XIX^{e} siècle jusqu'aux années 1950 : ils étaient au service d'une idéologie agrarienne qui peint les paysans comme « les plus aptes à devenir des bons Français » (*ibid*., 10). La citation de Marcel Paon en 1926, membre du Conseil national de la main-d'œuvre et du Conseil supérieur de l'agriculture, est en ce sens explicite : il est « préférable de céder dix hectares de nos terres à un étranger plutôt qu'un seul pavé de nos villes. La terre enchaînera ceux qui se donnent à elle, la ville n'exercera jamais la même attraction et l'étranger y restera toujours un étranger qui passe » (*ibid*., 10). Pourtant, Hubscher montre que l'intégration n'a pas suivi un parcours aussi linéaire : les stéréotypes sont ancrés dans l'imaginaire collectif, et la xénophobie a alimenté une certaine hostilité envers les étrangers. Par ailleurs, le faible nombre de demandes de naturalisation et les nombreux retours dans les pays d'origine, ainsi que les départs vers les villes, remettent en cause l'idée d'un ancrage à la terre.

Aujourd'hui la perspective a complètement changé : évoquer les étrangers à la campagne ne renvoie plus à des salariés agricoles. En 2006, le colloque « Les étrangers dans les campagnes » (Diry 2008) aborde les problématiques de la mobilité, des flux migratoires des Nord-Européens, de l'attractivité de la campagne. Les étrangers en question sont les Britanniques, Allemands, Néerlandais ou Belges ; une partie minoritaire de ces migrants sont installés en tant qu'exploitants agricoles. Même si la présence de ces nationalités, en particulier les Belges et les Néerlandais n'est pas un fait nouveau, l'étranger dans la campagne n'est plus le salarié agricole ou le migrant économique : dans ce colloque, on évoque les ouvriers agricoles marocains et polonais (Barou 2008) et les demandeurs d'asile qui se trouvent dans des centres d'accueil à la campagne (Bonerandi 2008), mais la figure de l'étranger est désormais celle du résident secondaire ou du migrant, plus ou moins aisé, séduit par le cadre de vie.

2.1.2. Les migrations agricoles : des « étrangers » de l'intérieur

Évoquer les étrangers à la campagne ne signifie pas seulement parler des ressortissants des autres pays. L'étranger est aussi celui qui vient de l'extérieur et qui pose la question de l'identité et du lien au lieu (Mathieu 2008). Ainsi, les migrants internes ont aussi introduit des éléments d'« étrangeté » dans les campagnes et contribué à un brassage de la population. Les migrations internes en France se développent à la fin du XIX^{e} siècle, encouragées par la croissante homogénéité du territoire. Les flux sont drainés par la ville, mais il existe aussi des flux entre campagnes. Pendant

longtemps, les paysans « se déplacent, mais n'émigrent pas » (Le Bras 1997, 91) : les migrations saisonnières sont une réalité dans de nombreuses sociétés locales (les maçons creusois, les colporteurs d'Auvergne), mais leur objectif n'est pas une installation durable. Les migrants saisonniers français ne sont d'ailleurs pas très différents de leurs homologues étrangers. En effet, ils présentent la même logique : la recherche d'une source de revenu complémentaire qui permette en même temps de garder l'activité sur le lieu de résidence. Le profil est également assez proche : des migrants issus de la petite paysannerie, mais qui n'appartiennent pas aux catégories les plus démunies de la société. Enfin, on retrouve la même organisation et le même déroulement : une migration libre et auto-gérée, individuelle ou familiale, qui suit des parcours souvent déjà tracés par les migrations précédentes (Hubscher 2005, 77). Progressivement, même les migrations internes perdent leur caractère saisonnier en faveur d'une stabilisation. Les migrations entre campagnes restent cependant minoritaires dans un contexte où l'urbain l'emporte et dans un pays où de nombreux paysans sont propriétaires de leurs terres.

Un exemple de migration interne entre campagnes, se retrouve dans les années 1950-60 quand le Ministère de l'Agriculture, face au dépeuplement des régions rurales du Centre et du Sud de la France, crée une association destinée à organiser les migrations d'agriculteurs. L'ANMR (Association Nationale des Migrations Rurales), a pour objectif de favoriser les migrations rurales entre départements surpeuplés où les installations sont difficiles, et des départements dépeuplés avec des terres disponibles. Au niveau local, les SMER (Syndicats de Migrations et d'Établissements Ruraux) assurent le lien entre les départements de départ et d'arrivée, en prospectant les possibilités d'installation dans des départements comme la Creuse, l'Allier, la Charente et en les proposant aux candidats normands, bretons ou vendéens (Vitte 1976). En Limousin par exemple, de nombreux agriculteurs normands se sont installés entre la fin des années 1950 et le début des années 1960. Les premiers agriculteurs favorisent l'arrivée d'autres membres de la famille, de voisins, ainsi des liens s'établissent entre régions de départ et d'arrivée. L'accueil réservé à ces agriculteurs, longtemps appelés « les migrants », a été assez froid, marqué par une initiale hostilité de la part des agriculteurs limousins (Vitte 1976; Bouet 1979[34]). La migration organisée des agriculteurs est limitée dans le temps (elle s'essouffle à la fin des années 1960) ; elle a concerné une seule catégorie sociale et n'a jamais pris de véritable ampleur. Pour ces raisons, il est difficile de la proposer comme exemple de recomposition sociale précoce à la campagne. Cependant, l'arrivée de ces « étrangers », tout comme les migrations de salariés agricoles étrangers, ont apporté dans les zones rurales des éléments d'altérité qui fissurent l'image d'une campagne sans étrangers.

Les migrants agricoles sont un exemple des différentes manières dans lesquelles l'altérité peut se manifester. L'étranger n'est pas seulement celui qui vient d'un pays étranger, mais celui qui vient d'ailleurs, en traversant ou pas des frontières. En s'interrogeant sur « Qui est donc étranger en

[34]Dans sa thèse, Bouet parle également des agriculteurs étrangers, notamment les Hollandais, venus s'installer en Limousin et rappelle leur influence dans la modernisation des techniques agricoles.

milieu rural? », N. Mathieu (2008) décrit les « gradients d'étrangeté » élaborés dans un village de la Manche face à l'altérité qui prend le visage des Anglais, des Maghrébins, ou des « horsains », personnes natives d'une autre commune. Le degré d'altérité est déterminé par l'origine, mais également par la position que les nouveaux habitants occupent dans la société locale, la relation au territoire. Leur présence fait émerger les enjeux de conservation du pouvoir et peut conduire à une fermeture de la communauté sur elle-même. Cela peut paraître paradoxal dans des sociétés rurales longtemps affectées par le dépeuplement, et les clivages sont au détriment du lien social, qui en sort distendu.

Les différentes populations qui, à partir des années 1970, ont choisi de s'installer à la campagne, ont contribué à alimenter cette « étrangeté » et révèlent les enjeux liés au lien social et au pouvoir sur le territoire. Cela d'autant plus que les changements sociaux, comme la sortie du schéma de migration économique, les nouvelles formes d'habiter, l'évolution de la dichotomie ville-campagne, influencent la manière d'envisager la communauté et de vivre sur un territoire.

2.2. Les nouvelles populations rurales : une définition difficile et un profil hétérogène

La définition du profil des nouveaux habitants dans les espaces ruraux a été au cœur des recherches sur les migrations rurales. Qui sont les individus ou ménages qui se déplacent vers les espaces ruraux ? Quelles sont leurs motivations ? Comment les catégoriser ? Répondre à ces questions permet de mieux comprendre les caractéristiques du phénomène et la population concernée, ainsi que d'établir quels types d'espaces sont ou deviennent attractifs. Comme cela a déjà été souligné (Cognard 2010; Guimond 2012), des termes multiples sont utilisés pour décrire les « nouveaux habitants ». Ils cachent à la fois la diversité des critères de définition de cette catégorie et des profils identifiés. En France, la définition du « nouvel habitant » est issue d'une donnée du recensement (un individu ou ménage ayant changé de résidence au cours de la période intercensaire) mais aussi des critères plus qualitatifs, comme la notion de « choix » ou de « rupture ». L'hétérogénéité de ces critères rend difficile la comparaison entre les études : les variables liées à la mobilité et à la temporalité sont assez différentes. Cognard (2010, 66-69) par exemple choisit de prendre en compte un critère spatial, qui considère qu'il y a un « seuil géographique minimal » pour qu'une « rupture » se produise dans l'espace de vie : le nouvel habitant provient d'un autre département ou de l'étranger. Ensuite, un critère temporel, être arrivé après 1990, et un critère plus qualitatif, le choix : l'installation découle d'un acte intentionnel (ne sont pas considérées comme nouveaux habitants les personnes arrivées suite à une mutation professionnelle ou dans le cadre

d'un mariage). Pour Guimond (2012) les nouvelles populations rurales sont composées des personnes de plus de 25 ans, originaires d'un milieu urbain qui, par choix, vivent de manière permanente en milieu rural depuis au minimum un an et au maximum 20 ans. Comme le rappelle Cognard, le choix de ces critères n'est pas anodin, notamment d'un point de vue statistique : en effet, ils permettent d'élargir ou restreindre le groupe pris en considération. La date depuis laquelle un individu est considéré comme nouvel habitant, ou l'échelle spatiale choisie (communale, départementale, régionale) permettent de changer la portée du phénomène. Par exemple, en travaillant à l'échelle d'un département, exclure ou inclure des nouveaux habitants provenant des départements limitrophes conduit à modifier, souvent de manière importante, les chiffres de la migration. Les résidents temporaires ou secondaires sont aussi un groupe de plus en plus impliqué dans le contexte des migrations rurales, en tant que futur migrant potentiel (Martin et *al*. 2012).

Les points communs entre les différentes définitions de « nouvel habitant » sont d'abord dans la migration, qui a conduit vers une destination rurale ; ensuite dans un rapport plus ou moins affirmé d'extranéité au lieu et/ou à ses habitants. Face à une définition si vaste, ce sont les études quantitatives qui ont permis de dessiner un portrait, d'abord statistique, des nouvelles populations rurales en France.

2.2.1. Une approche générale à travers les recensements...

Les recensements de 1982 et 1991 montrent déjà le renouveau rural, mais celui de 1999 confirme la croissance des communes rurales, en soulignant en particulier l'importance des couples avec enfants et des retraités dans ce mouvement (Détang-Dessendre et Piguet 2003). Entre 1990 et 1999, l'espace à dominante rurale a gagné 247.000 habitants : ce chiffre résulte d'une perte de 163.000 habitants par le solde naturel et d'un gain de 410.000 habitants par le solde migratoire (Bessy-Pietri et *al*. 2000). Le gain n'est pas uniforme sur tout le territoire national : sont plus concernées les communes rurales autour des aires urbaines plus dynamiques, notamment dans le sud et l'ouest du pays. Contrairement à l'interprétation proposée au cours des années 1990, ce n'est plus seulement une population de citadins en difficulté ou de chômeurs, mais une population active (Kayser 2001). Cependant, plusieurs variables sont soulignées pour donner des clés de lecture de cette migration. L'importance des cycles de vie apparaît comme un facteur d'interprétation important : le choix de la localisation suit les besoins en termes de logement, emploi, services qui varient au fil des années. C'est ainsi que la migration vers le rural est très faible au début de la vie active, quand les centres urbains sont attractifs pour les études et les emplois (Détang-Dessendre et Piguet 2003; Baccaïni 2005; Degorre et Redor 2007). Le cycle de vie suivant, qui correspond à la mise en couple et à la naissance des enfants, pousse au contraire les ménages vers les communes rurales et périurbaines. Par la suite, un mouvement de retour vers les centres urbains est visible au moment

où les enfants entrent dans le système scolaire, pour se rapprocher des services. Enfin, les espaces ruraux redeviennent attractifs au moment de la retraite, une fois les ménages libérés des contraintes liées à l'emploi (figure 7).

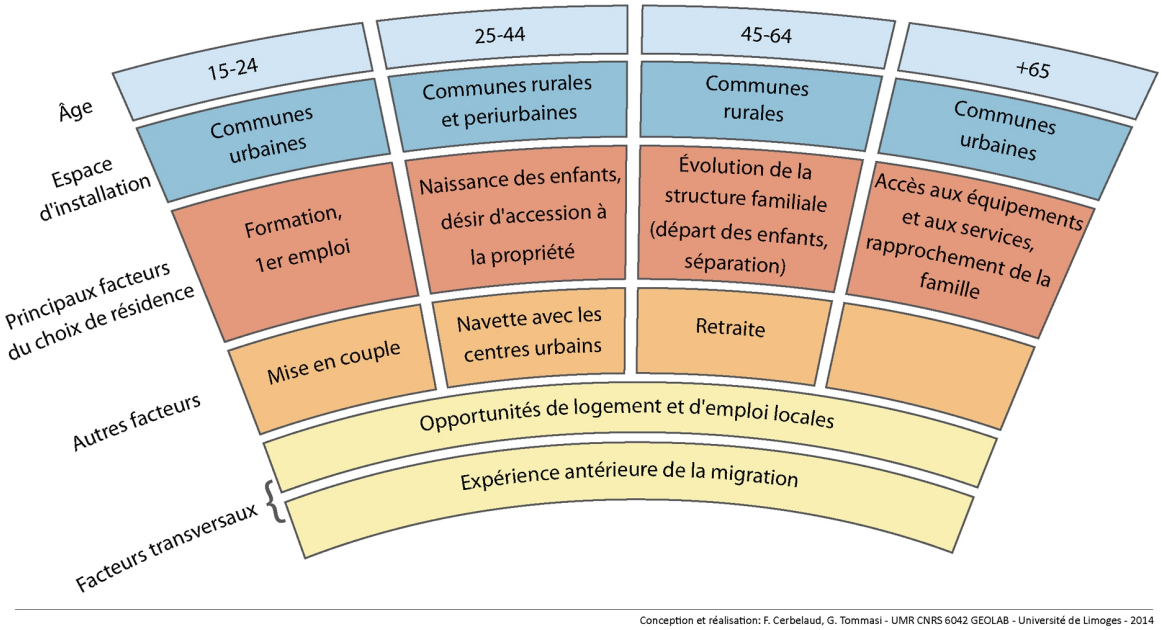


Figure 7: L'influence du cycle de vie sur les choix résidentiels et les migrations urbain-rural.

De cette manière, les migrations vers le rural contribuent au vieillissement des campagnes, déjà concernées par une sur-représentation des personnes âgées. L'effet « cycle de vie » comme clé d'analyse des migrations est repris par Lepicier et Sencébé (2007) qui, sur la base des résultats du recensement de 1999, l'associent à trois autres facteurs pouvant aider à déterminer le profil des nouveaux habitants ruraux. Ils évoquent un effet de « préservation », qui pousse les classes moyennes et populaires à partir vers les communes périphériques, afin d'échapper aux banlieues défavorisées. Cela concerne en particulier des ménages avec enfants pour qui le contexte foncier rural devient un moyen d'accéder à la propriété. Les couches sociales plus représentées sont ici les classes populaires et moyennes, alors que les catégories aisées semblent préférer les centres villes. Un deuxième effet dit de « génération », concerne les retraités de la génération du *baby-boom*, par définition très nombreuse mais aussi « conjoncturelle ». Deux logiques guident leur installation rurale, le retour dans les lieux d'origine et l'héliotropisme, qui favorisent les campagnes méditerranéennes. Enfin, un effet de « néo-ruralité », avec une migration d'entrepreneurs indépendants vers le rural isolé, serait un « épiphénomène » au vu du faible nombre de migrants concernés. Ainsi, les principales analyses du profil des migrants vers le rural entre 1990 et 1999 mettent en évidence la prédominance des jeunes ménages avec enfants, qui s'installent dans un

rural proche des pôles urbains, dans une logique de périurbanisation et d'étalement. Les jeunes retraités font également partie des cohortes de migrants qui s'installent à la campagne, notamment celle proche des villes. Les logiques soutenant la migration apparaissent hétérogènes, mais néanmoins guidées par des éléments de contexte, notamment la pression foncière et l'étalement urbain.

Les recensements suivants fournissent des données nouvelles qui peuvent éclairer les profils de migrants. Le recensement de 2006 montre que la population dans l'espace à dominante rurale entre 1999 et 2006 augmente de 0,7 % par an, au même rythme que la population de tout le territoire métropolitain (Laganier et Vienne 2009). Les chiffres de 2007 montrent que le rural compte environ 11 millions d'habitants, avec une augmentation annuelle de 75.000 personnes entre 1999 et 2007 (Débard 2010). Selon Merlin (2009), pendant la période 1968-2009, 1,6 millions de Français auraient migré vers les zones rurales, soit environ 40.000 chaque année[35].

La thèse de P. Pistre (2012) s'attache à cerner les profils des nouveaux habitants dans les campagnes françaises en mobilisant trois indicateurs : l'âge, la composition des ménages et les groupes socioprofessionnels. Deux catégories d'âge apparaissent comme motrices dans les évolutions migratoires rurales : les jeunes actifs, qui privilégient les campagnes des villes, et les jeunes retraités de plus de 50 ans, qui se déplacent sur de plus longues distances et investissent les campagnes littorales ainsi que les campagnes de l'intérieur du pays. Pour ce qui concerne la composition des ménages, couples avec ou sans enfants sont les groupes les plus représentés. Du côté des catégories socio-professionnelles, employés et professions intermédiaires ont alimenté les flux vers les communes rurales, notamment vers les « campagnes des villes ». Ainsi, le portrait type des nouveaux habitants qui émerge du dernier recensement est celui de jeunes actifs en couple, employés ou professions intermédiaires, souvent avec enfants, qui se dirigent vers les campagnes depuis lesquelles la ville est encore facilement accessible. Le deuxième profil-type est celui des jeunes retraités qui n'hésitent pas à s'éloigner plus des centres urbains et à parcourir de plus longues distances (*ibid*.).

Malgré la prise en considération de critères ou variables différentes (le cycle de vie, la composition des ménages, les groupes socioprofessionnels), ces études ont la particularité de conduire une analyse à une échelle nationale, utilisant les données des recensements de la population. Elles permettent ainsi d'avoir un regard général sur le territoire français, alors que les études qualitatives sont conduites à des échelles locales. Le choix de l'échelle a des effets importants sur les objectifs et les résultats des travaux menés : une échelle nationale permet de mettre en

[35]Ces chiffres font référence au solde migratoire, non pas au gain net de population qui inclut aussi le solde naturel. L'auteur évalue aussi à 3,7 millions de personnes le solde migratoire vers le périurbain entre 1968 et 2009 (Merlin 2009, 55). L'auteur souligne la difficulté méthodologique d'évaluer la justesse de ces chiffres, notamment à cause des évolutions des découpages de l'espace rural, périurbain et urbain.

lumière les grandes tendances. Des échelles régionales ou locales permettent d'affiner les typologies et de souligner les variations entre territoires.

2.2.2. ...et des approches qualitatives pour définir profils et motivations

Aborder la question des nouvelles populations rurales d'un point de vue statistique permet de donner un cadre d'ensemble, mais une approche qualitative est nécessaire pour mieux connaître les nouvelles populations et les enjeux territoriaux qu'elles alimentent. Catégories socioprofessionnelles, âge, origine : les portes d'entrée sont nombreuses et mettent en lumière les différents groupes sociaux qui partagent l'espace rural. Une des approches privilégiées, notamment dans la littérature britannique, a été celle par classe sociale, mais elle a été progressivement enrichie par des entrées différentes, notamment d'ordre démographique (l'âge, le genre, l'appartenance ethnique).

2.2.2.1. Jeunes et personnes âgées : une approche par l'âge

Le critère de l'âge est souvent pris en considération pour montrer le rôle des jeunes ou des personnes âgées et leurs contributions dans les territoires ruraux. Si les premiers sont souvent remarqués par leur faible présence dans les campagnes, les migrants retraités sont plutôt associés au vieillissement des sociétés rurales. Le taux de vieillissement de la population représente une préoccupation majeure ainsi qu'un défi dans les sociétés occidentales (Robert-Bobée 2006; Commission Européenne 2012). En France, le pourcentage de population de plus de 60 ans devrait passer de 21 % en 2007 à 32 % en 2060 : en chiffres absolus, le nombre de personnes de plus de 60 ans passerait de 13,2 millions en 2007 à 23,6 en 2060 (Blanpain et Chardon 2010). Cela pose la question de l'adaptation des politiques sociales (santé, retraite, logement) et des services (transports, commerces) aux besoins d'une population toujours plus nombreuse. Ce questionnement ne concerne évidemment pas seulement les zones rurales, mais se pose ici avec plus de force , le taux de vieillissement y étant plus élevé depuis plus longtemps (Paillat 1976; Roussel et al. 2005). En France métropolitaine, l'espace à dominante rurale rassemble 24,7 % de la population de plus de 65 ans, alors qu'il accueille 18,5 % de l'ensemble de la population (INSEE Références 2005). En cause, une faible natalité et l'allongement de l'espérance de vie, mais aussi les mouvements migratoires. D'une part, les soldes migratoires des 18-24 ans, négatifs pour de nombreux territoires ruraux montrent l'attrait des départements les plus urbains (Baccaïni et Levy 2009). D'un autre côté, la mobilité des retraités ou néo-retraités augmente, et les zones rurales et littorales figurent parmi les destinations privilégiées. En effet, les données des recensements montrent que les retraités ont un rôle important dans les dynamiques migratoires des espaces ruraux français, tant pour les migrations

d'agrément que pour les « retours au pays ». Toutefois, elles ne sont pas prédominantes et sont seulement une des explications de la reprise des espaces ruraux (Pistre 2012).

Les problématiques qui s'ouvrent autour du vieillissement sont multiples. Tout d'abord la pertinence du choix de vieillir en milieu rural : d'un côté la fragilisation de cette population, de l'autre sa capacité à contribuer à la société locale, conduisent à se demander si le rural est un « bon endroit pour vieillir ? » (Keating 2008). L'isolement, à la fois relationnel et géographique, est souvent indiqué comme une des contraintes majeures du vieillissement à la campagne. Pourtant, Mallon (2010), qui s'est intéressée aux populations âgées en Ardèche et en Creuse, parle plutôt d'un « isolement relatif » : la mobilité jusqu'à un âge avancé ainsi que le maintien des relations sociales et familiales ne permettent pas de dire que le rural isole. Cependant, elle souligne la diversité des situations et surtout la différence dans l'isolement pour les personnes âgées « autochtones » et pour celles arrivées au cours de leur vie. Pour les premières, le sentiment d'isolement est vécu comme un processus de relégation, qui relève à la fois de la perte de la maîtrise sociale de l'environnement proche et du sentiment d'abandon de la part des pouvoirs publics. Pour les retraités nouveaux habitants, l'isolement résulte du manque de services et d'occasions de sociabilité. Toutefois, étant plus mobiles, ils peuvent entretenir plus facilement des relations. Les différences entre les retraités autochtones et ceux venus à la campagne lors de leur retraite mettent en évidence un milieu rural qui ne semble pas rendre le vieillissement plus difficile ; différentes manières de vieillir y cohabitent, selon l'origine géographique et le parcours socioprofessionnel (Gucher et *al.* 2007; Mallon 2013).

Le rôle des retraités en milieu rural n'est pas seulement vu sous l'angle de l'isolement ou de la dépendance. Au contraire, leur présence est analysée comme ressource économique et sociale. Les personnes âgées peuvent en effet favoriser la création d'emplois induits, notamment dans le domaine des services, afin de répondre à une demande spécifique pour les loisirs ou l'assistance à la personne (Talandier 2008a). Ils peuvent également avoir un rôle plus actif : la figure du retraité-créateur (Sabau et *al.* 2011; Blasquiet-Revol et *al*. 2011) introduit une nouvelle représentation du retraité, acteur de l'initiative économique et à l'origine de nouvelles activités, ainsi que de créations d'emplois. En ce sens, le retraité ne serait plus seulement une « charge » pour la société, mais une nouvelle ressource pour le développement que les acteurs publics devraient prendre en considération. Leur contribution se décline aussi sous forme d'engagement, formel ou informel, dans des associations culturelles, festives, sportives, ou encore politiques, par exemple à travers la prise de responsabilité politique dans la vie locale (Mallon et Gucher 2007).

Plus convoités que les personnes âgées, les jeunes sont aussi parmi les nouvelles populations rurales. Les enjeux de la mobilité et de l'accès à l'emploi sont soulignés dans les recherches sur les jeunes néo-ruraux au Québec (LeBlanc et *al*. 2002; Desjardins et Simard 2008; Jamet 2009; Simard et *al*. 2011), qui mettent en évidence les interactions continues avec la ville, alimentées par les réseaux de sociabilité ou par l'emploi. Pour ce groupe de nouveaux ruraux, la migration n'est pas forcément définitive : la recherche de leur réalisation personnelle ou professionnelle passant aussi par la

mobilité, ces migrants-là sont donc prêts à quitter le milieu rural si nécessaire. L'enjeu pour les territoires d'accueil n'est pas seulement d'attirer cette population, mais aussi de pouvoir la retenir.

Un groupe peu considéré dans les évolutions des campagnes est celui des enfants et adolescents, qui sont d'ailleurs identifiés comme un exemple de *neglected rural géographies* (Philo 1992). Souvent ils résident dans les zones rurales suite au choix familial, et leur vision de la campagne est différente de celle de leurs parents. Le milieu rural peut être un endroit à fuir, mais aussi un lieu riche d'un point de vue social et identitaire (L. T. Smith et *al*. 2002). Si certains auteurs soulignent la diversités des interactions sociales qu'ils développent, notamment à travers la fréquentation de lieux différents (Devaux 2013), d'autres mettent en exergue le sentiment d'exclusion, alimenté par l'impossibilité d'exprimer leur point de vue et dessinant ainsi une idylle rurale différente de celle de leurs parents (Matthews 2000). D'ailleurs, l'idylle rurale est vécue de manière contradictoire par les parents mêmes, pour lesquels la campagne reste un endroit plus sûr que la ville, notamment grâce à la présence d'une « communauté », mais n'est pour autant pas exempte de *rural demons*, comme la présence de gitans ou des *new age travellers* (Valentine 1997).

2.2.2.2. D'autres entrées biographiques pour appréhender les nouvelles populations : genre, orientation sexuelle, appartenance ethnique

Comme l'âge, le genre, la sexualité ou l'appartenance ethnique sont d'autres éléments biographiques adoptés pour aborder les enjeux territoriaux. Également insérées parmi les « négligés » de la géographie rurale britannique, les femmes ont peu de visibilité dans les études sur les campagnes occidentales. Les travaux sur les relations entre les genres soulignent la position de subordination des femmes, souvent associées à une image conservatrice qui les voit prendre soin de la famille, s'occuper de la maison, s'engager dans la communauté. Les média accentuent ces caractères, en véhiculant des images de « masculinité hégémonique et de féminité emphatisée » (Agg et Phillips 1998, 267). Même les représentations liées à l'idylle rurale semblent maintenir cet ordre des choses et perpétuer une relation subordonnée avec les hommes (Little et Austin 1996). Ainsi, la migration vers la ville est-elle une solution pour sortir d'une condition de subordination vis-à-vis d'une société masculine, mais aussi pour permettre aux femmes d'accéder à des emplois correspondants à leur formation et mieux rémunérés (Dahlström 1996; Rico González et Gómez García 2003). Malgré tout, le stéréotype de la « femme rurale » semble évoluer : au Royaume-Uni, les différences de salaires pour les femmes vivant en milieu rural s'estompent (Hoggart et Cheng 2006) et le rôle qui leur est traditionnellement assigné peut être refusé : Hugues (1997) souligne comment les femmes, en particulier les migrantes, mettent en question l'image dominante de la *domestic rural woman* et agissent de manière plus autonome. En France, leur rôle dans l'économie rurale, par exemple dans la diversification des activités agricoles et la création d'activités permet de dynamiser les territoires (Louargant 2003; Brunhes-Glamcevski 2005).

Pour ce qui concerne les orientations sexuelles, les recherches portant sur les homosexuels qui s'installent à la campagne montrent leur importance d'un point de vue social et culturel dans la construction d'une ruralité différente, à travers un imaginaire propre. Cet imaginaire est alimenté par des productions culturelles comme des films ou des livres (Bell et Valentine 1995), mais également par des pratiques : par exemple, le choix de s'installer dans un territoire rural considéré comme « alternatif » renforce encore plus cette image et l'enrichit d'une nouvelle identité (D. P. Smith et Holt 2005). Toutefois, la relation entre espaces ruraux et homosexualité est assez complexe et associe deux aspects contradictoires : d'une part, la campagne est un espace de liberté et d'utopie, où les aspects indésirables de la ville, comme la discrimination ou l'agressivité sont loin. D'autre part, la campagne peut également être un lieu d'aliénation et d'isolement, où l'exclusion est ressentie de manière plus intense, entre autres à cause de l'absence des réseaux sociaux urbains (Gorman-Murray et *al*. 2012).

Un dernier élément biographique que nous pouvons évoquer est l'appartenance ethnique : nous reviendrons plus loin sur la présence des étrangers dans les campagnes. Il peut cependant être intéressant de voir comment, au Royaume-Uni, les recherches sur les minorités ethniques visibles dans les campagnes ont été une manière de faire émerger un débat sur l'identité nationale et la citoyenneté. La présence des minorités ethniques et d'étrangers est faible dans les espaces ruraux d'Outre-Manche, mais toutefois en augmentation. Malgré leur faible nombre, c'est une population qui est potentiellement visible dans un paysage peuplé essentiellement de blancs. Pourtant, comme dénoncé dans l'ouvrage de Chakraborti et Garland (2004), ils sont invisibles pour les acteurs politiques : le manque d'outils pour favoriser l'insertion des migrants, tant sur le plan social que professionnel, est ressenti comme un manque dans différents contextes européens (Jentsch 2007). La campagne est associée à une *whiteness* qui exclut non seulement les étrangers, mais aussi les citoyens britanniques d'une couleur différente. Ainsi, des formes de racisme sont présentes, qui peuvent aller de l'évitement à la discrimination jusqu'à la violence (Chakraborti et Garland 2004). Ce refus de l'altérité est lié à une idée de la campagne comme symbole et essence d'une *Englishness* qui ne peut être que blanche. Des raisons culturelles, économiques, viennent ainsi expliquer pourquoi les minorités ethniques ne sont pas « adaptées » à la campagne. Agyeman est peut être le chercheur le plus impliqué dans l'étude de la présence des minorités dans les campagnes, et engagé pour rendre les espaces ruraux et naturels plus ouverts à des populations différentes. Il est parmi les fondateurs du BEN (*Black Environment Network*), un organisme fondé en 1988 pour promouvoir le multiculturalisme et la représentation des minorités dans les politiques rurales et environnementales (Kinsman 1997). Agyeman utilise une similitude pour expliquer pourquoi les Noirs sont « *out of place* » (Agyeman 1989, 233) dans la campagne : cela équivaut à introduire des espèces exogènes dans un environnement naturel où elles peuvent se révéler dangereuses ou polluantes pour les espèces autochtones. De plus, leur présence rappelle une société multiculturelle et urbaine qui n'est pas toujours acceptée (*ibid*.). Les recherches sur la présence de minorités dans les campagnes vont ainsi au-delà des études des profils et motivations des nouveaux habitants ; elles montrent comment

le rural est un terrain idéologique où la notion d'identité est mobilisée pour défendre une certaine idée de la nation qui comprend une homogénéité sociale. Agyeman fait au contraire appel à une campagne de la différence, montrant par ailleurs la présence historique de minorités dans les campagnes, qui revendiquent non seulement le droit d'y être, mais aussi d'y appartenir (Neal et Agyeman 2006). Ces débats confirment aussi l'impossibilité de séparer les problématiques urbaines et rurales : les enjeux et les politiques rurales transcendent l'espace rural et impliquent des acteurs et des échelles différentes. Des problématiques comme le rapport à l'altérité, le multiculturalisme, la sécurité, se rejoignent aussi ; elles demandent une vision globale et appellent de plus en plus une gestion intégrée (Neal 2009).

Les études sur le genre, tout comme celles sur l'âge, ici rapidement évoquées, permettent d'observer comment les constructions de la ruralité varient et comment l'espace rural recouvre des significations différentes selon le groupe social observé. Les recherches sur d'autres populations peu visibles dans le monde rural contribuent à montrer comment la construction socio-culturelle de la ruralité est alimentée par des groupes hétérogènes, qui choisissent la campagne comme lieu d'installation et l'investissent de représentations parfois contrastées.

Une approche des migrations rurales plus liée au développement local et au tissu économique prend en considération des groupes socioprofessionnels, en particulier les nouveaux agriculteurs et entrepreneurs. Pour les premiers, l'espace rural est indissociable de leur travail, alors que pour les secondes il s'agit souvent de l'alliance entre projets de vie et professionnel. Leur rôle dans l'économie locale, à travers la création ou le maintien d'activités, la création d'emplois, demande une meilleure connaissance de ces nouveaux habitants ainsi que des structures d'accompagnement (Verbeck et *al.* 2011). Si les aspects biographiques (âge, genre) permettaient d'observer les différentes constructions de la ruralité, ici il s'agit de souligner la contribution à l'économie locale, ainsi que les modalités d'insertion. Les différences entre les groupes pris en considération et leurs homologues locaux sont souvent soulignées. En effet, agriculteurs et entrepreneurs néo-ruraux sont associés à une plus grande capacité d'innovation, notamment dans les pratiques de gestion et de travail (Raveyre 2005; Perrenoud 2008; Lobley et *al*. 2009). La stratégie de réussite passe aussi par l'insertion dans des réseaux, professionnels et personnels, gages du développement de l'entreprise et d'une intégration personnelle (Mailfert 2007; Saleille 2007).

2.2.2.3. Des critères différents qui amènent à l'élaboration de typologies

Il est difficile de rendre compte de la complexité des nouvelles populations rurales : motivations, parcours migratoires, caractéristiques de l'espace d'accueil créent des tissus sociaux riches et diversifiés. Les typologies proposées pour mieux identifier les nouvelles populations se multiplient : le rapport du Sénat sur la ruralité (François-Poncet et Belot 2008), en s'appuyant sur

l'analyse de Lepicier et Sencébé (2007) identifie cinq types de « néo-ruraux », définis par des critères liés à la catégorie socioprofessionnelle ainsi qu'au cycle de vie. Nous retrouvons ainsi les retraités, qui s'installent dans les zones rurales en suivant une logique de « retour au pays » ou bien d'héliotropisme, après une vie professionnelle urbaine. Une deuxième catégorie est identifiée comme étant les « baby-boomers encore actifs », qui disposent de moyens financiers leur permettant un large choix résidentiel. Viennent ensuite deux catégories qui s'installent de préférence dans le périurbain : les ménages modestes, guidés par une logique essentiellement économique, et les jeunes familles avec enfants, dont la migration est liée au cycle de vie. Enfin, les « entrepreneurs ruraux » qui choisissent de localiser leur activité dans le rural isolé. Un autre exemple de catégorisation est proposé par Cognard (2010), qui recourt à deux critères de classification pour les migrants dans la moyenne montagne française : une notion d'activité/inactivité et le regard des acteurs sur les nouvelles populations. Elle dégage quatre types : les migrants en activité, convoités mais minoritaires dans les régions de moyenne montagne ; les migrants retraités, qui se caractérisent par leur relative indépendance économique et une liberté de localisation ; les migrants en situation de fragilité sociale, qui quittent la ville pour une campagne-refuge ; et les migrants nord-européens, groupe hétérogène mais qui illustre bien les relations entre tourisme et installation résidentielle.

Un dernier exemple de typologie est celle, plus complexe, proposée par Pineau (et *al*. 2010), qui identifie le « migrant patrimonial », ménages actifs à la recherche d'une meilleure qualité de vie ; le « migrant salarié », qui s'installe suite à une mutation professionnelle ; le « migrant en rupture », animé par un projet personnel et professionnel ; le « migrant retraité », avec des attaches dans le territoire d'accueil ; le « migrant rural », originaire de la campagne et qui s'y installe à titre professionnel ; enfin, le migrant « en relégation » en difficulté sociale et économique. Les critères adoptés dans l'élaboration des typologies peuvent en général être rapportés aux motivations du migrant, à son origine ou à son statut socioprofessionnel. Elles montrent la richesse des profils des nouvelles populations rurales et illustrent également la diversité existante entre territoires. Ces typologies aident à catégoriser et à réfléchir aux dynamiques rurales, en ce sens elles peuvent également aider les acteurs des territoires à élaborer des politiques d'accueil adaptées. En revanche, leur hétérogénéité rend difficile un regard général sur les migrants vers le rural, les critères pris en considération étant souvent différents. Construites à partir du parcours du migrant, ces typologies laissent souvent le territoire rural en arrière plan. Elles abordent peu les représentations de la campagne qui ont conduit les migrants à s'y installer.

2.3. Une typologie à partir de la relation au territoire d'installation

Afin de tenter d'illustrer qui sont les nouveaux habitants qui émergent de la littérature, nous avons ici pris en considération trois grandes catégories, en choisissant le prisme de la relation que les habitants ont à l'espace rural. La représentation de la campagne qui les amène à s'y installer, les atouts ou les contraintes qu'elle représente, les liens pré-existants à l'installation : ces facteurs, unis au parcours personnel, ont conduit à identifier une « campagne choisie » dans laquelle l'installation est le fruit d'un choix de vivre en milieu rural, par des migrants qui maîtrisent leur mobilité. Ensuite, une « campagne subie » : un rural-refuge et des migrants qui subissent une distance sociale et spatiale. Enfin, une « campagne héritée », avec les habitants qui y ont toujours vécu mais aussi ceux qui sont partis puis revenus. Les frontières ne sont pas nettes, les marges sont floues et se superposent.

Ces catégories sont avant tout fonctionnelles, utiles pour comprendre le rapport à la ruralité et comment il influence le choix migratoire. Elles ont pour objectif de donner un aperçu des différentes valeurs et désirs dont les espaces ruraux sont chargés. Cela nous semble important car les attentes sur l'espace d'installation et ses représentations déterminent aussi la manière selon laquelle les nouveaux habitants construisent leurs relations et leurs pratiques spatiales et sociales. L'enjeu de la cohabitation dans les campagnes, le « vivre ensemble » sera aussi déterminé par les facteurs, à la fois personnels (la volonté de changer de vie, l'arrivée à l'âge de la retraite) et environnementaux (recherche d'un cadre de vie) qui ont conduit à voir la campagne comme lieu d'installation.

2.3.1. Une campagne choisie

Les migrants qui choisissent l'espace rural peuvent être vus à travers deux grands groupes : un premier qui correspond à la vague néo-rurale qui choisit la campagne en tant qu'espace de liberté et d'alternative, en opposition au binôme ville-société. Un deuxième groupe, qui voit dans la campagne l'espace qui correspond à la qualité de vie recherchée, dans un rapport de complémentarité avec la ville.

2.3.1.1. Le mouvement néo-rural : la campagne comme désert

L'expression « néo-ruraux », souvent utilisée de manière générale pour définir les migrants vers les zones rurales, peut plus précisément désigner le mouvement des villes vers la campagne

entre la fin des années 1960 et la première moitié des années 1970. L'esprit contestataire qui anime alors ce « retour à la nature » (Hervieu-Léger et Hervieu 1979) s'exprime dans des modes de vie alternatifs et dans les communautés libertaires qui se créent dans des campagnes à faible densité, notamment dans la moitié sud de la France. « Le retour à la nature. Au fond de la forêt...l'État », écrit par les sociologues Hervieu-Léger et Hervieu, est l'ouvrage qui a décrit ce phénomène social en s'interrogeant sur les installations et les enjeux sociaux dans les territoires d'accueil. Selon les auteurs, il ne s'agit pas d'un mouvement ou d'une catégorie sociale clairement identifiable, mais plutôt d'un « processus éclaté » (*ibid*., 9), animé par une population qui franchit le pas d'un « retour à la nature ». La plupart des néo-ruraux étant d'origine urbaine, ce n'est pas vraiment un retour, « mieux vaudrait parler de recours : face à la crise, au chômage, à la pollution, à la bureaucratisation généralisée de la vie sociale, les immigrés de l'utopie en appellent à la terre, à la nature, à un monde rural magnifié par leur imagination, symbole d'harmonie, de solidarité, de communauté... » (*ibid*). Malgré la diversité des profils, « le mouvement néo-rural est essentiellement le fait des classes moyennes et de milieux dont le niveau intellectuel est nettement supérieur à la moyenne française » (M. Chevalier 1981). D'un point de vue statistique le phénomène n'est pas très important : une estimation suggère entre 8.000 et 10.000 néo-ruraux en dix ans (Léger 1979). Malgré ces chiffres peu significatifs, le mouvement est visible localement, là où il se concentre, comme en Lozère, en Ariège ou en Provence. En effet, le territoire national n'a pas été entièrement touché par le phénomène, qui a concerné plutôt les campagnes méridionales.

Le mode de vie organisé en communauté avec des pratiques « hippies » ou « marginales » contribue également à la visibilité de ces groupes. Dans le contexte protestataire de la fin des années 1960, quitter la ville symbolisait le refus du système de valeurs dominantes qu'elle représentait. Hervieu-Léger et Hervieu isolent deux moments distincts dans ce « retour à la nature ». Dans un premier temps, la campagne est choisie comme destination parce qu'elle est « le désert », un espace de « non civilisation » (Hervieu-Léger et Hervieu 1979, 48) où concrétiser des pratiques utopiques. Le choix d'une marginalité géographique, sociale, économique à la campagne est une manière de répondre à l'exclusion ressentie en ville. La campagne est un espace vierge, « le désert »[36] à investir pour donner vie à une nouvelle société ; la dimension écologique du mouvement est marginale. Ces premières installations sont marquées par un grand nombre d'échecs (95 % d'abandons selon Hervieu-Léger et Hervieu), témoins de la fragilité du mouvement. C'est seulement dans un deuxième temps, vers la moitié des années 1970, qu'une nouvelle vague de néo-ruraux investit les campagnes, en proposant des projets plus stables. La recherche se fait plus individuelle et cela passe aussi par l'abandon du radicalisme et de la marginalité initiale, en faveur d'un compromis avec les sociétés locales. Les « marginaux » deviennent des « installés », qui recherchent une intégration : être

[36]L'association de la campagne à un « désert » reviendra également quelques années plus tard, quand J. Lévy (1994) invite à « Oser le désert ». Cependant, pour Lévy le désert est un espace que la civilisation urbaine a laissé vide et qu'il convient d'aménager en fonction des besoins de nature d'une population de plus en plus urbaine. Pour les migrants de Hervieu-Léger et Hervieu (1979), le désert est un espace où construire une société alternative à celle urbaine et dominante, non pas à son service.

accepté par la société locale est un gage de survie économique, mais cela fait aussi partie des représentations que, dans cette deuxième phase, les néo-ruraux ont de la vie rurale. L'acceptation passe par un « déplacement de l'utopie » (*ibid*., 101) : pour une installation durable, les idées de départ doivent être révisées et il faut donner des gages d'insertion, à travers le travail, la vie en couple, le code vestimentaire. Ainsi, la protestation se déplace en faveur d'une nouvelle utopie, « celle qui consiste à prendre parti pour une société locale dominée, dépassée, et qu'on tente de faire revivre, contre une société dominante qu'on rend responsable de la misère économique et sociale des régions les plus touchées par l'exode rural » (*ibid*., 106). Absente dans la première vague du mouvement, la ruralité permet de reformuler l'utopie et de se recentrer sur des projets locaux, sur le village, sur l'histoire et les traditions locales. Progressivement, l'investissement des néo-ruraux dans la société et la politique locale leur fait acquérir un rôle d'animateurs des territoires ruraux : « la situation sociale que leur assurent à la fois leur origine sociale et leur formation scolaire et culturelle crée (…) des liens privilégiés entre eux et une petite bourgeoisie intellectuelle locale » (M. Chevalier 1981). Ils deviennent acteurs de l'aménagement des territoires ruraux et atteignent des positions de pouvoir qui les mettent en contradiction avec les idéaux de départ, mais qui les amènent à avoir un rôle actif et innovateur dans les campagnes.

Peu à peu, les profils des néo-ruraux se diversifient : Chevalier évoque aussi les jeunes d'origine populaire ou les chômeurs qui vivent de manière précaire, les néo-artisans ou les néo-agriculteurs. Hervieu-Léger et Hervieu (1983) décrivent l'évolution d'une frange minoritaire de néo-ruraux qui adoptent un style de vie « néo-monastique » pour se préparer aux « temps difficiles ». Ces communautés, après l'échec des utopies initiales, se replient dans un isolement nourri d'éléments religieux, et répondent aux craintes sociales et écologiques par un double recours : d'une part le retour à l'ordre de la nature, de l'autre à l'ordre des sociétés passées.

Certaines installations deviennent durables, cependant l'image de marginalité et leur rôle de « perturbateurs » persistent. Béteille (1981, 228) souligne la réaction des sociétés locales, lesquelles « ne [se] sont pas trompées, qui ont réagi en faisant un amalgame péjoratif de tous les types de "hippies", "espéludis" et autres "espélourdis". Fixés dans les communes isolées ils ont pu assez rapidement y représenter une part importante de la population, ce groupe nouveau perturbant l'équilibre acquis du marché foncier ou immobilier, des rapports villageois, voire du pouvoir local ». En effet, leur présence a pu être source de conflit, notamment sur des questions d'aménagement. M. Chevalier (1981) évoque un « sentiment d'une certaine colonisation » de la part de la population locale, qui se sent exclue des décisions concernant son lieu de vie, devenu un « décor » pour des personnes avec un niveau socio-culturel supérieur au leur [37].

[37]L'idée de « colonisation » de l'espace rural par les migrants est présente, comme précédemment évoqué, aussi dans la littérature britannique, vis-à-vis du rôle de la *middle class* (Phillips, 1993 ; 1998; Cloke et *al*., 1998). Il est possible de la retrouver encore récemment dans des textes sur les migrations vers la campagne (Roy et *al.*, 2005; Simard et *al*., 2012), ce qui souligne l'extranéité et l'attitude conquérante de la part des urbains, mais aussi le rôle de « victime » attribué aux espaces ruraux.

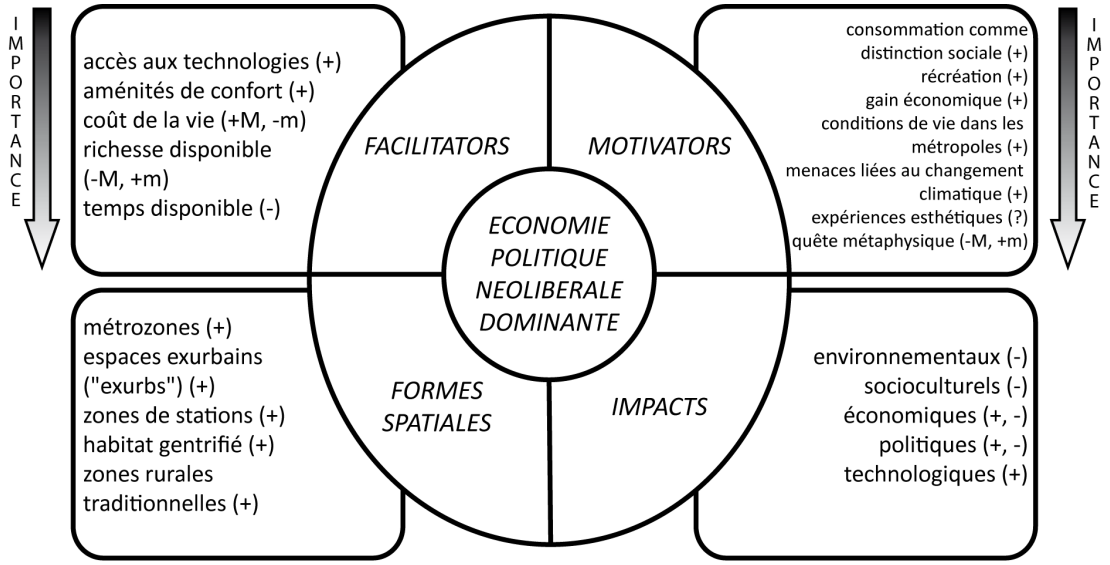
Même si statistiquement marginal, le phénomène néo-rural des années 1970 est intéressant *a posteriori* parce qu'il s'agit d'une première vague de migrants vers une campagne investie de valeurs nouvelles : espace vide, de « non civilisation » au début, mais pour cela également espace de projet. Le rôle d'animation des néo-ruraux a contribué à la revitalisation des régions d'installation, mais leur présence a constitué une ressource pour les populations arrivées par la suite. Le phénomène néo-rural ne se retrouve pas seulement en France, il est visible ailleurs en Europe même si un peu plus tardif : des communautés se créent au cours des années 1970 en Italie, dans des bourgs abandonnés des Apennins ; en Espagne également des initiatives d'autogestion naissent, comme par exemple celle de Lakabe en Navarre (Ruiz Escudero et Calle Collado 2010). Une partie de ces initiatives existent encore, même si au terme « communauté » a succédé celui d' « éco-village ». Les projets se sont progressivement tournés vers l'engagement écologique, la décroissance, mais aussi vers l'organisation de séjours et l'accueil de touristes.

2.3.1.2. La campagne comme lieu d'aménités

Pour les néo-ruraux, la migration se fait vers « le désert », vers un espace ressenti comme vierge. Aujourd'hui, pour une grande partie des migrants, la migration est fruit d'un choix volontaire, motivé par la qualité de vie, par la recherche d'un cadre social et environnemental. Dans ce sens, la campagne peut correspondre aux yeux des migrants à une idylle rurale (cf. §1.3.1.), à un cadre de vie idéal, qui concilie les fonctions d'espace résidentiel et d'espace d'agrément (Urbain 2002). Les caractéristiques de la « qualité de vie » peuvent varier selon les lieux et les catégories sociales : elle peut être associée à un paysage agraire ou à un paysage naturel, à la vie dans un bourg ou à l'isolement, à l'insertion dans une communauté rurale comme au repli sur la dimension familiale. Le dénominateur commun est que ces critères sont identifiés comme propres à la campagne. La ville, volontairement quittée, reste en contrepoint mais accessible. Les nouveaux ruraux classés dans cette catégorie maîtrisent leur mobilité, la ville reste ainsi un espace de référence pour une partie des services publics et marchands, sinon pour le travail. L'emploi est intégré dans le projet migratoire : créée sur place ou nécessitant un déplacement quotidien, la dimension professionnelle est maîtrisée (Raveyre 2005; Mailfert 2007). Du fait de ces caractéristiques, ce profil de nouvel habitant est recherché par les territoires : de plus en plus, leur présence est synonyme de développement économique (Cognard 2011; Akgün et *al*. 2011). Ils peuvent être des leviers actifs de développement, à travers la création ou la reprise d'activités, ou simplement contribuer au maintien des services et à l'alimentation d'une économie résidentielle.

Les migrants sont ainsi motivés par les qualités résidentielles et environnementales du lieu d'installation. Cela représente une rupture de paradigme dans le modèle migratoire classique, qui considère les facteurs économiques ou l'emploi comme moteur de la migration. Un cadre explicatif de ces nouvelles migrations est offert par la théorie des *amenity migrations*, traduit en français par

« migrations d'agrément » (Cognard 2010). Laurence Moss est le chercheur qui a le plus contribué à la théorisation d'un nouveau paradigme migratoire basé sur les aménités. Ses recherches, qui se concentrent sur les régions de moyenne montagne américaines, l'ont conduit à identifier cette forme de migration au cours des années 1980. Selon sa définition, « it is the migration to places that people perceive as having greater environmental quality and differentiated culture »[38] (Moss 2006, 3). Les motivations des migrants sont complexes et évoluent dans le temps, la recherche du cadre de vie s'accompagne d'une aspiration à la sécurité ou au gain économique. Cependant, les aménités environnementales et culturelles apparaissent comme les plus influentes et déterminantes dans le choix de la migration. Les migrants subordonnent la recherche ou la création d'emploi au choix de la localisation : cela ne signifie pas que la motivation économique soit absente, mais elle est toujours associée, et souvent soumise, à la recherche d'aménités. Les aménités environnementales comprennent les caractéristiques naturelles des lieux, comme les paysages, le climat, la biodiversité. Les aménités culturelles regroupent les manifestations des groupes humains reconnues comme ayant une grande valeur. On y trouve à la fois des manifestations matérielles, telles que les productions artistiques, le patrimoine bâti, des paysages culturels, et d'autres immatérielles, comme les rites, les langues traditionnelles, l'organisation sociale (*ibid*., 8-9).



Dans les catégories "Facilitateurs" et "Motivateurs": (+) = facteurs se renforçant/augmentant; (-) = s'affaiblissant/diminuant; (?) = étant peu clairs; (M) = étant majeurs; (m) = étant mineurs; (↓) = l'importance des facilitateurs et des motivateurs diminue de haut en bas des deux listes. Dans la catégorie "Formes spatiales": (+) = augmentation des migrations liées aux aménités. Dans la catégorie "Impacts": (+) = effects positifs; (-) = effets négatifs.

Figure 8: Le concept des migrations d'agrément selon A.G. Moss et R.S. Glorioso en 2010/11.
D'après Moss et Glorioso, 2012, 44.

[38] Il s'agit d'une migration vers des lieux que les personnes perçoivent comme ayant une grande qualité environnementale et une culture distinctive. (Traduction personnelle) .

Au fil de ses recherches, Moss a élaboré et fait évoluer un schéma qui explique les facteurs qui motivent et rendent possible la migration. La dernière version de ce schéma synthétise les *motivators* et *facilitators* ainsi que les formes spatiales et les impacts des migrations d'agrément (figure 8)[39]. Les migrants sont motivés par les caractéristiques du lieu d'installation, comme les paysages ou la communauté locale, qui peuvent être sources à la fois d'un plaisir esthétique ainsi que de distinction sociale. À cela s'ajoutent les craintes liées aux changements climatiques et les conditions de vie urbaine. L'aspect économique est également présent et semble se renforcer par rapport aux précédentes observations de Moss. Parmi les *facilitators*, figurent l'accès aux technologies et au confort même dans des régions reculées. Pour les migrants la richesse disponible et le coût de la vie sont également importants, notamment dans des régions d'aménités plus convoitées, où la pression migratoire est plus forte et où les prix ont tendance à augmenter. Les migrants privilégient les espaces ruraux ou perçus comme tels, et les territoires de montagne ou de moyenne montagne, également pour leur dimension « spirituelle » (Locke 2006). Cependant, la recherche s'étend aussi vers des espaces différents, comme les zones urbaines situées à proximité d'aménités, les espaces touristiques ou encore gentrifiés.

Les travaux sur les *amenity migrants* ont concerné surtout les zones rurales et de montagne de l'Amérique du Nord (Rudzitis 1999; Chipeniuk 2004; 2008). Dans les dernières années, ce modèle a été repris par des chercheurs européens, qui l'ont appliqué dans des régions où l'attractivité naturelle et/ou culturelle paraissait le moteur de la migration, comme dans la thèse de Cognard (2010), qui adapte le concept aux moyennes montagnes françaises, ou dans celle de N. Martin (2013) qui met en lumière les liens entre migrations résidentielles et flux touristiques.

Que l'on parle de *rural idyll* ou d'*amenity migrants*, les zones rurales sont choisies pour leurs caractéristiques, réelles ou imaginées, qui rendent ces espaces attractifs aux yeux des migrants. Le schéma de Moss souligne que l'impact des migrants sur les régions d'installation est partagé : ils peuvent contribuer à la valorisation des territoires et au développement économique, mais ils peuvent aussi avoir un impact négatif et être perçus comme une menace pour les territoires d'accueil, à la fois sur des aspects environnementaux et sociaux. La consommation du sol et la dégradation de l'environnement naturel d'une part, l'affaiblissement des cultures locales avec l'introduction de normes ou valeurs différentes d'autre part représentent ainsi une conséquence négative. En France également, des chercheurs ont souligné les conséquences négatives de l'installation des migrants dans les zones rurales, notamment sur un plan écologique. Merlin (2009) évoque le danger lié au mitage et à la consommation de l'espace, et l'impact sur les paysages des nouvelles infrastructures et des habitations construites en rupture avec l'habitat traditionnel. L'auteur fait référence en particulier à la périurbanisation, mais rappelle que la rurbanisation est aussi consommatrice d'espace. Il souligne aussi les coûts économiques pour les ménages, pour qui

[39] Par « métrozones », terme inséré dans le schéma de page suivante parmi les « formes spatiales », Moss et Glorioso font référence à un ensemble de « plusieurs villes connaissant un développement suburbain » (Moss et Glorioso 2012, 46)

l'économie faite sur le logement peut être annulée par les coûts supplémentaires de transport[40]. Merlin tire ses conclusions d'études sur la mobilité en région parisienne et des chiffres sur la consommation de l'espace français au cours des trente dernières années. A. Berque parvient à des conclusions assez similaires à celles de Merlin, mais il part toutefois d'une approche plus théorique : la vision actuelle de la campagne est le fruit d'une idéalisation « construite » par la ville qui a progressivement « naturalisé » la campagne afin de pouvoir se différencier par rapport au « sauvage » (Berque 2011). Ce processus est à l'origine du mythe arcadien, qui vient de très loin (Donadieu 2002) et qui alimente aujourd'hui l'envie de nature des citadins. La conséquence est l'urbain diffus, un système basé sur l'éparpillement et la mobilité qui conduit à gaspiller les ressources mais également à « détruire la nature par amour de la nature » (Berque 2010). Aux conséquences écologiques, s'ajoutent les conséquences sociales : ce que Berque appelle la « ville-campagne », phénomène où « l'urbain est vécu sous les espèces de la campagne » (Berque 2008, 199), c'est une « entité qui, à la fois, entraîne un délitement social, décompose le paysage des villes tout en mitant celui des campagnes, et qui, écologiquement, tend à détruire l'assise terrestre de l'existence humaine » (i*bid*., 208).

2.3.2. Une campagne subie

Les migrants ayant choisi de s'installer à la campagne sont souvent objet d'intérêt : de la part des institutions locales, pour le potentiel de développement qu'ils représentent; de la part des médias, pour la curiosité envers ceux qui ont franchi le pas et quitté la ville ; et aussi de la part du monde académique, pour le renversement des perspectives spatiales et sociales que ce phénomène implique. Le choix de migrer est présenté comme courageux, la destination comme lieu de désir, d'antidote au stress urbain. Les études soulignent les profils de nouveaux habitants capables de maîtriser le nouvel espace de vie, les multi-appartenances et la mobilité (Boyle et Halfacree 1998; Moss 2006; Diry 2008). Pourtant, des aspects moins brillants du phénomène sont à relever : le choix de migrer peut être un choix par défaut, et la campagne devenir une contrainte, une prison verte difficile à quitter. Les zones rurales peuvent ainsi être des lieux de pauvreté et d'exclusion, et l'isolement spatial peut exacerber ces aspects, encore peu traités par les géographes. En effet, la plupart des études sur la pauvreté et l'exclusion portent sur l'espace urbain. L'approche sociale est privilégiée au détriment d'une approche plus spatiale et territorialisée qui permettrait d'évaluer la place du territoire, des interactions entre acteurs dans le processus d'exclusion ou au contraire dans la production de solidarités locales (Mathieu 1997; Bonerandi 2007). Les campagnes sont ainsi sous-

[40] Merlin fait référence à une plaquette de la Direction Régionale de l'Équipement de l'Île de France et de l'Association Départementale d'Information sur le Logement (DREIF et ADIL 75 2005) qui invite à mieux prendre en compte les frais de transport dans le choix de localisation résidentielle. En effet, dans le cas d'une installation dans la grande couronne parisienne, les dépenses pour le transport annulent le gain réalisé sur le logement.

représentées dans l'étude de la pauvreté et de l'exclusion, probablement parce que « entrer par l'espace rural dans la question de l'exclusion c'est "découvrir" des phénomènes d'excès par nature plus diffus et dont la lisibilité est plus difficile. La pauvreté, le chômage, la précarité et l'exclusion en milieu rural sont des phénomènes méconnus dans la mesure où, dans l'idéologie dominante, il est impossible d'imaginer qu'ils puissent s'y développer parce qu'elle ne prend pas le visage conforme aux stéréotypes (immigration, étrangers, drogue, délinquance...) et que la capacité de "solidarité" de l'espace rural est surestimée, sous prétexte qu'il s'agit d'un espace d'inter-connaissance et de la "communauté" » (Mathieu 1997, 23-24). La pauvreté est identifiée comme une dimension cachée, parfois niée de la ruralité également dans le contexte britannique, où l'image d'une campagne accueillante et sans problèmes occulte celle de la marginalité et de la privation (P. Cloke et *al*. 1995; Milbourne 1997). Pourtant, la pauvreté des paysans (Mendras 1967), celle des agriculteurs ou des petits artisans (Macé 1985; Blanc et Perrier-Cornet 2000) ou encore des retraités (Pagès 2004) est un trait chronique du milieu rural. Les vieux agriculteurs dont Depardon (2009) fait le portrait dans ses documentaires montrent cette réalité peu visible. Entre autres, deux éléments semblent expliquer la rareté des études sur la pauvreté dans le monde rural : d'une part une approche sociale, qui se concentre sur des groupes ou classes sociales en sous-estimant la place de l'espace de vie et des territoires. De l'autre, les images positives selon lesquelles la campagne est le lieu d'une communauté qui soutient, de relations sociales qui se construisent dans la proximité, où l'environnement et la nature sont des ressources accessibles à tous. Ces trois éléments (inclusion sociale, proximité, accès aux ressources) sont à l'opposé des facteurs qui, selon Maclouf (1986, 16), désignent la pauvreté rurale : l'exclusion sociale, la distance et la privation. C'est peut-être à cause de cette « contradiction » que peu de travaux ont montré la campagne comme lieu de marginalité et d'exclusion. La pauvreté touche cependant la population rurale, parmi les anciens habitants et les migrants.

2.3.2.1. Pauvreté et marginalisation dans le monde rural

En France, la pauvreté est souvent associée à la ville, notamment à partir des années 1970, quand l'augmentation du chômage et la concentration de populations défavorisées dans les quartiers périphériques l'associe à des problématiques sociales urbaines (Fassin 1996; Mansuy et Pallez 2002; Wacquant 2006; Bouzouina 2007; Lapeyronnie 2008). La pauvreté rurale est plus silencieuse et le phénomène est assez mal connu, parfois à cause de la difficulté de trouver des indicateurs adaptés (Higgs et White 2000; Christie et Fone 2003; Bresson 2007). Elle a surtout été étudiée d'un point de vue social, analysant les phénomènes d'exclusion et de privation. En 1986, l'ouvrage « La pauvreté dans le monde rural », dirigé par P. Maclouf, met en lumière les différentes dimensions de cette dernière. Il souligne les outils méthodologiques qu'il est possible d'employer pour mesurer la pauvreté, mais les contributions montrent qu'il n'est pas suffisant de considérer la pauvreté d'un

point de vue quantitatif. En effet, la pauvreté est mesurée à travers la « pauvreté monétaire », selon laquelle un individu est pauvre quand son niveau de vie est inférieur au seuil de pauvreté, ou à travers la « pauvreté en condition de vie », qui fait référence à des restrictions matérielles auxquelles un ménage est confronté[41]. Cependant, la pauvreté peut être également culturelle et sociale : de l'ouvrage de Maclouf, émerge aussi la « perte du capital social » (*ibid*., 208) et la « paupérisation culturelle » (*ibid*., 239) qui naissent de l'incapacité à faire face aux changements du monde rural et à s'adapter au nouveau statut social que ces évolutions impliquent.

La pauvreté touche aujourd'hui les mêmes catégories qu'en zone urbaine : le tableau 5, qui considère la pauvreté en conditions de vie, montre que les taux sont proches dans les deux types d'espace. Les catégories les plus touchées sont les jeunes adultes, les personnes peu diplômées ou avec un faible taux de qualification, les ouvriers et les employés.

[41] L'INSEE mesure la pauvreté monétaire de manière relative : « Le seuil de pauvreté est déterminé par rapport à la distribution des niveaux de vie de l'ensemble de la population » : le seuil généralement utilisé en France et par Eurostat est de 60 % de la médiane des niveaux de vie. La pauvreté en conditions de vie complète l'approche monétaire : « Elle mesure la proportion de ménages qui connaissent au moins 8 restrictions parmi les 27 répertoriées. Ces restrictions, qui peuvent être regroupées en 4 domaines (consommation, insuffisance de ressources, retards de paiement, difficultés de logement), nuisent à la cohésion sociale ou vont à l'encontre de l'accès à des services essentiels ou à une égalité des chances. ».

Sources : http://www.insee.fr/fr/methodes/default.asp?page=definitions/pauvrete-monetaire.htm;

http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/default.asp

page=dossiers_web/dev_durable/pauvrete_en_conditions_de_vie.htm, consultés le 7 mai 2013.

	2004		2006	
	Espace rural	**Espace urbain**	**Espace rural**	**Espace urbain**
Age				
16-45	17,1	17,8	15,3	14,9
46-65	13,1	13,6	9,9	10,6
Diplôme				
Sans diplôme	13	20,9	14	18,4
CAP, BEP, brevet	8,5	15,2	13	13,8
Bac, BTS, supérieur	25	9	6,9	7,8
CSP				
Agriculteurs	10,3	10,1	8	12,2
Indépendants et professions libérales	13,6	9,9	7,9	9,5
Cadres	1,3	3	1,5	4
Professions intermédiaires	9,3	7,5	7,2	6,2
Employés	12,9	20,4	15,7	18,4
Ouvriers	18,4	20,8	15,8	17,3
Ensemble	**13,9**	**14,8**	**11,9**	**12,9**

Tableau 5: Taux de pauvreté en conditions de vie selon les caractéristiques de la personne de référence du ménage en 2006 (en %).

Champ: France métropolitaine. Source: INSEE - Statistiques ressources et conditions de vie. D'après: Berthod- Wurmser et *al*., Pauvreté, précarité, solidarité en milieu rural, tome 2, 2009.

Ainsi, les pauvres ne sont pas seulement les personnes âgées ou les salariés agricoles : de plus en plus, il s'agit de jeunes faiblement qualifiés, d'actifs pauvres, ou de ménages qui cumulent plusieurs handicaps. Le rapport ministériel « Pauvreté, précarité, solidarité en milieu rural », duquel le tableau a été extrait, distingue des figures-types parmi les « ruraux de toujours », avant de prendre en considération les « néo-ruraux » (Berthod-Wurmser et *al*. 2009) : parmi les premiers, les auteurs identifient les petits exploitants agricoles, les salariés précaires de l'agriculture ou de l'artisanat, les jeunes peu qualifiés, les veuves âgées, les ex-salariés d'industries en crise.

La variété des profils concernés par la pauvreté met en question le rôle des solidarités locales ou de voisinage censées amortir les difficultés économiques et sociales. En effet, seulement une partie de la population bénéficie de ces réseaux de solidarité (Pagès 2004). Pour ceux qui n'y ont pas accès, « la ruralité agit comme lieu de redoublement de la pauvreté » (Maclouf 1986, 27). Des

facteurs en particulier amplifient les difficultés : un marché du travail restreint et la nécessité d'être mobile, un parc de logements anciens et la carence en logements sociaux, l'isolement, l'éloignement des services, y compris les services sociaux. Le cumul de ces handicaps crée des « territoires de relégation », ce qui souligne la dimension territoriale de la pauvreté, nécessitant une action politique pour inverser cette situation (Berthod-Wurmser et *al*. 2009, 52). Cela n'est pas sans rappeler l'idée de relégation appliquée au périurbain, faisant référence à la situation des ménages modestes qui s'installent aux marges des zones urbaines où le coût du logement est moindre. Il est possible de retrouver des problématiques communes, notamment pour la mobilité et l'isolement (Jaillet 2004; Rougé 2007; Guilluy et Noyé 2006).

Deux décennies après l'ouvrage de P. Maclouf, la pauvreté rurale semble avoir évolué, influencée par de nouveaux facteurs, tels que la mobilité ou la relation ville-campagne, mais reste la demande d'élaboration d'outils adaptés. A. Pagès (2000; 2004) montre la précarité et le cumul des handicaps des personnes isolées, pauvres et parfois en dehors des circuits de l'assistance publique[42]. Il propose de répartir les personnes en situation de pauvreté selon trois catégories, basées sur des variables comme la mobilité, la position sur le marché du travail ou l'état de santé : les « employables immédiats » (Pagès 2004, 111), individus bénéficiant de mesures d'insertion professionnelle et qui peuvent entrer dans le marché du travail, atteignant ainsi une position plus stable. Les « fragiles » (*ibid*. 132), peu mobiles et souvent dans une position de dépendance vis-à-vis de la famille ou du voisinage, incapables d'élaborer des stratégies d'adaptation. Ils ont intériorisé leur condition et se considèrent « hors système ». Un rapport plus récent sur les processus d'exclusion et d'insertion en milieu rural en Bourgogne (Lambert et *al*. 2009) parle à ce propos d'un processus de « réclusion » qui naît d'une double exclusion : à la fois externe, fruit de la marginalité sociale, et interne, conséquence de l'intériorisation de leur situation. Troisième profil, les « rebelles » (Pagès 2004, 141) : plus mobiles et capables de mettre au point des stratégies d'adaptation, par exemple l'échange de services ou l'insertion dans un réseau. Ils ont souvent un parcours atypique et un style de vie qui les marginalise mais à travers lequel ils expriment leur opposition à l'ordre établi. Dans cette catégorie on retrouve « des anciens routards et des néoruraux » (*ibid*.). La pauvreté des nouvelles populations est en effet une des facettes récentes de l'exclusion en milieu rural : par certains traits elle est proche de la fragilité économique des autochtones, mais elle présente aussi des traits particuliers.

2.3.2.2. Pauvreté et exclusion des nouvelles populations

Parmi les néo-ruraux de la fin des années 1960, la présence de personnes en difficultés ou pauvres est remarquée, mais elle reste peu explorée. Hervieu-Léger et Hervieu (1979) évoquent la présence de chômeurs, de jeunes d'origine populaire, parmi les néo-ruraux, tout comme Chevalier,

[42] A. Pagès a conduit cette étude dans le cadre de sa thèse (Pagès 2000) dans le département de la Nièvre où, pendant 18 mois, il a travaillé avec les assistantes sociales et rencontré des habitants en situation de précarité.

qui fait référence aux jeunes sans emploi, dotés d'un faible niveau scolaire et de peu de capital économique, « condamnés à se transformer en asociaux » ou à alimenter la petite délinquance (M. Chevalier 1981). Dans l'ouvrage de P. Maclouf, la contribution de C. Thouzellier (1986) analyse la pauvreté dans l'espace rural de la Haute-Garonne et met en évidence la présence d'une population pauvre d'origine urbaine pour qui la migration vers la campagne est une stratégie pour répondre aux difficultés. Mais, pour ces ménages la désillusion est rapide, ils assistent à la multiplication de leurs difficultés économiques et se heurtent aux problèmes d'intégration. Il s'agit d'une des premières études qui explore la pauvreté des familles venues d'ailleurs, dans une logique de fuite et de repli. Dans les années 1990, l'attention se porte sur la migration vers la campagne de bénéficiaires du RMI : la précarité et la déception vécues en ville poussent des familles ou des individus plus marginaux à migrer vers des espaces ruraux où logement et emploi semblent plus accessibles (Balley et *al*. 1992; Montagné Villette 2001). Perçus comme étrangers, ils sont souvent vus comme les « mauvais pauvres » en opposition aux « bons pauvres » autochtones (Sechet 1993).

Les RMIstes ne sont pourtant pas les seules figures de la pauvreté parmi les nouveaux habitants ruraux : les « catégories à problèmes » (Kayser 2001) sont nombreuses, des jeunes femmes seules et sans emploi, aux jeunes en échec scolaire, jusqu'aux marginaux reconnus. L'action des aides sociales n'est parfois pas suffisante pour faire face aux problèmes liés à l'alcoolisme, à la maladie, qui conduisent à une rupture avec la société (*ibid*.). Le rapport ministériel déjà cité sur la pauvreté et l'exclusion en zone rurale identifie des figures-type de nouveaux habitants en difficulté. En proposant des profils distincts entre population locale et nouveaux habitants, ce rapport suggère que, malgré des conditions matérielles similaires, le parcours biographique et le rapport au lieu ont une influence sur le type de pauvreté. Pour les nouvelles populations, ce qui influe est d'abord la prise de risque implicite dans la migration et la volonté de repartir vers la ville, pas toujours réalisable. Les profils concernés sont les migrants caractérisés par un « retour à la terre »(Berthod-Wurmser et *al.* 2009, 49) et travaillant dans l'agriculture, pour lesquels la prise de risque au niveau professionnel et leur faible intégration sont désignées comme des facteurs clés de leur précarité. Ensuite, les « familles modestes conduites à se loger loin de la ville » (*ibid*., 49) à la recherche d'un logement abordable, mais aussi suite à des difficultés personnelles ou professionnelles qu'elles pensent résoudre à la campagne. Un troisième profil est composé des « familles qui espèrent survivre mieux à la campagne avec (ou sans) le RMI » (*ibid*., 50) qui, à la différence du groupe précédent, vivaient déjà une situation de pauvreté en ville. Le milieu rural se révèle différent de ce qui était attendu et ces familles sont susceptibles, si elles le peuvent, de repartir vers les villes. Le dernier profil est celui des « errants Nord-Sud » (*ibid*., 51) : cette population, principalement jeune, est mieux connue dans le contexte urbain. Il s'agit d'individus ou de petits groupes qui se déplacent au fil des saisons ou des opportunités. Une possibilité de logement (sous-location, maison familiale, squat) les conduit à s'installer, souvent de manière temporaire, en milieu rural (Chobeaux 1996).

Les facteurs qui conduisent ces populations vers les zones rurales se concrétisent dans un effet de répulsion des zones urbaines, lesquelles offrent de nombreuses ressources, notamment en termes d'emplois et de logement, mais marginalisent les personnes qui y sont socialement et économiquement exclues. En effet, les villes concentrent de plus en plus les emplois qualifiés, écartant ainsi les personnes avec un faible niveau de formation. La hausse des prix des logements et des frais qui lui sont liés (impôts, chauffage) devient également une contrainte pour les ménages à faibles revenus. La campagne devient attractive par un coût de la vie réputé bas, ainsi que par la possibilité d'accéder à un emploi. Outre ces facteurs matériels, la campagne offre aussi l'image d'un lieu solidaire et de proximité sociale qui peut pousser les personnes en difficulté à s'y projeter pour un nouveau départ. C'est aussi un espace vu comme éloigné de la société de consommation, donc moins tentant pour les dépenses non nécessaires.

Le choix de migrer vers une destination rurale correspond à un besoin de fuite de la ville. Les recherches sur ce profil évoquent souvent la notion de « refuge » ou « réfugié » (Thouzellier 1986; Balley et *al*. 1992; Perrier-Cornet et *al.* 1997; Pagès 2004; Cognard 2010). Ainsi, les auteurs soulignent cette logique de fuite qui anime la migration : elle devient un choix par défaut face à une situation difficile. La campagne est un espace de repli vers lequel différents facteurs conduisent, à la fois concrets, comme le logement ou l'emploi, et imaginaires, comme la recherche de racines ou le désir d'un retour aux sources. Après l'installation, la réalité de la campagne ne répond pas forcement aux attentes de ces nouveaux habitants et les difficultés surgissent ou ré-émergent. Ils retrouvent tout d'abord le problème du logement : le parc de logements en milieu rural est plus vétuste que celui urbain et la part de logements sociaux est moindre. Si les loyers sont parfois moins chers, d'autres dépenses (chauffage, réhabilitations) viennent gréver le budget des ménages. Un marché du travail restreint, saisonnier ou qui impose une mobilité coûteuse alimente aussi la précarité. La distance ou la disparition des services et des équipements est un autre handicap que les nouvelles populations n'avaient pas forcement prévu. Face à ces problématiques (logement, emploi, éloignement des services), la mobilité reste un élément important pour comprendre la pauvreté et l'exclusion en milieu rural. L'absence d'une voiture et la carence de transports publics peuvent rendre les déplacements très difficiles, d'où un accès encore plus restreint à l'emploi et aux services. À la marginalisation économique s'ajoute l'isolement social rendant l'insertion de ces nouveaux habitants compliquée : perçus comme des étrangers (Sechet 1993), parfois résidant dans des habitations à l'écart (Pagès 2004; Cognard 2010) ou cherchant à s'isoler (Richard et Dellier 2011), ils cumulent des handicaps sociaux qui les (re)mettent aux marges de la société (Lambert et *al.* 2009). L'absence d'un réseau social ou familial lézarde l'image du rural comme lieu de solidarités. Il devient un territoire subi, pour les contraintes qu'il présente et pour l'impossibilité, pour une partie de la population fragilisée, de le quitter, faute de capital personnel et économique. Il n'est pas possible de généraliser : des nuances existent, tout comme des situations heureuses où la campagne a permis une réelle réinsertion. Pour certains la marginalisation ou la pauvreté peuvent être assumées comme choix de vie ou utilisées pour manifester leur opposition à la société. Souvent il s'agit de migrants au

parcours atypique qui retournent ainsi « le sens de [leur] infériorité sociale tout en élaborant un discours contre ce qui est considéré comme un ordre social établi » (Pagès 2004).

Pourquoi parler de « campagne subie » pour cette population ? En effet, au début il semble bien y avoir un choix, celui de migrer vers le monde rural pour y trouver une meilleure situation. Il peut être considéré comme un choix car la valorisation de la campagne et son idéalisation convainquent ces nouveaux ruraux qu'il s'agit de la bonne destination. Toutefois, ce choix est souvent un choix par défaut, induit par des nécessités, pour essayer de vivre mieux avec des ressources déjà limitées. L'idée de campagne-refuge fait justement référence à cette dimension de fuite. Mais le refuge peut également se révéler un piège (Elie et *al*. 2010). Dans ce cas, la campagne aggrave la précarité et récrée les mêmes mécanismes de ségrégation socio-spatiale urbaine, mais avec moins de moyens et de repères pour s'en sortir. En ce sens, la campagne devient « subie » : d'une part, les ménages subissent de ne pas pouvoir vivre en ville. De l'autre, ils subissent un milieu qui se révèle distant de leurs attentes et dans lequel ils retrouvent la précarité déjà vécue en zone urbaine.

Les sentiments de relégation et d'insécurité, les difficultés liées à l'éloignement des centres-villes ont été mis en évidence dans des recherches sur le périurbain lointain, alors que cela reste à explorer pour les zones rurales. Toutefois, cela a été mis en relation avec le vote à droite et extrême droite lors des élections, en particulier les présidentielles de 2007 et 2012. Il y aurait, selon certains auteurs, une « logique périphérique du vote frontiste », selon laquelle ce vote « émerge prioritairement sur les franges périurbaines et rurales proches des grandes métropoles. (…) Ces comportements électoraux révèlent une nouvelle identité politique et culturelle des milieux populaires, qui se construit aussi sur le sentiment de relégation spatiale » (Guilluy et Noyé 2006, 59). Les analyses ont attiré l'attention surtout sur le vote périurbain, en présentant de manière déterministe la relation entre vote et habitat : « plus encore que les distinctions socio-économiques ou socioculturelles classiques, c'est la localisation de l'habitat qui apparaît comme l'élément le plus prédictif de l'orientation politique » (Le Bras et Lévy 2012). La distance à la ville devient donc le critère déterminant du vote des classes populaires qui habitent ces espaces. Cette thèse, également reprise par la presse (Rivière 2013), est mise en question par d'autres chercheurs qui dénoncent d'un côté les amalgames entre rural et périurbain : non seulement ces deux espaces sont différents entre eux, mais également en leur sein. D'un autre côté, ils contestent l'idée d'un périurbain vu exclusivement comme espace de relégation (Girard 2012; Charmes et *al*. 2013), ou la description du rural comme un lieu où dominent des attitudes arriérées, fermées et xénophobes, alors que les groupes sociaux qui les composent sont différenciés. Ainsi, les raisons du vote à droite ou frontiste peuvent varier selon les territoires et seraient plutôt à chercher dans les configurations sociales et territoriales spécifiques de ces espaces, ainsi que dans les transformations qui ont touché ces espaces en déstructurant les rapports sociaux (Rivière 2009; Schwengler 2003; Vignon 2012).

2.3.2.3. Une population plus fragile : les migrants étrangers

À l'exception des ressortissants nord-européens, en France l'étude de la présence étrangère dans l'espace rural est peu explorée. Pourtant, les campagnes européennes connaissent aussi l'arrivée d'étrangers originaires de régions moins développées, comme les pays de l'Europe orientale ou du Maghreb. Il s'agit souvent d'individus ou ménages peu qualifiés, pour qui la migration vers les campagnes est dans la plupart des situations liée à l'emploi. Le rôle des réseaux transnationaux est important dans cette dynamique, les migrants peuvent s'appuyer sur les personnes ou communautés déjà installées. Le phénomène se retrouve notamment dans les États du sud de l'Europe : l'Espagne est le pays où cette présence a été la plus visible, tant pour sa concentration que pour la rapidité du phénomène. Les migrants représentent désormais une main-d'œuvre indispensable à l'agriculture ibérique, notamment dans des « enclaves », zones à forte concentration (Gimenez Romero 1992). Au milieu des années 1990, l'Espagne compte environ 25.000 étrangers employés dans l'agriculture, pour la plupart Africains et concentrés dans les régions méditerranéennes : la Catalogne, la Communauté Valencienne, Murcia et l'Andalousie (Gonzálves Pérez et López Trigal 1999). La production agricole augmente et la main-d'œuvre locale diminue, accroissant ainsi le recours aux travailleurs étrangers. En conséquence, la migration d'étrangers dans les zones rurales s'accentue et se diversifie. La migration se féminise (Domingo Pérez et Viruela Martínez, 1999 ; Gualda 2012; Sánchez-Flores et *al*. 2013; Zeneidi 2013), de nouvelles nationalités s'imposent, notamment des Sud-Américains (Sempere Souvannavong 2002), et les migrants ne sont plus seulement des travailleurs de passage : ils s'installent durablement et deviennent des acteurs du milieu rural, pour le rôle joué dans le développement territorial (Pérez Díaz 2006 ; Mancilla Mancilla 2010; Carrasco et Alonso 2010), pour leur impact démographique (García Sanz 2006; Collantes et *al*. 2010), et social (Navas Luque et *al*. 2004; Morén Alegret et Solana 2004; Morén Alegret 2005).

En Italie comme en Grèce, la présence étrangère dans le monde rural s'apparente à celle observée en Espagne : ces pays ont également connu une forte augmentation du flux de migrants au cours des années 1990 et 2000, et une partie a convergé vers les zones rurales. Dans l'agriculture, principal secteur d'activité, leur rôle est désormais structurant et assure une main-d'œuvre flexible. Une partie de ces migrants sont journaliers, d'autres saisonniers, d'autres encore installés de manière plus stable (Kasimis, Papadopoulos, et Zacopoulou 2003; Kasimis 2008; Cicerchia et Pallara 2009; Mésini 2009). Cependant, le travail n'est pas seulement agricole et les migrants sont aussi employés dans les services à la personne, notamment dans l'assistance aux personnes âgées, le tourisme ou encore la construction (Kasimis et *al.* 2010). Les conditions de vie et de travail et le statut d'irrégularité dans lequel se trouvent parfois les migrants créent une situation de marginalité et d'exclusion sociale exacerbée par l'insuffisance d'une action politique structurée (Medici senza frontiere 2008; Brovia 2009; Redondo Toronjo 2009; Hellio 2009; Corrado 2012). Ces problématiques sont d'autant plus évidentes dans les régions périphériques de l'Europe, en particulier les espaces

insulaires. Les îles comme Chypre ou les Canaries sont des espaces stratégiques convoités par passeurs et migrants et contrôlés par les pays de l'Union. En situation illégale ou en attente d'asile, les migrants occupent des emplois saisonniers ou précaires, dans le tourisme, les services à la personne ou l'agriculture. À Chypre notamment, l'agriculture et l'élevage sont les seuls secteurs dans lesquels les migrants peuvent chercher légalement un emploi, dans l'attente de l'aboutissement de leur demande d'asile (Clochard 2008). Toutefois, souvent ces emplois assurent des revenus extrêmement bas et alimentent ainsi la précarité de ces populations.

En France, la présence de ressortissants des pays africains et de l'Est européen est analysée dans le contexte agricole, notamment à travers le profil du travailleur saisonnier. Études Rurales a dédié un numéro spécial[43] à ce phénomène : en y souligne le faible intérêt qui lui est porté, malgré le fait qu'il cristallise de nombreuses problématiques de l'immigration, comme l'importance des réseaux transnationaux (Michalon et Potot 2009) ou la précarisation à travers le droit du travail, avec des contrats saisonniers ou au noir qui rendent difficiles des installations permanentes (Morice 2009; Darpeix 2009). Pour les étrangers qui vivent de manière permanente dans les campagnes, l'emploi apparaît toujours comme le moteur principal d'installation en milieu rural, qu'il soit dans l'agriculture, ou dans l'industrie. Peu qualifiés, économiquement vulnérables, ils s'installent à la campagne en suivant un emploi ou un logement moins cher (Chambron et Mathieu 2009). L'espace rural est en général associé à l'isolement et à la discrimination, et à une visibilité des populations immigrées plus forte qu'en ville (Pougnet Place 2006; Barou 2008).

L'installation dans les espaces ruraux, temporaire ou permanente, de migrants étrangers poussés par des raisons économiques, amène à des concepts liés aux migrations internationales (Simon 2008) et à celles rurales. Les migrants, provenant du Maghreb, de l'Amérique latine ou des pays de l'Est européen, s'insèrent dans un champ migratoire complexe et interagissent à diverses échelles : une échelle locale, mais également celle des institutions et des États censés réguler les flux. Parfois, les deux échelles entrent en contact, comme par exemple dans les centres d'accueil pour demandeurs d'asile qui sont installés dans les zones rurales (Bonerandi 2008). Cela interroge, d'un côté, les flux migratoires internationaux et les politiques de gestion de ces flux. D'ailleurs, la localisation du CADA (Centre d'accueil de demandeurs d'asile) dans l'espace rural, hors de la ville, n'est pas sans rappeler la localisation des centres pour migrants à Malte ou Chypre, dans des lieux difficiles d'accès et « loin de la vue » (Blanchier et Bernardie-Tahir 2010). D'un autre côté, cela interroge aussi les nouvelles fonctions des espaces ruraux, notamment celle d'accueil, où l'arrivée des migrants peut permettre le maintien des services, comme les commerces ou l'école. D'autres aspects mobilisent le champ des migrations internationales, comme la diversification des profils migratoires et les questions liées à l'insertion sociale. En effet, si la plupart des migrants sont peu qualifiés et occupent des emplois délaissés par les autochtones, il existe aussi des profils très qualifiés. Le recours aux médecins étrangers dans les « déserts médicaux » en est un exemple : des

[43] Études Rurales, Travailleurs saisonniers dans l'agriculture européenne, n° 182, 2009.

figures professionnelles convoitées par les territoires, autour desquels se développent des réseaux transnationaux et se créent des outils d'accueil spécifiques (Simard et van Schendel 2004; Chebana et Geslin 2011; Séchet et Vasilcu 2012). La présence des migrants étrangers pose aussi la question de l'insertion sociale qui, selon les différentes études, apparaît difficile : la visibilité d'une partie des personnes immigrées, leur marginalisation par les conditions de vie et de travail donnent lieu à une ségrégation à la fois spatiale et sociale. Les chercheurs ont souligné des stratégies d'évitement (Pougnet Place (dir.) 2006; Chambron et Mathieu 2009) et une société duale et cloisonnée. Ces aspects sont nettement plus nuancés pour les migrants plus qualifiés (Simard et van Schendel 2004).

2.3.3. Une campagne héritée

S'installer à la campagne, certes, mais dans quelle campagne ? Le choix de la localisation est déterminé par plusieurs facteurs : les aménités des lieux, la possibilité d'emploi ou de logement, les connaissances préalables. Ce choix n'est pas le fruit du hasard ; au contraire, il existe très souvent des liens avec le lieu d'installation : liens d'amitié, professionnels, lieu de vacances, qui sont mobilisés au moment de la migration (Debroux 2006). Parfois ce sont les origines ou relations familiales qui déterminent l'installation : les migrants s'installent dans le lieu où ils ont grandi, passé les vacances, où il y a une maison de famille, où ils se sont rendus régulièrement pendant leur vie active. Il y a un lien au passé, le rattachement à une histoire et une géographie familiales qui font que la campagne est en quelque sorte « héritée ».

La campagne peut ainsi être considérée comme ce que A. Gotman (1999, 71) appelle « espace de référence » : il s'agit d'espaces qui renvoient « à l'ancestralité, aux lieux de l'origine familiale, aux lieux de vie des grands-parents et de naissance des parents, à la mémoire historique non nécessairement vécue, et permettent de se situer dans la lignée ». La campagne peut être également un « espace fondateur », qui renvoie « au lieu de la mémoire vivante, [auquel] Ego peut revenir imaginairement ; lieux de l'enfance, de l'adolescence […] ; ce sont des lieux de la familiarité et de la socialisation résidentielle » (*ibid*.). Ces espaces, qui peuvent dans certaines situations être confondus, sont selon Gotman des « espaces hérités » (*ibid*.) mobilisés au cours de la vie, lors des migrations ou réinstallations.

Revenir à la campagne, même dans un espace familial, relève toujours d'un choix, d'une « campagne choisie ». Pourtant, le rapport au territoire sera très différent entre les deux démarches. En effet, revenir à un « espace hérité » signifie s'inscrire dans un espace où des liens, à la fois relationnels et spatiaux, sont déjà présents. Les connaissances, le voisinage, l'appartenance à une famille permettent de s'insérer dans un réseau social préexistant. En même temps, la connaissance du territoire ou la propriété immobilière permettent aussi une inscription spatiale.

D'un point de vue statistique, il est difficile d'isoler, parmi les migrations résidentielles, la part des « retours au pays ». Les analyses de Pistre (2012, 127-129), permettent de voir que les taux de retour ne sont pas très élevés (entre 0,6 % et 2,6 % de retour vers la commune de naissance et entre 4,6 % et 8,4 % de retour vers le département de naissance, venant d'un autre département[44]). Dans une perspective temporelle, ces taux sont en baisse constante depuis les années 1970 (*ibid*.), ce qui révèle une plus grande liberté migratoire. En élargissant le périmètre pour considérer les retours dans la région d'origine, les pourcentages sont plus élevés, mais de grandes disparités entre les régions existent. Par exemple, dans une région méridionale, le Languedoc-Roussillon, entre 1990 et 1999, 16 % seulement des seniors arrivés dans la région y étaient nés : la région attirait autant de seniors natifs que de retraités de l'Île de France. L'attrait du Sud semble être un facteur plus important que l'origine familiale, surtout dans une région attractive d'un point de vue résidentiel et touristique (Auzéby et Le Gouhinec 2001). La situation est différente en se déplaçant vers le Nord de la France, où le lien à la région semble être plus fort : en Bretagne, selon le recensement de 2008, 22,8 % des nouveaux habitants de la région en étaient originaires. Dans d'autres régions moins attractives, la part des retours est proportionnellement encore plus importante : 31 % en Nord-Pas-de-Calais, 23,7 % en Basse-Normandie, 23,2 % en Lorraine (Auzet et Granger 2012).

« Retour au pays », « retour aux sources » « migration de retour » sont les expressions qui font référence aux installations dans l'espace d'origine de la personne. Le concept garde un caractère ambigu, car il indique le retour des personnes vers un lieu où elles ont passé une partie de leur vie, mais aussi le retour des personnes après une ou plusieurs générations (Michalon 2007; Perroud 2007). Des parallèles sont possibles entre les retours dans le contexte de migrations internationales et rurales. D'abord le lien entre la personne et le territoire d'origine qui, direct ou transgénérationnel, est supposé vivant et porteur de sens. Le retour des migrants est identifié comme source de développement pour les sociétés d'origine, grâce au capital économique et à une double compétence spatiale (Petit 2007; Dumont et Spielvogel 2008). L'espoir du retour anime la migration mais, le moment arrivé, les conditions de réinsertion peuvent être laborieuses : le migrant a acquis des références culturelles et sociales de son nouveau milieu de vie qu'il ne retrouve plus dans son espace d'origine. Il a développé des attaches, y compris familiales, dans l'espace d'émigration. Il y a par ailleurs un sentiment d'appartenance aux deux espaces, qui situe les migrants dans un entre-deux identitaire : d'une part les attaches dans le pays d'accueil, de l'autre les évolutions du pays d'origine pendant l'absence lui donnent un regard critique dans lequel on mesure la dimension mythique du retour (Sayad 1999; Schaeffer 2001).

Les migrations de retour vers les campagnes évoquent la migration des personnes qui, au moment de la retraite reviendraient au « pays d'origine », avec des impacts importants sur les zones rurales, notamment du point de vue de l'économie (Thomsin 2001; Christel 2006; Nowik et Thalineau

[44]Les pourcentages oscillent entre les différentes typologies de campagnes identifiées par Pistre. Les campagnes « productives » et « résidentielles » sont les plus attractives pour les migrants de retour.

2010). Au Royaume-Uni on observe une tendance à une migration de *retirement transition* : quelques années avant de prendre leur retraite, les migrants s'installent dans le milieu rural par un effet de cycle de vie, notamment le syndrome *empty nest*. Le « nid vide » fait référence aux ménages qui, après le départ des enfants, se retrouvent nouvellement en couple et entrent ainsi dans un nouveau cycle de vie (Bures 1997). Cela correspond souvent à un moment de transition économique et professionnelle, avec l'approche de la retraite, marqué parfois par le choix de prendre un *bridge-job* en milieu rural, un emploi-passerelle avant de quitter définitivement le marché du travail (Stockdale 2006).

Cependant, des jeunes participent aussi à un mouvement de retour. Plus « convoités » que les personnes âgées, les jeunes sont identifiés comme une « ressource clé » pour le milieu rural[45]. En France, les territoires ruraux essayent non seulement d'attirer de nouvelles populations jeunes, mais aussi de retenir ou créer les conditions d'un retour des jeunes partis pour les études ou l'emploi. La tâche semble ardue face aux contraintes : une inadéquation entre l'offre d'emploi et la formation des jeunes, une offre culturelle et de loisirs pauvre ou éloignée (Lauriac 2002; S. Lefebvre 2007). La vie en milieu rural peut ainsi alimenter un sentiment de déclassement et d'abandon de la part des politiques publiques. Ce sentiment est d'autant plus fort qu'il invite à un parallèle avec les jeunes de banlieues qui, souffrant des mêmes difficultés, font l'objet de politiques publiques spécifiques visant à réduire le taux de chômage ou à faciliter la mobilité (Perdrix 2008)[46]. Pour une partie des jeunes, peu formés et peu mobiles, le rural peut se révéler un « piège », lieu d'immobilité et d'isolement ; pour d'autres un « refuge » rassurant mais contraignant, alors que pour des jeunes plus qualifiés c'est un « espace des possibles » pour s'installer (Gambino 2008). Le capital culturel et la mobilité sont les discriminants qui différencient ces catégories de jeunes ruraux et deviennent des enjeux non seulement pour la sociabilité, mais aussi pour le rapport aux études et à l'emploi (Renahy 2005; Escaffre et *al.* 2008).

Pour les jeunes ou moins jeunes, ce qui motive le retour ce sont des raisons familiales : se rapprocher de la famille, la volonté de faire grandir les enfants à la campagne, faire partie d'une communauté. En même temps, c'est aussi une image de la ruralité qui anime ce désir : les souvenirs de l'enfance, les images des vacances, l'idée d'une communauté sont projetés dans le « retour ». Comme pour d'autres migrants donc, c'est à nouveau une image idéalisée et qui ne correspond pas toujours à la réalité (Ní Laoire 2007). Entre les « gens d'ici » et les « gens d'ailleurs » les migrants de retour ont une position intermédiaire : ces « partis-revenus » (Micoud 2009) disposent d'une « plus-value sociale » (Gucher et *al*. 2007, 170) : leur double statut leur permet de valoriser à la fois une sociabilisation locale et une autre acquise par l'expérience migratoire. Cette position en fait des

[45] Voir par exemple le dossier du Réseau Rural Français "Jeunes en milieu rural", dossier thématique n°3, septembre-octobre 2011, ainsi que "La revue du Réseau Rural Français", *Développement rural: les jeunes, une ressource clé,* n° 3, décembre 2011.

[46] Voir aussi l'article de L. Bronner « Les jeunes ruraux ont le sentiment que leurs "galères" n'intéressent personne », Le Monde, 1er février 2007.

acteurs de « médiation » entre les nouveaux habitants et la population locale. Avec les uns ils partagent un parcours migratoire, avec les autres la connaissance et l'ancrage au territoire. Leur rôle est généralement actif et reconnu comme positif pour la revitalisation des sociétés locales : l'implication dans les associations, la réalisation de projets, l'intérêt porté au patrimoine local est souligné tant pour les jeunes (Potvin 2005), que pour les « retournants », retraités observés sur le plateau de Millevaches (Bobbé et Perrot 2012). Pour autant, leur position intermédiaire brouille la frontière entre nouveaux habitants et population locale. Il y a en effet une tension entre une logique d'appartenance et d'ancrage à l'espace hérité, qui se manifeste dans l'entretien des relations et l'insertion dans la communauté, et le sentiment d'être différents des ruraux de toujours. Cela apparaît par exemple dans la « pratique urbanisée des lieux », avec une mobilité plus grande ou une prise de distance envers la population locale ou encore par la difficulté à s'adapter au contexte, notamment pour la perte de l'anonymat et la solitude (Ní Laoire 2007; Mallon 2013).

Quoi qu'il en soit, les concepts de « nouvel habitant », « migrant de retour », « résident secondaire » sont souvent imbriqués et les frontières entre les catégories sont poreuses : un individu ayant vécu une partie de sa vie à la campagne, parti s'installer en ville pour la vie active, revenu de manière régulière toutes les fins de semaines ou tous les ans, avant de s'installer durablement à la retraite, peut appartenir aux trois catégories. Le rapport à la ruralité est donc ambigu, car c'est une campagne héritée et choisie en même temps. L'ancrage et le sentiment d'appartenance à un lieu porteur de passé cohabitent avec la recherche de la qualité de vie, une idéalisation de la campagne qui, jusqu'au moment du retour, a été essentiellement un lieu de vacances. Le constat de la porosité des frontières conduit à se questionner sur la pertinence des catégories, en particulier celles de « nouveaux habitants » et « populations locales » qui sont souvent mobilisées dans la littérature.

2.4. Nouveaux habitants – populations locales, un couple dichotomique ?

Ce chapitre nous a conduit à analyser les nouvelles populations rurales, en observant comment elles sont présentées dans la littérature existante. L'hétérogénéité des profils et des parcours conduisent à des nouveaux points de réflexions, qui concernent les conséquences de ces migrations. Cela invite à analyser les recompositions et la « recomplexification » (Gilbert 2010) de la structure sociale des campagnes. Les phénomènes de gentrification peuvent en particulier montrer les enjeux des recompositions, au niveau social et pour ce qui concerne l'accès au foncier. En Europe, la plupart des études sur la gentrification rurale concernent le Royaume-Uni (Smiths 2005), mais cette approche se développe aussi en Espagne (Solana-Solana 2010) et en France (Raymond 2005 ; 2007 ; Perrenoud 2008 ; 2012 ; Richard et Dellier 20011 ; Richard et *al*.,2014, à paraître).

Cependant, l'analyse des recompositions sociales invite aussi à questionner la catégorisation qui est souvent adoptée, celle entre nouveaux habitants et locaux. Ces catégories sont fonctionnelles, notamment quand les recompositions sont analysées comme conséquences de migrations, et elles sont aussi adoptées par les habitants des campagnes. La littérature a mis en évidence les conflits et les convergences entre nouvelles populations et populations locales, soulignant souvent la diversité relative aux modes de vie ou la relation à l'environnement. Cependant, il est aussi possible de se questionner sur la pertinence de ces catégories, notamment dans un contexte de mobilité et de redéfinition de formes d'ancrages.

2.4.1. Une « recomplexification » sociale portée par les migrations

L'arrivée de nouveaux habitants dans les espaces ruraux conduit à une complexification de la structure sociale de la population. L'effet de l'exode rural sur la démographie n'est pas seulement une diminution de la population, mais également une « simplification », qui a entraîné une perte d'hétérogénéité. Au déséquilibre des sexes et des âges (femmes et jeunes partent les premiers et en plus grand nombre) s'ajoute un déséquilibre des catégories sociales, qui ne sont pas touchées par l'exode avec la même intensité ni avec la même temporalité. Les notables partent en premier, suivis par les artisans, enfin les petits paysans. La diversité sociale diminue, la hiérarchie sociale est remise en question, et la population qui reste est essentiellement composée d'exploitants agricoles (Mendras 1976). Les migrations rurales actuelles produisent l'effet inverse : non seulement elles enrayent la perte de population, mais elles réintroduisent une diversité dans la structure sociale de la population. Gilbert (2010) évoque une “recomplexification” qui s'opère sur trois niveaux. Nous assistons d'abord à une recomposition sociale due à la variété des profils des nouveaux habitants : populations urbaines aisées, migrations de retour, néo-ruraux, étrangers ; cela implique aussi l'introduction de modes de vie et de territorialités nouvelles. Ensuite, à la recomplexification sur un plan économique : les ressources économiques qui alimentent le territoire peuvent dépendre de l'économie résidentielle et venir de l'extérieur (retraites, salaires correspondants à des emplois urbains, aides sociales...). Enfin, le troisième niveau identifié par Gilbert est celui de la superposition des cultures : le même espace est partagé par des individus qui ont des représentations, des liens, des imaginaires différents qu'il est difficile de regrouper autour d'un projet de territoire cohérent.

Les flux migratoires vers les campagnes sont au cœur des recompositions sociales, même si, en cela, ils doivent être associés à la baisse des ménages agricoles et à l'urbanisation du territoire. L'arrivée de nouvelles populations est à la fois un facteur de renouvellement démographique, mais aussi de changement socio-économique. Parallèlement, elles soulignent aussi la diversité sociale : les catégories sociales traditionnellement associées aux espaces ruraux (agriculteurs, ouvriers, artisans) diminuent, remplacées par les professions intermédiaires, cadres, professions intellectuelles

supérieures, employés. Ces catégories ont proportionnellement augmenté en milieu rural, mais également pour la société française dans son ensemble et leur présence s'accompagne d'une hausse des revenus moyens (Pistre 2012). Cette nouvelle stratification sociale s'accompagne aussi d'un changement dans la formation des ménages et des classes d'âges : le poids le plus important au sein du groupe de migrants est constitué de couples avec ou sans enfants. Pour ce qui concerne l'âge, les actifs (35-60 ans) et les jeunes retraités (50-65 ans) sont les catégories les plus mobiles dans le mouvement vers les communes rurales (*ibid*.). Quelles sont les conséquences de cette nouvelle stratification sociale ? D'un point de vue socio-culturel, dans le recul des ménages agricoles et les mutations des espaces ruraux il y avait d'abord la crainte de la disparition de la société rurale traditionnelle : à un moment où ces recompositions sociales commençaient à s'amorcer, George (1964) évoquait la nécessité de garder une population d'ouvriers, petits paysans, employés dans les services, pour sauver un équilibre économique et politique déjà compromis. À l'époque de cet article, les migrations vers les espaces ruraux n'étaient pas encore d'actualité, cependant le géographe souligne l'existence de migrations de retour des retraités et l'évolution de la composition sociale. Trente ans plus tard, Béteille (1994) consacre un chapitre de son livre à la crise de l'identité rurale, désormais atteinte dans tous ses aspects et alignée sur des modèles urbains. Une fois assumée la fin d'un monde rural traditionnel, l'attention se porte sur la fin des spécificités locales, comme la disparition des langues régionales, du système de sociabilité basé sur l'interconnaissance, du sentiment d'identification aux sociétés locales. Des travaux menés plus récemment reconnaissent l'apport démographique des nouveaux habitants ainsi que leur rôle dans le développement économique. Les migrants dynamisent l'économie locale en favorisant le développement de services, notamment dans le secteur de la production de biens de consommation et de services marchands (Berger 1996; Talandier 2007; Cognard 2010). Cependant, ces travaux ne manquent pas de souligner les effets de déséquilibre des recompositions tant sur le plan culturel qu'économique. Des tensions peuvent naître autour de l'identité locale et de l'environnement, vécues de manière contrastée par des groupes sociaux différents, comme souligné dans des exemples en Espagne (Rivera Escribano et Mormont 2006; López-i-Gelats et *al*. 2009). Un impact négatif sur les relations sociales est évoqué également en Angleterre, où Fielding (1998) associe l'arrivée de nouvelles populations à la perte de la solidarité, des caractéristiques locales comme la langue, la culture ou les emplois traditionnels. C'est aussi la définition du territoire et la ruralité qui est en question : l'identité territoriale, les rapports sociaux, l'intégration de nouveaux habitants peuvent être sources de tensions (Banos et Candau 2007; Simard 2007; Gilbert 2010; Gamache et *al*. 2011). Sur le plan économique, les déséquilibres qui peuvent suivre l'arrivée de nouveaux habitants sont multiples. Les espaces ruraux peuvent accueillir des populations fragiles, comme des chômeurs ou bénéficiaires du RSA qui focalisent l'attention des acteurs locaux (Pagès 2004; Cognard 2006; Elie et *al.* 2010) Au contraire, l'arrivée de migrants avec un niveau socio-économique plus élevé peut avoir comme effet une augmentation des prix du foncier, le rendant difficile d'accès à la population locale et entraînant ainsi des phénomènes de gentrification.

2.4.2. La gentrification comme possible conséquence des recompositions sociales

La gentrification est un phénomène qui a été étudié essentiellement en milieu urbain. Ce terme fait référence à un processus selon lequel des classes moyennes et supérieures investissent des quartiers des centres urbains auparavant occupés par des classes populaires. Leur installation cause un changement dans les quartiers, notamment à travers la rénovation du bâti, ainsi que de sa composition sociale et démographique. Ce processus se fait au détriment des catégories précédemment installées, qui ne peuvent plus se permettre l'accès à l'immobilier (location ou acquisition) et qui sont ainsi directement ou indirectement évincées. Le terme a été introduit en 1964 dans une étude concernant l'évolution des quartiers à Londres (Glass et *al*. 1964) et est ensuite appliqué à d'autres contextes urbains, essentiellement dans les grandes villes européennes et nord-américaines. Les géographes britanniques ont avancé l'hypothèse d'un phénomène de gentrification rurale dans les années 1980 (Parsons 1980; Little 1987), mais c'est au cours des années 1990 que les travaux sur le sujet se développent. L'investissement des espaces ruraux par des populations nouvelles conduit à une augmentation du prix de l'immobilier qui empêche la population locale, ainsi que ses enfants, d'y accéder (Martin Phillips 1993; P. Cloke et *al.* 1995). Le phénomène de sélection par le marché remarqué en ville se reproduit, conduisant ainsi à un risque d'homogénéisation sociale.

Les études mettent en évidence le rôle de la *middle class* dans la construction sociale de la ruralité ainsi que celui de la nature, produite par les interactions entre éléments réels, symboliques et imaginaires. La *middle class* a été souvent liée au processus de gentrification des espaces ruraux (Clark et *al*. 1994; Abram et *al.* 1996), et certains n'hésitent pas à évoquer une « colonisation » (Phillips 1993; Cloke et *al.* 1998) alors que d'autres s'interrogent sur une « capture » de la campagne (Hoggart 1997). Des auteurs soulignent l'importance de la *middle class* ainsi que de la *service class* sur le plan économique (relocalisation d'emplois et de services) mais surtout pour les aspects culturels et politiques : les *gentrifieurs* disposent d'un capital culturel (un bon niveau d'étude, des capacités d'organisation, des réseaux personnels) et économique (des revenus plus élevés que ceux de la population rurale) qui leur permettent aussi de s'imposer au niveau politique, en poursuivant et appliquant leurs idéologies à l'espace de vie (M. Phillips 1998; Woods 2005; Paniagua 2008). Le rôle de la *middle class* dans le processus de recomposition sociale et identitaire des campagnes britanniques est acquis, cependant il convient de ne pas exagérer son influence. Cela peut amener d'une part à caricaturer la ruralité, d'autre part à gommer la diversité interne d'une classe sociale très diversifiée, tant dans sa composition que dans sa distribution géographique (Hoggart 1997).

Un deuxième point central du débat sur la gentrification rurale est l'environnement. La campagne est considérée comme socialement « construite » et « reconstruite » à travers le temps, et ces constructions successives sont importantes dans le processus de gentrification, notamment en

raisons des significations qu'elle a pour les classes moyennes (M. Phillips 2005). Le processus de construction ne concerne pas seulement les œuvres humaines et les bâtiments, mais la nature elle-même, qui est transformée par le processus de gentrification afin de mieux correspondre au *rural idyll* (Halfacree 1996; Little et Austin 1996; Horton 2008). Pour évoquer une nature qui est à la fois « domestiquée », « simplifiée », « oblitérée » et « diversifiée » afin de correspondre aux représentations qu'elle porte, Phillips (2005) s'appuie sur une typologie des impacts de l'homme sur l'environnement élaborée par Simmons (1996). La place de la nature et de l'environnement devient de plus en plus prégnante dans les migrations résidentielles vers le rural, ce qui amène à développer l'idée d'une « *greentrification* » (D.P. Smith et Phillips 2001).

Dans les autres pays européens, la gentrification rurale a été utilisée comme clé de lecture dans les campagnes, même si les concepts de *middle class* et de ruralité y sont déclinés selon les contextes. Solana Solana (2005; 2010) se questionne sur l'application du concept en Espagne, où les études sur la gentrification sont essentiellement concentrées sur les espaces urbains. Il remarque des éléments qui peuvent expliquer la faible utilisation du concept de gentrification : d'abord la représentation de la campagne comme espace pauvre et à l'abandon, notamment dans des villages de l'intérieur du pays. Ensuite, la présence importante d'une population étrangère dans les villages ou petites villes : il s'agit d'une population originaire des pays pauvres et essentiellement employée dans l'agriculture et les services. En Italie aussi les études sur le sujet sont rares : la Toscane est la région qui se prête le plus à une lecture de campagne gentrifiée, tant pour sa place dans l'imaginaire que pour la présence d'investisseurs étrangers notamment dans le domaine viticole, mais le sujet semble parfois traité de manière implicite (Perrin et Randelli 2008; Randelli, et *al*. 2011).

En France également, les études sur la gentrification rurale ne sont pas nombreuses et ciblent les campagnes du sud du pays. Perrenoud (2008; 2012) choisit une approche par le travail pour souligner le rôle des « post-néo-ruraux » dans le processus de gentrification dans un village de l'Aude. Les enfants des néo-ruraux des années 1970, désormais trentenaires, y occupent une place favorable dans la société et le marché de l'emploi local : ancrés localement mais aussi ouverts sur l'extérieur, ils deviennent la « courroie de transmission » de la gentrification (Perrenoud 2012). Le sociologue souligne aussi que l'émergence de ce phénomène est possible sur un territoire « sédimenté », où se sont installées, pendant les 40 dernières années, différentes vagues de migrations (*ibid*.). Toujours dans le Midi, Raymond (2005; 2007) compare la situation des campagnes du Tarn et de l'Aveyron avec la vallée de Mondocino en Californie. Le processus de gentrification est analysé à travers l'augmentation du prix du foncier, qui a comme conséquence un accès au logement plus difficile pour les populations défavorisées, pour lesquelles il existe un risque d'éviction. Plus au nord, Richard et Dellier (2011) ont abordé l'hypothèse d'une gentrification sur le PNR de Millevaches couplant une analyse d'indicateurs statistiques (revenus, catégories socioprofessionnelles, diplômes) à une enquête qualitative. Écartant l'idée d'une gentrification à large échelle, ils posent l'hypothèse de « poches de gentrification » . C'est dans les rapports à l'environnement, caractérisés par des

pratiques et des attentes différentes, que la différenciation entre nouveaux habitants et population locale est la plus marquée.

Un regard rapide sur ces études permet de remarquer des éléments communs. Dans les trois exemples, les territoires choisis se trouvent dans des campagnes attractives de la moitié méridionale de la France, où des vagues migratoires se sont succédées à partir des années 1970. La tradition migratoire est donc relativement ancienne et cela a donné lieu à une sédimentation de populations différentes. Un deuxième point commun est la marginalité de la dimension conflictuelle ou des effets de « colonisation » comme en Angleterre. Ce qui semble émerger dans les territoires en question est la cohabitation de groupes de tendances sociales hétérogènes, ce qui peut conduire à une fragmentation de l'espace social. Enfin, les gentrifieurs ont un rôle dynamisant pour le tissu économique, en alimentant l'économie résidentielle mais également dans une dimension productive. Ces monographies s'inscrivent dans une échelle circonscrite et privilégient une approche qualitative[47], ce qui rend hasardeuse une généralisation à d'autres territoires. C'est la thèse de P. Pistre (2012) qui se questionne sur une gentrification rurale au niveau national. S'appuyant sur l'analyse statistique du parc de logements et des structures socio-professionnelles, il conclut qu'un processus de gentrification est présent dans l'espace rural, notamment dans les zones littorales et de montagne, mais qu'il cohabite avec des dynamiques sociales et de logement bien hétérogènes[48].

Exceptées ces études, une approche des recompositions rurales par la gentrification est encore minoritaire dans les pays pris en considération. Cela peut s'expliquer par un exode urbain plus tardif et moins sélectif qu'Outre-Manche : commencées dans les années 1970, les migrations vers le rural en France ont eu comme protagonistes des populations aux profils hétérogènes, comme la littérature l'a souvent souligné. Il n'y a pas eu, dans la littérature scientifique, de prédominance d'une *middle class* qui colonise progressivement un espace accessible de manière sélective. Les ancrages personnels ou familiaux que de nombreux Français entretiennent encore avec les espaces ruraux (origines familiales, vacances) permettent aussi d'expliquer une approche forcément différente. Cependant, il peut paraître étonnant que la gentrification ne soit pas évoquée, même dans des études de cas où tout semble amener à ce phénomène. Par exemple, une étude sur les multi-résidents étrangers dans le Lubéron décrit l'arrivée de catégories socio-professionnelles moyennes ou supérieures, des prix de l'immobilier très élevés, l'émergence de valeurs esthétiques pour ce qui concerne le paysage ou les loisirs, l'exclusion de populations moins favorisées (Bachimon 2008). Pourtant, la gentrification n'est pas évoquée de manière explicite, peut-être parce qu'on la considère comme un outil pas encore adapté pour décrire les dynamiques de la société française. La difficulté

[47] Perrenoud (2008 ; 2012) porte son analyse sur une commune, Raymond (2005 ; 2007) à l'échelle d'un pays, Richard et Dellier (2011) à l'échelle du PNR Millevaches, au sein duquel trois « micro-régions » ont fait l'objet d'enquêtes qualitatives.

[48] P. Pistre privilégie une approche statistique, toutefois il développe une approche qualitative sur trois territoires de la moitié sud du pays (Communautés de communes de Haute-Provence et de Forcalquier Montagne de Lure en PACA ; Communauté de communes de Bandiat Tardoire Avenir en Limousin ; Communauté de communes de la Montagne du Haut-Languedoc en Languedoc-Roussillon).

d'adaptation des théories britanniques sur la gentrification s'est posée également pour le contexte urbain, notamment pour la faible présence de la dimension historique : Rhein (1997) remarque que les modèles d'analyses géographiques français sont fortement marqués par l'histoire, dimension peu présente dans la littérature britannique.

La gentrification est seulement une des facettes des recompositions sociales et d'ailleurs elle peut prendre plusieurs formes. Dans un contexte urbain, de nouvelles formes de gentrification ont émergé, comme la « super-gentrification », qui fait référence à la transformation de quartiers déjà gentrifiés en « enclaves plus exclusives et onéreuses » où habite une « nouvelle génération de super-riches "*financifiers*" » (Lees 2003, 2487) qui tirent leur fortune de la finance ou de la grande industrie. Une deuxième figure, introduite dans les années 1980 est celle des « marginal gentrifiers » : il s'agit de l'appropriation de quartiers urbains par une population plus riche en capital culturel qu'économique (Rose 1984; Criekingen et Decroly 2003; Clerval et Criekingen 2012). Il est possible de se demander si ces typologies, la deuxième en particulier, peuvent être appliquées à des territoires ruraux, qui pourraient être investis par des populations d'artistes ou de professions intellectuelles qui, même avec un faible capital économique, peuvent contribuer à une évolution du lieu de vie.

La gentrification n'est toutefois qu'une des possibles conséquences des recompositions sociales, et elle ne fait d'ailleurs pas l'unanimité. L'espace social est rendu plus complexe mais aussi plus compliqué à appréhender et les différences sont nombreuses entre les territoires.

2.4.3. Anciens et nouveaux habitants : des conflits et les alliances vers une redéfinition des catégories

La littérature sur les migrations vers les espaces ruraux présente souvent les relations entre anciens et nouveaux habitants comme marquées par des tensions ou des conflits. Cependant, il est aussi possible de relever des points de convergence entre ces deux groupes sociaux, par exemple dans l'investissement pour le patrimoine ou l'environnement. De plus, la dichotomie basée sur la relation au territoire et sur l'opposition être d'ici/être d'ailleurs peut être relativisée à la lumière de la complémentarité entre mobilité et ancrage.

2.4.3.1. Une cohabitation qui semble marquée par des tensions

Malgré le partage d'un même territoire, on oppose la vision d'une campagne agricole à une campagne multifonctionnelle, une nature productive à une nature-paysage, ou encore l'ancrage au territoire opposé à une logique de mobilité et d'appartenances multiples. Ces oppositions décrivent

de manière parfois caricaturale ce qui caractérise les deux groupes et sont utilisées comme clé d'interprétation des frictions et conflits. En effet, la littérature sur les conflits souligne que la proximité spatiale et la coprésence de groupes ayant des visions et usages différents d'un même territoire peuvent être source de conflictualité (Caron et Torre 2006). Tensions et conflits peuvent par ailleurs fragiliser la cohésion sociale et le « vivre ensemble » (Bonin et Torre 2004; Simard 2007). La littérature est riche d'exemples sur les problèmes de cohabitation entre nouveaux habitants et population locale, notamment autour de l'image de la ruralité ou sur les modes de vie. Sans forcément aboutir au conflit ouvert, les divergences délimitent les deux groupes de manière dichotomique. Les représentations de la ruralité sont un premier sujet sensible, qui apparaît derrière des projets d'aménagement, sur l'utilisation de ressources environnementales ou patrimoniales (Jeanneaux et Perrier-Cornet 2008; Melot et Torre 2012). Le « choc des imaginaires » urbains et ruraux amènerait également à des conflits : tensions à propos des odeurs de l'activité agricole en Dordogne (Nicourt et *al*. 2000), conflit sur un projet d'aménagement urbain dans les Pyrénées-Orientales (Gilbert 2010) ou, plus loin, sur la gestion et l'utilisation du paysage en Sierra Nevada (P. Walker et Fortmann 2003). La description de ces tensions met en scène les deux groupes et montre des visions divergentes de la ruralité, mais également une crise de l'espace social et politique qui fait suite aux recompositions sociales.

D'autres sujets de controverse et de division se retrouvent dans les modes de vie : la différence de capital culturel et économique des nouveaux habitants influence les pratiques et instaure une distance entre les deux groupes. Ainsi, les nouveaux habitants ont une mobilité personnelle et professionnelle plus importante et un bassin de vie plus élargi (Cognard 2011; Mallon 2013). Ils ont des attentes urbaines que les communes rurales ne peuvent pas supporter économiquement (Simard 2007; F. Lefebvre et Gramond 2008). Un faible attachement au territoire et à ses services (Roy et *al.* 2013), fait qu'ils n'hésitent pas à choisir une « bonne » école ailleurs que dans leur lieu de résidence, en dépit du maintien des services locaux (M. Walker et Clark 2010). C'est aussi dans les rapports de voisinage que le fossé se creuse : la recherche d'anonymat et d'isolement des migrants suscite la réprobation et est vue comme atteinte au lien social (Banos et *al*. 2009).

Souvent, les divergences amènent des tensions, plus rarement un conflit ouvert. Cependant, il peut être intéressant d'évoquer un conflit né de la contestation du mode de vie des nouveaux habitants. Depuis 2008, dans une commune du Nord-Ouest de la Haute-Vienne, s'affrontent le maire et de nouveaux habitants : en cause, leur installation en yourte, habitat mobile mais surtout économique (figure 9).



Figure 9: Coupures de presse sur le conflit qui oppose municipalité et habitants des yourtes à Bussière Boffy (Haute-Vienne).

Les modes d'habiter des « néo-ruraux » au centre du débat.

L'élu exige le respect du code de l'urbanisme et demande le démantèlement des yourtes, car elles sont installées sur un terrain non constructible et que les conditions de vie sont jugées insalubres[49]. Les habitants revendiquent un mode de vie écologique et autonome ainsi qu'une installation durable sur le territoire. Sur fond de vide juridique (l'absence de réglementation concernant les yourtes) les positions des habitants qualifiés de « marginaux » et d'un maire accusé d' « épuration sociale »[50] s'affrontent par voie judiciaire, portant deux manières de vivre et deux visions de la ruralité. D'une part, la vie en habitat léger comme réponse à une crise écologique, « à la pénurie de logements et à la désertification des campagnes »[51], et la revendication ainsi d'un rôle social. De l'autre, la défense des règles d'urbanisme enfreintes par des « gens instruits qui viennent d'un milieu favorisé et urbain avec lequel ils sont en opposition ». Selon le maire, ces habitants « se sont pointés comme ça dans une campagne où les habitants ont travaillé dur, et ils sont restés entre

[49] Sylvain Compère, Franck Lagier, « Si l'habitat est léger, le climat est lourd » Le Populaire du Centre, 26 février 2009

[50] F. Potet, « La guerre des yourtes », Le Monde, 25 mai 2013.

URL: http://www.lemonde.fr/societe/article/2013/05/20/la-guerre-des-yourtes_3389163_3224.html (consulté le 15 juillet 2013). Le conflit a été médiatisé, dans la presse régionale comme nationale, et a été également au centre d'un documentaire, « Les yourtes de la discorde » de S. Chupin (2010)

[51] Comme souligné dans le site qui soutient les habitants des yourtes:URL: http://yourtesbussiere-boffy.info/

eux en créant cette communauté de la mouvance altermondialiste. Comme ils vivent en autarcie, la greffe n'a jamais pris avec le village »[52]. Cette phrase synthétise les reproches récurrents à l'encontre de certains néo-ruraux : la distance sociale, l'étrangeté au milieu géographique, l'isolement par rapport à la population locale. Malgré le fait que certains d'entre eux soient installés depuis longtemps (ils sont arrivés dans les années 1990), le maire affirme qu'« ils se sont pointés comme ça », soulignant ainsi l'installation dans un lieu « utilisé » pour des projets, mais sans motivation précise et sans ancrage. Le dialogue semble ainsi difficile et les tentatives de conciliation ont jusqu'ici été peu fructueuses[53].

Faut-il donc conclure que la coprésence de modes de vie et d'habiter contrastés, de visions différentes de la ruralité sont inconciliables, et que nouveaux habitants et populations locales sont deux groupes opposés dont la cohabitation est difficile ? Les deux groupes sont définis sur la base de « gens d'ici » - « gens d'ailleurs ». Être originaire du territoire ou y être arrivé devient l'élément discriminant qui va déterminer l'appartenance, le rapport au territoire, l'insertion dans un groupe. D'un côté des habitants « légitimes » et caractérisés par un ancrage au lieu ; de l'autre, des habitants plus mobiles, moins attachés au lieu, porteurs d'altérité. Cette distinction suppose aussi une homogénéité interne des deux groupes : pourtant, non seulement les deux groupes ont des frontières floues, mais les profils sont hétérogènes. D'ailleurs, d'autres catégorisations sont possibles, par exemple à partir de la classe sociale, du genre, du cycle de vie. Ainsi, cette catégorisation peut être fonctionnelle pour les chercheurs mais elle présente aussi le risque de donner une image figée et dichotomique.

2.4.3.2. Des alliances entre deux groupes pas si monolithiques

Les catégories de « nouveaux habitants » et « populations locales » peuvent être utilisées pour expliquer des mutations de l'espace rural et des problèmes de cohabitation ; cependant, les deux groupes ne sont pas toujours « monolithiques ». D'ailleurs plusieurs recherches soulignent les alliances entre les deux groupes, en mettant l'accent sur les collaborations et les pratiques communes. Parmi les éléments capables de rassembler, il est possible d'évoquer le patrimoine : son caractère identitaire permet aux locaux de s'y reconnaître et se sentir valorisés, et aux nouveaux habitants de revendiquer une appartenance locale et « légitimer » leur présence (Bossuet et Torre 2009). La littérature britannique a souvent décrit le patrimoine comme cause de conflit entre nouveaux et anciens habitants : pourtant, cela semble ne pas s'appliquer partout et, face à des intérêts communs, être d'ici ou être d'ailleurs passe en deuxième plan. Un autre facteur de rassemblement semble être la protection de l'environnement, notamment à travers l'opposition à

[52] F. Potet, « La guerre des yourtes », Le Monde, 25 mai 2013

[53] En février 2014, le Tribunal administratif de Limoges a annulé un troisième arrêté du maire interdisant le camping.(http://yourtesbussiere-boffy.info/)

des projets perçus comme une menace environnementale (Simard 2007; Dirksmeier 2008; Masuda et Garvin 2008). Enfin, un dernier élément peut être identifié tout simplement dans la fréquentation des mêmes lieux et les relations de voisinage, qui sont une occasion de sociabilisation et favorisent l'interconnaissance (Roy et al. 2013). Ainsi, la coprésence de groupes sociaux aux intérêts différents n'est pas forcement source de conflictualité[54]. Malgré les deux visions de la campagne, la diversité des origines et des expériences, la géographie des lieux produit des points de contact avec l'altérité. Cela a été remarqué également dans un contexte touristique : les lieux qui permettent un contact entre habitants et touristes et donc un « apprentissage » de l'autre, peuvent former ce qu'on appelle des « lieux communs » : à différents degrés, de la coprésence sans dialogue ou échange jusqu'à des lieux de rencontre et de sociabilité, ces lieux non seulement réunissent deux groupes sociaux que tout oppose, mais produisent aussi un nouvel espace social (Bernardie-Tahir 2007). Les espaces ruraux peuvent de la même manière offrir des « lieux communs » aux différents groupes, représentant ainsi des espaces de contact.

Ces études mettent en lumière alliances et points en commun entre les deux groupes sociaux, en partant toujours de la même catégorisation. Le dualisme est encore présent ; pourtant, ces deux groupes ne sont pas figés : les frontières qui les définissent se recomposent à travers des alliances et conflits (Mormont 2006; Bossuet 2007). Par ailleurs, il existe une hétérogénéité interne : parmi les nouveaux habitants, on trouve des situations économiques, sociales, culturelles qui ouvrent à des problématiques diverses. Les catégories de migrants identifiées par Cognard (2010) montrent comment les enjeux territoriaux et sociaux peuvent considérablement changer selon les profils. Cette différenciation interne explique aussi les tensions et conflits intra-classes, souvent éclipsés derrière les conflits entre les classes sociales (Cloke et Thrift 1987; Roy et *al*. 2013). Le dualisme et l'image d'un *culture clash* entre nouveaux et anciens est à relativiser : ils peuvent être pertinents dans certains territoires, ou pour certains aspects, comme des clivages socio-économiques, mais être insignifiants face à des enjeux communs, comme la protection de l'environnement ou le développement économique. C'est la conclusion d'une étude menée dans les Montagnes Rocheuses, qui souligne l'existence de points de convergence, qui passent au deuxième plan car les médias et une partie de la littérature scientifique se focalisent sur les conflits alimentant ainsi l'image d'une communauté coupée en deux, créant des images figées et stéréotypées de l'Autre (M. D. Smith et Krannich 2000).

Ainsi, nouveaux/anciens habitants est une catégorisation possible, mais pas la seule. D'autres portes d'entrée existent, basées sur des critères différents, parmi lesquels l'origine des habitants est un des éléments pris en considération. Dans l'étude de la pauvreté *(*Pagès 2004) ou des problématiques liées au vieillissement (Gucher et *al*. 2007) l'origine n'est qu'un élément parmi d'autres. Il ne s'agit pas de nier l'existence de divergences, la complexification de la société rurale a

[54]Au contraire, elle peut être aussi occasion de dialogue: l'analyse des conflits liés à l'introduction d'animaux sauvages dans les Alpes par exemple, où s'opposent deux visions de l'environnement et de la ruralité, a montré que la coprésence favorise le vivre ensemble et l'apaisement des conflits (Mounet 2007).

effectivement conduit à un « *rural in dispute* » (López-i-Gelats et *al.* 2009, 602), un espace où les visions et projets de territoire essayent de s'imposer. Toutefois, « être d'ici » ou « être d'ailleurs » n'est probablement qu'un critère de catégorisation parmi d'autres tout aussi pertinents.

2.4.3.3. Quelle pertinence pour ces catégories ?

Selon certains chercheurs, les pratiques entre nouveaux habitants et populations locales semblent se rapprocher ; toutefois, ce qui reste de la différence ne se joue pas seulement sur les modes de vie, mais aussi sur la relation au territoire. En effet, le dualisme est basé sur une opposition gens d'ici/gens d'ailleurs qui installe une frontière durable.

« Être d'ici » renvoie à un ancrage au territoire, à un sentiment d'appartenance, à une connaissance et reconnaissance locale. Cela suppose qu'être né sur un territoire ou y avoir vécu pendant une longue période (vingt, trente, cinquante ans?) suffit à se reconnaître dans une identité territoriale. Une personne « d'ici » aurait une inscription géographique et sociale dans le lieu, une relation privilégiée au territoire, et elle y serait plus « légitime » que les « gens d'ailleurs ».

Mais ces définitions ont-elles encore un sens ? Peut-on associer l'ancrage à « ceux d'ici » et leur opposer « ceux d'ailleurs », marqués par la mobilité ? Et quelle place donner, dans ce dualisme, aux personnes qui, natives du lieu, reviennent dans l'espace rural après avoir passé la plupart de leur vie ailleurs, ou à ceux qui le quittent ? Depuis que l'attention des chercheurs s'est portée sur les flux entrants, les flux sortants peuvent être considérés comme une *neglected rural geography* (Philo 1992). Par exemple, nous connaissons la désaffection des jeunes pour le milieu rural, confirmée par les études régionales[55] : études, premier emploi, formations des couples sont les causes de cette mobilité. D'importantes lacunes existent dans la connaissance des motivations et des parcours des jeunes, ainsi que des autres groupes qui quittent les espaces ruraux. Sont-ils encore des « gens d'ici », malgré le fait qu'il n'y vivent plus? Ont-ils un ancrage qui les « légitime » plus que les nouveaux habitants?

Quand on parle de « population locale », il apparaît que l'autochtonie est source d'identité parce que dans le même lieu on trouve une inscription sociale, où s'insèrent les relations, et géographique, des lieux fréquentés. « Être d'ici » constituerait une ressource, un « capital d'autochtonie » : défini comme « l'ensemble des ressources que procure l'appartenance à des réseaux de relations localisés » (Renahy 2010), ce capital symbolique est basé sur l'appartenance

[55] Entre 1999 et 2004, 19.000 jeunes (20-30 ans) ont quitté le Limousin. Entre 2001 et 2006, les 18-29 ans représentent 43% des individus ayant quitté le Massif Central: tous les ans, ce sont environ 4200 jeunes qui partent, en particulier vers l'Île-de-France et les régions limitrophes (Maryse Aguer et al. 2006; Carlot et Vallès 2010)

locale, le fait d'être né ou d'avoir grandi dans un lieu. L'absence d'autres capitaux (culturels, économiques), est compensée par la maîtrise des lieux, des relations, des « règles » du territoire.

Le capital d'autochtonie peut être considéré comme une construction sociale : cela a été explicité par Bozon et Chamboredon (1980), qui décrivent le symbolisme de l'autochtonie par le biais d'une étude menée dans un groupe de chasseurs. L'autochtonie est présentée comme le produit des relations entre ville et campagne : la présence de groupes différents et en concurrence entre eux dans l'espace rural explique la « mise en scène » de l'appartenance rurale autour de valeurs considérées comme autochtones. Dans ce sens, l'autochtonie devient une ressource que le groupe social peut mobiliser face aux usages urbains de la campagne (Renahy 2010). Cela conduit à considérer l'autochtonie et l'appartenance locale non pas comme des données objectives, qui viendraient de l'ancienneté résidentielle ou du fait d'être natif de ce lieu. Elles sont plutôt à considérer comme une construction sociale, un rapport social qui s'est construit dans le temps et qui s'est forgé à travers les pratiques et les discours (Retière 2003).

Aujourd'hui, plusieurs indices montrent la dévaluation du capital d'autochtonie : il n'assure plus une reconnaissance locale, un accès à un emploi ou l'accès à un statut social (Retière 1994; Renahy 2005). De plus, il n'agit comme capital que si toute la communauté le reconnaît comme tel. Cette dévaluation peut être provoquée par des facteurs socio-économiques, par exemple le contexte de désindustrialisation et de crise de l'emploi décrite par Renahy, où la précarité et l'individualisation de l'emploi ont déstabilisé une génération, dotée d'un capital d'autochtonie vidé de sa valeur. L' « être d'ici » est surtout fragilisé par la mobilité qui, dans ses différentes formes, redéfinit la notion de territoire, vu comme un espace aux frontières reconnues par un groupe. Les inscriptions sociales et géographiques ne coïncident plus forcément et les individus construisent un « ici » personnel, avec des frontières élaborées de manière individuelle, selon les lieux fréquentés, les lieux de travail, de résidence, de loisir. L'appartenance n'est plus rattachée à un lieu unique, mais à plusieurs : les territoires peuvent être appropriés de manière multiforme et individualisée, en multipliant les ancrages.

S'il est possible, à la lumière des évolutions de la mobilité et du rapport au territoire, de relativiser la catégorie de la « population locale », il en va de même pour les nouveaux habitants. En effet, en opposition aux « gens d'ici », ils n'auraient pas d'ancrages sur le territoire et la relation au nouveau lieu de vie serait moins forte, en raison de leur mobilité précédente et, peut-être, future. Il ne leur serait pas possible de se reconnaître totalement dans l'identité territoriale, à cause de l'altérité dont ils sont porteurs. Cela suppose de considérer mobilité et ancrage comme des termes antithétiques, alors que l'ancrage, entendu comme attachement à un lieu, n'est plus le contraire de la mobilité, mais peut être son support. Le lieu d'ancrage représente un point de référence au moment de partir vers de nouveaux lieux. Parallèlement, la mobilité n’empêche pas un ancrage, mais peut en constituer l'élément fondateur, qui permet de s'investir dans un lieu, de développer un ou plusieurs ancrages, même de manière provisoire (Rémy 1996). Cette complémentarité peut être

expliquée à travers la métaphore de l'arbre et de la pirogue, introduite dans l'étude de Vanuatu : l'homme, symbolisé par l'arbre, a des racines qui l'ancrent et le stabilisent sur son île. Le groupe social auquel il appartient est en revanche la pirogue, moyen de déplacement, mais également utile pour créer des réseaux avec d'autres espaces et groupes sociaux. La pirogue est une « valeur sociale », un « territoire errant » qui tisse des liens entre les groupes. Enracinement et mobilité sont donc deux facettes de la même médaille (Bonnemaison 1986).

Ces différentes réflexions nous conduisent à considérer les catégories « anciens » et « nouveaux habitants » comme fonctionnelles pour aborder les migrations et les modalités de relations aux lieux, mais elles ne représentent qu'une des possibles lectures de l'espace rural.

Conclusion

Pendant une grande partie du XX^{e} siècle, les campagnes ne se sont pas seulement vidées : elles ont également accueilli des migrants en provenance de pays voisins, essentiellement employés dans l'agriculture. Considérés longtemps comme de « bons migrants », pour leur rôle économique et pour les modalités de leur intégration, ils ont aussi subi la xénophobie et leur ancrage a été relativement faible (Hubscher 2005). Rappeler ces migrations permet de souligner que les campagnes avaient déjà connu un brassage de population et un contact avec l'altérité, avant les migrations contemporaines.

Dans les dernières décennies du XX^{e} siècle, c'est à une autre population que nous pensons quand il est question de nouvelles populations rurales : une population urbaine, appartenant à la classe moyenne, qui choisit son lieu de vie selon des aspirations résidentielles. Les nombreux travaux qui ont tenté de cerner le profil des nouveaux habitants montrent la diversité interne de cette catégorie. D'un point de vue quantitatif, les recensements indiquent que parmi ces migrants, les couples jeunes prédominent, souvent avec enfants ; ce sont des actifs appartenant aux catégories des employés ou des professions intermédiaires. Ils s'installent dans des territoires ruraux depuis lesquels la ville est encore accessible. C'est donc une population jeune et active, et non pas une majorité de retraités qui s'installent dans les espaces ruraux, même si cette dernière catégorie peut être majoritaire dans certains territoires. D'un point de vue qualitatif, la littérature a souligné l'hétérogénéité des nouveaux habitants, tant pour l'âge que pour les parcours migratoires et leurs motivations. Cela nous a permis de proposer trois catégories qui essaient de prendre en compte cette diversité, à partir de la relation des migrants au territoire d'accueil et des motivations qui guident leur migration ; cela nous semble important pour comprendre les représentations et les attentes de tout un chacun vis-à-vis du territoire, ce qui a une influence sur leur manière de s'insérer dans un espace social et géographique. Nous avons ainsi identifié des migrants pour lesquels

l'installation dans un territoire rural est le fruit d'un choix délibéré. Il peut représenter un lieu où concrétiser des projets, ou un lieu qui répond aux aspirations en termes de cadre et de qualité de vie. En particulier, nous avons fait référence à l'idylle rurale, comme idéal qui, de manière différente selon les contextes nationaux, peut résumer les images collectives positives dont le rural est chargé.

Pour d'autres migrants, le parcours migratoire peut être guidé par des facteurs plus économiques, en particulier l'emploi ou les économies que les espaces ruraux pourraient permettre. Pourtant, cela peut se révéler un piège : la rareté de l'emploi, la contrainte à la mobilité, l'éloignement des services peuvent conduire à des situations d'isolement et de pauvreté. Ces problématiques se rencontrent également auprès des migrants étrangers aux motivations essentiellement économiques, dont le rôle est structurant pour le secteur agricole, notamment en Espagne et en Italie. À cela s'ajoutent des problématiques liées aux migrations internationales, notamment en termes d'insertion sociale et de conditions de vie. Pour ces migrants, nous avons évoqué l'idée d'une campagne subie : d'une part, il s'agit d'un choix par défaut, dans une logique de fuite. De l'autre, ils subissent parfois un milieu qui ne correspond pas à leurs attentes et duquel ils n'arrivent pas à s'affranchir. Pour ces migrants peu connus dans la géographie rurale, la marginalisation spatiale fait écho à celle sociale. Une situation différente est celle qui concerne les migrants pour qui la campagne est en quelque sorte « héritée », et pour qui l'installation s'inscrit dans une histoire familiale en tant qu' « espace de référence » (Gotman 1999). Les liens relationnels et les liens au territoire sont déjà présents et ces migrants sont souvent dans une position d'entre-deux entre la population locale, à laquelle sont associés l'ancrage et l'appartenance à un lieu, et les nouveaux habitants, plutôt associés à la mobilité. La position intermédiaire des migrants de retour brouille les frontières entre anciens et nouveaux habitants, faisant apparaître la fluidité croissante de ces catégories. En effet, une catégorisation basée sur le fait d' « être d'ici » et de « venir d'ailleurs » perd en cohérence.

Nouveaux et anciens habitants sont souvent représentés de manière opposée, cependant, des alliances et des « lieux communs » (Bernardie-Tahir 2007) se développent à travers la pratique des lieux ou face à des enjeux communs. Par ailleurs, dans certains territoires où l'immigration est ancienne cette dichotomie s'estompe aussi parce que le nombre de migrants est parfois supérieur à celui des personnes ayant toujours vécu ici. L'opposition gens d'ici/gens d'ailleurs renvoie souvent à une opposition entre ancrage et mobilité. Toutefois, le contexte contemporain de mobilité et le processus de redéfinition des territoires invitent à questionner ces deux termes, afin de considérer non seulement les facteurs d'opposition, mais aussi les complémentarités. Cette question sera donc l'objet du chapitre suivant.

Chapitre 3 :
Migrations, mobilités et politiques d'accueil pour favoriser les installations dans les territoires ruraux

Introduction

Les migrations de la ville vers les espaces ruraux s'insèrent dans un contexte économique et social : elles peuvent être expliquées par les changements des espaces ruraux, mais d'autres facteurs interviennent, comme les évolutions des modes de vie et les pratiques spatiales. Dans ce chapitre, le regard est porté sur la mobilité, facteur principal qui explique et permet ces migrations. Dans les dernières décennies, la mobilité spatiale s'est imposée comme objet central des disciplines sociales, en particulier de la géographie et de la sociologie. La possibilité de se déplacer plus rapidement et facilement a chamboulé les objets traditionnels de ces disciplines : les groupes sociaux, les territoires et les distances sont remis en question. Une organisation basée sur des flux et des réseaux invite à redéfinir les concepts : pour cela, Urry (2005) suggère d'adopter un nouveau paradigme sociologique, où l'objet principal de la discipline ne serait plus la société, mais les mobilités des personnes, des biens, des informations. Une organisation basée sur des objets « liquides » comme flux et réseaux, et non plus sur des objets « solides » comme territoires et groupes, demanderait donc une révision des concepts pour la décrire (Bauman 2002). En effet, la mobilité détermine une nouvelle forme d'organisation de la vie quotidienne : la résidence, l'emploi, les relations, les loisirs peuvent être associés à des lieux différents. Socialement valorisée (même si cette valorisation peut être sélective), la mobilité semble élargir le champ des possibles en termes d'agencement des lieux de vie, en combinaison avec d'autres facteurs, notamment les communications. La mobilité semble permettre de s'affranchir de la dimension spatiale. Pour prendre l'exemple de la relation rural/urbain, ces deux notions renvoient à deux espaces qui impliquaient deux modes de vie distincts. Mais les déplacements, la circulation des personnes, objets, informations font que les pratiques urbaines peuvent être transposées dans le rural. Ainsi, la mobilité ne permet pas seulement de se déplacer plus, mais a une influence dans la manière que les sociétés ont de se spatialiser et de s'inscrire dans un lieu (Urry 2005; Kaufmann 2005). Cela n'est pas sans conséquence pour des structures territoriales « classiques », avec des frontières, des identités spatiales reconnues et appropriées par un groupe : comment se construit le rapport aux territoires ruraux dans un contexte de mobilité ? Il s'agit de voir comment la relation des habitants aux lieux a une influence sur la cohabitation

d'individus et groupes qui partagent le même espace physique, mais pas les mêmes représentations ou pratiques de cet espace. Dans les territoires ruraux, les pouvoirs publics ont essayé de saisir cette problématique par le biais des politiques d'accueil : si le premier objectif de ces actions est de favoriser l'installation de nouveaux habitants, il s'agit aussi de les accompagner une fois sur place pour qu'ils s'approprient le territoire et qu'ils y soient reconnus.

Le chapitre aborde, dans une première partie, la question de la mobilité. Il est malaisé d'en parler en termes généraux, les problématiques ouvertes par les types de mobilité étant hétérogènes. Parmi les nombreuses typologies de mobilités pouvant être identifiées, il est intéressant de voir les migrations vers les zones rurales à travers deux formes de mobilité, la migration et les déplacements réguliers. Il sera ensuite question de comprendre l'influence de la mobilité sur le rapport au territoire. La deuxième partie est dédiée aux politiques d'accueil, afin d'évaluer quels sont les apports de ces actions, mais aussi les points qui ne font pas l'unanimité. La France est le pays européen qui a le plus développé ces politiques, toutefois en Espagne divers dispositifs relativement comparables ont été mis en place.

3.1. Les migrations de la ville vers la campagne : la mobilité et la mise en question des territoires

Les flux de la ville à la campagne conduisent à considérer la problématique de la mobilité au moins à deux niveaux : le premier est celui de la mobilité migratoire, du déplacement qui conduit à s'installer, de manière plus ou moins définitive, dans un nouveau lieu de résidence. Est-il possible de mobiliser les concepts des migrations internationales pour parler des migrations de la ville vers la campagne ? Ces deux types de migrations semblent éloignés, pourtant des points communs émergent et laissent entrevoir une géographie des migrations avec une « boîte à outils » unique, que l'on parle de migrations internationales, internes ou rurales. Le deuxième niveau est celui des mobilités quotidiennes, des déplacements qui sont souvent indispensables en zone rurale ; sur ce point en particulier, les mobilités peuvent devenir une source d'inégalité sociale, non pas entre « ceux qui bougent » et « ceux qui ne bougent pas », mais entre ceux qui maîtrisent ou pas leur mobilité.

Les mobilités semblent brouiller la relation entre les lieux et les individus, jusqu'à interroger sur la pertinence de parler encore de « territoires » quand ces derniers semblent s'effacer devant une « société à individus mobiles » (Stock 2005). En réalité, les territoires ne semblent pas disparaître, mais plutôt être des constructions individuelles et choisies. Dans les zones rurales, cela

pose la question de la cohabitation entre personnes qui partagent un espace physique, sans en partager les représentations, les valeurs ou les frontières.

3.1.1. Migrations rurales et migrations internationales : une distinction pertinente?

Depuis les années 1990, les migrations internationales sont au centre des débats politiques, en plus d'être objet de recherche dans de nombreuses disciplines. Cela s'explique par les enjeux politiques et culturels qu'elles soulèvent, ainsi que par les horizons qu'elles ouvrent socialement et spatialement. Dans une thèse qui a pour objet les migrations vers le rural dans deux pays européens (cf. chapitre 4), les mobilités internationales peuvent sembler hors de propos. En effet, le contexte et les acteurs paraissent assez différents : les migrations internationales ont été longtemps associées à des raisons économiques, à des migrants qui se déplacent en suivant des dynamiques dominées par le marché du travail, où le choix personnel passe à l'arrière-plan face à des effets de *push-pull*. Les migrations vers les zones rurales semblent loin de ce schéma, tant pour la destination que pour les acteurs et leurs motivations et les études de ces deux formes migratoires sont souvent dissociées.

Si les premières théories sur les migrations ont été élaborées en analysant les flux des campagnes vers les villes (Ravenstein 1885; Stouffer 1960), par la suite les études ont plutôt séparé les mobilités internes et les mobilités internationales. Pourtant, aujourd'hui de nombreuses situations montrent l'hybridation des catégories, obligeant à créer des passerelles entre les typologies migratoires. Par exemple, dans quelle catégorie faut-il insérer un migrant marocain résidant dans une commune rurale espagnole ? Nous pouvons le voir comme un migrant économique, venu en Espagne à la recherche d'un emploi. Il est peut être dans la catégorie des migrants illégaux, inséré dans des réseaux transnationaux et soumis à des dispositifs juridictionnels restrictifs. Il est en même temps un nouvel habitant d'une commune rurale, avec des problématiques d'insertion, de mobilité et d'emploi propres à cet espace. De la même manière, comment considérer les installations des Britanniques en France ? D'une part, nous pouvons en parler en termes de migrations internationales entre pays développés, ou présenter France et Royaume-Uni comme un couple migratoire. D'autre part, elles peuvent être abordées comme de nouvelles installations rurales, ouvrant aux problématiques de l'accueil, des services et de l'insertion. Ainsi, les catégories classiques de la migration sont remises en cause par des formes de mobilité qui évoluent et qui s'hybrident et s'articulent entre elles. De nombreux concepts et phénomènes créent des liens entre migrations internationales et migrations rurales. En effet, elles peuvent ouvrir à des questionnements similaires au sein des sociétés d'installation, par exemple pour ce qui concerne l'insertion économique et sociale des migrants ; par ailleurs, les deux formes de migrations créent des espaces complexes, dans lesquels les parcours et les profils se diversifient.

Les points d'analogie concernent d'abord les acteurs. La diversification des profils des migrants a été soulignée pour les migrations rurales, mais les études sur les migrations internationales montrent également l'émergence de nouveaux acteurs. Si la figure de l'immigré pauvre et peu qualifié persiste, la migration est aussi une question de femmes (Kofman 2003; Alcala 2006; Vianello 2008), d'étudiants qui peuvent contribuer par l'émigration au développement des pays d'origine (Stark, et *al.* 1997; et *al.* 2008) ou de migrants qualifiés qui alimentent des flux Nord-Nord. Comme pour les migrations rurales, les catégories sont hybridées et obligent à prendre en compte des facteurs de plus en plus nombreux. Cette diversification et la difficulté d'identifier des typologies de migrants a également conduit à la réhabilitation du rôle des individus. Les migrations vers les espaces ruraux ont toujours mis en évidence la centralité de l'individu, d'une part parce qu'il s'agit d'un phénomène fragmenté, fait de parcours individuels et familiaux qui semblent chaque fois uniques ; d'autre part, parce que les facteurs économiques passent souvent au deuxième plan face à des facteurs irrationnels ou plus personnels comme la recherche d'une qualité de vie, les attaches familiales ou les aspirations personnelles. Ces éléments sont de plus en plus pris en compte dans l'étude des migrations internationales, où les ressources et les choix personnels, les affects, la volonté de réalisation sont reconnus pour leur rôle déterminant dans les parcours migratoires (Condon et Byron 2008; Simon 2008; Wihtol de Wenden 2009; Kraler et *al*. 2011).

De même, parmi les facteurs immatériels capables de faire se déplacer les personnes, l'imaginaire migratoire a une place particulière : l'espoir de meilleures conditions de vie et de travail, d'une réalisation personnelle, d'une reconnaissance sociale composent une représentation de l'ailleurs qui a un effet incitatif dans le choix de migrer (Fouquet 2007). Il s'agit de représentations de l'ailleurs véhiculées par les médias ou par les récits des proches déjà installés. Réel et imaginaire y sont parfois difficiles à distinguer. Dans les migrations rurales, il est possible de retrouver la même importance des représentations, malgré une différence dans les contenus. La dynamique d'idéalisation se retrouve aussi dans la construction d'un *rural idyll* ou dans les aspirations des migrants poursuivant une réalisation personnelle, identifiée dans l'espace de destination.

Des passerelles peuvent exister également au niveau de l'espace et des parcours migratoires : les deux pôles de l'espace migratoire, lieu d'origine et lieu d'accueil, partagent leur place avec une multiplicité de lieux intermédiaires (pays de transit, étapes du voyage, frontières) et de lieux qui participent à un maillage spatial dynamique dans lequel les migrants évoluent : ils peuvent se déplacer en suivant des emplois, des relations, et construisent ainsi un « territoire circulatoire ». Ce concept développé par Tarrius (1992; 2010) indique un espace socialisé par les pratiques de mobilité, et remet en cause une logique binaire ici/ailleurs en faveur de pratiques migratoires nomades. Les parcours migratoires ne répondent pas à une logique linéaire, de nouvelles

spatialités s'imposent. Simon (2008) a introduit la notion de champ migratoire[56], un outil d'analyse qui englobe la diversité des espaces concernés par la migration et qui est défini comme « espace sous tension », par sa force de représentation, sa charge symbolique capable de motiver les migrants. À une échelle différente, on retrouve la même complexification spatiale dans les migrations rurales : les parcours sont décomposés en plusieurs étapes ou des allers-retours entre ville et campagne enrichissent et segmentent les migrations (Moss 2006; Guimond 2012).

Le champ migratoire est alimenté par une circulation migratoire continue, faite de retours au lieu d'origine, de déplacements une fois sur place, de visites à d'autres migrants, sans compter les flux immatériels d'informations ou d'argent. Le champ migratoire se constelle de nombreux points qui construisent un modèle spatial sous la forme de réseaux. Ces réseaux permettent des connexions spatiales et sociales où, malgré l'enchevêtrement des parcours, la circulation est structurée et polarisée. Dans les migrations internationales, ces pôles sont identifiables dans les métropoles du Nord et du Sud, ainsi que dans la multiplicité des lieux d'origine des migrants. Peut-on identifier des réseaux dans les migrations vers le rural? Elles n'opèrent pas une « mise en réseau du monde » (Simon 2008) comme les migrations internationales, car leur étendue spatiale est plus limitée, et il est aussi difficile d'appliquer les notions de diaspora ou réseaux diasporiques, car cela supposerait un groupe qui se reconnaisse dans une identité et qui entretienne des liens à distance et à travers le temps (Berthomière et Chivallon 2006). Des réseaux sont cependant identifiables : pour reprendre l'exemple des ressortissants britanniques en France, les logiques affectives peuvent être au cœur des réseaux transnationaux. Ils peuvent s'appuyer sur les nombreuses lignes aériennes *low cost* actives entre le Royaume-Uni et le Sud-Ouest de la France, dans des régions où la présence britannique est plus significative. L'origine des flux s'appuie d'abord sur le tourisme, mais également sur les réseaux de relations, familiales ou professionnelles : dans une enquête sur les raisons des voyages, pour environ un tiers des motivations, une visite à la famille ou à des amis est évoquée, ce qui donne ainsi un aperçu de la portée, également économique, de ces réseaux (Faucon 2008 [57]). Il est aussi possible d'évoquer des réseaux liés au marché du travail, comme les migrants d'Amérique du Sud employés en Espagne afin de travailler dans l'agriculture : ces travailleurs se déplacent au fil des saisons et des contrats dans le pays, en France ou encore en Italie. Ils tissent ainsi un réseau transnational, dont les pôles sont déterminés essentiellement par le travail, à travers une circulation migratoire marquée par la précarité (Mésini 2013).

[56] Simon définit le *champ migratoire* comme « l'ensemble de l'espace transnational unissant, quelle que soit la distance, lieux d'origine, de transit et d'installation, c'est-à-dire l'espace parcouru et structuré par des flux stables et réguliers des migrations et par l'ensemble des flux (matériels, idéels) induits par la circulation des hommes » (Simon 2008). Plus complexe que la notion d'*espace migratoire*, elle se pose de manière complémentaire à celle de *territoire circulatoire*.

[57] L'article de Faucon (2008) cite des enquêtes réalisées dans les aéroports de Grenoble (en 2002), Limoges (en 2003) et Montpellier (en 2006) : respectivement 32 %, 39 % et 26 % des voyages au départ du Royaume-Uni vers ces destinations étaient motivés par une visite familiale ou amicale.

Migrations internationales et rurales amènent enfin à des questionnements proches également en termes d'ancrage et de liens aux lieux. Que signifie être chez soi dans un territoire différent de celui de sa naissance ? Comment se construit l'appartenance dans un contexte de mobilité ? Ces questionnements sont communs à tous les types de migrations, car ils interrogent sur la relation entre identité et territoire d'un point de vue des migrants (Serfaty-Garzon et Montandon 2006; Guérin-Pace et Filippova 2008), et d'un point de vue de la société d'accueil, car le migrant remet en cause les certitudes des autochtones, le rapprochant de l'altérité. Pour ces raisons, migrations internationales, résidentielles ou rurales peuvent être traitées comme des facettes d'un même phénomène, pour avoir ainsi une approche plus complexe de la mobilité migratoire.

3.1.2. Une approche par les mobilités quotidiennes

Les migrations vers les espaces ruraux conduisent à appréhender la question de la mobilité à travers la problématique des déplacements réguliers et de courte distance, qui peuvent être nécessaires pour l'emploi, les services, les relations. Leur importance dans la société a conduit à indiquer la mobilité, au même titre que l'accès à l'emploi ou au logement, comme un des éléments nécessaires à l'insertion locale : il faut « bouger pour s'en sortir » (Le Breton 2005). Elle devient ainsi un enjeu d'intégration pour les populations précaires, au point d'évoquer l'institution d'un « droit différentiel à la mobilité » (ibid., 234), censé garantir un accès aux transports pour les populations plus fragiles et dispersées. « Pouvoir bouger » permettrait une insertion professionnelle, une amélioration de la vie sociale, un affranchissement des contraintes quotidiennes. Tous auraient les mêmes possibilités, affranchis de barrières spatiales autrefois insurmontables : en ce sens, la mobilité serait le gage d'une société plus égalitaire. Cette thèse, selon laquelle une société plus mobile serait une société plus égale, est mise en question, en particulier à travers la notion de capital spatial, qui indique l' « ensemble des ressources, accumulées par un acteur, lui permettant de tirer avantage, en fonction de sa stratégie, de l'usage de la dimension spatiale de la société » (Lévy et Lussault 2003). Selon Cailly (2007) le capital spatial désigne « l'ensemble des ressources spatiales matérielles (habitat, mobilités), immatérielles (télécommunications) et idéelles (le stock de compétences, d'appétences et d'imaginaires spatiaux) que doit *nécessairement* mobiliser l'individu dans sa vie quotidienne pour poursuivre ses actes, développer des stratégies et accéder à d'autres biens sociaux (capital économique, culturel ou social) ». C'est une notion proche de celle de « motilité », définie comme « la manière dont un individu ou un groupe fait sien le champ du possible en matière de mobilité et en fait usage » (Kaufmann 2001). Le capital spatial met l'accent sur la mobilité comme un potentiel, une ressource, et il est possible de le mettre en relation avec les capitaux sociaux ou économiques ; alors que la « motilité » semble se focaliser sur la capacité, l'aptitude de chacun à bouger. Les deux concepts invitent à voir la mobilité comme une ressource à laquelle tous n'ont pas accès, et donc génératrice d'inégalités. Pour être mobile, qu'il s'agisse de

migrer dans un pays étranger, conduire une voiture ou utiliser le métro, des compétences, des capacités économiques et cognitives sont nécessaires. Elles permettent de bénéficier des opportunités que la mobilité offre, mais également d'en maîtriser les effets négatifs. En effet, être mobile ne signifie pas seulement bouger, se déplacer beaucoup, mais pouvoir le faire, si cela est nécessaire et voulu. Les différences de capital spatial peuvent créer des clivages importants entre les habitants des territoires éloignés de la ville. Les études sur les ménages périurbains « captifs » ont mis en évidence les contradictions entre le fait d'être effectivement mobile, tout en ayant un capital de mobilité limité. En effet, il s'agit d'une mobilité contrainte, non valorisante et qui souvent fragilise les finances familiales (Rougé 2005, 214-231). Le cas inverse est également possible : les pendulaires acceptent de longs trajets entre domicile et travail, en utilisant parfois des moyens de transports différents, afin de garder l'ancrage dans leur lieu de vie. Un capital de mobilité plus important est alors mis au service d'un attachement au lieu (Kaufmann 2008; Vincent-Geslin 2012). En ce sens, les inégalités ne naissent donc pas de l'accès aux moyens de transports, mais des ressources économiques et des stratégies adoptées (Kaufmann 2005)[58].

Les inégalités vis-à-vis de la mobilité, entre « ceux qui bougent » et « ceux qui ne bougent pas » ou qui subissent la mobilité sont considérées comme un facteur important de stratification sociale. La littérature semble s'interroger plus sur la migration en elle-même, le déplacement de la ville à la campagne, que sur la mobilité une fois sur place : en général, la mobilité semble acquise et maîtrisée. Dans la littérature sur les migrations d'agrément (Moss 2006; Martin et *al*. 2012) le capital spatial est mis au service des stratégies résidentielles et la mobilité est intériorisée. Toutefois, le fait d'avoir migré n'est pas forcément synonyme de capital spatial. Pour une partie des personnes, la maîtrise de la mobilité et de la distance se révèle compliquée. Dans des territoires définis comme « dépendants » de la voiture où la vie quotidienne est « captive » de l'automobile cela ne semble pas évident : selon le rapport « Les nouvelles mobilités dans les territoires périurbains et ruraux », en 2008 18 % des personnes vivant en zone rurale ou faiblement urbanisée sont « reléguées à domicile », sans pouvoir le quitter. Ce pourcentage descend à 12 % dans les grandes agglomérations (Paul-Dubois-Taine 2012). Si pour une partie de ces personnes il peut être difficile de parler de relégation, comme par exemple certains retraités ou certaines personnes qui travaillent à leur domicile, cette difficulté existe et amplifie les déséquilibres sociaux.

Les formes de mobilités évoquées ont aussi une influence sur la manière de se rapporter aux lieux et aux territoires : l'inscription dans un territoire est de moins en moins univoque, et un décalage est évident entre l'insertion dans un territoire et les pratiques sociales et spatiales des individus qui y vivent.

[58] Selon Kaufmann, la motilité dépend de trois facteurs : l'accessibilité, les compétences et l'appropriation. Bonerandi (2007) invite à prendre également en considération des facteurs structurels liés à chaque territoire. Une faible mobilité peut aussi être l'expression de facteurs culturels propres aux espaces, comme la volonté d'y rester et de développer des projets sur place, et pas seulement du manque de moyens ou de la peur de l'extérieur. La mobilité n'est alors pas une valeur qui s'applique partout de la même manière et les caractéristiques sociales et historiques d'un territoire sont utiles pour comprendre la motilité des populations.

3.1.3. Entre affaiblissement des ancrages et besoin de « se sentir de quelque part », de nouvelles manières de « faire territoire »

Les mobilités migratoires tout comme les déplacements quotidiens questionnent l'ancrage et le rapport au territoire, en particulier dans des espaces ruraux où, parfois de manière idéalisée, lieux et liens coïncidaient. Pourtant, l'idée de « territoire » semble résister et se recomposer à travers les mobilités.

La notion de territoire est relativement récente en géographie et compte de nombreuses tentatives de définition. Appliqué à des échelles géographiques différentes, ce mot décrit des ordres de réalités très différents, non seulement entre les diverses disciplines mais également en géographie (Vanier 2009). La « surabondance spatiale » (Augé 2002) produite par les évolutions techniques et les formes de communication interfère avec la pertinence des territoires « traditionnels », comme l'État ou la commune, et brouille aussi la relation que les individus entretiennent avec les territoires, qu'ils soient nouveaux ou traditionnels. Deux éléments apparaissent comme constitutifs du territoire, l'espace social et l'espace vécu (Di Méo 1998). Là où le premier fait référence à l'identification d'un espace structuré par des rapports sociaux et spatiaux, ainsi qu'à une dimension de pouvoir, le deuxième est plus subjectif, se référant au rapport d'un individu socialisé avec l'espace dans lequel il évolue. Pour Di Méo, le territoire est donc une fusion entre les dimensions sociale et spatiale : il implique un système de relations, une identité, un vivre ensemble qui se construisent dans un espace et, en même temps, un espace qui se construit grâce à ces rapports et interactions. Ce concept semble mis à mal par des modes d'habiter et des pratiques de mobilité qui lézardent une identité spatiale et sociale construite autour d'une entité unique. Comment parler de frontières, de délimitation spatiale, d'identité construite dans la durée face aux pratiques de circulation, aux migrations, aux relations organisées en réseau ? De nombreux facteurs affaiblissent le modèle territorial. Cailly (2009) en identifie trois principaux : la multiplication des identités spatiales, qui deviennent complexes et fragmentées, organisées « en grappe » de lieux. Ensuite, une accélération et une diversification du temps du quotidien, qui conduisent certains à avoir une relation plus légère à l'espace et qui créent une organisation spatiale en réseau. Enfin, l'absence de limites territoriales nettes, qui permettent de distinguer « notre » territoire de celui des autres, laissant plus de liberté à l'individu. Pour ces raisons, l'auteur propose le terme « spatialité » plutôt que territoire et territorialité : cela permet de définir la relation singulière qu'entretiennent les individus à l'espace, et également d'inclure des configurations spatiales différentes comme les lieux ou les réseaux. Territoire resterait un terme fonctionnel dans sa définition restrictive, celle d'un espace approprié, doté de limites, construit dans la durée, source d'identité. Finalement, le terme est encore autant utilisé qu'il est objet de diatribes, et le territoire « reste dans des nombreux cas une portion d'espace clairement identifiée, ressource et produit à la fois d'un processus d'identification et parfois d'appropriation plus ou moins exclusive » (Debarbieux 2009).

Les modalités à travers lesquelles la mobilité interfère avec une identité territoriale et les ancrages à un territoire interrogent de nombreux géographes. Stock (2006) invite à abandonner le « point de vue de la sédentarité », dans lequel les pratiques sont associées à un seul lieu, pour adopter le « point de vue de la mobilité », dans lequel elles sont associées à des lieux différents. Ce changement de perspective signifie reconnaître la mobilité comme fait social majeur, mais aussi la modification de la qualité des espaces. La mobilité et la circulation des personnes affectent le lien entre lieu et individu et font perdre du sens aux structures spatiales considérées comme stables et insérées dans la durée. Adopter le point de vue de la mobilité implique également de voir l'enracinement de manière différente, en considérant entre autres que les lieux les plus proches ne sont plus les plus familiers. D'un autre côté, émerge aussi la nécessité de dépasser l'opposition mobilité-territoire, et d'envisager des formes d'hybridation entre les deux : les identités territoriales et les liens sociaux se construisent même dans la mobilité, dans des formes qui restent encore à explorer.

Quelles sont les conséquences pour les territoires ruraux d'une « société à individus mobiles » (Stock 2005) ? Si la mobilité change le rapport aux territoires et met en cause une relation univoque entre un groupe et une portion d'espace, laissant plus d'autonomie à l'individu, cela implique que les lieux peuvent être comparés, choisis, quittés. Ils sont en quelque sorte interchangeables entre eux, selon les cycles de vie, les opportunités, les projets. Cela pourrait ne pas rassurer sur le sort des territoires ruraux qui, malgré un renouveau, restent fragiles. En effet le renouveau démographique et économique les concerne de manière inégale. Ainsi, l'arrivée de nouvelles populations semble être un facteur de stabilisation et de développement permettant le maintien des services, une vitalité sociale et économique. De ce point de vue, l'enjeu pour les territoires est d'attirer et surtout de faire rester ces nouveaux habitants : les ancrer engendrerait une spirale positive et assurerait une continuité sociale et économique au territoire. Pourtant, cela semble mal se concilier avec un rapport aux lieux qui prend des configurations multiples : les lieux d'ancrage coexistent, s'accumulent, et les pratiques de l'habiter composent un territoire personnel. Selon Stock (2006) cette hétérogénéité des identités et pratiques spatiales construit des « hommes géographiquement pluriels ». Ce qui n'est pas sans conséquence pour les lieux : d'une part le lien identitaire avec le lieu de résidence semble s'affaiblir, car il partage sa place avec d'autres lieux qui, même si on n'y réside pas, peuvent être investis d'un lien identitaire fort. D'autre part, les lieux deviennent des « lieux de projet » : l'ancrage ne s'inscrit pas dans la durée, mais va durer le temps d'un projet ou d'un moment de la vie. Cela fait écho à l'hypothèse de Bauman sur les communautés qui deviennent temporaires, durant le temps d'un projet, et qu'il appelle « communautés patères » : des communautés qui « permettent de suspendre ses problèmes personnels dans un même vestiaire, comme au théâtre. (…) Les communautés-patères se forment le temps d'un spectacle et se dissolvent sitôt que les spectateurs ont récupéré leur manteau au vestiaire » (Bauman 2010, 46).

Peut-on voir les territoires comme des « patères » où « accrocher son manteau » pendant un temps limité ? En réalité, si jusqu'ici l'accent a été mis sur l'éclatement des territoires, il faut rappeler que, malgré les changements des pratiques spatiales et des modes d'habiter, parler de territoire peut encore avoir une utilité. Non seulement d'un point de vue de la praticité de la notion, mais également parce que, « malgré la mobilité des hommes et la globalisation des enjeux socio-économiques, il faut encore "être et se sentir de quelque part" pour agir et être reconnu » (Tizon 1996, 23). La mobilité a changé notre relation aux lieux, et si elle ne nous a pas rendus nomades, « nous avons incontestablement cessé d'être sédentaires. Mais nous avons toujours des lieux, des "chez nous", des territoires, des tombes » (Viard 2011, 62).

Les ancrages ne disparaissent pas, mais apparaissent de plus en plus comme le fruit d'un choix : c'est la recherche d'une reconnaissance, d'une identité, d'une volonté d'insertion qui détermine une inscription territoriale. En effet, l'ancrage peut être vu comme un choix rationnel, dicté par des intérêts personnels ou économiques, par exemple pour bénéficier de ressources sociales ou matérielles présentes sur un territoire et pas sur un autre (Bourdin 1996). Le territoire apparaît de cette manière comme quelque chose de souple, un espace vécu de manière toujours plus personnelle, qui s'adapte et évolue au fil des projets, des relations, des cycles de vie. Malgré cela, le territoire garde encore une dimension identitaire. C'est ce qui ressort d'ailleurs de l'enquête « Histoire de vie » de l'INSEE, qui met en évidence le rôle important du territoire dans le processus de construction des identités : les lieux dont nous sommes originaires ou auxquels nous sommes attachés, servent encore à nous définir et sont ainsi porteurs d'identité (Guérin-Pace 2006).

Les territoires peuvent ainsi être vus comme des constructions « individuelles », les groupes ou les individus pouvant avoir des ancrages et des formes d'appartenance différents. Un même lieu peut être un point de convergence de pratiques et de représentations divergentes. Il peut être lieu de résidence permanent, de résidence secondaire, lieu des attaches familiales ou lieu de repli. Comment s'articule la relation aux lieux si chacun peut y attribuer son propre signifié? Cela non seulement ouvre un questionnement sur les appartenances et la place symbolique d'un lieu, mais est également un enjeu de pouvoir et de gestion. C'est ce que met en évidence le travail de Y. (Sencébé 2001) dans un travail réalisé dans la vallée du Diois, où elle a isolé quatre formes d'appartenance, qui correspondent aussi à quatre formes de relations au territoire, situées entre deux pôles : d'un côté, un attachement fort et un rapport de dépendance au lieu, de l'autre, une position de détachement, où le lieu est substituable, le rapport stratégique, l'engagement temporaire et réversible. Entre ces deux pôles, deux autres formes d'appartenance : un ancrage et un engagement local fruit d'un choix personnel, et une position de tension entre un « ici » porteur d'une identité familiale et un « ailleurs » où se situe l'identité sociale. La cohabitation d'individus pour qui les relations au lieu peuvent être si divergentes soulève au moins deux enjeux. Un premier enjeu posé par les appartenances multiples est celui de l'emprise sur l'espace que les groupes ou individus peuvent avoir. Ne vivant pas l'espace de la même manière et n'ayant pas les mêmes compétences spatiales,

se pose la question des inégalités qui naissent d'une maîtrise différente de la mobilité et des ancrages, ainsi que la capacité et la volonté de s'engager, d'être acteur social et politique du lieu de vie (*ibid*., 41). Le deuxième enjeu est celui du vivre ensemble entre des individus qui partagent un espace, mais qui n'ont pas une « culture spatiale partagée » (Lussault 2009, 34), dans le sens où l'espace porte des significations différentes : ses ressources et ses contraintes ne sont pas vécues de la même manière, les pratiques sont divergentes, son histoire et ses limites sont interprétées différemment. Comme le rappelle Sencébé, il sera alors question de la capacité à vivre ensemble dans un espace partagé et de « se "reconnaître " quand le voisin se présente de plus en plus sous les traits de l'étranger » (Sencébé 2011, 40). Sans tomber dans le stéréotype d'une campagne de l'interconnaissance et de sociabilité idéalisée, la problématique qui s'ouvre est celle de la cohabitation dans un espace qui n'a pas la même valeur pour tous. Le territoire et la relation que les habitants entretiennent avec lui apparaissent avoir une place importante dans le déroulement du vivre ensemble : l'absence d'une culture spatiale partagée rend-elle difficile la cohabitation entre individus et groupes sociaux qui vivent leur territoire de manière éclectique ? Ces dynamiques et ces questionnements peuvent être à l'origine de tensions et conflits, mais elles sont aussi au cœur de la construction des territoires ruraux, engendrant aujourd'hui une dynamique sociale et politique.

3.2. Les politiques d'accueil : des outils pour optimiser les mobilités

C'est dans une dialectique entre habitants, territoires, acteurs territoriaux qu'émergent des nouveaux modes de gestion et de vivre ensemble. Par ailleurs, acteurs publics locaux et associations accompagnent souvent ces changements, notamment à travers des dispositifs visant à aider les nouveaux habitants dans leur installation. Il s'agit de politiques d'accueil, développées à diverses échelles territoriales, qui tentent d'établir une médiation entre territoires et migrants. « Politique d'accueil » est l'expression qui réunit les dispositifs et les outils mis en place afin de favoriser l'installation de nouveaux habitants et le développement socio-économique des territoires. Derrière cette définition généraliste, se cachent une multitude d'acteurs et de structures, des échelles géographiques variées, des outils et des problématiques propres à chaque territoire.

La réflexion sur les politiques d'accueil a commencé au cours des années 1990, et dans la décennie suivante de nombreux territoires ont développé des stratégies et des outils en ce sens. Ces politiques naissent comme réponse à un double enjeu. D'une part un problème démographique (vieillissement, baisse de la population) et économique (difficulté à maintenir les services, les activités) de nombreux territoires ruraux ; de l'autre, l'existence d'une demande de vie en milieu rural de la part de citadins. Des dispositifs ont été créés pour essayer à la fois d'améliorer l'attractivité des territoires et favoriser de nouvelles installations, ainsi que gérer les flux migratoires,

notamment à travers l'accompagnement des nouveaux habitants. Ces outils prennent des formes variées : aides financières, mise à disposition d'un logement, séjours pour découvrir les territoires, accompagnement dans le montage des projets. De manière générale, ils s'organisent autour de trois axes : l'analyse et la valorisation des facteurs qui font l'attractivité d'un territoire, afin d'identifier les potentiels économiques, la capacité de services ou de logements. Ensuite, des dispositifs pour promouvoir le territoire et mobiliser les acteurs, afin de les sensibiliser et de faire connaître la politique. Enfin, des mesures d'accompagnement des nouveaux habitants, dans leur projet professionnel tout comme dans leur projet personnel (Pineau et Mayer 2007). Les politiques d'accueil se proposent ainsi de présenter une « offre globale de territoire », qui conjugue les services économiques, l'accessibilité, mais aussi le cadre environnemental et le patrimoine. Cela implique une transversalité des acteurs, qui viennent de secteurs différents et sont appelés à collaborer.

Les politiques d'accueil ont émergé à des échelles territoriales variées : certaines régions, comme le Limousin ou l'Auvergne, en ont fait un axe de leur politique ; ailleurs, ce sont les départements qui portent ce thème (la Nièvre, l'Allier). Il est possible d'évoquer également certains parcs naturels régionaux (PNR des Monts d'Ardèche, PNR du Morvan). Toutefois, le plus souvent c'est à une échelle inférieure que ces politiques sont développées : le site du Collectif Ville Campagne recense les territoires d'accueil en France et il est possible de voir que les structures les plus représentées sont les pays ou les communautés de communes.

Un acteur important dans le cadre de l'accueil est justement le Collectif Ville-Campagne, né en 1997 de la collaboration de dix-sept structures, afin de constituer un espace de réflexion sur l'accueil et le développement local. Constitué en association deux ans plus tard, il a comme objectif d'orienter les personnes souhaitant s'installer à la campagne. Il travaille aussi afin de conseiller et soutenir les territoires qui souhaitent développer une politique d'accueil. Il contribue également à sensibiliser les pouvoirs publics sur les enjeux de la migration ville-campagne. Ces objectifs sont concrétisés par des sessions d'information, des formations ou des événements comme *Projets en campagne* (Foire à l'installation en milieu rural) et l'*Université européenne de l'accueil de nouvelles populations*. Le Collectif a un rôle important dans la constitution d'un réseau à niveau national et européen : il a contribué à alimenter la réflexion sur l'accueil et sur les nouvelles articulations entre ville et campagne, à travers un échange entre techniciens, élus, chercheurs. La constitution de ce réseau, qui aujourd'hui regroupe vingt-deux structures en France, a également permis la professionnalisation des acteurs de l'accueil.

L'accueil mobilise acteurs et échelles différentes ; de plus, dans certains territoires les acteurs se superposent. En Auvergne par exemple, le Conseil Régional a développé une politique d'accueil, mais des initiatives en ce sens sont également portées au niveau départemental, comme dans l'Allier, au niveau des pays, comme dans le Pays de Saint-Flour Haute-Auvergne, ou au niveau d'un parc régional, comme dans le PNR Livradois Forez. D'un côté, cela montre la recherche de l'échelle la mieux adaptée pour porter cette politique ; de l'autre, cela comporte le risque d'une perte de

lisibilité. Il se crée en effet un mille-feuille d'organismes et d'acteurs, qui pose la question de leur coordination. Pourtant, l'implication d'échelles et d'acteurs variés est un des enjeux de cette politique, qui se veut multi-scalaire, afin de conjuguer une proximité dans les territoires et la possibilité d'accéder à des moyens techniques et financiers plus importants.

Chaque territoire essaye de décliner la politique d'accueil selon les besoins et les problématiques qui lui sont propres : les actions peuvent ainsi être variées, non seulement pour attirer un public particulier, mais également pour se démarquer de l'offre d'autres territoires. Ainsi, certains territoires ont des cibles précises, comme l'Allier qui a mis en place des dispositifs qui s'adressent aux professionnels de santé, ou Rhône-Alpes qui a développé un réseau d'aide à la reprise et l'installation agricole. De nombreux outils s'adressent en particulier aux « porteurs de projet », censés contribuer à la vitalité économique : accompagnement personnalisé à la reprise ou création d'activité, aides financières, logements-passerelle. D'autres territoires mettent en place des dispositifs pour des personnes déjà installées, afin de les aider dans leur insertion et favoriser l'interconnaissance avec les populations locales. Ces actions peuvent être organisées localement comme par exemple les réunions d'information sur l'administration française organisées par le Pays d'Ouest Limousin à l'adresse de la population britannique. Elle peuvent aussi exister à une échelle beaucoup plus large, comme le projet Parcs en résidences. Il s'agit d'un projet culturel et artistique porté par les cinq PNR du Massif Central avec l'objectif de sensibiliser les habitants sur la thématique de l'accueil et favoriser les échanges entre locaux et nouveaux venus.

3.2.1. Une politique récente et innovante mais qui ne fait pas l'unanimité

Les politiques d'accueil constituent une approche innovante dans le cadre des politiques de développement local. L'innovation concerne le regard porté au territoire, ainsi que les méthodes utilisées. Toutefois, il s'agit aussi d'une politique relativement récente, à propos de laquelle il est difficile d'avoir un recul suffisant. Quoi qu'il en soit, elle a parfois du mal à s'affirmer notamment auprès des élus et de la population locale.

Les politiques d'accueil sont abordées, par des chercheurs et des professionnels, comme un élément de renouvellement dans le cadre des politiques de développement local (Farinelli 2002; Piveteau et Pineau 2010; Mamdy et Guillot 2011). En effet, il s'agit de politiques qui n'ont pas une logique descendante, mais qui sont impulsées et alimentées par les territoires, ce qui donne cohérence et légitimité à leurs actions. Un deuxième aspect nouveau est identifié dans l'approche globale que ces politiques essayent d'adopter. Elles affichent une transversalité en termes d'échelles, mais aussi une multi-dimensionnalité dans la prise en compte des projets des migrants. Cela est vu comme une manière d'expérimenter de nouvelles formes de gouvernance locale : la réflexion menée

à l'échelle du Massif Central, qui a conduit le Comité de Massif à identifier l'accueil de nouvelles populations comme un de ses trois axes structurants, peut être l'exemple d'une nouvelle forme d'organisation et de mutualisation (Bonniot et *al*. 2012). Si les politiques d'accueil sont encore relativement récentes, il faut souligner l'implication des acteurs à un niveau national, qui a permis de mener une réflexion dans le cadre de rencontres, colloques, groupes de travail où techniciens territoriaux, élus, représentants associatifs, chercheurs présentent les actions menées sur leur territoire, les confrontent avec ce qui est fait ailleurs, échangent des bonnes pratiques.

Par leurs actions, les politiques d'accueil contribuent également à renverser l'image des territoires ruraux : leur existence met en évidence un problème démographique, mais en même temps elles en soulignent l'attractivité et le dynamisme socio-économique. Les territoires ruraux ne sont plus présentés dans une logique de dépendance vis-à-vis de la ville, mais démontrent leur capacité à développer une politique propre, en s'appuyant sur les ressources locales. La construction d'une image positive vise à attirer de nouveaux habitants, mais elle a également un impact sur les populations locales : dans des territoires ruraux où la réussite sociale et économique est associée à l'émigration, montrer que ce même lieu est attractif peut renverser l'image négative et enrayer le pessimisme que manifestent souvent élus et populations locales. L'implication de ces derniers est d'ailleurs toujours indiquée comme un facteur important pour la réussite de ces politiques (Collectif Ville Campagne 2004).

Les politiques d'accueil ont également le mérite de mettre le facteur humain au centre de l'action, à travers la prise en compte du projet global des migrants. Les migrants sont vus comme une richesse et un levier de développement pour les territoires. Par ailleurs, dans un contexte où une partie des mobilités migratoires est soumise à restrictions et où les migrants ne sont pas toujours les bienvenus, la mobilité est encouragée et accompagnée. Même après l'installation, les migrants bénéficient d'un suivi pour les soutenir dans leur insertion. La question de la mobilité souligne une ambiguïté autour des politiques d'accueil. Leur but est l'installation des habitants de manière stable et permanente ; toutefois, en intégrant la mobilité comme un facteur social, elles acceptent le fait que les nouveaux habitants puissent un jour repartir et que les investissements, humains et financiers, n'aient pas abouti à une installation pérenne. À une échelle de proximité, cela peut sembler plus difficile à accepter, et le départ d'un nouvel habitant est défini comme « un échec ». Le terme est d'ailleurs repris dans les sondages, qui attribuent l'« échec » des installations à des difficultés d'adaptation à la vie locale, d'intégration, d'emploi (IPSOS 2003). Pourquoi ne pas envisager que ces départs ne soient pas dus à des problèmes locaux, mais à la volonté d'entreprendre un nouveau projet, à relever d'autres défis ? L'installation peut être vue, par les nouveaux habitants, comme une étape, sans que cela ne les empêche de s'impliquer et s'insérer localement. Ainsi, le contexte de mobilité sur lequel ces politiques se développent, reste présent même après que l'installation se soit concrétisée.

Le consensus autour des politiques d'accueil n'est pas unanime et il est possible de trouver des résistances et des tensions. En effet, la transversalité de la politique d'accueil demande un projet partagé et une coopération entre les acteurs. Pourtant, cet engagement n'est pas systématique, comme relevé dans des sondages[59] et des enquêtes de terrain (Cognard 2010). Plus que d'une opposition à l'accueil, il s'agit plutôt de le voir comme une réponse ponctuelle à un besoin (commerce à reprendre, école à maintenir), et non comme un axe structurant de la politique locale. En effet, développer une politique d'accueil implique d'adopter des dispositifs spécifiques, mais également d'adapter les politiques locales (logement, urbanisme, services, environnement, transports), en les décloisonnant et en faisant évoluer les habitudes de travail (Piveteau et Pineau 2010; Chaigneau et *al*., 2011).

De la part de la population locale il existe également des résistances, qui sont attribuées, d'un côté, à ce que Farinelli (2002, 39) définit comme le « mauvais réflexe de l'espace rural » : une tendance au repli, à la résignation qui aboutit à une fermeture au changement et à l'altérité. D'un autre côté, les réserves de la population locale sont attribuées au fait que des ressources et des subventions publiques sont mobilisées en faveur de personnes extérieures (Mamdy et Guillot 2011). Pour cela, les acteurs des politiques d'accueil ont toujours souligné la nécessité de sensibiliser les habitants et les élus, pour montrer les bénéfices pour les territoires. La DATAR et le Collectif Ville Campagne ont d'ailleurs édité une brochure (figure 10) qui s'adresse en particulier à ce public, afin d'expliquer que la politique d'accueil est « une opportunité pour le développement local des territoires du Massif Central ». Le but semble être aussi de rassurer, en démontant les clichés sur les nouveaux habitants, et de souligner que les politiques d'accueil « sont également et majoritairement ouvertes aux habitants en particulier s'ils portent un projet »[60], ceci spécifiquement dans des contextes où les nouveaux habitants peuvent être majoritaires et la population locale se sentir « dépossédée » de son territoire.

[59]Voir à ce propos les résultats du sondage IPSOS Marketing de juin 2003 : « L'installation durable des citadins à la campagne » (Gramond 2003), ainsi que l'enquête Mairie-Conseil 2004 sur « Les nouveaux habitants des territoires ruraux » (Cognard 2005).

[60]Il s'agit de la brochure « L'Accueil de nouveaux habitants, une opportunité pour le développement local des territoires du Massif Central », consultable à l'adresse: http://www.reseaurural.fr/files/brochure_accueil_nouveaux_habitants_massif_central.pdf (consulté le 23 septembre 2013).



Figure 10: Extrait de la brochure "L'accueil de nouveaux habitants, une opportunité pour le développement local dans les territoires du Massif Central".

Le document s'adresse aux élus et aux habitants des espaces ruraux, avec l'objectif de les « rassurer » sur les migrations et les actions des politiques d'accueil.

Un deuxième point où il est difficile de trouver un consensus est la cible des politiques d'accueil : de nouveaux habitants sont plus convoités que d'autres. Par exemple, certaines communes préfèrent accueillir des familles nombreuses, la présence d'enfants garantissant le maintien de l'école. Un autre public privilégié est celui des « porteurs de projets », cible que certains territoires affichent clairement, avec des subventions et dispositifs d'accompagnement qui s'adressent à des créateurs ou repreneurs d'activité. Cela permet de privilégier la présence d'actifs, en sachant que le profil socio-démographique des entrepreneurs ruraux identifié par Saleille (2007, 106) à travers la littérature sur le sujet est « la quarantaine, en couple, anciens cadres salariés en ville, de formation initiale supérieure ». Leur présence est difficile à estimer, et les sources divergent parfois : selon Cognard, qui fait référence à l'enquête réalisée par Mairie Conseil (2010, 197), leur part au sein de la population reste limitée ; selon les recherches de Saleille (2007), les nouveaux habitants présentent une proportion significative d'entrepreneurs. Les deux reconnaissent leur importance dans la dynamique économique, à travers la création d'entreprises innovantes et plus ouvertes vers l'extérieur. Ainsi, il est clair que ce public intéresse les territoires d'accueil, étant une promesse de développement économique, mais également un moyen de renforcer l'attractivité des territoires. Les politiques d'accueil peuvent se concentrer sur ce profil en particulier, ce qui peut avoir deux conséquences : la première est de privilégier une approche économique au détriment d'un accueil plus global qui intègre les différentes facettes de l'installation. Pourtant, Saleille (2007, 102) souligne que les entrepreneurs ruraux ont besoin d'un accompagnement spécifique, qui conjugue les projets d'entreprise, de vie et de territoire, comprenant par exemple l'insertion sociale, l'emploi du conjoint, la scolarisation des enfants. Avec des motivations « plus existentielles qu'économiques », ils ont un profil de « *lifestyle entrepreneurs* », concept développé dans les dernières années pour faire

référence aux entrepreneurs pour qui « la première motivation n'est pas le profit, mais un style de vie » (Saleille 2007, 111). Une deuxième conséquence d'une politique axée sur un profil précis est celle de « sélectionner » les candidats à l'installation. Les mises en garde contre cette dérive ont déjà été faites (Farinelli 2002; Cognard 2010; Mamdy et Guillot 2011), en soulignant le risque d'exclusion pour ceux qui ne correspondent pas aux profils des « bonnes » populations : les personnes en difficulté par exemple, sans le capital économique et social pour s'insérer ou créer une activité, ou encore les retraités, qui ne s'insèrent pas, à première vue, dans une logique économique et qui probablement ne resteront que temporairement, avant de se rapprocher de la ville et des services. La démarche de « cibler » un profil de nouveaux habitants donne l'occasion d'établir un nouveau parallèle entre migrations rurales et internationales (cf. §3.1.1.) : en effet, cela peut être mis en relation avec les politiques d'immigration « choisie » (Viprey 2010)que de nombreux pays européens développent. Les deux approches visent à une sélection des migrants les plus « utiles » au contexte socio-économique local.

La construction d'une politique d'accueil prévoit le développement d'une stratégie de communication, pour faire connaître l'offre de territoire et attirer de nouveaux habitants. Ainsi, il est conseillé de « définir les cibles », « définir et rassembler les offres à promouvoir », «définir les messages (simples) à faire passer », « choisir les médias et les vecteurs en fonction des objectifs définis stratégiquement » (Pineau et Mayer 2007). Le vocabulaire évoque l'adoption d'un marketing territorial, qui a pour but de faire connaître, promouvoir, mettre en valeur un territoire. Ce dernier est traité comme un produit commercial et l'objectif est de lui forger une image dynamique et attractive. Ainsi, régions et départements ont mis en place des campagnes de communication qui rivalisent pour attirer de nouveaux habitants. Le territoire est toutefois un produit complexe et le « vendre » peut avoir aussi des effets pervers ou inattendus. Un des premiers risques est celui de proposer une image idéalisée du territoire : pour certaines campagnes de communication, il est difficile à première vue, de distinguer une plaquette de promotion touristique d'une plaquette de politique d'accueil. Cela peut créer des désillusions après l'installation. Un deuxième risque, qui peut être désormais plus maîtrisé, est celui de se faire dépasser par les effets des campagnes de communication. Nous pouvons citer l'exemple rapporté dans la revue *Transrural Initiatives* (Chossegros 2008), sur la campagne de promotion du Lot et Garonne en 2003. Le slogan « Vous avez 15 jours pour quitter Paris » a rencontré un succès immédiat et très important, prenant au dépourvu le territoire en question : d'une part, les services d'accueil étaient insuffisants pour accompagner tous les porteurs de projet, d'autre part les acteurs locaux n'avaient pas été sensibilisés et mobilisés autour de cette thématique. En conséquence, certains des nouveaux habitants n'ont pas pu bénéficier de l'accueil promis[61]. Une autre conséquence du marketing territorial est la mise en concurrence des territoires entre eux, parfois de manière explicite.

[61] Malgré cela, le bilan avait été positif, ayant conduit à la création de 80 nouvelles entreprises.



Figure 11 : La vie avant et après l'installation en Auvergne.

Capture d'écran de http://www.auvergnelife.tv/ (consulté le 15.07.14)

Le site http://www.auvergnelife.tv propose un « comparateur de vie », où l'Auvergne et Paris (ou l'Île de France) sont confrontées sur différents thèmes (coût de la vie, services, éducation, loisirs...)(figure 11). La série de vidéos « Les Urbanophiles », promue par L'Agence régionale de développement des territoires d'Auvergne, joue également sur une opposition stéréotypée entre ville et campagne. Dans ces vidéos, qui ont rencontré un succès remarquable, le personnage est d'abord filmé en noir et blanc, dans une ville caractérisée par la pollution, des relations humaines difficiles, l'absence de nature. Ensuite, une fois qu'il a décidé de « changer de vie » en Auvergne, sa vie prend de la couleur et le décalage est décrit avec humour à travers quatre thématiques (logement, qualité de vie, création d'entreprises, relations humaines). L'Auvergne se démarque des autres territoires pour son investissement dans la communication, à travers des campagnes nationales et l'utilisation de médias sociaux qui rendent les habitants (actuels et futurs) acteurs et ambassadeurs de la communication et du développement local (Barabel et *al.* 2010).

La plupart des territoires développent toutefois des campagnes plus locales et communiquent sur leurs atouts en évitant une mise en concurrence trop évidente (Cognard 2010; Piveteau et Pineau 2010). L'accent est mis sur l'accueil et l'environnement naturel, comme dans l'affiche de la Communauté de Communes de Bourganeuf – Royère de Vassivière (figure 12).

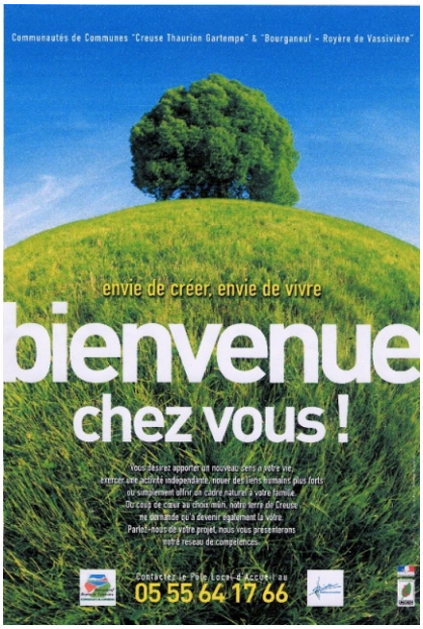


Figure 12 : Affiche du Pôle Local d'Accueil de la communauté de communes Bourganeuf - Royère de Vassivière.

Les politiques d'accueil sont des outils de développement local innovants, tant par leur mode de fonctionnement que par les dispositifs mis en place et continuellement réinterrogés. Il est toutefois compliqué de dresser un bilan, d'une part car ces politiques s'inscrivent dans la durée et sont encore relativement récentes, d'autre part parce qu'il est difficile de distinguer les effets des politiques des facteurs indépendants : dans le cadre d'une installation réussie, comment déterminer si les nouveaux habitants se sont installés grâce à une opération de communication efficace, grâce à des dispositifs d'accueil pertinents, ou pour des facteurs indépendants de la politique ? De la même manière, quand des migrants quittent le lieu d'installation, faut-il interpréter cela comme un échec de l'action publique ou un manque d'implication ou de soutien de la population ? Cela ne peut-il être dû au fait que l'installation en milieu rural est vue comme un projet temporaire, avant de partir ailleurs, ou que d'autres facteurs sont intervenus (mutation professionnelle, problèmes familiaux, désenchantement vis-à-vis de la campagne) ?

Il reste donc difficile, voire dangereux, d'évaluer l'efficacité des actions. Toutefois, une enquête menée dans le cadre d'une étude d'impact des politiques d'accueil à l'échelle du Massif Central a permis de déterminer trois effets de ces politiques : un « effet réseau », qui permet de créer ou renforcer des partenariats entre des structures différentes ; un « effet vitrine » qui permet de valoriser le territoire, renouveler et renforcer son image à l'extérieur tout comme à l'intérieur ; enfin, la prise en compte de la population locale dans les projets, tant pour son implication, que comme bénéficiaire des actions. Dans cette étude, apparaît également le rôle important du facteur temps : c'est dans les territoires où la politique d'accueil a été mise en place le plus tôt que les effets sont plus visibles et les actions plus efficaces, grâce notamment à l'expérience acquise par les acteurs et l'habitude de considérer l'accueil de manière transversale (Bonniot et *al.* 2012).

3.2.2. Des dispositifs qui se développent dans différents pays européens

D'autres territoires européens présentent des politiques de développement local qui visent à favoriser et aider les installations de nouveaux habitants en milieu rural. Face à cette problématique commune, les actions et les acteurs sont déclinés de manière variée. Nous évoquons les exemples de l'Italie et de l'Espagne, ou ces politiques sont actuellement en train d'évoluer.

3.2.2.1. Une politique qui s'adapte aux contextes nationaux

L'Irlande est le premier pays où une association aide des familles du milieu urbain à s'installer dans des communes rurales : *Rural Resettlement Ireland*[62] est en effet une association née en 1990 et qui agit sur tout le territoire national. Elle est en grande partie financée par le Ministère de l'Environnement irlandais et a créé des partenariats avec des Comtés ruraux[63]. L'association s'adresse en particulier à des ménages défavorisés et les aide à trouver une commune et un logement, où ils pourront continuer à percevoir les allocations sociales, mais dans un contexte de vie moins chère.

En Italie, le repeuplement touche surtout des zones de montagne ou moyenne montagne, et c'est ici qu'il est possible de voir se développer des initiatives qui visent à l'accueil. Dans les Apennins, la Région Molise a lancé en 2010 Adri Growth, projet de coopération avec la Croatie et le Monténégro qui se donnait comme objectif de construire une politique d'accueil. Dans la Région Marches, la Communauté de Montagne du Catria et du Nerone avait élaboré un « modèle de repeuplement » pour ses communes plus fragilisées, organisant également en 2007 une Foire de l'accueil, sur le modèle français[64]. L'Association *Sviluppo Rurale* se propose également d'aider les territoires à développer une stratégie d'accueil de nouvelles populations, en l'associant à des actions pour un tourisme durable[65]. Il est difficile de connaître les résultats de ces projets, qui reprennent les outils et le lexique des politiques d'accueil développées en France. Toutefois, la transposition d'une politique d'accueil d'un territoire à l'autre, en l'absence d'une réflexion locale et d'une sensibilisation des acteurs locaux, pose des doutes sur son efficacité.

---

[62] http://www.ruralresettlement.com/index.html

[63] « Réinstallation en milieu rural : la voie irlandaise, Leader Magazine, n° 22, printemps 2000. URL: http://ec.europa.eu/agriculture/rur/leader2/rural-fr/biblio/pop/art02bis.htm, consulté le 26 septembre 2013

[64] Partena et al., *Un modello di ripopolamento per il territorio della Comunità Montana del Catria e del Nerone,* disponible à l'URL http://www.equalacqualagna.it/fileadmin/grpmnt/5606/modello_ripopo_.pdf (consulté le 26 septembre 2013).

[65] Le site de l'*Associazione Sviluppo rurale* : http://www.atsr.net, où est présenté un «Modèle de repeuplement des territoires de montagne et ruraux (http://www.atsr.net/ita/documenti/MODELLO%20RIPOPOLAMENTO.pdf) (consulté le 26 septembre 2013).

Ces initiatives paraissent fragiles et peu structurées, dans des contextes régionaux où les flux de populations vers les zones rurales ne sont pas une problématique majeure. La situation est différente dans la zone alpine, notamment dans les Alpes occidentales. Ici, un phénomène de retour a été identifié et ses potentialités soulignées : la campagne est vue comme un laboratoire où expérimenter de nouveaux modes d'habiter et les nouveaux habitants sont considérés comme une ressource (Pettenati 2010; Dematteis 2011; Varotto 2013)[66]. Malgré cela, il n'existe pas, à notre connaissance, une politique d'accueil clairement affichée. En effet, chercheurs et acteurs des territoires font appel aux pouvoirs locaux pour que de nouvelles politiques publiques dédiées à la montagne prennent en compte les dynamiques démographiques et adoptent une approche ascendante, afin d'impliquer les acteurs territoriaux dans son élaboration (Aimone 2012; Armondi 2013).

Dans d'autres pays européens ces politiques prennent des formes encore différentes : des projets soutiennent le maintien au domicile de personnes âgées, d'autres favorisent le retour des jeunes, d'autres encore se concentrent sur les services ou les structures de santé[67] : des formules différentes sont appliquées selon les contextes régionaux et les enjeux propres à chaque territoire.

3.2.2.2. En Espagne, des politiques contre le repeuplement aux politiques d'accueil

La réflexion sur le dépeuplement est plus avancée en Espagne, pays où la société civile et les politiques semblent plus attentifs à cette problématique. En effet, à partir des années 2000, les pouvoirs publics ont mené une réflexion sur les moyens d'enrayer le dépeuplement qui touchait des villages entiers dans différentes régions. Au constat de départ, la présence de forts déséquilibres démographiques inter-régionaux, s'ajoutait un intérêt nouveau de la société à l'égard du rural : cela se manifestait par une timide vague de retours, mais aussi à travers l'attention portée aux villages abandonnés, recensés et valorisés dans des blogs ou des livres[68]. Un élément supplémentaire

[66] Le film « Il vento fa il suo giro » (« Le vent fait son tour ») (Diritti 2005) a également porté l'attention sur le phénomène, à travers l'histoire d'un berger qui s'installe dans un village de la Val Maira, vallée occitane du Piémont, et des difficultés qu'il rencontre dans les relations avec les habitants.

[67] Exemple d'expériences présentées dans le cadre des « Universités de l'accueil de nouvelles populations » à Clermont-Ferrand en 2006 et 2008.

[68] De nombreux ouvrages et blogs sont en effets dédiés aux villages abandonnés. Parmi les livres : Elias Rubio, *Burgos: los pueblos del silencio*, ed. Elias Rubio, 2000 ; Almerich, Hernández, *Pobles abandonats. Els paisatges de l'oblit*, Sèrie Maior, Valencia, 2006 ; Acín Fanlo, *Paisajes con memoria. Viaje a los pueblos deshabitados del Alto Aragón*, Logi, Zaragoza, 2006 ; González Rodríguez, *La montaña olvidada. Desploblados del Alto Alcanadre*, Logi, Huesca, 2009 ; del Romero Renau, Valera Lozano, *Territorios abandonados. Paisajes y pueblos olvidados de Teruel*, CEDDAR et Instituto de Estudios Turolenses, Saragosse, 2013.

Parmi les blogs : http://lospueblosdeshabitados.blogspot.fr/; http://www.despobladosenhuesca.com/; http://elspoblesvalenciansabandonats.blogspot.fr/;

http://www.pueblosabandonados.com/, http://www.pueblosocial.es/; http://despobladosnavarra.blogspot.fr/

résidant dans le contexte migratoire, qui faisait de l'Espagne une destination convoitée par des migrants économiques.

La crise démographique et l'enjeu du maintien des populations rurales sont toujours soulignés dans les rapports et les plans de développement ruraux. Toutefois, peu d'outils concrets ont été mis en place pour aborder cette problématique et donner les moyens d'y faire face. L'Aragon est une des Communautés Autonomes les plus touchées par les déséquilibres démographiques ; en 2000, la promulgation du *Plan integral de política demográfica*[69] propose des moyens pour les corriger, à travers notamment des actions en faveur des familles, pour l'insertion des femmes et des migrants, ainsi que pour relancer l'économie des territoires ruraux. Si ce document atteste d'une prise de conscience des problématiques territoriales, son caractère trop général et l'absence de territorialisation des actions l'ont exposé aux critiques (Ayuda et *al*. 2003).

Des initiatives contre le dépeuplement se sont surtout développées à un niveau local ; la plus connue est celle promue par Aguaviva, petite commune de l'Aragon. En 2000, le maire se propose de chercher des familles argentines souhaitant migrer en Espagne pour les installer dans sa commune dont les effectifs continuaient de baisser. La commune offre un logement, propose un emploi et aide à l'intégration des nouveaux venus. Ces derniers doivent en revanche répondre à des critères précis : le ménage doit avoir au moins deux enfants de moins de 12 ans (l'enjeu est le maintien de l'école), les parents doivent avoir moins de 40 ans et s'engager à rester dans la commune au moins cinq ans. La « sélection » des candidats à l'installation est un point important de cette politique : elle doit être faite dans le pays d'origine et doit permettre de « connaître les modes de vie, les conditions qui motivent le choix de migrer et le degré de volonté de s'installer de manière définitive en milieu rural, en plus de vérifier les références de travail et le degré d'intégration dans la communauté de départ. Avec tout cela, il sera possible d'élaborer un diagnostic qui nous permette de voir les possibilités de greffe dans notre communauté sans courir des risques trop grands, vu que chaque abandon du programme de la part de ces familles est un inconvénient sérieux pour son futur développement et une entrave à sa crédibilité » (Bricio Manzanares 2004, 60[70]). Le projet a effectivement enrayé le déclin démographique, grâce à l'installation de nombreuses familles, notamment sud-américaines et par la suite roumaines. Médiatisé en Espagne comme à l'étranger[71], le projet a été à l'origine en 2001 de l'*Asociación de Municipios contra la Despoblación*, qui a réuni jusqu'à quatre-vingts communes ayant adopté le dispositif. L'expérience a permis au maire d'atteindre son objectif : enrayer le déclin

[69] Le Plan est disponible à l' URL :
http://bases.cortesaragon.es/bases%5Cboca2.nsf/%28D%29/7BBA60E47F8983A5C125697500415ABA?OpenDocument (consulté le 20 septembre 2013).

[70] Traduction personnelle.

[71] La presse française a également fait écho du projet : « Campagne espagnole cherche Argentins » (Libération, 23 mars 2002 ; « En Aragon, un programme de recrutement d'immigrés vient au secours des villages dépeuplés » (Le Monde, 20 juin 2002) ; « Les Roumains, cure de jouvence d'Aguaviva, petit bourg aragonais » (Libération, 5 mars 2008). L'expérience a aussi fait objet du film « Aguaviva : la vida en tres maletas » (Burbano et Marchiaro 2004).

démographique et assurer le maintien de l'école. Pourtant, les chiffes cachent un fort *turn-over* des migrants, qui souvent repartent après une période dans la commune, suite à la désillusion et aux difficultés rencontrées sur place, notamment l'absence de travail pour les femmes, l'isolement, le manque d'activité, etc.

La question des étrangers comme ressource pour le repeuplement des villages ruraux est également au cœur d'un autre projet, *Nuevos senderos*, porté par la fondation CEPAIM (*Consorcio de Entidades Para la Acciòn Integrale con Migrantes*[72]). Cette fondation promeut une société interculturelle et développe des actions en faveur de l'insertion socioprofessionnelle des migrants. Parmi ses projets, *Nuevos Senderos* (auparavant dénommé *Nexus*) a l'objectif de mettre en contact des mairies ou des entreprises rurales ayant besoin d'employés ou souhaitant accueillir de nouveaux habitants, avec des migrants désireux de vivre en milieu rural. CEPAIM fait donc un travail de médiation entre la commune d'accueil et les ménages migrants, en amont de la migration, à travers une sélection des migrants, l'analyse de leur projet, et en aval la migration, en les accompagnant dans l'insertion. Cette initiative veut se démarquer du projet d'Aguaviva par au moins deux aspects : le projet s'adresse à des migrants qui vivent déjà en Espagne, en situation précaire, et qui expriment la volonté de vivre en milieu rural. Ensuite, les migrants ne doivent pas bénéficier d'un « traitement spécial » par rapport aux autres habitants de la commune. En effet, le projet d'Aguaviva avait provoqué des conflits locaux car la mairie proposait aux migrants un emploi et un logement gratuit ou avec un loyer très faible. CEPAIM affiche également un travail en réseau avec d'autres associations et les communautés autonomes (Martinez 2004; Monteros Obelar et Minarro Toledo 2009). Un des territoires avec lesquels CEPAIM collabore est la Députation Provinciale de Teruel : cette province est en effet particulièrement affectée par la problématique du dépeuplement et avait par ailleurs développé en 2006 le projet *Habita-te : acoger familias para enprender, trabajar y vivir en Teruel* (accueillir des familles pour entreprendre, travailler et vivre en Teruel). Habita-te visait à l'installation de nouveaux habitants dans des communes où les mairies signalaient une possibilité d'emploi. Le programme comprenait d'autres volets, en particulier une sensibilisation des maires, des financements en faveur de la rénovation de logements destinés aux nouveaux habitants, et une offre de formations professionnelles à l'intention des migrants.

Ces initiatives montrent l'intérêt des territoires ruraux espagnols pour des actions en faveur du repeuplement des communes rurales. Malgré des caractéristiques propres et des échelles différentes, elles présentent des aspects communs. Ce sont en effet les migrants étrangers qui sont vus comme clé du repeuplement : les politiques s'adressent principalement à des ressortissants de l'Amérique du Sud (à cause de la proximité culturelle et de la possibilité, pour ceux qui ont des ancêtres espagnols, d'accéder à la citoyenneté) ou de l'Europe de l'Est. Les migrants font acte de candidature et quand une offre d'emploi se présente, les organismes « sélectionnent » la famille qui semble correspondre le mieux, d'un point de vue professionnel et social. L'emploi est ainsi la

[72] Consortium d'organismes pour l'action globale avec les migrants.

condition *sine qua non* de l'installation : les mairies ne font appel aux structures d'accueil que si elles ont un besoin particulier. Il existe par ailleurs d'autres critères plus ou moins explicites, comme la présence d'enfants en âge scolaire. Une fois de plus, le parallèle est possible entre migrations internationales et rurales, car les deux essayent de faire correspondre les profils migratoires aux besoins économiques et démographiques du pays (cf. §3.1.1.). L'idée de « sélection », décriée dans les politiques d'accueil en France, est ici assumée et indiquée comme fondamentale pour éviter des échecs et des désillusions. L'accueil n'est pas vu comme une politique intégrée et transversale (même si Habita-te propose des actions en faveur du logement et de la formation professionnelle), mais plutôt comme une réponse ponctuelle à un besoin de la commune. Si un migrant veut s'installer en milieu rural, c'est pour y faire quelque chose. Un dernier point à relever est le faible poids donné aux aménités environnementales : le milieu rural est évoqué pour sa qualité de vie, le sentiment de sécurité, la tranquillité, mais ces atouts semblent avoir une place marginale dans les projets.

Les politiques citées sont des politiques de lutte contre le dépeuplement, plus que des politiques d'accueil : le but de l'action est de maintenir l'école, les services de la commune, de rééquilibrer la démographie. Le migrant apparaît en filigrane derrière ces exigences et doit correspondre à un profil, comme évoqué dans l'idée de sélection. Cependant, d'autres formes de politiques se sont développées, où la volonté d'accueillir est affichée de manière plus explicite et qui ne s'adressent pas seulement aux migrants, mais également à un public plus vaste, de personnes souhaitant vivre en milieu rural. Cette évolution peut être lue de manière différente. D'une part, elle peut être liée à une réflexion sur les politiques d'accueil, en lien aussi avec d'autres initiatives européennes, qui ont fait évoluer les modalités et les outils de ces politiques. De l'autre, cela peut être interprété comme une adaptation à un nouveau public : ce ne sont plus seulement les migrants étrangers qui souhaitent s'installer en milieu rural, comme une porte d'entrée pour l'Espagne, un tremplin avant de s'installer ailleurs dans le pays. La crise économique a par ailleurs poussé de nombreux migrants à quitter le pays. Ces projets s'adressent aussi à des migrants espagnols : pour certains, il s'agit de la volonté de s'installer en milieu rural, conjuguant projet professionnel et de vie. Pour d'autres, c'est encore la situation économique qui joue un rôle : chômage ou faibles ressources peuvent les pousser à quitter les zones urbaines en faveur du milieu rural, notamment en raison du coût de la vie.

Afin de montrer l'évolution des ces dispositifs à un nouveau public, nous pouvons évoquer deux initiatives : un travail en réseau à l'échelle de cinq communautés autonomes pour la première, et une initiative plus récente, à une échelle provinciale pour la seconde. *Abraza la Tierra* est née de la coopération internationale entre des Groupes d'Actions Locaux espagnols et la région Limousin. Cette collaboration se concrétise en 2004 avec la création d'*Abraza la Tierra*, un projet qui réunit dix-huit Groupes d'Action Locaux de cinq communautés autonomes[73]. Son objectif est d'aider les installations dans des régions dépeuplées et il s'adresse en particulier à des personnes ayant un

[73] Aragon, Cantabria, Castilla – La Mancha, Castilla y León, Extramadura.

projet économique, d'activité à créer ou à reprendre. Ils doivent donc avoir les moyens financiers pour lancer le projet. *Abraza la Tierra* se propose d'intégrer également le projet de vie , expliquant que le nouvel arrivant est aussi un nouvel habitant du village ; en tant que tel, il prend part de manière globale à la vie sociale du lieu d'installation et accepte le mode de vie rural. *Abraza la Tierra* se propose en alternative aux initiatives précédemment évoquées, à travers des modalités propres et adaptées à chaque territoire. Il se distingue d'abord par le vocabulaire utilisé : les *migrantes* ou *nuevos pobladores* sont devenus *los nuevos vecinos – emprendedores*, la *lucha contra la despoblacion* est devenue la *acogida*. Le besoin de se présenter de manière différente est également visible dans l'iconographie utilisée qui se concentre sur des images positives de la ruralité (paysages, activités en plein air) (figure13**)** et sur des emplois valorisants (artisanat, métiers d'art).



Figure 13: L'iconographie d'une campagne naturelle, productive, habitée.

(Capture d'écran du site www.abrazalatierra.com)

Cette volonté de se démarquer des autres projets est d'ailleurs affichée dans la page d'accueil, où l'on spécifie ce qu'*Abraza la Tierra* n'est pas : ce n'est pas une « attribution gratuite de logement » ou de sol, ce n'est pas une « vente de village » ni la « garantie d'une offre d'emploi pour compte d'autrui ». L'énoncé de ces prémisses donne un aperçu des raisons pour lesquelles *Abraza la Tierra* est contactée. Sur un plan local, le projet se présente comme une politique intégrée, avec l'objectif d'impliquer les acteurs socio-économiques du territoire et de sensibiliser élus et population locale. Comme dans les autres projets, l'emploi est au cœur de l'installation mais la cible ce sont les porteurs de projet, qui ont par définition une initiative entrepreneuriale. Ce projet ne cible plus spécifiquement les migrants étrangers, mais plutôt des porteurs de projet qui souhaitent concilier

projet professionnel et projet de vie. En effet, *Abraza la Tierra* semble donner plus d'importance au cadre de vie et au fait que le rural n'est pas un choix par défaut ni une solution de repli, mais un choix conscient et souhaité.



Figure 14 : Flyer du programme *Regresa a Teruel*.

Regresa a Teruel s'adresse à des personnes ayant un lien avec la province et qui souhaitent y développer un projet. Le prospectus vante les atouts d'une installation, parmi lesquels un « mode de vie moins cher », la « récupération des valeurs sociales » et « tout à ta portée, internet réduit les distances ».

Pour terminer, il est intéressant de voir que, récemment, les politiques d'accueil ciblent aussi les migrants de retour. Toujours financée par la région Aragon, Teruel a lancé la campagne *Regresa a Teruel* (*Reviens à Teruel*) (figure 14). Reprenant titre et iconographie du film « Retour vers le futur », cette campagne s'adresse à des porteurs de projet ayant un lien avec cette province. Cela peut sembler une cible restrictive, mais la nature du lien n'étant pas spécifiée, cela permet à des profils différents de s'y reconnaître. Surtout, cette campagne doit être vue dans un contexte économique « compliqué » où de nombreux Espagnols, dont les parents ont quitté les zones rurales dans les années 1950 ou 1960 en faveur de la ville, font le parcours à rebours. Dans le lieu d'origine de la

famille ils peuvent en effet s'installer dans une maison familiale ou à prix modéré et tenter une insertion professionnelle et sociale plus simple qu'en ville.

Les politiques d'accueil en Espagne ou en Italie illustrent la manière dont la problématique des déséquilibres territoriaux est prise en charge par les pouvoirs publics. Les outils et les représentations du milieu rural qui sont utilisés comme leviers pour attirer de nouvelles populations sont hétérogènes. Ces politiques sont élaborées à travers une prise en compte des caractéristiques territoriales, mais également du contexte économique, comme il est possible de le voir en Espagne. Toutefois, là-bas comme en France, leur impact est difficile à établir, non seulement en raison du manque de recul, mais également du fait de la superposition de facteurs indépendants de cette politique.

Conclusion

La prise en compte du contexte de mobilité est nécessaire afin de comprendre les migrations de la ville vers la campagne. Il s'agit souvent de migrations internes, mais il est toutefois possible d'établir des passerelles avec les concepts usuellement mobilisés pour les migrations internationales : la complexité des parcours, qui apparaissent toujours moins linéaires, la diversification des profils et la place des individus, la structuration de réseaux se retrouvent dans les deux contextes migratoires. Moins abordée, la question de la mobilité quotidienne entre également en jeu dans les migrations rurales : le potentiel de mobilité dont les migrants disposent sur place devient un facteur important de stratification sociale et des clivages importants peuvent naître d'un différentiel de capital spatial. La mobilité n'est pas seulement un possible élément qui détermine les pratiques et la position sociale des individus ; elle a aussi un rôle important dans la redéfinition des territoires. L'invitation est alors celle de prendre le « point de vue de la mobilité » (Stock 2006a) afin d'en appréhender les conséquences, notamment dans un contexte de dissociation entre les lieux de résidence, d'emploi, de loisirs. Cela peut conduire à une perte de cohérence des territoires identifiables et reconnus, avec une perte du sentiment d'appartenance. Pour autant, le territoire semble représenter encore une source d'identité, notamment en termes de lieux dans lesquels il est possible de se reconnaître (Guérin-Pace 2006; Guérin-Pace et Filippova 2008). Ce qui change est que territoires et ancrages apparaissent de plus en plus comme le fruit d'un choix, non pas comme une donnée acquise ou héritée, mais comme la suite d'un parcours de vie ou migratoire qui conduit à s'identifier à un lieu. En conséquence, un même territoire peut être lieu de vie ou d'accueil pour des individus ou groupes pour qui il est à la fois lieu d'ancrage depuis toujours, lieu d'ancrage temporaire, lieu d'ancrage sans être lieu de vie. Des visions du territoire si différentes ouvrent l'enjeu de la cohabitation et du pouvoir entre des individus qui partagent un espace mais qui le vivent de manières différentes. Les politiques ou dispositifs d'accueil qui ont été élaborés en France comme

dans d'autres pays européens démontrent une volonté de prise en charge de cette question. En effet, ces politiques affichent la volonté d'enrayer le déclin démographique : cela est l'objectif le plus visible, et peut être celui qui « accroche » le plus élus et population locale, qui y voient un moyen de maintien de la population et des services. Toutefois, l'objectif de ces politiques est aussi de trouver des réponses aux nouveaux modes de vie et d'accompagner les territoires dans des projets de développement qui prennent en compte de manière globale les enjeux du territoire, à la fois d'un point de vue socio-économique, mais également en se questionnant sur les modalités du vivre ensemble.

Conclusion de la première partie

L'évolution des campagnes dans un contexte de mobilité a été au cœur de cette première partie, et trois éléments nous semblent importants à souligner. Le premier point concerne la reprise démographique, qui ne peut pas être isolée des évolutions sociales (changement des représentations et des valeurs associées aux espaces ruraux) et économiques (retour à la multi-fonctionnalité). Ces phénomènes ont été d'abord évidents dans les pays anglo-saxons, pour ensuite intéresser géographes et sociologues français à partir de la seconde moitié des années 1970. Plus récemment, le sud de l'Europe s'est trouvé également confronté à ces thématiques. Ces évolutions conduisent à questionner les catégories de l'urbain et du rural car elles mettent en lumière les hybridations des fonctions et des représentations : urbain et rural expriment des catégories qui sont encore fonctionnelles en tant que cadres mentaux, mais qui ne correspondent plus à des espaces figés et définis.

Le deuxième élément de conclusion concerne les nouvelles populations, qui réintroduisent une complexité sociale : en effet, leurs profils sont très hétérogènes, ainsi que leurs motivations et les représentations qu'elles associent à l'espace rural. Ces migrations conduisent aussi, d'un point de vue épistémologique, à une évolution du paradigme des migrations : les théories des *amenity migrations*, ou migrations d'agrément, invitent en effet à prendre en considération les aménités naturelles et culturelles en tant que facteurs d'explication. Cependant, des populations plus démunies ou des migrants économiques s'installent également dans les campagnes, souvent vécues alors comme des espaces contraints.

Le troisième point de conclusion invite à élargir la perspective, pour situer ces thématiques dans un contexte sociétal où la mobilité est à l'origine de stratification sociale et de nouvelles formes d'inégalités. Elle conduit aussi à s’interroger sur la nouvelle place que les lieux et les ancrages occupent dans la vie des individus : en effet, lieux et ancrages sont de plus en plus le fruit d'un choix. Cela a comme conséquence la coprésence de groupes sociaux qui associent des valeurs et des représentations parfois opposées au même territoire. Les espaces ruraux sont aussi concernés, car des migrants aux attentes et ancrages différents s'y croisent. Cela nous invite à nous interroger sur le rapport au territoire et sur les modalités de cohabitation qui prennent forme dans un contexte où partager l'espace ne signifie pas partager la même représentation de cet espace, ni des liens qu'on y entretient. Pour répondre à ces questionnements, il apparaît nécessaire de changer d'échelle, et d'étudier de manière plus concrète des territoires ruraux spécifiques.

Deuxième partie :

Les migrations vers le Limousin et la Sierra de Albarracín

Introduction à la deuxième partie

Les analyses théoriques formulées dans la première partie nous ont permis de donner des éléments de cadrage sur le sujet de la thèse. Les mutations des espaces ruraux, les recompositions sociales et les mobilités nous ont permis d'exposer les principales thématiques impliquées dans l'étude des migrations vers les espaces ruraux et l'évolution des rapports spatiaux. Il s'agit maintenant de mettre en perspective ces acquis avec les résultats de la recherche sur le terrain. L'enquête menée en France, dans le Limousin, et en Espagne, dans la Sierra de Albarracín, permettent d'illustrer, préciser, parfois contredire les analyses des chapitres précédents.

La deuxième partie est dont consacrée à la présentation des résultats de la recherche de terrain, plus particulièrement sur l'analyse des dynamiques migratoires à l'œuvre et sur les profils des nouveaux habitants. Il sera question d'appréhender leurs parcours migratoires, les motivations de l'installation à la campagne, ainsi que la manière dont s'organisent leurs sociabilités locales.

Nous présentons d'abord, dans le chapitre 4, les deux terrains où l'enquête a été menée. La Sierra de Albarracín et le terrain en Limousin sont deux territoires ruraux où le solde migratoire s'est inversé après une longue période d'exode rural. Par leurs caractéristiques socio-économiques et démographiques, nous essaierons de mettre en lumière les facteurs de leur renouveau, en considérant les points communs et les divergences entre ces deux territoires. Le chapitre présente également, dans sa dernière partie, la méthodologie de recherche sur le terrain.

Dans un deuxième temps, il sera question de s'intéresser aux profils, aux motivations et aux parcours des nouveaux habitants. Ce sera l'objet du chapitre 5, qui analyse les différentes modalités selon lesquelles les migrants investissent l'espace ainsi que la manière dont ces migrations sont perçues par les élus et les anciens habitants.

Enfin, le dernier chapitre essaie de saisir les formes de cohabitation qui se développent entre groupes sociaux qui n'ont pas de « culture spatiale partagée » (Lussault 2009, 34) : l'analyse des sociabilités est l'outil utilisé pour explorer les modalités d'insertion locale, ainsi que les possibles clivages et tensions qui peuvent émerger dans le territoire.

Chapitre 4 :
Le Limousin et la Sierra de Albarracín :
deux terrains de recherche entre crise et renouveau

Introduction

Au début de ce travail de recherche, qui fait suite à un mémoire de Master II sur les nouveaux habitants en Limousin, l'objectif était de travailler sur les relations et la manière de « vivre ensemble » entre nouveaux et anciens habitants dans des territoires ruraux investis par des flux migratoires. La thématique a évolué, d'une part parce que les catégories « nouveaux habitants » et « population locale » apparaissaient trop schématiques. Même si elles sont ici encore utilisées pour leur fonctionnalité, elles sont considérées comme fluides et décrivent de manière partielle les groupes sociaux des espaces ruraux. D'autre part, le contexte local a progressivement pris une place importante dans la dynamique migratoire et dans les modalités du vivre ensemble. L'histoire, les formes de l'habitat, le tissu social ou encore l'histoire migratoire influencent l'attrait qu'un territoire exerce sur les populations qui y vivent ou qui souhaitent s'y installer.

Après l'état de l'art présentée dans la première partie de cette thèse, un travail quantitatif basé sur les recensements de la population a permis d'identifier les terrains de recherche et de les représenter à travers les outils de la cartographie. Toutefois, c'est une approche qualitative, basée sur les discours des acteurs et les observations de terrain, qui a été privilégiée. L'intention était de se concentrer sur le ressenti des habitants et des acteurs locaux, en explorant le parcours migratoire, la vision et les pratiques liées au lieu de vie, ainsi que les formes de cohabitation entre groupes différents.

Les terrains de recherche, ici présentés, permettent d'observer les dynamiques démographiques et sociales de deux espaces ruraux représentatifs de certains aspects de la ruralité dans les pays pris en considération. Le choix d'adopter une approche comparative semble pertinent, car celle-ci permet d'identifier des points de divergence et des points communs dans des contextes différents. Plus que les divergences, les similitudes ont été intéressantes à saisir, afin d'identifier des phénomènes communs dans les deux terrains d'étude. Le choix d'élargir la recherche à des pays européens, au lieu de se concentrer sur un seul, est motivé par la volonté d'observer l'influence du

contexte national et des représentations de la ruralité sur les migrations et l'accueil. Ainsi, la comparaison se joue à une échelle locale, celle des terrains pris en considération, mais l'échelle nationale est également présente, car elle permet d'insérer les observations dans un contexte plus large.

Ce quatrième chapitre décrit d'abord les raisons du choix des terrains d'enquête, avant d'en présenter les dynamiques démographiques. La dernière partie se concentre sur la méthodologie, en particulier les entretiens, sur lesquels repose cette recherche.

4.1. Le choix des terrains de recherche

Le projet de thèse vise à approfondir l'étude des migrations rurales au sein de deux terrains de l'Union européenne, afin d'analyser les modalités de cohabitation entre des groupes sociaux qui partagent un même espace, sans avoir forcément les mêmes attentes et représentations. Le questionnement se pose à la fois sur le plan social et territorial. D'une part, l'objectif est d'étudier les dynamiques sociales, les réseaux de relations, les formes de sociabilité qui se développent ; d'autre part, il s'agit de décrire les pratiques spatiales et les représentations du lieu de vie qui peuvent se manifester chez les nouveaux habitants. C'est par l'étude de deux terrains de recherche que ces thématiques vont être analysées.

4.1.1. Les critères de choix pour les terrains de recherche

Une fois le cadre de recherche établi, une des priorités a été le choix de terrains qui puissent permettre de répondre à ces questionnements. Le souhait était de travailler dans deux pays de l'Europe méditerranéenne, l'Espagne et la France. L'un et l'autre présentent des trajectoires démographiques proches pour ce qui concerne les espaces ruraux, avec une phase d'industrialisation et d'urbanisation au cours des XIX^{e} et XX^{e} siècles qui a provoqué un important exode rural. Puis, à partir des années 1970 pour la France, la tendance s'est inversée et les espaces ruraux ont été réinvestis. Ce processus s'est étendu spatialement et accentué dans les décennies suivantes, d'abord à proximité des zones urbaines, puis de plus en plus loin. Le phénomène est plus récent en Espagne, mais il continue de progresser, en particulier dans les régions littorales (Hirczak et *al*. 2011). Dans ces deux pays, le renouveau dépend des flux migratoires, mais également des recompositions économiques dans des secteurs comme le tourisme, les services, l'agro-alimentaire, qui ont permis la création de nouveaux emplois dans les espaces ruraux. À la lumière de ces parcours, qui présentent à

la fois des traits communs et des différences, il semblait intéressant d'explorer la dialectique du renouveau de ces espaces. Mes compétences linguistiques ont également joué dans ce choix.

Quatre critères essentiels ont prévalu à l'identification des terrains de recherche :

- Des espaces ruraux marqués par des fragilités économiques et démographiques, en dehors de la dynamique périurbaine. Les définitions du rural étant différentes entre la France et l'Espagne, il semblait plus pertinent de s'appuyer sur la densité de population.

- La présence de flux migratoires entrants : même si le solde migratoire positif n'arrive pas à enrayer la perte de population, il reste un indice d'une nouvelle attractivité du territoire, aussi bien d'un point de vue naturel (paysages, climat, espaces naturels) que d'un point de vue culturel ou social (patrimoine matériel et immatériel, traditions culturelles, tissu associatif riche). Ces deux aspects peuvent correspondre aux aménités naturelles et culturelles évoquées par Moss (2006).

- La présence d'une politique d'accueil clairement affichée : la mise en place d'outils et moyens visant à accueillir de nouvelles populations montre, d'une part, la volonté de favoriser et accompagner les nouvelles installations et d'autre part l'intérêt qu'elles représentent, pour au moins une partie des acteurs locaux, un enjeu social et économique pour le territoire.

- Des terrains d'étude proches d'une ville petite ou moyenne : cela permet de prendre en considération les liens entre ville et campagne, afin de voir quelle influence elle a sur les espaces ruraux limitrophes. Pour cela, les terrains de recherche se situent sur un gradient de distance à la ville-centre, sans pour autant être dans sa zone périurbaine. Cela a permis d'observer quel rôle joue sa présence dans le choix d'installation et les pratiques des migrants (localisation par rapport à la ville, pratiques de mobilités), ainsi que sur les représentations (sentiment de dépendance/autonomie à la ville, rupture avec le monde urbain ou plutôt complémentarité).

La présence ou pas de frontières bien définies, d'un point de vue naturel ou administratif, a fait l'objet d'un questionnement : était-il nécessaire que les terrains aient des limites administratives et soient clairement identifiables ? Finalement, ce critère n'a pas paru indispensable, notamment à la lumière de l'affaiblissement du modèle territorial déjà évoqué (cf. chapitre 3).

4.1.2. Le Limousin et Teruel : des territoires emblématiques de la ruralité en France et en Espagne

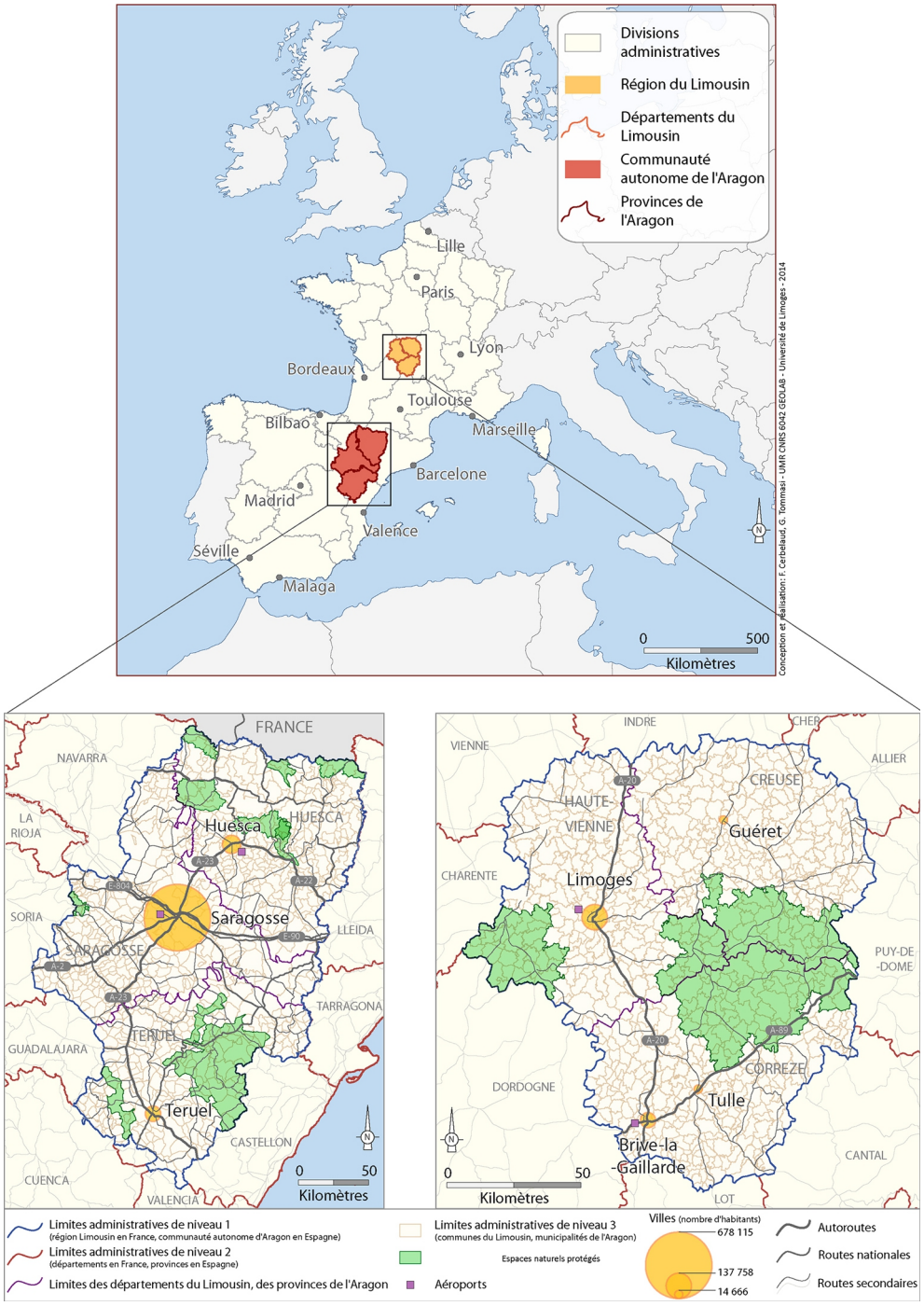


Figure 15: Carte de localisation du Limousin et de l'Aragon

Les caractéristiques et les représentations de la ruralité ne sont pas les mêmes selon les pays, mais j'ai essayé d'identifier[74], en France et en Espagne, des territoires qui puissent être représentatifs de la ruralité dans les pays respectifs ou du moins de certains aspects de la ruralité. Dans la première partie de cette thèse, la pluralité des espaces ruraux a été mise en évidence. Ainsi, même dans le choix des terrains, il est important de garder à l'esprit qu'ils peuvent être représentatifs tout en sachant qu'il existe plusieurs ruralités, y compris au sein d'un même pays. Cela a amené à prendre en considération en France, le Limousin et en Espagne, la province de Teruel (figure 15). Les deux présentent à la fois des éléments critiques sur les plans démographique et économique, mais aussi des signes de renouveau.

4.1.2.1. Le Limousin, « archétype de la diagonale du vide » ou région qui « ose la différence »[75] ?,

Ces éléments ont ainsi conduit à identifier deux terrains de recherche. En France, le choix s'est porté assez rapidement sur le Limousin : la proximité géographique devait faciliter le travail d'enquête et la connaissance préalable de quelques personnes ressources a été utile pour mieux approcher le terrain. Malgré sa position centrale au niveau national, le Limousin a été longtemps, et peut être encore, porteur d'images de marginalité économique et démographique. En France, le Limousin est une région méconnue, mal connue et avec une faible attractivité, associée à des perceptions anciennes et stéréotypées[76]. Le département de la Creuse, en particulier, est très stigmatisé par ces perceptions.

Aux yeux des Français, l'identité du Limousin est difficile à cerner, sans spécificités marquantes, mais encore liée à une ruralité arriérée et vieillissante[77]. La création récente d'une « marque Limousin » sous le slogan « Osez la différence », se propose de renouveler l'image régionale, pour pallier le « déficit de connaissance du Limousin à l'extérieur de la région et le décalage entre l'image perçue et la réalité du Limousin aujourd'hui »[78]. Située dans l'angle nord-ouest du Massif-Central, la région Limousin représente « l'archétype de la diagonale du vide » (Adoumié

[74] Dans ce chapitre, le « je » est préféré au « nous ». Je choisis ici de parler à la première personne du singulier car cette partie de la thèse porte sur l'analyse du terrain, où la subjectivité du chercheur est plus forte. Ses relations avec les enquêtés, son regard sur les phénomènes qu'il observe ont un rôle important dans la production des connaissances. Dans les autres chapitres, par choix stylistique, le « nous » est préféré.

[75] La première expression est de Adoumié (2013), « Osez la différence » est la devise adoptée par la nouvelle marque Limousin.

[76] Le langage aussi véhicule des représentations négatives, par exemple à travers le verbe « limoger ».

[77] Ces résultats émergent d'une étude commissionnée par le Comité Régional du Tourisme en Limousin, afin de déterminer le profil identitaire du Limousin (valeurs, forces, faiblesses, spécificités) (Cabinet CoManaging 2011 ; 2012)

[78] http://www.marquelimousin.fr/

2013, 95), par son caractère rural marqué, une démographie qui porte les conséquences de l'exode rural du XX[e] siècle et une économie encore massivement basée sur l'agriculture. Pour certains géographes, c'est un ensemble plutôt cohérent d'un point de vue historique et naturel avec une identité clairement identifiable (Carroué 2009). Frémont (2011, 477) la définit comme un « entre-deux territorial » : d'un côté, à l'Ouest, une région plus peuplée et ouverte sur les régions littorales et le Sud-Ouest (Aquitaine, Poitou-Charente, Midi-Pyrénées), renforcée par l'axe urbain Limoges – Brive – Tulle qui polarise la population et l'économie régionale. De l'autre côté, à l'Est, un espace essentiellement rural qui cumule plusieurs handicaps liés à la moyenne montagne : dépeuplement, enclavement, économie fragile.

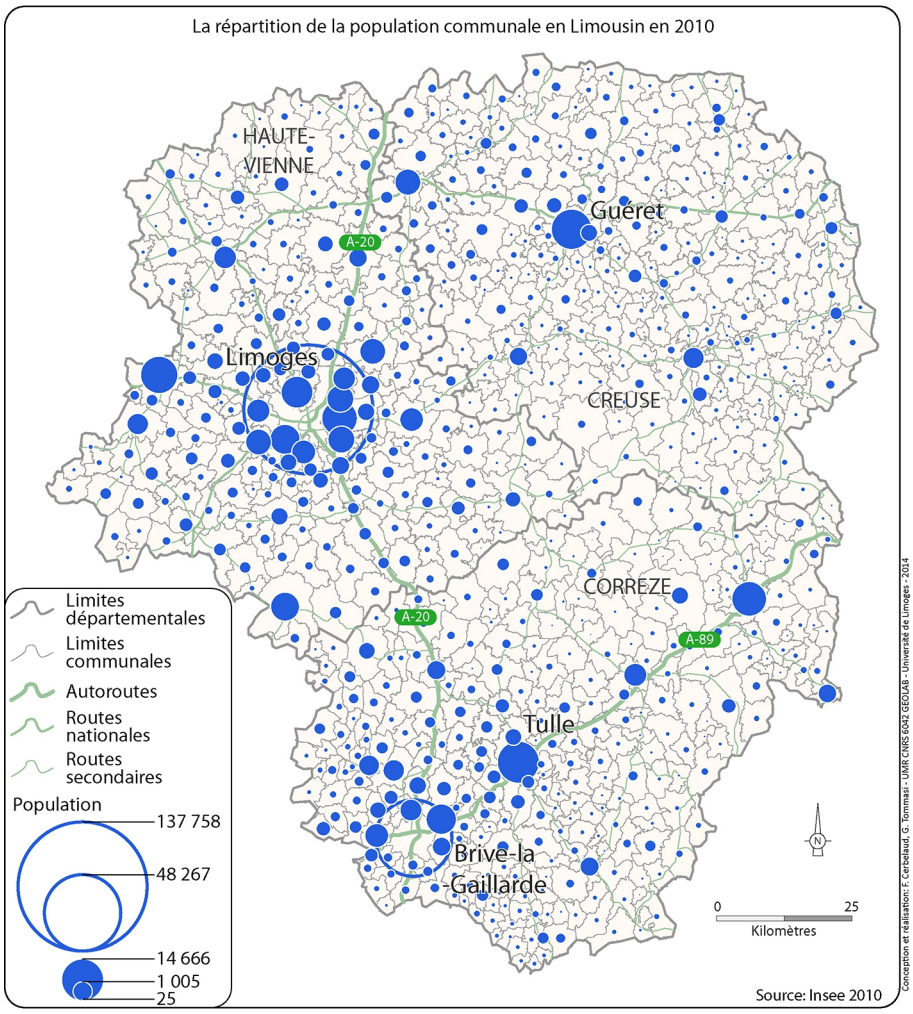


Figure 16: La population communale en Limousin

Une répartition inégale et polarisée par les centres urbains (INSEE 2010).

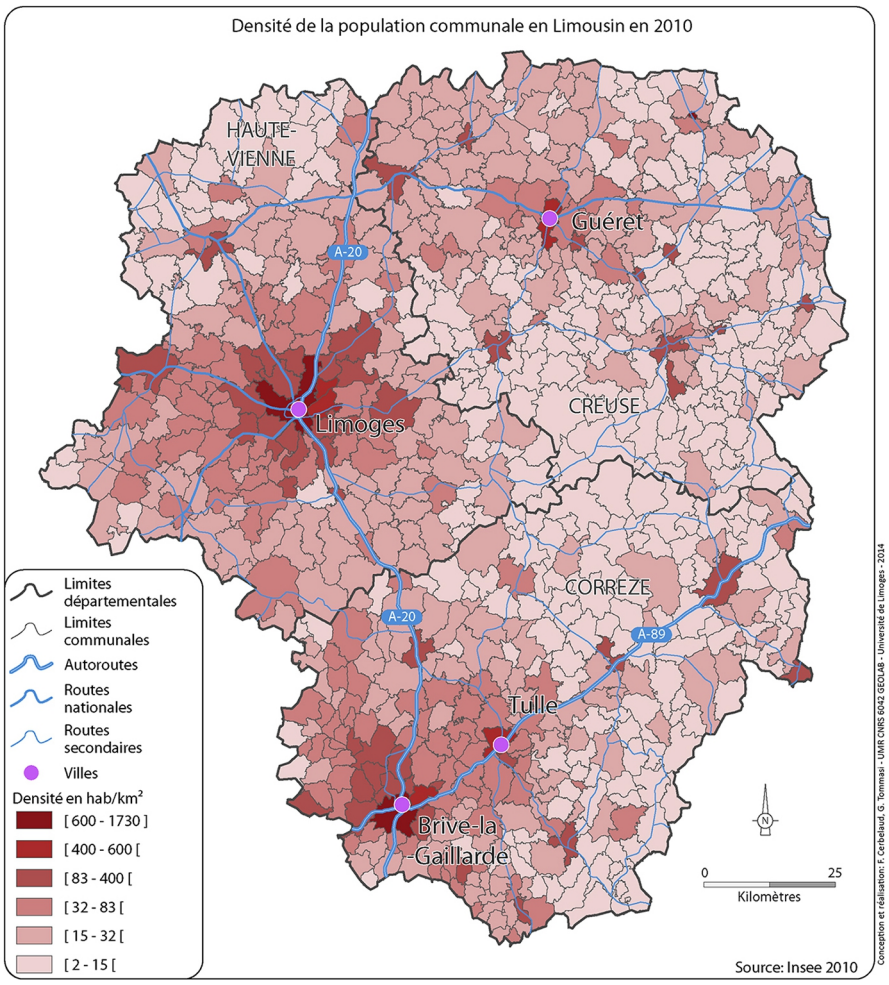


Figure 17: Densité de la population communale en Limousin.

Une division est/ouest et une densité plus importante dans la partie occidentale de la région (INSEE 2010).

Frémont souligne la présence de signaux contrastés dans le Limousin, qui font penser à « deux régions en une » (2011, 481). En effet, elle peut à la fois être prise comme exemple des handicaps des espaces ruraux et de moyenne montagne en France, tout comme des atouts dont ces espaces disposent. Ainsi, Frémont décrit un « vieux Limousin », espace essentiellement rural, pauvre, faiblement peuplé (figures 16 et 17), avec une population vieillissante.

Caractérisées par un paysage de prairies et de forêts, les zones rurales et montagneuses, notamment à l'est de la région, sont des espaces périphériques et enclavés, à très faible densité et avec peu de dynamisme économique. En effet, il s'agit d'une région traditionnellement pauvre, avec des salaires faibles, un niveau de vie médian inférieur à la moyenne française, en particulier dans le rural, et un PIB parmi les plus bas de France (Garrigues 2007; Marise Aguer 2008; Audoux 2008). L'agriculture a un poids important dans l'économie, tant au niveau du PIB (4,5 % face à 2,2 % pour la

France métropolitaine en 2007[79]) que des emplois (8,6 % de la population active face à 3,9 % au niveau national), mais elle n'assure que des revenus faibles.

L'industrie est diversifiée, mais les anciennes industries (papier, cuir, porcelaine) peinent à trouver de nouveaux débouchés, tandis que le secteur tertiaire est le plus développé, occupant 75 % des actifs. La région est par ailleurs caractérisée par le poids important de la fonction publique dans les emplois (23 % des actifs occupés[80]). Ce « vieux Limousin » l'est aussi d'un point de vue démographique : un âge moyen de 43,8 en 2007 (face à 39,9 pour la France métropolitaine) et 29 % de ses habitants ont plus de 60 ans : ces pourcentages portent la région au premier rang national pour le vieillissement (Léon 2010; Desplanques 2012). La natalité est historiquement basse et le solde naturel est négatif depuis 40 ans : en 2012, les décès ont dépassé les naissances d'environ 2000 individus (Bernard et Mallemanche 2013). La population régionale n'a cessé de baisser au cours du XX^{e} siècle, perdant plus d'un quart de ses effectifs. C'est seulement à la fin du siècle, qu'une reprise démographique s'amorce (figure 18).

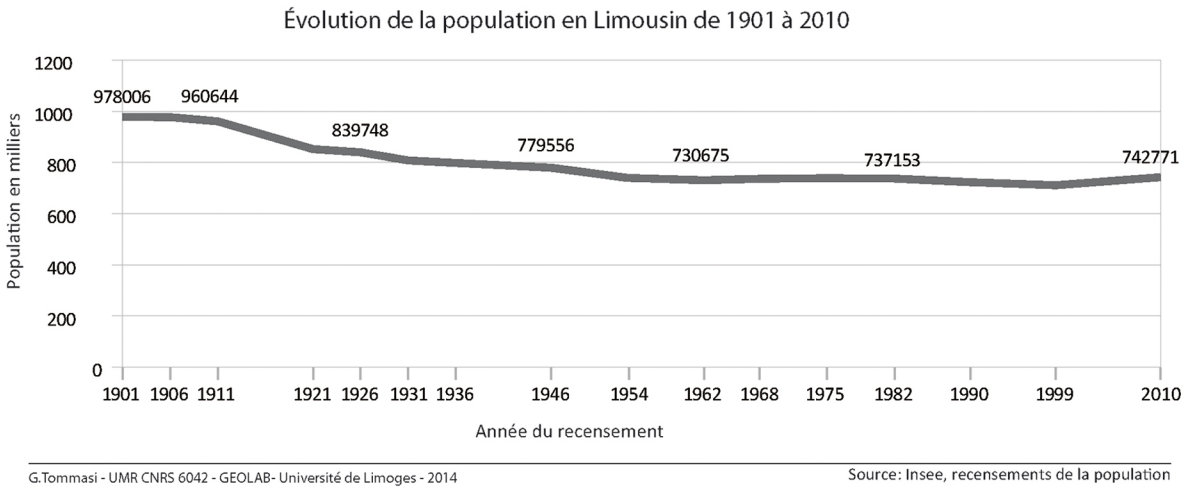


Figure 18: Évolution de la population en Limousin de 1901 à 2010.

Un tiers de la population a été perdu en un siècle mais une lente reprise s'amorce à partir de la fin du XX^{e} siècle.

Malgré ces aspects qui semblent confirmer l'image du Limousin comme région enclavée, statique, vieillie, un « nouveau Limousin » (Frémont 2011) semble s'esquisser à plusieurs niveaux. Son caractère rural devient un atout, grâce à des paysages diversifiés et préservés, valorisés par deux PNR (Périgord-Limousin et Millevaches), ce qui se traduit par le développement d'un tourisme de

[79] Source : Tableaux économiques du Limousin 2010, Insee, avril 2010, p. 120.

[80] *Ibid*., p. 56

nature. Le dynamisme économique résulte d'une approche qualitative qui valorise les secteurs porteurs de l'économie locale : bio-industrie au Pôle de Lanaud (viande bovine), céramique et électronique à la technopôle Ester. La capitale régionale polarise la plupart des emplois et des services, au point que Carroué évoque « Limoges et le désert Limougeaud » (2009, 181). D'autres, comme Frémont (2011) soulignent en revanche le dynamisme de Brive, qui crée avec Limoges un axe structurant pour la région. Le renouveau est aussi démographique, puisque la population régionale a augmenté de 0,4 % par an entre 1999 et 2010. Lors du dernier recensement, la région comptait 742.771 habitants, presque 32.000 de plus qu'en 1999 (tableau 6).

L'évolution naturelle reste toutefois négative dans les trois départements : le déficit naturel est plus marqué en Creuse, alors qu'en Haute-Vienne naissances et décès sont presque à l'équilibre. Ainsi la croissance démographique trouve une explication dans le solde migratoire : dans les trois départements, les entrées sont plus nombreuses que les sorties. Entre 1990 et 1999, environ 90.000 nouveaux Limousins, en provenance des autres régions françaises, des territoires d'Outre-Mer et de l'étranger se sont installés dans la région ; entre 1999 et 2006, 70.000 néo-Limousins de plus la rejoignent. Les zones urbaines captent une grande partie des flux, accentuant les déséquilibres régionaux entre villes et campagnes, mais, sans cette immigration, les déséquilibres seraient encore plus importants (Richard et *al*. 2009). Au niveau des échanges inter-régionaux, l'Île de France est la région avec laquelle les échanges sont les plus intenses : les Franciliens représentent 20,3 % des néo-Limousins entre 1999 et 2006. Cela s'explique par les retours des retraités ayant des liens familiaux ou patrimoniaux dans la région. Viennent ensuite les régions limitrophes (Aquitaine, Centre, Poitou-Charente), pour des migrations résidentielles de proximité où priment les actifs peu qualifiés (Richard et Dellier 2011).

	Corrèze	**Creuse**	**Haute-Vienne**	**Limousin**
Population 1999	232 484	124 482	353 826	710 792
Population 2010	243 551	123 029	376 191	742 771
Variation annuelle moyenne de la population entre 1999 et 2010 en %	0,4	- 0,1	0,6	0,4
due au solde naturel en %	- 0,3	- 0,7	- 0,1	- 0,3
due au solde apparent des entrées-sorties en %	0,7	0,6	0,6	0,7
Densité (hab/km2) en 2010	41,6	22,1	68,1	43,8

G.Tommasi - GEOLAB 2014

Tableau 6: Évolution de la population dans les départements du Limousin entre 1999 et 2010.

La région gagne de la population (à l'exception de la Creuse, en légère baisse) grâce au solde migratoire (INSEE.)

4.1.2.2. En Aragon, la province de Teruel, emblème du dépeuplement de l'Espagne rurale

En Espagne, la province de Teruel semblait un terrain d'étude intéressant, tant pour des aspects géographiques que par sa démographie. Située dans le nord-est de l'Espagne, cette province se trouve dans une position marginale dans la géographie espagnole et très périphérique à une échelle européenne. Teruel est la plus méridionale des trois provinces qui composent la Communauté Autonome de l'Aragon, région marquée par de forts déséquilibres territoriaux. La province de Saragosse occupe l'axe Est-Ouest de la région, où se concentrent les activités productives, ainsi que 72,5 % de la population. Les provinces de Huesca et Teruel représentent respectivement 16,8 % et 10,6 % de la population régionale (tableau 7) et leur poids économique et politique est faible.

	Teruel	Huesca	Saragosse	Aragon
Population 2001	135 858	206 502	861 855	1 204 215
Population 2011	143 162	225 962	975 385	1 344 509
Variation de la population entre 2001 et 2011 en %	5,4 %	9,4 %	13,2 %	11,7 %
Densité (hab/km2) en 2011	9,8	14,6	56,3	26,9

G.Tommasi – GEOLAB 2014

Tableau 7: Évolution de la population en Aragon et ses provinces entre 2001 et 2011 (INE et IAEST).

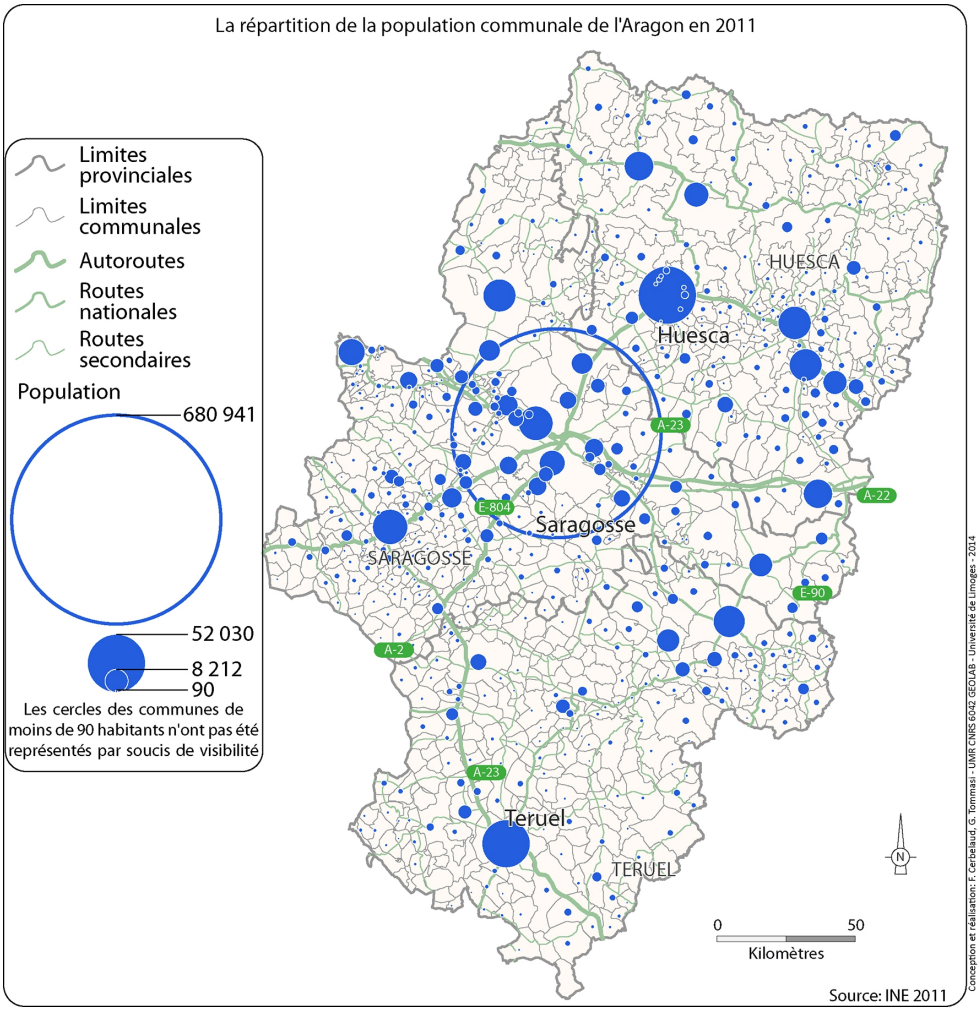


Figure 19: La population communale de l'Aragon.

Un déséquilibre territorial important marqué par la domination de Saragosse.

Les déséquilibres régionaux se retrouvent aussi dans la distribution de la population (figures 19 et 20) : 16,7 % de la population réside en zone rurale, qui pourtant représente 91,8 % du territoire ; les zones urbaines, en revanche, accueillent 69,3 % de la population (IAEST 2013).

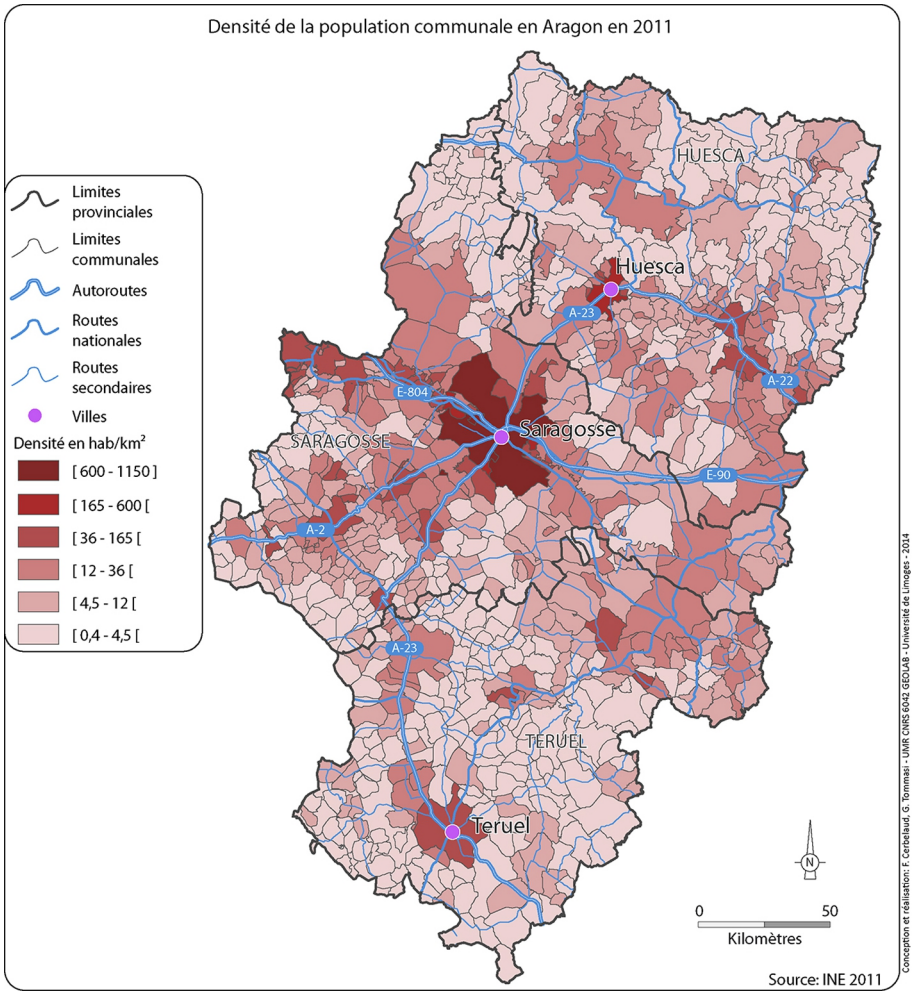


Figure 20: La densité de la population communale en Aragon.

La population est polarisée autour des centres urbains et le long des axes routiers INE 2011).

La province de Teruel semblait comparable avec le Limousin, tant pour des aspects liés à l'économie et au vieillissement, que par ses atouts environnementaux, paysagers et patrimoniaux. Comme le Limousin, Teruel est une province peu et mal connue en Espagne, qui porte des images négatives associées à la ruralité et qui peut être caractérisée par l' « absence » : une absence géographique, car pour de nombreux Espagnols elle est difficile à localiser, mais aussi sociale, en raison du dépeuplement et du vieillissement, et économique, à cause des faibles activités et du manque d'infrastructures. Cette « absence », ou plutôt son refus, a été à l'origine de la *Coordinadora Ciudadana Teruel Existe*[81].

[81]URL: http://www.coordinadorateruelexiste.es/

Il s'agit d'un mouvement citoyen né en 1999 face au sentiment d'abandon de la part des pouvoirs publics. La carence d'infrastructures de transports, l'absence de fonds et de projets pour le maintien de l'emploi, pour le développement de l'éducation, pour le système de santé, amènent le collectif à formuler des revendications et à mobiliser la population, à travers des manifestations, mais aussi à travers des débats publics et des campagnes de diffusion (Feijoo Amézaga 2009). Ces actions visent à permettre le maintien de la population et la lutte contre le dépeuplement. Le collectif, qui semble un peu essoufflé actuellement, a atteint des objectifs en termes de politiques publiques, mais il a aussi réussi à faire connaître la province et ses problématiques au niveau national.



Photographie 1 : Le mouvement ¡Teruel Existe ! a eu une grande ampleur à Teruel dans les années 2000.

Différentes manifestations ont été organisées pour revendiquer « l'existence » de cette province et de nombreuses voitures affichent encore l'autocollant « ¡Teruel Existe ! », ici décliné aussi pour la commune.

Dans le champ des représentations, Teruel et le Limousin semblent proches : si un mouvement « Limousin existe » n'a pas encore été créé, les deux territoires symbolisent au sein de leur pays une ruralité pauvre et oubliée. Malgré cela, il reste des aspects géographiques et sociaux qui différencient les deux territoires. La province de Teruel est un territoire de moyenne montagne qui s'insère dans le Système Ibérique. Si environ 60 % de son territoire dépasse les 1000m d'altitude, la province présente néanmoins des paysages très diversifiés, allant des plaines du nord aux forêts du sud en passant par les falaises calcaires au centre. Teruel est aujourd'hui la province espagnole la moins peuplée après Soria et seules deux villes, Teruel et Alcañiz, ont plus de 10.000 habitants.

Le peuplement actuel est caractérisé par un déséquilibre de la structure territoriale, avec la population concentrée dans deux principaux centres et ensuite répartie dans une multitude de petites communes. Cela est le résultat de l'exode rural et du processus de concentration urbaine qui ont concerné Teruel au cours du XX^{e} siècle. La province a en effet perdu presque la moitié de sa population entre le début du siècle dernier et aujourd'hui (figure 21).

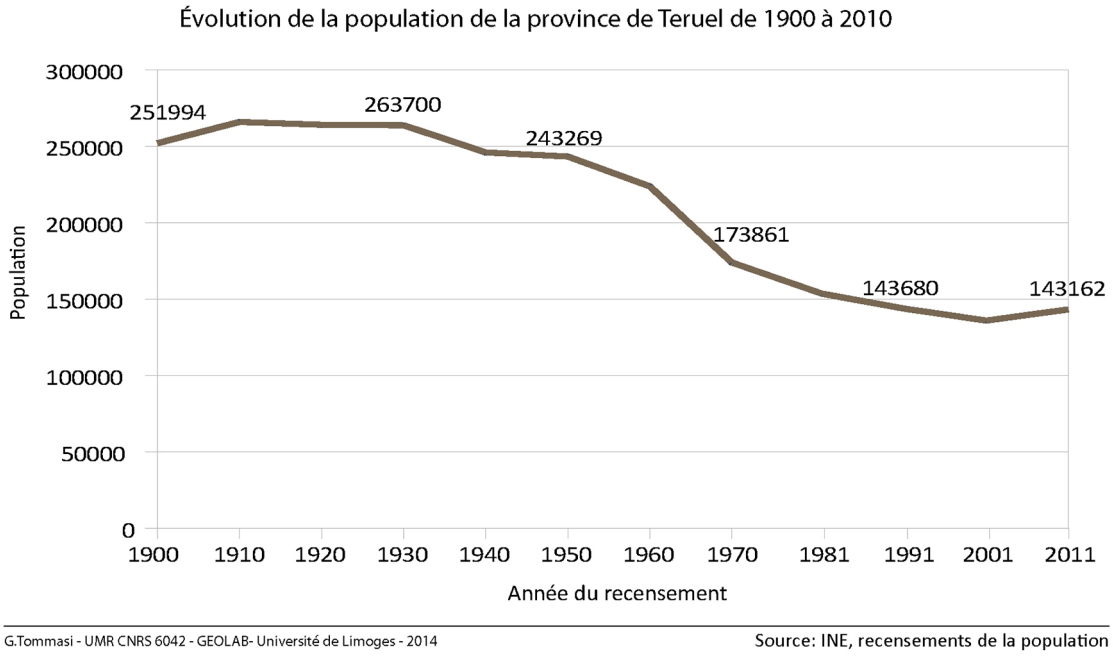


Figure 21: Évolution de la population de la province de Teruel de 1900 à 2011.

En un siècle, la province a perdu presque la moitié de sa population mais une légère hausse apparaît dans les années 2000.

Contrairement au Limousin, où la baisse de population a été plus forte dans la première moitié du siècle, c'est à partir des années 1960 que Teruel connaît une inexorable baisse de sa population, qui migre vers les zones urbaines des régions littorales (Valence, Barcelone) où se concentrent les activités économiques. L'exode rural a laissé des traces profondes dans la structure démographique et sociale : la densité de population est parmi les plus faibles au niveau européen (9,9 hab/km^2 en 2011). Par ailleurs, l'émigration a creusé les déséquilibres territoriaux, entre les centres urbains principaux comme Teruel, Alcaniz ou Utrillas, dont la population a augmenté tout au long du XX^e siècle, et les communes rurales qui ont parfois perdu la quasi totalité de leur population.

Une des conséquences les plus visibles de l'exode rural est le vieillissement ; la proportion de personnes âgées (23,54 % de la population a plus de 64 ans) et l'âge médian (44,9 ans) sont parmi les plus élevés d'Espagne. La population jeune se concentre dans les centres urbains, alors que dans de nombreuses communes rurales jeunes et enfants sont quasi absents : au recensement de 2011, dix-neuf communes n'avaient pas d'habitants de moins de 16 ans et dix-sept en avaient un seul. La structure démographique a aussi des conséquences sur l'économie de Teruel : dans les dernières décennies, l'économie a été marquée par la réduction du nombre d'actifs, conséquence directe du dépeuplement et du vieillissement de la population. Cela a été accompagné d'un processus de désagrarisation tout au long du XX^e siècle, avec une baisse de la population occupée dans

l'agriculture (Guillén et Lozano 2005). La part d'actifs dans le secteur primaire se maintient toutefois à un niveau élevé, 10,2 % en 2011, le double par rapport à la moyenne régionale (IAEST 2013).

En effet, l'agriculture reste toujours un secteur important dans l'économie de Teruel, malgré les contraintes de l'espace physique. L'élevage et l'exploitation forestière ont un poids considérable dans l'économie des communes rurales et l'agroalimentaire est l'industrie principale, notamment grâce aux *denominaciónes de origen* provinciales[82]. Au total, l'industrie occupe 18,2 % des actifs, pourcentage auquel il faut ajouter 10,5 % dans la construction. Les services sont le secteur dominant, avec plus de la moitié des actifs (53,6%), en particulier occupés dans le commerce, le tourisme et les services à la personne. Toutefois, l'économie provinciale souffre d'une carence en infrastructures : elle est la seule capitale de province sans liaison ferroviaire directe avec Madrid et jusqu'en 2001 il n'y avait pas d'autoroute. Aujourd'hui elle est traversée par l'autoroute A23 qui relie Huesca à Valence en passant par Saragosse. Ainsi, malgré sa position apparemment stratégique au sein de l'Espagne, à la croisée des principales villes et des grandes régions économiques, c'est une région qui a longtemps souffert de sa marginalité et son enclavement.

Comme pour le Limousin, parallèlement à l'image de cette province pauvre et vieillissante, il existe aussi une autre facette du territoire. Les paysages naturels variés et préservés représentent une première ressource touristique, reconnue à travers des espaces naturels protégés. Le patrimoine culturel se décline de la préhistoire, avec des sites de peintures rupestres, au Moyen-Âge avec l'art Mujédar et la ville de Albarracín, et jusqu'au XX^{e} siècle avec le développement de parcours thématiques liés à la guerre civile. L'Aragon a d'ailleurs créé des « parcs culturels », dont trois dans la province de Teruel ; il s'agit de territoires remarquables pour leur patrimoine naturel et culturel dont l'objectif est de favoriser le développement économique d'aires rurales marginales à travers les principes du développement durable[83]. Cela a conduit les institutions à envisager le tourisme comme levier de développement, notamment dans les communes rurales. Grâce aux financements européens, de nombreux logements ruraux ont été rénovés et convertis en gîtes ou chambres d'hôtes. Le tourisme reste essentiellement national, malgré une augmentation du tourisme étranger[84].

[82]La province compte trois *Denominaciónes de origen*, qui correspondent aux appellations d'origine contrôlée françaises. Il s'agit de l'huile du Bajo Aragon, la pêche de Calanda et le jambon de Teruel. Il y a également une IGP (*indicación geográfica protegida*), l'agneau d'Aragon.

[83]Les *Parques culturales* ont été créés par la Communauté Autonome d'Aragon à travers la loi 12/1997. Ils ont la volonté de conjuguer protection de la nature et développement socio-économique. Il s'agit d'une institution propre à l'Aragon, qui n'est pas présente ailleurs en Espagne. La province de Teruel en compte trois : le *parque cultural* de Albarracín, de Maestrazco et du Río Martín.

[84]Source : IAEST, *Buletín de Coyuntura Turística*, 29 novembre 2013.

4.1.2.3. La province de Teruel, entre migrations internes et internationales

A partir de la fin des années 1990, l'arrivée des populations étrangères marque un tournant dans la démographie de la province. L'immigration étrangère s'inscrit dans le contexte national d'immigration : en effet, le profil des étrangers à Teruel est proche de celui qu'on observe à l'échelle de l'Espagne. C'est une population jeune et active (âge moyen de 30,5 ans en 2011), d'origine roumaine, marocaine et sud-américaine. Les étrangers représentent 12,5 % de la population de Teruel, moyenne avoisinant celle de l'Aragon[85]. Le solde migratoire devient positif en 1998 et la présence étrangère augmente jusqu'en 2007. Ensuite, la conjoncture économique ralentit l'immigration, notamment sud-américaine et même si le solde migratoire reste positif (sauf en 2009), les chiffres montrent un ralentissement des flux. Au jeu des migrations internes, la position de Teruel est moins favorable : malgré l'augmentation de la mobilité interne à la fin du XX^{e} siècle (Romero Valiente 2004) Teruel reste en marge de cette dynamique.

Comparées aux études sur les migrations internationales, au cours des années 2000, les migrations internes sont passées au deuxième plan. Différentes sources existent pour mesurer la mobilité interne au pays, mais aucune ne donne une vision exhaustive et sur le long terme. En Espagne, les données sur la population sont issues de deux sources principales : le recensement de la population, qui a lieu tous les dix ans (le dernier date de 2011) et le *padrón municipal*, registre municipal où chaque mairie enregistre les habitants et les familles. L'inscription au *padrón* est obligatoire pour les résidents, espagnols ou étrangers, même irréguliers. Chaque changement de résidence doit être signalé à la mairie de départ ainsi qu'à celle de destination. Ces données sont à l'origine des *estadisticas de variaciones résidenciales* (EVR), qui permettent d'étudier les migrations internes à toutes échelles, y compris celle communale. Le *padrón* est un outil statistique précieux, qui permet d'avoir une photographie en temps réel de la population, bien que son principal défaut soit son manque de fiabilité. En effet, la qualité et l'homogénéité des registres tient au travail de chaque mairie. L'INE (*Instituto Nacional de Estadística*) estime toutefois que cet outil a une qualité statistique satisfaisante : depuis 1996, le *padrón* est utilisé comme base pour le recensement (Hallu 2005). Malgré cela, on peut constater que les chiffres du recensement et du *padrón* ne correspondent pas toujours : il est en effet possible d'être enregistré dans une commune dans laquelle on ne vit pas réellement, faussant ainsi les chiffres. Les entretiens et les observations sur le terrain ont confirmé la pratique de l'*empadronamiento*, inscription dans les registres municipaux, dans une commune où on réside seulement une partie de l'année ou même seulement quelques semaines par an. Il s'agit de personnes âgées qui passent l'hiver dans les régions côtières ou urbaines, à cause du climat et pour éviter l'isolement. Il s'agit aussi d'une partie des *veraneantes*, personnes ayant des liens familiaux et une résidence dans la province de Teruel, qui vivent et travaillent ailleurs. Elles reviennent toutefois pendant l'été (*verano*), repeuplant et réanimant des

[85] Source : IAEST, *Padrón municipal* 2011.

villages vides le reste de l'année. L'enregistrement dans les communes de Teruel est motivé par des raisons affectives mais il peut également y avoir des raisons électorales, dans un contexte où peu de votants peuvent changer le résultat d'une élection municipale. L'ambiguïté des chiffres est d'ailleurs explicitée par les maires, qui souvent, à la demande « combien d'habitants a votre commune ? » répondent d'abord avec le nombre d'*empadronados*, précisant ensuite le nombre de personnes vivant à l'année, qui peut représenter la moitié ou même le tiers des données officielles. Une partie des interviewés déplore ce système, en particulier pour le pouvoir décisionnel et l'influence dans la vie municipale que peuvent avoir des personnes qui ne résident pas dans la commune. Pour un des maires rencontrés, ce système est une « farce », mais il permet aussi d'avoir des services et financements pour les communes.

Une critique formulée au *padrón* par Susino Arbucias (2011) concerne plus particulièrement les ESR : le chercheur suggère que leur forte augmentation entre 2001 et 2009 se justifie seulement en partie par une mobilité réelle, certes en croissance, des Espagnols et des étrangers. Il avance que les raisons de cette hausse sont plutôt à chercher dans les changements administratifs et statistiques du *padrón*. Du point de vue des statistiques, ces remarques amènent à prendre les chiffres des migrations et les soldes migratoires avec beaucoup de précaution. Toutefois, ils sont utilisés ici, en complément de ceux des recensements, parce que le *padrón* permet de disposer des données de la population année par année. Il permet par exemple de suivre l'évolution du solde migratoire provincial pendant les deux dernières décennies (figure 22). Le solde migratoire de Teruel est positif à partir de 1998, moment qui correspond, au niveau national, à une accélération des migrations (Sempere Souvannavong 2009).

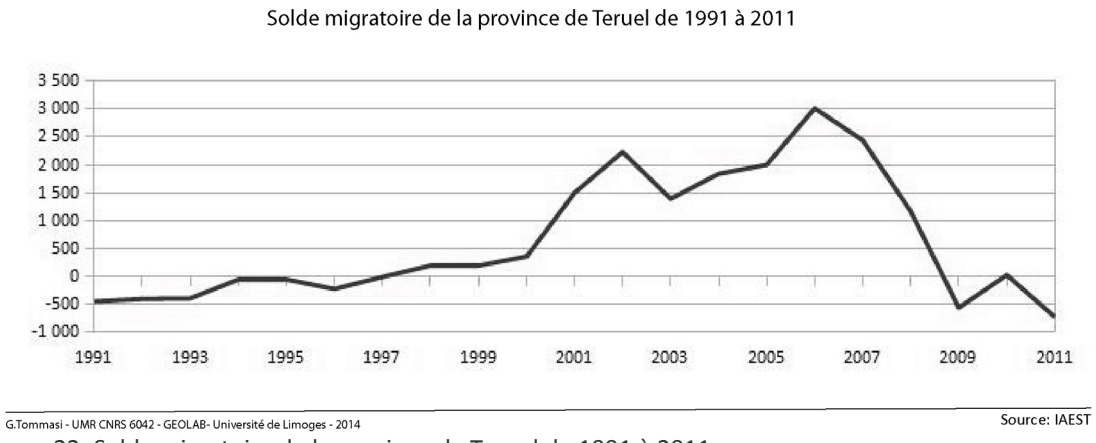


Figure 22: Solde migratoire de la province de Teruel de 1991 à 2011.

La tendance est instable, le solde est positif entre la fin des années 1990 et les années 2000 mais devient négatif en 2007 (IAEST).

Pendant dix ans, la population étrangère, en particulier celle des Sud-Américains, Roumains et Marocains, augmente de manière considérable : de 661 personnes en 1990, ils sont presque 18.000 en 2011 (12,38 % de la population). Le solde devient néanmoins négatif en 2009, résultant d'une conjoncture économique défavorable qui contribue à la hausse du chômage et de la précarité, à laquelle les migrants sont plus exposés (*ibid.*).

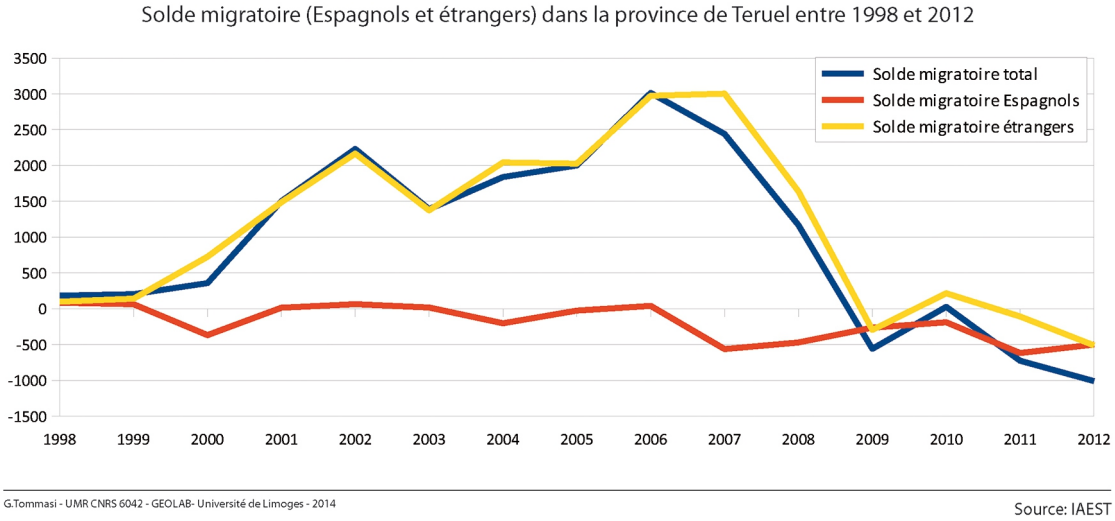


Figure 23: Évolution du solde migratoire (Espagnols et étrangers) dans la province de Teruel entre 1998 et 2012.

L'arrivée, et ensuite le départ, des étrangers détermine le solde migratoire. Le solde migratoire des Espagnols est souvent négatif, à l'exception du début des années 2000 et en 2006 (Padrón municipal, IAEST).

Quelle est la place des migrants internes dans ces flux? En Aragon également les migrations internes ont suscité moins d'attention de la part des chercheurs : d'une part en raison de l'évolution des outils d'analyse, qui a rendu difficile un regard sur le long terme, de l'autre du fait de l'impact majeur et plus visible des migrations internationales. Pourtant, l'arrivée de migrants internes, en particulier des *retornados*, migrants de retour d'une autre région ou de l'étranger est aussi un phénomène important, d'autant plus s'ils reviennent vers leurs communes rurales d'origine, d'où l'émigration avait été plus intense. Lardiés Bosque (2005) estime à un peu plus de 2000 les migrants de retour vers la province de Teruel entre 1996 et 2001. Pour la plupart, il s'agit de personnes qui vivaient déjà en Aragon, alors que pour 26 % ils viennent d'une autre communauté autonome. Toutefois, il est assez évident (figure 23 que dans le solde migratoire provincial, les migrations internes ont un impact assez faible et souvent une évolution négative.

Ainsi, la province apparaît globalement peu attractive vis à vis des Espagnols. Ce constat pourrait dissuader du choix de Teruel comme terme de comparaison avec le Limousin ; cependant, plusieurs facteurs ont conduit à le retenir. En effet, les signes de reprise démographique du début des années 2000, période à laquelle le solde migratoire des Espagnols apparaît comme stable ou même légèrement positif, ont représenté un changement important pour le territoire après un siècle de baisse de population. Cette époque marque une rupture avec une longue période de dépeuplement et même si la reprise démographique est portée essentiellement par la population étrangère, un mouvement interne s'amorce. De nombreux Espagnols quittent encore cette province, mais d'autres, certes moins nombreux, la rejoignent. Comme cela a été évoqué précédemment, les migrations vers le rural en Espagne sont encore un phénomène récent. J'ai fait la supposition que, étant au début d'un phénomène de retour vers les zones rurales, ce mouvement soit plus fragile et plus dépendant de la conjoncture sociale et économique. Il sera intéressant de suivre les flux internes dans les prochaines années, afin d'en observer l'évolution. Par ailleurs, si la province de Teruel ne semble pas très attractive vis-à-vis des Espagnols, cela devrait être vu à une échelle plus fine, pour vérifier si des territoires avec des caractéristiques naturelles ou sociales particulières présentent une dynamique différente.

Par ailleurs, des questions intéressantes se posent concernant les migrants étrangers : si leurs origines permettent de supposer une migration économique, les motivations et les parcours qui les ont amenés à s'installer en zone rurale restent à élucider, tout comme leur relation au territoire et les relations avec les autres habitants. Peu présents dans l'espace rural du Limousin, où les Britanniques sont les plus nombreux, Roumains, Marocains et Colombiens posent la question du « mélange des genres » entre géographie des migrations rurales et internationales (cf. chapitre 3) et permettent de se questionner sur les dynamiques des territoires ruraux et des politiques d'accueil dans une optique différente.

4.2. Des territoires de marge, à très faible densité

En Limousin et dans la province de Teruel, deux entités trop vastes pour êtres prises en compte dans leur ensemble pour l'investigation de terrain, j'ai essayé d'identifier des zones d'études plus restreintes. En Limousin, j'ai choisi un terrain qui s'étend à l'est de l'aire urbaine de Limoges pour ensuite « remonter » vers la Montagne limousine (Demangeon 1911). C'est un ensemble de communes qui n'a pas d'unité administrative : en effet, il s'étend sur deux départements (Haute-Vienne et Creuse), deux pays (Monts et Barrages et Sud-Creusois), quatre communautés de communes (Portes de Vassivière, Noblat, Bourganeuf-Royère de Vassivière, Plateau de Gentioux) ; une partie des communes se trouve dans le périmètre du PNR Millevaches. Je me suis interrogée sur

la pertinence du choix d'un terrain qui peut sembler sans cohérence territoriale. Finalement, au critère d'une unité administrative ou territoriale, j'ai privilégié l'idée de retenir un terrain de recherche dont la distance de Limoges augmenterait progressivement (un gradient de distance entre 30 et 60 kilomètres environ) pour mesurer quelle influence l'éloignement de la ville pouvait avoir sur les habitants et leurs pratiques. Ensuite, bien que ce terrain apparaisse comme à l'écart de dynamiques économiques importantes, il n'en constituait pas moins un espace naturel remarquable du point de vue des aménités naturelles, avec ses dynamiques sociale et culturelle propres.

Impossible à définir en tant que territoire parce qu'il n'a pas d'unité paysagère ou administrative, il rassemble le piémont occidental et une partie de la Montagne limousine. Selon la typologie 2012 des campagnes françaises de la DATAR[86], il s'agit d'une « campagne vieillie à très faible densité » qui, « après une longue période d'exode rural, [...] connaî[t] un brassage de population et [...] un regain démographique. Cependant, le vieillissement de la population reste important, le niveau de revenus parmi les plus faibles et l'accessibilité très en-deçà de la moyenne française » (Hilal et *al*. 2012, 18). Ces campagnes demandent une attention particulière au niveau de la cohésion sociale, mais présentent aussi des situations sociales et individuelles contrastées. Il est toutefois difficile de trouver une dénomination : par convention, je l'appellerai « centre du Limousin ».

Dans la province de Teruel, il s'agit de la Sierra de Albarracín, région de moyenne montagne dans le sud-ouest de la province. J'y ai effectué trois séjours au cours desquels il m'a été possible de vérifier le bien-fondé de ce choix et d'approfondir les connaissances du terrain. Il s'agit d'un territoire qui a une unité géographique, historique et administrative, ce que n'a pas le terrain choisi en Limousin. Par contre, comme dans le terrain en Limousin, la Sierra se trouve à une distance comprise entre 25 et 70 km de la capitale provinciale, ce qui permet de prendre en considération des gradients de distance.

Ces deux terrains d'étude peuvent être définis comme ruraux, même si la définition de la ruralité change entre les deux pays, et « de marge ». Cette dernière notion, plus floue, fait référence à une distance physique par rapport à un centre, mais aussi à une distance perçue, par rapport à des dynamiques socio-spatiales.

[86] En 2012, la DATAR (Délégation interministérielle à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale) a proposé une nouvelle typologie des campagnes françaises, qui comprend trois grandes catégories : les « campagnes de villes, du littoral et des vallées urbanisées », les « campagnes agricoles et industrielles » et les « campagnes vieillies à très faible densité » (Hilal et al. 2012).

4.2.1. Un rural défini par le critère de la densité

Les définitions de l'espace rural différent entre les deux pays et rendent difficile la comparaison. C'est une question qui se pose souvent quand les chercheurs comparent des territoires ruraux européens et qui trouve une réponse dans le critère de la densité de peuplement (Quéva 2007; Depraz 2009).

En France, la définition du rural et de l'urbain a évolué au cours des dernières décennies et elle marque de moins en moins une opposition entre ville et campagne. L'INSEE définit une commune rurale comme « une commune n'appartenant pas à une unité urbaine ». L'unité urbaine est « une commune ou un ensemble de communes présentant une zone de bâti continu (pas de coupure de plus de 200 mètres entre deux constructions) qui compte au moins 2 000 habitants. »[87]. À partir des années 1990, l'INSEE a élaboré des zonages qui semblent souligner les imbrications et interrelations entre urbain et rural (tableau 8)(Nicot 2005). L'utilisation d'un zonage plutôt qu'un autre a des conséquences sur les statistiques de la population rurale et urbaine, comme cela a été vu précédemment (cf. §1.1.1.). En 2006, le zonage en aires urbaines (ZAU) décline le territoire en quatre catégories : « la première représente l'espace à dominante rurale qui comprend à la fois des petites unités urbaines et des communes rurales. Les trois autres constituent l'espace à dominante urbaine : ce sont les pôles urbains, les couronnes périurbaines et les communes multipolarisées »[88]. L'espace à dominante rurale comprend des communes rurales mais également des unités urbaines. Afin de différencier les communes comprises dans cet espace, deux typologies d'espace à dominante rurale ont été proposées. L'INRA (Institut national de la recherche agronomique) propose en 1998 une typologie avec quatre types d'espaces ruraux (ZAUR) et en 2002 est introduit le ZAUER, zonage en aires urbaines et aires d'emploi de l'espace rural, qui reprend le zonage en aires urbaines, en proposant une nouvelle typologie. Depuis 2010, c'est encore un nouveau zonage qui est appliqué et qui se justifie, selon l'INSEE, par la nécessité d'actualiser les données désormais anciennes et de prendre en compte le degré d'influence des villes sur leur environnement, en particulier à travers les déplacements domicile-travail. Dans les sept nouvelles catégories l'opposition rural/urbain n'est plus présente, et le mot « rural » lui-même disparaît. L'INSEE justifie cette disparition par les limites qu'avait la notion de rural dans le précédent zonage et par la différence, de moins en moins nette entre rural et urbain[89]. Ainsi, les communes rurales peuvent être classifiées dans les « petits pôles », les « couronnes des petits pôles », les « autres communes multipolarisées » et dans les « communes hors influence des pôles ».

[87]Source : Insee.fr, définitions et méthodes

[88]Source : Insee.fr, définitions et méthodes

[89]Cette disparition a valu à l'INSEE l'accusation d'un double « meurtre géographique » : celui du « pôle rural » et d' « espace à dominante rurale » (Dumont 2012).

ZAU 1996 (Le Jeannic et Vidalenc 1997)	***Espace à dominante urbaine*** - aires urbaines - pôles urbains - couronnes périurbaines - communes multipolarisées ***Espace à dominante rurale***
ZAU 1998 (INSEE, INRA 1998)	***Espace à dominante urbaine*** (même découpage que le ZAU 1996) ***Espace à dominante rurale*** - pôles ruraux - rural sous faible influence urbaine - périphérie des pôles ruraux - rural isolé
ZAUER 2002 (Nicot 2005)	***Espace à dominante urbaine*** - pôles urbains - communes des couronnes périurbaines - communes multipolarisées ***Espace à dominante rurale*** - pôles d'emploi de l'espace rural - couronnes des pôles d'emploi de l'espace ruralité - autres communes de l'espace rural
ZAU 2010 (Brutel et Lévy 2011)	***Espace des grandes aires urbaines*** Grandes aires urbaines - grands pôles - couronnes des grands pôles - communes multipolarisées des grandes aires urbaines ***Espaces des autres aires*** Aires moyennes - pôles moyens - couronnes des pôles moyens Petites aires - petits pôles - couronnes de petits pôles Autres communes multipolarisées Communes isolées hors influence des pôles

G.Tommasi – GEOLAB 2014

Tableau 8: Synthèse des zonages et aires urbaines en France.

En Espagne aussi, la définition de l'espace rural a fait l'objet de nombreuses études et différentes propositions ont été avancées (Sancho Comíns et Reinoso Moreno 2012 ; tableau 9). Le critère de peuplement est le plus souvent utilisé pour définir les communes rurales : ainsi, pour l'INE, ce sont des communes qui ont moins de 2.000 habitants, tandis que pour le géographe Camarero Rioja (2009), qui depuis longtemps travaille sur les espaces ruraux et leurs évolutions démographiques, les communes rurales sont celles qui ont moins de 10.000 habitants. La loi 45/2007 du 13 décembre *para el Desarrollo Sostenible del Medio Rural* (pour le développement durable de l'espace rural) ajoute au critère de peuplement celui de la densité : l'espace rural est « l'espace géographique formé par l'agrégation de communes ou d'entités locales mineures, défini par les

administrations compétentes, qui ont une population inférieure à 30.000 habitants et une densité inférieure à 100 habitants par km^2 ». Une zone rurale est « le périmètre d'application des moyens mis à disposition par le Programme de développement durable définit par cette loi, d'étendue *comarcale* ou *sub-provinciale*, délimité et qualifié par la Communauté autonome compétente ». Enfin, une « commune rurale de petite taille » est celle qui a « une population résidente inférieure à 5.000 habitants et qui est intégrée à l'espace rural »[90].

Critère de peuplement	**INE** (Zoido Naranjo et Arroyo Pérez 2004) - *municipio rural :* moins de 2.000 habitants - *municipio intermedio :* entre 2.001 et 10.000 habitants - *municipio urbano :* plus de 10.000 habitants **Camarero Rioja** (2009) *municipio rura*l : plus de 10.000 habitants
Critère de peuplement et densité	**Loi 45/2007 para el Desarrollo Sostenible del Medio Rural** - Espace rural : espace géographique formé par l'agrégation de communes ou entités locales avec moins de 30.000 habitants et densité inférieure à 100 hab/km2 - Petite commune rurale : moins de 5.000 habitants

G.Tommasi – GEOLAB 2014

Tableau 9: Principales définitions du rural en Espagne.

Le critère de la densité se révèle alors utile dans le cadre des comparaisons internationales. C'est en effet ce critère qui est retenu par l'OCDE (moins de 150 hab/km^2) et par Eurostat. Ce dernier organisme a proposé en 2010 une nouvelle typologie de rural/urbain qui s'applique aux régions NUTS 3 (nomenclature des unités territoriales statistiques). Cette typologie repose sur un maillage du territoire en cellules de 1km^2 et prend en compte la densité et le nombre d'habitants : le seuil de densité est ici de 300 hab/km^2 [91]. Nos deux terrains d'étude ont une densité très inférieure à ces seuils : en 2010, elle est de 3,5 hab/km^2 pour la Sierra de Albarracín et 12,1 hab/km^2 pour le terrain d'étude en Limousin.

[90] Traduction personnelle. Le texte original : a) *Medio rural: el espacio geográfico formado por la agregación de municipios o entidades locales menores definido por las administraciones competentes que posean una población inferior a 30.000 habitantes y una densidad inferior a los 100 habitantes por km2*. b) *Zona rural: ámbito de aplicación de las medidas derivadas del Programa de Desarrollo Rural Sostenible regulado por esta Ley, de amplitud comarcal o subprovincial, delimitado y calificado por la Comunidad Autónoma competente. c) Municipio rural de pequeño tamaño: el que posea una población residente inferior a los 5.000 habitantes y esté integrado en el medio rural.*

4.2.2. Des terrains d'enquête « de marge »

Les deux terrains d'enquête peuvent également être vus comme des espaces de marge. La « marge » en géographie est encore une notion floue et polysémique, comme le montrent les nombreuses applications de ce terme[92]. Au premier abord, la Sierra de Albarracín et le piémont de la Montagne limousine pourraient être vus comme des espaces de marge d'un point de vue territorial : la première se trouve à l'extrémité sud-ouest de la province de Teruel, à la frontière de deux autres provinces[93] ; le deuxième se trouve au centre du Limousin, mais à cheval sur deux départements et hors de l'aire urbaine de Limoges. Toutefois, la marge n'est pas tout à fait un concept géographique, contrairement à périphérie par exemple, mais plutôt un terme auquel « on peut accoler une signification géographique en raison de sa connotation spatiale » (Raffestin 2013). La marge n'est pas un lieu « naturellement inscrit dans l'espace, mais elle est la conséquence d'une relation avec un lieu ou qui s'inscrit dans un lieu » (*ibid*.).

La marge est par ailleurs définie aussi comme un espace qui « possède à la fois des propriétés du centre (capacité d'organisation et d'innovation) et de la périphérie (degré de dépendance notamment en ce qui concerne les activités économiques, qui se traduit par des flux domicile-travail...) » (de Ruffray 2000, 4) devenant ainsi une interface, un lieu d'interaction entre deux systèmes, deux organisations où peuvent se produire des phénomènes nouveaux.

C'est dans ces deux sens, la marge comme conséquence de la relation à un lieu et comme espace qui possède des propriétés du centre et de la périphérie, que je considère la Sierra de Albarracín et le terrain d'étude en Limousin en tant que marges : elles ne sont pas des espaces marginaux par définition ou par leur position, la distance de la marge au centre n'étant pas seulement de nature physique mais également de nature subjective. La marginalité peut être créée à travers des systèmes de relations, à la fois intérieures et extérieures, ou à travers superpositions et des associations qui en font des espaces partagés : partage entre un territoire organisé auquel elles appartiennent, et qui définit la norme territoriale, et un territoire qui ne se reconnaît plus

[91] Pour définir la population des zones urbaines et rurales, Eurostat propose un maillage du territoire en cellules de 1 km^2. Le seuil de densité entre rural et urbain est de 300 hab/km^2. Si dans une cellule la densité est inférieure à 300 hab/km^2, elle sera considérée rurale. Une cellule avec une densité supérieure à 300 hab/km^2 est considérée urbaine si sa population, avec celle des cellules contiguës, dépasse les 5.000 habitants. Si plus de 50 % de la population totale se trouve dans les cellules rurales, la région sera considérée comme « essentiellement rurale ». Si entre 20 et 50 % de la population vit dans les cellules rurales, la région sera définie « intermédiaire » et si le pourcentage est inférieur à 20 %, la région sera « essentiellement urbaine ». La nouvelle typologie rural/urbain adoptée par Eurostat est expliquée dans l' « Annuaire régional d'Eurostat 2010 », disponible à l'URL : http://epp.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY_OFFPUB/KS-HA-10-001-15/FR/KS-HA-10-001-15-FR.PDF

[92] La Journée des Jeunes Chercheurs de l'Institut de Géographie de Paris était dédiée en 2013 à la « Géographie des marges et marges en Géographie » : la variété des interventions témoigne de la diversité des approches.

[93] Cuenca et Guadalajara.

complètement dans cette norme. On trouve alors dans la marge un système de relations qui amène à s'interroger sur les nouvelles dynamiques territoriales qui peuvent s'y développer, selon des modalités différentes de celles de la norme. Considérer la Sierra de Albarracín et le terrain en Limousin comme des espaces de marge amène aussi à se poser la question de savoir si les personnes qui y habitent ressentent ou revendiquent cette marginalité.

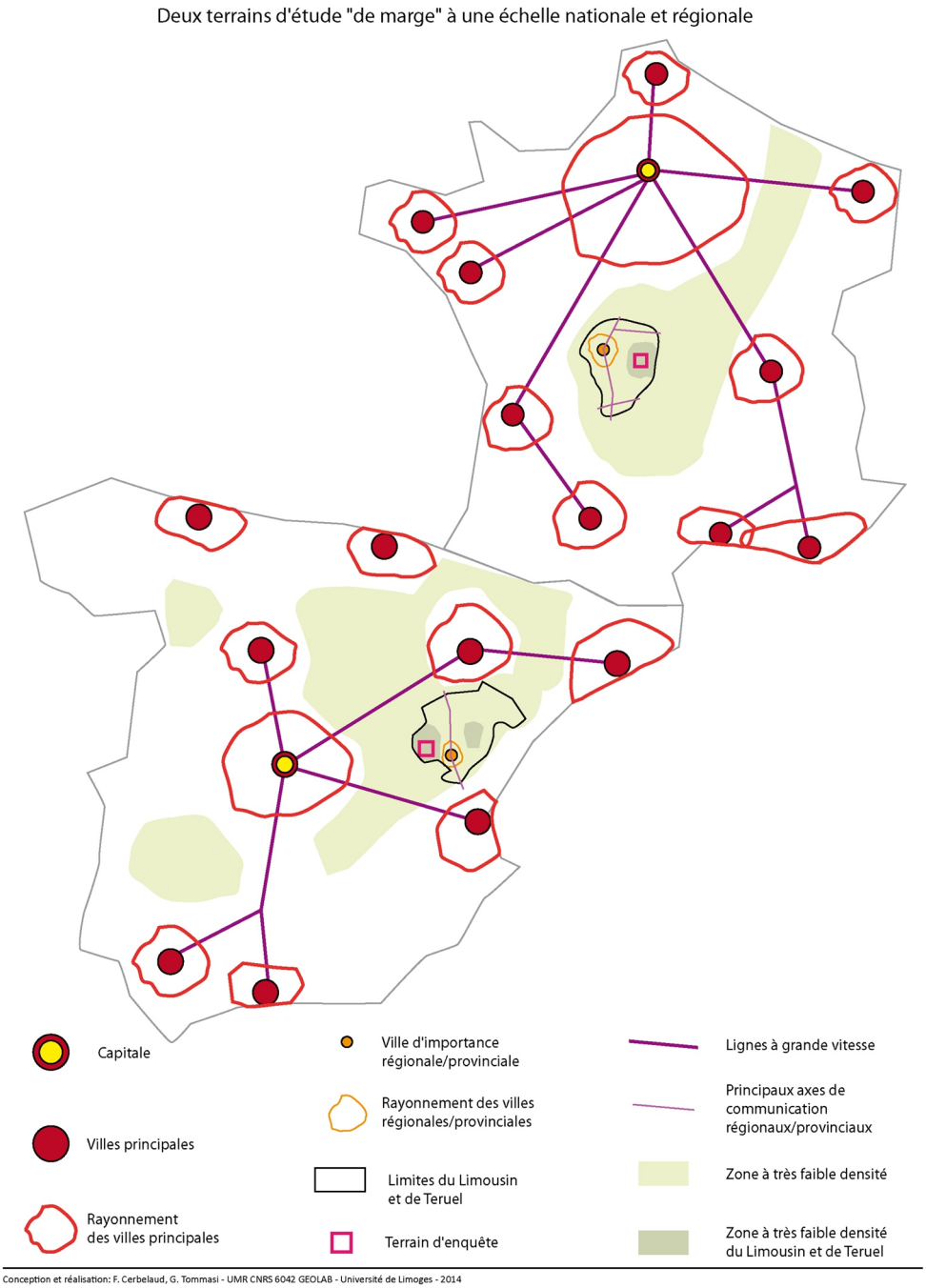


Figure 24: La Sierra de Albarracín et le centre-Limousin: des territoires de marge à une échelle nationale et régionale.

4.2.3. Deux terrains d'étude où l'attractivité environnementale est inversement proportionnelle à la dynamique économique

La Sierra de Albarracín et le piémont de la Montagne limousine sont parmi les territoires qui montrent l'impasse d'une théorie de la migration basée sur un *push-pull*. Leur économie a peu de secteurs porteurs et pourvoyeurs d'emploi et se tourne de plus en plus vers les services. En revanche, les aspects environnementaux jouent un rôle dont l'importance s'accroît dans l'attractivité migratoire et l'enclavement, qui a longtemps été considéré comme un frein au développement économique, devient aujourd'hui un gage de préservation de l'environnement.

4.2.3.1. Le terrain d'enquête en Limousin

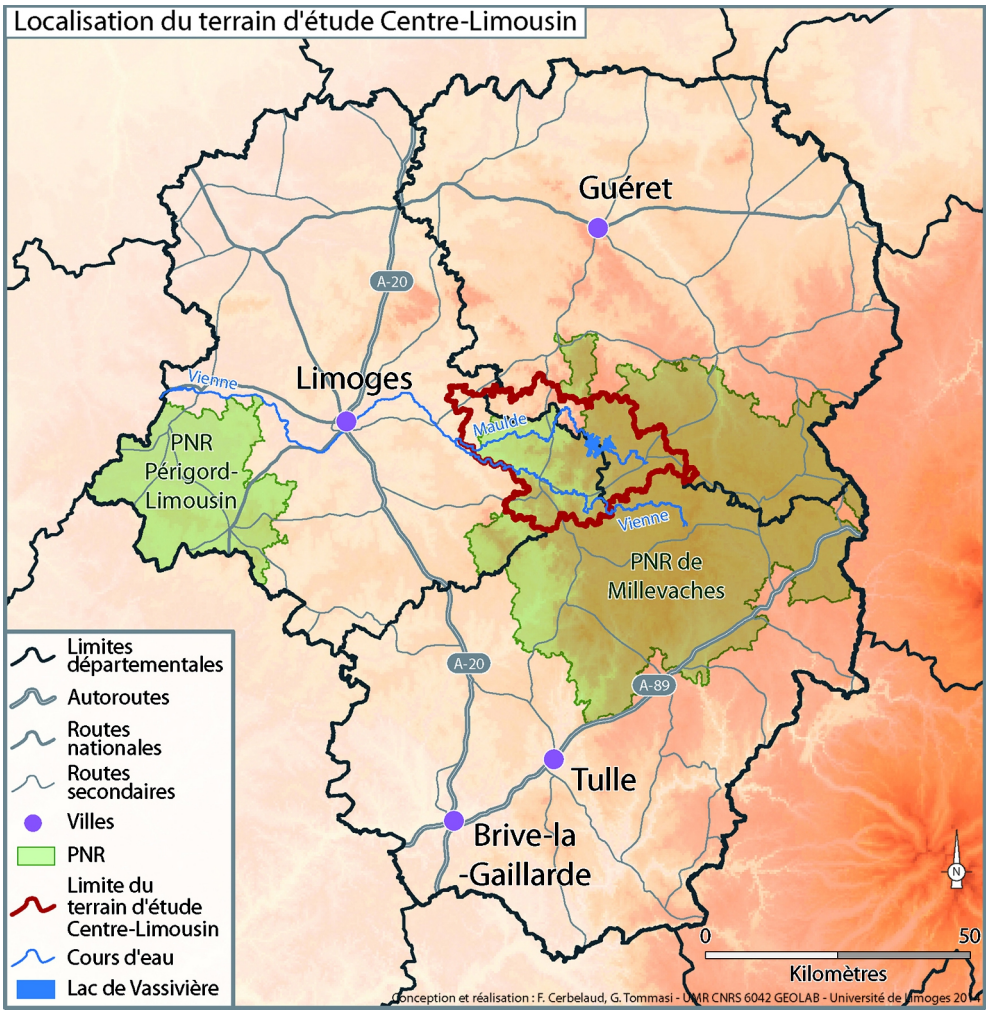


Figure 25: Localisation du terrain d'étude en Limousin.

Comme indiqué plus haut, le terrain d'étude en Limousin (figure 25) n'a pas vraiment d'unité paysagère (photographie 2) : en quittant Limoges vers l'Est, on se trouve dans ce que Bernard Valadas (et *al*. 2005) a défini comme la « campagne-parc ». C'est une campagne faite de « plateaux ondulés », avec un relief doucement vallonné, des forêts petites et espacées. Les pâtures dominent et ont façonné le paysage, mais les cultures sont encore présentes. Les vallées de la Vienne et de la Maulde sont identifiées par la DREAL Limousin (Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement) comme des « sites et paysages remarquables »[94]. La vallée de la Vienne offre également des paysages pittoresques, descendant du plateau de Millevaches vers Eymoutiers. La Maulde est coupée par des barrages qui créent des lacs artificiels, aménagés en espaces de loisirs et baignade.



Photographie 2: Paysages du terrain d'étude en Limousin.

1 : des prairies doucement vallonnées dans la commune de Champnetéry ; 2 : la rivière Maulde en amont de la cascade des Jarrauds ; 3 : landes et forêts sur le plateau de Millevaches.

C'est une rupture paysagère assez marquée qui amène à la Montagne limousine. En gagnant en altitude, l'espace est beaucoup plus boisé et les paysages sont donc plus fermés. Les plantations forestières, en particulier de résineux, couvrent les sommets des montagnes. Les espaces agricoles

[94] Il s'agit d'une carte réalisée en 2002 par l'ancienne DIREN Limousin, sur la base du Schéma des Espaces Naturels et Ruraux. La carte est disponible à l'URL :

http://admincarto.geolimousin.fr/CartesStatiques/ZONESAMENITES.PDF

sont ainsi moins présents. On se trouve ici sur la marge nord-occidentale de la Montagne limousine, définie comme « la clé de voûte qui tient toute l'organisation des paysages en Limousin (Valadas et *al*. 2005, 44). Au cœur de la Montagne, on arrive sur le plateau de Millevaches, haut-plateau dont l'altitude est comprise entre 800 et 1000m, riche en eau et où les espaces dégagés des landes alternent avec les forêts de feuillus et de résineux.



Photographie 3: Dans le terrain d'étude limousin, dispersion de l'habitat et omniprésence de la forêt.
1: La commune de Augne; 2: maison isolée dans la commune de Saint-Martin-Château; 3: maisons en bois aux marges du bourg de Faux-la-Montagne.

Les plateaux aux pieds de la Montagne sont plus habités, avec des communes plus peuplées et des fermes qui ponctuent souvent le paysage. Sur la Montagne, la densité est plus faible et la présence humaine moins visible. Ce « vaste pays fortement déserté par les hommes et envahi par les arbres » (Valadas et *al*. 2005, 68) est l'espace de la région où l'exode rural a été le plus important.

La diminution de l'emprise humaine a laissé des traces sur le paysage et favorisé le reboisement. Une des caractéristiques de l'habitat en Limousin est sa dispersion (photographie 3) : la population des communes est souvent disséminée dans des villages ou hameaux de quelques maisons seulement.

Ces unités d'habitat sont, selon Robert (1993, 138), une « cellule sociale vivante, conviviale, autonome », avec règles et codes qui assurent une cohésion interne alimentée par une entraide, et une différenciation externe marquée par des limites réelles et symboliques[95]. Les villages de la Montagne rappellent à Demangeon (1911, 329) « des oasis perdues au milieu d'étendues stériles » : les images de la Montagne sont associées au vide, à la pauvreté et à l'isolement.

Dans des travaux ethnographiques récents, ces caractéristiques sont vues de manière différente et actualisées dans des valeurs plus contemporaines : l'isolement est traduit en autarcie, la vie communautaire des villages en exemple de société solidaire, et la pauvreté comme un mode de vie simple et sobre (Houdart 1999; 2001).

La nature et le paysage prennent aussi une autre signification, passant de l'image d'une terre pauvre et désolée à celle d'un cadre environnemental préservé. C'est un « paysage de nature » qui porte en soi, pour reprendre la définition de Ciattoni et Veyret (2003, 77), une idée de permanence et de



Photographie 4: Ressorts économiques du Centre-Limousin.

L'élevage (1 : élevage bovin à Auriat) et l'exploitation forestière (2 : coupes de résineux à Eymoutiers) restent des secteurs importants, malgré un essor des services (3 : Auberge à Rempnat).

[95] Demangeon (2011, 329) avait également souligné ce mode de groupement par villages qui fait que « la cellule sociale n'est ni la commune, ni la paroisse : au village appartient la personnalité ».

stabilité et qui, de ce fait, est perçu comme rassurant, par opposition à la ville, lieu d'évolution et de risques. Les paysages sont valorisés et patrimonialisés dans le cadre du PNR de Millevaches, et ils sont aussi au centre du projet du Centre international d'art et du paysage de l'Île de Vassivière. Le lac de Vassivière, créé artificiellement en 1949, est un lieu récréatif et de loisirs, une des principales destinations touristiques de la région. Sur l'île située au milieu du lac, le centre d'art contemporain se consacre aux relations entre l'environnement, le paysage et l'art[96].

À une importante attractivité environnementale correspond, en contrepoint, une faible attractivité économique (photographie 4). Le secteur primaire, où l'élevage bovin de races à viande prédomine, conserve une place prépondérante. Dans la Montagne, l'exploitation de la forêt représente aussi un poids économique important. Toutefois, l'économie est de plus en plus marquée par un caractère résidentiel ou présentiel. Une récente étude sur l'économie résidentielle en Limousin situe ces communes à la croisée de deux bassins de vie caractérisés par une économie touristique et présentielle. L'ouest de la Montagne limousine, y compris le bassin de vie d'Eymoutiers, est en effet un des principaux pôles touristiques de la région. Il s'agit essentiellement d'un tourisme rural ou de nature, marqué par une saisonnalité, mais c'est une activité économique importante non seulement pour les revenus, mais également pour la mise en valeur du patrimoine local. Dans cette campagne touristique le développement économique apparaît étroitement lié au aménités environnementales (Dellier et *al*. 2013). Cependant, la composante économique présentielle apparaît également comme importante, en particulier par le poids que représentent les retraités et les résidents secondaires.

Ce terrain d'étude, éloigné des grands centres urbains de la région et des principaux axes de communication, semble « délaissé par le développement économique lié à l'activité » (*ibid*. 19) : l'agriculture y a encore un poids important, mais l'économie présentielle (Talandier 2013) et celle liée aux services (tourisme, services à la personne) sont devenues prépondérantes. Cela semble trouver une confirmation dans le dernier découpage en aires urbaines de l'INSEE, selon lequel la plupart des communes de notre terrain entrent dans les catégories « communes isolées hors influence des pôles » ou « autres communes multipolarisées ».

[96] Le Centre International d'Art et du Paysage est un des centres reconnus de l'art contemporain en France et fait partie du Cinq/25, Réseau art contemporain en Limousin, financé par le Conseil régional et la DRAC Limousin.

4.2.3.2. La Sierra de Albarracín

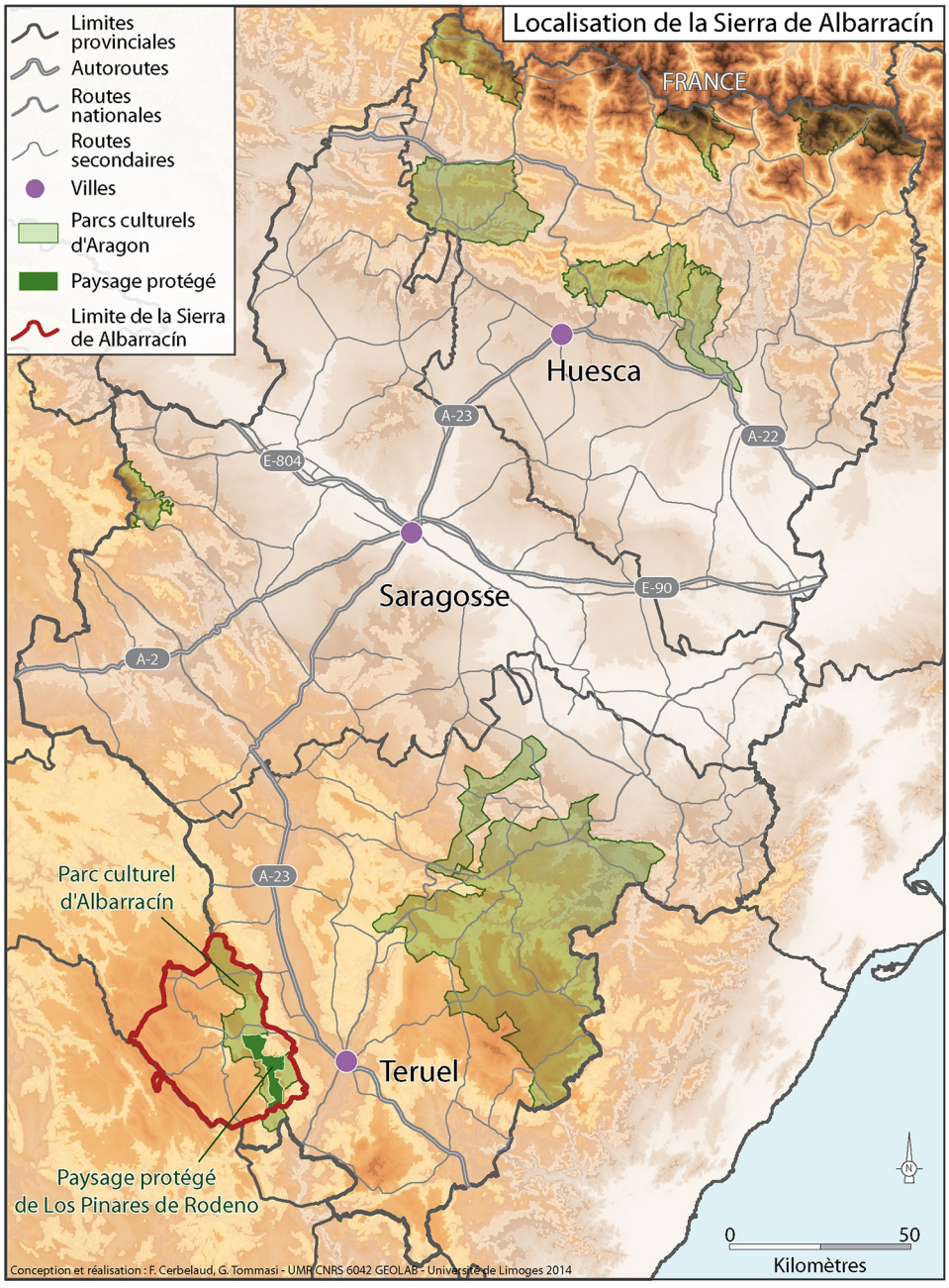


Figure 26: Localisation de la Sierra de Albarracín, dans le sud de l'Aragon.

Située à l'extrémité sud-ouest de la province de Teruel, la Sierra de Albarracín correspond, historiquement, au territoire de la *Comunidad* de la Sierra de Albarracín. Il s'agit d'une institution politique et de gestion des ressources du territoire qui trouve ses origines dans le Moyen Age (Latorre Ciria 2006). La carte de la Sierra reflète encore l'histoire de la *Comunidad*, avec l'actuelle commune de Albarracín qui englobe le territoire de toutes les autres communes. L'ensemble du territoire de la *Comunidad*, plus deux autres communes[97], composent aujourd'hui la *Comarca* de la Sierra de Albarracín. Les *Comarcas* sont des structures intercommunales comparables en France aux pays (Clarimont et *al.* 2006) et visent à pallier l'émiettement communal et les faibles densités à travers une mutualisation des ressources. Créée en 2003, la *Comarca* se propose de cohabiter avec la *Comunidad*, considérée comme la *hermana mayor* (Martínez Gonzáles 2008, 9). Pour cela, la Sierra présente un ensemble cohérent d'un point de vue administratif et historique, et s'organise autour de la commune de Albarracín : commune la plus peuplée de la Sierra, Albarracín en est aussi le centre administratif et économique (Martínez Gonzáles 2008).



Photographie 5: Paysages de la Sierra de Albarracín.

1: Le paysage protégé de Los Pinares del Rodeno. 2: Relief calcaire dans le centre de la Sierra. 3: Paysage agricole dans la commune de Saldón.

La Sierra est proche et facilement accessible de Teruel et en même temps il y a solution de continuité entre ces deux espaces. En effet, en quittant Teruel, le passage de la ville à la campagne est net : à la sortie de la ville il n'y a pas de zone périurbaine assurant la transition. L'entrée dans la Sierra de Albarracín se fait de manière tangible, en quittant le plateau pour entrer dans un paysage calcaire et montagneux aux

[97]Gea de Albarracín et Rubiales.

tons rougeâtres. Comme pour le Limousin, il s'agit d'un territoire offrant des aménités, avec des paysages variés et préservés, mais avec une économie plutôt pauvre.

La Sierra, dont l'altitude varie de 1400 à 1900 mètres, présente une grande variété de paysages (photographie 5). Le Rodeno, au Sud-Est de la Sierra, est un espace protégé à valeur environnementale et culturelle. Il s'agit de formations rocheuses de pierre de grès de couleur rouge auxquelles l'érosion donne des formes marquées, jalonnées par des forêts de pins maritimes. Les grottes créées par les formations rocheuses abritent des peintures rupestres et le site, en plus d'être un espace de promenade, est connu au niveau européen pour l'escalade. En remontant vers le centre de la Sierra, les reliefs sont pour la plupart calcaires avec des dépressions karstiques, avec une faible végétation. À la limite occidentale de la Sierra, un paysage nouveau se présente : l'altitude est plus élevée et des massifs forestiers couvrent les sommets des montagnes.



Photographie 6: Distribution de l'habitat dans la Sierra de Albarracín.

Les communes sont des espaces d'habitat dense (1 : Villar del Cobo) où un patrimoine bâti rénové et des constructions nouvelles cohabitent avec des ruines (2 : Terriente ; 3 : Rodenas). Le bâti isolé est rare et souvent abandonné (4 : Bâtiments abandonnés entre Albarracín et Bezas).

Riche en aménités naturelles, la Sierra offre aussi de nombreux sites culturels : outre les peintures rupestres, il existe des sites avec des vestiges de l'époque romaine et un patrimoine architectural important, disséminé dans les différentes communes. Toutefois, la plus grande partie de ce patrimoine se concentre dans la petite ville de Albarracín où il est valorisé. Ville fortifiée de l'époque médiévale, chef-lieu de la *taifa* qui porte son nom, son patrimoine historique et architectural en fait une destination très connue en Espagne : elle a d'ailleurs été déclarée *Monumento Nacional* en 1961. Accrochée au flanc d'une montagne, la ville domine la vallée et concentre presque un quart de la population de la *comarca*. Les autres communes sont dispersées dans la Sierra et, contrairement au Limousin, ici l'habitat isolé est rare : principalement des bergeries et quelques fermes, souvent en ruines. La Sierra semble un archipel de petites communes, espace dense où la population se concentre, entouré par de grands espaces naturels où la présence humaine est parfois difficile à percevoir (photographie 6).

Le diagnostic territorial de la *comarca*[98] considère la situation économique et sociale de la Sierra comme « très critique », en raison d'un faible capital humain et de la rareté de secteurs économiques dynamiques. La faiblesse de débouchés professionnels est une des principales raisons de départ des jeunes. Traditionnellement, les principales ressources économiques de la Sierra ont été l'agriculture et l'élevage (photographie 7). La pauvreté du sol et la dureté du climat ont favorisé une agriculture extensive et l'utilisation des techniques de l'aridoculture. Aujourd'hui encore l'agriculture, essentiellement céréalière, est caractérisée par une forte parcellisation. Les rendements sont faibles et rares sont les relèves pour les agriculteurs désormais âgés. L'élevage, notamment ovin, y est très ancien ; cette activité a été une des principales ressources économiques pour les habitants de la Sierra et les bergers partaient pour de longues transhumances, qui les amenaient jusqu'en Andalousie. Aujourd'hui, cette activité est entrée dans un processus de patrimonialisation, comme en témoignent les fêtes de la transhumance, le musée qui lui est dédié et les parcours touristiques et sportifs sur les routes des bergers[99]. Une autre ressource économique importante pour la Sierra a été la forêt, enjeu économique actuel, qui a contribué à la création d'emplois et d'une industrie du bois.

[98]ASIADER, *Diagnóstico territorial sobre el empleo, la formación y la dinamización empresarial* ; disponible à l'URL http://aragonrural.org/reddeantenas/media/pdf/diagnosticos-finales/diagnostico-sierra-Albarracín.pdf

[99]Un musée ethnologique dédié à la transhumance est ouvert depuis 2001 à Guadalaviar (http://museodelatrashumancia.com/), commune où est organisée une fête de la transhumance. Le guide « Rutas de la Trashumancia por la Sierra de Albarracín a pie y en BTT » a été édité en 2009 (http://cecAlbarracín.org/2009/09/05/rutas-de-la-trashumancia-por-la-sierra-de-Albarracín-a-pie-y-en-btt/). La transhumance a été déclarée *Bien de Interés Cultural Inmaterial* à travers le décret 289/2011 du Gouvernement de l'Aragon.



Photographie 7: Activités économiques de la Sierra de Albarracín.

1: Élevage dans la commune de Tramacastilla. 2 : Touristes dans le centre historique de Albarracín. 3: Coupe de bois dans le nord de la Sierra.

Malgré les ressources naturelles, le secteur primaire est un secteur peu compétitif : cela tient à la position géographique, définie comme un fardeau (Sáez Pérez 2007, 47) pour ce territoire. L'éloignement des grands centres économiques et la carence d'infrastructures[100] l'ont laissé aux marges du processus de modernisation économique. Entre autres, la faible compétitivité du secteur est due aussi au manque d'initiatives entrepreneuriales et d'esprit coopératif (Sáez Pérez 2007, 153). Cela semble évoluer, comme le montre la création d'une entreprise de fromages et d'un séchoir de jambons, qui transforment et valorisent des produits locaux. L'industrie agro-alimentaire semble ainsi prendre de l'élan, mais c'est une dynamique plutôt récente. Le secteur de la construction a été un moteur pour l'économie et les emplois entre les années 1990 et le début des années 2000, grâce aux nouvelles constructions et à la rénovation du bâti ancien. Cependant, il semble maintenant s'essouffler et être affecté par la conjoncture économique. L'économie de la Sierra est de plus en plus centrée sur le tertiaire, notamment le tourisme qui essaye de valoriser les ressources territoriales. Albarracín reste la principale destination, mais le tourisme de nature ou sportif se développe et beaucoup d'espoirs reposent sur cette activité. Chaque commune propose des

[100]Jusqu'aux années 1920, il n'y avait pas de routes, mais seulement des chemins et deux-tiers de la Sierra pouvaient rester isolés pendant une bonne partie de l'année, notamment à cause de la neige (Saz Pérez 2005).

logements aux touristes et l'offre se diversifie. L'isolement de la Sierra, obstacle pour le développement économique, devient aujourd'hui un atout, car il a permis la préservation des espaces naturels et des paysages. L'image élaborée par un promoteur immobilier pour des maisons dans la Sierra est à ce titre assez intéressante (figure 27) : il souligne les aménités naturelles de la Sierra (les sites naturels, les animaux sauvages, les activités et sports de nature) ainsi que son attractivité culturelle (les sites préhistoriques et romains, la ville de Albarracín). En même temps, la Sierra devient aussi un espace accessible, avec des autoroutes et un aéroport (en réalité il n'y a pas de ligne régulière qui arrive à Teruel). Madrid (à 3h30), Saragosse et Valence (2h environ) ainsi que la côte méditerranéenne sont représentées comme proches et la Sierra n'apparaît pas du tout comme un territoire enclavé. Représentation de la Sierra de Albarracín dans l'image promotionnelle de l'agence immobilière Urbancin.



Figure 27: La Sierra apparaît comme un territoire accessible, proche de la mer et des principales villes. (Source : brochure publicitaire Urbacin)

La communication touristique reflète aussi la diversification des activités proposées par les acteurs de la Sierra : le tourisme de nature et les activités de plein air se développent, en proposant des produits originaux (le *segway* pour « profiter de la Sierra de Albarracín comme tu n'avais jamais imaginé ») et essayent de valoriser les produits locaux, comme les champignons (figure 28). Les acteurs du tourisme, en particulier privés, tentent de se fédérer pour travailler en réseau, notamment pour les structures qui se trouvent hors de la ville de Albarracín[101].

[101] L'association AETSA (*Asociación de Empresarios Turísticos de la Sierra de Albarracín*) est particulièrement active dans le développement de l'offre touristique de la Sierra et dans la fédération des acteurs. De nombreux membres de l'association sont des nouveaux habitants de la Sierra.



Figure 28: Promotion d'activités environnementales et touristiques de la Sierra de Albarracín.

Flyers pour des journées mycologiques et des promenades en segway. (Source : brochures d'activités touristiques de la Sierra de Albarracín).

4.2.4. Un renouveau démographique dépendant des migrations

D'un point de vue démographique, le terrain en Limousin et la Sierra de Albarracín présentent autant de tendances communes que de facteurs les différenciant. Les deux terrains ont été très touchés par l'exode rural, terminé plus tardivement sur le terrain espagnol. La variation de la population est encore négative dans une partie des communes, résultant d'un solde naturel déficitaire. En revanche, le solde migratoire est positif, même si ce sont des populations très différentes qui s'installent dans ces espaces ruraux.

4.2.4.1. En Limousin, une attractivité sociale et environnementale favorisée par un réseau et une politique d'accueil

En Limousin, les vingt communes qui composent le territoire d'enquête représentent une population totale de 8.529 personnes, dont presque la moitié vivent dans trois communes (Eymoutiers, Peyrat-le-Château et Bujaleuf) (figure 29). Eymoutiers est le bourg le plus important du terrain d'enquête : la commune a un rôle structurant pour les services et, d'un point de vue symbolique, elle est une « porte d'entrée » sur la Montagne limousine.

À première vue, l'exode rural ne semble pas terminé : dans de nombreuses communes, la population continue de baisser et entre 1975 et 2010, seulement trois communes ont gagné des habitants : Champnétery et Moissannes, qui profitent de la proximité de l'aire urbaine de Limoges et de Saint-Léonard-de-Noblat, ainsi que Beaumont-du-Lac, proche du lac de Vassivière.Le taux de variation de population annuel reste négatif essentiellement à cause d'un solde naturel négatif.

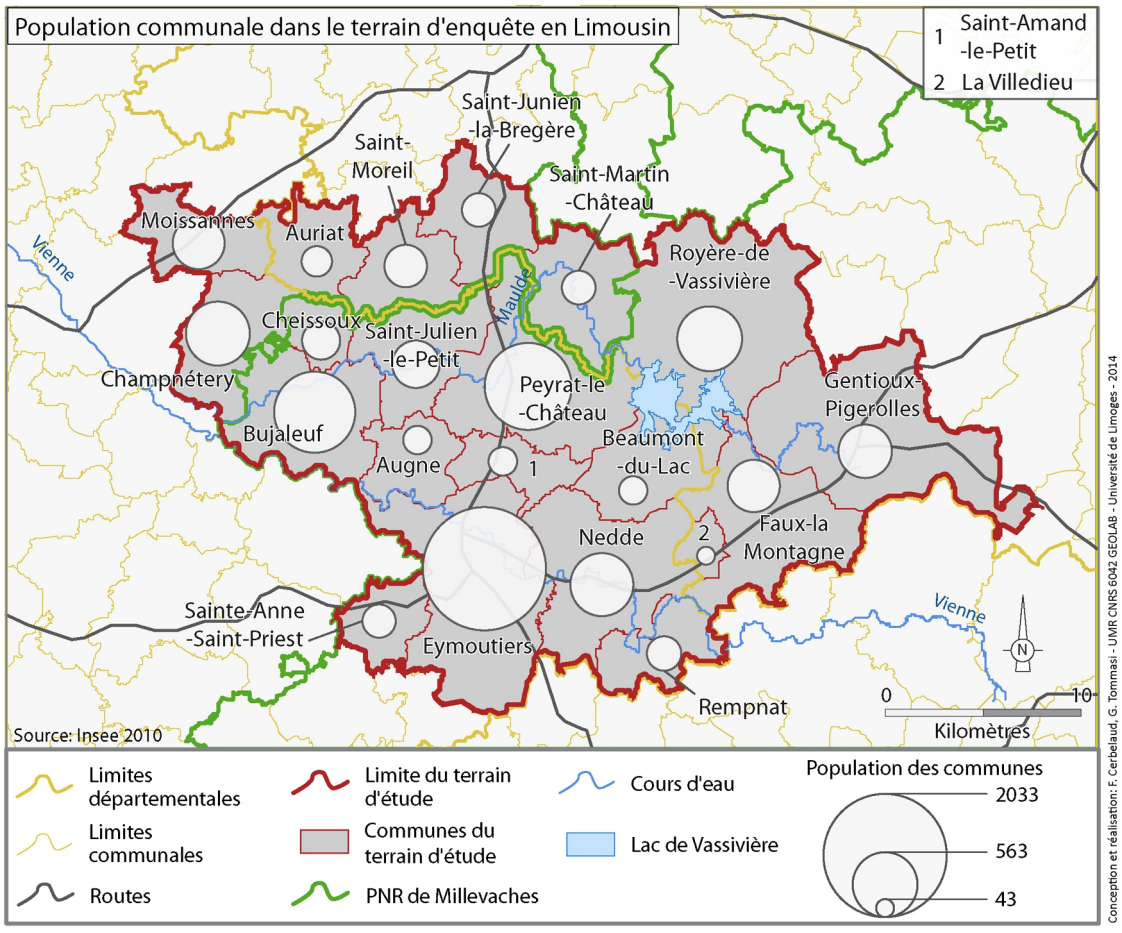


Figure 29: La répartition de la population communale dans le terrain d'enquête limousin.

La faible natalité et surtout le taux de mortalité élevé maintiennent l'évolution naturelle dans le négatif. En revanche, le solde migratoire est positif dans presque toutes les communes et, s'il n'arrive pas à compenser les pertes naturelles, il confirme un renouveau porté par les migrations (figure 30). L'attractivité migratoire du terrain d'étude est à interpréter à travers le contexte régional, mais aussi à travers un prisme plus local. L'attractivité de la région dans son ensemble s'explique par son insertion dans un espace migratoire qui est à la fois national et européen. Au jeu des migrations internes, le Limousin a un solde migratoire positif, notamment en raison de son attractivité résidentielle. Il s'agit d'une région qui est « presque » au Sud et de ce fait elle bénéficie en partie d'un effet d'héliotropisme. Son caractère rural contribue aujourd'hui à la rendre attractive, en particulier vis-à-vis de l'Île de France, ainsi que des grandes villes des régions limitrophes (Richard et *al.* 2009).

Limoges, et en particulier son aire urbaine, polarisent une grande partie de ces flux. L'aire urbaine de Limoges concentre à elle seule 38 % de la population limousine (environ 250.000 habitants), alors qu'elle représente 14 % du territoire régional (Noury et Audoux 2011). Toutefois, les dynamiques migratoires profitent également à l'espace rural, où le solde migratoire positif compense le solde naturel négatif (Simonneau et Lavaud 2009). Le Limousin s'insère aussi dans un système migratoire international : des flux du sud vers le nord conduisent les migrants à s'installer essentiellement dans les aires urbaines. En milieu rural, la présence de migrants économiques est très faible. Cependant, un CADA a été ouvert à Eymoutiers en avril 2014, dans un ancien centre de vacances. Il peut accueillir jusqu'à 80 demandeurs d'asile. Il n'a pas été possible de rencontrer ces migrants lors de mes recherches, mais il sera intéressant de suivre l'évolution de ce centre, pour observer par exemple comment les demandeurs d'asile perçoivent leur localisation, s'ils restent ou pas une fois que leur dossier d'asile a été traité, comment leur présence est perçue localement.

Les flux migratoires qui intéressent le plus les campagnes du Limousin sont des flux nord-nord, qui s'expriment en particulier par les installations des Nord-Européens dans les espaces ruraux de la région (Desbordes 2004). Les Britanniques sont les plus nombreux et entre 2001 et 2006 ils représentaient 43 % des étrangers arrivés en Limousin (Simonneau et Lavaud 2009). Ils révèlent la nouvelle attractivité de la région et leur rôle est souligné dans les processus de recomposition économique et sociale (Ardillier-Carras et *al*. 2008; Couturier 2008). Le Limousin paraît attractif pour ses atouts paysagers, mais aussi pour sa position géographique centrale, qui répond bien à des stratégies de localisations résidentielles (Pistre 2012). Les pratiques résidentielles sont d'ailleurs liées à celles de tourisme et post-tourisme, soit parce que les installations font suite à des séjours touristiques, soit parce qu'elles cohabitent dans le même espace (Bourdeau 2009; Desmichel 2012).

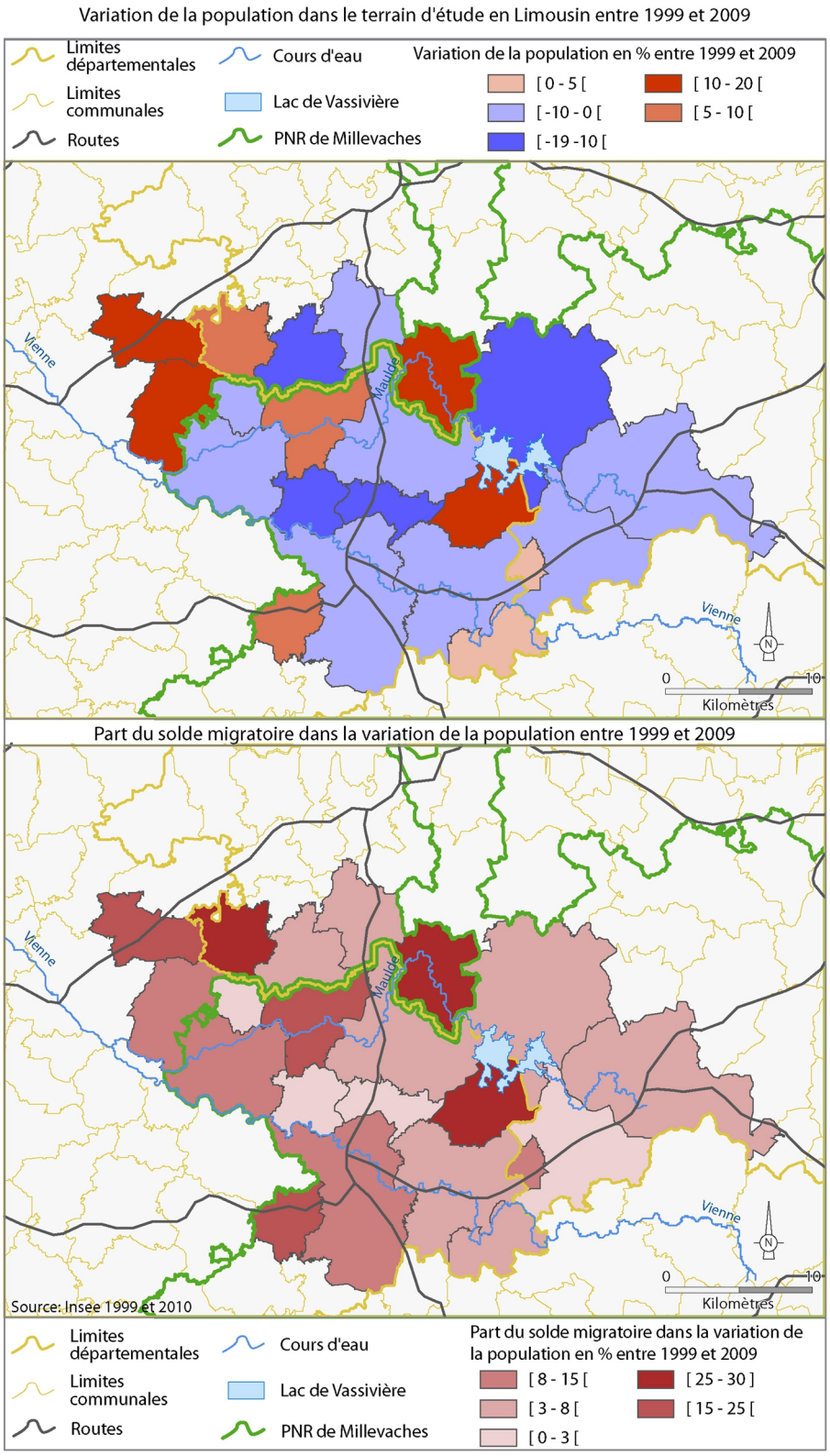


Figure 30: La variation de la population dans le terrain d'étude en Limousin entre 1999 et 2009.

Des nombreuses communes perdent encore de la population, mais le solde migratoire est toujours positif (INSEE).

À une échelle locale, la Montagne limousine est un territoire qui a déjà connu des installations de néo-ruraux dans les années 1970. Ces premières vagues migratoires, difficiles à quantifier, ont été un prélude aux flux successifs, pendant les années 1980 et 1990. Des migrants avec des projets en agriculture ou dans d'autres secteurs d'activité sont venus s'installer. Au cours des années 2000, ces flux ne se sont pas arrêtés et les nouveaux habitants ont pu s'appuyer sur une dynamique humaine et sociale qui s'est construite et étoffée tout au long de ces décennies. Ces différentes générations de migrants partagent des valeurs et des pratiques qui permettent de « travailler autrement, vivre autrement » (Lulek 2009, 124). Cela signifie un engagement individuel ou collectif dans des initiatives permettant des relations sociales centrées sur l'entraide et la solidarité, ainsi que des rapports économiques où le profit n'est pas le seul objectif. L'environnement est également une valeur fédératrice et qui semble prendre progressivement plus d'importance dans les projets. Si tout cela garde une dimension utopique, diverses expériences essayent de traduire de manière concrète ces idéaux : naissent alors des entreprises comme Ambiance Bois (une scierie coopérative, sans hiérarchie, qui travaille localement avec du bois local), le GAEC Champ Libres (ferme en biodynamie où le projet agricole se couple avec un volet culturel, porté par l'association Contrechamps, et un projet pédagogique, à travers l'accueil de stagiaires), ou encore l'association Le Monde allant vers, une « ressourcerie » qui collecte, valorise, revend des objets jetés et sensibilise au respect de l'environnement. Ce sont juste trois exemples parmi d'autres projets portés par des nouveaux habitants, qui valorisent le territoire, créent des emplois et animent une dynamique qui favorise les installations. Tout cela explique que Millevaches exerce une attractivité non seulement environnementale (Richard et Dellier 2011), mais également sociale et identitaire (Houdart 2003; Lenain 2011; Bobbe et Perrot 2013).

Ce double niveau d'attractivité est confirmé par les recensements, qui montrent une attractivité de ce terrain légèrement supérieure à celle du Limousin (tableau 10). Ces données sont issues du recensement de 2008, le dernier qui permette d'avoir des données sur le lieu de résidence des cinq dernières années. Les recensements suivants posent seulement la question du lieu de résidence de l'année précédente. Ainsi, les « néo Limousins » sont ici les personnes arrivées dans la région entre 2003 et 2008, en provenance d'une autre région ou de l'étranger[102]. Au niveau régional, cela représente une personne sur dix, grâce notamment à l'attractivité des unités urbaines : en effet, la part des néo-Limousins baisse hors agglomération. En revanche, les communes du terrain d'enquête confirment leur attractivité, affichant un solde légèrement supérieur à celui de la région dans son ensemble. Sur les 888 nouveaux habitants de notre terrain, un quart vient de l'étranger (228 personnes), le restant des autres régions de France métropolitaine.

[102]Les personnes arrivant de l'étranger peuvent être des étrangers mais aussi des Français qui résidaient dans un autre pays.

	Population âgée de 5 ans ou plus au 1er janvier 2008	Néo-Limousins 2003-2008 âgée de 5 ans ou plus au 1er janvier 2008	Part des néo-Limousins sur la population 2003-2008 âgée de 5 ans ou plus au 1er janvier 2008
Limousin	703 642	71 160	10,1%
Limousin hors agglomérations	399 857	37 284	9,3 %
Centre Limousin	8 058	888	11%

G.Tommasi – GEOLAB 2014

Tableau 10: Part des néo-Limousins âgés de 5 ans ou plus arrivés entre 2003 et 2008.
(INSEE, Recensement de la population 2008, exploitation complémentaire).

La politique d'accueil de nouvelles populations soutenue par le Conseil régional est un facteur de plus pour interpréter cette attractivité et encore une fois, il est possible de distinguer une échelle régionale et une plus locale. La politique d'accueil régionale a un recul de presque quinze ans qui lui permet d'avoir une maîtrise des outils et une bonne connaissance du territoire. Les actions d'accompagnement et le soutien financier aux nouveaux habitants, ainsi que le travail de sensibilisation auprès des élus semblent porter leurs fruits. Cependant, cette politique ne semble pas avoir une feuille de route bien définie et est par ailleurs soumise aux aléas politiques régionaux, comme la présence d'un élu plus ou moins sensibilisé à la question ou les restrictions budgétaires. Les communes au nord de notre terrain d'étude rentrent dans le territoire de compétence du PLA (Pôle local d'accueil) Sud-Ouest Creuse, un des plus anciens dans la politique d'accueil régionale (cf. §3.2.1.)

À une échelle locale, les outils d'accueil évoluent et s'adaptent au territoire. Par exemple, la communauté de communes du Plateau de Gentioux a préféré orienter ses actions sur les services économiques plutôt que sur l'accueil, considéré comme déjà « acquis ». L'objectif est de pouvoir offrir aux nouveaux habitants des projets viables et qui répondent aux besoins du territoire, comme la production alimentaire locale ou les services de santé. Par ailleurs sur l'ensemble du terrain d'enquête l'association De Fil en Réseaux est particulièrement active : née en 2005, elle regroupe quinze structures du plateau de Millevaches, travaillant dans l'économie sociale et solidaire. Elle coordonne l'accueil de nouveaux habitants, en les orientant vers des personnes ou des structures pouvant leur apporter de l'aide, mais a également un rôle de soutien de l'économie sociale et solidaire. L'association prend appui sur les acteurs et les ressources du territoire pour alimenter une dynamique de territoire endogène sur les plans économique et socio-culturel. Financée entre autres par le Conseil régional, cette structure a été insérée récemment dans les cartes du réseau d'accueil limousin, où au début figuraient seulement les PLA. Cela confirme la pertinence et la

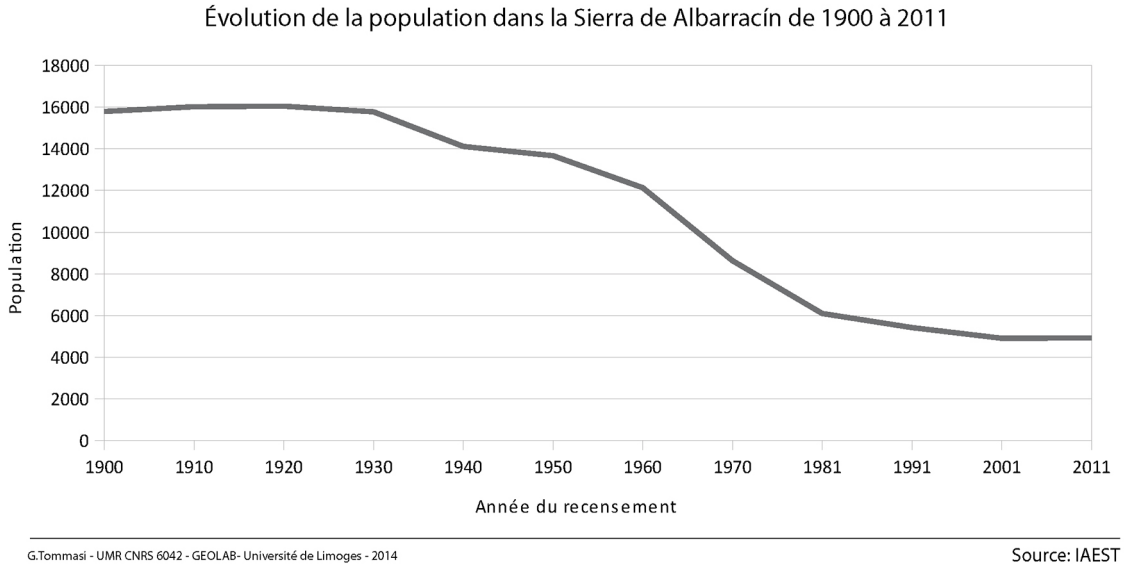


Figure 31: Évolution de la population dans la Sierra de Albarracín au cours du XXe et du début du XXIe siècle.

Le territoire a perdu deux tiers de sa population, mais une stabilisation et une légère hausse sont visibles à partir de la fin du XXe.

complémentarité de ses actions aux yeux du Conseil régional, où De Fil en Réseaux est considérée comme un « laboratoire d'initiatives »[103].

4.2.4.2. Dans la Sierra de Albarracín, une dynamique démographique portée par les migrations internationales et un début de migrations internes

Selon le recensement de 2011, la Sierra de Albarracín a 4.918 habitants (4.981 selon le *padrón*) (figure 31). Elle présente des caractéristiques proches de celles des autres *comarcas* rurales de la province : une densité très faible, une population vieillissante. Une personne sur trois (30,2 %) a plus de 65 ans et l'âge moyen est de 49,3 ans. Ce portrait est bien différent de celui qui aurait pu être fait il y a cent ans, quand la Sierra comptait plus de trois fois sa population actuelle. Au début du XX e siècle, l'émigration était essentiellement saisonnière (Saz Pérez 2005) et c'est seulement plus tard, après la guerre civile et surtout à partir des années 1950, que la population émigre. La société de la Sierra de Albarracín était probablement, en cette période, proche de celle décrite dans *Los santos inocentes (*Delibes 2001*)*[104] : une ruralité pauvre et inégalitaire, marquée par les conflits liés à la guerre civile. Dans la Sierra une population jeune, en majorité féminine, s'est ainsi dirigée vers Barcelone et Valence, laissant des traces profondes dans la démographie contemporaine. La perte de

[103] Selon la définition donnée par un membre du « Service Accueil et Territoires » du Conseil Régional du Limousin.

population ralentit à partir des années 1980 et commence à se stabiliser à la fin du siècle dernier. Au début du XXI[e] siècle, on observe une légère inversion de tendance, avec une faible augmentation de la population (figure 32).

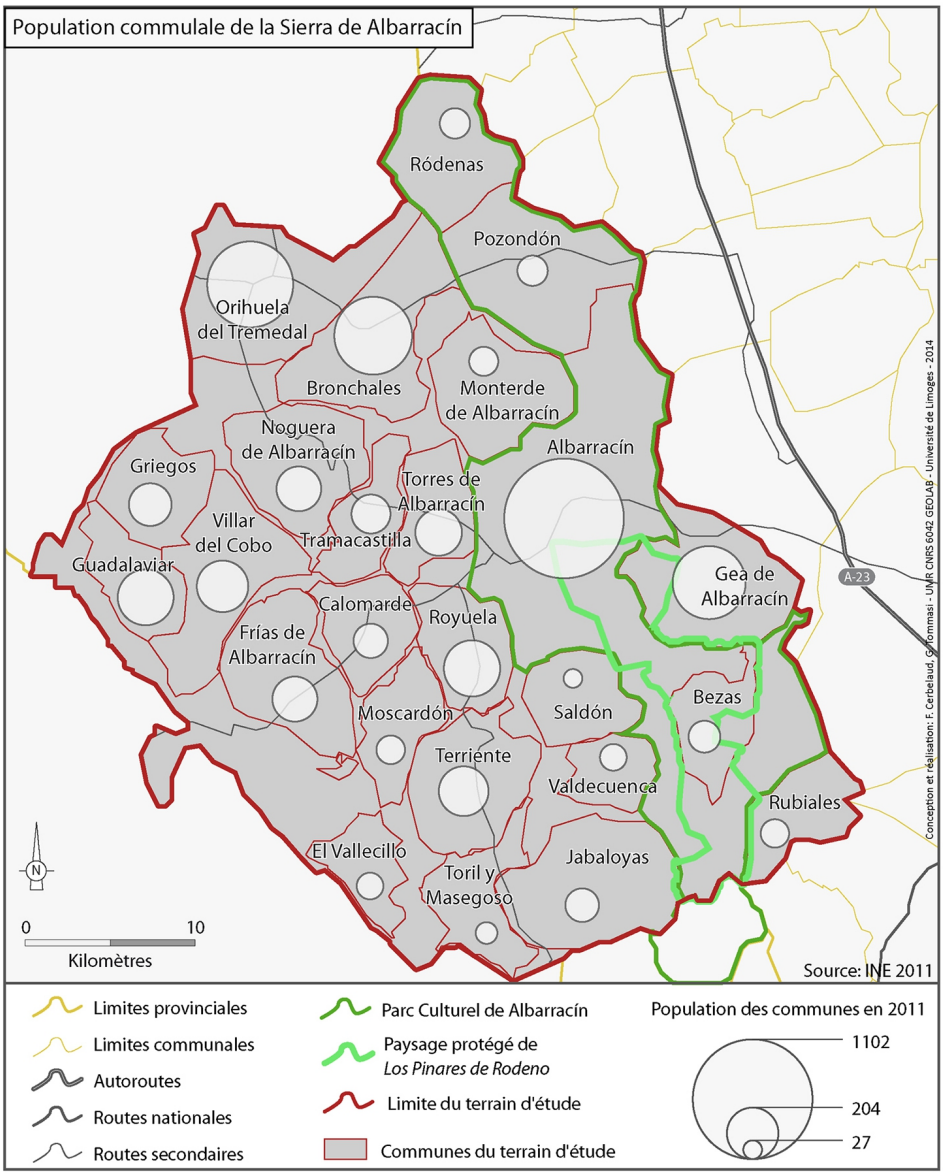


Figure 32: Répartition de la population communale dans la Sierra de Albarracín.

[104] Publié pour la première fois en 1981, *Los Santos Inocentes* est un roman dont l'histoire se déroule en Extramadura dans les années 1960 et qui décrit la misère matérielle et humaine des classes sociales inférieures dans une société rurale. Un autre livre, *Con la maleta al hombro* (Del Val 2000) recueille des récits de vie qui aident à comprendre les raisons de quitter les campagnes et l'attraction exercée par la ville.

Comme pour le Limousin, cela s'explique par le solde migratoire, qui a été positif pendant les années 2000, en particulier grâce aux migrations des étrangers. Les flux migratoires qui ont intéressé l'Espagne dans son ensemble ont en effet également concerné la Sierra de Albarracín, où se sont installés des ressortissants de l'Europe de l'Est, de l'Amérique latine et du Maghreb. En 2011, la population étrangère y représente environ 10 % de la population totale (tableau 11). Majoritairement masculine, elle contribue au rajeunissement de la population de la Sierra, ou du moins elle en ralentit le vieillissement : en effet, 81 % des migrants ont moins de 45 ans. La distribution spatiale des migrants n'est pas homogène et ils se concentrent dans les trois communes les plus peuplées, où se trouvent aussi les emplois et les services.

Quant aux migrations internes, les données statistiques permettent de savoir si les habitants d'une commune sont nés dans cette même commune, dans la province, la communauté autonome ou à l'étranger. Le recensement de 2011 indique que les habitants de la Sierra nés hors de l'Aragon représentaient 13,3 % de la population totale. Le lieu de naissance n'indique pas forcément une migration et cela ne dit pas non plus quand ces personnes sont arrivées dans la Sierra. Cependant, dans un territoire où la mobilité était essentiellement dirigée vers l'extérieur, cela peut être l'indice d'une migration récente. En 2011, le solde migratoire dans l'ensemble de la Sierra est légèrement négatif pour les Espagnols comme pour les étrangers, mais de manière assez faible (-36 habitants). Au niveau local, certaines communes ont par ailleurs plus d'entrées que de sorties : il ne s'agit pas de chiffres statistiquement importants, souvent juste quelques personnes, mais qui sont le signe d'une nouvelle dynamique démographique.

Le tableau 11 présente les chiffres de la population et des étrangers des communes de la Sierra selon le recensement et le *padrón* 2011. Les valeurs sont très faibles, mais elles permettent de donner un aperçu des différences de données entre les deux sources, comme évoqué précédemment (cf. §4.1.2.3.).

	Population en 2011			Population née à l'étranger en2011			Population née dans une autre CA en 2011
	Recensement	**Padrón**	***Différence en %***	**Recensement**	**Padrón**	***Différence en %***	**Padrón**
Albarracín	1102	1096	*0,54*	178	179	*-0,56*	100
Bezas	78	82	*-5,13*	6	6	*0*	15
Bronchales	465	469	*-0,86*	60	75	*-25*	69
Calomarde	91	103	*-13,19*	0	0	*0*	24
Frías de Albarracín	156	152	*2,56*	21	17	*19*	23
Gea de Albarracín	410	415	*-1,22*	29	34	*17,24*	48
Griegos	140	141	*-0,71*	5	5	*0*	38
Guadalaviar	240	247	*-2,92*	1	1	*0*	35
Jabaloyas	87	90	*-3,45*	7	7	*0*	21
Monterde de Albarracín	65	64	*1,54*	0	0	*0*	9
Moscardón	63	67	*-6,35*	3	3	*0*	12
Noguera de Albarracín	153	148	*3,27*	9	8	*11,1*	21
Orihuela del Tremedal	568	580	*-2,11*	78	85	*9,97*	65
Pozondón	71	80	*-12,68*	3	6	*-100*	14
Ródenas	71	71	*0*	8	7	*12,5*	2
Royuela	243	251	*-3,29*	7	13	*-85,7*	23
Rubiales	62	58	*6,45*	5	6	*-20*	13
Saldón	27	29	*-7,41*	0	0	*0*	5
Terriente	190	197	*-3,68*	22	24	*-9,1*	39
Toril y Masegoso	36	37	*-2,78*	1	1	*0*	5
Torres de Albarracín	167	167	*0*	9	8	*11,11*	19
Tramacastilla	117	118	*-0,85*	12	14	*-16,67*	12
Valdecuenca	55	53	*3,64*	17	16	*5,88*	8
Valecillo (el)	55	61	*-10,91*	1	1	*0*	21
Villar del Cobo	204	205	*-0,48*	7	5	*28,57*	25
Sierra de Albarracín	**4916 100 %**	**4981 100 %**	***-1,32***	**489 9,9 %**	**521 10,4 %**	***-6,54***	**666 13,3 %**

G.Tommasi – GEOLAB 2014

Tableau 11: Population de la Sierra de Albarracín, nombre et part des étrangers et de la population née dans une communauté autonome autre que l'Aragon selon le recensement et le *Padrón* 2011 (INE, IAEST). Les différences entre recensement et *Padrón* ne sont pas très importantes d'un point de vue global, mais elles peuvent l'être localement, notamment en raison des petits effectifs.

Cependant, un mouvement migratoire a été confirmé par les élus et les acteurs de l'accueil, qui soulignent même l'arrivée croissante d'Espagnols. La politique d'accueil portée par le Groupe d'action locale Asiader, à travers le projet *Abraza la Tierra,* (cf. §3.2.2.1.) suit ces dynamiques migratoires et aide les installations de nouveaux habitants quand il y a un projet professionnel ou une offre d'emploi. Les entretiens réalisés avec la responsable locale du projet confirment l'arrivée d'Espagnols motivés par la volonté de vivre *en el pueblo* (dans le village).

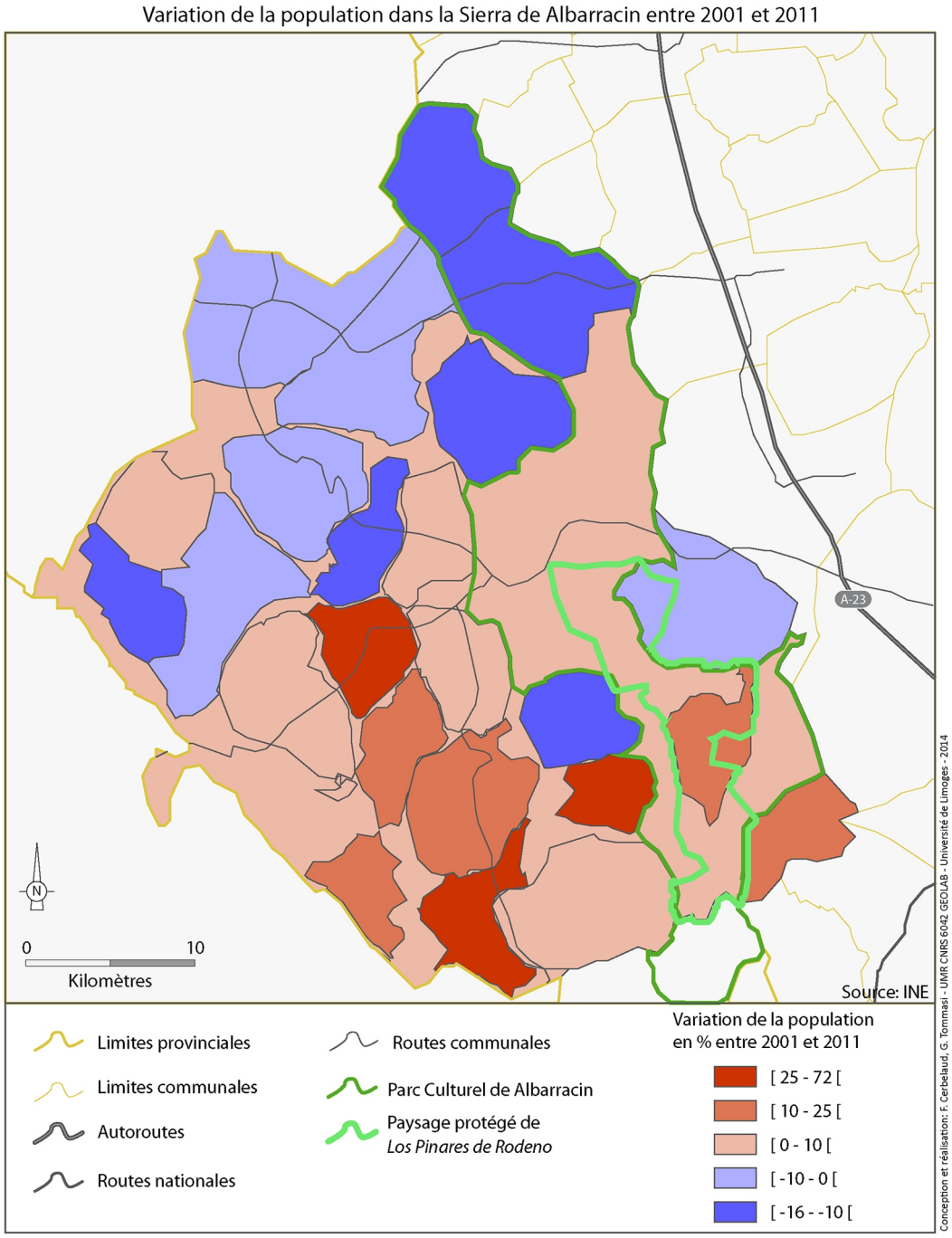


Figure 33: Variation de la population dans la Sierra de Albarracín entre 2001 et 2011.
L'évolution est encore inégale entre les communes.

Contrairement au Limousin, où les vagues migratoires successives ont permis de créer un réseau d'accueil formel et informel, les flux vers la Sierra sont récents, tout comme le réseau d'accueil. Cela ne permet pas d'avoir beaucoup de recul sur la durée des installations, qui toutefois semblent fragiles : plusieurs ménages rencontrés pendant mon premier séjour en 2010 n'étaient plus dans la Sierra en 2011 ou 2012.

*

Les terrains d'étude en Limousin et dans la Sierra de Albarracín peuvent être présentés comme deux espaces ruraux à la démographie fragile, marquée par le vieillissement de la population et des densités faibles (tableau 12). Au sein de la région du Limousin ou de la province de Teruel, les terrains d'étude semblent à la marge des dynamiques économiques et hors de l'influence de la ville. Cependant, l'évolution démographique au cours des dernières années montre aussi des signes de renouveau, notamment grâce aux migrations qui, si elle n'arrivent pas à enrayer la baisse de la population (comme en Limousin), montrent une nouvelle attractivité. L'investigation sur le terrain et la rencontre des acteurs a permis d'aborder ces dynamiques d'un point de vue qualitatif, à travers l'observation et les discours des acteurs.

	Centre Limousin	Limousin		Sierra de Albarracín	Province de Teruel
Population Limousin : 2009 ; Teruel : 2011	8.519	741.785		4.916	143.178
Densité (hab/km²)	12,1	43,8		3,5	9,8
Population Limousin : 1999 ; Teruel : 2001	8799	710.792		4903	143.162
Variation de population en % Limousin : 1999-2009 Teruel : 2001-2011	-3,2	0,4		0,2	5,4
Population immigrée dans la population totale en %[105] Limousin : 2009 ; Teruel : 2011		4,4		10,4	11,9
Population âgée en % Limousin : plus de 60 ans Teruel : plus de 64 ans	37,3	29		30,2	23,4

G.Tommasi- GEOLAB 2014

Tableau 12: Indicateurs démographiques dans les deux terrains d'enquête (INSEE, INE).

[105] En Limousin, nous n'avons pas les données sur les étrangers pour les petites communes. Selon le recensement 2010, dans le canton d'Eymoutiers les immigrés représentaient 5,7 % de la population.

4.3. Méthodologie de la recherche sur le terrain

Après avoir présenté les deux terrains d'enquête, les pages qui suivent détaillent l'enquête menée auprès des acteurs. En effet, les entretiens avec les habitants et acteurs des deux territoires ruraux sont la source principale de cette thèse. L'objectif était en effet d'analyser le vivre ensemble et les relations au territoire à travers le discours des habitants. Pour cela, j'ai rencontré des nouveaux et des anciens habitants, ainsi que des acteurs institutionnels comme les élus et les acteurs de l'accueil.

4.3.1. Les acteurs à rencontrer : nouveaux et anciens habitants, acteurs institutionnels

Quels acteurs rencontrer pour répondre aux questions sur les relations sociales et spatiales dans les espaces ruraux ? Une première évidence était de rencontrer les nouveaux habitants, ceux qui paraissent dans la littérature comme étant au cœur des recompositions socio-territoriales. Nationaux ou étrangers, il s'agit des personnes qui sont venues s'installer à la campagne et qui y vivent de manière permanente. À côté des migrants, la deuxième catégorie de personnes à rencontrer étaient les « locaux ». Venaient enfin les acteurs institutionnels : les élus locaux, en particulier les maires, mais aussi des acteurs des politiques d'accueil et des responsables d'associations.

Identifier les nouveaux habitants comme acteurs à rencontrer, soulève une première question : qui sont les nouveaux habitants et comment « délimiter » cette catégorie qui, comme précédemment expliqué (cf. chapitre 2) est hétérogène et floue ? Fallait-il fixer une limite temporelle ? Il aurait été possible d'exclure les migrants arrivés depuis suffisamment longtemps pour ne plus être « nouveaux », ou ceux arrivés trop récemment pour avoir un avis sur le territoire. Était-il nécessaire de fixer des limites d'âge ? Par exemple prendre en considération les migrants de plus de vingt ou vingt-cinq ans, arrivés après les études, au début de leur vie active. Une limite spatiale était-elle pertinente ? Faut-il avoir parcouru une distance suffisamment importante pour que l'on puisse parler de migration ou de rupture ? Fallait-il prendre en considération les motivations ? Par exemple, privilégier les migrants arrivés par choix délibéré, en excluant ceux qui s'étaient fait conduire par le hasard, par une nécessité économique, ou arrivés par défaut ?

Finalement, retenir autant de critères et de limites pour définir la catégorie des nouveaux habitants me semblait réducteur. Il semblait difficile de déterminer par avance à partir de la durée d'installation ou de l'âge qui est ou n'est pas un nouvel habitant. Cela aurait amené à déterminer de manière arbitraire une date qui aurait pu avoir du sens du point de vue de la recherche, mais pas

forcément pour les acteurs. La notion de « choix » paraissait également ambiguë, d'une part parce que le choix peut concerner l'installation à la campagne d'une manière générale, ou plus particulièrement le lieu d'installation. D'ailleurs, dans les parcours des migrants on trouve une combinaison de logiques différentes : Girard (2012) fait part de la difficulté de catégoriser les post-touristes à Perpignan, car souvent des logiques d'installation différentes sont combinées. Le choix de l'installation ne dépend pas seulement d'une raison familiale, ni de l'attrait pour le territoire, mais d'une combinaison de logiques familiales, professionnelles, territoriales qu'il est difficile de fractionner. L'ambiguïté de la notion de « choix » ressort aussi dans le travail de Richard et Dellier (2011) qui soulignent les allers-retours des migrants entre une dimension idéelle de la migration (aller vivre à la campagne) et la matérialité de leur projet (lieu d'installation, logement) : il existe souvent un décalage entre ces deux dimensions et la migration se révèle être un compromis entre le rêve ou le projet initial et sa réalisation concrète. Ces deux exemples montrent la difficulté de catégorisation pour les nouveaux habitants, à la fois d'ordre pratique et théorique.

Dans cette thèse, la définition du nouvel habitant est restée relativement ouverte : j'ai rencontré des habitants venus s'installer en Limousin ou dans la Sierra de Albarracín qui y vivent tout au long de l'année, originaires d'une autre région ou d'un autre pays. J'ai évité les migrants infra-régionaux, sauf pour quelques exceptions, par exemple quand ils m'étaient présentés comme de « nouveaux habitants ». Quant aux motivations de la migration, au vue de l'imbrication des logiques (aménités, attaches familiales, emploi), il ne me semblait pas pertinent de déterminer a priori une catégorie à rencontrer plutôt qu'une autre. En effet, les entretiens ont révélé la combinaison et l'indissociabilité des différentes logiques. Pour la durée d'installation, comment déterminer à partir de quand on cesse d'être un nouvel habitant ? Face à l'impossibilité de répondre à cette question, le critère de la durée d'installation a été assoupli. Dans la Sierra de Albarracín, j'ai rencontré des migrants arrivés essentiellement dans la dernière décennie, ceux arrivés avant étant rares. En Limousin, j'ai rencontré des migrants arrivés récemment, mais aussi ceux qui sont arrivés dans les années 1970, au cours de la vague « néo-rurale ». L'objectif était de voir si les motivations d'installation et la vision du territoire étaient différentes. Deux entretiens ont été menés avec des « Bretons » arrivés en Limousin dans les années 1960. S'il peut sembler difficile de les inclure parmi les « nouveaux habitants » après un demi-siècle, leur regard sur la migration et sur l'accueil reçu a été cependant enrichissant.

La deuxième catégorie, celle de la population locale, semblait plus facile à identifier : toutefois, des ambiguïtés ont rapidement émergé, entre des personnes identifiées par les habitants comme des « locaux » mais dont l'installation ne s'inscrit pas toujours dans la durée. En Limousin, il s'agit souvent de migrants de retour, nés et ayant grandi dans la commune, qui l'ont quittée au moment d'entrer dans la vie active et sont ensuite revenus à l'âge de la retraite. Dans la Sierra de Albarracín, cela concerne des résidents temporaires : eux-mêmes ou leurs parents avaient émigré, mais leurs retours réguliers (pour les vacances, pendant l'été) font qu'ils continuent à appartenir, aux

yeux des habitants, à la population locale, même s'ils résident dans la Sierra seulement quelques semaines par an. Les limites de la catégorisation et la construction sociale de l'autochtonie (cf. §2.4.3.3.) ont ainsi trouvé confirmation sur les terrains d'enquête. Finalement, les « locaux » rencontrés dans le cadre de la thèse sont des personnes ayant vécu la plupart de leur vie dans la Sierra ou en Limousin, pour qui « "être et se sentir de quelque part" pour agir et être reconnu » (Tizon 1996) signifie se reconnaître dans la localité, en tant qu'espace d'appartenance dans lequel on se sent « chez soi ». Ils se reconnaissent dans une identité locale, construite et revendiquée à travers une ancienneté résidentielle et une sociabilité locale.

Ces catégories sont un outil de classification, mais les frontières sont poreuses et la dichotomie locaux/nouveaux n'est qu'une des possibilités de catégorisation, choisie parce qu'elle peut mettre en lumière un rapport à la mobilité et à la localité. Par ailleurs, cette classification reste opérationnelle car les habitants eux-mêmes se reconnaissent ou définissent les autres en tant que « d'ici » ou « nouveaux habitants ». L'utilisation de cette catégorie est ainsi motivée par le fait qu'elle reste, dans ces territoires ruraux, une des clés de lecture de la société locale de la part des habitants.

Les acteurs institutionnels, maires, élus des départements ou de la province, constituent la troisième catégorie identifiée pour les entretiens. Les élus ont souvent été une porte d'entrée sur le territoire, en me donnant contacts et informations utiles sur leur commune. Par ailleurs, les rencontrer a permis d'avoir leur ressenti sur les mobilités ville-campagne, sachant qu'ils peuvent déterminer des actions politiques, mais aussi influencer le regard que les habitants portent sur les migrants. J'ai également rencontré des personnes travaillant dans le domaine de l'accueil, dans les organismes professionnels ou dans les associations, qui ont pu me démontrer l'efficacité et la pertinence des actions menées, ainsi que m'aider dans la connaissance du territoire et de ses acteurs (tableau 13).

Acteurs rencontrés	Caractéristiques
Nouveaux habitants	• Individus venus s'installer dans le Limousin ou dans la Sierra de Albarracín • Originaires d'une autre région ou de l'étranger • Résidents permanents
Population locale	• Individus natifs du Limousin ou de la Sierra de Albarracín • Personnes se définissant ou étant définies comme « d'ici »
Élus et acteurs de l'accueil	• Maires • Élus du département, de la province et de la *comarca* • Acteurs des politiques d'accueil • Responsables associatifs

G.Tommasi – GEOLAB 2014

Tableau 13: Synthèse des acteurs rencontrés pendant l'enquête de terrain

Les premiers entretiens ont été réalisés avec des acteurs institutionnels et des personnes ressources, qui ont pu me diriger vers des personnes à rencontrer. La question de l'échantillon et de la représentativité de ces personnes s'est rapidement posée mais, s'agissant d'une enquête qualitative, de manière différente que dans les enquêtes quantitatives, où l'objectif est effectivement de reproduire les caractéristiques de la population interrogée. Selon le « principe de diversification », j'ai plutôt essayé d'avoir un échantillon le plus varié possible, avec des personnes qui puissent exprimer des situations sociales très différentes au sein de la population étudiée (Michelat 1975). L'objectif étant d'avoir une vision d'ensemble la plus complète possible sur les pratiques socio-spatiales au sein des territoires ruraux, j'ai préféré la variété des situations à la représentativité statistique. Les critères de diversification concernent à la fois des variables générales comme l'âge, le sexe, la profession, mais aussi des variables spécifiques au sujet d'étude. Ainsi, j'ai essayé de rencontrer des nationaux tout comme des étrangers, des personnes qui apparaissent intégrées dans des réseaux tout comme celles qui semblaient plus à l'écart, des personnes habitant dans une maison isolée ou dans le bourg[106].

Difficile à construire a priori, l'échantillon s'est constitué progressivement, à la fois en demandant des contacts aux personnes ressource, ainsi qu'à travers une méthode « boule de neige ». Cette méthode est utile quand l'accès aux personnes est difficile, mais pose évidemment la question des limites et des biais de l'échantillonnage. Cependant, il y a eu, sur chaque terrain, plusieurs « boules de neiges », des prises de contact différentes qui ont permis de limiter ce biais. En Limousin, en raison de la proximité du terrain, il a été possible de faire des « réajustements » pour équilibrer les profils. Cette méthode présente d'ailleurs un avantage : en demandant aux interviewés de me donner des contacts d'autres personnes, il a été possible de voir à quelle échelle et dans quels réseaux se situaient leurs relations.

4.3.2. Les grilles et le déroulement des entretiens

Les entretiens ont été réalisés avec une méthode semi-directive : une liste de thèmes à aborder avec des questions le plus souvent ouvertes, afin de laisser parler librement la personne interrogée. Des questions plus précises ont été abordées au cours de l'entretien, et des relances ouvertes ont souvent été formulées. L'ordre des questions n'a pas toujours été respecté, l'important étant d'aborder tous les points. Deux grilles d'entretien ont été élaborées, une pour les nouveaux

[106] Selon Michelat (1975, 236), « il est surtout important de choisir des individus les plus divers possibles. En effet (…), c'est l'individu qui est considéré comme représentatif en ce qu'il détient une image, particulière il est vrai, de la culture (ou des cultures) à laquelle il appartient. L'échantillon est donc constitué à partir de critères de diversification en fonction des variables qui, par hypothèse, sont stratégiques, pour obtenir des exemples de la plus grande diversité possible des attitudes supposées à l'égard du thème d'étude. Par variables stratégiques nous entendons celles dont, en fonction de réflexions théoriques et des études antérieures, on peut estimer qu'elles jouent le rôle le plus important dans le champ du problème étudié ».

habitants, l'autre pour la population locale (tableau 14 et annexe 2). Pour les élus et les personnes ressources, j'ai opté pour un entretien non-directif. Les deux grilles d'entretien ont été structurées en cinq parties. Dans un premier temps, je demandais aux nouveaux habitants de m'expliquer comment ils étaient arrivés là et de me raconter leur installation. Le but était de connaître leur parcours migratoire, les motivations qui les avaient amenés à s'installer à la campagne et plus particulièrement dans leur lieu de vie actuel. Je voulais aussi savoir comment ils avaient été reçus et accueillis. Je demandais également, aux nouveaux et anciens habitants, de me décrire le lieu où ils vivent; cela a été utile pour voir les représentations du territoire, avant et après l'installation, ainsi que les aspects du territoire qui étaient mobilisés (les aspects positifs comme la nature, ceux négatifs comme l'isolement).

Ensuite, j'essayais d'explorer leurs réseaux relationnels, pour observer dans quelles situations les personnes interrogées ont fait connaissance avec d'autres habitants et quel est le rôle joué par l'engagement associatif ou politique. Il m'intéressait également de voir si les fréquentations marquaient un clivage entre nouveaux et anciens habitants et si les personnes se sentaient intégrées au niveau local. Suivaient des questions visant à identifier les pratiques spatiales et les relations à la ville : je demandais par ailleurs de représenter sur une feuille blanche une carte mentale des lieux les plus fréquentés et les plus importants à leurs yeux. Cela a permis d'identifier l'échelle spatiale sur laquelle ils se situaient, ainsi que l'organisation spatiale. Ensuite, je posais des questions, plus personnelles, sur le sentiment d'appartenance et le fait de se sentir « chez soi ». Je demandais enfin à la population locale ce qu'ils pensaient des nouveaux habitants, afin de voir les représentations qu'ils avaient des nouvelles installations.

	Thématique	Question posée	Méthodologie	Objectifs
Nouveaux habitants	Parcours migratoire	Pouvez-vous me parler de ce qui vous a amené à vous installer ici ?	Questions ouvertes	Connaître le parcours migratoire, les motivations qui ont amené la personne à s'installer à la campagne et plus précisément dans ce lieu. Connaissance préalable du territoire, modalités d'accueil.
Nouveaux habitants et locaux	Relation au territoire	Comment décririez-vous votre lieu de vie ?	Questions ouvertes	Voir quels éléments du territoire sont mobilisés et quelles en sont les représentations. Changement des représentations avant et après installation.
Nouveaux habitants et locaux	Réseau relationnel et intégration	Quelles sont les personnes que vous connaissez et que vous fréquentez ?	Questions ouvertes	Identifier les modalités et les réseaux de connaissances, l'échelle territoriale à laquelle ils se situent. Engagement associatif et politique. Sentiment d'intégration.
Nouveaux habitants et locaux	Pratiques spatiales	Quels sont les endroits que vous fréquentez habituellement ?	Questions ouvertes et carte mentale	Identifier les lieux les plus fréquentés, aussi à travers une carte mentale. Rapport à la ville. Projet de déménagement.
Nouveaux habitants et locaux	Sentiment d'appartenance	Vous sentez-vous « chez-vous » ? D'où êtes-vous ? Sur une échelle de 1 à 5, quelle est votre sentiment d'appartenance au hameau/commune/dépt. ou prov./région ?	Questions fermées	Observer à quelle échelle territoriale se manifeste un sentiment d'appartenance .
Locaux	Nouveaux habitants	Que pensez-vous des personnes qui viennent ou qui sont venues s'installer ici ?	Questions ouvertes	Connaître quel est le regard porté sur les nouveaux habitants, sur les raisons de leur installation et leur apport.

G.Tommasi - GEOLAB 2014

Tableau 14: Synthèse des thématiques abordées dans les grilles d'entretien pour les nouveaux et anciens habitants dans les deux territoires.

L'entretien avec les élus et acteurs territoriaux portait sur des questions plus générales, comme les actions développées en faveur de l'accueil des nouveaux habitants, leur pertinence et leur efficacité. Je cherchais aussi à connaître les profils des nouveaux habitants et leur évolution dans le temps. Là-aussi, le questionnement portait sur les réactions des habitants de la commune vis-à-vis des nouvelles installations.

Les entretiens ont duré 1h20 en moyenne ; quand les interlocuteurs n'avaient pas beaucoup de temps, la grille d'entretien était modifiée pour aborder les thèmes prioritaires. La grille était aussi adaptée en fonction du profil de la personne interrogée : par exemple, les personnes récemment installées avaient parfois moins de recul sur les relations et les pratiques spatiales, l'attention se portait alors plus sur les étapes et motivations du parcours migratoire. En France, les entretiens se déroulaient le plus souvent au domicile de la personne, tandis qu'en Espagne cela était plus rare : le rendez-vous était donné le plus souvent dans un espace public, généralement le bar du village. Pour les maires et personnes ressources, l'entretien s'est déroulé à la mairie ou sur le lieu de travail. Quand cela a été possible, les entretiens ont été enregistrés[107] et retranscrits.

	Nouveaux habitants français/espagnols	Nouveaux habitants étrangers	Locaux	Élus et personnes ressource	Habitants « à temps partiel »
Centre Limousin	37	12	7	15	/
Sierra de Albarracín	41	18	11	12	9

G.Tommasi GEOLAB 2014

Tableau 15: Nombre d'entretiens réalisés dans les deux territoires d'enquête.

Au total, 162 entretiens ont été réalisés, dont 71 en Limousin et 91 dans la Sierra de Albarracín (tableau 15). En Limousin, résidant à proximité, je n'ai pas eu recours à un hébergement sur le terrain d'enquête. Dans la Sierra, trois séjours[108], rendus possibles grâce aux financements du laboratoire Géolab et à une bourse de l'École Doctorale Thématique n° 526 « Sociétés et Organisations », ont permis, outre la réalisation des entretiens, d'approfondir ma connaissance du territoire et de ses acteurs, dont certains ont été rencontrés plusieurs fois.

Le nombre de locaux interviewés est inférieur à celui des nouveaux habitants, ce qui s'explique par une méfiance plus forte vis-à-vis de l'enquête et des refus d'entretien. D'autre part, avec les locaux j'ai obtenu plus rapidement un effet de « saturation », l'impression que j'avais de moins en moins d'informations nouvelles en cours d'entretien (Glaser et Strauss 1973; Olivier de Sardan 1995). Cela ne signifie pas qu'il s'agisse d'un groupe homogène, mais que j'ai eu plus rapidement l'impression d'avoir « fait le tour » de l'éventail des représentations. Un biais regrettable à cette recherche est le faible nombre de ressortissants Roumains et Marocains rencontrés dans la Sierra de Albarracín : malgré le fait qu'ils soient les deux premiers groupes étrangers dans la Sierra, ils

[107] Les entretiens n'ont pas été enregistrés en cas de refus de la part de la personne concernée ou quand cela était inutile à cause du bruit, comme dans les bars.

[108] Les séjours dans la Sierra de Albarracín ont eu lieu du 10 septembre au 10 octobre 2010, du 7 au 22 août 2011 et du 28 mai au 14 juin 2012.

sont peu visibles dans l'espace public et relationnel. Contrairement aux Sud-Américains, faciles à contacter et souvent impliqués dans les commerces locaux, il était difficile de voir des Roumains ou Marocains dans les bars ou commerces. Peu de personnes ont accepté de me mettre en contact avec ces migrants et, quand cela est arrivé, j'ai souvent dû essuyer un nombre de refus d'entretien non négligeable. J'ai interprété ces refus de deux manières. D'une part, cela s'explique par la position sociale des enquêtés :les migrants de la Sierra pouvaient avoir un sentiment de dévalorisation sociale, créé par une situation économique difficile, par la faible maîtrise de l'espagnol, par une position sociale qu'on n'a pas envie d'exposer. D'autre part, j'ai ressenti également une méfiance vis-à-vis de l'enquête, de la part des migrants étrangers dans la Sierra de Albarracín et des locaux en Limousin : en général, il s'agit de personnes peu qualifiées, qui se méfient d'une « profession exotique » (Mauger 1991) comme celle du chercheur ou de l'étudiant qui réalise des enquêtes. Dans ce contexte, la crainte que des données soient recueillies et puissent être utilisées contre eux a pu également jouer, par exemple en révélant une situation migratoire irrégulière ou encore un avis sur les voisins ou les élus de la commune (Beaud et Weber 2010).

Un aspect du terrain qu'il peut être important de rappeler est que l'enquêteur aussi fait l'objet d'enquête. En effet, au cours des différents entretiens que j'ai eu l'occasion de mener, et en particulier dans la commune de la Sierra où j'ai séjourné, j'ai été objet de curiosité et d'interrogations : « cette enquête, plus ou moins implicite, des enquêtés sur l'enquêteur conduit à lui assigner une place dans le cadre de leurs représentations de l'espace social, dans les hiérarchies de l'âge, de la richesse, du pouvoir, de la culture » (Mauger 1991, 133). Étrangère dans les deux terrains, j'ai ainsi été observée et interrogée sur mon parcours, ma langue, sur le travail que j'étais en train de réaliser. Cela pouvait mettre en confiance l'enquêté, rassuré par les explications, tout comme accroître sa méfiance, par cette « intrusion » dans sa vie privée. La question du genre a également joué, notamment en Espagne où l'espace public et institutionnel était dominé par les hommes : ainsi, se promener seule dans un lieu à leur yeux sans intérêt comme la Sierra de Albarracín pouvait être source de méfiance[109]. En Limousin, l'espace public a été moins investi : d'une part par moi-même, puisque le terrain était fait dans la journée et je ne résidais pas sur place. D'autre part, l'investissement de l'espace public était aussi différent de celui des villages espagnols : les entretiens ont eu lieu, dans la quasi-totalité, au domicile de la personne. Par ailleurs, l'habitat dispersé dans des hameaux n'offre pas toujours un espace public investi[110]. Le centre des communes également est plus souvent un lieu que l'on traverse plutôt qu'un lieu où l'on s'arrête.

Sur chaque terrain, les « alliés » ont été importants non seulement pour avoir des contacts, mais aussi pour « neutraliser » le sentiment d'intrusion et de danger que mon travail pouvait inspirer.

[109] L'usage de l'espace public de la part des femmes semblait différent, dans les pratiques et les représentations, de celui des hommes, rappelant les « murs invisibles » qui bornent l'espace urbain féminin de Bordeaux (Di Méo 2011).

[110] Dans les villages on trouve parfois un *coudert*, espace libre au milieu des maisons qui était un lieu communautaire et de vie sociale (Robert 1993) mais qui ne semble plus autant remplir cette fonction.

Cela ne pouvait néanmoins pas éviter l'instauration d'un rapport de force symbolique au cours des entretiens où, par le statut social, la profession, le niveau d'étude, je pouvais être parfois « dominante », par exemple avec des migrants étrangers ou des chômeurs, d'autre fois « dominée » avec des élus ou des personnes ayant un fort capital culturel ou social. Ce positionnement a évidemment une influence sur l'enquête et il oriente de manière inconsciente le discours de l'enquêté. La présentation de soi-même et de son parcours s'inspire d'une logique qui vise à rendre raison de la trajectoire ou des choix de manière rétrospective. Pour cela, le récit que l'enquêté réalise est composé d'événements et de choix qu'il sélectionne pour donner une cohérence au parcours. Cela implique des censures et des interprétations *a posteriori* pour justifier d'une relation logique et intelligible entre les étapes du parcours (Bourdieu 1986). Par exemple, le récit d'une installation à la campagne de la part d'un couple au chômage sera reconstruit à la lumière de « l'amour pour la campagne et la vie au village depuis toujours » laissant au deuxième plan, du moins dans un premier temps, les difficultés économiques qui ont été le déclencheur de la migration.

Même s'il s'agit d'une enquête de type qualitatif, une partie des entretiens a été traitée à l'aide du logiciel d'analyse Sphinx. Les questions fermées, ainsi que les variables comme l'âge, la catégorie socioprofessionnelle, la durée d'installation ou des informations qu'il a été possible de ré-coder ont ainsi pu être analysées de manière statistique, même si la matière est évidemment une limite. Les autres informations ont été insérées dans des tableaux thématiques, pour mieux visualiser les résultats des entretiens et confronter les discours des personnes interrogées. Le tableau 16 résume les codages utilisés, qui seront utilisés dans les chapitres suivant pour faire référence aux entretiens. Les chiffres correspondent au numéro d'enregistrement des entretiens dans le logiciel Sphinx.

	Centre-Limousin	**Sierra de Albarracín**
Nouveaux habitants nationaux	LIM_NH_*2*	SA_NH_*57*
Nouveaux habitants étrangers	LIM_NHE_*20*	SA_NHE_*74*
Locaux	LIM_LOC_*31*	SA_LOC_*88*
Élus	LIM_ELU	SA_ELU
Personnes ressource	LIM_PR	SA_PR

Tableau 16: Codages utilisés pour les entretiens.

La carte mentale réalisée au cours de l'entretien a été un outil intéressant pour comprendre les pratiques et les représentations associées aux territoires (Lynch et *al*. 1976; Gould et White 1992). La consigne, volontairement vague, demandait de représenter les lieux les plus fréquentés et importants pour la personne. La plupart des interviewés se sont prêtés au jeu, mais cela n'a pas toujours été facile. En effet, l'exercice demande une capacité d'abstraction que j'avais considérée à tort comme acquise et certaines personnes se sont retrouvées dans l'impossibilité de l'exécuter. Il s'agit pour la plupart de personnes âgées et de migrants étrangers, qui ont expliqué qu'ils ne se sentaient pas capables de réaliser une carte. L'objectif de cette représentation graphique était à la fois de voir comment le territoire était représenté et quels étaient les marqueurs territoriaux les plus importants. J'ai donc pris en considération l'échelle de la carte (commune, région, pays...) et le modèle cartographique (représentation en étoile, sous forme de réseau, semis de points). Ensuite, les marqueurs territoriaux, comme les axes routiers, les équipements, mais aussi les lieux plus personnels ont permis d'avoir un aperçu des pratiques liées au(x) territoire(s) et aux représentations associées aux lieux. L'objectif était aussi de voir si les échelles et les représentations étaient différentes entre groupes sociaux, en particulier entre anciens et nouveaux habitants.

Conclusion

Dans ce chapitre, j'ai essayé de décrire le cheminement qui m'a amenée à prendre en considération les deux terrains d'étude, la Sierra de Albarracín et le centre du Limousin. Je cherchais des campagnes européennes, peu denses et aux marges des dynamiques économiques, à proximité d'une ville petite ou moyenne et avec un renouveau démographique accompagné par des politiques d'accueil. En plus de ces critères, le choix, à la fois des terrains mais plus largement du sujet de recherche, a été influencé par le fait que je suis originaire d'une campagne urbanisée de la Vénétie, où les différences entre ville et campagne s'estompent dans les pratiques et les formes urbaines, mais aussi dans leur portée symbolique. La Vénétie est une campagne « pleine », où les espaces inoccupés se font rares et qui a une dimension économique importante, en opposition aux ruralités de la Sierra de Albarracín ou du Limousin, qui sont caractérisées par une présence humaine discrète et un environnement naturel qui prend le devant de la scène. Ces différences m'ont amenée à regarder avec plus de curiosité les deux terrains d'étude, et à accorder une autre dimension aux pratiques socio-spatiales.

Les deux terrains d'étude sont différents entre eux, pour les paysages comme pour les dynamiques démographiques, mais dans les deux il est possible de retrouver deux facettes communes. D'une part, des territoires qui représentent des dimensions négatives de la ruralité : ce sont des « Pays du Rien » (Urbain 2002, 60), enclavés, faiblement habités, à la marge de dynamiques socio-économiques. Mais d'autre part, ces territoires se découvrent attractifs d'un point de vue

touristique, grâce à un environnement naturel préservé qui devient une ressource. L'attractivité est aussi résidentielle, et de nouvelles populations s'installent dans des communes qui se trouvent hors de la dynamique périurbaine. Quels sont les parcours et les motivations des migrants ? Dans le Limousin, les flux sont anciens et la Montagne bénéficie d'une image de territoire accueillant et alternatif ; dans la Sierra de Albarracín, les flux sont plus récents et les migrants espagnols côtoient les migrants économiques. Comment cela influence-t-il le regard porté par les migrants sur leur lieu de vie ? Et comment ces arrivées sont-elles perçues localement ? Les entretiens ont essayé de répondre à ces questions, notamment à travers l'observation des pratiques sociales et relationnelles, qui peuvent être des lignes de partage entre les groupes sociaux.

Chapitre 5 :

Les nouvelles installations dans le Limousin et la Sierra de Albarracín

Introduction

Ce chapitre présente les résultats de l'enquête en Limousin et dans la Sierra de Albarracín. Pour mieux les comprendre, une première partie du chapitre (5.1) décrit le profil socio-démographique des nouveaux habitants rencontrés. Ensuite, il s'agit de s'interroger sur les facteurs qui motivent les installations en Limousin et dans la Sierra de Albarracín. Ce questionnement peut être lu à deux niveaux. Un premier niveau porte sur les raisons de l'installation dans l'espace rural (5.2). En lien avec la première partie de cette thèse, il s'agit de déterminer les facteurs qui font de la campagne un espace attractif. Le deuxième niveau concerne le choix de la localisation, le passage de l'idée de vouloir vivre à la campagne au choix concret du lieu : les liens affectifs et relationnels, l'attractivité environnementale ou sociale des territoires, les politiques d'accueil peuvent expliquer la décision de s'installer ici plutôt qu'ailleurs (5.3).

La troisième partie du chapitre prend en considération le regard porté par les élus et les habitants des deux terrains d'étude sur les migrations actuelles : ces flux sont à l'origine d'un sentiment partagé. D'une part, la volonté et la nécessité d'accueillir de nouveaux habitants, de l'autre, la réticence face à des modes de vie différents et des installations réputées instables. Cela amène à s'interroger sur l'accueil réservé localement aux nouveaux habitants, sur la manière dont ils se sentent accueillis par les habitants de longue date ou par les élus. Mais cette question est-elle pertinente ? En effet, l'accueil peut être localisé, mais il peut aussi se faire au sein de réseaux migratoires, qui assurent l'aide et la prise en charge des migrants et qui rendent nécessaire une approche réticulaire (5.4).

5.1. De nouveaux habitants urbains, actifs, diplômés, mais aussi une population plus fragile.

Le profil socio-démographique des 108 nouveaux habitants rencontrés sur les terrains d'enquête n'est pas forcement représentatif de la population totale et de l'ensemble des migrants[111]. Le principe de diversification (Michelat 1975) a amenée à rencontrer des profils variés qui ne permettent pas d'avoir un échantillon représentatif de la population.

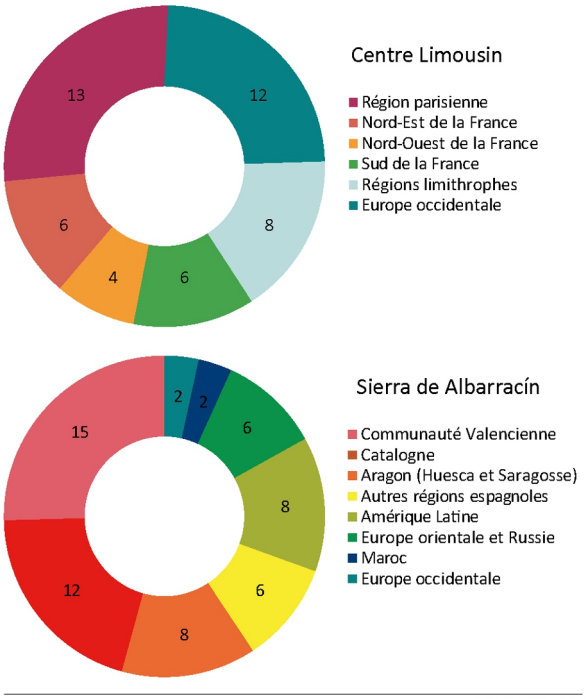


Figure 34: Origines et nombre des migrants rencontrés dans les deux terrains d'enquête.

Les origines des migrants nationaux, (figure 34 et annexe 3) montrent que sur les deux terrains existe un lien privilégié avec une région : celle de Valence pour la Sierra de Albarracín et le bassin parisien pour le Limousin. S'il paraît difficile de parler de filière migratoire, cette relation met en lumière des liens entre deux pôles qui remontent aux migrations internes antérieures : en effet, il s'agit des deux régions qui, au moment des migrations vers les villes, ont reçu le plus de migrants de ces deux territoires. Les migrations contemporaines réactivent des liens ou des routes migratoires du passé, mais en sens inverse. Les réseaux de transports jouent également, en particulier entre Valence et la Sierra, reliées par l'autoroute. Barcelone et son agglomération, autres destinations principales de l'émigration rurale du milieu du siècle dernier, sont aussi bien représentées parmi les lieux d'origine des nouveaux habitants.

Sur le terrain Limousin, les origines sont assez éclatées : de nombreux migrants arrivent des régions de la moitié septentrionale du pays, en particulier de la région Nord, mais les régions limitrophes du Limousin et du bassin méditerranéen sont également représentées. L'origine des migrants étrangers est en revanche très différente entre les deux terrains (cf. chapitre 4) : les

[111] Il est difficile de constituer un échantillon représentatif de l'ensemble des nouveaux habitants : par exemple, nous n'avons pas de données sur ceux qui sont restés quelques années seulement sur le territoire pour ensuite repartir.

Britanniques sont les étrangers les plus représentés dans l'échantillon en Limousin, tandis que dans la Sierra ils sont originaires d'Amérique latine et des pays de l'est européen.

Concernant l'âge des nouveaux habitants, sur les deux terrains d'étude (figure 35), il s'agit de ménages plutôt jeunes, dont la moitié avec des enfants. Les migrants sont un peu plus âgés en Limousin, ce qui s'explique par au moins deux facteurs. D'une part, il s'agit d'une conséquence du mode d'enquête : j'ai rencontré des migrants arrivés dans les années 1980 ou 1990, qui ont vieilli sur le territoire, témoins des différentes vagues migratoires. D'autre part, de nombreuses personnes âgées viennent s'installer au moment de la retraite, phénomène peu présent dans la Sierra de Albarracín, où la plupart des installations sont assez récentes, de nombreux ménages étant installés depuis moins de trois ans. Il s'agit essentiellement de jeunes ménages, pour la plupart entre 30 et 44 ans. Les retraités sont représentés de manière beaucoup plus importante parmi la population locale et les *veraneantes*, résidant dans la Sierra seulement quelques mois dans l'année. Dans les deux terrains, c'est dans l'âge actif que les installations sont les plus représentées. Les installations des moins de 29 ans sont moins importantes, et dans la Sierra de Albarracín il s'agit essentiellement d'étrangers dont la famille se trouve déjà sur place.

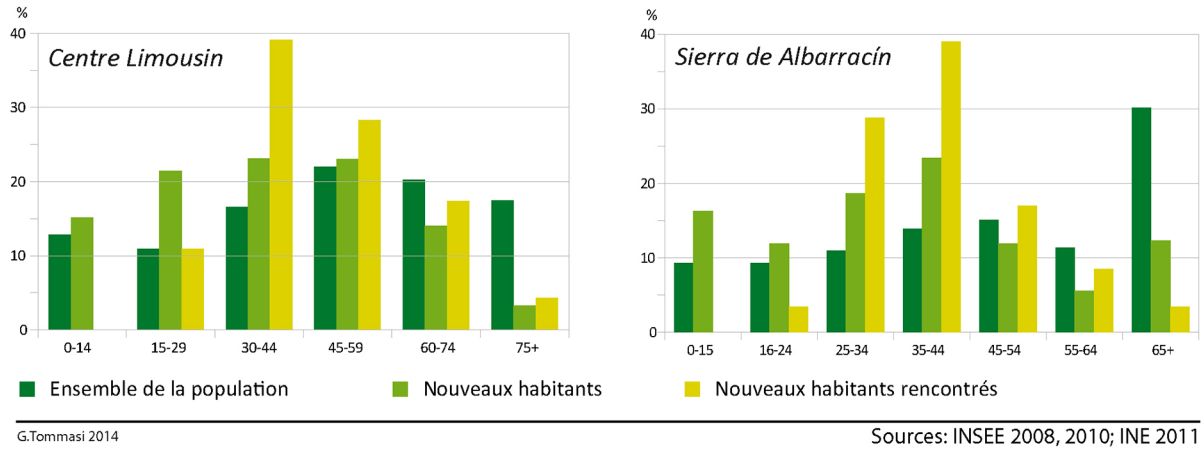


Figure 35: Classes d'âge de l'ensemble de la population sur les deux terrains d'enquête, des nouveaux habitants et des nouveaux habitants rencontrés.

Sur les deux terrains d'enquête, les nouveaux habitants rencontrés ont un niveau d'étude plus important que la moyenne du territoire. Comme déjà souligné par Richard et Dellier (2011) les néo-Limousins sont plus qualifiés que la moyenne régionale et ont apporté, en particulier dans les espaces ruraux, une progression du nombre de diplômés. La comparaison entre la population du terrain d'étude et les nouveaux habitants rencontrés confirme la plus grande qualification des migrants : plus de la moitié ont un niveau d'étude supérieur, alors que moins de 20 % de la population totale a fait des études universitaires (figure 36).

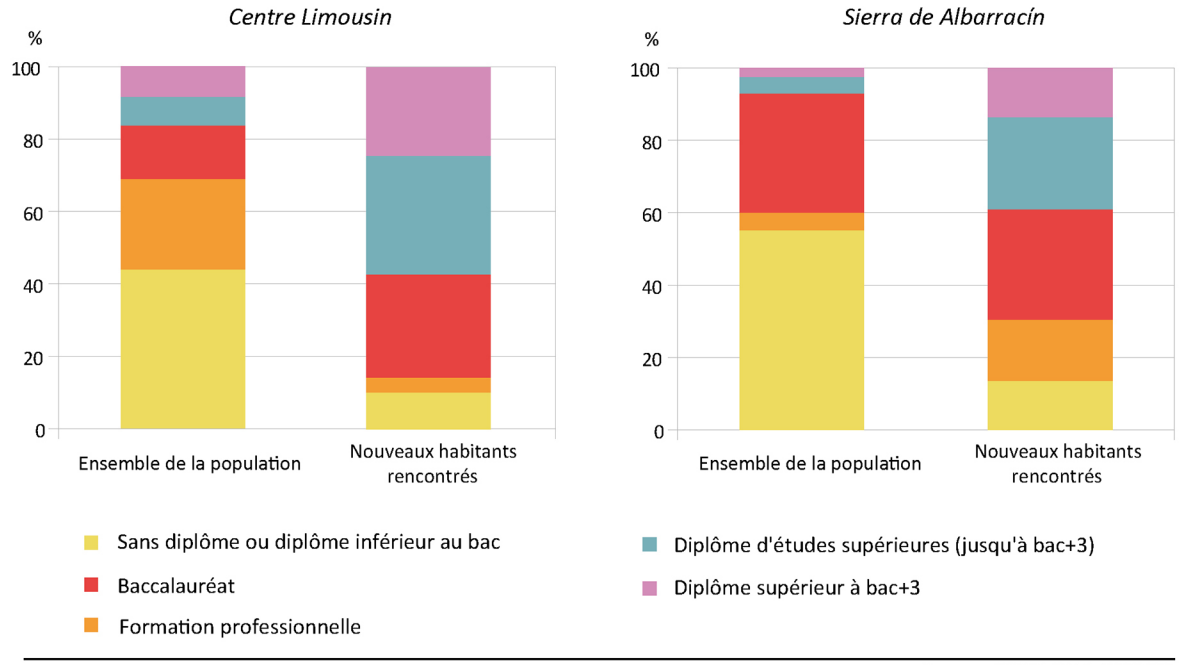


Figure 36: Niveau d'étude de l'ensemble de la population et des nouveaux habitants rencontrés en Centre-Limousin et dans la Sierra de Albarracín.

Dans la Sierra également, la plupart des nouveaux habitants ont un niveau d'études supérieur à celui de la population locale, ce qui s'explique également par l'âge[112]. Une meilleure qualification a des conséquences sur les catégories socioprofessionnelles. En Limousin, les catégories des cadres, des professions intermédiaires et des employés ont progressé, en particulier dans les espaces ruraux, grâce aussi au poids des néo-Limousins.

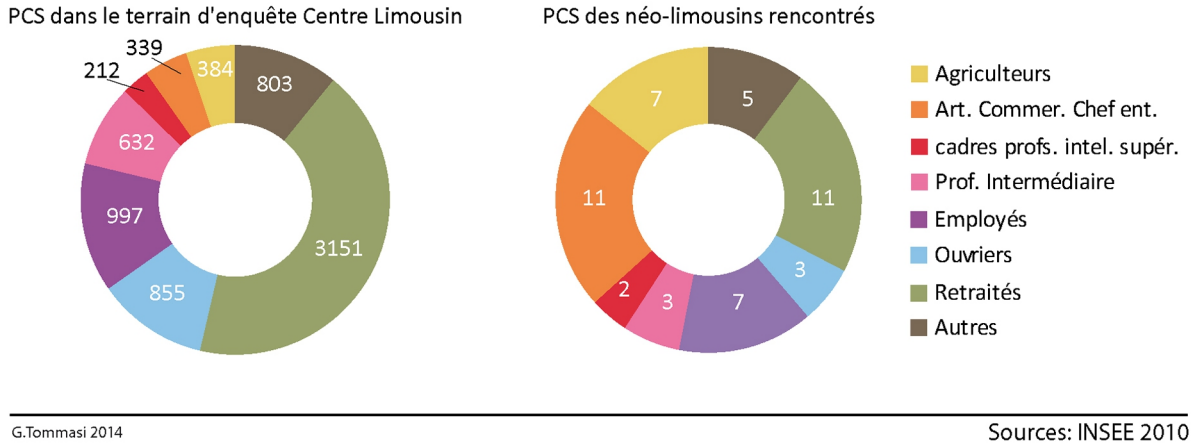


Figure 37: Professions et catégories socioprofessionnelles sur le terrain d'enquête limousin (INSEE 2010, population de 15 ans ou plus) et pour les migrants rencontrés.

[112]Les données relatives au niveau d'étude de la population dans la Sierra de Albarracín étaient disponibles pour 2001. Nous ne les avons pas trouvées pour le recensement de 2011.

Dans notre échantillon (figure 37), les artisans, commerçants et chefs d'entreprises sont les mieux représentés : il s'agit souvent de migrants qui ont créé leur activité en arrivant en zone rurale. On trouve également de nombreux porteurs de projets dans le domaine de l'agriculture.

Parmi les migrants rencontrés en Espagne, les commerçants et les employés dominent. La figure 38 montre la prépondérance des services sur les autres secteurs économiques[113]. Il s'agit de migrants qui ont repris les activités commerciales de la commune (bar, hôtel-restaurant, multi-services). Les autres secteurs sont moins bien représentés dans notre échantillon, notamment le secteur agricole. Nous avons seulement rencontré des personnes travaillant dans le domaine de l'exploitation forestière.

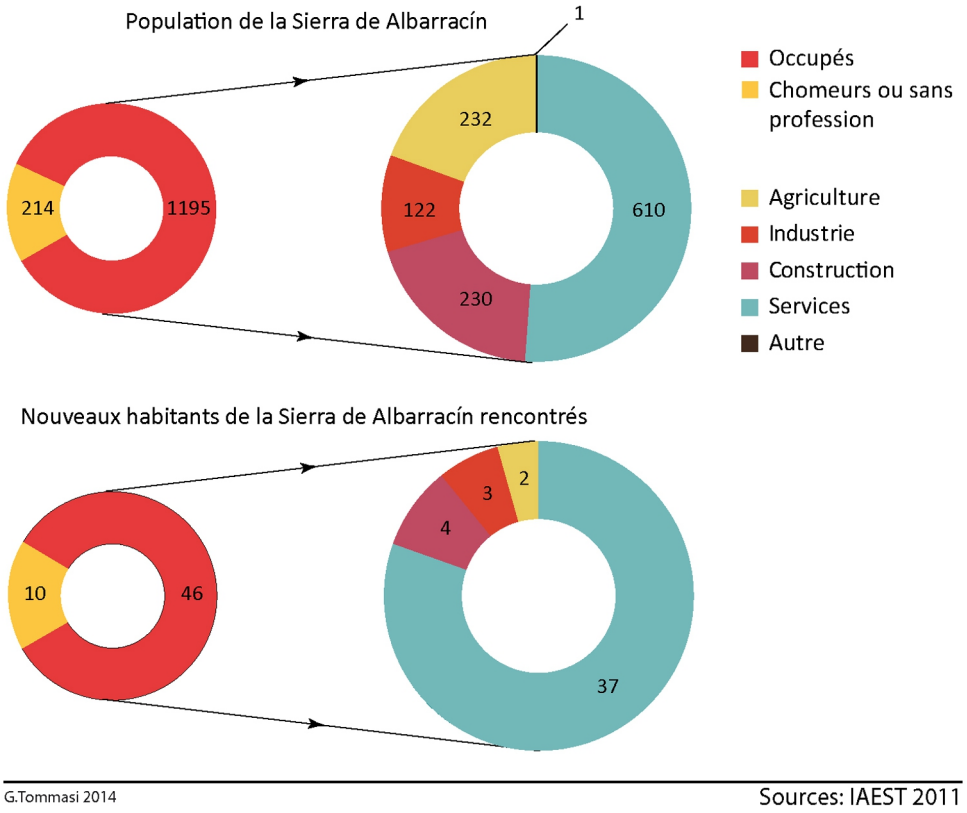


Figure 38: Situation professionnelle et secteur d'emploi de la population de la Sierra de Albarracín et des nouveaux habitants rencontrés.

[113]La statistique espagnole analyse le marché du travail selon les « affiliations aux secteurs d'emploi », différemment de la statistique française qui analyse la position sur le marché du travail. De cette manière, les catégories indiquent le secteur d'emploi. En conséquence, chômeurs et retraités ne sont pas intégrés aux catégories. Pour ces raisons le graphique présente la situation professionnelle (occupé ou au chômage) et ensuite le secteur d'emploi pour les personnes occupées. Les retraités ne sont pas inclus dans le graphique : au cours de l'enquête, nous en avons rencontrés deux.

L'ensemble des nouveaux habitants rencontrés constitue un échantillon au profil hétérogène ; cette hétérogénéité semble correspondre à d'autres enquêtes menées auprès de nouveaux habitants, en particulier en France (Cognard 2005; Gamache et *al.* 2011; Lambert et *al*. 2009). Il s'agit d'une population d'origine urbaine, venant des grandes villes des pays respectifs, avec un lien particulier avec la région parisienne ou la Communauté valencienne. Ce sont pour la plupart des ménages en âge actif, avec des enfants, même si les personnes seules sont également représentées. Plus diplômées que l'ensemble de la population, les catégories socioprofessionnelles les mieux représentées sont celles des artisans, commerçants, chefs d'entreprises, ainsi que des employés. Toutefois, il existe aussi, dans les deux terrains d'enquête, une population plus fragile, composée de chômeurs ou sans profession venus s'installer à la campagne. Quant aux retraités, ils arrivent nombreux en Limousin, tandis que dans la Sierra de Albarracín ils représentent une population saisonnière. L'infographie (figure 39) résume les principales caractéristiques de l'échantillon, détaillées dans le tableau 17.

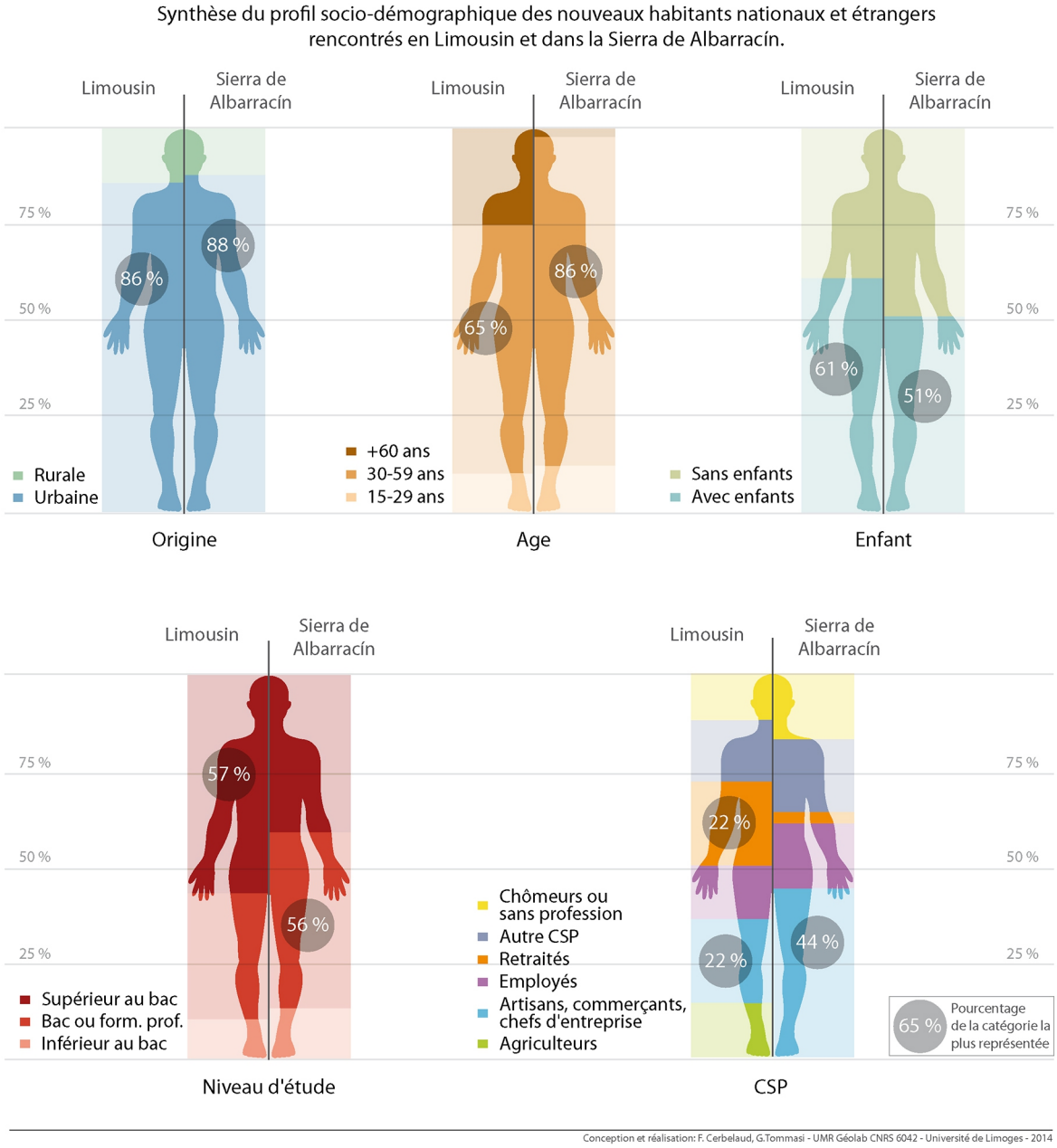


Figure 39: Profil de l'échantillon des nouveaux habitants nationaux et étrangers en Centre-Limousin et dans la Sierra de Albarracín.

		Centre Limousin				Sierra de Albarracín			
		NH français		NH étrangers		NH espagnols		NH étrangers	
Total		37	*100 %*	12	*100 %*	41	*100 %*	18	*100 %*
Origine	Urbaine	30	*81,1 %*	12	*100 %*	38	*92,7 %*	14	*77,8 %*
	Rurale	7	*18,9 %*	0	*0*	3	*7,3 %*	4	*22,2 %*
Âge	15-29 ans	5	*13,5 %*	0	*0*	0	*0*	7	*38,9 %*
	30-44 ans	14	*37,8 %*	4	*33,3 %*	29	*70,7 %*	9	*50 %*
	45-59 ans	10	*27 %*	4	*33,3 %*	11	*26,8 %*	2	*11,1 %*
	60-74 ans	4	*10,8 %*	4	*33,3 %*	0	*0*	0	*0*
	Plus de 75 ans	4	*10,8 %*	0	*0*	1	*2,4 %*	0	*0*
Situation familiale	Célibataire	9	*24,3 %*	0	*0*	6	*14,6 %*	5	*27,8 %*
	En couple/marié(e)	22	*59,5 %*	12	*100 %*	32	*78 %*	11	*61,1 %*
	Séparé(e)/divorcé(e)	5	*13,5 %*	0	*0*	2	*13,5 %*	2	*11,1 %*
	Veuf/veuve	1	*2,7 %*	0	*0*	1	*2,7 %*	0	*0*
Enfants à charge	Sans d'enfants à charge	22	*59,5 %*	8	*66,7 %*	23	*56,1 %*	7	*38,9 %*
	1 ou 2 enfants	11	*29,7 %*	3	*25 %*	18	*43,9 %*	7	*38,9 %*
	3 ou plus enfants	4	*10,8 %*	1	*8,3 %*	0	*0*	4	*22,2 %*
Niveau d'étude	Sans diplôme ou diplôme inférieur au bac	5	*13,5 %*	0	*0*	3	*7,3 %*	5	*27,8 %*
	Formation professionnelle	2	*5,5 %*	0	*0*	5	*12,2 %*	5	*27,8 %*
	Bac	9	*24,3 %*	5	*41,7 %*	14	*34,1 %*	3	*22,2 %*
	Diplôme supérieur (jusqu'à bac+3)	13	*35,1 %*	3	*25 %*	12	*29,3 %*	3	*16,7 %*
	Diplôme supérieur à bac+3	8	*21,6 %*	4	*33,3 %*	7	*17,1 %*	1	*5,6 %*
Emploi et CSP	Agriculteurs	7	*18,9 %*	0	*0*	0	*0*	0	*0*
	Artisans, commer. chefs d'entreprise	7	*18,9 %*	4	*33,3 %*	20	*48,8 %*	6	*33,3 %*
	Cadres, professions intel. supérieures	2	*5,4 %*	0	*0*	3	*7,3 %*	1	*5,6 %*
	Professions intermédiaires	2	*5,4 %*	1	*8,3 %*	4	*9,8 %*	0	*0*
	Employés	7	*18,9 %*	0	*0*	4	*9,8 %*	6	*33,3 %*
	Ouvriers	2	*5,4 %*	1	*8,3 %*	1	*2,4 %*	2	*11,1 %*
	Retraités	7	*18,9 %*	4	*33,3 %*	2	*4,9 %*	0	*0*
	Chômeurs et sans profession	3	*8,1 %*	2	*16,7 %*	7	*17,1 %*	3	*16,7 %*

G.Tommasi – GEOLAB 2014

Tableau 17: Profil statistique de l'échantillon des nouveaux habitants nationaux et étrangers en Centre-Limousin et dans la Sierra de Albarracín

5.2. La campagne du Limousin et de la Sierra de Albarracín : un espace investi de manière hétérogène

La diversité des nouveaux habitants, soulignée dans de nombreuses recherches (cf chapitre 2), a été confirmée au cours de la pratique de terrain et de la rencontre avec les migrants. Elle n'est pas seulement dans les profils, mais surtout dans les raisons pour lesquelles ils investissent l'espace rural et dans l'imaginaire, social et environnemental, qu'ils associent à la campagne. Les entretiens m'ont aidée à identifier ces principaux types d'investissement. En effet, si l'installation à la campagne a pour but un « changement de vie », comme de nombreux migrants nous l'ont dit dès le début de l'entretien, ce n'est pas la même campagne qui se dessine pour chacun d'eux derrière cette expression. Les parcours migratoires, les besoins et les attentes de chacun révèlent une campagne plurielle.

Cette partie s'interroge sur la décision d'aller vivre à la campagne, en prenant en considération le milieu rural de manière générale, indépendamment du lieu d'installation. Pour certains, la campagne est un espace de projet, un lieu favorable à la réalisation d'un avenir professionnel et/ou de vie. D'autres se trouvent dans une logique de repli et la campagne répond à une fonction de refuge. La plupart des nouveaux habitants présentent leur installation comme le fruit d'un choix et se posent comme acteurs de leur parcours. Seule une minorité, en particulier les migrants étrangers de la Sierra, semblent avoir subi leur installation. Pour eux, vivre à la campagne n'est pas le résultat d'un choix, mais d'une succession d'étapes dans un parcours migratoire, au cours duquel les déplacements correspondent à la recherche d'un emploi ou à l'accompagnement d'un membre de la famille.

5.2.1. La campagne comme espace de projet

Pour une partie des migrants rencontrés, l'installation en milieu rural est dictée par la volonté de construire un projet professionnel et/ou familial. Parfois les deux dimensions sont associées, mais le plus souvent la dimension familiale prévaut. Nous pouvons voir ces migrants comme acteurs de leur migration, dans la mesure où il s'agit d'une volonté d'aller vivre à la campagne. Ils définissent un projet global de leur installation, même si les dimensions professionnelle et personnelle ne sont pas toujours en équilibre. Le projet peut pencher du côté professionnel pour certains, par exemple les agriculteurs, tandis que pour d'autres la dimension familiale est prioritaire.

La place de l'environnement est un facteur commun dans leur projet : dans sa dimension naturelle mais aussi sociale, il n'est pas seulement un élément de contexte, un cadre paysager qu'on souhaite avoir autour de soi. Il est aussi un élément avec lequel on interagit, choisi pour ses caractéristiques, dans lequel on se projette en tant qu'acteur. Cela d'autant plus que, si la plupart d'entre eux ont un niveau d'études supérieur, une part non négligeable a effectué des formations en lien avec l'environnement : des ingénieurs agricoles ou en environnement, des biologistes, des animateurs de développement local. La campagne semble leur permettre d'approcher davantage leur objet d'étude, de se l'approprier et de le maîtriser de manière plus concrète qu'en ville.

Les aménités naturelles identifiées sont propres aux deux territoires, mais elles se rejoignent dans une idée de nature caractérisée par la beauté des paysages, par le « sauvage » : c'est un espace sur lequel l'homme n'a que partiellement la main, contrairement à la ville. Ce qui attire dans l'espace rural est aussi la dimension sociale : la campagne correspond à un mode de vie simple, où l'on peut « revenir aux sources ». Pour ceux qui ont toujours vécu en ville, la campagne est restée investie des valeurs perdues dans un espace urbain pollué au sens propre et figuré. Elle est représentée comme un espace qui permet de retrouver des valeurs « basiques » non seulement parce qu'il s'agit d'un endroit où la nature garde une place importante, mais aussi parce qu'elle reste une alternative à un mode de vie caractérisé par des rythmes de vie contraints par la société de consommation ou par des styles de vie qui ne correspondent pas ou plus aux aspirations de chacun. La campagne est associée à un contexte social réduit et plus fluide qu'en ville, ce qui fait imaginer aux migrants une plus grande liberté tant sur le plan professionnel (conditions de travail, relations avec les collègues ou clients) que sur le plan personnel (relations dans la commune ou le village, plus de temps pour les enfants).

Il est difficile de déterminer si dans la décision de partir le refus du mode de vie urbain pèse plus que l'attrait du monde rural. Le plus souvent, il s'agit d'une articulation entre les deux. Ce qui ressort des entretiens, comme dans la plupart des enquêtes sur ces thématiques, est le fait que la campagne réponde à un idéal de « qualité de vie ». Cette expression-valise est remplie de manière variée selon les profils et les histoires personnelles : elle correspond pour certains à un plus grand contact avec la nature, pour d'autres à un rythme professionnel réduit, pour d'autres encore elle se réalise dans un idéal résidentiel. Ces migrants, en large majorité d'origine urbaine, sont las de la ville qui, tout en leur assurant un emploi, un accès à la culture et aux services, ne leur convient plus. Ils veulent « changer de vie » et le changement est assimilé à une installation à la campagne.

Au sein de ce groupe pour qui la campagne est un espace de projet, nous avons pu identifier, au fil des entretiens, deux types de migrants : d'une part ceux pour qui le projet professionnel détermine l'installation ; d'autre part, ceux pour qui le projet personnel ou familial prime dans la démarche d'installation.

Pour les premiers, la construction du projet professionnel prend des mois ou même des années, et fait l'objet d'une réflexion et d'une concertation au sein des ménages. Il s'agit de

personnes avec un niveau d'études supérieur, qui ont souvent déjà un emploi ; ils le quittent et suivent des formations professionnelles en vue d'une reconversion.

> *Il y a dix ans de réflexion d'abord. La décision s'est prise au bout de dix ans...j'exagère un peu, mais c'est un peu ça...et puis il y a eu un an et demi de recherche, sur l'activité à développer...on savait qu'on voulait partir dans l'agriculture, avec de la transformation, mais on ne savait pas sur quel thème, est-ce que c'est du bovin, de l'escargot, du safran ou autre. Et puis ensuite, au bout d'un an et demi pour faire le choix, il y a eu entre six mois et un an de construction, d'obtention des prêts et tout ça...(LIM_NH_102)*[114]

> *C'est à la fac que j'ai rencontré d'autres gens motivés pour vivre en milieu rural. À cette période, on a passé un an à monter un projet qui nous permette de vivre en milieu rural, pour essayer de le présenter dans un village. (…) L'objectif du projet était de montrer la culture et le patrimoine de la Sierra de Albarracín, mais l'objectif était surtout celui de vivre à la campagne. (SA_NH_94)*[115]

Le projet suit la volonté de réaliser des aspirations professionnelles : elles peuvent être liées à la maîtrise des rythmes de travail ou à l'envie de travailler au domicile. Pour ces nouveaux habitants, l'espace rural est un espace recherché pour la qualité de la vie. La localisation n'est pas prédéfinie (sauf s'il y a des liens familiaux) mais est le fruit d'un compromis entre ces aspirations et les possibilités socio-économiques concrètes.

> *Nous vivions à Madrid, où trois de nous travaillaient. Nous n'étions pas au chômage ou avec un emploi précaire (…). Nous avons quitté notre emploi pour venir ici, on avait la volonté, pas la nécessité de venir. On voulait changer de vie, pour avoir plus de temps pour notre couple, pour la campagne autour, qui nous plaît beaucoup, et parce qu'on n'aime pas la pollution, la vitesse, le bruit de la ville. On cherchait une zone rurale touristique et de moyenne montagne, parce qu'on pensait qu'il y aurait plus de possibilités pour le commerce. On a voulu venir ici et créer quelque chose. Nous n'étions pas au chômage, nous avons de bonnes formations : je suis biologiste, Gonzalo et sa femme sont ingénieurs agricoles. Nous sommes venus avec un projet, qui nous permette de vivre ici et d'avoir une entrée économique. (SA_NH_69)*

En Limousin, pour une partie des nouveaux habitants le travail poursuit un idéal plus social,, notamment celui d'être au service d'un groupe ou d'avoir un emploi qui ne soit pas seulement source de revenus, mais une activité en cohérence avec ses idéaux. L'envie de « travailler autrement » est particulièrement ressentie dans les communes proches du plateau de Millevaches. La présence de structures rattachées au Réseau REPAS[116], qui propose un « compagnonnage alternatif et solidaire »

[114] Les codages des entretiens sont détaillés dans le §4.3.2., page 211.

[115] Ce témoignage montre la difficulté de distinguer projet professionnel et personnel, comme cela sera expliqué à la fin de ce paragraphe (page 230).

[116] Le Réseau REPAS (Réseau d'Échange de Pratiques Alternatives et Solidaires) est un réseau d'entreprises qui « ont concrètement mis en œuvre des pratiques économiques qui ont d'autres objectifs que le profit, la course à la consommation ou le tout à l'économie et qui inscrivent leur sens dans le concret de pratiques libres et solidaires ». Dans notre terrain en Limousin, trois entreprises participent au réseau et proposent le compagnonnage. URL: http://www.reseaurepas.free.fr/index.html

a attiré de nombreux nouveaux habitants, souvent jeunes, à la recherche d'un emploi ou d'une formation dans des entreprises qui s'inspirent de l'économie sociale et solidaire et qui cherchent à jouer un rôle dans le développement territorial.

> *J'ai jamais été attirée par les villes, et en région parisienne...ça devient une immense agglomération, quoi ! Et puis...dans le travail que je faisais, je trouvais de moins en moins de sens, parce qu'on était de plus en plus...hors sol, quoi, et ce qu'on transmettait aux jeunes ne me convenait plus, donc voilà, je me suis dit, il faut retrouver la base, et pour moi c'est l'agriculture, et je me suis dit, je vais allier mes deux compétences, l'agricole et l'éduc. Et je voulais les transmettre à des enfants...(LIM_NH_1)*

> *Je suis venu ici par le fait de vouloir travailler autrement, j'arrivais pas à trouver un métier qui me passionne. Je voulais un métier qui ait du sens. Avant de venir ici j'étais à Paris, où j'ai fait des études d'histoire et socio. (…). Et puis j'ai entendu parler du compagnonnage et du coup ça m'a bien parlé, je l'ai fait, je voulais intégrer une structure qui était encore assez jeune, la thématique de la récup ça me plaisait bien. (LIM_NH_115)*

Malgré l'importance qu'il peut avoir pour une partie des migrants, le projet professionnel n'est pas une priorité pour tous. C'est souvent la sphère privée, familiale ou individuelle, qui le guide : ainsi, ces ménages souhaitaient s'installer dans une zone rurale pour pouvoir trouver un mode de vie différent de celui qu'ils avaient en ville. Nous avons rencontré ce profil surtout en Limousin, tandis que dans la Sierra de Albarracín l'emploi est intégré dans le projet d'installation. Pour ces migrants, originaires de grandes villes et avec un niveau d'études supérieur, le projet professionnel est subordonné à la dimension personnelle : certains vont chercher un emploi sur place, d'autres approchent de la retraite. En effet, ce choix intervient le plus souvent dans une phase de passage d'un cycle de vie à un autre : passage à la retraite, mais également naissance des enfants ou entrée dans la vie active.

Partir à la campagne au début de la vie active peut sembler atypique, pourtant nous avons rencontré des jeunes venus s'installer en milieu rural pour s'extraire d'une logique urbaine qui ne leur convient pas ou plus. Telle cette jeune fille de 22 ans qui quitte Toulouse et les études pour aller vivre dans une yourte dans le sud de la France, pour ensuite s'installer en Limousin.

> *On se posait plein de questions et on s'est rendu compte que la ville n'était pas adaptée à ce qu'on cherche dans la vie. Donc pas envie d'être stressée, entourée de pub, de trucs qui puent, de manger des choses que tu ne sais pas d'où ça vient. Donc on s'est dit, on va faire une chose simple, basique, retour au sources, on s'en va dans la montagne [dans les Pyrénées, première étape de son parcours migratoire]. (LIM_NH_103)*

Ou encore ce jeune ingénieur dans le secteur de l'environnement qui, au moment d'un tournant dans sa vie professionnelle, hésite entre partir à l'étranger ou vivre à la campagne.

> *J'ai arrêté mon contrat avec l'entreprise pour qui je travaillais à Lyon, je suis parti en voyage, notamment en Chine et en revenant de mon voyage je savais pas trop ce que je*

voulais faire, soit repartir à l'international, parce que moi en fait j'avais commencé ma « carrière » à l'international, dans l'humanitaire et...j'avais envie de repartir, en fait. Et en même temps je ne savais pas trop parce que j'avais envie de me poser, genre posé, à la campagne, tranquille. Donc, c'était, qu'est ce que je fais, est-ce que je repars à l'international, avec un super boulot, bien payé, gna gna gna, une belle baraque et tout ça, ou est-ce que...est-ce que je fais un mode campagne, troc, échange, alternatif et tout ça ? (LIM_NH_113)

La campagne est ici vue comme l'alternative à la vie urbaine, mais aussi une alternative tout court à un parcours pré-défini, une reprise en main de ses propres aspirations, quitte à renoncer à un emploi : en effet, les deux jeunes cités précédemment vivaient de minima sociaux au moment de l'entretien, tout en développant des projets professionnels sur place. La campagne correspond pour eux à un idéal alternatif où les dimensions environnementale et sociale se rejoignent, dans un monde qui apparaît plus « simple » et direct, dans le rapport à la nature ainsi que dans les rapports sociaux.

Ces deux dimensions séduisent aussi les jeunes ménages avec des enfants, peut-être avec une dose d'idéel réduite. La présence des enfants est déterminante dans le choix de changer de lieu de vie. Ici également, l'emploi n'est pas indispensable, du moins dans un premier temps : le niveau de formation et la capacité d'adaptation leur permettront de trouver une source de revenus. Le lieu et le mode de vie priment sur les choix professionnels. Les parents évoquent la volonté de voir grandir les enfants dans un lieu « sain » et avec plus de liberté. Encore une fois, c'est la double dimension, naturelle et sociale, qui est évoquée : une campagne où les enfants peuvent bouger librement au contact de la nature, où l'espace et les relations sociales sont moins cloisonnées (Gorton et *al.* 1998; Matthews et *al*. 2000).

L'approche de la retraite représente également un passage dans le cycle de vie qui influence la décision de s'installer hors des villes. La migration s'effectue au moment de la retraite ou dans les années qui la précédent. Les raisons évoquées pour expliquer la migration sont la volonté de quitter la vie urbaine et tenter de nouveaux projets. L'approche de la fin de la vie active mais également le syndrome de l'*empty nest* (Stockdale et *al*. 2013), suite au départ des enfants, sont les facteurs déterminants pour la migration. Encore une fois, il s'agit d'une population urbaine plutôt bien formée, avec des emplois qui leur permettent une stabilité économique.

Nous avions la cinquantaine, nos enfants n'étaient plus à la maison, nous on voulait relever le défi de partir, apprendre une langue, être capables de changer de style de vie, de culture. Nous avions un bon niveau de vie en Écosse, son entreprise marchait bien, on avait de l'argent...(LIM_NHE_134)

La plupart des Nord-Européens rencontrés en Limousin peuvent correspondre à ce profil : le moment de la retraite est celui du départ vers un nouveau pays et une campagne qui correspond à leur idéal de vie au vert. Une partie des migrants qui approchent de la retraite, Nord-Européens ou Français, choisissent de s'investir dans un emploi-passerelle : un *pre-retirement job* (Stockdale 2006)

qui leur assure une transition économique et sociale. Cet emploi leur assure un revenu, mais devient également un moyen pour connaître le territoire et nouer des relations sur place.

Ce premier groupe de migrants a été défini par leur volonté de s'installer en milieu rural, pour un projet professionnel ou familial. Nous nous sommes posé la question de la pertinence de proposer cette distinction : en effet, la différence est parfois ténue, et certains nouveaux habitants développent leur projet professionnel sur place. Le témoignage de ce couple, qui a créé une entreprise de services à la personne, résume bien cette dualité.

> *Nous on veut vivre dans un environnement qui nous plaise (...).En fait, on venait soit chercher du travail, soit chercher un logement. On aurait préféré le travail, parce que ça garantit le logement, mais on a trouvé le logement, et du coup on a cherché le travail. (LIM_NH_8)*

Cependant, ce qu'il nous semble important de souligner est que, dans les deux situations, il s'agit d'une volonté claire et d'un choix qui a fait l'objet de réflexion. L'environnement a une large place dans ce projet : la campagne est vue comme un espace naturel et social que l'on souhaite investir et dont on veut profiter. Cela est différent des visions de l'espace rural qui ont émergé d'autres entretiens, avec des migrants pour lesquels la volonté de vivre en milieu rural nous a paru moins évidente sinon absente.

5.2.2. La campagne, espace de la seconde chance

Une deuxième manière de voir et de se voir à la campagne ressort des entretiens. La campagne devient un espace qui peut offrir une seconde chance, où les migrants s'installent suite à une rupture. Cette rupture, le plus souvent professionnelle, mais qui peut également être personnelle, les incite à chercher une solution en se tournant vers l'espace rural. Rencontrés surtout dans la Sierra de Albarracín, ces migrants sont moins nombreux, ou moins visibles en Limousin. Il s'agit de migrants d'origine urbaine, en âge actif, avec un niveau d'études inférieur à celui des nouveaux habitants qui arrivent avec un projet : la plupart d'entre eux ont un niveau bac ou une formation professionnelle.

La décision de s'installer en milieu rural est prise du fait d'une situation économique ou personnelle difficile : la perte d'emploi est le dénominateur commun de nombre de ces migrants. Se trouvant dans une période de chômage, parfois longue, à Barcelone ou à Valence, ils commencent à chercher des solutions.

Moi je suis de Barcelone depuis toujours, mais j'aime plus le milieu rural...les villages petits, plus tranquilles, quand tu as des enfants c'est beaucoup plus sûr, plus tranquille, ils grandissent mieux. Il y avait l'idée [de s'installer en milieu rural], mais on avait un emploi à Barcelone, alors c'était une possibilité qu'on gardait pour un demain...et ça a été quand on s'est retrouvé sans emploi qu'on a pris la décision de venir. (SA_NH_57)

À Valence on s'est retrouvé tous les deux au chômage, c'est pour ça qu'on est venus ici...on a su que le bar était fermé par des affiches dans le village, et on s'est dit, pourquoi ne pas essayer ? Avant on avait déjà pensé à venir vivre à la campagne, mais on avait tous les deux un emploi. On pensait que vivre ici ça aurait été très bien, mais c'est le chômage qui nous a fait prendre la décision. (SA_NH_61)

La recherche par internet ou le bouche à oreille les amènent à prendre connaissance des projets de repeuplement rural, avec des mairies qui proposent un logement et un emploi. Pour d'autres, c'est la détresse d'une rupture familiale, une séparation ou un divorce par exemple, qui les amènent à se tourner vers la campagne.

Pour ces migrants, le choix de la campagne est le résultat de deux éléments : une part de nécessité financière et une part de rêve. L'aspect économique motive ces migrants, attirés par une vie réputée moins chère, des loyers moins élevés et l'idée de sortir d'une société de consommation qui leur offre trop de tentations. Sans emploi en ville, ils espèrent trouver une activité dans une commune rurale, où la concurrence sur le marché de l'emploi sera moins rude, où ils pourront vivre plus facilement avec les aides sociales.

Les entretiens mettent en évidence également un imaginaire rural où l'environnement a toujours une place, quoique réduite par rapport au premier groupe de migrants. Il s'agit ici de pouvoir profiter d'un espace naturel pour des promenades, pour profiter des paysages. Cela n'est pas dit ouvertement par les migrants, mais nous pouvons remarquer que ces loisirs sont accessibles et gratuits, contrairement à de nombreuses activités urbaines. Dans l'imaginaire rural de ces migrants, c'est l'aspect social qui prend le dessus sur l'environnement : la campagne renvoie à une micro-société, plus simple, donc aussi plus facile à appréhender et où chacun trouve sa place. Cette part de rêve est soulignée par les acteurs de l'accueil sur les deux terrains, qui observent une part d'idéalisation de la part des migrants. Souvent ils n'ont pas de connaissances préalables de l'espace rural, ni du territoire où ils souhaitent s'installer.

En Limousin, ce profil de nouveaux habitants n'a pas été facile à appréhender. Quasi absent du discours des maires, ce sont les assistantes sociales qui semblent avoir le plus conscience du phénomène. Elles soulignent l'augmentation d'un public de personnes qui « se mettent au vert par nécessité » et qui sont dans une logique de fuite. Sans projets et avec peu de ressources, ils n'anticipent pas les difficultés en termes de déplacement, de recherche d'emploi ou encore d'insertion.

Les difficultés économiques et le manque d'alternatives sont ouvertement évoquées par une partie des migrants.

> *Il nous fallait une solution. Donc, voilà comment nous sommes arrivés en Limousin. On n'a pas décidé de partir et revenir à la campagne pour planter des carottes et élever des chèvres, c'est pas ça du tout. (…) Mais..non, nous ça a été...on s'est dit, bon, on s'est dit qu'est ce qu'on a, la maison des vacances, de toute façon on paye un loyer, donc voilà, maintenant c'est là (…). Il n'y avait pas le choix. (LIM_NH_3)*

> *Maintenant je suis ici parce je n'avais pas d'autre maison, je n'avais pas un autre endroit où aller, et je ne m'entendais avec personne ailleurs. (SA_NH_57)*

> *Je suis venue ici pour trouver du travail. Parce que là où je vivais la situation était très mauvaise, et comme ici il y a la maison de mes grands parents, je me suis dit, je viens et j'essaye ! (…) Quand j'ai décidé de venir pour chercher du travail, je voulais un endroit comme celui-ci : un lieu tranquille, où pouvoir aller se promener, où tu ne rencontres personne avant deux jours ! J'aime le rural, j'aime...un village comme ça, petit, tranquille, où tout le monde se connaît, où tout le monde se dit bonjour. (SA_NH_123)*

Pour d'autres, l'idée de reconstruction biographique (Bourdieu 1986) était plus évidente : s'ils motivent d'abord le choix de la campagne par la volonté d'avoir une meilleure qualité de vie et la recherche d'un environnement rural, très vite, ils laissent ressortir les difficultés qui ont motivé ce choix et déterminé la migration. Nous pouvons prendre l'exemple d'un couple avec deux enfants rencontré à trois reprises, à des moments différents de leur installation dans la Sierra de Albarracín. En septembre 2010, cette famille est tout juste arrivée dans la Sierra de Albarracín, après une longue période de chômage pour le couple. Ils ont découvert l'opportunité d'emploi à travers *Abraza la Tierra,* mais ils n'ont pas été accompagnés par le projet d'accueil. En effet, le maire, pressé d'avoir son multi-services ouvert pour le mois d'août, a exigé une réponse rapide. La décision de s'installer dans le village a été prise en dix jours, et l'installation finalisée en moins d'un mois, avec la reprise en gestion du multi-services municipal. Lors du premier entretien, ils évoquent leur chômage, mais l'attention se porte surtout sur « la qualité de la vie » et « l'idée romantique de laisser la ville, le stress, la pollution ». Ainsi, ils ont cherché à s'installer en milieu rural parce que :

> *la ville demande beaucoup plus d'investissements [économiques, pour gérer une activité], et les loyers sont plus hauts. En plus, on a toujours rêvé de venir vivre dans un village (SA_NH_38)*

Enthousiastes sur leur nouvelle vie et l'accueil reçu, ils découvrent la région, qu'ils ne connaissaient pas. Pour eux, à ce moment de leur vie, les zones rurales en Espagne sont toutes « assez similaires » : un paysage proche, les mêmes modes de vie, la même structure économique.

En août 2011, après un an d'installation, à la question de savoir s'ils étaient contents de leur choix, la réponse est :

ce n'était pas un choix, on était obligé. On était tous les deux au chômage, on n'avait pas d'autre choix. (SA_NH_38)

Ils disent vouloir rester, en particulier pour les enfants, mais ils commencent à exprimer leur désillusion sur le rural : la faible fréquentation du commerce, la froideur du climat et des habitants les rendent amers. Un an plus tard, l'idylle est définitivement terminée :

nous partons parce que le monde rural est très idéalisé et ce n'est pas ce qu'on promet. C'est idéalisé parce que quand tu viens ici en vacances, c'est si tranquille, merveilleux, si sain...et après tu découvres que ce n'est pas ça. (SA_NH_38)

Le parcours de cette famille est une bonne illustration de l'installation dans le rural en tant que solution de repli dans un moment difficile, mais montre également que la campagne ici recherchée est indéfinie : « village », « monde rural » sont chaque fois des termes génériques qui témoignent du choix d'une destination faite en fonction des possibilités pratiques d'emploi et de logement.

Néanmoins, ces migrants ont choisi leur installation, même si cela s'est fait sur la base d'attentes qui se révèlent souvent illusoires. Ils voient la campagne comme l'espace d'une deuxième chance : fuyant la ville, ils cherchent une alternative leur permettant de surmonter les difficultés et de rebondir. Il n'est pas possible d'affirmer cela pour un dernier groupe de migrants, qui n'ont pas vraiment choisi leur installation.

5.2.3. À la campagne, sans l'avoir choisie

Pour décrire les migrations vers les espaces ruraux, faut-il parler des nouveaux habitants qui n'ont pas choisi d'y aller ? La littérature scientifique récente appréhende les flux vers les zones rurales comme l'expression d'une stratégie résidentielle, expression d'un capital de mobilité qui permet de choisir son lieu de résidence (Cailly 2007). Toutefois, il nous a semblé important de rencontrer des migrants pour qui la campagne n'est une destination ni connue ni souhaitée. Nous avons observé ce profil seulement en Espagne, car en Limousin il semble peu présent. Il s'agit de Marocains, Est-Européens, Sud-Américains, jeunes et faiblement qualifiés, qui souvent rejoignent un membre de la famille déjà installé, mais il y a également des femmes seules qui ouvrent la voie à l'arrivée d'autres migrants.

Les raisons de l'installation sont doubles : l'emploi et la présence au préalable de connaissances. Un frère, un cousin habitent déjà dans la Sierra, permettant à d'autres membres de la famille de venir, parfois avec un contrat de travail à la clé, le plus souvent dans les secteurs de la construction et des services à la personne. Une partie de ces migrants se trouvait déjà en Espagne se

déplaçant de ville en ville au fil des opportunités d'emploi, en faisant des étapes plus ou moins longues.

Ces migrants économiques n'ont pas d'image préconçue de la campagne ni d'attente particulière, sinon celle d'avoir un emploi. Pour certains, obtenir des papiers ou faire venir la famille est plus simple dans l'espace rural que dans une grande ville. Pour les personnes qui n'ont pas ou plus de permis de séjour, la campagne expose moins aux risques de contrôles. Nous sommes donc loin d'une campagne comme espace naturel et choix résidentiel : même si certains sont installés depuis longtemps et apprécient sans doute les paysages, l'environnement ou la nature ne font pas partie de leur discours. La plupart d'entre eux n'imaginait pas leur point de chute et certains ne cachent pas la surprise qu'ils ont eue à leur arrivée, comme ces deux jeunes, respectivement Colombien et Ukrainien.

> *Quand j'ai eu le contrat de travail je ne savais pas que j'allais arriver dans un village. Quand on faisait cette route au milieu de rien avant d'arriver à Gea, je me suis dit : « où est-ce qu'ils m'ont amené ? » je me suis dit, « ça c'est le désert, c'est l'Égypte ! » (SA_NHE_46)*

> *Avant d'arriver, mon beau-frère, qui était déjà ici, m'avait expliqué comment c'était ici (…). Je n'imaginais pas que c'était si petit. En hiver il y a presque personne, c'est comme en Sibérie ! (SA_NHE_74)*

Pour ces migrants, la relation à l'espace est fonctionnelle et l'installation est envisagée comme temporaire, notamment pour les plus jeunes qui envisagent de partir ensuite vers la ville. Les installations peuvent aussi s'inscrire dans la durée, mais restent néanmoins dépendantes de l'emploi.

5.3. De l'idée de la campagne au choix du lieu d'installation

Une fois prise la décision de s'installer à la campagne, quels facteurs amènent les migrants à choisir un lieu plutôt qu'un autre ? Les entretiens font ressortir que le hasard n'a pas une grande place dans ce choix. En effet, ce sont des liens avec le territoire ou avec des personnes y résidant qui déterminent la localisation, ou alors l'attractivité environnementale et sociale du territoire. Les politiques d'accueil peuvent également être une porte d'accès au territoire. Souvent, c'est une combinaison de ces différents éléments qui conduit les migrants à prendre la décision.

5.3.1. Mobiliser des liens familiaux ou relationnels

De nombreux migrants ont des liens, plus ou moins forts, avec le territoire d'installation. Il peut s'agir de liens familiaux, mais aussi amicaux, ou de liens tissés pendant des vacances. La connaissance, même sommaire, qu'ils peuvent avoir de la région constitue un repère sur lequel ils s'appuient.

En Limousin, les migrants qui arrivent sans liens préalables ne sont pas nombreux : il s'agit le plus souvent de Britanniques, qui, une fois la décision prise de vivre en milieu rural, cherchent une région qui corresponde à leurs critères. Ces critères sont essentiellement d'ordre environnemental (climat, paysage), mais aussi plus pratique, comme la présence d'une ligne aérienne avec la Grande-Bretagne ou, à une échelle plus fine, la proximité des services, notamment l'école quand il y a des enfants. Un couple raconte avoir orienté ses recherches d'abord sur l'Espagne, mais « il faisait chaud et la culture était trop différente ». Ils ont ensuite tenté une installation dans le Lot-et-Garonne, où résidaient des amis, mais le prix de l'immobilier les a fait renoncer. C'est alors qu'ils découvrent le Limousin et y trouvent une maison grâce à Internet. Le Limousin est, dans cet exemple, une destination de deuxième choix : les recherches s'orientent d'abord vers des régions plus connues, pour se rabattre ensuite vers une région qu'ils connaissent moins mais qui correspond à leurs critères environnementaux et immobiliers. D'autres ont connu la région pendant les vacances, ce qui les a décidés à s'y établir.

Les migrants français arrivés sans liens au préalable sont rares ; ils ont ensuite saisi une opportunité d'emploi ou de formation. Dans la Sierra de Albarracín, ces migrants sont en revanche plus nombreux, car presque tous ceux qui sont arrivés à travers le projet d'accueil *Abraza la Tierra* n'avaient aucun lien avec le territoire : l'emploi a été déterminant dans leur installation, peu importait le lieu. Toutefois, la plupart des nouveaux habitants n'arrive pas par hasard dans ces deux territoires. Au moment de la migration, ils activent des liens familiaux ou des relations amicales qui jouent un rôle déterminant dans le choix de la destination. Pour certains, le lieu d'installation est une évidence, en raison d'une maison familiale.

> *Je venais ici en été, la semaine sainte, les ponts, le village me plaisait, me plaisait beaucoup. Il est arrivé un moment où je voulais me poser, et quand tu te poses un peu...c'est ce que tu veux être, où ça te plairait de vivre...alors j'ai décidé de venir au village. J'avais la chance d'avoir une maison, parce que mes parents et grand-parents ont une maison dans le village, et je suis venu. (SA_NH_122)*

> *Mon épouse a passé toute sa jeunesse ici, on peut dire qu'elle est d'origine limousine. Elle est née au Maroc, mais ça n'est pas grave, elle est arrivée ici quand elle avait six mois. Ça, ici, c'est chez mes beaux-parents (…). À l'époque, ma femme m'a fait promettre que nous reviendrions ici, c'était il y a vingt et un ans. (LIM_NH_102)*

En Limousin, c'est aussi la situation de personnes qui reviennent au moment de la retraite et qui investissent la maison familiale jusque-là utilisée seulement pendant les vacances ou qui achètent un logement à proximité. Les liens familiaux sont importants, mais de nombreux migrants sont arrivés en Limousin grâce à la présence d'amis, qui leur ont fait connaître la région et qui relayent des informations, par exemple une possibilité d'emploi ou la disponibilité d'un logement. Certains parcours révèlent une démarche post-touristique (Bourdeau 2008) : l'installation est précédée d'étapes, d'abord des séjours touristiques, ensuite l'achat d'une maison secondaire, qui deviendra ensuite résidence principale.

> *On avait des amis qui habitaient ici, qui ont une ferme un peu plus loin, qui ne sont pas d'ici non plus (…). Donc on a été voir nos amis, puis avec mon mari on est tombé amoureux du coin et on a dit « est-ce qu'on peut venir camper dans votre pré, à côté de la rivière ? ». Donc on est venu camper pendant très très longtemps, avec nos enfants, jusqu'au jour où mon mari a dit « ah, il faut qu'on achète une maison, moi j'aimerais bien qu'on passe la retraite ici ». (LIM_NH_6)*

Pour d'autres, la décision de s'installer est beaucoup plus rapide :

> *Au mois de janvier, Marion me propose de venir ici et quand je rentre chez moi, elle me dit « voilà, il y a une chambre libre dans la colocation, si ça t'intéresse – on s'entend super bien- tu peux venir ». (…) Donc, voilà, il y avait une maison sympa qui m'attend en Limousin, là-bas je savais que les gens étaient beaucoup plus dynamiques que là où j'étais. (LIM_NH_103)*

Ces derniers témoignages permettent d'introduire un autre facteur qui, avec les liens relationnels, explique les raisons d'installation : l'attractivité environnementale et sociale du territoire. C'est d'ailleurs souvent l'association des liens et de l'attractivité territoriale qui détermine l'installation.

5.3.2. L'attractivité environnementale et sociale des territoires

L'attractivité territoriale est souvent indiquée comme un des principaux facteurs qui expliquent les migrations vers le rural. C'est d'ailleurs à la construction de cette attractivité que travaillent les politiques d'accueil, notamment en France. Les récits des nouveaux habitants ont fait émerger les éléments qui composent cette attractivité, différents selon les deux terrains de recherche et selon le profil des migrants. L'attractivité du Limousin et de la Sierra de Albarracín se compose d'au moins deux facettes : l'une environnementale et l'autre sociale. La première fait référence à la « nature », aux paysages, aux éléments physiques qui composent l'espace. Les descriptions dessinent l'espace rural comme un espace naturel. Des éléments caractérisent chacun des deux terrains de recherche : la forêt, les vallées, l'eau en Limousin, la montagne avec une faune

et une flore préservées dans la Sierra de Albarracín. Une idée qui revient souvent est celle d'un espace « sauvage », où il est possible de s'abstraire de la présence humaine. C'est un espace apprécié, par une partie des nouveaux habitants, pour les activités et les sports de plein air.

> *La Sierra de Albarracín me plaît beaucoup...comment la décrire...je ne sais pas. Je ne saurais pas la décrire ! Elle est très belle, super tranquille, tu peux aller marcher où tu veux, c'est super tranquille, tu te promènes dans les bois et tu vois des genévriers, des pins...je ne sais pas, c'est complètement différent, tu rencontres des animaux...où je vivais ce n'est pas facile de rencontrer des animaux, mais ici, même sur la route, tu rencontres un chevreuil, ou un lièvre...et c'est très agréable d'être dans un endroit et pouvoir voir des animaux sauvages...c'est très beau, et la Sierra, tu as beaucoup de choses, il y a « los pinares del Rodeno », c'est très beau. C'est un paysage...pour ceux qui aiment le rural...c'est très beau pour marcher, pour faire du vélo, pour visiter, pour...ce que tu veux. (SA_NH_123)*

> *Ici on est au début du plateau de Millevaches (…), il y a une nature forgée par l'homme, mais si vous montez dans le plateau, c'est vraiment naturel , en plus il y a le parc qui préserve, vous avez des tourbières, des marécages, de la végétation extraordinaire (…). Ce qui me plaît est l'abandon : c'est une région qui a été abandonnée...moi par exemple je suis un cueilleur, je cueille ce que je veux, il n'y a personne. Il y a des tas d'arbres abandonnés, des pommiers, des pruniers, j'ai demandé, plus personne ne ramasse. (LIM_NH_5)*

Si certains migrants évoquent la découverte du territoire comme un « coup de foudre » qui a fortement influencé la volonté de s'y installer, il n'est pas possible d'affirmer que la dimension environnementale soit déterminante pour tous. Plus précisément, les migrants qui arrivent pour des raisons économiques ne donnent pas une place fondamentale à l'environnement naturel. Ils peuvent apprécier les paysages, mais cela reste une toile de fond à leur lieu de vie. Plus généralement, en analysant les entretiens, il semble difficile d'affirmer que l'environnement naturel, à lui seul, détermine une installation. Il est déterminant dans « l'envie de campagne », mais pas forcement dans le choix du lieu d'installation. Le plus souvent, le fait d'apprécier l'environnement naturel constitue une première étape, qui fait qu'on « accroche » au lieu. Pour autant, cela n'est pas suffisant pour décider l'installation, qui se réalise quand l'attractivité naturelle est associée à des aspects plus matériels, comme le choix d'une maison, la présence d'un emploi, ou encore à la dynamique humaine. Le fait de relativiser la place de l'environnement est peut-être également dû au déroulement des entretiens : les migrants s'exprimaient librement sur le choix du lieu d'installation, sans qu'une question sur la place de l'environnement ne soit posée de manière explicite. En revanche, l'environnement peut devenir un enjeu important après l'installation, révélant des images différentes du territoire et devenant parfois objet de conflits.

L'attractivité humaine et sociale fait référence aux dynamiques propres aux territoires et qui peuvent motiver une nouvelle installation. Elle prend une forme différente dans les deux terrains d'enquête. Dans le terrain d'étude en Limousin, cette forme d'attractivité devient plus tangible dans

les communes proches du plateau de Millevaches. Dans la première « couronne » du terrain d'étude, les communes qui sont encore sous l'influence, quoique faible, de Limoges, elle n'est pas très présente. En revanche, plus on approche de la Montagne limousine, plus les installations des migrants sont motivées par une « dynamique humaine » et par l'attrait pour la richesse de la vie associative, les initiatives liées à l'économie sociale et solidaire, l'engagement social et politique qui rendent cette partie de la région active et accueillante, malgré un fort dépeuplement.

- On commençait à se morfondre un peu à ne pas trouver [un lieu pour s'installer dans le cadre d'un projet professionnel] et un jour un copain nous a invité à une fête ici, dans la région, à Saint-Julien-le-Petit, chez Champs Libres. C'était un regroupement de tous les compagnons du réseau REPAS et là on s'est retrouvé dans une région rurale, comme ça nous plaisait, assez sauvage, mais où il y avait de la vie. On s'est retrouvé dans une fête pleine de gens, pleine de gamins, une espèce de fraternité.

- Et puis on entendait parler de projets associatifs à droite, à gauche, il y a plein de choses qui se passent, tu te dis, c'est dépeuplé...

- ...mais ça a l'air actif ! Cette rencontre nous a marqués et on a contacté des gens qu'on avait rencontrés dans notre circuit-tour de France. (LIM_NH_2)[117]

Au début j'étais un peu fasciné à la fois par le côté paysager, naturel, sauvage, et le côté humain, social. Et sur l'aspect humain, justement l'aspect réseau, j'étais vraiment fan ! Toutes les alternatives...parce que j'étais justement déjà un peu sensible à ça, mais là je découvrais une région avec un foisonnement d'initiatives nouvelles, de choses... (LIM_NH_116)

Saint-Moreil c'est un endroit super intéressant, il y a une vraie dynamique de néo-ruralité qui est en train de revenir. Il y a une dynamique sur le plateau de Millevaches qui existe, qu'on connaît, il y a du lien social, c'est déjà super avancé, c'est un endroit qui est un exemple en termes d'alternatives, d'assoces, et tout ça. Saint-Moreil ne fait pas partie de Millevaches (…), mais en même temps il y a l'influence du plateau et ici sur place il y a un petit groupe de gens qui font des choses et qui donc orientent cette façon de vivre, de simplicité volontaire, d'échanges, de joie de vivre...(LIM_NH_113)

Le Plateau de Millevaches est effectivement un haut lieu des campagnes françaises depuis les années 1970, moment des installations des néo-ruraux. « Millevaches a une aura », pour emprunter l'expression d'un responsable associatif. Cette image de territoire accueillant et fertile en dynamiques humaines, qui passent par un tissu riche d'associations et d'initiatives, s'est construite et renforcée au fil du temps, jusqu'à devenir aujourd'hui une composante forte de l'attractivité du territoire.

[117] Entretien réalisé avec un couple.

Dans la Sierra de Albarracín, l'attractivité sociale repose sur des bases différentes. L'attrait social se traduit dans une « vie villageoise » : en effet, de nombreux nouveaux habitants affirment être venus pour « vivre dans *le* village », quand ils le connaissent déjà et qu'ils ont des attaches ou bien « vivre dans *un* village » quand ils n'y ont pas encore d'attaches. L'habitat concentré de la Sierra de Albarracín illustre bien l'idée d'une vie villageoise, faite d'interconnaissances et de dialogue.

> *Tout vert, de la montagne, où pouvoir sortir avec les enfants, où tu peux vivre tranquille, et sans le stress de la ville, le gris de la ville (…). et c'est ça, c'est un autre monde, c'est différent. C'est le village, le village typique, avec les gens qui te disent « bonjour », « bonsoir », « où vas-tu ? », « qu'est-ce que tu me racontes ? », tu as un dialogue avec les gens, chose qu'à Barcelone, les gens te connaissent, mais ils ne te disent rien. Ça c'est l'idée que j'avais du village...le village village ! (SA_NH_125)*

Le village est vu comme un espace où il est possible de trouver une paix sociale et une sécurité, notamment pour les enfants. C'est un espace où les relations sociales sont simples et fluides et cela, notamment dans le Sierra de Albarracín qui, peu connue en Espagne, porte l'image d'un rural « authentique ». Ici il est possible de trouver le vrai mode de vie villageois, contrairement à d'autres espaces, comme les Pyrénées, où la présence humaine et le développement touristique ont modifié les équilibres.

En Limousin comme dans la Sierra de Albarracín, l'association de l'attrait social et de l'attrait naturel devient un moteur important des installations, comme en témoignent ces deux extraits qui semblent confirmer les réflexions de Moss sur les aménités naturelles et culturelles. Sauf qu'ici il ne s'agit pas vraiment d'aménités culturelles[118], mais plutôt de caractéristiques sociales (Moss 2006; Moss et Glorioso 2012).

> *J'ai prospecté dans l'idée de venir dans le Limousin, attiré d'une part par le cadre naturel, et d'autre part parce que je savais qu'il y avait un...petit monde alternatif, donc...le cadre social aussi. (LIM_NH_104)*

> *Je connaissais déjà la Sierra, parce que bon, la montagne, je venais ici faire de l'escalade, j'avais été ici...alors quand j'ai eu la possibilité, bon, je me suis dit « j'y vais ». (…) mais la vérité est que les lieux naturels ici autour...j'en suis tombé amoureux, tu sais ? Je crois que...j'aime beaucoup la montagne, je suis beaucoup sorti...même si j'ai vécu dans les Pyrénées, deux ans, ici j'ai rencontré...le sauvage, le vierge qu'il y a ici, et j'ai adoré ! Et j'ai aimé non seulement le nature, mais aussi l'humain...je voyais qu'ici les gens continuaient à vivre comme...ça n'avait pas changé, il y a neuf-dix ans ici dans la Sierra, il y avait beaucoup d'élevage, beaucoup d'agriculture, et moi j'aime beaucoup comment...je ne sais pas comment dire, l'authenticité de ça, du rural, et ici tu le trouves...(SA_NH_121)*

[118] Selon Moss (2006, 9), les aménités culturelles sont des « manifestations tangibles et intangibles des groupes humains, auxquelles ses auteurs et les autres confèrent une grande valeur culturelle ». Les manifestations tangibles sont des objets, le bâti, des paysages naturels modifiés par l'homme ; les manifestations intangibles sont les arts, le langage, des modèles esthétiques ou d'organisation sociale.

L'attractivité sociale qui se dégage des entretiens s'appuie sur des ressorts différents dans les deux terrains d'enquête, mais elle fait référence aux dynamiques propres à un territoire, qui peuvent être déterminantes dans le choix d'une nouvelle installation. Il s'agit alors de prendre en considération les caractéristiques spécifiques à ce territoire, avec les valeurs qui lui sont associées. Ces caractéristiques sont reconnues, mobilisées et alimentées par une partie des acteurs territoriaux, et puisent dans l'histoire et la société locale. Cela rappelle le concept de « ressource territoriale » (Gumuchian et Pecqueur 2007), vue comme facteur et outil de développement. Mais à la différence de cette notion, dans les deux terrains d'étude, les caractéristiques et valeurs qui composent l'attractivité territoriale ne sont pas mobilisées (ou pas toujours) dans un but d'aménagement ou de développement. Elle n'est d'ailleurs pas forcement intentionnellement construite ni reconnue par les acteurs institutionnels. En revanche, l'attractivité sociale, associée à celle environnementale, peut être mobilisée pour construire un cadre de vie qui répond aux attentes des nouveaux habitants (déjà installés ou candidats à l'installation), tant au niveau personnel (pour le cadre de vie résidentiel, familial) qu'au niveau social (organisation sociale, dynamiques associatives, gestion de l'espace).

5.3.3. S'installer grâce aux politiques d'accueil

Les politiques d'accueil sont un dernier facteur qui peut influer sur le choix du lieu d'installation. Le terrain d'enquête en Limousin est en partie couvert par l'action d'un PLA régional (Pôle Local d'Accueil), mais se trouve également dans le rayon d'action de l'association De Fil en Réseaux. Dans la Sierra de Albarracín, le groupe Leader Asiader porte le projet d'accueil *Abraza la Tierra*. Les deux politiques d'accueil représentent une porte d'entrée sur le territoire mais leur rôle n'est pas le même. Pour schématiser, on pourrait dire que la politique d'accueil limousine peut faciliter les installations, tandis que *Abraza la Tierra* peut les déterminer. Cela tient à la manière dont ces politiques sont construites et à leur implantation territoriale. En effet, *Abraza la Tierra* est une fondation qui œuvre sur dix-sept territoires et qui recense les possibilités d'emploi. Les candidats à l'installation peuvent présenter leur « candidature » pour un territoire en particulier mais aussi ne pas spécifier de destination préférée. Si leur profil correspond à un emploi, la visite de la commune et les entretiens permettent de faire avancer le projet. L'installation dépend ensuite du contact avec le maire (qui souvent est l'employeur), et de la correspondance entre les attentes de la famille et celles de la commune, notamment en termes de services. Beaucoup des candidats sont peu qualifiés et dans une situation économique difficile : *Abraza la Tierra* est alors un recours pour avoir un emploi. En ce sens, ces actions peuvent déterminer une installation, parce que la quasi totalité des migrants qui s'installent à travers le projet sont à la recherche d'un emploi.

En Limousin également le PLA recense les offres de logement et d'emploi, mais l'installation n'est pas subordonnée à la présence d'un projet professionnel[119]. L'objectif est de communiquer sur le Limousin pour favoriser et accompagner de nouvelles installations. Souvent, les personnes qui s'adressent aux acteurs régionaux de l'accueil connaissent déjà le Limousin et savent qu'ils veulent s'installer dans la région. Pour cela il s'agit plus d'une action d'accompagnement à l'installation. Encore différente, et complémentaire, est l'action de De Fil en Réseaux, association dans le secteur de l'économie sociale et solidaire active et impliquée dans l'accueil des nouveaux habitants. Elle représente une porte d'accès aux relations et aux structures du territoire (cf. §6.3.1).

Une autre différence entre les deux politiques d'accueil réside dans le profil des candidats : alors qu'en Espagne il s'agit, pour la plupart, de personnes faiblement qualifiées et en difficulté économique, en Limousin ce sont des personnes plus qualifiées et porteuses de projet. Ce profil semble cependant en évolution : selon un technicien de l'accueil, on assiste à une augmentation de chômeurs ou personnes en difficulté qui s'adressent au PLA pour avoir des conseils ou de l'aide.

Ainsi, les actions liées à l'accueil entrent en jeu dans le choix d'installation dans des moments différents : en amont de l'installation, grâce à la communication sur le territoire et les aides qui sont proposées ; ensuite, le recensement des offres d'emploi et des logements disponibles rassurent les nouveaux habitants et favorisent leur venue. Malgré des démarches et des candidats différents, les deux politiques d'accueil partagent des objectifs communs, comme le maintien d'un territoire vivant et la sensibilisation des habitants à l'accueil.

*

Pour schématiser les informations exposées dans cette partie du chapitre, le tableau 18 résume, pour chaque profil, les facteurs d'attractivité et des parcours d'installation, confirmant la pluralité des manières d'investir les campagnes.

[119]Du moins cela ne l'a pas été jusqu'à ce moment. En effet, la politique d'accueil du Limousin traverse une phase de réforme et semble se porter toujours plus sur l'accompagnement des créateurs ou repreneurs d'emploi.

	Raison de l'installation	Facteurs d'attractivité du territoire	Canaux d'installation	Caractéristiques socio-démographiques
Campagne comme espace de projet	• Projet professionnel et/ou personnel • Qualité de la vie et valeurs associées à l'espace rural (nature, santé, liberté)	• Aménités naturelles et socio-culturelles • Possibilité de mise en cohérence avec valeurs socio-environnementales	• Recherche personnelle • Mobilisation d'un réseau relationnel ou familial	• Migrants urbains, d'origine nationale • Britanniques (LIM) • Couples avec ou sans enfant • Moment de passage dans un cycle de vie • Niveau d'étude élevé
Campagne comme espace de la deuxième chance	• Rupture professionnelle ou personnelle • Recherche d'une campagne-refuge	• Vie moins chère • Politique d'accueil • Possibilités d'emploi et de logement	• Politique d'accueil • Mobilisation d'un réseau familial et possibilité de logement	• Migrants urbains, d'origine nationale • Migrants Latino-Américains (SA) • Couples avec enfants, en âge actif • Niveau d'étude moyen
Campagne comme espace par défaut	• Emploi • Présence d'un membre de la famille	• Possibilité d'emploi	• Réseau migratoire et professionnel	• Migrants urbains ou ruraux • Migrants Latino-Américains, Marocains, Est-Européens (SA) • Couples avec enfants ou personnes seules, en âge actif • Niveau d'étude faible

G.Tommasi -GEOLAB 2014

Tableau 18: Raisons de l'installation, facteurs d'attractivité du territoire et canaux d'installation selon le profil des nouveaux habitants dans la Sierra de Albarracín et en Centre-Limousin.

5.4. Les points de vue des « gens d'ici » et des élus sur les nouvelles installations

Les migrations vers la campagne induisent un changement de regard sur leur territoire de la part des personnes qui y vivent depuis longtemps et qui y ont parfois connu des flux inverses. La manière avec laquelle élus et habitants perçoivent les nouvelles installations peut permettre aussi de comprendre leur vision propre du territoire. Ainsi, ce paragraphe se propose de décrire le regard porté par la population sur les nouveaux habitants (en particulier sur les raisons de l'installation) et le ressenti des migrants sur l'accueil reçu.

5.4.1. En Limousin, une vision partagée des migrations, entre tradition d'accueil et crainte des changements

En Limousin, le regard porté par les maires et les habitants sur l'arrivée des nouveaux habitants n'est pas le même au sein du territoire d'enquête. On y trouve toutefois des éléments constants. D'une part, le fil rouge qui lie l'immigration actuelle à celles du passé : l'arrivée de nouvelles populations est en effet associée à la migration des Italiens, des Espagnols et plus tard des Bretons et des Normands, et fait ainsi partie d'un processus de brassage socio-démographique des espaces ruraux. Cependant, et c'est le deuxième élément commun, il y a la conscience chez les uns et les autres que les motivations de la migration ont changé et que les installations ne sont plus (ou seulement marginalement) motivées par l'emploi ou la recherche de terres agricoles, mais pour la qualité de vie. L'attrait de la campagne, notamment comme espace de calme et cadre paysager remarquable est reconnu, tout comme la valeur qu'elle acquiert. Cette valeur est à la fois symbolique, comme espace convoité par de nouvelles populations, et monétaire, pour la ressource économique que peuvent représenter des maisons ou des terres.

Ces deux éléments ressortent à travers les entretiens, mais la perception du profil des migrants varie dans les différentes communes du terrain limousin. En effet, dans les communes proches de l'aire urbaine de Limoges[120], les nouveaux habitants sont identifiés aux « Anglais ». Leur présence est statistiquement inférieure à celle des migrants français, mais les Britanniques, ainsi que les ressortissants d'autres pays du nord de l'Europe, sont plus visibles et représentent l'étranger contemporain. Élus et habitants reconnaissent que leur installation a permis de rénover de nombreuses maisons autrefois abandonnées, mais soulignent également des points négatifs sur leur présence : le mode de vie et la langue en particulier sont indiqués comme des obstacles à un rapprochement. La distance est d'autant plus marquée que « on ne sait pas ce qu'ils font », « on se demande comment ils vivent ». Certains affichent une certaine hostilité,

pour tout vous dire, les Anglais me sortent un peu par les yeux (LIM_ELU)

mais ce sentiment semble peu répandu, et laisse la place à une progressive reconnaissance des étrangers, par exemple à travers leur inclusion dans quelques conseils municipaux.

Dans ces communes, où la population est stable ou en hausse (cf. §4.2.4.1.), les nouveaux habitants français passent presque inaperçus et leur arrivée s'explique, aux yeux des maires, par le prix du foncier et la relative proximité de Limoges, qui rend encore possibles les déplacements quotidiens.

[120]Il s'agit de communes qui se trouvent entre 35 et 40 km de Limoges et proches de Saint-Léonard, bourg rural où de nombreux services sont présents.

Il n'y a pas grand monde actuellement, il y a des gens qui font bâtir, mais ce sont essentiellement des enfants qui reviennent ou des gens qui viennent parce que le terrain est pas cher. Ici les moyens de communication ne sont pas énormes, mais c'est à la portée de Limoges, et il y a aussi la gare de Saint-Léonard. (LIM_ELU)

Malgré cela, c'est dans ces communes que les nouveaux habitants expriment des difficultés à faire accepter leur présence et estiment avoir eu un accueil difficile de la part des élus et des habitants.

Dans les communes plus proches de la Montagne limousine et du PNR de Millevaches, le regard sur les nouveaux habitants évolue : les migrants français prennent la place des Britanniques dans les discours. Les élus savent que leur commune est attractive pour des migrants d'origine urbaine, mais ils ont, pour la plupart, une connaissance vague des profils et des motivations. Une partie seulement des élus soulignent l'hétérogénéité du groupe des nouveaux habitants, en distinguant différentes vagues et profils.

La présence de ces migrants est généralement considérée de manière positive car elle contribue au maintien des services et des écoles. En plus de ces aspects qui peuvent mettre en lumière une vision « fonctionnelle » des migrants, une partie des maires évoque les initiatives dont les migrants sont à l'origine dans le domaine de l'animation des associations et le développement culturel. Ces élus reconnaissent un rôle important aux migrants non seulement d'un point de vue démographique, mais aussi socio-culturel. L'originalité de la démarche et la volonté de s'installer dans la Montagne limousine sont associées à une « forme de résistance » ou à « du militantisme »[121]. Ces expressions font référence à une volonté de résistance à la « société de consommation », identifiée avec le milieu urbain. Cependant, il y a dans cela aussi un appel à l'histoire du territoire : le Plateau de Millevaches est en effet identifié comme un haut lieu de la Résistance pendant la Seconde Guerre mondiale et, plus tard, dans les années qui ont suivi 1968, il a été une des destinations privilégiées des néo-ruraux. Mais l'accueil de ces nouvelles populations, malgré l'apport démographique et la dynamisation sociale, ne fait pas l'unanimité chez les élus : certains ne cachent pas leur défiance face à une population urbaine instable et qui idéalise le territoire.

Je suis inquiet quand il y a une migration de gens qui arrivent en croyant qu'on vit de la nature et des petits oiseaux qui embellissent l'environnement. (LIM_ELU)

J'ai des gens qui m'ont dit [face au projet de créer des logements locatifs pour de nouveaux habitants] que si c'était pour accueillir des saltimbanques...(LIM_ELU)

En plus d'une possible idéalisation de la campagne, les changements et modifications du mode de vie interrogent les maires. Les migrants en effet peuvent « échapper » à un mode de vie rural où le voisinage et l'interconnaissance sont encore importants et introduire un mode de vie urbain marqué, aux yeux des personnes rencontrées, par l'anonymat.

[121] Expressions utilisées par des élus pendant les entretiens.

Ça va être comme en ville, on ne va plus connaître son voisin. (LIM_ELU)

Ils [les nouveaux habitants] sont très urbains, ils ont une nouvelle façon d'habiter. (…) Pour eux, la notion de voisinage n'est pas importante, c'est une notion qui a disparu dans la culture urbaine, tandis qu'elle est encore très importante dans le milieu rural. (LIM_ELU)

Parfois, notamment chez les personnes les plus âgées, on ressent la crainte d'une perte de maîtrise du cadre de vie et de l'environnement. Cela a déjà commencé quand le dépeuplement a provoqué un basculement de ce cadre de vie. Maintenant, l'arrivée de nouveaux habitants remet en question le fonctionnement de l'espace social.

Je ne connais plus personne à Saint-Julien, presque. Si, quelques uns, mais pas beaucoup, eh ? C'est tous des nouveaux, alors ! Les anciens sont partis et c'est les nouveaux qui les ont remplacés ! (LIM_LOC_31)

Nous on n'a plus de voisins ! Il y a vingt ans, tout était habité autour de nous ! Maintenant, toutes les maisons sont vides ou à vendre. (…) Et avec les écolos maintenant on ne peut plus débroussailler les routes, parce qu'on abîme les nids des merles, des serpents... alors on ne peut plus marcher sur les accotements. Et voilà, il y a deux personnes qui se sont faites accrocher il y a quelques jours. (LIM_LOC_101)

La vision des nouveaux habitants reste donc assez partagée dans le terrain d'enquête en Limousin : un partage à la fois géographique, avec un regard qui évolue en s'approchant du Plateau de Millevaches, mais un partage aussi social, entre la position des uns, qui rattachent les migrations à l'histoire et l'identité du lieu, et des autres, qui voient dans cela la source de changements craints et indésirés.

5.4.2. Dans la Sierra de Albarracín, un accueil avant tout fonctionnel

Dans la Sierra de Albarracín, l'immigration est un phénomène récent que la société locale n'a pas connu avant ; les flux migratoires qui ont marqué les esprits et laissé des traces visibles dans les villages sont les flux sortants. Pour cela, l'arrivée de nouveaux habitants est observée avec curiosité mais aussi avec incompréhension. Les migrants étrangers sont les plus visibles, comme en Limousin, car ils sont aussi les plus nombreux. D'abord concentrés à Albarracín, employés dans le secteur du tourisme, ils sont désormais présents dans toutes les communes. Les maires évoquent aussi l'arrivée de ménages espagnols, notamment suite aux conséquences de la crise économique.

La motivation qui, aux yeux des maires et des habitants, pousse les migrants à s'installer dans la Sierra est l'emploi : dans l'hôtellerie-restauration, la construction ou encore la forêt. En même temps, la fragilité de ces secteurs et la crise économique sont indiqués comme les causes du départ

de ces migrants. N'ayant pas de motivations autres que le travail pour rester dans la Sierra, ils s'en vont et ne sont pas perçus comme un espoir pour le futur social et démographique du territoire.

> *Je pense que maintenant avec la situation économique, celui qui veut venir ici le fait parce qu'il n'y a pas de travail en ville. (…) Celui qui est en ville et veut venir vivre dans un village, peut-être c'est parce qu'ici il y a une autre manière de vivre, c'est plus économique, il n'y a pas beaucoup de dépenses comme en ville...les moyens de transports...toutes les dépenses que tu peux avoir dans une ville, ici tu ne les as pas. C'est une manière de vivre plus économique. Avec moins d'argent, tu peux vivre mieux. Si les gens viennent et ne trouvent pas d'emploi, à la fin ils s'en vont. Ils essayent de trouver un emploi dans l'hôtellerie, dans l'hôtellerie surtout...avant ils venaient aussi pour travailler dans la construction, mais maintenant le secteur est faible, alors c'est plus pour l'hôtellerie. (SA_ELU)*

La présence des nouveaux habitants est généralement vue de manière positive, notamment quand il s'agit de ménages en âge actif avec enfants. Dans un contexte où les communes qui ont encore une école primaire ouverte comptent tous les ans le nombre d'enfants qu'ils auront l'année suivante, l'arrivée d'un ou deux enfants se révèle précieuse pour ne pas fermer l'école[122].

> *Il y a un bon accueil, parce que les habitants savent qu'il y a besoin des nouveaux habitants. C'est important pour les écoles et les services de la commune. (SA_ELU)*

> *D'abord on a habité à Calomarde, après on est allé à Frias. Quand on vivait à Calomarde l'ancien maire de Frias est venu nous chercher et nous a proposé de nous installer à Frias, il nous a offert une maison à louer. Moi j'avais trois enfants et il est venu nous chercher pour l'école de Frias. (SA_NHE_130)*

Leur présence permet d'ailleurs, dans de nombreuses communes, de garder ouvert le bar ou le multi-services municipal.

> *Dans le bar, il y a eu quatre familles, qui se sont succédées l'une après l'autre. Ils partaient l'hiver, parce que l'hiver ils n'ont pas un revenu suffisant. (...) C'est un établissement municipal, on leur demande un loyer ridicule et payent la moitié du chauffage. Tout ça, c'est fait pour garder le bar ouvert. Un village sans son bar est un village qui meurt complètement. (SA_ELU)*

Les nouveaux habitants ont un rôle fonctionnel dans la vie des communes et deviennent un enjeu pour la survie des derniers services. En effet, maires et habitants ne nourrissent pas beaucoup d'espoir sur la stabilité des installations : au contraire, ils les envisagent comme temporaires. Alors, peu importe que les familles se succèdent les unes après les autres tant que le service sera repris et restera ouvert.

À la différence du Limousin, peu d'élus ou d'habitants évoquent l'environnement ou le cadre de vie pour expliquer les migrations. Aux yeux des habitants, l'environnement n'est pas un atout,

[122] Une école ferme si elle a moins de six élèves.

mais devient presque une limite : le climat rude en hiver et l'isolement de la Sierra apparaissent comme une contrainte que les migrants ne sont pas prêts à supporter. Les descriptions que les élus font de la Sierra ne sont d'ailleurs pas très flatteuses.

> *La Sierra de Albarracín est un territoire marginal, un territoire qui a toujours été marginal. (…) Les nouveaux habitants ont le problème de l'altitude et du froid. (SA_ELU)*

L'attrait environnemental est évoqué par une partie des maires et des habitants, mais jamais comme un facteur déterminant les installations. Il est plutôt vu comme une ressource touristique pas encore exploitée. Autant le tourisme est vu comme un (ou le seul) levier de développement, autant aucun espoir ne repose sur les migrations : de nouvelles installations peuvent représenter un palliatif temporaire mais ne peuvent pas changer le sort du territoire.

> *Les nouveaux arrivants vont et viennent. S'ils trouvent quelque chose de mieux, ils s'en vont (SA_ELU)*

> *La migration n'est pas la solution...je ne vois pas la situation de manière positive : il manque du travail, il y a des gens seulement l'été. Il y a très peu de gens qui restent ici toute l'année. Les étrangers, ils restent tant qu'il y a du travail, puis quand c'est fini ils s'en vont. (SA_LOC_88)*

En conséquence, les projets d'accueil ne font pas l'unanimité. Tout en étant mieux connus qu'en Limousin, ils laissent perplexes les maires tant pour l'initiative en elle-même que pour les migrants, vus souvent comme poussés par la nécessité.

> *Je ne suis pas d'accord [avec les projets d'accueil] Ils ont fait que la Sierra se dépeuple, et maintenant il est difficile de la repeupler. La Sierra s'est dépeuplée parce qu'ici il n'y a pas d'industries, il y a que l'agriculture et l'élevage, certes, mais il y en a encore qui s'en vont. Les jeunes migrent encore, un peu moins qu'avant, certes, mais il y en a encore qui s'en vont. Je ne suis pas d'accord avec les projets d'accueil, et ils ne marchent pas. Il faudrait des investissements de la « diputación », de la « comarca », il faudrait de l'innovation... (...) Les nouveaux habitants ne resteront pas. Ils stationnent ici un certain temps, puis émigreront. Parce que tout ça, ce mode de vie, ça nous plaît à nous, qui avons vécu ici toute la vie. Ça ne peut pas plaire aux autres, qui sont habitués à un autre monde. (SA_LOC_79)*

> *Ce sont des bons projets, ils peuvent aider à lutter contre le dépeuplement, mais on ne peut pas amener les gens ici seulement par désespoir. (SA_ELU)*

Abraza la Tierra est un projet dynamique et bien intégré dans le territoire, et les critiques ne portent pas forcément sur son fonctionnement ; elles s'adressent à un système de gestion du territoire qui pendant des décennies a délaissé des zones qui aujourd'hui se trouvent dans une marginalité économique et sociale. Maires et habitants ressentent les problèmes de la Sierra comme structurels et impossibles à résoudre au niveau local, malgré les financements de la Communauté Autonome ou de l'État. Ainsi, *Abraza la Tierra* et les autres initiatives liées à l'accueil sont vues

comme un pansement qui peut à peine cacher une plaie. À cela s'ajoute le sentiment que les nouveaux habitants arrivent par défaut, tant les étrangers qui repartent vers les zones urbaines à la première occasion, que les migrants internes qui, poussés par la crise économique, viennent chercher une vie moins chère et une vie de village idéalisée.

5.4.3. Accueil localisé et réseaux migratoires

La sensibilisation à l'accueil de nouvelles populations est un des objectifs des politiques d'accueil : construire des territoires « accueillants » et faire comprendre aux élus et aux habitants l'enjeu de ces politiques. Les pages précédentes ont toutefois montré que l'arrivée de nouveaux habitants ne fait pas l'unanimité, pour des raisons qui peuvent être liées aux migrants eux-mêmes ou aux projets d'accueil. Les entretiens avec les migrants confirment ces observations. Au delà de leurs ressentis personnels sur l'accueil reçu, les entretiens et les observations de terrain laissent deviner des réseaux d'accueil qui contournent un accueil « local », mais qui représentent un appui important au moment de l'arrivée.

Dans la Sierra de Albarracín comme en Limousin, la majorité des migrants affirme avoir été bien accueillie au sein de la commune ou du village de résidence. Ils estiment avoir eu de l'aide de la part du voisinage, du soutien de la part du maire dans les démarches d'installation, et d'avoir ressenti un intérêt de la part des habitants vis-à-vis de leur présence et de leur projet. Leur récit laisse entrevoir des facteurs qui rendent le migrant plus « acceptable » aux yeux des habitants. Il s'agit en particulier des liens familiaux ou de la présence d'enfants. Le fait que le migrant soit connu ou rattaché à une famille lui permet de mobiliser plus rapidement des liens qui facilitent son installation et parfois son insertion professionnelle. Les enfants sont décrits comme « très utiles » au moment de l'arrivée, parce qu'ils facilitent le contact avec les personnes, mais également parce que des enfants en bas-âge ou en âge scolaire symbolisent une continuité dans la vie des communes.

> *Dans la mesure où Karine était connue et d'ici, les gens nous ont gentiment accueillis. Les gens de Bujaleuf, les gens de Saint-Léonard qui la connaissaient, d'Eymoutiers aussi. (LIM_NH_102)*

> *Pour nous ça a été très important d'avoir un enfant, les gens te portent du respect quand tu as un enfant. Par exemple, ça a été beaucoup plus facile pour nous avec un enfant, on a eu un accueil différent de Luis...c'est très important d'avoir un enfant, c'est un signe que le village continue à vivre. (SA_NH_123)*

Les liens familiaux sont particulièrement importants dans la Sierra de Albarracín où des petits-fils de migrants sont revenus dans la maison des grands-parents. Ces retours ne sont pas

toujours bien acceptés au sein de la famille, où ils sont perçus comme une régression et rappellent un échec.

> *La réaction de ma famille a été : « Tu es folle ! Tu es folle, Sandra ! » parce que bon, j'ai toujours aimé la campagne, mais...eux ils voient que mes grands-parents sont partis d'ici parce qu'il n'y avait pas de travail (…). Ma famille ne comprend pas qu'une personne de trente ans ait décidé de partir dans un village perdu dans la montagne. (SA_NH_68)*

> *Au début, la majorité des gens nous a très bien accueillis, je pense qu'ici les gens aimeraient que le village ne se perde pas, qu'il ne meure pas (…) Ils savent que le fait que des gens de dehors viennent ici est bon pour eux, c'est une garantie que le village vit, ils ont quelqu'un pour les aider. Il y a des gens qui apprécient cela, après il y en a d'autres qui n'aiment pas ça, parce qu'ils considèrent que ça, c'est à eux...pourquoi tu viens ici ? Ils te demandent. Tout le monde s'en va, et ceux-là, ils arrivent ? Alors ils deviennent suspicieux...ils ne comprennent pas pourquoi tu renonces aux commodités de la ville et à la vie plus « facile », ils ne comprennent pas. (SA_NH_119)*

D'autres facteurs jouent en défaveur de l'accueil, comme le sentiment que les installations seront temporaires et qu'il est inutile de s'investir pour accueillir des personnes destinées à quitter rapidement les lieux. Mais le plus souvent, c'est le mode de vie des migrants ou des projets atypiques qui représentent un frein à l'accueil qui leur est destiné. Des personnes vivant en colocation, des familles installées dans une yourte, d'autres qui scolarisent leurs enfants à la maison : ces modes de vie, rencontrés surtout en Limousin, laissent une partie des habitants perplexes, voire hostiles.

> *Au début on a eu un accueil froid de la part des gens : ils ne savaient pas qui on était, on vivait ensemble, ils pensaient qu'on était une communauté hippie. (SA_NH_94)*

La méfiance initiale, indiquée comme trait caractéristique du rural, est souvent évoquée mais les migrants semblent s'y attendre. En revanche, certains migrants sont surpris, lors de leur installation, de ne pas « être attendus ». Deux témoignages peuvent expliquer ce sentiment : le premier est d'un couple qui a repris un bar-restaurant dans la Sierra, le deuxième d'un boulanger itinérant (sans boulangerie) en Limousin.

> *Nous on pensait leur rendre un service en venant, qu'ils avaient besoin de nous, tandis que non, on s'est trompé. Les médias mettent toujours l'accent sur le problème du dépeuplement, des problèmes du milieu rural. Mais en réalité les choses ne sont pas comme ça, la situation des services n'est pas si mauvaise, il y en a. (SA_NH_47)*

> *On est arrivé avec des idéaux, avec l'image d'Épinal, en se disant « on va participer aux activités de la commune, on va mettre nos enfants à l'école, ils vont être contents de voir arriver des nouveaux boulangers ! » Ça faisait vingt ans qu'on en avait plus! Et en fait, ce n'est pas du tout ça qui s'est passé...(LIM_NH_2)*

Il s'agit souvent de porteurs de projet qui s'attendaient à avoir un rôle social dans la commune, en animant un commerce ou en créant un service ; la désillusion arrive assez rapidement

avec la prise de conscience que « ils n'ont pas besoin de nous ». C'est aussi une désillusion face à un modèle de rural imaginé et qui est souvent véhiculé par les médias pour inciter aux installations. L'idée d'avoir un rôle social à jouer, à travers leur présence ou leur profession anime de nombreux migrants : cette attente peut être forte quand elle se joue à l'échelle locale, plus précisément communale.

Jusqu'ici c'est l'accueil « local » qui a été pris en considération : celui des élus, des voisins, des habitants de la commune. Mais cela a-t-il du sens ? En effet, il est possible de se demander si les nouveaux habitants s'attendent à ce type d'accueil. Les entretiens montrent qu'une part d'entre eux le recherche, tandis que pour d'autres, l'accueil se situe ailleurs et suit d'autres réseaux. Les réseaux migratoires peuvent être définis comme des systèmes de liens et d'appartenance qui aident les migrants pendant la migration : l'apport d'information, des structures d'accueil, un accès au travail. Les réseaux se basent sur des liens de parenté, de voisinage ou encore d'amitié (Simon 2008, 164). L'appui sur des réseaux était évident pour deux profils de migrants qui sont, sur de nombreux aspects, opposés entre eux, mais qui se rejoignent ici : les étrangers de la Sierra de Albarracín et les nouveaux habitants « alternatifs » en Limousin.

> *Je suis venu ici parce que tout d'abord sont venus mon oncle et ma mère, ils sont arrivés à Albarracín il y a neuf ans...je ne sais pas du tout pourquoi ils sont venus ici, j'en sais rien ! Deux ans après, je suis venu aussi. Et après, sont arrivés ma sœur et mon frère, la copine de mon frère, mon ex-copine, qui est partie, je ne sais pas où elle est. Mon père aussi est venu, mais il est reparti. (SA_NHE_129)*

> *Je suis venue à Bezas parce que mon mari était déjà ici depuis un an...lui il est venu ici grâce à ses cousins, qui étaient à Santa Eulalia depuis quinze ans, et il a trouvé du travail comme berger. Sa famille m'a aidée quand je suis arrivée, pour chercher du travail et tout ça...(SA_NHE_49)*

Ces témoignages, d'un jeune Roumain et d'une jeune Marocaine mettent en lumière le rôle des réseaux dans la définition de la localisation, mais aussi de l'entraide et de la solidarité que les migrants trouvent dans ces systèmes d'appartenance. Le réseau familial est celui dont les migrants sont le plus dépendants, mais le national est aussi mobilisé. L'accueil par les compatriotes représente un appui important, en particulier pour les femmes qui migrent seules. Toutefois, le réseau peut se révéler trop envahissant, surtout quand l'aide n'est pas réciproque.

> *Quand j'avais la maison dont je t'ai parlé, ma maison était comme une ONG, toutes les Dominicaines arrivaient chez moi. Comme mes enfants n'étaient pas avec moi, je leur louais une chambre, une partait, une autre arrivait...(...) Je connais des Dominicains, mais...après qu'ils ont été chez moi, c'est tout...je ne veux plus rien savoir. Ils sont de ton pays et ils veulent t'aider, mais quand tu as besoin d'aide ils ne sont plus à tes côtés, ils te tournent le dos. (SA_NHE_131)*

En Limousin, le réseau d'accueil n'est pas articulé autour de liens familiaux ou nationaux, mais sur des liens d'amitié et encore plus sur un partage de valeurs et d'idées.

> *Et quand je suis venue ici, Marion, en une semaine, elle m'a amenée voir tous les gens, tous ses meilleurs amis ici, des gens vraiment sympas, donc me voilà à rencontrer plein de monde...c'était très intense! (…) Le fait que la région soit accueillante, je me sentais en famille, les gens étaient vachement accueillants, curieux de savoir ce que tu fais, ce que tu as envie de faire, envie de passer du bon temps...(LIM_NA_103)*

> *Quand je suis arrivé, je ne connaissais personne. Si, une personne, mais je ne peux pas dire que je la connaissais vraiment. (…) Tout de suite je suis entré dans un réseau, grâce à la « ressourcerie ». Donc, tout de suite, j'ai su qu'il y avait les apéros de De fil en réseaux, toutes ces choses-là, qui permettent de faire connaissance avec d'autres gens, de passer une bonne soirée. Du coup, j'ai été, direct, sans transition, baigné dans le réseau et je me suis jamais ennuyé, la plupart des fois j'avais trois-quatre choses à faire par week-end. (LIM_NA_114)*

Ce réseau s'étend sur une partie du territoire d'enquête, proche de la Montagne limousine. Il assure, de manière plus ou moins formelle, la « prise en charge » des migrants : des amis, des connaissances, le milieu professionnel assurent un accueil en présentant aux nouveaux habitants le territoire, ses acteurs, ou tout simplement d'autres personnes. Il est composé pour la plupart de nouveaux habitants, installés depuis plus ou moins longtemps sur le territoire. Il se révèle particulièrement précieux pour des créateurs ou repreneurs d'activité, qui peuvent compter sur un appui dans le développement du projet. Tout comme les réseaux familiaux ou nationaux, le réseau, sur lequel on reviendra plus tard, n'est pas ouvert à tous : il se base sur le partage de certaines valeurs, idéaux, sur un projet de territoire.

Ces réseaux d'accueil, familiaux ou relationnels, permettent de s'affranchir d'un accueil localisé, par exemple dans la commune ou dans le voisinage, et nous introduisent à une approche réticulaire de l'accueil et du territoire.

Conclusion

Comme cela a été souligné dans de précédentes enquêtes sur les migrations vers les espaces ruraux (Cognard 2010; Guimond 2012; A. Girard 2012), les nouveaux habitants rencontrés dans le Limousin et la Sierra de Albarracín constituent un groupe hétérogène : leurs origines, leurs catégories socioprofessionnelles dessinent un milieu rural en recomposition. En conséquence, l'installation à la campagne répond à des projets et désirs différents. Pour certains d'entre eux, la migration est le moyen de faire correspondre leurs projets (professionnels ou familiaux) avec le cadre de vie auquel

ils aspirent. La migration intervient souvent à un moment de changement dans le cycle de vie (Schmitt et *al*. 2002) et il s'agit d'un choix maîtrisé où l'environnement tient une place importante.

Pour d'autres migrants on retrouve une campagne-refuge (Pagès 2004; Lambert et *al.* 2009), où la migration intervient suite à une rupture, le plus souvent professionnelle. La campagne est un espace perçu comme maîtrisable et fluide d'un point de vue social, où il est possible d'avoir une seconde chance. Pour ces migrants l'environnement a une place relative : il fait partie de l'imaginaire rural, mais il représente plus un cadre qu'un espace réellement investi.

Dans la Sierra de Albarracín, les migrants étrangers n'ont, en large majorité, pas choisi de s'y installer : ils s'y retrouvent, non sans surprise, quand ils rejoignent un membre de la famille déjà installé ou quand ils y trouvent un emploi. La campagne est un espace fonctionnel, dont les caractéristiques sociales et environnementales sont souvent absentes du discours des migrants.

Différents, et transversaux à ces trois profils, sont les facteurs qui déterminent le choix de la localisation, comme les liens, l'attractivité territoriale ou les politiques d'accueil. En effet, le hasard n'est que marginal dans le choix de vivre en Limousin ou dans la Sierra de Albarracín (Debroux 2006). Les migrants mobilisent, en aval et en amont de la migration, des liens familiaux ou relationnels qui peuvent déterminer et aider une installation. Pour ce qui concerne l'attractivité des territoires, elle peut être vue dans au moins deux dimensions, celle environnementale et celle sociale. La première fait référence aux aménités naturelles des espaces ruraux : les caractéristiques physiques comme les paysages, mais aussi l'imaginaire d'espace « sauvage ». La deuxième dimension, sociale, fait référence à la dynamique humaine présente sur le territoire. En Limousin, plus particulièrement sur le plateau de Millevaches, le réseau d'associations, d'acteurs impliqués dans l'économie sociale et solidaire ou dans l'engagement environnemental alimentent une image active et alternative. Dans la Sierra de Albarracín, l'attractivité sociale se trouve dans l'image d'une société rurale authentique, accueillante pour chacun. C'est souvent la combinaison des deux dimensions, sociale et environnementale, qui construit l'attractivité territoriale, motivant de nouvelles installations, mais à cela il est possible d'ajouter les politiques d'accueil, qui peuvent être une porte d'entrée efficace pour des migrants qui ont recours à leur accompagnement.

Les motivations des migrants trouvent écho dans les discours des élus et des habitants : certains sont en effet conscients de la convoitise pour un espace rural autrefois déserté et de la recherche d'une meilleure qualité de vie. En revanche d'autres, notamment dans la Sierra de Albarracín, voient l'environnement comme une limite aux nouvelles installations et à leur stabilité. Du point de vue des élus et des habitants, les nouveaux habitants sont en général accueillis de manière positive pour leur apport démographique et social. Cependant, ils sont aussi vus comme des éléments perturbateurs : représentations et modes de vie différents semblent introduire une vision partagée de l'espace, qu'on développera dans les chapitres suivants. Du point de vue des migrants, l'accueil est marqué par une désillusion, notamment pour les porteurs de projet comme les créateurs

ou repreneurs d'activités : la prise de conscience que « ils n'ont pas besoin de nous », où « ils » fait référence à la population locale. Cet accueil local semble d'ailleurs perdre une partie de son sens face au rôle joué par les réseaux migratoires, familiaux ou relationnels, qui prennent en charge le migrant en lui permettant de se passer d'un accueil localisé.

Ce chapitre a illustré la diversité des parcours qui conduisent les nouveaux habitants dans le Limousin ou dans la Sierra de Albarracín. L'hétérogénéité des motivations et des attentes qui motivent leurs installations amènent à d'autres questions, qui concernent les modalités de cohabitation. En effet, il est possible de s'interroger sur comment se construisent l'insertion sociale locale et les relations dans un espace investi de manière si hétérogène. Cette question fera l'objet du chapitre suivant.

Chapitre 6 :
Entre construction et fragmentation, les sociabilités des nouveaux habitants

Introduction

Les différentes manières d'investir un espace rural conduisent à une « campagne plurielle » où les différents groupes s'inscrivent à travers des dynamiques qui leur sont propres. Mais l'inscription dans un espace géographique conduit aussi à la production du social (Lussault 2009), dans le sens où cela crée des groupes sociaux qui se différencient par leur mode d'habiter (Mathieu 2010), leur mobilité, leur maîtrise spatiale. Ces groupes ne partageant pas une même « culture spatiale », il s'agit de se demander quelles formes de cohabitation se développent dans un espace qui apparaît comme fragmenté d'un point de vue social et spatial. En effet, dans un contexte où les liens entre individus ou entre groupes s'affranchissent du lien avec le lieu de résidence, quelles sont les formes de cohabitation ? Comment se définit le « vivre ensemble » dans l'espace géographique ? Cette expression fait référence non seulement au respect au sein d'un groupe et au partage de valeurs, mais aussi au partage d'un projet de territoire, à la possibilité pour les différents groupes d'être reconnus en tant qu'acteurs territoriaux et de pouvoir investir l'espace public, dans le sens propre et figuré du terme (Schnapper 2007).

En partant du constat, développé dans le chapitre 3, que la mobilité et les multi-appartenances opèrent une reconfiguration socio-territoriale, il s'agit alors d'observer comment les groupes sociaux interagissent sur le territoire et comment ils développent leurs liens. Ce thème sera ici abordé à travers l'analyse des sociabilités que les nouveaux habitants développent dans le territoire d'installation. Cela permet d'analyser la manière avec laquelle ils y inscrivent leurs liens sociaux et participent à la vie du territoire. Cette inscription nous conduira, par la suite (cf. chapitre 7), à aborder la question des mobilités et de la redéfinition des échelles des pratiques territoriales.

Le chapitre expose, dans un premier temps, pourquoi nous avons choisi d'aborder la question des sociabilités dans l'espace rural. L'étude des sociabilités rurales permet en effet de suivre les évolutions des territoires à travers les interactions des acteurs entre eux et l'échelle territoriale à laquelle ils se situent. La deuxième partie décrit les sociabilités des nouveaux habitants que nous

avons pu observer dans les territoires d'enquête. Trois profils se dégagent, révélant des manières différentes de vivre et de se poser en tant qu'acteur territorial. Un premier profil comprend des migrants pour qui la campagne est un espace de retrait et d'isolement où ils n'ont pas ou très peu de relations, et ne se considèrent pas en tant qu'acteurs territoriaux. Pour d'autres, la campagne correspond à l'espace où réaliser un idéal de vie au sein d'une communauté locale soudée : nous verrons que les nouveaux habitants en sont acteurs, mais de manière limitée, en raison de leur condition d' « hôtes ». Ensuite, un troisième profil a été reconnu dans des nouveaux habitants présentant une sociabilité qui se développe de manière réticulaire : acteurs du territoire, leur présence est vecteur d'une nouvelle construction territoriale dans le Limousin et la Sierra de Albarracín. Pourtant, comme nous le verrons dans la dernière partie du chapitre, cette dernière dynamique peut aussi être conflictuelle, car elle implique une confrontation sur des sujets sensibles comme l'environnement et le pouvoir local.

6.1. L'étude des sociabilités rurales, un révélateur des dynamiques et des évolutions des espaces ruraux

Nous nous intéressons ici aux sociabilités car elles peuvent être une clé de compréhension non seulement pour les relations entre les habitants des espaces ruraux, mais elles peuvent aussi aider à appréhender les évolutions des groupes sociaux. Elles peuvent ainsi être interprétées à la fois comme moteur et expression des mutations territoriales en cours.

6.1.1. Une approche par les sociabilités pour comprendre le « vivre-ensemble-l'espace »[123]

Les groupes sociaux différents qui investissent les espaces ruraux montrent l'émergence d'une « campagne plurielle » non seulement dans ses fonctions, mais aussi dans les valeurs, représentations, attentes, dont elle est investie (cf. chapitre 1). Dans les campagnes que nous avons décrites, individus et groupes se trouvent sur un même espace, mais n'en partagent pas les mêmes pratiques, la même vision, les mêmes attentes. Nous sommes face à l'absence de ce que Lussault (2009, 34) appelle, une « culture spatiale partagée », une manière différente de concevoir le rapport à l'espace, à sa valorisation, aux distances et aux limites. Une culture spatiale partagée « pourrait fonder un vivre-ensemble-l'espace s'appuyant sur des références et des pratiques convergentes »

[123] (Lussault 2009, 34)

(*ibid*, 34). Dans son ouvrage, l'auteur en parle en faisant référence à un quartier de grands ensembles au Havre, mais cela s'applique également à nos deux terrains d'enquête, où la question du vivre ensemble se révèle aussi dans la manière de concevoir et utiliser l'espace, dans les pratiques spatiales que les acteurs adoptent. Le vivre ensemble est un concept souvent mobilisé par les sociologues, mais il l'est aussi en géographie, où émerge plus la dimension socio-spatiale.

Le vivre ensemble est, selon Nicole Mathieu, un des quatre angles d'approche du « mode d'habiter » (Mathieu 2007a; 2010). Elle a développé ce concept pour penser les changements des sociétés rurales et des relations entre ville et campagne : intégrant une dimension matérielle et une idéelle, l'objectif du « mode d'habiter » est de « désigner le mode de relation des sociétés aux lieux de vie, aux milieux, aux ressources » (Mathieu 2010, 3) mais aussi de préciser comment les hommes font usage des écosystèmes. Le « mode d'habiter » est défini par la conception de la nature et des ressources. Il construit dans le rapport entre ville et campagne, par la relation entre les différentes formes d'habitat (bourg, village, maison isolée), par les mobilités et les temporalités qui structurent les lieux et qui donnent sens à la communauté. Selon N. Mathieu, ces variables permettent d'expliquer et de trouver des liens entre les différents modes d'habiter que l'on trouve en France et dans les autres pays européens. (Mathieu 2007a; 2010). En plus du vivre ensemble, le mode d'habiter comporte trois autres dimensions : travailler, demeurer, circuler, qui aident à saisir les nouvelles relations des groupes sociaux aux lieux de vie et la manière dont les lieux sont représentés et pratiqués. L'aspect qui nous intéresse le plus dans ce chapitre est toutefois celui du vivre ensemble : comment, dans un contexte de mobilité et de recompositions sociales, se construisent la cohabitation et le partage de l'espace dans les campagnes ? Le contexte de mobilité fait référence aux migrations, mais aussi aux mobilités quotidiennes qui permettent de tisser des liens sociaux et d'avoir des ancrages dans un lieu différent de celui où l'on réside. Pour essayer de répondre à cette question, nous avons cherché à comprendre comment les nouveaux habitants de la Sierra et du Limousin construisent leurs relations, en observant les occasions de rencontre des habitants, les modes et les échelles de construction des sociabilités.

Comme nous le verrons dans le paragraphe qui suit, d'autres chercheurs, des sociologues en particulier, ont choisi d'analyser les sociabilités rurales en tant qu'instrument pour comprendre les dynamiques internes et les évolutions des espaces ruraux.

6.1.2. Un objet d'étude qui a suivi les changements des espaces ruraux

Les relations sociales et les sociabilités dans le monde rural ont été étudiées par plusieurs sociologues français au cours de la deuxième moitié du XX^{e} siècle : le champ d'étude était intéressant parce qu'il permettait de prendre en considération des communautés aux contours définis (en

général l'échelle choisie était celle du village). Il était également intéressant parce qu'il s'agissait d'une société en transformation, sous la pression d'un monde urbain qui était en train de modifier les systèmes de relations et de pouvoir. Dans un article, les sociologues Jacqueline Candau et Jacques Rémy (2009) recensent les principaux travaux qui se sont intéressés aux « relations de proximité » dans le monde rural à partir des années 1950. Ces études mettent en lumière au moins deux évolutions. D'abord le dépassement de l'image du monde rural comme une communauté fermée où les relations sont essentiellement internes et fondées sur une hiérarchie familiale et agricole. Dans les années 1970, ces changements se manifestent, comme le rappellent les auteurs, dans l'abandon, de la part des sociologues, des expressions « communauté » ou « société rurale », en faveur de « collectivité » rurale ou locale. Ces termes permettent d'intégrer dans l'analyse les relations entretenues avec des acteurs externes à la « communauté ».

La deuxième évolution mise en évidence dans l'article est la diversification interne : on assiste au passage d'une société où les relations sont articulées autour d'une opposition paysan/citadin, qui se reflète aussi dans l'opposition spatiale entre campagne et ville, à une société renouvelée où les groupes sociaux évoluent de même que le rôle des acteurs. En conséquence, l'échelle géographique des relations change et l'espace du village ou de la commune n'est plus adapté pour saisir les relations sociales : l'espace relationnel s'est élargi et « pour la majorité des habitants, l'histoire individuelle ne se construit plus au village » (Dibie 2006, 33), mais à travers des réseaux qui sont de plus en plus personnels. L'ouverture de nouvelles perspectives sur le plan des mobilités, des technologies, des projets personnels fait que le vivre ensemble se transforme et les liens communautaires perdent leur sens, pour laisser la place à une addition d'expériences et de modes de vie individuels. C'est pour ces raisons aussi que Sencébé (2001), pour saisir la relation entre l'espace social et l'espace géographique, choisit l'échelle d'une petite région, dépassant l'échelle communale. Par ailleurs, les études sur la ruralité reflètent aussi l'évolution des groupes sociaux : avec la progressive professionnalisation du monde agricole, les agriculteurs ne sont plus au centre des dynamiques relationnelles. Ainsi, Renahy (2005) (cf. §4.3.1.) met au cœur des dynamiques relationnelles les ouvriers. De même, Le Floch (2008) montre le dépassement des oppositions entre catégories classiques, comme par exemple agriculteurs/non agriculteurs, face à des enjeux liés à la gestion de l'espace.

Malgré le rôle secondaire que les agriculteurs ont dans ces études, ce groupe professionnel n'a pas pour autant disparu des travaux sur les sociabilités rurales. Au contraire, il peut encore être considéré comme un groupe clé : c'est en particulier la thèse de Banos (2008) qui analyse les négociations du lien social entre agriculteurs et non agriculteurs en Dordogne et qui définit, dans un article écrit avec J. Candau (Banos et Candau 2011) les agriculteurs comme des « sésames » pour entrer dans la vie locale, soulignant ainsi leur importance pour nouer des relations sociales. Nicole Mathieu identifie également les agriculteurs comme des acteurs clé de la nouvelle cohabitation entre groupes sociaux différents dans les espaces ruraux, afin de retrouver un « sens du "commun" :

partager les ressources naturelles, surmonter les divergences culturelles et d'intérêt entre les nouveaux ruraux non originaires et sans liens familiaux et les locaux "légitimes", lutter ensemble contre la montée de la pauvreté et de l'exclusion en milieu rural ». Mais selon elle cela sera possible à condition que les agriculteurs retrouvent un rapport plus concret avec la nature et un « esprit des lieux » (Mathieu 2007b, 133).

Ce parcours à travers une partie des études qui s'intéressent au vivre ensemble en milieu rural montre comment les sociabilités et les réseaux de relations deviennent une clé pour comprendre l'inscription des individus et des groupes dans les lieux. Ils montrent également le rôle actif que l'espace peut avoir dans la cohabitation, comme acteur à part entière dans ce processus. Cela fait écho à des études sur les espaces périurbains, où l'hétérogénéité des pratiques et des groupes sociaux conduisent à un émiettement sur plusieurs niveaux, du social au politique (Charmes 2011; Dodier 2013). Il nous semble alors intéressant de regarder comment, dans nos deux terrains d'enquête, se structurent les sociabilités, entendues comme « l'ensemble des relations qu'un individu entretient avec d'autres compte tenu de la forme que prennent ces relations » (Forsé 1991; Rivière 2004). Au cours des entretiens, nous avons pu voir que les sociabilités des nouveaux habitants semblent se structurer sous trois principales formes, relatives au type de relations et à leur échelle géographique.

6.2. Construire des relations dans l'espace d'installation : des sociabilités à différentes échelles

Aux attentes et motivations d'installation variées (cf. chapitre 5) correspond aussi la construction d'une sociabilité différente. Ces profils peuvent être mis en correspondance avec les motivations qui poussent les migrants à investir l'espace rural, décrites dans le chapitre précédent. Ainsi, pour certains migrants la campagne devient un espace d'isolement plus ou moins volontaire et ils y vivent une sociabilité très restreinte. Pour certains d'entre eux, cet isolement est subi et il s'agit souvent des migrants qui sont à la campagne sans l'avoir vraiment choisi, qui s'y installent par défaut, pour des raisons liées à l'emploi par exemple. Pour d'autres, l'isolement est plutôt recherché et leur installation fait partie d'un projet familial ou professionnel. Un deuxième profil regroupe de nouveaux habitants cherchant à réaliser l'idéal d'une insertion dans une communauté locale, et nous pouvons les mettre en relation avec les migrants qui cherchent un nouveau départ à la campagne, après une rupture familiale ou professionnelle. Un troisième profil de nouveaux habitants présente en revanche une sociabilité plus étendue et réticulaire, structurée par un engagement associatif ou

politique et leur installation dans l'espace rural s'inscrit dans un projet professionnel et/ou familial structuré.

6.2.1. Un réseau relationnel restreint et replié sur l'espace domestique

La campagne, espace d'insertion et de sociabilité ? Peut-être, mais pas pour tous, si l'on écoute une partie des migrants, pour qui la campagne représente plutôt un lieu d'isolement sinon d'exclusion. En effet, certains des nouveaux habitants, interrogés sur les relations qu'ils entretiennent et les personnes qu'ils fréquentent, témoignent d'une sociabilité très restreinte et d'une mise à l'écart subie ou, moins souvent, volontaire. Ils témoignent d'une absence de relations ou d'un réseau relationnel très étroit d'un point de vue social, centré sur la famille et, pour les étrangers, sur les concitoyens. D'un point de vue géographique, les relations qu'ils entretiennent sont généralement dans la proximité ; de plus, la localisation du logement peut également révéler une forme d'isolement, car si certains de ces migrants occupent un logement situé dans le bourg, ils sont nombreux à habiter dans une maison isolée (en Limousin) ou aux marges des communes (dans la Sierra de Albarracín).

L'absence ou la fragilité des relations est expliquée de différentes manières par ces nouveaux habitants, mais souvent ils évoquent une distance qui s'installe avec les autres habitants. Les divergences se rencontrent dans les modes d'habiter et dans le sentiment de ne pas pouvoir faire partie d'une collectivité locale basée sur des « clans » familiaux ou professionnels. Se sentant dépourvus des prérequis nécessaires pour faire partie de ces groupes, ils ressentent une exclusion non dissimulée de la part des autres habitants. Cela se manifeste en particulier dans des occasions de rencontre comme des fêtes communales, où ils ne sont pas conviés ou, s'ils le sont, ils se sentent des « citoyens de deuxième classe ». Une partie d'entre eux a tenté une implication locale, dans des associations ou dans les conseils municipaux : toutefois, l'échec de ces tentatives n'a fait qu'augmenter le repli sur la sphère privée.

Parmi ces migrants, nombreux sont ceux qui savent, déjà avant leur installation, qu'ils resteront seulement un temps limité sur place ; d'autres avaient projeté une installation dans la durée mais, déçus, envisagent de repartir.

Les histoires et les expériences différentes permettent de déterminer deux profils dans cette catégorie : dans le premier peuvent se reconnaître plus de la moitié des migrants étrangers dans la Sierra de Albarracín (une dizaine d'entretiens sur les dix-sept réalisés). Dans le deuxième profil, nous trouvons des Français et des Espagnols pour qui la campagne est ou devient un espace d'isolement. Parfois, l'isolement est subi : ce profil semble plutôt rare dans la Sierra et les trois personnes y appartenant que nous avons rencontrées l'ont quittée, revenant dans leur ville d'origine. En

Limousin, nous avons rencontré seulement cinq personnes qui se sentent mises à l'écart, mais elles sont en revanche plus nombreuses à rechercher une forme d'isolement (huit entretiens dont la moitié sont des ménages Britanniques).

6.2.1.1. Les migrants étrangers dans la Sierra de Albarracín, une mise à l'écart subie

Les migrants étrangers de la Sierra de Albarracín, ressortissants de l'Amérique latine, de pays de l'Est européen ou du Maroc, partagent une sociabilité faible, construite autour de relations de proximité, particulièrement avec des concitoyens avec lesquels ils partagent la langue et le parcours. La faiblesse des relations locales peut s'expliquer par des facteurs visibles, comme la maîtrise de l'espagnol - plus qu'incertaine pour une partie d'entre eux -, la différence générationnelle - les migrants étant souvent jeunes -, ou encore le temps consacré au travail.

> *Je ne fréquente personne, je reste à la maison, je viens au travail, c'est tout. Avec les gens, c'est seulement « ¡ Hola ! » « ¡ Hasta luego ! », je n'ai pas le temps. Je connais les voisins, les autres commerçants, c'est tout. (SA_NHE_51)*

> *On a connu des gens surtout dans le bar, pour le travail. On sort très peu, à cause du travail...si on sort, c'est pour aller acheter des choses. (…) On s'est rapproché d'une famille ukrainienne qui vit à Frias, avec eux on commence à se connaître mieux. (SA_NHE_45)*

> *Je fréquente surtout des migrants...je reste pratiquement toujours avec des gens de mon pays, on se retrouve entre Colombiens. (…) Ici il n'y a pas beaucoup de monde, on voit seulement les chats dans la rue...pour moi en hiver, c'est comme un village fantôme ! Heureusement qu'il y a ma famille, c'est important pour les connaissances, pour rester ensemble. (SA_NHE_46)*

Ce qui permet d'expliquer cette sociabilité repliée sur la famille et la communauté nationale, ce sont aussi les « stigmates » que les étrangers portent avec eux. Cette idée, développée notamment par Goffman (1975), fait référence aux attributs qui rendent un individu différent de la catégorie dans laquelle on voudrait le classer. Pour lui les stigmates expriment un « désaccord entre l'identité sociale virtuelle » d'un individu, ce qu'il est censé être, les attributs qu'il devrait posséder pour faire partie d'une catégorie, et son « identité sociale réelle », qui correspond aux attributs qu'il possède réellement (*ibid*, 12). Les stigmates sont plus visibles dans les situations de contact entre les « stigmatisés » et les « normaux » : ces moments d'interaction sont source de difficultés pour les personnes stigmatisées.

Les étrangers de la Sierra portent les stigmates que Goffman présente comme « tribaux »[124] : leur appartenance nationale, leur religion, un mode de vie connecté à leur origine. Pour éviter des situations d'interaction ou de contact, sources de malaise, l'individu stigmatisé peut choisir de se rapprocher de personnes qui partagent le même stigmate, pour « faire de son désavantage une base d'organisation pour sa vie, à condition de se résigner à la passer dans un monde diminué » (Goffman 1975, 33). Mais une réaction adoptée peut être aussi de « se protéger en se faisant tout petit » (*ibid*., 29) : en effet, les migrants évoquent souvent la volonté de ne pas se faire remarquer, d'être transparents.

> *Maintenant j'ai quelques amis ici, mais il vaut mieux se taire, rester discrets, ne pas se mêler. (…) Le moins tu parles, plus ils te respectent. (SA_NHE_130)*

> *Je ne me mêle pas des choses politiques...je ne peux pas changer les choses ici. Les gens disent que les étrangers viennent changer les choses...les gens ont leurs habitudes, leurs coutumes, et je ne veux pas les changer. Par exemple, moi je suis orthodoxe, mais ma fille a été baptisée selon le rite catholique, parce qu'on est en Espagne, et on fait comme ici. (SA_NHE_75)*

Cette « transparence » est évidente dans l'espace public, à la fois celui physique, comme les places ou les bars, et celui qu'on pourrait qualifier d'immatériel, des associations et de la participation politique. Dans l'un comme dans l'autre, les migrants sont difficiles à percevoir : dans les rues des communes ou dans les bars il est rare de voir des immigrés. Leurs logements se trouvent souvent aux marges des communes : des maisons en location souvent vétustes et mal équipées pour les hivers de la Sierra.

Une participation active dans des associations ou dans la vie associative ou politique n'est pas envisagée, parce que

> *Ce n'est pas mon pays, je ne peux pas décider. C'est eux qui doivent voter et décider. (SA_NHE_130)*

> *Je ne peux pas [m'investir] parce que je n'ai pas de racines ici. (SA_NHE_41)*

Toutefois, en regardant de plus près le groupe des migrants étrangers, il est possible de remarquer que les femmes, en particulier Latino-Américaines, sortent de ce schéma : elles sont présentes dans l'espace physique, d'abord en raison de leur emploi. Elles s'occupent des personnes âgées et les accompagnent dans des lieux de sociabilité, comme les places, ou elles gèrent des bars, étant ainsi au contact de la clientèle. De plus, elles sont impliquées, ou envisagent de l'être, dans des associations, comme celles qui regroupent les femmes dans chaque village ou celle des parents

[124]Goffman identifie trois types de stigmates : les « monstruosités du corps » comme les handicaps ou les défauts physiques ; les « tares de caractère », liées à la personnalité ou aux comportements de l'individu; les « stigmates tribaux », qui sont transmis de génération en génération, comme la race, la religion, la nationalité (Goffman 1975, 14).

d'élèves. Ces contacts font qu'elles maîtrisent la langue espagnole mieux que leurs conjoints (pour les ressortissants des pays de l'Europe orientale). Cette sociabilité, qui reste néanmoins à une échelle villageoise, permet de nuancer l'idée d'une mise à l'écart. Ainsi, s'il existe une forme de marginalisation, il faut aussi souligner des facteurs qui peuvent la relativiser : nous avons ici évoqué le genre, les femmes migrantes montrant des formes d'insertion, mais aussi la dimension temporelle. En effet, une installation dans la durée peut permettre à des migrants de sortir progressivement de leur marginalité : ils développent des relations, ils sont connus dans les communes, ils sont reconnus par leur travail.

En élargissant le regard, il ne faut pas oublier que, à côté du repli sur la localité, les migrants gardent vivantes les relations avec le pays d'origine ou avec des membres de leur famille vivant ailleurs, en Espagne ou à l'étranger. Leurs conditions économiques ne leur permettant pas d'y retourner souvent, internet et le téléphone deviennent des outils importants pour alimenter des réseaux familiaux transnationaux. L'histoire d'Emilia peut illustrer cette situation : cette jeune femme bolivienne, rencontrée en 2009, est arrivée dans la Sierra depuis trois ans, après avoir passé un an à Valence. Elle a pu rejoindre sa sœur, qui vivait dans cette ville mais, sans papiers, elle n'a pas trouvé d'autre emploi que celui d'auxiliaire de vie dans la Sierra. Elle vit ainsi au domicile de la personne âgée dépendante de laquelle elle s'occupe, restant tout le temps à sa disposition et ayant sa chambre comme seul espace personnel[125]. Elle bénéficie d'un moment de liberté entre 14h et 17h, moment pendant lesquels les villages sont déserts. Ainsi, elle n'a pratiquement pas de relations dans son village de résidence et il est difficile pour elle d'être mobile : sans voiture et sans permis de conduire, elle est dépendante d'un car qui peut l'amener à Teruel. Le car passe tôt le matin et la ramène tard le soir, l'obligeant à prendre une journée entière de congé pour un simple rendez-vous. Emilia garde toutefois, comme la plupart des migrants, « un pied dedans, un pied dehors » (Chaléard et Dubresson 1989). Ayant quitté la Bolivie après un divorce, ce sont ses parents qui s'occupent de sa fille de six ans. Ne disposant pas de connexion internet, c'est par téléphone qu'elle peut communiquer avec sa fille et sa famille, à laquelle elle envoie de l'argent, et sa sœur à Valence, qu'elle peut rarement aller voir.

Emilia fournit un exemple de « parentalité transnationale » (Parreñas 2001; Ambrosini 2008) et l'espace transnational dans lequel elle s'insère présente des effets ambivalents. D'une part, la marginalité géographique dans laquelle elle se trouve dans la Sierra peut représenter une contrainte de plus dans la dimension transnationale. Les facteurs qui nourrissent, dans un contexte urbain, la dimension transnationale, ici sont absents ou rares : le milieu rural rend en effet plus coûteuses les mobilités et les communications ; les possibilités de développer des relations avec des personnes de

[125] La figure des femmes migrantes employées comme auxiliaires de vie devient très importante dans les pays de l'Union européenne, et la longue littérature sur les *badanti* en Italie illustre bien le phénomène. Ces femmes, souvent originaires de l'Europe de l'Est, s'occupent des personnes âgées à domicile. Sous-payées et soumises à une précarité professionnelle, elles sont l'expression de la schizophrénie sociale et politique face à l'immigration : en effet, elles sont socialement disqualifiées et marginalisées, mais fondamentales pour les familles et pour le *welfare* (Lamura et al. 2008; Marcucci de Vincenti 2013).

la même origine , et d'accéder ainsi à des réseaux sociaux et diasporiques, sont plus rares ; les associations pour le soutien ou l'insertion des migrants sont quasi absentes. Ainsi, le transnational n'est pas ici « dans tous ses états » (Simon 2008, 147) : la distance, la faible mobilité, l'isolement amortissent et atténuent sa richesse et ses opportunités. En même temps, les dimensions villageoise et domestique dans lesquelles Emilia et d'autres migrants dans la Sierra s'inscrivent leur permettent de développer des relations qui rendent leur présence mieux acceptée localement : ces migrants ont un rôle précis et identifiable dans ce contexte social. Comme observé par Ambrosini (2011), il est alors question d'une acceptation sociale qui varie selon l'échelle spatiale à laquelle on se situe. Un migrant dans un contexte villageois ou domestique, où il est connu et a un rôle identifiable, est souvent mieux accepté que dans une dimension urbaine où sa visibilité et les concentrations ethniques sont plus fortes et souvent craintes.

Ces réflexions nous conduisent encore à relativiser les lignes de séparation qui courent entre l'étude des migrations rurales et internationales (cf §3.1.1.), car nous sommes souvent face aux mêmes problématiques, même si les dimensions spatiales peuvent varier.

6.2.1.2. Des migrants entre isolement subi et volontaire

La campagne peut se révéler loin des attentes également sur le plan relationnel pour des migrants français et espagnols qui ne cachent pas leur déception et leur sentiment d'isolement. Ces nouveaux habitants expliquent avoir très peu de relations, essentiellement des rapports de voisinage ou liés à leur emploi. Souvent, cette sociabilité faible n'est pas choisie, mais vécue comme une conséquence de la difficulté relationnelle avec les autres habitants, de modes de vie divergents ou de différences générationnelles.

> *Les relations personnelles sont inexistantes. On a des connaissances, mais on n'a pas d'amis. On pensait en avoir, mais en réalité c'était de la fausseté, de l'hypocrisie. (SA_NH_38)*

> *Même aujourd'hui, ici, je suis seule. Avec qui je vais parler ? Les voisins ? Les voisins ce sont des personnes âgées...je ne me vois pas aller chez mon voisin pour aller lui raconter mes problèmes...Il y a un couple d'Anglais, c'est sympa mais il faut que je leur parle anglais, c'est fatigant. Il n'y a pas de jeunes. Je n'ai pas de voiture, donc je suis coincée ici. (LIM_NH_24)*

> *Ici c'est un peu fermé, quoi...les gens vivent plus chez eux. Et c'est comme ça qu'on a du mal à rencontrer des gens. Moi je connais des gens pour le travail, ma femme aussi, mais on n'a pas d'amis ou...si, les seules personnes avec qui on discute assez facilement ce sont des Anglais, un couple d'Anglais...(...) Les gens sont gentils, mais ils sont... c'est des tribus, en famille...hier par exemple, il y avait la fête du village. Nous on a voulu y aller à 14h pour demander si on pouvait s'inscrire au repas, on nous dit « reviens à 18h », on est*

revenu, et on nous a dit « on sait pas, s'il reste de la place vous aurez de la place », et c'est tout. (LIM_NH_3)

Ces migrants font part d'une solitude et d'un isolement qu'ils vivent au quotidien et qui les conduit à se rapprocher, comme le montrent les deux dernières citations, d'autres migrants qui portent, comme eux, le stigmate d'une origine différente. Leur isolement est accentué par une fermeture au niveau de la vie associative ou municipale. Leurs tentatives de s'investir localement ont échoué, à cause de la non prise en compte voire du rejet de leurs propositions, et de l'impression que toute implication sera vaine face à l'influence des « clans » qui régissent la vie communale. Cela alimente l'impression d'être dans un territoire dont ils n'ont pas les clés pour entrer ni y avoir un rôle actif. Il existe bien sûr des différences entre communes, certaines étant plus « ouvertes » aux niveaux associatif et politique. Les entretiens mettent en évidence généralement le rôle du maire, qui peut donner l'impulsion pour plus d'ouverture envers l'accueil des nouveaux habitants[126].

J'ai été dans trois assoces ici en Limousin, mais je suis parti, au bout d'un ou deux ans, j'aime pas...quand on disait « on peut faire ça », si on a pas les moyens, on le fait sur deux-trois ans et on voit si ça marche...mais ici, c'est pas possible. Ici les communes sont gérées comme papa et maman à la maison ! C'est à dire, il faut surtout pas dépenser, on a l'argent à la banque, c'est super, même si on vit mal, on a l'argent à la banque ! Ici, il y a un mot, qui est très utilisé ici, qui est « si tu n'es pas content, tu t'en vas » ! (LIM_NH_5)

Ici ils sont tous, comment dire, cousin cousine, ils sont tous comme ça...(...) Faut pas dire de mal de l'un, parce que il a toujours une relation avec quelqu'un d'autre. (LIM_NH_11)

Ce n'est pas la peine..c'est dommage, parce qu'il y a plein de choses à faire, sur les petites communes, comme ça. Moi il y a plein de choses qui me plairaient, mais il y a un blocage...je ne l'ai pas ressenti tout de suite, mais à partir de la deuxième année. Les gens ne nous disent pas bonjour, c'est assez terrible...même quand je vais à l'école. Il y en a deux ou trois qui me disent bonjour, mais ce sont tous des gens qui viennent d'ailleurs. Les personnes d'ici, qui sont nées ici, qui ont fait leur vie ici, c'est pas la peine. Je ne sais pas pourquoi, je ne dois pas avoir une tête sympathique...et c'est pas évident à vivre (LIM_NH_15)

Le manque de sociabilité représente une déception des attentes que ces migrants avaient envers la campagne et ses habitants. Ils subissent un isolement et ressentent une exclusion face à laquelle ils ont peu de recours : des revenus modestes, une faible mobilité et un capital social limité ne leur permettent pas de rebondir, par exemple en cherchant une sociabilité plus loin ou à une échelle géographique plus vaste. Ces personnes subissent un regard sévère de la part des autres habitants : les « gens d'ici » leur reprochent une vision idéalisée du monde rural et une insuffisance

[126]Par exemple, lors d'une réunion publique, un maire qualifiait les nouveaux habitants de sa commune comme « primaires », soulignant les problèmes qu'ils introduisaient (chômage, dépendance des minima sociaux). D'autres maires en revanche voient l'arrivée des nouveaux habitants comme une chance et essayent de les impliquer dans la vie sociale (comité des fêtes, associations).

de travail. De plus, les migrants mieux insérés socialement leur reprochent de ne pas s'être assez investis et ne pas avoir suffisamment lutté pour construire leur cadre de vie.

> *Les gens qui viennent ne s'adaptent pas au milieu rural. Ils ne savent pas accepter que la vie ici est dure. Ce n'est pas seulement idyllique, il faut travailler. Il y a des gens qui aimeraient avoir un travail et faire très peu. Par exemple, la fille qui était dans le bar avant aimait beaucoup la campagne, mais pas trop les sacrifices de la campagne. (SA_LOC_89)*

> *Les gens viennent ici avec une certaine idée du milieu rural, et refusent d'entendre que ce n'est pas que ça. Avec les gens, ils arrivent en pensant que les gens du village sont idiots. Si tu veux t'intégrer, tu ne peux pas venir tout changer. L. et G. par exemple sont arrivés et ont essayé de faire des choses, de participer : ils font un jardin, ils tuent le cochon comme tout le monde. Ça permet aussi de faire des économies. Ça demande plus de travail, mais pour vivre ici il faut travailler plus qu'en ville, et ce n'est pas ce que pensent les gens qui viennent. Ils voient la qualité de la vie, ils pensent que c'est un endroit pour se reposer. (SA_PR)*

L'isolement, subi par ces migrants comme une mise à l'écart sociale, est en revanche recherché par d'autres nouveaux habitants : en Limousin plus particulièrement, la campagne devient un espace de retrait pour des migrants qui fuient les relations interpersonnelles et une implication dans la vie locale. Dans la Sierra de Albarracín nous n'avons pas rencontré de personnes qui pouvaient se reconnaître dans ce profil.

> *Moi, le monde, tout ça, ne m'intéresse plus. J'ai habité aux États-Unis, à New York, mais maintenant quand je vois du monde, j'ai mal aux yeux. Je ne fréquente personne ici. Pratiquement, je ne fréquente personne. Pas d'association, pas du tout. Je vis en ermite, comme on dit. Je n'embête personne, les seuls qui m'embêtent sont les chasseurs. Ils viennent chasser ici à côté, c'est l'endroit le plus tranquille. (LIM_NH_14)*

> *Nous aimons bien être tranquilles et nous ne voulons pas avoir beaucoup à faire...avoir quelques amis et faire des soirées, mais pas beaucoup. (LIM_NHE_20)*

Cette position reste plutôt rare, du moins parmi les personnes, françaises ou britanniques, que nous avons rencontrées[127]. Pour les étrangers, la langue contribue aussi à cet isolement : si environ la moitié des ménages britanniques rencontrés avaient une bonne maîtrise du français, une autre moitié avait un niveau de langue plutôt faible, insuffisant par exemple pour que les entretiens soient en français. Comme pour les étrangers de la Sierra de Albarracín, la langue est mieux maîtrisée par les femmes, grâce aux contacts dans le cadre de l'école, dans les commerces et l'administration.

[127] Ce sont aussi des migrants plus difficiles à rencontrer, justement en raison de leur isolement.

Malgré sa rareté, cette position permet de montrer que la campagne n'est pas pour tous un lieu de relations et de communauté, mais au contraire elle devient un « espace de repos social », comme souligné par Banos (et *al*. 2009) dans le cadre d'une enquête en Dordogne. L'espace rural est alors vécu comme un moyen de se soustraire à l'espace social et où cultiver son anonymat. Ce retrait de la scène sociale se traduit par un investissement fort de l'espace privé : ces migrants vivent souvent dans des maisons isolées, à l'abri des regards.

> *Ici, je l'ai fait à mon goût, ici il n'y avait pas de toiture, il n'y avait rien, c'était tout cassé, et je l'ai fait à mon image. Je voulais avoir de l'eau, parce que je suis né au bord de la mer, donc il fallait que j'aie de l'eau. Alors j'ai tout creusé, j'ai un bulldozer, j'ai fait un étang, normalement c'est interdit. Et puis j'ai tout fait moi même et maintenant je commence à en profiter un peu...j'ai encore une autre pièce à faire là-bas.(LIM_NH_14)*

Clôturée ou entourée par la végétation, leur maison devient un lieu de vie façonné à leur goût et auquel ils consacrent beaucoup d'énergie. Ce sont souvent des maisons anciennes rénovées, qui correspondent aux codes esthétiques des maisons de campagne des magazines de décoration : à l'intérieur, on utilise des matériaux locaux pour rénover, on récupère des meubles anciens, tout en les mélangeant avec des objets modernes. L'extérieur est une suite naturelle de l'intérieur: une véranda assure souvent la transition entre le dedans et le dehors et le jardin devient une pièce de plus. Espace esthétisé, il met en scène une nature « manucurée », où poules et canards se baladent parmi les plantes ou sur le bord d'un étang. Cette esthétique des jardins n'est pas seulement un embellissement de la nature mais, suivant l'analyse de Urbain (2002, 140), le jardin devient un enclos intime qui permet de s'abstraire de la société. Cela semble trouver une confirmation aussi dans les clôtures ou la végétation qui protègent ces résidences : non seulement elles cachent de toute visibilité, mais elles représentent une barrière entre un espace privé que l'on modèle, et une réalité sociale que l'on fuit.

6.2.2. À la recherche d'une communauté

En contrepoint de l'isolement subi ou recherché par les migrants que nous venons d'évoquer, on trouve aussi des nouveaux habitants qui cherchent, et trouvent, une sociabilité et une insertion locales. Les migrants qui peuvent se reconnaître dans ce profil sont en majorité des nationaux : dans la Sierra de Albarracín, ce profil correspond à dix-sept entretiens, composé d'environ deux tiers de migrants espagnols, et pour le restant de migrantes Latino-Américaines. En Limousin, il s'agit d'environ une dizaine d'entretiens, dont la moitié sont des Britanniques.

Sur les deux terrains d'étude, ces migrants sont à la recherche d'un réseau de relations développé à proximité, dans la commune ou le hameau de résidence. En Limousin, ces migrants choisissent rarement un habitat isolé, et ils sont plutôt dans les centres-bourgs ou dans des hameaux

peuplés. Dans la Sierra de Albarracín, ils résident au centre-bourg également (l'habitat isolé étant pratiquement inexistant). C'est plutôt l'intérieur du logement qui est investi, et le jardin n'est pas une pièce de plus de la maison ni un espace de nature privatisé : il est déjà à l'extérieur du domicile, espace de transition entre le dedans et le dehors. Les contraintes économiques jouent aussi dans l'habitat : ne disposant souvent pas de ressources importantes, le choix du logement est le résultat d'un compromis entre les dimensions idéelle et pragmatique ou les opportunités (Richard et Dellier 2011, 41). Les anciennes maisons familiales réinvesties dans la Sierra en sont notamment un exemple.

À l'échelle géographique circonscrite dans laquelle ces migrants s'inscrivent correspond l'envie de se reconnaître dans une communauté qui le soit aussi, dans un groupe social où chacun a sa place. Ces migrants manifestent la volonté de « faire partie de quelque chose », que l'on retrouve déjà parmi les attentes qui ont motivé la migration (cf. chapitre 5). Ils ont vécu des situations de déclassement en ville, lieu d'excessive mixité aux yeux d'une partie d'entre eux. La campagne est l'espace qui leur permet de sortir de cette situation. Le voisinage et les associations sont les lieux qu'ils privilégient afin de s'insérer dans la collectivité locale et d'y développer des relations. Toutefois, leur insertion rime avec discrétion : il s'agit pour ces migrants de légitimer leur place dans la collectivité locale, en faisant jouer des atouts, comme leurs attaches familiales ou leur rôle économique, tout en évitant une exposition publique trop importante.

6.2.2.1. La recherche d'une insertion dans la proximité...

Les migrants à la recherche d'une sociabilité de proximité trouvent sur place ce qu'ils cherchent, tout d'abord grâce aux relations de voisinage : ces relations informelles deviennent un tremplin pour développer d'autres liens et serviront de socle pour créer une sociabilité et une reconnaissance dans la commune.

> *J'ai tout de suite connu la femme de la boucherie, parce que c'est la cousine du propriétaire de la maison, et elle nous a expliqué où étaient le supermarché, le bar, les gens d'ici. Elle m'a présentée à la femme du supermarché, de la boulangerie, dans le bar. C'est elle qui m'a dit « Ici tu as ça », « Là-bas tu as ça », « Cette fille c'est »...C'est elle qui m'a présentée un peu « en société » pour le dire comme ça. (...)...Et après j'ai connu la boulangère, et c'est là que j'ai commencé à connaître tout le monde. (SA_NH_125)*

Les différences de génération, d'origine, de mode de vie ne représentent pas un obstacle à la sociabilité, qui est pour ces migrants un objectif de leur parcours migratoire. À travers ces relations, ils développent un sentiment d'appartenance à la commune ou au hameau, qui devient le lieu où ils sont reconnus. Toutefois, cette reconnaissance est informelle, leur rôle social est celui de « nouveau » ou est lié au fait d'avoir des enfants. Un rôle social plus « officiel » est conquis à travers

la participation aux associations locales, comme les comités des fêtes, les associations de parents d'élèves ou, dans la Sierra, les associations féminines.

> *Je suis dans l'association des femmes de Torres. Je me suis inscrite pour le contact avec les femmes, et parce qu'elles font beaucoup de choses : il y a des sorties, il y a des cours, elles se retrouvent pour manger...chaque année il y a deux ou trois cours différents...bal, informatique....des sorties. C'est aussi pour garder le contact avec des femmes âgées, qui sinon ne sortiraient pas. (SA_NH_125)*

> *Quand je suis arrivée ici, dès que je suis arrivée, je me suis mise dans deux associations, « Saint-Amand Patrimoine et Histoire », après je fais partie aussi d'une assoce... de marché des producteurs, je faisais des crêpes ! Parce que, Bretonne, si on fait pas des crêpes, ça va pas non plus, quoi ! Donc j'allais à ces manifestations, ce qui m'a fait connaître aussi. Après, je fais partie de l'association « Vivre à Saint-Amand », et donc je fais partie de trois assoces, qui, quelque part, vous aident aussi à entrer dans leur...dans leur petit monde, quoi ! On fait connaissance des gens de l'extérieur, de gens de Saint-Amand, et je trouve justement que pour s'intégrer, c'est quelque chose de bien ! (LIM_NH_111)*

Ces associations correspondent à une échelle géographique définie et sont souvent liées à la culture ou au patrimoine locaux. Ce sont des associations déjà existantes, non pas créées par les nouveaux habitants, mais ces derniers s'y investissent, montrant leur implication dans la localité et la collectivité.

Au début de l'enquête, une des hypothèses était qu'une voie possible pour s'insérer et conquérir une reconnaissance pouvait être l'investissement dans la politique locale, en participant par exemple aux conseils municipaux. Toutefois, ces nouveaux habitants excluent cette voie, pour plusieurs raisons. En Limousin et dans la Sierra de Albarracín, le désintérêt manifesté à l'égard de la gestion de la chose publique s'explique d'abord par la volonté de ne pas prendre position et de ne pas s'exposer aux yeux de la collectivité. Ne pas « être d'ici » limite la légitimité de ces migrants, qui perçoivent la politique locale comme le domaine de « ceux d'ici ». La participation aux comités des fêtes et aux associations permet de montrer une implication qui s'arrête là où commence la prise de décision.

> *La mairie, non, ça ne m'intéresse pas, et je n'aime pas ça. En plus, comme je viens de dehors, ce n'est pas bien que je me mette dans des choses dans lesquelles je n'ai pas d'expérience. (SA_NH_62)*

Dans la Sierra, au sentiment de manque de légitimité de ces nouveaux habitants, s'ajoute une dimension spécifiquement politique : une implication dans la vie municipale n'est pas seulement perçue comme un moyen d'agir pour la gestion de la chose commune, mais comme une véritable prise de position politique. Les migrants catégorisent les habitants des communes selon leur orientation politique : les divisions et les fractures sont perceptibles à travers les discours, les relations, la fréquentation d'un bar plutôt que d'un autre. Cela est ramené, par les habitants, aux

divisions internes nées pendant la guerre civile et qui se transmettent encore aujourd'hui, notamment par les personnes âgées. Ainsi, les nouveaux habitants qui recherchent une sociabilité locale, expliquent qu'une implication politique entraverait les relations avec au moins la moitié du village.

> *Nous sommes quatre chats, deux sont d'un côté, deux sont de l'autre côté, et je ne veux être ni d'un côté, ni de l'autre, parce que les deux qu'il y a, ou ils sont de la famille, ou ils sont des amis. Alors, je ne veux pas être d'un côté. (SA_NH_120)*

> *Les gens n'en parlent pas mais ce sont des choses [la guerre civile] bien présentes dans les gens, dans la mémoire collective. Si on ne connaît pas tout ça, il est facile de faire des faux-pas avec les gens...en parlant, en posant des questions...Il y a beaucoup de sous-entendus. Alors il peut être difficile de s'intégrer, parce qu'il y a beaucoup de choses qu'on ne sait pas. (SA_LOC_101)*

Pour les nombreux migrants qui gèrent un bar ou un commerce, cela se révèle d'autant plus risqué, car il ne s'agit pas seulement de gâcher des relations, mais de perdre une partie de leur clientèle.

> *Nous sommes arrivés ici dans un moment compliqué, il y avait les élections. Sans nous en rendre compte, nous nous sommes fait impliquer dans les histoires du village. En fait, nous avons été tout de suite bien accueillis, on avait des bonnes relations, avec certaines personnes. Mais cela a créé une mauvaise synergie, parce que l'autre « groupe » nous a identifié comme « amis » du premier. Cela a créé des tensions, et beaucoup de gens ne viennent plus au bar à cause de ça. (…) On le voit pas beaucoup de l'extérieur, mais il y a toujours un climat de tension dans le village. Nous on s'est fait mettre au milieu parce qu'on se sentait plus accueillis par un groupe. Du coup, l'autre groupe ne vient pas. On l'a bien vu quand on a organisé la fête et l'inauguration du resto : on a invité tout le village, pour qu'ils voient le resto, l'hôtel, et pour les remercier de l'accueil. Mais seulement une partie du village est venue. (SA_NHE_65)*

La sociabilité de ces migrants est construite dans la discrétion : les migrants essayent de trouver leur place dans la localité, sans être trop visibles et en se pliant à des compromis sur les plans relationnel ou professionnel, en échange desquels ils ont le sentiment d'appartenir à la communauté. Parfois, le facteur temporel est aussi important : la durée de l'installation peut permettre d'acquérir progressivement plus de reconnaissance et de s'investir de manière plus active dans la commune.

Par ailleurs, ces migrants cultivent des relations fortes avec leur lieu d'origine, notamment au niveau familial. Au début de l'installation, les visites réciproques de la famille et des amis assurent une sorte de transition. Ensuite, quand ces visites se font plus rares (pour des raisons économiques ou par manque de temps) le poids de la distance se fait plus lourd.

6.2.2.2. ...et marquée par un sentiment de manque de légitimité

La sociabilité de ce groupe de migrants, malgré le fait qu'elle soit souhaitée, peut être définie comme passive. En effet, elle se construit plus dans la présence que dans l'action. Occuper une maison, travailler, circuler dans l'espace de proximité, connaître les personnes qui vivent autour d'eux suffit à ces migrants pour se sentir insérés dans une communauté, comme ils l'espéraient. Il s'agit d'ailleurs d'une communauté qu'ils perçoivent comme unie, sans fractures sociales majeures (à l'exception des divisions politiques dans la Sierra). Ils participent certes à des activités locales ou à des associations de leur commune, mais leur action reste toujours discrète et ils prêtent attention à ne pas trop s'exposer. Ils décrivent une manière de vivre ensemble qui se construit de manière naturelle : il faut « laisser le temps suivre son cours », pour se fondre un jour dans le paysage.

> *Faire un peu la vie du village...les aider, parler avec eux, ou simplement descendre au « téléclub », même si tu restes avec eux, à regarder...mais déjà ça, ça fait que les gens te connaissent, te voient, te posent des questions...(SA_NH_123)*

Une implication trop importante ou trop visible peut être vue comme une exposition qui mettrait en péril leurs relations, car elle serait ressentie comme non légitime. Ces nouveaux habitants se sentent encore comme des « hôtes » dans un territoire qu'ils se sont approprié seulement à moitié : légitimes pour y être mais pas assez pour agir. Cette légitimité est laissée aux personnes identifiées comme « ceux d'ici ».

Cela peut être perçu, dans la Sierra de Albarracín, dans les entretiens avec les migrants qui gèrent un service municipal, un bar ou un resto. Situés au centre de la commune, ils ont un rôle central, spatialement comme socialement. En effet, ces services sont un lieu de sociabilité important et cela permet aux nouveaux habitants qui y travaillent de construire rapidement un réseau de relations locales étoffé. Toutefois, ils se trouvent aussi dans une situation de dépendance économique et sociale. En effet, il s'agit d'une sociabilité qu'ils sont obligés d'avoir, sous peine de perdre en même temps relations et clientèle.

> *Ici il faut tout de suite se gagner les gens, il faut être gentil et disponible avec tous. Ce n'est pas comme en ville, où tu connais les gens petit à petit, ici c'est tout de suite. Et en ville, si tu envoies chier quelqu'un, ce n'est pas grave, il ne se passe rien. Ici, tu ne peux pas le faire, si je le fais je perds tout de suite des clients. (SA_NH_62)*

Cette forme de dépendance, sociale et économique, les amène aussi à accepter des contraintes qu'ils n'accepteraient pas ailleurs. Cela est plus évident dans les bars et les restaurants, appartenant souvent aux mairies, qui établissent des contrats avec les gérants. Les contrats que nous avons pu voir et les récits de migrants montrent que les horaires d'ouverture sont contraignants : ces

établissements sont généralement ouverts tous les jours de la semaine, avec dix ou quinze jours de fermeture possible par an, mais ni en été ni pendant les fins de semaine[128].

> *Ici on ne peut pas fermer, on peut fermer seulement le 24 décembre à 19h. Quand on a accepté le travail, on savait que ça allait être comme ça, alors je ne considère pas ça comme de l'esclavage, on était prévenu. (SA_NHE_37)*

Ces migrants, qui sortent souvent d'une situation de précarité ou de chômage en ville, retrouvent une nouvelle précarité, puisque les contrats sont d'un an, renouvelables jusqu'à cinq ans. Accepter ces conditions de travail devient alors le prix à payer pour vivre dans un cadre environnemental qui réponde à leur idéal, et pour se sentir insérés dans un groupe social au sein duquel ils ont un rôle défini et reconnu.

6.2.3. Des réseaux de relations qui rayonnent sur un territoire de vie élargi

Les nouveaux habitants dont il s'agit ici ne sont pas à la recherche d'une sociabilité locale à tout prix, comme le profil précédent. Les relations ne sont pas construites dans un critère de proximité ou d'insertion dans la localité, mais sont guidées par la recherche d'une cohérence de valeurs, d'un partage d'expériences et de pratiques. Ainsi, ces migrants montrent une sociabilité qui se construit principalement avec d'autres migrants et qui s'étend spatialement sur un territoire de vie qui va bien au-delà de la commune de résidence. En Limousin, ce profil est visible sur le territoire : les migrants créent et animent des associations, des réseaux plus ou moins formels qui structurent le territoire et qui ont alimenté, même en dehors de la région, l'image de la Montagne limousine comme territoire accueillant et « alternatif ». Il s'agit du groupe de migrants le plus nombreux (vingt-cinq entretiens, en large majorité des nationaux). Sur les communes plus proches de Limoges, la sociabilité est parfois tournée vers la métropole régionale, en particulier pour les migrants qui y travaillent. Ainsi, tous les migrants rencontrés ne se reconnaissent pas dans une mouvance « alternative », mais ils ont un réseau de sociabilité étendu et montrent des formes d'engagement sur le territoire. Dans la Sierra de Albarracín, ce profil est également présent mais moins visible : la sociabilité de ces migrants (plus d'une vingtaine d'entretiens, essentiellement des

[128] A titre d'exemple, ce contrat de bar-restaurant stipule que l'établissement devra être ouvert tous les jours pendant la haute saison (de juillet à septembre et de décembre à mars), plus toutes les fins de semaines et les ponts de l'année. Il pourra fermer pendant dix jours par an, en basse saison. Le signataire s'engage à « explotar efectivamente y por sí mismo el negocio, debiendo prestarse el servicio de Bar-Restaurante a lo largo de toda la duración del contrato y con apertura al público durante, al menos, la temporada alta. A los efectos de este contrato, se considera temporada alta del 1 de julio hasta el 30 de septiembre, todos los puentes y todos los fines de semana del año. No obstante, podrá permanecer cerrado por vacaciones diez días al año en temporada baja (se excluye del 1 de diciembre al 31 de marzo), comunicándolo con una semana de antelación al Ayuntamiento y al público. Por motivos justificados se podrán admitir excepciones, con el consentimiento del Ayuntamiento » (Source : « Pliego de cláusulas administrativas particulares » pour le bar-restaurant de propriété municipale dans la commune de Griegos, téléchargé du site www.abrazalatierra.com le 11/12/2013).

Espagnols) se développe à une échelle plus large, mais ils sont installés depuis moins longtemps et les réseaux sont actuellement en construction. Les logements de ce profil de migrants se trouvent dans les bourgs de la Sierra, tandis qu'en Limousin il est plus facile de les trouver dans des hameaux ou des maisons isolées. Sur les deux terrains d'enquête, il s'agit souvent de maisons anciennes rénovées, avec une attention particulière aux matériaux utilisés, qui souvent sont d'origine locale et/ou écologique. Les maisons sont souvent sans clôtures, et ouvertes sur la campagne environnante, dans une localisation qui permet d'avoir une vue dégagée sur la campagne ou les montagnes. Presque toujours, le jardin potager a une place importante.

En Limousin, on remarque aussi l'émergence du mode de vie en colocation, notamment pour des migrants plus jeunes : il ne s'agit pas forcément de vie en communauté, mais simplement d'un mode de vie qui permet la diminution des frais relatifs au logement. Par ailleurs, ces colocations représentent aussi un « logement passerelle » informel pour de nouveaux habitants qui « testent » le territoire. Elles contribuent aussi à une insertion rapide dans un réseau de connaissances et d'activités.

Si la sociabilité interne est forte, ces migrants maintiennent des liens et des ancrages importants en dehors du territoire : cela non seulement dans leur espace d'origine, mais aussi dans d'autres lieux où ils ont vécu, étudié, travaillé. Chacun d'entre eux cultive ainsi un réseau personnel qui va bien au-déjà des frontières régionales, et qui a une dimension nationale voire internationale.

6.2.3.1. Sur le terrain Centre-Limousin, une vie sociale engagée et cloisonnée

Nous avons précédemment évoqué l'attrait social qu'exerce la Montagne limousine pour les migrants qui cherchent une manière de « vivre et travailler autrement » (§4.2.4.1). Les nouveaux habitants qui s'insèrent dans cette dynamique territoriale peuvent assez rapidement construire une sociabilité à travers des réseaux informels avec d'autres migrants et par le biais des associations. Jeunes, avec un niveau d'études généralement élevé, ils ne cherchent pas un territoire d'isolement, mais au contraire une vie sociale à laquelle participer. La vie sociale à laquelle ils aspirent se veut cohérente avec leurs idéaux sociaux, économiques, politiques. Cela peut sembler paradoxal dans un territoire avec une densité si faible, mais la présence statistiquement importante de nouveaux habitants et le foisonnement des initiatives socio-culturelles rendent cela possible. 11 % des habitants présents en 2008 sur le terrain d'étude n'y habitaient pas en 2003 (cf. §4.2.4.1). À ces néo-Limousins, s'ajoutent ceux arrivés pendant les périodes intercensaires précédentes. Dans certaines communes les nouveaux habitants représentent la moitié ou plus de la population. Quant à la vie socio-culturelle, le tissu associatif et une programmation culturelle qui n'ont rien à envier au monde urbain permettent aux migrants de participer à la vie du territoire : festival de cinéma, initiatives théâtrales et littéraires, concerts, manifestations liées à l'art contemporain. Ce sont autant

d'occasions de rencontre et d'échange qui permettent de consolider l'impression de faire partie d'un groupe actif et ancré sur le territoire.

> *Ce que j'aime bien à la campagne, c'est le côté qu'on est vachement isolé, on habite au bout de chemins, tous, et pourtant on se connaît, on sort pas mal, parce que pour éviter que chacun soit isolé, il y a plein de choses qui sont mises en place, pour favoriser la solidarité, l'entraide...et j'ai l'impression qu'on est beaucoup plus connecté, tous entre nous, même si on vit chacun de son côté, que des gens en ville, qui vivent dans le même immeuble, qui ne connaissent pas leurs voisins de palier. (LIM_NH_103)*

> *Ici c'est simple avec les gens, ça va plus vite qu'ailleurs. Par exemple, quand on a fait la souscription pour le resto [demande d'un apport financier avant l'ouverture], on a eu assez rapidement cinquante personnes qui nous ont aidés. Il y a des gens qui comprennent la démarche et qui te soutiennent, tu es encouragé. (LIM_NH_117)*

Cette « facilité » à établir des liens est possible grâce au partage d'affinités et d'expériences, ainsi que par le rattachement à une culture politique tournée vers la gauche alternative ou les mouvements autonomes. Cette appartenance politique se manifeste dans l'appel constant aux valeurs de solidarité, d'entraide, mais également dans une culture militante et un esprit contestataire.

Toute la dynamique sociale de notre terrain d'étude est alimentée et soutenue par les associations, qui ont un rôle important dans la structuration territoriale et le développement local. Cela est par ailleurs souligné dans les travaux de recherche sur cette thématique : lien entre le collectif et l'individuel, les associations structurent les territoires par leurs projets et leur capacité d'innovation (Regourd 2004; 2007). Leur rôle économique est également à souligner, car elles sont moteur de création d'emploi, tout en proposant de nouvelles valeurs liées au travail (Mathieu et Épagneul 2000). Dans le terrain d'étude en Limousin les associations sont des vecteurs du renouvellement territorial dans différents secteurs d'activités, de l'économique à la formation, du culturel à l'environnemental. Elles peuvent par ailleurs représenter une réaction face au recul des services publics en milieu rural : une réaction qui est palliative, en proposant des services désormais absents en campagne, mais qui est en même temps une forme de résistance. Elles traduisent en effet la volonté de résister sur un territoire qui n'est pas « rentable » pour les services publics et elles revendiquent la capacité de s'organiser autrement. Naissent ainsi une crèche associative, des animations pour les enfants, un projet de covoiturage local, une auto-école associative, autant d'initiatives dont les nouveaux habitants sont souvent à l'origine. Elles représentent ainsi un cadre privilégié pour une sociabilité qui s'étend de manière réticulaire sur un territoire assez vaste.

La vie sociale des nouveaux habitants est ainsi riche, mais également cloisonnée : les relations se tissent presque exclusivement entre nouveaux habitants et les contacts avec les locaux sont rares. Le voisinage est le contexte le plus favorable à ces contacts, la proximité permettant de créer des liens mais, hormis cela, rares sont les possibilités de rencontre. Ainsi, la sociabilité se

développe souvent de manière centrifuge par rapport à la commune de résidence et le sentiment d'intégration des migrants est exprimé par rapport à un groupe ou à un réseau, plus rarement par rapport au lieu de résidence. Dans certaines communes, la part de nouveaux habitants est toutefois assez importante pour permettre une sociabilité et un sentiment d'intégration locaux, sans pour autant avoir des contacts avec les « gens d'ici ».

> *Je me sens intégré, ensuite je ne côtoie pas les paysans du village, je n'ai aucune relation avec eux ni avec aucun Creusois quasiment, mais comme aujourd'hui il y a presque la moitié de la population qui ne sont pas des Creusois, je me sens très bien intégré, il n'y a pas de soucis (LIM_NA_7)*

Toutefois, il est également nécessaire de spécifier que l'origine sociale ne permet pas de tout expliquer : d'autres éléments, par exemple la profession et l'âge, peuvent être pris en compte pour comprendre les réseaux relationnels. Ainsi, certains agriculteurs essayent de s'intégrer dans des réseaux professionnels, qui permettent une sociabilité autre que celle basée sur l'origine. Cependant, des pratiques agricoles non conventionnelles (agriculture biologique, biodynamie) ne rendent pas le dialogue évident. L'âge peut représenter un facteur qui rapproche natifs et néos, en particulier pour les migrants installés depuis longtemps. Les jeunes « natifs » ne semblent pas très nombreux, étant souvent partis pour les études ou le travail, la population plus jeune est donc en grande partie composée de nouveaux habitants.

6.2.3.2. Dans la Sierra de Albarracín, un réseau en construction

Dans la Sierra de Albarracín, il est possible de trouver des points communs avec le Limousin, mais également des divergences. En effet, ces nouveaux habitants sont à la recherche d'une sociabilité fondée sur le partage d'un mode de vie. Cela amène les migrants à fréquenter d'autres personnes qui, comme eux, ont rejoint le monde rural plus ou moins récemment et les relations se développent sur toute la Sierra, ne se limitant pas à l'échelle géographique communale, comme cela est le cas de nombreux anciens habitants.

L'espace public reste un cadre important pour développer une sociabilité dans la Sierra, dans les moments de fête ou dans les bars : la sociabilité locale est ainsi importante, même si certains migrants, souvent très jeunes, se plaignent de l'absence de lieux de rencontre.

> *Nous connaissons les gens lentement : ici c'est un peu fermé et surtout il manque des activités pour partager des choses, ou pour se connaître. On discute quand on rencontre des gens dans la rue, mais ce sont des conversations courtes, on ne se pose pas pour discuter, se connaître. Ainsi, on connaît les gens peu à peu. (SA_NH_58)*

Petit à petit, j'ai commencé à connaître des Espagnols, un peu plus proches de mon idéologie (…), et presque tous sont de dehors ! Je les ai connus...avec beaucoup de hasard, tu bois une bière, tu discutes...(SA_NH_121)

Le monde associatif est également moteur de sociabilité, mais il est moins étoffé qu'en Limousin : les associations sont moins nombreuses et moins actives. Cependant, une nouvelle dynamique est apparue dans les dernières années, avec de nouvelles associations, qui se sont développées sous l'impulsion des nouveaux habitants. Trois associations permettent d'illustrer cette nouvelle dynamique : *Caranjaina* est une association qui a pour objectif de créer des espaces d'échange pour les femmes de la Sierra, de chercher « des moyens légaux, sociaux, politiques et culturels qui améliorent la qualité de vie des femmes en milieu rural, l'incorporation de la femme au monde du travail, l'amélioration du réseau de services pour les femmes »[129]. *Caranjaina* propose aussi des animations et ateliers pour les enfants (troc de livres et jouets, ateliers de cuisine, initiation au yoga), dans un contexte où les communes et la *Comarca s'*occupent très peu de ce public. Une deuxième association *Asociación para La Promoción de la Salud y el Medio Ambiente en la Sierra de Albarracín*[130] propose des activités autour de la promotion de la santé et de l'environnement, en abordant des thématiques qui ne touchent que très marginalement les natifs de la Sierra.

Ils ont dit à C. qu'on était une association élitiste, parce qu'on était tous des médecins, des vétérinaires...c'était quelqu'un de la « comarca », ou un politique, un maire, je ne sais pas qui...ils ont dit que ce qu'on faisait était bien, mais un peu élitiste. Et c'est vrai qu'on fait des choses qui sont peu...par exemple il y a deux ans, on a fait des choses sur l'eau...le traitement de l'eau, la pollution de l'eau, la qualité de l'eau...après on a fait un projet sur la violence domestique...la violence aux femmes.. maintenant on est sur le thème de la décroissance. Alors, c'est clair, ce sont des thèmes un peu...mais bon, ce qu'on veut, c'est parler de thèmes que...les gens en ont peut-être seulement entendu parler...(SA_NH_121)

Un dernier exemple est l'*Asociación de Empresarios Turísticos de la Sierra de Albarracín* (A.E.T.S.A.)[131] qui regroupe différentes structures liées au tourisme (chambres d'hôtes, restaurants, activités en plein air comme la randonnée ou les balades à cheval…) pour permettre le développement du secteur, en travaillant avec les institutions mais surtout en essayant de fédérer et de créer un réseau d'acteurs du tourisme dans la Sierra.

Au-delà des objectifs propres à chacune d'elles, qu'elles soient liées au monde social, environnemental ou professionnel, le but de ces associations est d'animer des initiatives qui

[129] Traduction personnelle. « Nosotras también salimos de los bosques y de nuestros respectivos pueblos, buscando medidas legales, sociales, políticas y culturales que mejoren la calidad de vida de las mujeres del medio rural, la incorporación de la mujer al mundo laboral, la mejora de la red de servicios para las mujeres. Nosotras también venimos, pero venimos para difundir información de Interés, para dar una perspectiva de género al medio rural y para integrarnos con otras estructuras asociativas y colaborar con otras mujeres rurales. » Source: http://caranjainadas.blogspot.fr/

[130] URL: http://apsmasierraAlbarracín.blogspot.fr/. L'association fait partie réseau de santé de la communauté autonome de l'Aragon, qui lui apporte aussi des financements.

[131] URL : http://www.turismosierradeAlbarracín.com

contribuent à la vie socio-économique de la Sierra. Ces initiatives sont aussi l'expression d'une réaction face au manque de services et d'activités : elles essayent de le pallier et, de cette manière, elles se posent aussi comme un facteur qui permet aux nouveaux habitants de s'installer dans la durée.

> *Je fais partie de beaucoup d'associations...une association pour les gamins, une pour la santé et l'environnement, et une association de femmes, où il y a surtout des femmes qui viennent de dehors...nous avons plus d'affinités. Ici dans chaque village il y a une association de femmes, pour se réunir, pour tricoter ensemble. Mais notre association a à la base une idée différente : revendiquer des choses qui manquent ici, créer des loisirs qui manquent. On a une réputation revendicative dans le village. (SA_NH_43)*

> *Quand je suis arrivé, je me suis mis dans toutes les associations que je pouvais. Les tambours, après il y en a eu une liée à mon travail, elle s'appelle « Por la salud y el medio ambiente » [Santé et environnement] (…). La plupart des gens de l'association ne sont pas d'ici...je pense que les gens de la campagne, ça leur coûte beaucoup de sortir, réclamer un droit...dire des choses ! (…) Ce sont des projets nouveaux et les gens, ça leur crée un peu un complexe...je crois ! Parce que sinon, je ne sais pas pourquoi les gens ne bougent pas ! (SA_NH_121)*

Cette « lutte » a aussi une dimension politique, mais elle est moins évidente et moins revendiquée qu'en Limousin : le « vivre autrement » ne passe pas dans la Sierra par un mode de vie alternatif ou marginal. Il s'agit d'une lutte pour se donner les moyens de vivre et travailler dans le cadre de vie choisi et qu'on souhaite préserver. Par ailleurs, les nouveaux habitants ne se perçoivent pas en tant que « groupe », comme en Limousin. Cela trouve une explication dans leur nombre, car ils sont moins nombreux, ainsi que dans l'ancienneté des migrations : arrivés plus récemment, ils ne s'inscrivent pas dans une histoire migratoire qui a débuté dans les années 1970. Les migrants actuels ne peuvent ainsi pas s'appuyer sur des réseaux préexistants et sont, dans ce sens, encore des « pionniers » de cette migration. Par ailleurs, leur mode de vie se fond plus facilement avec celui préexistant. Si en Limousin certains choix des migrants, comme la déscolarisation des enfants ou l'habitat atypique (par exemple les yourtes ou les cabanes), peuvent heurter les locaux, dans la Sierra les nouveaux habitants ont des pratiques et des modes d'habiter qui leur permettent de mieux s'insérer dans les communes.

Ceci explique également que la sociabilité des nouveaux habitants dans la Sierra ne se développe pas seulement à l'extérieur des communes de résidence, vers des personnes avec lesquelles ils partagent un parcours et des idéaux. Cette sociabilité « de dehors » s'accompagne souvent d'une sociabilité dans la commune, avec des habitants de longue date. Avec cette population, les affinités sont moindres, pour une question de génération comme d'idéologie, mais ces relations permettent aux migrants de se sentir intégrés dans la localité.

6.3. Un vivre ensemble sous tension ?

Dans la Sierra de Albarracín et en Limousin, le profil des nouveaux habitants qui vient d'être décrit se distingue des deux autres : plus actifs et engagés sur le territoire, ils sont des vecteurs de changement et d'innovation. D'un point de vue économique et social, ils insufflent une dynamique nouvelle. Toutefois, leurs modes de vie, leurs positions sur l'environnement ou sur la gestion politique peuvent créer des conflits. Les entretiens ont permis d'identifier plusieurs points de tensions sur le territoire : gestion de l'environnement, pouvoir local, mais aussi un mode de sociabilité sous la forme de réseau qui, entre ouverture et fermeture, contribue à l'identification d'un groupe à part.

6.3.1. Réseau ouvert, réseau fermé

Nous avons fait référence, notamment pour le terrain d'étude limousin, à un « réseau » qui permet aux nouveaux habitants une insertion qui est sociale, mais aussi professionnelle et politique. Eux-mêmes mobilisent souvent ce terme pour décrire la dynamique qu'ils ressentent sur le territoire et dont ils font, ou pas, partie. Le « réseau du plateau » peut être défini comme un tissu de relations sociales composé d'individus, d'associations, d'entreprises qui, par leurs initiatives et leurs actions, structurent le cadre de vie et instillent dans le territoire une dynamique sociale et politique. Le réseau s'étend sur le plateau de Millevaches, à la croisée des trois départements, et a son barycentre autour des communes de Royère-de-Vassivière, Faux-la-Montagne et Gentioux-Pigerolles. Une dynamique associative ancienne et la présence de nombreux migrants fait de ces trois communes le cœur du réseau, qui s'articule aussi autour d'autres lieux sur le plateau. Ce tissu de relations est une clé de compréhension de la sociabilité des nouveaux habitants car, quand on y a accès, il permet d'entrer dans un système réticulaire de relations, initiatives, opportunités professionnelles.

> *On s'intègre assez vite...on rencontre rapidement les mêmes personnes, régulièrement, qui ont un contact facile. On parle souvent du réseau, ces gens néo-ruraux qui sont intéressés par l'écologie, qui consomment bio...enfin, pas tous...qui se retrouvent dans les mêmes occasions. Y a les apéros de réseau, de « De fil en réseau »...y a les soirées de Contrechamps, par exemple, après c'est pas tous tout à fait les mêmes...il y a les soirées à Royère, à l'Atelier, aussi...(LIM_NH_115)*

> *On va changer des choses au fournil, et on mobilise les énergies autour...et tu tires un bout...et il y a plein de choses qui arrivent. Tu as vraiment un réseau, tu demandes à un de t'aider à faire une étude de faisabilité, puis tu as une autre association -Pivoine- qui dit, « Nous on peut faire des formations si vous voulez vous mettre en collectif, pour vous aider à gérer le côté collectif », tu as le gars d'Ambiance Bois qui dit, « Moi, ça m'intéresse*

de m'investir dans votre projet, pour vous aider à gérer les relations et comme ça se met en place un groupe de travail, mais j'ai aussi envie de mettre le nez dans votre fournil et de filer un coup de main à droite à gauche », et là tu te rends compte qu'il y a une vraie dynamique ! Tu as quelque chose qui permet aux gens d'arriver et de se fixer, parce qu'ils sont vraiment accueillis...(LIM_NH_2)

Comme cette dernière citation en témoigne, le rôle du réseau est important d'un point de vue professionnel : pour les nombreux migrants qui ouvrent ou qui reprennent une activité, l'insertion dans un réseau d'acteurs assure un soutien pendant la construction du projet et permet aussi l'accès à un bassin de clientèle locale.

L'association « De fil en réseaux » (figure 40) fait de cette approche réticulaire le point de force de sa structuration et de ses actions : les partenariats avec des entreprises, des associations culturelles, environnementales ou encore de formation, permettent de surmonter une partie des limites qu'un territoire de faible densité a d'un point de vue social et professionnel. Le réseau a également ses « organes officiels », comme le journal IPNS ou la télévision Télémillevaches[132], qui informent de manière engagée sur des problématiques locales.

À côté des atouts, le réseau présente aussi des limites, soulignées par une partie des locaux, qui y participent peu, mais également par une partie des migrants. En effet, il apparaît aux yeux de ces acteurs comme une réalité sociale qui se superpose au territoire ou qui s'en détache. Pour autant, peut-on affirmer que le « réseau » des uns s'oppose ou se développe de manière parallèle au « territoire » des autres ? Territoire et réseaux peuvent apparaître comme deux concepts aux antipodes, le premier renvoyant à la stabilité, à l'ancrage, aux frontières, le deuxième à la fluidité, à la mobilité, aux connexions. Il s'agit en réalité d'une fausse dichotomie (Painter 2009), et le réseau gagne à être considéré comme un des dispositifs de production de territoire (Dupuy et Offner 2005; Monnet 2010). Toutefois, la production de territoire semble pour l'instant rester limitée à un groupe social : la perception qui ressort des entretiens est celle d'une réalité sociale qui se développe « à part », sans point de contacts avec les anciens habitants.

Le problème des réseaux est qu'ils sont fermés. Les réseaux sont nécessaires pour ceux qui arrivent, c'est bien pour créer des liens. Mais ils sont aussi un frein à l'intégration. (LIM_LOC_32)

Il y a tout un monde à part qui se développe, les verts, les écolos...tous des bio-écolos qui arrivent et qui font un monde à part. Ils se connaissent entre eux, ils ont leurs idées. (LIM_LOC_101)

[132] Télémillevaches est une télévision associative créée en 1986 dont le but est de « contribuer à la revitalisation du territoire de Millevaches ». Un « magazine du plateau » est réalisé et diffusé tous les mois, consacré à des thématiques ou des initiatives du plateau. IPNS, « journal d'information et de débat du Plateau de Millevaches » est un trimestriel qui aborde des « sujets sensibles » sur le plateau, souvent liés à l'environnement ou à la gestion politique. URL: http://www.journal-ipns.org/ et http://www.telemillevaches.net/.

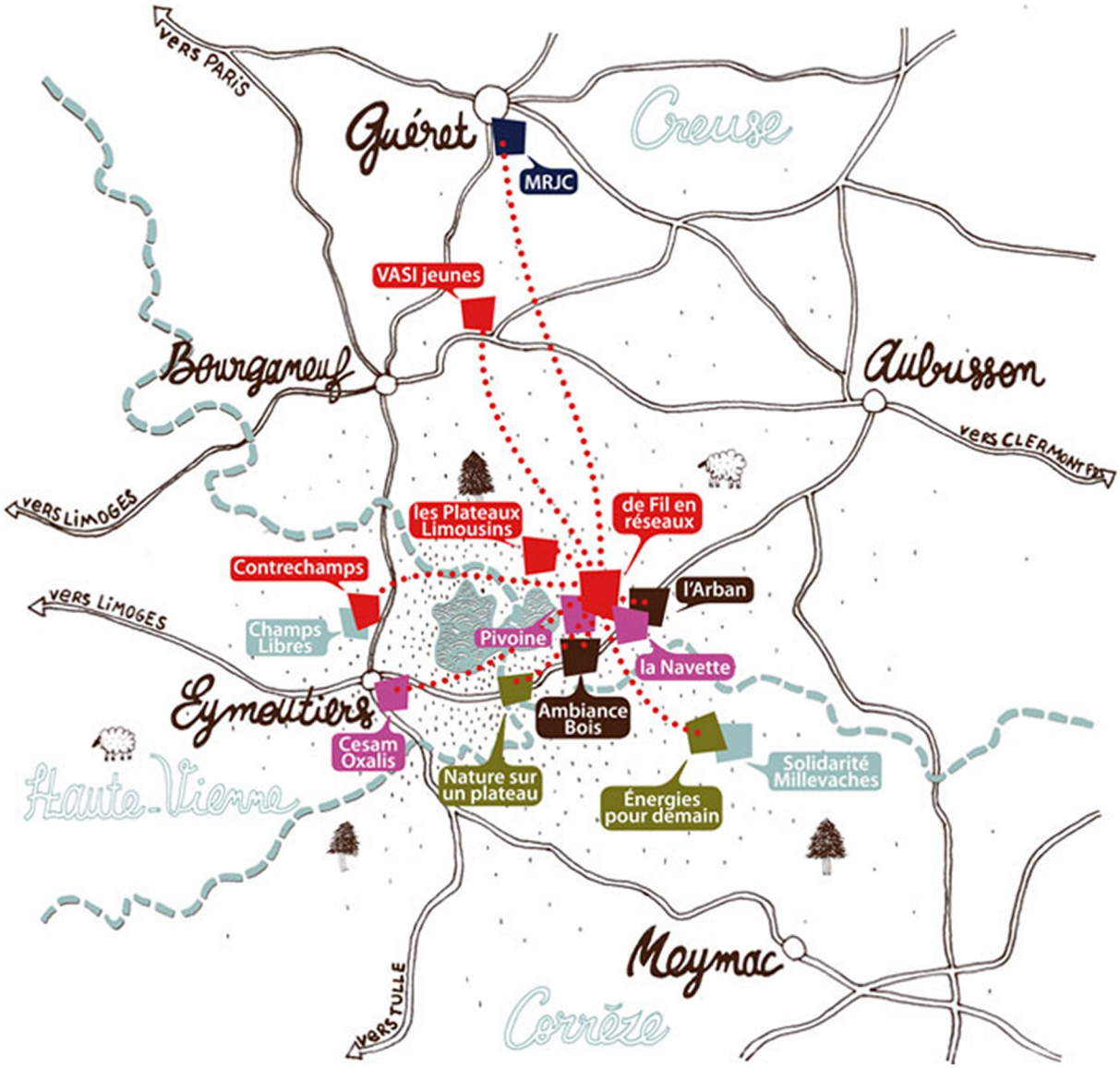


Figure 40: Carte de présentation de De fil en réseaux, association qui regroupe 13 structures du Plateau de Millevaches.

Source: http://defilenreseaux.org/

Cette carte exprime bien la création d'une nouvelle centralité, aux marges de trois départements, en dehors de l'aire d'influence de Limoges, ville qui n'est d'ailleurs pas représentée. Elle permet de visualiser un territoire riche en initiatives, accessible, connecté. Les codes esthétiques de la carte (couleurs, police) viennent appuyer ces impressions, transmettant une image de dynamisme et d'accueil. Le côté environnemental est rappelé par les moutons, les arbres isolés, ainsi que par le Lac de Vassivière.

Des critiques ou des craintes sont exprimées même de l'intérieur du réseau, notamment pour souligner la carence de brassage entre populations différentes et le manque de contact avec les populations locales.

> *Je suis bien ici, mais je n'ai pas envie de multiplier les contacts : par exemple aux apéros de réseaux, on voit toujours les mêmes. Il y a un truc qui me lasse un peu là-dedans à force. Il y a un côté fermé dans ce réseau aussi...enfin, fermé...entre-soi, quoi. (LIM_NH_115)*

> *J'étais fasciné par le côté réseau, et aujourd'hui ça me gène un peu le trop...le trop réseau. C'est à dire, un petit monde qui se connaît bien, qui a ses habitudes, qui a ses codes, et qui peut être...comment dire...il y a le côté un peu « petit monde »! Avec que des gens qui viennent de l'extérieur, il n'y a pas tant que ça de croisement, enfin je dis ça, après je vais relativiser mais...je peux des fois un peu déplorer le fait que ça manque de croisement avec d'autres gens, un peu de diversité, des gens qui sont d'ici, des gens qui ont d'autres préoccupations...maintenant j'ai plus peur de l'entre-soi de ce réseau-là. (LIM_NH_116)*

> *Il y a des gens qui arrivent, qui ont fait des études et qui décident de venir ici et qui ont des idées assez radicales. Je trouve que c'est dommage, parce que les gens d'ici, il faut essayer de faire avec, ils sont déjà assez engagés. Il ne faut pas oublier qu'il y a un passé ici qui est aussi engagé. C'est dommage que, à trop agir en groupe, on crée un cercle de personnes qui se comprennent, par leurs études, leurs affinités, mais qui n'essayent pas d'être compris par les gens d'ici. C'est dommage de passer pour des gens trop activistes, inaccessibles...je pense qu'il faut prendre le temps de connaître le territoire et les gens. (LIM_NH_117)*

Ainsi, à côté de l'enthousiasme pour les activités et les initiatives que le réseau rend possibles, s'élève aussi la critique d'un entre-soi, qui peut être défini comme une fermeture des sociabilités vis-à-vis de l'extérieur. Généralement, l'entre-soi est appliqué aux couches supérieures de la société : les classes dominantes disposent du capital social et culturel nécessaire pour créer un contexte social fermé ou dont l'accès est difficile pour les membres extérieurs. La constitution d'un entre-soi est d'abord l'expression d'un pouvoir sur l'espace, comme le montrent les études sur les résidences fermées, qui soulignent la dimension spatiale du processus de domination (J. Chevalier et Carballo 2004; Billard et *al.* 2011). Elle est ensuite l'expression d'une « agrégation de semblables » (Pinçon et Pinçon-Charlot 2010a, 6) qui garantit l'homogénéité et consolide le groupe[133].

Ainsi, est-il possible de lire l'entre-soi, dénoncé par des migrants eux-mêmes, comme l'expression d'une domination qu'ils exercent, par leur capital social et leur capital culturel, sur d'autres migrants ou sur des natifs qui en seraient moins pourvus ? Cette question conduit à se poser celle de la gentrification rurale (cf. §2.4.1.1.) : les travaux récents de Richard et Dellier (2011; Richard et *al*. 2014, à paraître) s'interrogent justement sur la présence d'un phénomène de gentrification au sein du PNR de Millevaches. Ils concluent que, s'il est difficile de parler de gentrification *stricto sensu*,

[133] Cette dernière position semble toutefois à relativiser selon les contextes et les échelles, comme souligné par Laurens (2012).

il existe des « poches » de gentrification et que des signaux de ce phénomène sont visibles surtout dans le rapport à l'environnement.

Cette étude avait reçu un accueil très critique de la part des acteurs du « réseau », lors des réunions publiques de présentation et dans le journal IPNS, qui lui consacre un dossier de trois pages[134]. Les critiques portent sur les aspects méthodologiques mais surtout sur la tentative d'application du terme « gentrification » et sur les catégories de gentrifieurs que les deux chercheurs proposent : selon les auteurs des articles, ce terme est inadapté car les différences de revenus entre nouveaux et anciens habitants ne le justifient pas, et il n'y a pas d'éviction des classes défavorisées. Par ailleurs, l'hypothèse de gentrification est critiquée car elle renvoie à un préjugé, celui d'« une lutte des classes entre néo-résidents et natifs, néo-résidents dominant, avec tout le poids de culpabilité attachée à cette notion. Préjugé lourd, tout particulièrement dans une région comme le Limousin, historiquement terre de luttes sociales » (IPNS n° 37, 2011, 14).

S'il semble difficile de parler de gentrification « classique » sur le plateau de Millevaches, notamment du point de vue économique et immobilier, une certaine forme de différenciation entre nouveaux habitants et populations locales apparaît évidente dans le capital culturel et dans le rapport à l'environnement. Ce sont d'ailleurs les nouveaux habitants, non pas des habitants ou des élus « autochtones » qui ont réagi à ce rapport. Lors d'une présentation publique de l'étude à Royère-de-Vassivière, le public qui remplissait la salle était en grande partie composé de nouveaux habitants. Enfin, la phrase de IPNS citée plus haut pose question : pourquoi, au nom d'une histoire locale marquée par des luttes sociales, serait-ce un « préjugé lourd » de s'interroger sur les clivages entre nouveaux et anciens habitants ? Si adopter le point de vue nouveaux-anciens habitants n'est pas la seule clé de compréhension d'un territoire, l'appel à l'histoire locale paraît intéressant pour critiquer cette idée. Cela semble sous-entendre que, comme anciens et nouveaux sont égaux d'un point de vue économique vis-à-vis d'autres pouvoirs « vraiment » dominants et extérieurs au territoire, il n'est pas pertinent de se poser la question de la domination à une échelle locale et à travers le prisme nouveaux-anciens habitants[135].

Pourtant, sur le terrain d'enquête on observe une « euphorie des évidences partagées » (Bourdieu 1989, 128) au sein du réseau : on y trouve le partage d'un socle de valeurs et préoccupations communes qui permettent un rapprochement et la compréhension au sein d'un groupe, tout en rendant difficile l'accès à ceux qui ne possèdent pas ces codes. Il peut s'agir d'autres migrants, mais dans cette partie du terrain limousin c'est la différence entre « néos - locaux » qui ressort de manière plus explicite.

Avant de voir quels nous semblent les principaux points de clivages, revenons sur la Sierra de Albarracín : retrouve-t-on les mêmes dynamiques de réseau et de fermeture ? Il n'est pas encore

[134] IPNS n° 37, décembre 2011, pages 12-14.

[135] Un autre élément de réponse à cette question est formulé dans le chapitre 8 (cf. §8.2.1.2.)

possible de parler d'un tissu social structuré par les nouveaux habitants comme en Limousin. Il est possible d'apercevoir une ébauche de réseau, à travers des initiatives et des associations animées par les migrants et qui répondent à leurs préoccupations. Toutefois, les observations ne permettent pas de parler d'un entre-soi ou d'un réseau fermé et les entretiens semblent le confirmer. En effet, le nombre de migrants qui peuvent se reconnaître dans un profil « engagé » est encore limité et ils n'ont pas une conscience de groupe comme en Limousin. Leur « lutte » se situe d'ailleurs à un niveau différent : sur le terrain d'étude limousin, des initiatives sont déjà en place pour s'installer et vivre dans l'espace rural. Cela a été construit et conquis dans le temps et la lutte semble maintenant se déplacer vers une cohérence idéologique et la construction d'un « autre » territoire. En revanche dans la Sierra de Albarracín nous sommes encore dans une étape préliminaire, celle où les acteurs essayent de se donner les moyens de rester et où l'accueil est à construire. En conséquence, les relations avec les anciens habitants sont également différentes car, malgré ce qui sépare nouveaux et anciens, nous ne pouvons pas parler d'un groupe fermé ou qui se suffit à lui-même.

6.3.2. Pratiques culturelles et vision de l'environnement, deux points de clivage principaux

Dans le Limousin comme dans la Sierra de Albarracín, les entretiens laissent émerger des tensions que nous avons choisi d'interpréter comme une expression des clivages entre nouveaux et anciens habitants. D'autres interprétations de ces tensions sont probablement possibles, mais cette lecture nous permet de voir l'influence de la migration et de l'ancrage aux lieux sur le vivre ensemble. Cette division est d'ailleurs clairement perçue par les personnes rencontrées, notamment en Limousin, car « nouveaux habitants et locaux, ce sont peut être des concepts "mous", mais encore valables » (LIM_NH_106).

Les clivages plus visibles concernent d'abord les pratiques culturelles et la gestion de l'environnement. La divergence de pratiques culturelles et de loisirs représente la raison que les migrants donnent le plus souvent pour expliquer pourquoi ils n'ont pas ou peu de contacts avec les locaux. Des études plus longues, une culture urbaine, un âge moindre et un capital culturel plus important creusent les différences et diminuent les occasions de rencontres. Cette divergence peut sembler en contradiction avec la convergence de certaines pratiques de consommation et des modes de vie entre anciens et nouveaux habitants que nous avons précédemment remarquée (cf. §2.4.3). Cependant, si on considère la différence d'âge, le niveau de formation ou les pratiques de mobilité, elle semble encore pertinente.

> *Les activités de la commune, on se rend compte qu'on s'y retrouve pas, nous ça nous fait chier le ball-trap, non, ici ce n'est pas le ball-trap, ils font venir le disco mobile...puis il y a le rallye, il y a quelques activités, mais nous si on y va, c'est pour se dire « Bon, on fait un*

geste pour dire qu'on est là », mais en fait on en tire aucun plaisir, on n'arrive pas à s'amuser. Au début j'ai été au bal des anciens, j'étais la seule qui avait moins de cinquante ans, et tout le monde me regardait de travers...et je me suis dit...bon, j'étais invitée, mais visiblement personne n'a envie de me voir... (LIM_NH_2)

Nous avons parcouru le monde, enfin, on n'a pas parcouru le monde, mais on a travaillé dans des grandes villes, on a été confronté à des contextes très différents...et là, nous arrivons à Bujaleuf, 850 habitants, ses habitudes de vie...les gens se connaissent très très bien, et puis...culturellement, nous avons rencontré un tas de choses, visité des tas d'expos...à Moscou par exemple, nous allions à l'opéra toutes les semaines, voilà...donc là on arrive et c'est très très différent. (…) Maintenant il faut qu'on retrouve nos repères, par exemple aujourd'hui, on a développé tout un réseau d'acquaintance pour nous re-nourrir. Enfin, je veux dire, on va à l'opéra, on a pris un abonnement à Limoges, pour aller au cinéma on sait vers quel cinéma aller, pour des concerts on sait...on reconstitue une vie sociale ! (LIM_NH_102)

Ce qui m'impressionne dans les maisons ici est qu'il n'y a pas de livres, aucun. Ils [les anciens habitants] ne donnent pas la priorité à cela. Il y avait aussi le projet d'une bibliothèque, mais c'est à un point mort. (SA_NH_47)

Les gens d'ici font leur jardin, font leur bois, partent avec les brebis ou avec le tracteur. Et les gens de dehors amènent plus...d'idées : pour vivre mieux, pour changer le mode de vie, pour attirer des touristes, pour beaucoup de choses. (SA_NH_122)

Les études, les expériences vécues ou les intérêts tracent une ligne que les migrants perçoivent de manière nette entre eux-mêmes et les personnes ayant toujours vécu dans l'espace rural, notamment en Limousin. Le capital culturel apparaît alors comme un facteur discriminant pour partager les mêmes pratiques et les mêmes valeurs. La population rurale décrite par les migrants est caractérisée par des aspects concrets, liés notamment au travail et à l'agriculture. Il s'agit d'une population dont on rappelle constamment le lien à la terre et ce, de manière ambiguë. D'une part, on retrouve l'admiration pour des personnes qui ont « résisté » dans des régions pauvres, qui ont travaillé avec dévouement et obstination dans des conditions difficiles. D'autre part, le lien à la terre réactive aussi les stéréotypes anciens du monde rural, tels que le conservatisme, la résistance au changement, la misère intellectuelle.

La différence [entre nouveaux et anciens habitants] est très nette pour moi, c'est pas un préjugé, mais c'est clair, comme le nez au milieu de la figure, c'est pas le même niveau de culture, d'ouverture au niveau de la culture. Je l'accepte, voilà. Parce que...avec les B., les voisins, ce qu'on dit habituellement c'est que, le matin, quand ils se lèvent, ils sautent dans leurs jeans. Parce que...leurs jeans restent debout! Quand on les rencontre...c'est des paysans, des vrais de vrais. Il n'y a pas d'échange d'idées...et nous...on palabre pas mal. (LIM_NH_110)

NH : Ici on a tous les vices de la campagne : les commérages, la curiosité, le côté grognon, bourru, en version plus plus.

G : Pourtant, tu restes.

NH : Oui, mais tu sais, je ne fais pas ma vie avec les gens d'ici, heureusement il y a les néo-ruraux ! (LIM_NH_114)

Du côté des populations locales et des élus, on ressent que les nouveaux habitants viennent parfois « donner des leçons », sans toutefois avoir des projets que l'on considère viables. Les initiatives sont regardées de loin, avec curiosité mais aussi une part d'incompréhension : les logiques économiques et sociales qui sous-tendent des projets professionnels ou de vie sont ainsi difficiles à comprendre.

La famille du Bordelais est un peu particulière, disons qu'ils adhèrent à un système de vie qui n'est pas la normalité. Mais ils ne sont pas des marginaux, parce que par exemple ils sont sur internet. Ils ont six yourtes, ils travaillent beaucoup avec des étrangers. Ils vivent comme nous dans les années 1950, sans électricité, mais ils profitent du système, par exemple ils sont sur internet : disons qu'ils utilisent le système avec intelligence...Bon, les enfants ne sont pas scolarisés...Ils sont différents des « gens du plateau », ce ne sont pas des marginaux, ils vivent de ce qu'ils font. Alors que les « gens du plateau »...je me demande ce qu'ils font. Eux, ils travaillent et ils vendent, par exemple leur fromage. Ce sont des gens qui vivent intelligemment. (LIM_ELU)

Il y a des gens qui sont venus ici et qui font leur pain. Les gens d'ici faisaient leur pain, autrefois, par nécessité, par pauvreté. Alors, de voir les gens venir et faire leur pain, ils ne comprennent pas, pour eux c'est de l'archaïsme. Des choses comme ça, matérielles et pratiques, comptent énormément. La pauvreté a beaucoup marqué la génération ancienne...et quand ils voient des gens qui viennent travailler comme autrefois, ils trouvent que c'est de l'archaïsme et ne se demandent pas pourquoi ils font certaines choses. (LIM_LOC_32)

Ambiance bois?...Eux, ils font de la propagande sociale. J'ai été chez eux chercher du lambris il y a quelques années, mais leur prix sont les mêmes qu'à Limoges, ils ne sont pas concurrentiels. (LIM_LOC_101)

Dans les entretiens avec les anciens habitants, en particulier les personnes âgées, il y avait souvent une certaine pudeur à parler du « monde à part » qu'ils perçoivent, mais qu'ils ne saisissent pas toujours. Cela pourrait être d'une part un ajournement du jugement, dans l'attente de voir l'aboutissement ou pas des projets, et d'autre part la réticence à en parler de manière directe lors de l'entretien. Toutefois, qu'il s'agisse d'agriculture biologique, de décroissance, de prise en compte de critères sociaux et environnementaux dans le travail, ces préoccupations semblent assez lointaines pour une population âgée qui perçoit un changement de son territoire et qui l'interprète comme un déclin. Il ressort aussi, dans le regard des anciens habitants, une incompréhension autour du mode de travail et de la place que celui-ci occupe dans la vie d'une partie des nouveaux habitants. De nouvelles manières de travailler, d'organiser le travail (Lulek 2009), de gérer son temps sont autant d'aspects qui marquent une distance.

Les installations sont fragiles, elles n'ont pas de base ou il y a des micro-projets individuels, mais alors...il faut faire un vœu de ne pas manger beaucoup! (LIM_ELU)

Ici c'est un pays de travailleurs, dans la ville c'est différent...et il faudrait éviter les emplois qui ne rapportent rien! (LIM_LOC_101)

Ici les gens passent tout leur temps à travailler, et nous on n'a pas envie de ça...Nous on a envie de vivre, et après travailler un petit peu, parce qu'il faut gagner de sous, mais...peut-être, oui, c'est mal vu, et ensuite c'est pas compris, ils comprennent pas qu'on préfère moins travailler et donc avoir moins d'argent mais avoir plus de temps pour profiter des choses. (LIM_NH_7)

Je vois aussi des jeunes qui sont natifs d'ici, ils ont un lien fort avec leur pays et ils sont partis à Limoges, ou à Paris, ou ailleurs...et quand ils reviennent là, nous on le voit, ils sont très contents de voir un bar sympa, ils viennent jouer à la pétanque et boire des coups, et pas mal d'entre eux auraient envie de revenir et de faire des choses ici, ils n'ont pas envie de rester à Limoges, ça leur parle pas...sauf que, ils sont dans la préoccupation : déjà là-bas ils ont un boulot et ils se disent « Putain, j'ai un boulot, il faut pas que je le perde », en plus...« Déjà c'est dur de trouver un boulot, mais en plus, si on vient s'installer à Rempnat, on va encore plus galérer ». Enfin, ils sont dans...alors qu'il y en a d'autres qui ont fait un choix, qui s'en foutent, ils se disent « Soit je vais créer mon boulot, soit »...Je pensais aux néos qui viennent ici, qui ont fait un choix, qui sont pas forcement stressés par le fait que « Merde, il n'y a pas de travail ». En tout cas, j'aurais envie de leur donner des idées, de leur dire « Tu viens un an avec ton chômage, et tu inventes »...mais c'est pas évident, quoi ! (LIM_NH_116)

Un autre aspect important de clivage se retrouve dans l'environnement. Il est considéré comme une ressource, tant par les anciens que par les nouveaux habitants. Mais on se trouve face à deux représentations de l'environnement, qui confirment l'intérêt de considérer cette notion comme une construction sociale et politique (Depraz 2008). En effet, pour les anciens habitants, l'environnement correspond à une ressource avec une valeur économique et marchande, qui peut être ainsi mobilisée pour le développement économique du territoire. L'exploitation forestière est un exemple de cela. En revanche, pour les nouveaux habitants, l'environnement est une ressource car il représente la possibilité de vivre dans le cadre de vie recherché et la possibilité de donner de la cohérence à des valeurs écologiques. De plus, il s'agit également d'une ressource à un niveau collectif car la préservation et la mise en valeur de l'environnement représentent pour eux un bien social qui assure un développement durable du territoire.

Ce dialogue à distance entre un maire de la Sierra et un migrant installé dans la même commune est assez représentatif des deux visions de l'environnement et des critiques croisées sur sa gestion.

Maintenant il y a le projet des centrales biomasse : ils veulent en faire trois, comme ça ils auront plus de subventions. Je sais déjà qu'ils vont pas faire attention à l'environnement, au paysage. Ici il y a certaines zones où il n'y a pas de végétation. S'il y a dix sapins, je considère que chaque sapin est un héros. Mais pour eux ça ne signifie rien, ils les coupent et c'est tout. Pour alimenter les centrales [biomasse], ils planteront des sapins : mais une montagne avec des sapins plantés en files parallèles, pour moi n'est pas une forêt, c'est artificiel. Ça, c'est ce que je crains le plus. (SA_NH_60)

Les nouveaux habitants ont des idées écologistes, qu'on ne peut pas appliquer : par exemple, pour eux ce n'est pas normal de couper des arbres. Ils ne se rendent pas compte : leur vision de l'écologie n'est pas réaliste ! (SA_ELU)

Sur le plateau de Millevaches, les tensions se cristallisent sur les exploitations forestières, avec de nouveaux habitants qui manifestent leur désaccord face à une industrie forestière basée sur les plantations de résineux. Leur gestion (politique forestière orientée vers les résineux au détriment des feuillus, présence d'entreprises non locales) et leur impact paysager (fermeture des paysages, coupes rases) créent des oppositions.

Un exemple des désaccords autour de cette gestion s'est exprimé en 2013, quand la DRAAF (Direction régionale de l'Alimentation de l'Agriculture et de la Forêt) a présenté le Plan pluriannuel régional de Développement forestier. Des associations du Plateau de Millevaches se sont rapidement mobilisées contre ce plan, coupable à leurs yeux d'envisager une exploitation trop importante de la ressource forestière, en particulier les feuillus (photographie 8). La large réponse à cette mobilisation, sur les médias et sur le terrain, a montré à quel point la gestion de la forêt et de l'environnement sont un sujet sensible.



Photographie 8: L'inscription "Stop sapin" le long d'une route sur le plateau de Millevaches.

6.3.3. La vie politique locale, miroir d'une cohabitation entre conflits et partage de projets

Un aspect du vivre ensemble qui n'a pas été abordé pour ce profil de nouveaux habitants est celui du fait politique. Pour les deux profils précédemment présentés, la participation à la vie politique locale n'est pas envisagée, ce qui peut être interprété comme le sentiment d'un manque de légitimité sur le territoire. En revanche ces nouveaux habitants, plus « engagés », se posent comme acteurs dans la politique locale, et manifestent la volonté de participer à la prise de décision, en se présentant par exemple sur les listes électorales.

> *Je suis élu dans le conseil municipal depuis les dernières élections [2008], donc je participe un peu à la vie du village. (…) [J'étais dans la liste] parce que le maire me l'a demandé trois fois et la quatrième fois j'ai dit oui. Parce que c'est intéressant, ça reste des petites communes, il y a onze élus simplement et on peut faire quelque chose vraiment, faire des choses concrètes, ce qui n'est pas le cas, je crois, dans les plus grandes villes. Et puis c'est pas de la politique, c'est de la vie : parce que c'est là où on vit, parce que les décisions qu'on prend ça a des influences sur les arbres qui sont plantés, sur le prix de l'occupé... (LIM_NH_7)*

> *Pendant un moment, j'ai été conseiller municipal, on était bien intégré. C'était les premières années qu'on était ici, et il y avait un groupe de jeunes...plus jeunes qu'en ce moment, et on a décidé de s'unir...on a commencé une série d'activités pour mener des nouveaux projets, par exemple l'amélioration de la récolte des poubelles, qui à ce moment-là étaient jetées dans le puits San Pedro. L'idée était de changer un peu les choses... (SA_NH_126)*

L'espace politique représente ainsi un lieu de coopération et la participation est un moyen, selon les nouveaux habitants, de « changer », « innover » dans les communes. Dans certaines communes du Limousin, la participation des nouveaux habitants dans les conseils municipaux est déjà relativement ancienne et acquise, tandis que dans la Sierra les réticences semblent encore nombreuses et les migrants ressentent nettement un ostracisme à leur égard.

> *La mairie ne fait rien. De toute manière, les décisions ne se prennent pas ici, mais sont prises par des gens en dehors du village. Ils nous ont volé le village. Le maire vit à Teruel, mais sa famille est d'ici. Il est maire parce qu'ils voulaient garder la réserve de chasse. Alors ils l'ont présenté pour que ça soit possible. C'est une farce, parce qu'ils ont fait « empadronar » soixante-dix personnes ici, tandis qu'on est trente à y vivre toute l'année. Ce sont des gens qui ne viennent jamais ici, qui n'ont jamais vécu ici, ils n'ont pas de maison. (...) Je me suis présenté comme maire, aux élections précédentes. Ceux qui vivent ici ont voté pour moi, mais ils sont seulement trente. (…) Le problème est que cette élite politique est complètement ignorante. Quand je vais à des réunions politiques et j'essaye de dire des choses, je sais que je dérange. Il y en a d'autres qui sont d'accord avec moi, mais ils ont peur. On ne peut rien faire, on ne peut pas changer les choses.(SA_NH_60)*

À la mairie, il y a beaucoup de critiques et aucun projet pour le futur. Ils sentent tout ça, la commune, l'environnement, comme le leur, le village leur appartient. Ils font des choses pour les gens du village et n'aident pas les nouveaux habitants. La mairie est un « concejo abierto »[136], mais ils ne te laissent pas parler. Tu peux essayer de dire des choses, ils ne te laissent pas parler, ils te coupent la parole! C'est comme parler tout seul, ils ne font pas attention à toi et à ce que tu veux dire. Au début j'y allais, je voulais dire des choses, participer. Mais la situation a été vite conflictuelle, et on s'est dit que c'était pas la peine de continuer. Tu ne peux pas te mettre contre tout le village. (SA_NH_71)

La vie politique locale peut ainsi devenir un terrain de conflit qui met en lumière les difficultés d'un vivre ensemble où les priorités et les enjeux ne sont pas les mêmes pour tous. Dans la Sierra, le fait que de nombreux maires ne vivent pas dans leur commune, mais à Teruel, ne fait qu'alimenter l'impression d'une distance de la politique et d'un pouvoir perçu comme une fin en soi. Mais le reproche le plus vif concerne l'absence d'un projet territorial qui puisse permettre d'envisager un futur autre que le dépeuplement et le recul des services. En effet, tant au niveau des communes qu'à celui de la *comarca*, les personnalités politiques ne semblent pas avoir un projet volontariste ou innovant. Au contraire, une attitude fataliste et une absence de collaboration, sinon une concurrence, entre ces petites communes, les montrent comme des agents de stagnation.

En Limousin, l'ancienneté de la migration fait que, dans de nombreuses mairies du terrain d'étude, de nouveaux habitants sont ou ont été intégrés dans les conseils municipaux, parfois en tant que maires.

Pour la vie municipale, on est venu me chercher quasiment du jour au lendemain...alors, la raison...tout simplement c'est que j'étais le plus diplômé du village, donc j'étais celui qui était censé le mieux savoir lire et écrire...comme pour les dossiers, à l'époque, on était très en retard, avant les maires étaient des paysans, qui savaient à peine lire et écrire, donc ils ne savaient pas monter des dossiers...donc on est venu me chercher pour ça, mais c'était intéressant, j'étais content de faire ça... c'était bien. (LIM_NH_18)

Souvent sollicités par les habitants mêmes de la commune, il s'agit de nouveaux habitants installés depuis longtemps ou de personnes originaires du village revenues vers la fin de leur vie active. Ils sont perçus, par leur parcours ou par leur profession, comme des personnalités capables de faire le lien entre les habitants, mais aussi capables de fédérer les habitants autour d'un projet social et économique pour leur commune.

Toutefois, les élections municipales françaises de 2014 ont en partie lézardé cette image : dans des communes du terrain d'étude, les débats autour du vote ont montré des tensions sur la gestion et le pouvoir local qui se sont cristallisées sur une opposition « néos/locaux ». Tout en

[136] Le *concejo abierto* est une forme d'administration pour les petites communes, généralement de moins de cent habitants. Il s'agit d'un système de démocratie directe où la commune est administrée par le maire et une assemblée des habitants, à laquelle peuvent participer tous les électeurs (Ley 7/1985, de 2 de abril, Reguladora de las Bases del Régimen Local).

prenant des formes différentes selon les enjeux propres à chaque commune, cette distinction a été réactivée dans des communes où elle semblait la plus estompée, par le temps et par des projets de territoire partagés. Dans la commune de Gentioux-Pigerolles par exemple, des candidats à la liste d'opposition ont exprimé leurs réticences face aux modes de vie et de travail proposés par les nouveaux habitants.

> *Ils veulent profiter des choses, et c'est tout, alors ça, ça va pas, ça n'est pas possible...c'est pas possible...moi c'est ce que je leur reproche, car leur mode de vie, ma foi...à condition quand même que les enfants ne se retrouvent pas dans de yourtes au froid l'hiver...ça je trouve....bon c'est pas...parce que moi je sais que mes arrières grands-parents ont vécu ici, dans une précarité relative, mais justement ils sont partis travailler ailleurs, pour gagner un petit peu plus, pour pouvoir...améliorer leurs conditions de vie, et eux, c'est le contraire, ils veulent régresser, et revenir pire qu'on était il y a cent ans. (....) [C'est] une précarité choisie, mais dans une certaine limite quand même...parce qu'à aucun moment dans leurs projets je ne vois le mot « travail » moi. Ils ont de grands projets, mais le travail...connaît pas. (Membre de la liste d'opposition pour la commune de Gentioux-Pigerolles)*

> *L'important c'est que tout le monde respecte l'égalité et l'équité républicaine. À partir de là, tout le monde peut arriver et trouver sa petite place sur le territoire. Surtout que c'est pas le rôle d'une commune, je pense, d'organiser la précarité. Parce qu'on a le sentiment que là on est en train de l'organiser. (Candidate maire d'opposition pour la commune de Gentioux-Pigerolles)*[137]

Les crispations se concentrent sur des facteurs concrets, comme des modes d'habiter (yourtes, cabanes) ou du choix de certains de ne pas scolariser les enfants. Mais il s'agit aussi de division sur une vision politique et territoriale avec, d'une part, la réticence face à l'accueil de nouveaux habitants porteurs d'une nouvelle vision territoriale, qui dépasse d'ailleurs l'échelle communale, et la revendication d'une autochtonie, même de la part de personnes qui sont parties travailler ailleurs pour revenir au moment de leur retraite.

> *Nous sommes issus, nous, majoritairement de vieilles familles de Tarnac et...même s'il n'y a pas une majorité, dans une zone rurale, d'agriculteurs, nous sommes pour un certain nombre, issus du milieu agricole, on a toujours vécu ici, et voilà donc...(Candidat maire pour la commune de Tarnac)*[138]

D'autre part, d'autres affirment une volonté d'accueil, même si les personnes qui arrivent ont de projets atypiques ou instables mais qui peuvent contribuer à une dynamique économique et démographique. Par ailleurs, quelques mois avant les élections, avaient été diffusées des « Propositions pour une plate-forme commune de la Montagne limousine » (annexe 4), recueillies dans un document qui essaye de définir une nouvelle stratégie territoriale pour le plateau de

[137] Ces citations sont extraites du documentaire « La campagne de Millevaches », réalisé par JM. Vaguelsy dans la période des élections municipales de 2014.

[138] *Idem*.

Millevaches. Parmi ces propositions, on trouve des actions qui touchent à l'environnement (création d'associations forestières, établissement de bilans environnementaux de la pollution, tendance à l'autonomie énergétique), à l'économie (développement des circuits courts, promotion d'un « tourisme participatif »), à la démographie (organisation de l'accueil de nouvelles populations) et à la gouvernance locale (réduire la dépendance aux décisions prises ailleurs, se défaire du « statut colonial », « permettre une appropriation par tous de la décision publique », « organiser tous les deux ans des États généraux du plateau »). Ce *manifesto* n'est pas un simple tract électoral qui résume de manière simpliste les propositions des listes ou des partis : c'est d'abord un document qui adopte un vocabulaire riche et complexe, ce qui d'un côté est valorisant pour les personnes qui le lisent et le comprennent, mais qui de l'autre côté n'est pas à la portée de tous. Ensuite, il exprime un projet de territoire innovant, structuré autour de problématiques socio-environnementales chères aux nouveaux habitants. En effet, ces derniers semblent être majoritairement à l'origine de ce document (cf. IPNS n° 46 et 47) et on peut se demander si ce programme n'a pas été perçu, par une partie de la population, comme une volonté d'imposer, de la part d'un groupe de personnes, leurs idéologies et leur projet de territoire. L'insuccès électoral des candidats à la mairie les plus ouverts aux initiatives des nouveaux habitants, comme dans les communes de Rempnat ou de Gentioux-Pigerolles, a ainsi remis en question l'image d'une cohabitation fluide et d'un vivre ensemble basé sur le partage d'un projet de territoire.

Après les élections, différents articles sur le journal IPNS sont revenus sur l'élection : des articles sont apparus pour ré-interroger les clivages néo-natifs, d'une part en soulignant le rôle des nouveaux habitants dans le territoire et dans le développement local, de l'autre pour souligner l'ambiguïté de la notion de « nouvel habitant », qui a de moins en moins de sens pour de habitants installés depuis longtemps ou qui ont des origines familiales sur Millevaches (IPNS n° 47 et 48).

La vie politique locale semble être un bon miroir des dynamiques sociales des campagnes. D'un point de vue symbolique, elle permet de voir quels sont les groupes sociaux qui se sentent ou sont reconnus comme « légitimes ». Les évolutions des conseils municipaux aident à comprendre les recompositions sociales, par exemple à travers la « fin des maires paysans » (Nevers 2008) ou en observant l'engagement des néo-ruraux dans les conseils municipaux à la fin des années 1970 puis 1980 (Clavairolle 2013). La participation des Britanniques dans certains conseils municipaux du Limousin est également une manière de reconnaître leur présence et leurs possibilités d'agir dans les communes. D'un point de vue plus concret, la politique locale est un lieu d'alliances et de confrontations : les conseils municipaux peuvent représenter un espace de partage de projets territoriaux et de construction du vivre ensemble. Mais ils peuvent être aussi le cadre de tensions et de conflits, en montrant, au-delà des aspects concrets en discussion, les enjeux liés à l'appartenance et à la « conquête » d'un territoire (Murdoch et Marsden 1994). Des travaux récents (Antoine et Mischi 2008; revue Politix 2008/3) ont d'ailleurs montré le regain d'intérêt pour la question politique dans le monde rural, pour montrer d'une part les évolutions du pouvoir local et des différentes

formes d'engagement, mais également comment il interagit avec les autres échelons du pouvoir, de l'intercommunalité à l'État.

Conclusion

L'observation des sociabilités des nouveaux habitants amène à définir les trois profils différents décrits dans ce chapitre, qui trouvent une correspondance dans les motivations et les parcours migratoires décrits dans le chapitre précédent. Cette classification est le fruit des observations de terrain et des propos recueillis auprès des personnes rencontrées ; le risque, commun à toutes les catégorisations, est de rendre une image qui efface l'hétérogénéité interne et la fluidité des frontières entre les groupes. La porosité des frontières peut être d'ailleurs influencée par la durée des installations : il est par exemple possible qu'un nouvel habitant peu impliqué actuellement soit, dans quelques années, plus présent et engagé dans la vie locale. Dans le sens inverse, d'autres migrants nous ont expliqué avoir été très impliqués dans la vie associative et politique, mais que, après un certain nombre d'années, ils avaient préféré redimensionner ou arrêter leur engagement. De plus, les situations décrites peuvent présenter des nuances qui varient d'une commune à l'autre, selon l'impulsion politique que les élus et les habitants peuvent donner. En effet, les caractéristiques territoriales influencent les modalités d'insertion des nouveaux habitants. Cette influence est d'abord visible à l'échelle des deux terrains d'enquête : dans le centre-Limousin les nouveaux habitants peuvent s'appuyer sur une histoire migratoire antérieure et sur un maillage associatif étoffé, alors que dans la Sierra de Albarracín nous sommes encore dans une phase de construction. Ensuite, l'influence des caractéristiques territoriales est visible à une échelle communale : les modes de gestion locaux, l'attitude des élus face à l'accueil ou aux changements sont souvent déterminants pour la définition du vivre-ensemble.

Le tableau 19 donne une synthèse de ce chapitre et évoque les enjeux qui, au delà des réseaux relationnels, ressortent de l'analyse des sociabilités.

Parmi ces enjeux, on trouve d'abord la légitimité : qui est légitime dans les espaces ruraux pour être un acteur territorial, pour participer à la vie locale ? Cette légitimité est attribuée par certains au fait d' « être d'ici », tandis que pour d'autres elle vient d'une capacité de construire un discours et de s'affirmer en tant qu'acteurs territoriaux. La conflictualité qui peut naître autour de ces enjeux se manifeste par exemple dans la « conquête » politique. Cette dernière permet non seulement de trouver une légitimité locale, mais aussi d'affirmer sa propre position et des projets territoriaux. Or, certains profils, par leur capital culturel et leur capacité d'organisation, peuvent mieux réussir dans cette « conquête » (Murdoch et Marsden 1994) alors que d'autres, moins pourvus de ces capacités et se sentant moins légitimes, restent à la marge, comme des figurants sur la scène.

	Réseau de relations	Modalités de participation et d'insertion	Spécificités des populations dans les deux territoires d'enquête	
Sociabilité restreinte	• Réseau de relations faible ou inexistant • Relations hyper-localisées (voisinage) • Relations fortes avec l'espace d'origine	• Pas de participation à la vie associative ou politique locale. • Échec des tentatives de participation • Différence générationnelle	Lim	• Une partie des migrants recherche l'isolement et le repli dans la dimension domestique • Volonté de retrait de la vie sociale
			SA	• Pour les migrants étrangers, repli sur la dimension familiale ou communautaire
Sociabilité locale	• Réseau de relations développé dans la proximité (voisinage, commune de résidence) • Volonté d'insertion dans la « communauté » locale	• Participation aux associations locales (comités des fêtes, patrimoine, école...) • Sentiment de manque de légitimité qui limite une participation active • Importance de la dimension professionnelle	Lim	• Construction progressive d'une sociabilité avec les anciens habitants
			SA	• Sentiment de dépendance sociale et économique • Divisions internes aux communes qui limitent l'implication
Sociabilité élargie	• Réseau de relations développé à une échelle territoriale étendue • Recherche de partage de valeurs et expériences	• Animation et participation à la vie associative (environnement, emploi, loisirs) • Participation à la vie politique locale • Engagement pour construire ou maintenir un cadre de vie socio-environnemental singulier	Lim	• Appui sur un réseau territorial structuré (associations, entreprises, relations) • Peu de relations avec les anciens habitants
			SA	• Réseau en phase de construction • Relations avec anciens et nouveaux habitants

G.Tommasi – GEOLAB 2014

Tableau 19: Typologie des sociabilités observées pendant l'enquête de terrain.

Un deuxième point de tension se trouve dans l'environnement, dont la gestion s'affirme comme un des enjeux du pouvoir local, spécialement autour d'un binôme préservation – production. L'environnement est un enjeu surtout pour les migrants « engagés », mobilisés autour de valeurs écologiques, qui se déclinent dans des projets de protection de la nature, de sensibilisation à l'environnement ou à l'opposition de projets jugés comme « mauvais » pour le territoire. Ces préoccupations environnementales se manifestent par exemple à travers le recours aux circuits courts de proximité, dont le développement semble d'ailleurs en lien avec les changements sociaux des campagnes : en Limousin par exemple, les circuits courts de proximité apparaissent comme une « bonne pratique environnementale » socialement distinctive, ainsi qu'un lieu d'alliances entre producteurs et consommateurs, unis par le partage d'un système de valeurs (Richard et *al*. 2014).

Les nouveaux habitants, en particulier ceux dont nous avons défini le profil comme « engagé », ont un capital social et culturel, une conscience de groupe et une capacité d'action qui peuvent les conduire à affirmer leur construction territoriale. S'il ne s'agit pas d'une domination économique, comme dans les théories classiques de la gentrification, cela peut créer des effets de

sélection et d'exclusion avec d'autres habitants, locaux ou non, qui savent moins légitimer leur position. En même temps, ces tensions sont aussi à l'origine d'une dialectique et de négociations qui font interagir les groupes et instaurent un dialogue, accompagnant ainsi les évolutions socio-territoriales des deux territoires d'enquête.

Conclusion de la deuxième partie

La deuxième partie de la thèse avait d'une part pour objectif de présenter les terrains d'étude, caractérisés par une ambivalence qui les voit associés à la fois aux stéréotypes de la ruralité, aux nouvelles représentations et à l'attractivité de la campagne. D'autre part, il s'est agi d'identifier trois catégories de nouveaux habitants de ces espaces : ils divergent par leurs profils socio-économiques et leurs parcours, mais également par la manière dont ils vivent et s'inscrivent dans leur espace d'installation. La campagne devient en même temps un espace de réalisation personnelle et professionnelle, d'insertion dans une communauté, de repli, de contrainte. Elle assume des signifiés opposés qui se reflètent par exemple dans la relation à l'environnement naturel.

L'enquête de terrain conduit à identifier trois types de nouveaux habitants : un premier pour qui l'installation dans l'espace rural fait partie d'un projet personnel et/ou professionnel. Ceux-ci sont souvent investis et engagés dans le territoire d'installation, où ils développent une sociabilité étendue et réticulaire. Un deuxième type comprend les nouveaux habitants pour qui la campagne est un espace pour un nouveau départ ; ils sont à la recherche d'une proximité et d'une sociabilité locale. Et un troisième profil de nouveaux habitants repliés dans la dimension domestique, pour qui l'espace rural est un espace d'isolement, volontaire ou subi.

Entre ces différents groupes sociaux, les modalités de cohabitation peuvent être marquées par des tensions qui ont à leur origine des pratiques sociales et culturelles divergentes, mais aussi une vision opposée de l'espace. Les migrants ne s'inscrivent pas dans la même échelle territoriale et vivent différemment la marginalité qui caractérise la Sierra et le Limousin. Cela nous conduit à observer aussi leurs pratiques spatiales et les formes d'ancrage au territoire.

Troisième partie :

Des mobilités spatiales à la construction d'ancrages réversibles

Introduction à la troisième partie

Les profils de nouveaux habitants nous conduisent à interroger leurs pratiques spatiales et la manière dont ils s'inscrivent dans le territoire d'installation. Comment se le représentent-ils ? Comment bougent-ils et à quelle échelle territoriale ? Ces questions introduisent également celles concernant l'ancrage au lieu : s'il représente un enjeu pour les politiques d'accueil et semble un gage de stabilité des installations, ses formes sont remises en question par la mobilité. Quelles formes prend donc l'ancrage ? Est-il un facteur de clivage entre les anciens et les nouveaux habitants des espaces ruraux ?

Afin de répondre à ces questions, le chapitre 7 analyse d'abord les pratiques et les représentations spatiales des nouveaux habitants. En s'appuyant sur les entretiens et les cartes mentales, il s'agit de décrire comment et à quelle échelle les nouveaux habitants circulent sur le territoire et quel imaginaire spatial ils lui associent. Cela permettra aussi de voir comment la mobilité peut alimenter les inégalités et influencer l'interprétation de la marginalité des espaces ruraux en question.

Le chapitre 8 est ensuite consacré au rapport avec le territoire d'installation, avec en toile de fond la relation entre mobilité et ancrage. En effet, les parcours des migrants sont souvent caractérisés par une inscription dans la mobilité, sans que cela n'exclue des formes d'ancrage. Cependant cet ancrage, qui n'est pas fondé sur l'origine familiale, doit être construit autrement. Nous verrons alors les formes qu'il prend et la manière dont les migrants légitiment leur présence. Le chapitre aborde, dans une dernière partie, les enjeux que ces redéfinitions posent aux politiques d'accueil.

Chapitre 7 :

Pratiques et représentations d'un espace marginal

Introduction

La mobilité est abordée, dans ce chapitre, sous l'angle des pratiques spatiales des habitants de la Sierra de Albarracín et du Limousin. L'analyse des pratiques spatiales permet de saisir, à un premier niveau, quels sont les lieux fréquentés et à quelle échelle spatiale les habitants se situent. À un deuxième niveau, cela permet de prendre en considération les représentations spatio-territoriales qui alimentent et sont alimentées par ces pratiques. L'expérience géographique est alors prise en considération dans sa double dimension, concrète et idéelle, en s'inscrivant dans la réflexion autour de l'espace vécu (Frémont 2008), du territoire (Di Méo 1996; Debarbieux 2009) et du mode d'habiter (Mathieu 2007; 2010 ; cf. §6.1.1).

L'hétérogénéité socio-culturelle de ces espaces ruraux incite aussi à étudier comment les pratiques et les représentations de l'espace de vie varient selon les groupes sociaux, notamment parmi les nouveaux habitants qui, par leur profil, n'ont pas la même maîtrise de la mobilité. En effet, même s'ils ont tous fait l'expérience de la migration, leur mobilité quotidienne est influencée tant par des facteurs concrets (possession du permis de conduire, d'une voiture) que par des compétences personnelles (connaissance du territoire, capacité d'appropriation des stratégies de mobilité) qui peuvent alimenter des inégalités.

Nous nous sommes appuyés sur les entretiens, en complément des cartes mentales, pour essayer des comprendre ces facteurs. Outil de la « géographie par le bas » (Bailly 1990), le but de leur utilisation est de saisir le regard des habitants sur l'espace et leurs pratiques spatiales. Dans une première partie (§7.1.), après une présentation de cet outil, qui a été souvent utilisé dans un contexte urbain, avant d'être plus récemment appliqué à l'espace rural et à l'environnement, nous verrons comment les deux territoires d'enquête sont perçus par leurs habitants, anciens et nouveaux : quelles sont les frontières, quelle est l'échelle spatiale de l'espace vécu ? Ensuite, en lien avec le chapitre précédent, nous essayerons de voir si la typologie des nouveaux habitants créée sur la base de leur relations sociales trouve une correspondance dans leurs pratiques et représentations spatiales (§7.2.). Dans la dernière partie (§7.3.), il s'agira de nous interroger sur la perception de la

marginalité dans les deux terrains d'étude : en effet, nous avons précédemment justifié leur choix en tant que territoires de marge (cf. §4.2.), mais quel ressenti en a la population ? Cela permettra de s'interroger sur la bivalence d'une telle caractéristique, qui peut être espace d'enfermement tout autant qu'espace d'innovation.

7.1. Pratiques et représentations de l'espace vécu

En Limousin et dans la Sierra de Albarracín, le travail d'enquête a rapidement conduit à nous interroger sur la manière dont les individus et les groupes se représentent et pratiquent l'espace. Dans ces espaces, vécus et parcourus selon des modalités hétérogènes, quelles sont les identités territoriales qui s'affirment ? En effet, les représentations et les pratiques pouvaient révéler des territoires à géographies variables. En appui des entretiens, les cartes mentales nous ont paru un outil utile pour observer comment les individus vivent et se représentent l'espace.

7.1.1. Le rôle de l'espace dans le processus d'insertion sociale

Les sciences humaines et sociales soulignent comment, dans les dernières décennies, la mobilité et la fluidité des parcours individuels conduisent à une perte de valeur des institutions territoriales qui, pendant longtemps, ont été des points de référence pour les sociétés (cf. §3.1.). Une autre conséquence est la fragmentation des espaces de vie des individus, avec la dissociation des lieux de résidence, de travail, de loisirs. Pour autant, cela ne signifie pas que, dans ce contexte de « liquidité » et de mobilité (Bauman 2002; 2008), la dimension spatiale passe au second plan. Au contraire, dans de nombreuses disciplines, autres que la géographie, la dimension spatiale permet d'aborder des phénomènes sociaux, culturels ou historiques. Le *spatial turn* (Soja 1989) influence la sociologie (Préteceille 2009; Pinçon et Pinçon-Charlot 2010b; 2013), la littérature (Calvino 1972; Westphal 2007), ou encore l'histoire (Cosgrove et Vallerani 2000; Torre 2008), en imposant l'espace non seulement comme « un contenant, mais aussi et surtout [comme] un contenu de l'expérience sociale : un ensemble de ressources et contraintes, matérielles, immatérielles, idéelles, de tailles variées qui tout à la fois entourent l'acteur individuel et que celui-ci incorpore, sous la forme de schèmes mentaux, de systèmes d'idées, de normes, de prescriptions, de répertoires de pratiques » (Lussault 2009, 26).

En géographie humaine, c'est la mutation du rapport à l'espace qui a été au cœur de la recherche récente : les recherches ont essayé de saisir les nouvelles formes de l'habiter, modelées

par des liens multiples et multiformes que les individus et les groupes construisent avec les lieux dans des contextes de mobilité (Stock 2005; 2006b; Ceriani et *al*. 2008; Martin et *al.* 2012). Souvent, c'est par le prisme du territoire que les géographes abordent la question, d'un point de vue institutionnel (Offner 2006; Guermond 2007) ainsi que par celui de la territorialité et de l'espace vécu (Di Méo 1996; Frémont 2008).

Dans le Limousin et dans la Sierra de Albarracín, ces thématiques ont trouvé toute leur pertinence : la présence de groupes sociaux différents par l'origine, l'âge, la profession et les pratiques de mobilité permet de se demander comment le territoire de vie est pratiqué et représenté. L'analyse des sociabilités des nouveaux habitants, dans le chapitre précédent, a fait émerger des profils qui se situent aussi à une échelle territoriale différente : ces profils ont-ils une représentation et des pratiques spatiales qui leur sont propres ? Cette correspondance implique de prendre en considération la place de l'espace dans le processus de socialisation. En effet, se situer dans l'espace, pratiquer ou plutôt éviter certains lieux, renvoie tant au spatial qu'au social et permet de déterminer l'espace des relations sociales qu'un individu entretient. Ce lien entre le social et le spatial est résumé dans le concept de territorialité qui, dans ses différentes définitions, fait appel à un système de relations, dynamique, qu'un individu ou un groupe entretient avec des lieux. Ces lieux, ces espaces, investis de fonctions et de valeurs (Debarbieux 1995), deviennent alors un critère de classement social, par lequel on attribue une place à soi-même et aux autres. En s'appuyant sur ce processus de classement, Tizon (1996, 31) propose même d'envisager la territorialité « comme la dimension spatiale de l'habitus, c'est à dire un sens, voire une sensation, (plutôt qu'une conscience), consistant en une aisance à se mouvoir, à agir, à envisager par la pensée une portion (contiguë ou pas) de l'espace ». Cette position impliquerait d'interpréter les pratiques et les représentations spatiales et territoriales des individus et des groupes dans leur trajectoire individuelle et collective, dans le système de représentations et de pratiques qu'ils auraient intériorisé. Cette proposition nous semble un peu déterministe, mais elle permet néanmoins d'essayer d'identifier le rôle joué par l'espace dans le processus d'insertion sociale et de se demander s'il existe une correspondance entre la pratique et la représentation de l'espace et les formes de sociabilités précédemment évoquées. Afin de comprendre d'abord comment la Sierra de Albarracín et le Limousin sont représentés et pratiqués, et ensuite identifier des correspondances entre ces pratiques et les groupes sociaux, nous avons eu recours aux cartes mentales, un outil de représentation mobilisé par les géographes pour étudier comment les personnes utilisent et interagissent avec l'espace.

7.1.2. Les cartes mentales : un outil pour saisir représentations et pratiques spatiales ?

« Expression cartographique d'une représentation subjective de l'espace » (Staszak 2003a, 132), la carte mentale est un outil proposé par la recherche anglo-saxonne, qui l'a utilisé dans les

années 1970 pour analyser les images et les pratiques que les habitants avaient de leur ville (Downs et Stea 1973; Lynch 1976; Gould et White 1992). Utilisées en géographie mais aussi dans d'autres disciplines (en psychologie par exemple), les cartes mentales peuvent être utiles pour observer les relations entre l'homme et ses lieux de vie. Elles permettent d'identifier différentes dimensions du rapport à l'espace : celle pratique, des lieux fréquentés, mais aussi une dimension sociale et affective.

Ces différentes facettes composent l'espace vécu des personnes : défini comme « un ensemble de lieux "vus des hommes" et comme tels perçus par ceux-ci et porteurs de valeurs, mais de lieux bien réels, affectés de tous les apports de la géographie classique, et réexaminables comme nœuds des fréquentations sociales et comme signes géographiques des idéologies voire des mythologies » (Frémont 1982, 27) l'espace vécu reste une notion plutôt floue. Elle présente toutefois l'intérêt de souligner la dimension subjective de l'espace, qui influence et est en même temps influencée par les comportements spatiaux des individus et des groupes. Ainsi, « les êtres humains ne vivent pas dans le monde tel qu'il est, mais tel qu'ils le voient et, en tant qu'acteurs géographiques, ils se comportent selon leur représentation de l'espace » (Staszak 2003b, 340). C'est justement cette dimension que les cartes mentales essayent de saisir, en revendiquant l'apport d'une géographie « par le bas » (Bailly 1990, 13) à la compréhension des territoires : elles sont pour cela utilisées afin de révéler des tensions, des lignes de fracture ou le décalage entre frontières administratives et frontières perçues (André 1989; Duhamel et Deprest 1993; Leroux et Verherve 2012).

C'est souvent dans un contexte urbain que les cartes mentales ont été appliquées (Downs et Stea 1973; Lynch 1976; Rowntree 1997; Richard 2001; Fournand 2003), probablement car la ville concentre différentes fonctions et modes de circulation, et permet la comparaison entre groupes sociaux. Elle présente d'ailleurs l'avantage d'avoir des limites plus facilement identifiables (quartier, route périphérique, rivière...) ou des pôles structurants reconnus (le centre ville, une place, un centre commercial...). La méthode d'analyse des cartes proposée par Lynch (1976) dans « l'image de la cité », s'applique d'ailleurs plus à un contexte urbain : il propose de prendre en considération cinq éléments (voies, limites, quartiers, nœuds, points de repère), des formes physiques qui permettent de comprendre l'image que chacun a de l'environnement qu'il pratique. La combinaison de ces éléments contribue à former une image avec une identité, une structure et une signification. Cette image sert aux habitants pour s'orienter, circuler, s'adapter au milieu urbain.

Cette méthode ne semble pas directement transposable aux milieux ruraux et montagnards, et les travaux réalisés dans ces contextes portent plutôt l'attention sur l'échelle de représentation et les logiques de découpage qui sont appliquées. Ils intègrent aussi dans l'analyse des cartes les dimensions historiques et sociales, montrant comment elles influencent la perception spatiale (André 1989; Duhamel et Deprest 1993). Plus récemment, les cartes mentales ont été appliquées à un contexte plus « naturel » et à l'environnement, en s'appuyant sur les représentations de groupes professionnels : McKenna (et *al*. 2008) essaye de mesurer le savoir vernaculaire que des pêcheurs du

Nord de l'Irlande ont de leur environnement de travail, tandis que Gueben-Venière (2011) se propose de comprendre comment des ingénieurs néerlandais se représentent le littoral qu'ils aménagent.

Quels que soient le contexte et les finalités, l'utilisation des cartes mentales appelle toujours à la prudence, notamment en raison des difficultés que pose leur interprétation : il n'existe pas en effet une méthodologie établie et les facteurs d'ambiguïté sont nombreux (Gumuchian 1991, 90-92). Comment interpréter la distorsion des images (Lynch 1976) ou des omissions (Downs et Stea 1973)? Quelle place accorder à une plus ou moins grande aptitude au dessin ? Cela pousse certains géographes à se méfier de cet outil : « la carte dessinée ne représente pas forcement une bonne image de la structure cognitive, mais peut par exemple mesurer une aptitude à dessiner et cartographier » (Staszak 2003a, 133). Cette affirmation soulève la question des parcours et des aptitudes individuelles qui influencent la carte et qui doivent être pris en compte dans son analyse. Par exemple, une personne avec une plus grande aptitude au dessin ou plus familiarisée avec la cartographie aura plus de facilité à construire une carte précise et détaillée, indépendamment de ses pratiques spatiales. Au contraire, la carte mentale peut permettre de s'exprimer autrement qu'avec la parole, offrant une possibilité de plus d'expliquer sa perception de l'espace. Souvent présentées comme un exercice à la portée de tous, si bien que de nombreux travaux se basent sur des cartes réalisées par des enfants (André 1989; Duhamel et Deprest 1993; Fournand 2003; Leroux et Verherve 2012), les cartes mentales sont un exercice devant lequel la catégorie socioprofessionnelle, l'âge, l'ethnicité rendent les personnes inégales. Cela représente ainsi une difficulté au moment de la comparaison au niveau collectif. En effet, la plupart des études s'accordent sur la dimension collective des images (« chaque individu crée et porte en lui sa propre image mais il semble qu'il y ait une grande concordance entre les membres d'un même groupe. Ce sont des images collectives, exprimant l'accord d'un nombre significatif de personnes » [Lynch 1976, 8]) et sur laquelle s'appuient pratiquement toutes les analyses des cartes mentales en géographie. Cependant, l'inégalité des individus et des groupes devant l'exercice peut rendre difficile une comparaison des cartes et leur capacité à révéler pratiques et représentations.

Pour ces raisons (difficultés d'interprétation et inégalité face à la représentation) les cartes mentales sont à utiliser avec précaution et ont un intérêt seulement si leur analyse s'appuie sur une méthodologie définie et si elles sont utilisées en complément d'un entretien avec les personnes qui les ont réalisées. Comme nous l'avons précédemment évoqué (cf. §4.3.2.), les cartes mentales réalisées par les habitants de la Sierra de Albarracín et du Limousin, répondaient à la consigne de dessiner sur une feuille blanche les lieux les plus fréquentés et qui étaient importants pour eux. Une des difficultés liées à l'interprétation des cartes réside dans la différence d'organisation territoriale entre les deux terrains d'enquête, dont l'un présente une unité historique et administrative, tandis que l'autre se situe à la croisée d'échelles administratives différentes (cf. §4.2.). Par ailleurs, les personnes rencontrées habitent dans des communes différentes : la représentation du territoire d'un

habitant vivant à Bujaleuf (36 km de Limoges) ou Gea (29 km de Teruel) sera très probablement différente de celle d'une personne vivant à Gentioux-Pigerolles ou à Guadalaviar (72 km respectivement de Limoges et de Teruel). Cela ne concerne pas seulement la distance aux villes, mais aussi l'organisation pratique du territoire autour de ces pôles. Confirmant l'inégalité de l'exercice, une partie des interviewés, surtout des migrants étrangers dans la Sierra, n'a pas souhaité réaliser de carte ; d'autres, notamment des personnes âgées natives du lieu, ont simplement rédigé une liste avec les noms des villages qu'ils fréquentent.

Pour nous guider dans l'interprétation des cartes mentales, nous avons identifié plusieurs critères complémentaires, toujours à contextualiser à l'aide des entretiens. Une partie de ces critères concernent leur structure générale, tandis que d'autres s'attachent à une analyse plus détaillée des éléments les composant. Pour ce qui concerne la structure, nous avons distingué l'échelle, la centralité et le mode de représentation. Certaines cartes représentent une dimension domestique, d'autres une dimension nationale : ces différentes échelles peuvent être un indice de la manière de se positionner et de se voir sur un territoire, mais aussi de la mobilité. Un deuxième indicateur est la centralité de la carte : y a-t-il dans la carte un point central, un lieu qui occupe une place plus importante dans la hiérarchie spatiale ? Une partie des cartes est par exemple centrée sur la commune de résidence ; d'autres sont centrées sur une ville (Limoges, Teruel) ou encore sur un territoire dans son ensemble. Ce critère peut être un indice sur la hiérarchie des espaces et sur leur pratique. Un troisième critère, peut-être plus facile à identifier mais plus difficile à interpréter, est celui du mode de représentation : les lieux sont-ils représentés de manière ponctuelle (sans liens entre eux), ou sont-ils connectés par une structure linéaire ou sous la forme d'un réseau ? Une hypothèse serait qu'une carte où les lieux sont connectés entre eux pourrait être un nouvel indice relatif à la connaissance des lieux et des parcours qui mènent d'un endroit à un autre.

À une échelle d'analyse plus détaillée, nous avons identifié les ressources et les fonctions spatiales représentées, en distinguant les aménités naturelles (montagnes, lacs, lieux de promenade...), les lieux d'interaction sociale (bars, lieux culturels, lieux de rencontre) et ceux liés aux services et à l'emploi (lieux de travail, médecin, supermarché...)[139]. Ces différentes ressources peuvent nous informer sur les pratiques mais aussi sur les lieux qui donnent une identité au territoire. L'analyse de la toponymie vient également donner des indications sur la manière de construire et percevoir le territoire : y a-t-il par exemple des lieux qui sont nommés seulement par les locaux, ou seulement par les migrants ? Nommer un lieu dit ou un élément naturel est aussi une manière d'affirmer sa présence, mais aussi de lui donner une réalité, car « le paysage disparaît à partir du moment où on ne sait plus le nommer » (Dibie 2006, 96). Un dernier élément qui nous semblait important à relever est la présence ou l'absence de frontières, identifiées comme des

[139] Il peut y avoir des difficultés d'interprétation et de classement pour certains lieux : le marché est par exemple un lieu de services mais aussi d'interaction sociale ; le lac peut être un lieu d'aménité naturelle mais aussi d'interaction. Si les entretiens nous ont permis de compléter et de mieux comprendre les cartes, une part de subjectivité est malgré tout toujours présente dans leur analyse.

éléments de discontinuité (frontières administratives, éléments naturels qui marquent une délimitation, lignes qui séparent un espace d'un autre). Cela pourrait indiquer la reconnaissance des limites administratives, mais aussi la perception d'un espace plus ou moins ouvert vers l'extérieur.

Nous avons appliqué ces critères à chaque carte et les avons intégrés à la synthèse de chaque entretien, saisie dans le logiciel Sphinx, ce qui a permis de les associer aux personnes rencontrées et de vérifier une éventuelle cohérence entre les profils sociaux et territoriaux.

7.1.3. Frontières et échelles spatiales pour se reconnaître dans un territoire

Les cartes mentales recueillies nous ont donné un panorama varié de la manière dont les habitants de la Sierra de Albarracín et du Limousin voient et pratiquent leur territoire. Par leur analyse et confrontation, nous avons d'abord essayé de comprendre de quelle image du territoire elles témoignent.

Les campagnes dans lesquelles évoluent les habitants de la Sierra de Albarracín et du Limousin sont chargées de signifiés différents, pour les parcours personnels, mais aussi pour les caractéristiques propres aux deux terrains d'étude : l'image que les habitants construisent se trouve influencée par des représentations « héritées », transmises par l'histoire et la culture locale. Cela est visible par exemple dans la perception des frontières du territoire ou de sa structuration. Ainsi, la Sierra de Albarracín est ressentie comme un territoire aux limites définies, alors qu'en Centre-Limousin elles apparaissent plus floues. Les habitants de la Sierra reconnaissent une identité locale construite par l'histoire et confirmée par des découpages administratifs qui en assurent une continuité et une unité. Les cartes mentales en témoignent : des frontières délimitent souvent le territoire (figure 41), soulignant ainsi sa spécificité, et en même temps sa marginalité par rapport à ce qui l'entoure.

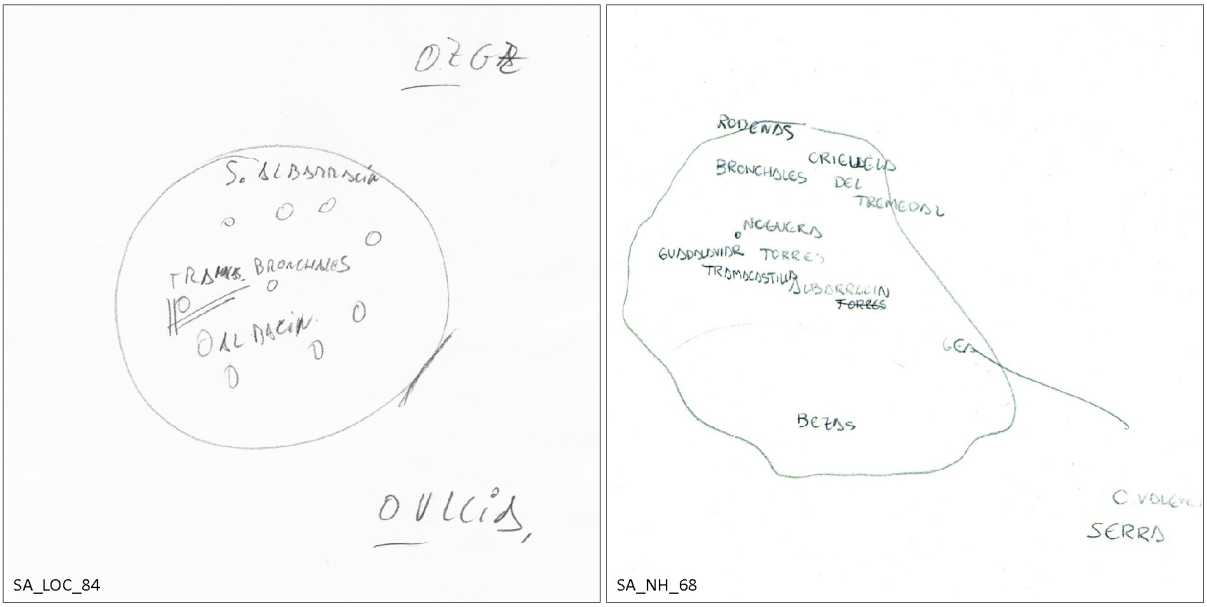


Figure 41: La Sierra de Albarracín dans les cartes mentales : un territoire avec des frontières.

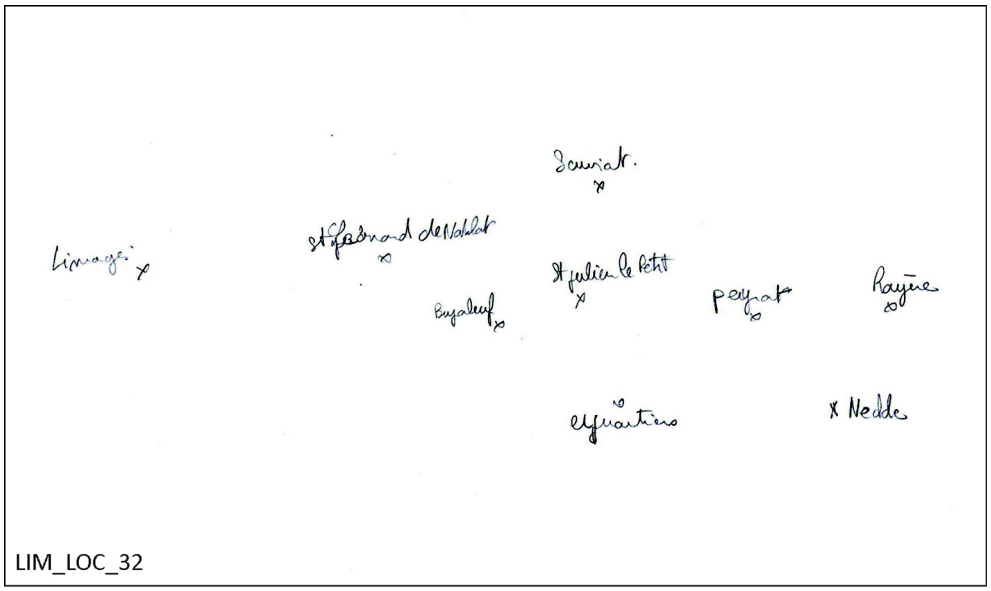
La Sierra est perçue comme un espace avec une identité propre. Dans de nombreuses cartes, des frontières la délimitent en la distinguant du reste de la région. À l'intérieur, les communes apparaissent séparées les unes des autres, sans être hiérarchiquement ordonnées.

La reconnaissance d'une identité territoriale se manifeste aussi dans le fait que de nombreuses cartes trouvent leur centralité dans la micro-région : la Sierra apparaît comme l'espace de vie au sein duquel les pratiques sont organisées, en particulier pour les anciens habitants et les migrants nationaux.

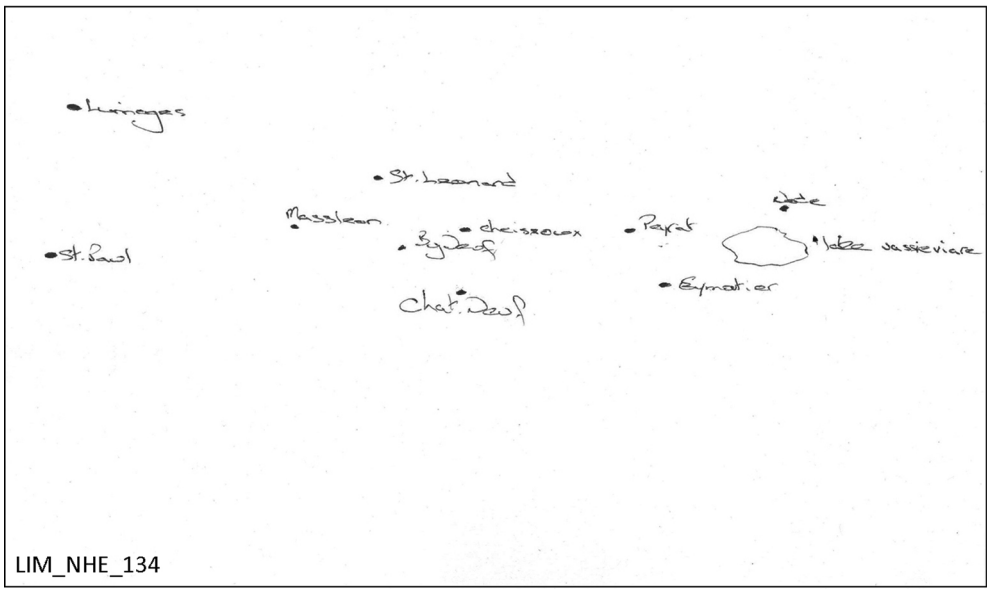
En Limousin, le sentiment d'être dans un territoire défini par des frontières est beaucoup moins présent (figure 42) : l'enquête a été menée dans un territoire où se superposent plusieurs découpages territoriaux mais aucun ne semble émerger. Les départements apparaissent rarement comme point de référence territoriale, sinon pour souligner qu'on se trouve à la croisée de trois d'entre eux. Les communautés de communes ou les pays sont encore plus rarement cités, et par ailleurs jamais représentés sur les cartes. Les mots d'un ancien maire expriment bien le sentiment d'être, pour ce qui concerne sa commune, à la frontière de plusieurs découpages, mais sans aucune identité territoriale bien définie :

> *Les limites de l'espace ici...c'est pas lié au paysage...on a réussi, mais bon, je suis un des seuls à développer cette idée de Montagne limousine, beaucoup de gens ne la voient pas, n'ont pas l'impression d'être dans la montagne...alors que bon, c'est quand même un climat de montagne...en dehors de ça...est-ce qu'on est dans le Limousin, est-ce qu'on est dans la Haute-Vienne, est-ce qu'on est dans le canton de...difficile, parce qu'on est plus sur Saint-Léonard, ici, pour la route, que sur Eymoutiers, donc on est pas bien rattaché au canton...la Montagne limousine, je vous dis, je suis un des seuls...après, il y a Monts et Barrages, qui est une entité totalement artificielle de la région, une émanation de la*

région, qui vaut ce qu'elle vaut...qu'est ce qu'on a encore, la communauté de communes des Portes de Vassivière, qui est totalement artificielle, qui sert à rétribuer des vice-présidents, de tous les champs... après le Parc Régional, ça ici on le voit pas...on a pas du tout l'idée d'être dans un parc régional, il y a un panneau parce qu'on est la première commune...(LIM_NH_18)



LIM_LOC_32



LIM_NHE_134

Figure 42: Cartes mentales réalisées en Limousin : un espace polycentrique.

L'espace vécu est polycentrique et structuré par les communes, parmi lesquelles on retrouve des bourgs ruraux comme Eymoutiers et Saint-Léonard-de-Noblat. Aux marges des cartes, on trouve Limoges d'un côté et le Lac de Vassivière (ou Royère) de l'autre. Le lac figure sur de nombreuses cartes, comme espace d'aménité mais aussi comme marqueur territorial.

Ainsi, l'espace vécu semble s'organiser en dehors de ces découpages territoriaux, et se construire autour de pôles fonctionnels (services, axes routiers) et symboliques (le Lac de Vassivière par exemple), dans un espace polycentrique, qui s'étend aux pieds de la Montagne limousine et, pour certains, jusqu'à Limoges, sur un rayon d'environ 40 km. Cette dimension territoriale est effectivement présente dans une majorité des cartes, en particulier celles des nouveaux habitants. Alors que dans la Sierra le territoire s'organise à l'intérieur des frontières, en Limousin il est configuré autour d'une centralité, identifiée dans le lac de Vassivière ou dans la commune de résidence.

La micro-région occupe souvent une place centrale dans les représentations, mais la seconde dimension spatiale importante est la commune. L'attachement à cet échelon administratif est spécialement fort dans la Sierra, où les communes représentent la cellule de vie de base, celle qui concentre les relations et les pratiques quotidiennes.

> *Gea c'est le village idéal. Ici j'aime tout : la tranquillité, il y a de l'air pur, la couleur azur du ciel, on y vit bien on n'a pas beaucoup de nécessités, il n'y a pas beaucoup de choses mais pour tout ce qu'on a pas il y a internet. (…) Ici je connais tout le monde, ils sont plus ou moins des amis...Tout le monde se connaît ici : c'est l'aspect positif mais aussi le négatif. Il y a de l'entraide. (…). Je ne vois pas de raisons de quitter Gea, ici on a tout. Tandis que je vois plein de raisons pour y venir. (SA_LOC_85)*

La spécificité de chaque commune est renforcée par l'unité d'habitat et par la séparation nette d'avec les autres : en effet, plusieurs kilomètres séparent parfois une commune d'une autre, sans que des maisons ou des bâtiments assurent une transition. Cela favorise une identification qui se reflète sur les cartes, nombreuses à être centrées sur la commune. En revanche en Limousin, c'est plutôt le hameau qui tient ce rôle central dans la géographie des habitants : il représente non seulement un lieu de résidence, mais aussi un nucleus d'habitat cohérent et uni.

> *J'aime être à la campagne, je ne veux pas aller en ville, où ils sont tous tassés...avant, la Colomberie c'était la famille, il y avait trois maisons, c'était notre famille...j'étais ici avec mes grands-parents, mes parents...moi j'aime la Colomberie, alors...je m'en irai pas. (LIM_LOC_34)*

> *On a les frontières de ce petit village, qui fait partie de Cheissoux, mais qui a son identité propre...nous, le village c'est La Texonnière, c'est pas Cheissoux. (LIM_NH_16)*

Historiquement en Limousin, le village est l'espace économique et relationnel de base, avec une cohésion interne et un espace inscrit « dans des limites réelles, fictives et symboliques qui lui ont été données ou qu'il s'est fixées » (Robert 1993, 146). Si cette réalité a aujourd'hui évolué, notamment d'un point de vue économique et social, le hameau semble maintenir son importance d'un point de vue symbolique. Ce sentiment est plus fort pour les locaux, qui expriment un attachement fort à leur village, mais aussi de l'impuissance face aux changements qui l'ont touché. Ils

déplorent en particulier la perte de l'interconnaissance au niveau du voisinage immédiat, d'une part pour les nouveaux ménages qui arrivent et qu' « on ne [les] voit jamais », d'autre part pour le nombre de résidents secondaires, dont les maisons restent vides une grande partie de l'année.

Pour une partie des habitants, l'espace vécu est plus limité, la dimension domestique y est prédominante : il s'agit de migrants qui expliquent rester surtout à leur domicile et dont le périmètre de vie ne dépasse que rarement la commune. Ainsi, quelle que soit l'échelle de leur carte, la dimension centrale est avant tout domestique et peu d'autres lieux apparaissent comme importants. Dans la Sierra, c'est le reflet d'une mobilité faible et rendue compliquée par l'absence de voiture et/ou de permis de conduire, voire de la carence de transports publics. En Limousin en revanche, les nouveaux habitants qui privilégient la dimension domestique donnent plus d'importance aux aménités naturelles, qu'elles soient proches du domicile, ou de marqueurs territoriaux plus forts, comme un lac, une rivière, un site naturel remarquable.

Ce premier niveau d'analyse des représentations du territoire et de l'espace vécu peut aider à comprendre comment les habitants se positionnent par rapport à leur espace de vie. Nous avons représenté graphiquement (figure 44) l'ensemble des cartes pour en avoir une vision globale par territoire et identifier les indications qu'elles nous donnent. La figure 43 aide à sa compréhension : chaque petit carré correspond à une carte et sa couleurs indique si elle a été réalisée par des anciens

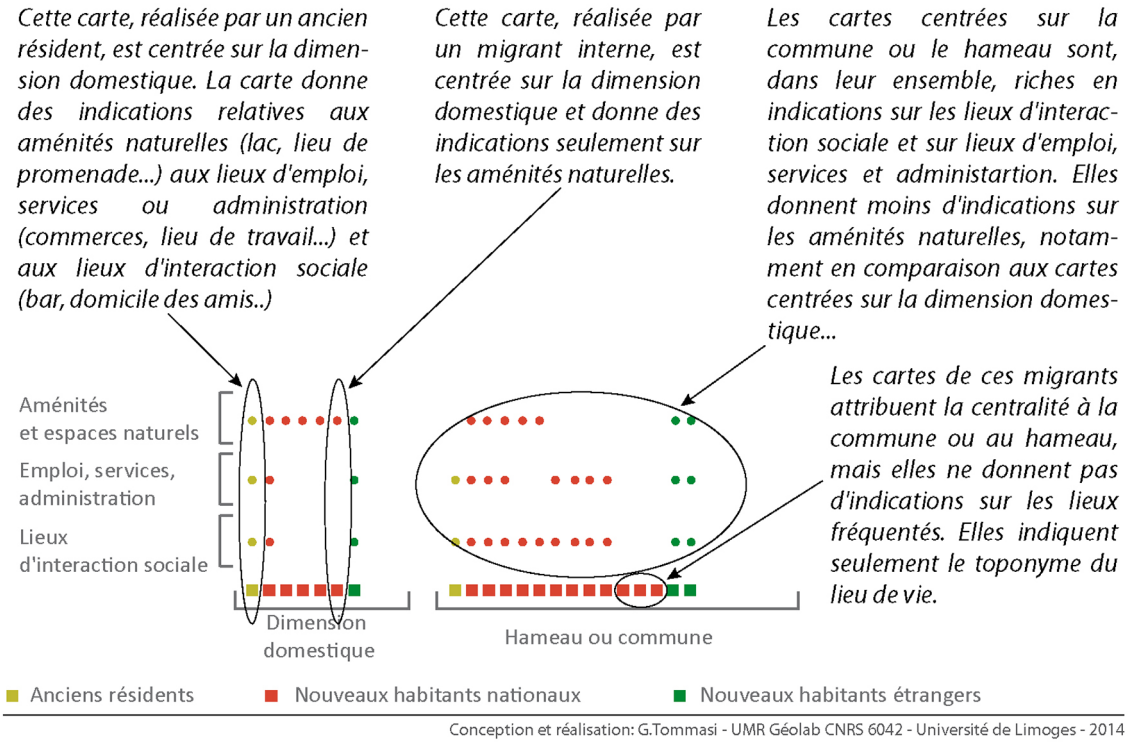


Figure 43: Exemple de lecture et interprétation du graphique sur les cartes mentales.

habitants, des nouveaux habitants nationaux ou des étrangers. Les cartes ont été classées selon leur centralité, qui peut être attribuée à la dimension domestique, au hameau ou à la commune, à la micro-région ou à la ville de référence. Pour chaque carte sont indiqués, avec des petits ronds, les types de lieux qui y apparaissent : des lieux d'aménités naturelles, des lieux relatifs à l'emploi, aux services ou aux administrations ou des lieux d'interaction sociale. Le graphique permet d'avoir une vision d'ensemble des cartes, pour identifier des correspondances entre les profils, la centralité et les types de lieux indiqués.

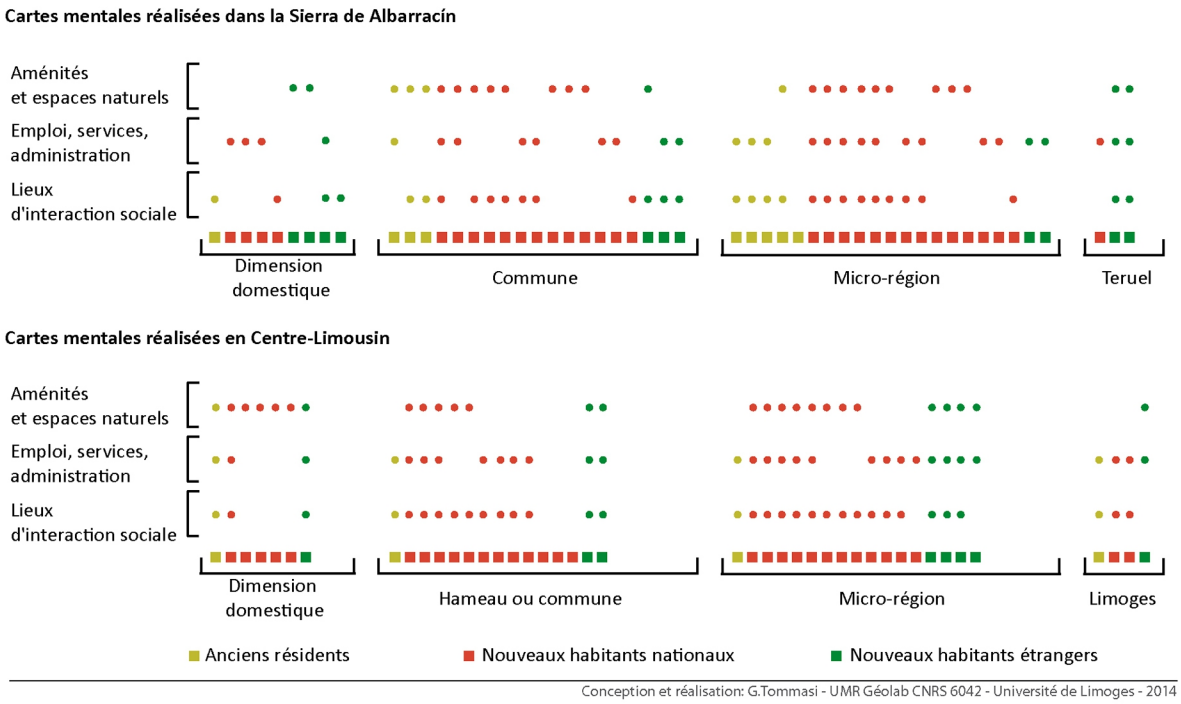


Figure 44: Représentation graphique des caractéristiques des cartes mentales recueillies dans la Sierra de Albarracín et dans le Centre-Limousin.

Le graphique (figure 44) indique que la plupart des cartes attribuent la centralité à la commune (souvent au hameau en Limousin) ou à la micro-région. Ces cartes sont les plus riches en détails, en référençant souvent des lieux appartenant aux trois catégories. Une minorité de cartes privilégie la dimension domestique, et sont sur-représentés ici les étrangers dans la Sierra de Albarracín. Ces cartes apparaissent moins détaillées que les autres, même si en Limousin elles indiquent toujours des aménités naturelles. Rares sont enfin les nouveaux habitants qui positionnent la ville au centre de leur territoire, néanmoins celles-ci témoignent d'une hiérarchie territoriale dominée par l'urbain. Les cartes ne laissent pas transparaître une grande différence entre nouveaux et anciens habitants ; il est également difficile de s'exprimer à cet égard en raison du nombre

insuffisant de cartes réalisées par des anciens habitants qui, plus âgés, se sont moins prêtés à l'exercice. Les entretiens en revanche montrent qu'anciens et nouveaux habitants partagent une certaine image du territoire, notamment dans ses frontières et sa construction. Toutefois, il émerge aussi des différences : d'abord un positionnement plus fort des anciens habitants au niveau du village ou de la commune. Leur existence et celle de leur famille sont souvent inscrites depuis longtemps dans cet espace, qu'ils n'envisagent pas de quitter. Une deuxième divergence est la référence, beaucoup plus fréquente chez les nouveaux habitants, à la pratique des espaces naturels : activités de plein air, parcours de promenade, lacs ou rivières deviennent des marqueurs qui aident à définir et à donner une identité au territoire.

7.2. Une correspondance entre formes de sociabilité et représentations spatiales ?

Un deuxième niveau d'analyse se concentre sur les pratiques du territoire des nouveaux habitants et nous avons essayé de voir si les profils établis par l'analyse des sociabilités (cf. chapitre 6) trouvent une correspondance au niveau des pratiques et des représentations de l'espace vécu. L'analyse des sociabilités des nouveaux habitants a mis en évidence un positionnement de leurs relations et des modalités de participation à la vie locale à des échelles différentes, allant d'une sociabilité plutôt restreinte et tournée vers la famille ou la communauté nationale, à une sociabilité qui se développe à une échelle communale, ou encore à un système de relations en réseau, dans une perspective spatiale plus large. Les pratiques géographiques et les représentations du territoire trouvent-elle une correspondance dans cette typologie ? Il s'agit ainsi de voir s'il est possible d'identifier une corrélation entre les pratiques sociales des nouveaux habitants et leur espace vécu. La réponse à cette question doit toutefois être mise en perspective avec d'autres facteurs qui ont une influence sur les pratiques quotidiennes et la relation à l'espace, comme les compétences en mobilité (cf. §3.1.2.), les mobilités liées à l'emploi, ainsi que des facteurs comme l'âge, le genre ou la catégorie socioprofessionnelle.

La figure 45 montre, pour chaque profil de sociabilité, les caractéristiques des cartes mentales. Ainsi, les dimensions domestiques ou communales sont dominantes pour les nouveaux habitants avec une sociabilité restreinte. Leurs cartes font souvent référence à des lieux d'emploi et de services, et dans une moindre mesure à des aménités naturelles et aux lieux d'interaction sociale. Les cartes du deuxième profil de migrants, qui présentent une sociabilité développée localement, attribuent la centralité le plus souvent à la commune et à la micro-région, en privilégiant les lieux d'interaction sociale et ceux liés aux services et à l'emploi.

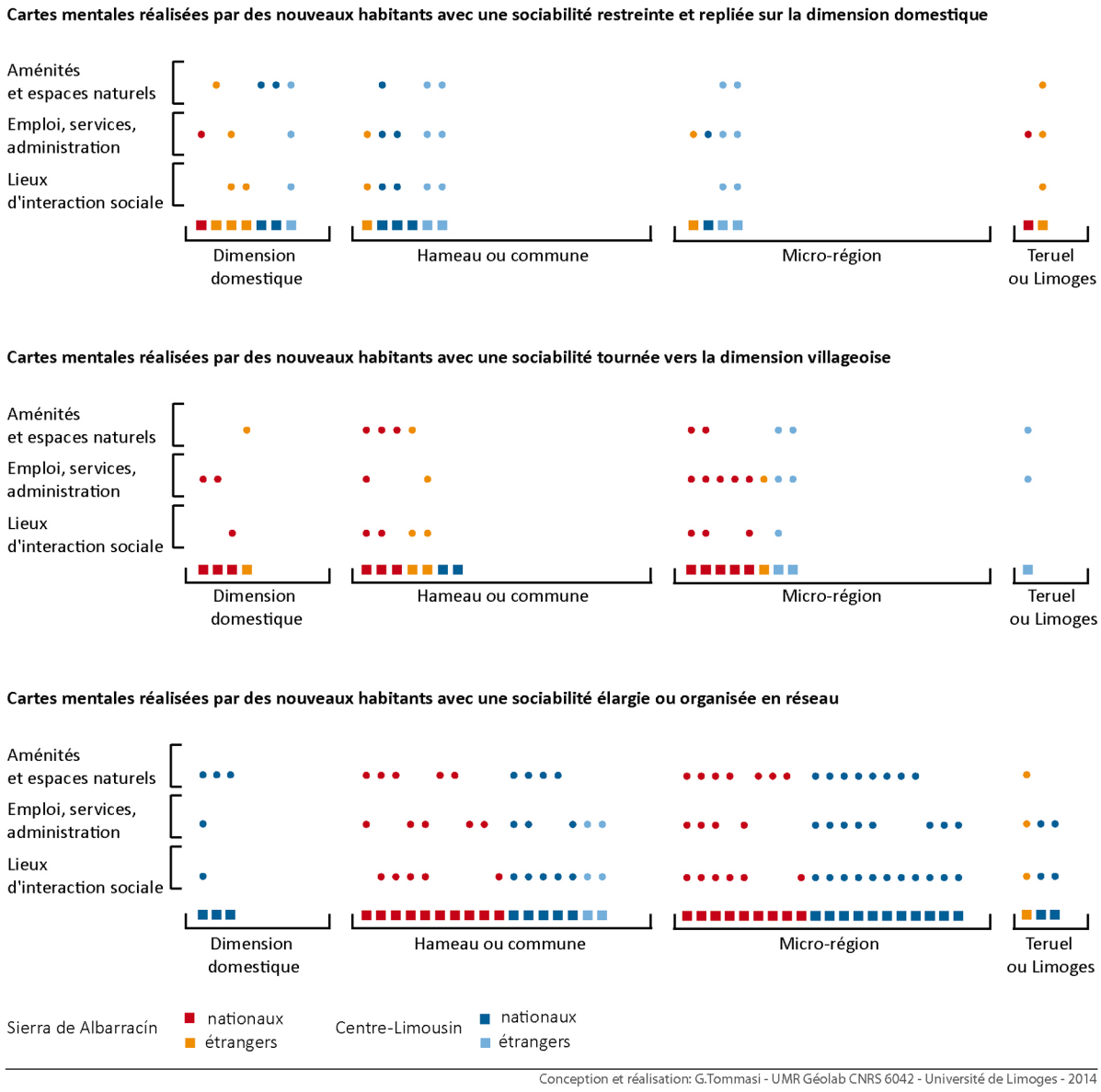


Figure 45 : Représentation graphique des caractéristiques des cartes mentales des nouveaux habitants de la Sierra de Albarracín et du Centre-Limousin, classées selon le profil de sociabilité.

Enfin, dans les cartes réalisées par le troisième profil de nouveaux habitants, la dimension centrale est également celle de la micro-région ou de la commune. Elles sont plus riches en détails, pour ce qui concerne les trois types de lieux.

Le graphique permet d'avoir un regard global sur les cartes et de voir que les profils de sociabilités semblent correspondre à des pratiques spatiales différentes. Cependant, l'analyse basée sur les cartes montre ici ses limites, car il est difficile, en se basant seulement sur les lieux fréquentés, sur la centralité ou sur l'échelle, d'avoir une vision complète. Pour ces raisons, les paragraphes qui suivent s'attachent à une analyse qui croise les cartes avec les entretiens.

7.2.1. Pratiques et représentations spatiales des nouveaux habitants avec une sociabilité restreinte

Le premier profil que nous avons décrit correspond à de nouveaux habitants qui développent peu de relations localement et qui se trouvent, sur place, dans une situation d'isolement. L'espace dans lequel ils vivent n'est pas un territoire : il n'a pas de dimension identitaire, il n'est pas approprié, il n'est pas caractérisé par des éléments symboliques qui lui donnent une identité propre. C'est un espace qui apparaît, dans les entretiens, sans dimension historique.

7.2.1.1. Des pratiques spatiales différentes selon que l'isolement est subi...

Selon que l'isolement des nouveaux habitants est subi ou recherché, les pratiques géographiques sont assez différentes. Pour les nouveaux habitants qui subissent un isolement, le territoire n'a pas d'image définie, et se caractérise par les aspects relatifs à la géographie physique.

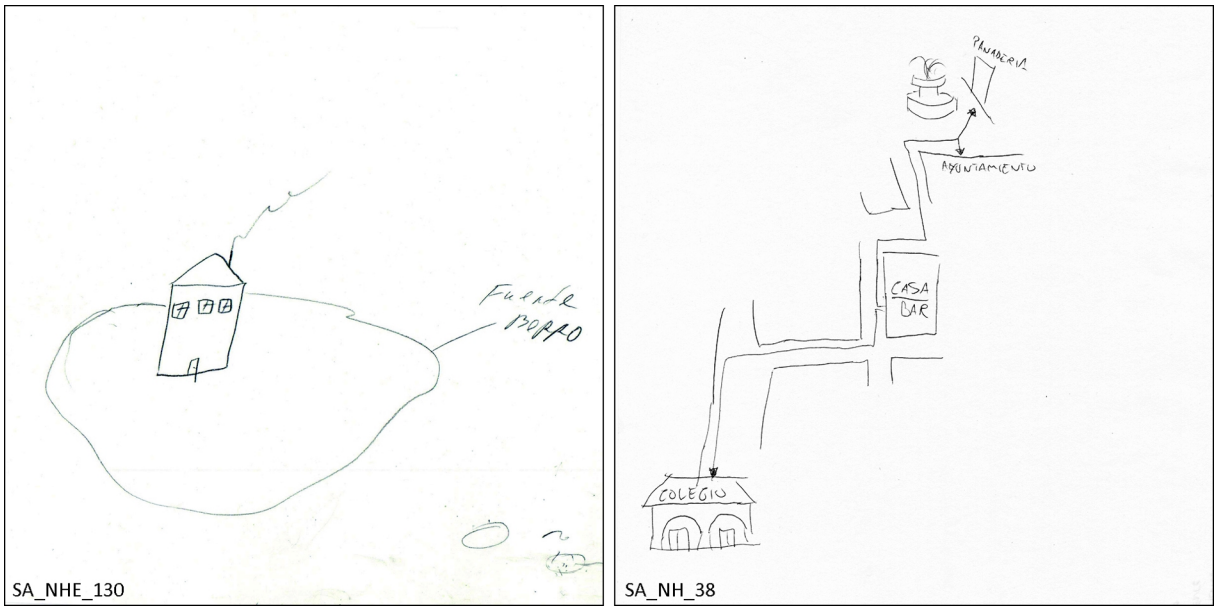


Figure 46: Cartes réalisées par deux nouvelles habitantes, dont une étrangère, de la Sierra de Albarracín.

Dessinées à l'échelle de l'espace domestique et de la commune, l'espace y est limité et la mobilité quasi absente. Dans la première est indiquée une destination de promenade au départ du village (la fuente del Berro). Dans la deuxième, l'espace de vie est situé dans le village, entre la boulangerie et la mairie (en haut) et l'école (en bas). Le domicile, qui est aussi le lieu de travail, est indiqué au centre de la carte.

C'est inhospitalier humainement et géographiquement...il y a une géographie difficile, c'est de la moyenne montagne, le froid, l'humidité, des petits hameaux où les gens sont les uns sur les autres avec beaucoup de problèmes. (LIM_NA_5)

Je vais parfois chasser avec mon beau-frère, qui est Espagnol, on va dans la Sierra...mais je n'aime pas trop les autres villages de la Sierra, de toute manière ils sont tous un peu pareils ! (SA_NHE_129)

Le climat est cité, dans la Sierra de Albarracín, pour sa dureté et ses conséquences, et notamment pour les difficultés qu'il génère au niveau des transports ; tout cela induit la « migration saisonnière » des habitants qui quittent les villages pour la saison hivernale, les laissant semi-déserts. Les aménités naturelles sont présentes mais marginales : il s'agit surtout des sites naturels à proximité du lieu de résidence, accessibles à pied pour des promenades avec les enfants. Tout contribue à dessiner l'image d'un espace « étroit » et sans identité, qui est un abri mais aussi une cage. Cette ambivalence se ressent particulièrement chez des migrants sans papiers : dans les entretiens ils expliquent que, tout en souhaitant quitter ce lieu, ils savent que ce dernier les préserve des contrôles policiers.

Les pratiques géographiques de ces nouveaux habitants sont généralement limitées : le terrain d'action ne rayonne pas beaucoup plus loin que le village et est souvent encore plus réduit à la dimension domestique.

Depuis que je n'ai plus de travail, je sors tous les matins pour accompagner les enfants à prendre le car, je vais aussi les chercher quand ils rentrent, et le reste du temps je reste à la maison. (…) Je n'aime pas trop le village...il n'y a rien...pas d'école, pas de magasin, rien...(SA_NHE_49)

Les déplacements sont généralement dictés par l'emploi ou le recours aux services. L'espace pratiqué est ainsi un espace fonctionnel, structuré par les mobilités liées au quotidien : le travail, les courses ou les activités des enfants. Toutefois, ces mobilités ne sont pas sans contraintes : le coût et la difficulté d'avoir accès à un moyen de transport, qu'il soit privé ou public, représentent une limite importante pour les pratiques spatiales. La distance se montre ici dans toute sa relativité car, pour ces migrants, tout est loin et eux-mêmes se sentent loin de tout.

On aime avoir de la tranquillité mais...dès qu'on veut faire quelque chose...l'autre soir on a voulu aller avec les enfants à Mc Donald, on a fait 50 km, 1h15 de route pour aller à Mc Donald, manger, et 50 km pour revenir, parce que c'était pour les sortir, pour qu'ils voient un peu autre chose. (LIM_NH_3)

Moi j'ai pas de permis, donc, je suis un peu coincée, donc...ça fait un petit peu loin, mais bon...on s'adapte après, ah? (LIM_NH_11)

Le sentiment d'éloignement est particulièrement ressenti par rapport à la ville (Limoges et Teruel). La ville est un point de référence important pour ces nouveaux habitants, non seulement pour les commerces et l'administration, mais aussi car elle représente un point de contact avec l'extérieur : d'abord, il s'agit d'un lieu où il est possible de voir des personnes, de faire un tour dans les magasins, de retrouver un anonymat dans un espace public.

Parfois, quand je n'ai pas de travail, je vais à Teruel presque tous les jours. Je me sens mieux, c'est plus grand, il y a du monde, je peux marcher sans que tout le monde sache ce que je fais. (SA_NHE_129)

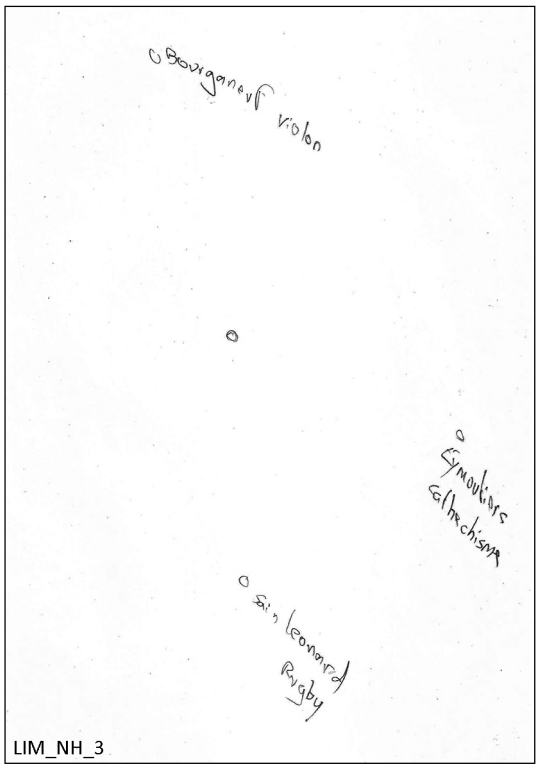


Figure 47: Carte mentale réalisée par un néo-Limousin.

Ce nouvel habitant travaille à proximité de son domicile, à Saint-Moreil. La commune n'est pas indiquée, sinon par un cercle au centre de la carte. Chaque lieu correspond à une seule activité et les déplacements sont liés aux activités des enfants. À l'exception de cela, la carte dessine un espace vide et peu pratiqué.

Ensuite, pour les migrants étrangers dans la Sierra, Teruel est le lieu de connexion avec ailleurs, pour prendre un car, un train ou l'autoroute pour quitter la Sierra.

Les cartes dessinées par ces nouveaux habitants reflètent ces sentiments : peu complexes et parcimonieuses en détails, elles indiquent souvent les lieux d'interaction sociale, comme le bar, ou le lieu de travail. Les espaces naturels sont plus rarement indiqués et il s'agit d'espaces naturels proches, comme le parcours de promenade qui longe le village. La toponymie est minimaliste, le nom des lieux est absent ou associé à leur fonction.

7.2.1.2. ...ou volontaire

Nous avons évoqué aussi de nouveaux habitants pour qui l'isolement est volontaire et assumé. Pour ces migrants, dont la plupart sont des Britanniques installés en Limousin, la priorité va à la dimension esthétique du lieu d'installation. La dimension plus importante du territoire n'est pas historique ou identitaire, mais paysagère ou correspond à un idéal de ruralité : une faible densité de population, des maisons anciennes, de grands espaces verts, la présence d'animaux sauvages et domestiques.

La différence de statut socio-économique avec les migrants qui subissent une mise à l'écart montre ici son impact au niveau des pratiques géographiques et de mobilité. Tout en étant socialement isolés, ces nouveaux habitants ont une pratique intense de l'espace : des visites dans des lieux de patrimoine, des excursions dans des lieux d'aménités naturelles, des sorties culturelles les amènent souvent à se déplacer, dans la région et en dehors.

Je vais à Saint-Léonard, tous les jours, pour prendre du pain frais, on va aussi à Bourganeuf, à Limoges...et aussi à Clermont, puis en Dordogne...on va beaucoup de fois à l'aéroport...après on va à Brive aussi des fois, à Sarlat, Bergerac, nous faisons des choses comme ça...(LIM_NHE_20)

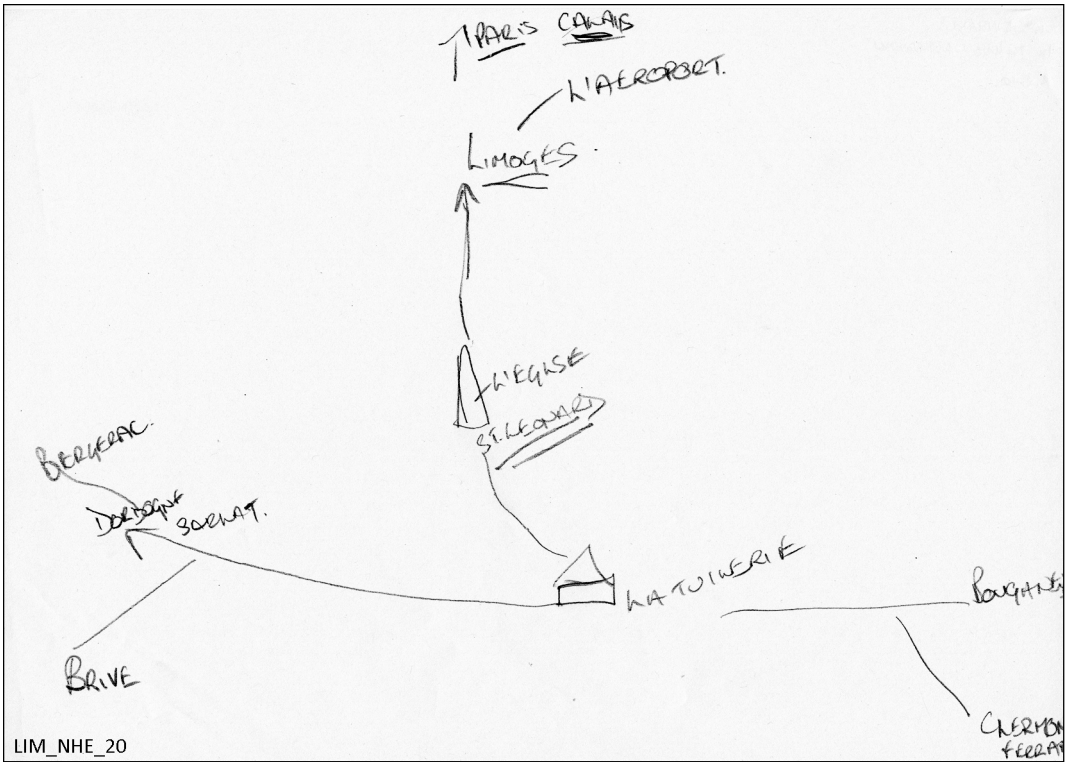


Figure 48: Carte réalisée par une migrante britannique en Limousin.

Dans cette carte, le hameau de résidence (la commune n'est pas indiquée) est le point central d'un territoire qui unit échelle locale et nationale. Les lieux indiqués sont essentiellement des lieux d'aménité. L'aéroport et Calais sont les points de connexion avec le pays d'origine.

Leurs pratiques spatiales sont diversifiées, s'étendant localement, sur le plan national et à l'international. Localement, si l'espace domestique reste prioritaire, les bourgs ruraux proches sont fréquentés, notamment ceux avec des caractéristiques patrimoniales. Au niveau national, leur géographie s'étend à des hauts lieux du tourisme et du loisir en France, comme la Dordogne, des villes du Midi ou encore les montagnes du Massif Central. Les retours en Angleterre donnent une dimension internationale à leur espace vécu.

> *Le plus souvent...je reste ici ! J'aime bien Limoges, mais aussi Bourganeuf... et Saint-Léonard. (…) J'ai un camping-car...je vais partout ! On bouge souvent, tout le temps...Carcassonne, Nîmes, Figeac, Cahors, les Pyrénées...(LIM_NHE_21)*

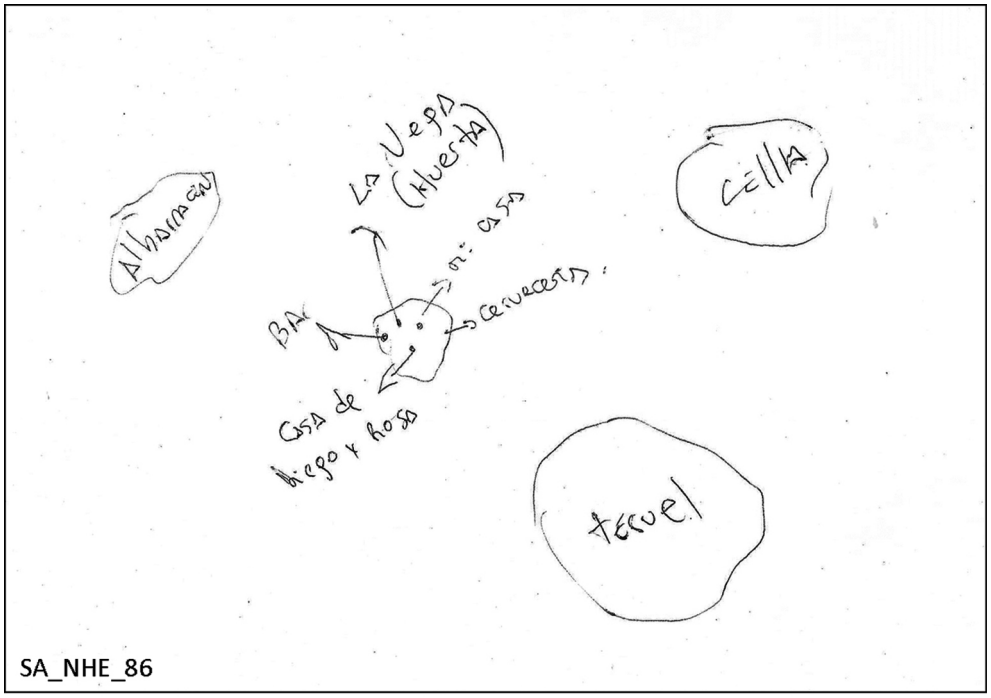
La mobilité est intégrée à leur mode de vie et ne représente pas une contrainte ni pour ce qui concerne les compétences, ni pour l'aspect économique. Dans ce contexte, surtout pour les retraités, le lieu d'installation en Limousin est une « base », un quartier général qui leur sert de pivot pour les autres déplacements.

7.2.2. Pratiques et représentations spatiales des nouveaux habitants avec une sociabilité développée localement

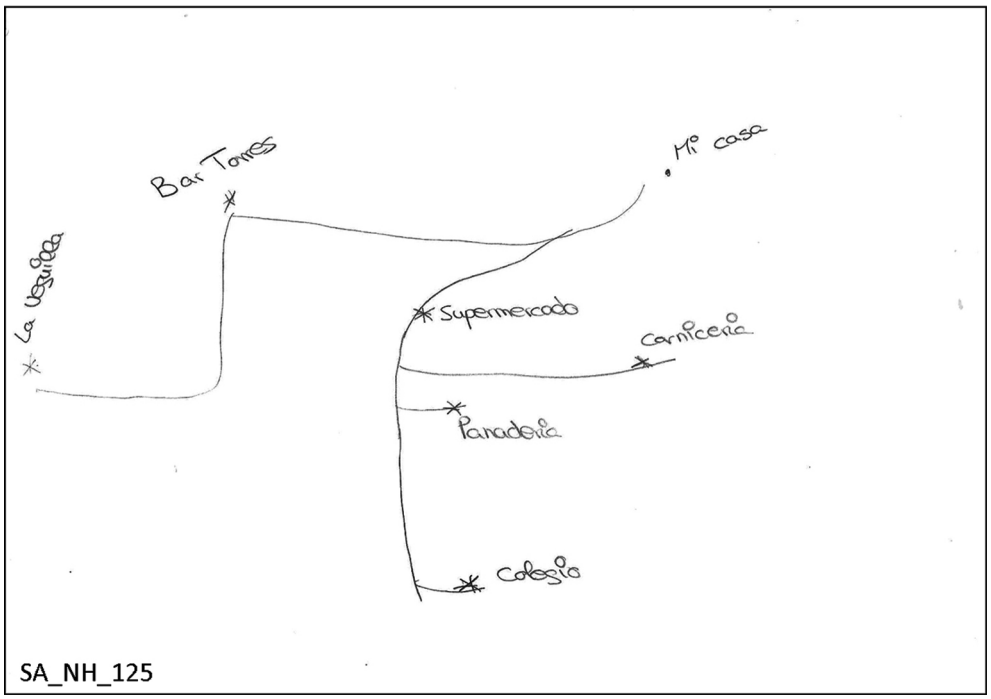
La correspondance entre échelle relationnelle et échelle spatiale fonctionne plutôt bien pour les nouveaux habitants qui développent leurs relations localement : leur espace de vie se développe surtout au niveau de la commune, qui représente un espace connu et maîtrisé. Il s'agit d'un espace dense qui concentre en soi, en plus de la composante sociale, les dimensions naturelles et patrimoniales de la campagne. La commune représente, pour ces migrants, leur territoire, avec des frontières, une identité définie et des caractéristiques qui le différencient d'un autre. Elle est par ailleurs une source d'identité pour ceux dont la famille en est originaire, et l'image du lieu est peuplée de souvenirs familiaux ou d'enfance.

La commune est un territoire dont on apprécie les atouts, comme la proximité sociale, l'environnement naturel accessible, la tranquillité. Il s'agit d'une image qui se construit en opposition à la ville, associée à l'insécurité, en particulier pour les ménages avec des enfants, et à une mixité sociale parfois « gênante ».

> *Nous on avait choisi ici aussi parce qu'on savait qu'ici ça allait être calme, parce que là où on était, 13.000 habitants, ça commençait à être...social, beaucoup de social, beaucoup de gens venus de grandes villes qu'on mettait dans des HLM, qui étaient avant très tranquilles et qui sont devenus très bruyants. Et maintenant il y a des gens qui partent...comme nous ! (LIM_NH_111)*



SA_NHE_86



SA_NH_125

Figure 49: Cartes réalisées par de nouveaux habitants dans la Sierra : la commune au centre.

La commune apparaît dans de nombreuses cartes comme le centre où se concentrent les activités, les interactions sociales, les aménités naturelles. Dans la première carte, ce migrant argentin indique néanmoins la ville et les bourgs proches. Cependant, la commune semble un espace autosuffisant et détaché de l'environnement alentour.

Nous avons relevé ce type de remarque en Centre-Limousin, où la présence de migrants économiques est très faible. Ces ménages fuient une mixité sociale urbaine, montrant une dynamique déjà remarquée dans le périurbain (Donzelot 2004), mais aussi dans les campagnes britanniques (cf. §1.3.1.). Dans l'espace de la commune rurale ces migrants ne perçoivent pas de divisions majeures, sinon celles entre « les agriculteurs » et « les autres ».

Tout en appréciant cet espace, les migrants soulignent aussi les contraintes que la commune présente, notamment le vieillissement de la population et l'éloignement des services. Mais il s'agit de compromis qu'ils sont prêts à accepter pour le cadre de vie.

> *Ce qui manque est la proximité des endroits, mais je ne sais pas si c'est très important. Parce qu'avant, en cinq minutes j'arrivais dans un supermarché, maintenant je dois faire un voyage d'une demi-heure. (...). Quand un endroit te plaît, il y a des choses qu'il ne t'importe pas de sacrifier. Quand je suis venue je savais d'où je venais et où j'allais...ça ne m'importe pas, ça ne m'importe pas de sacrifier de l'essence pour être ici. (…). Moi, je préfère sacrifier...de l'essence pour aller à Teruel, ou où que ce soit, mais vivre dans un endroit où personne me dérange, où si je veux aller marcher à la campagne, je sors dans la rue et je vais tout droit et je suis déjà à la campagne, je n'ai pas besoin de plus. (SA_NH_123)*

En contrepoint d'un espace communal dense et maîtrisé, la vision de l'espace en dehors de la commune reste floue : la Sierra de Albarracín ou le Limousin, en dehors de la commune, sont connus de manière fonctionnelle et peu pratiqués. Autour de ce pôle central, l'espace est structuré par les axes de transports et s'articule autour des services et de l'emploi. Les pratiques spatiales reflètent cette image : elles se concentrent dans la commune, dans la mesure où les services et l'emploi le permettent.

> *On reste surtout à Bronchales, pour le travail...on va très peu dans les autres villages de la Sierra. (SA_NH_61)*

> *Je ne sors presque jamais dans la Sierra. Au début, on allait souvent dans les villages, visiter des sites, ou à Albarracín pour voir, pour visiter. Mais maintenant je les connais, alors j'y vais plus. De temps en temps, je vais me promener dans la montagne. (SA_NHE_76)*

> *Je ne bouge pas beaucoup non plus, je vais marcher. Je bouge beaucoup par ici, je vais marcher, après j'ai été à Terriente [commune proche], à Dornaque [centre d'interprétation du paysage protégé du Rodeno], pour me promener...mais je bouge peu hors d'ici. Je bouge pour les courses, ou pour aller chercher du travail. (SA_NH_123)*

> *Je me déplace surtout pour le travail...je bouge que pour ça ! Je fais au moins... 60 km dans ma journée ! (LIM_NH_111)*

La mobilité pour ces nouveaux habitants ne présente pas de contraintes majeures : la plupart d'entre eux étaient conscients, au moment de leur installation, de la nécessité de se déplacer et

d'avoir une voiture. En revanche, dans leurs discours la mobilité est « comptabilisée » : les références aux kilomètres à parcourir, à la perception de la distance, au temps nécessaire pour se déplacer reviennent constamment.

> *Loin ? C'est 50 km..on ne peut pas dire que ça soit la porte à côté. Mais on est obligé d'y aller, nous y allons ! (LIM_NH_111)*

> *On va à Saint-Léonard une fois par semaine, peut-être plus...au départ ça nous semblait loin, mais maintenant on a l'habitude, on fait les courses une fois par semaine, deux fois en été. Tous les loisirs des enfants sont à Saint-Léonard, dix minutes, c'est pas loin. (LIM_NHE_22)*

> *Je me sens un peu loin, oui. Mais maintenant je commence à me sentir un peu moins loin, parce que tu t'y habitues, alors du moment que tu sais que tu dois descendre à Teruel, tu sais qu'il te faut une heure de voiture...tu te fais à l'idée et tu t'y habitues. (SA_NH_120)*

> *Teruel est à vingt-cinq, trente minutes en voiture...ce n'est pas loin, même si la route est un peu difficile, avec beaucoup de virages, mais...le voyage n'est pas long...non, ce n'est pas loin. Ce n'est pas comme faire un voyage de deux heures pour y aller, ça prend une demi-heure et voilà. (SA_NH_123)*

Cette « économie de la mobilité » montre que les déplacements sont intégrés dans leur mode de vie, mais que la dépendance à la voiture représente également un poids. La mobilité est un « mal nécessaire », le prix à payer pour conserver leur cadre de vie. Les déplacements dans la ville rentrent aussi dans cette économie : Limoges et Teruel[140] sont les villes de référence pour les services et l'administration et la sortie en ville est généralement programmée, une fois par semaine, pour les achats dans des grandes surfaces ou d'autres services marchands qui ne sont pas disponibles dans le lieu d'installation. La ville est un espace fonctionnel et elle est très rarement évoquée comme lieu de culture ou de loisirs.

Cependant, au sein des deux terrains d'enquête, la distance de la ville varie selon la commune d'installation. Une des questions que l'on se posait au départ était de savoir quelle influence cette distance pouvait avoir sur la relation à l'espace urbain. Pour ce profil de migrants, la distance à Teruel ou à Limoges ne semble pas un facteur déterminant. Certes, dans les communes qui se trouvent à 35-40 km de la ville, la perception d'éloignement est moins forte et les nouveaux habitants sont « rassurés » par la proximité de la ville. Cela ne semble pas toutefois avoir une influence déterminante sur les pratiques spatiales, qui dépendent plus du profil socio-économique. En revanche, la distance et l'accessibilité à la ville pourraient avoir une influence en amont, sur le choix de la localisation : en effet, nous n'avons pas rencontré ce profil de nouveaux habitants sur tout le territoire de la Sierra ou du Centre-Limousin. Ils semblent donner leur préférence à une installation dans des communes qui ne sont pas trop reculées ou éloignées des routes principales. En Limousin,

[140] Dans les communes creusoises, Guéret est pratiquée pour des raisons liées à l'administration, Limoges reste la ville de référence pour les autres services.

nous avons rencontré ces migrants dans les communes qui longent les routes nationales, et ils se font plus rares dans les communes de la Montagne limousine. Dans la Sierra, ils se concentrent également dans les communes où l'accès à Teruel ou à Albarracín est plus rapide (en distance-temps), alors que celles plus reculées (à l'est de la Sierra) semblent moins investies.

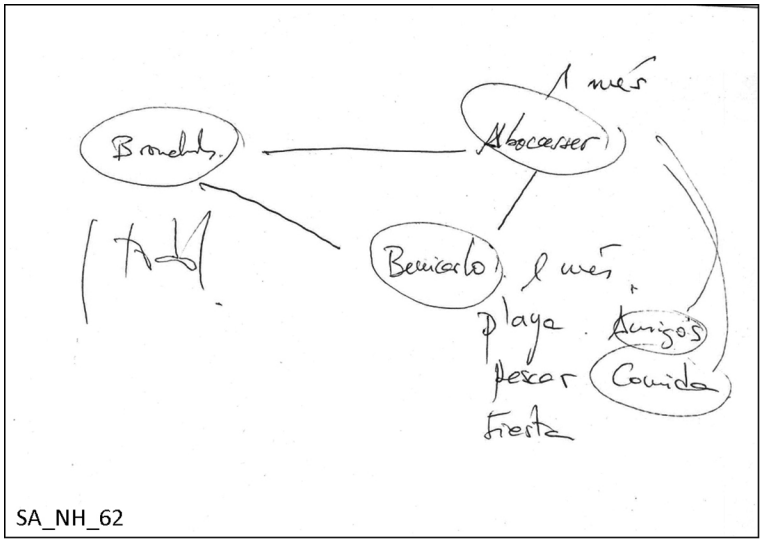


Figure 50: Carte mentale réalisée par un nouvel habitant espagnol, résidant depuis deux ans dans la Sierra.

L'importance du lieu d'origine est explicite dans cette carte : des trois pôles, deux sont dans la communauté Valencienne, où se concentrent de nombreuses activités. La Sierra disparaît, au seul profit de la commune de résidence.

Un élément à souligner dans le rapport au monde urbain est le rôle de la ville d'origine, plus spécifiquement pour les migrants nationaux dans la Sierra de Albarracín. Ils sont pour la plupart originaires de Valence ou de sa province et ils gardent un lien fort avec cette ville, pour la famille mais aussi pour les loisirs.

> *Toutes les deux semaines, on se donne le change [au travail, dans le bar de la commune], ma collègue reste ici, moi je m'en vais presque toujours, enfin, je vais à Valence. Alors j'y vais toutes les deux semaines...Bon, par exemple maintenant, en juillet et août, il y a les « veraneantes », beaucoup de gens viennent, on va se libérer quand on peut. Et peut-être je ne descendrai pas pendant deux mois, mais parce que pour un jour, ça en vaut pas la peine. Quand on se libère trois jours toutes les deux semaines, alors oui que...je vais trois jours à Valence. (SA_NH_127)*

> *On descend une fois par mois, plus ou moins. Au mieux, certains mois on descend deux fois, mais en général une fois par mois (…). Ça me manque la mer, l'Albufera [parc naturel proche de Valence], c'est un endroit magnifique, on y allait pêcher. Et c'est tout... À ma*

femme ça lui manque sa famille, parce qu'ils viennent, mais ça lui manque beaucoup ! (SA_NH_120)

Les cartes réalisées par ces nouveaux habitants reflètent les caractéristiques que nous avons décrites : souvent centrées sur la commune, elles indiquent les lieux d'interaction sociale et les aménités à proximité. Les migrants espagnols de la Sierra donnent de l'importance à la dimension territoriale : toutefois, ce n'est pas la Sierra dans son ensemble qui est prise en considération, mais les communes où on trouve des services ou qui sont sur le trajet pour aller à Albarracín ou à Teruel. Dans les cartes des nouveaux habitants originaires de Valence, cette ville est souvent représentée, confirmant aussi le lien fort qu'ils entretiennent avec elle.

7.2.3. Pratiques et représentations spatiales des nouveaux habitants avec une sociabilité étendue et réticulaire

Une correspondance entre échelle sociale et échelle spatiale est aussi possible pour le dernier profil de nouveaux habitants, caractérisé par une sociabilité plus étendue et structurée de manière réticulaire. Leur espace vécu conjugue les dimensions sociale et environnementale et compose des territoires complexes où s'articulent, selon des alchimies personnelles, lieux de résidence, d'aménités naturelles, de loisirs, d'emploi et de services. Dans les deux territoires d'enquête, les espaces naturels représentent une composante importante et le lieu de vie est souvent décrit dans sa dimension environnementale avant tout.

7.2.3.1. Quand territoires administratifs et espace vécu sont en décalage

Il existe toutefois des différences entre les deux terrains d'enquête dans la perception du territoire. Cela concerne d'abord la correspondance entre territoire administratif et espace vécu. Alors que dans la Sierra ces deux dimensions peuvent se superposer, et les nouveaux habitants se reconnaître dans un territoire défini, dans le Limousin cela semble un peu plus compliqué. En effet, les références aux départements ou aux autres découpages administratifs sont rares. La référence identitaire qui revient fréquemment est celle au « plateau » et elle se fait encore plus évidente quand on s'éloigne de l'aire urbaine de Limoges. Sans réalité administrative, le plateau s'impose comme espace qui part d'une dimension géophysique pour devenir un territoire cohérent, doté de frontières plus ou moins bien définies, qu'un groupe humain s'approprie.

Nous on n'est pas sur le plateau, mais en marge...mais on vit sur le plateau, pour les activités. (LIM_NH_2)

C'est plutôt sur le plateau que je me sens chez moi (LIM_NH_26)

En revanche, dans la Sierra de Albarracín, la structure historique et administrative correspond, de manière générale, à l'espace vécu des nouveaux habitants : la Sierra est à la fois une *comarca*, un cadre naturel et l'espace de vie. Cette perception peut être influencée par les emplois exercés par ces migrants, qui les amènent à travailler à l'échelle de la Sierra et à en avoir une vision d'ensemble : par exemple, on retrouve parmi eux un agent de développement territorial de la *comarca*, un garde forestier, des entrepreneurs dans le secteur touristique. Toutefois cette perception de la Sierra entre en contradiction avec celle des anciens habitants et même de certains élus. En effet, même si ces derniers reconnaissent l'identité et l'unité *serrana*, il est très difficile de développer des initiatives ou des actions complémentaires à l'échelle de ce territoire. Les logiques qui animent les activités et les initiatives publiques sont avant tout communales.

Dans les villages, les gens veulent que les choses se fassent dans leur village, pas dans celui à côté...et il n'y a pas de collaboration entre les villages. (SA_NH_63)

Les maires se copient entre eux : ils ne pensent pas à faire des nouveaux services, mais se limitent à copier les services des autres villages, qui donc existent déjà. Par exemple, celui de Moscardon a été le premier hôtel de la Sierra. Maintenant, il y a un hôtel dans chaque village, donc il y a plus de concurrence et pas assez de touristes pour tous les remplir. Un autre exemple, la crèche pour les enfants : la première a été ouverte à Moscardon, ensuite Terriente a fait la même chose, Bronchales va l'ouvrir, quand au lieu de faire ça ils pourraient faire quelque chose de complémentaire. (SA_NH_43)

On est des villages très petits et ça nous coûte beaucoup de nous mettre d'accord. Je pense que c'est un des problèmes qu'on a. (…). Il n'y a pas de collaboration parce que ici le problème est que si dans un village il y a une chose, le village d'à côté doit l'avoir aussi. La même. Ou plus grande. Alors au final, ça crée des divisions. Si dans un village il y a une piscine, celui d'à côté doit avoir une piscine. Si dans un village il y a une zone d'activité, dans celui à côté il doit y avoir une zone d'activité. Et ça, ça fait qu'il n'y a pas d'union. Cela dépend des maires et de toute la population. La population veut que dans son village il y ait la même chose ou plus que dans le village d'à côté. Peut-être qu'il serait mieux que, si dans le village à côté il y a une piscine, alors dans mon village je vais faire un terrain de foot. Ainsi, on va jouer au foot ici, et après on a la piscine à côté. (SA_ELU)

En conséquence, les nouveaux habitants se trouvent face à un décalage entre leur perception de la Sierra et son fonctionnement réel : alors qu'ils attendent une politique locale qui puisse prendre en compte les enjeux territoriaux dans son ensemble, ou du moins une coopération entre les communes, le fonctionnement se révèle cloisonné et marqué par une concurrence entre les municipalités.

Dans les deux terrains d'étude ces migrants ressentent donc un décalage entre territoire administratif et espace vécu, mais de deux manières distinctes. En Limousin, la superposition d'échelles territoriales et une localisation « frontalière » entre différentes collectivités empêche les nouveaux habitants de se reconnaître dans un territoire institutionnel bien défini et capable de prendre en compte les problématiques de cet espace rural. Face à cette difficulté, le territoire de référence pour une partie des nouveaux habitants devient « le plateau », territoire flou dans ses limites mais doté d'une dynamique humaine et de problématiques socio-économiques communes. Dans les communes plus proches de l'aire urbaine de Limoges, la tendance est de se positionner par rapport à la ville. Au contraire, dans la Sierra de Albarracín, les nouveaux habitants se reconnaissent dans ce territoire qui a une identité géographique, historique et politique. Cette perception est toutefois en dissonance avec la domination de logiques communales et avec une faible coordination politique, ce qui devient une entrave au développement de projets.

Dans les cartes mentales, cela se traduit par la représentation d'un espace vécu qui se situe le plus souvent à l'échelle de la micro-région : en Espagne il s'agit de la Sierra, avec une centralité toutefois attribuée à la commune de résidence. Teruel figure sur les cartes comme ville de référence. En Limousin, il s'agit de la micro-région autour d'Eymoutiers, à l'est de la Montagne limousine. La commune ou le village de résidence sont moins souvent centraux, les cartes s'organisant avec une hiérarchie spatiale faible.

Les cartes aident aussi à la compréhension des pratiques spatiales de ces nouveaux habitants. Le rayon d'action régulier de ces migrants apparaît tout d'abord comme plus étendu et plus complexe si comparé à celui des autres migrants. En effet, les pratiques spatiales régulières s'étendent généralement sur un rayon de 30-40 kilomètres autour du domicile. Les déplacements font partie du quotidien, que ce soit pour l'emploi, les aménités naturelles, les interactions sociales. La différence avec les autres profils de migrants n'est pas seulement dans une mobilité qui dépasse les frontières communales. La différence est que la proximité n'est pas le seul critère pour le choix des services ou des aménités naturelles : on n'hésite pas à se déplacer plus pour recourir à tel service, pour aller dans tel bar, pour se promener dans tel site. Même si ces services sont présents dans la commune de résidence, le niveau d'exigence amène à se déplacer pour trouver ce qui convient le mieux.

> *On n'a pas de médecin local, à Peyrat c'est donc le médecin en cas d'urgence ou si on ne peut pas bouger ailleurs. Puis après je vais à Limoges chez le médecin traitant, l'homéopathe. Parce qu'on recherche aussi certains médecins, on veut un médecin qui ne fasse pas concorder le médicament à la maladie, mais à la personne, le plus près c'est Limoges. (LIM_NH_2)*

> *À Rempnat c'est difficile de faire du contact...peut-être un peu quand il y a des animations. Du coup, quand j'ai envie de boire un coup, je vais à Faux, parce que c'est plus vivant, j'y trouve des gens pour discuter. À Faux c'est plus facile de communiquer, les gens posent des questions, même s'ils te connaissent pas. (LIM_NH_109)*

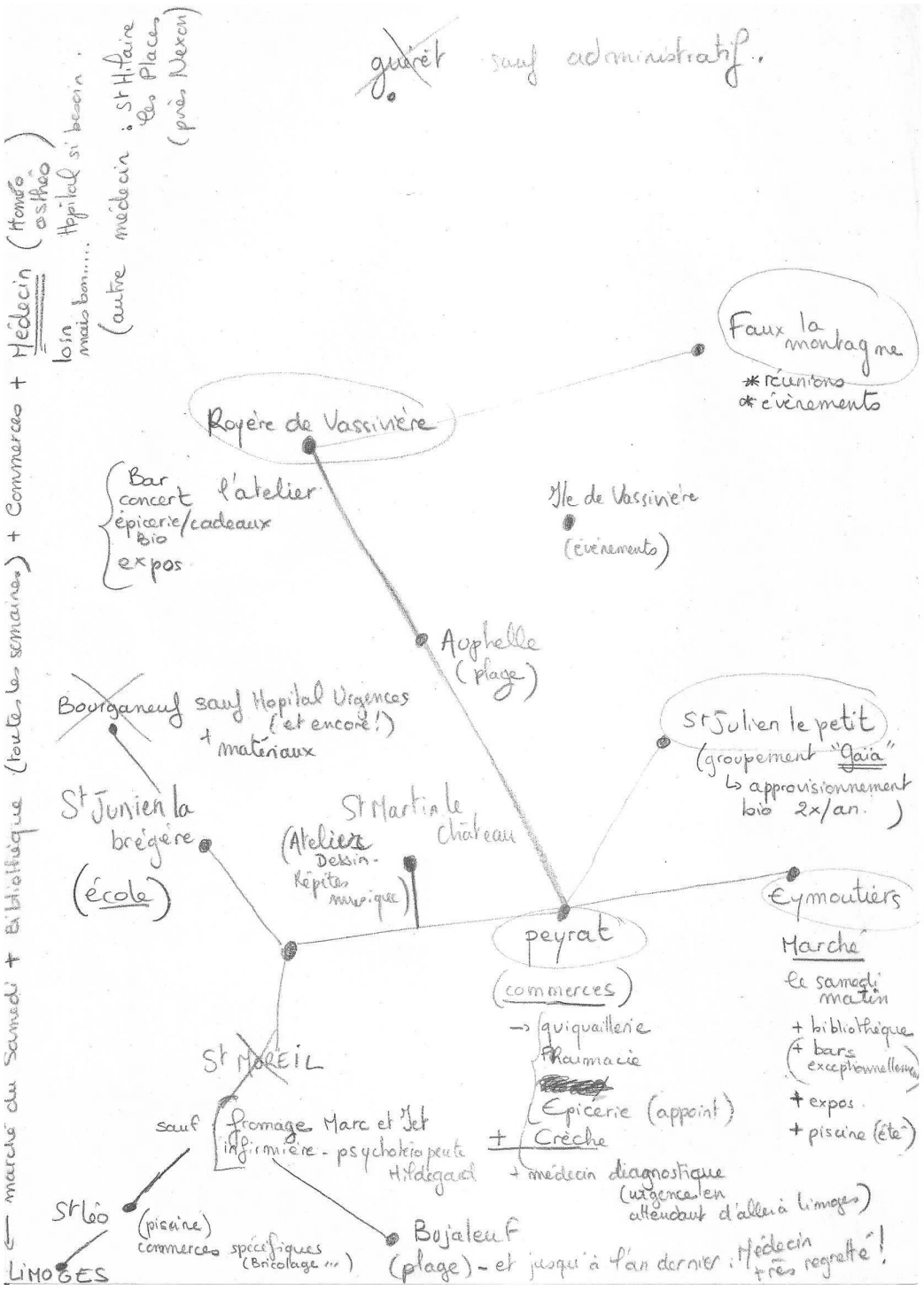


Figure 51: Carte mentale réalisée par une nouvelle habitante en Limousin.

Résidente dans un hameau de Saint-Moreil (barré car la commune n'est pas fréquentée), l'auteure de cette carte dessine un territoire structuré par des services, des lieux de travail, d'interaction sociale, d'activités socio-culturelles, d'aménités naturelles : un territoire concentré dans les communes proches de celle de résidence et tourné vers le plateau. Limoges apparaît un centre important, notamment pour l'emploi et les services. La proximité n'est pas le seul critère de choix pour les déplacements et les services. La carte a été réalisée par une ancienne étudiante en arts plastiques, ce qui montre aussi l'influence du parcours et des aptitudes personnelles dans la réalisation des cartes mentales.

Moi par exemple, les matins, quand je suis libre, j'aime aller à la montagne ramasser des champignons, ou au printemps pour les fleurs, j'aime les identifier, je pars avec mon livre, avec un manuel... ou marcher... et beaucoup de fois, au bar « Tu vas où? » - « Ramasser des champignons » - « Ah, je peux venir avec toi ? ». On y a été, et on a été à Griegos [à 50 km de son domicile], sur une montagne et cette personne m'a dit « Ça fait trente ans que je ne venais pas ici ! », et il est à dix minutes d'ici...bon, ce sont des personnes âgées, lui il était célibataire...mais ça m'a surpris qu'en trente ans, il n'y soit jamais allé ! (SA_NH_121)

Dans la Sierra, cela ne concerne pas tant les services qui, quand ils sont sur place, sont utilisés. Mais cela concerne en particulier la fréquentation des espaces naturels : on se déplace pour visiter tel site naturel ou pour suivre tel parcours de randonnée, tandis que les anciens habitants et les autres profils de migrants profitent surtout de l'environnement naturel de proximité. Certains lieux, comme le paysage protégé du Rodeno, sont évoqués de manière récurrente par ces nouveaux habitants, même si leur lieu de résidence se situe du côté opposé de la Sierra.

Si les déplacements nécessaires pour l'emploi, les services, la vie sociale font partie de la vie quotidienne et sont assumés, la mobilité reste parfois difficile, notamment pour des jeunes qui ne disposent pas de voiture. On assiste aussi au développement, notamment dans le terrain d'étude en Limousin, de pratiques de mobilité alternatives.

Je n'ai pas de voiture, j'ai acheté un vélo, je me déplace pas mal en vélo jusqu'à Eymoutiers, et après je fais du stop, puis après en bus ou train... C'est un choix aussi. Après, pour des trajets plus longs, mon colocataire me prête sa voiture. (LIM_NH_103)

Depuis que je n'ai plus de voiture, j'ai emprunté la voiture de la voisine à chaque fois. En ce moment je fais pas mal de stop, ça marche bien. (LIM_NH_115)

Demain je vais à Faux-la-Montagne, en vélo...deux heures et demi quoi... [À son colocataire] Tu es déjà allé à Faux en vélo ?

- Ça fait trente-cinq minutes en voiture...il faut compter une heure par quart d'heure de voiture...trois heures donc.

- Trois heures !

- En plus ça monte...

- Ah oui...On en parlera après, mais il y peut-être du covoiturage avec les gens de Peyrat ? (LIM_NH_113)

Covoiturage, emprunt informel de voiture, vélo, auto-stop[141] permettent de pallier l'absence d'un moyen de transport personnel et de transports publics. Ces pratiques, déjà présentes dans les campagnes, prennent actuellement une forme et une signification différentes : elles sont plus organisées (grâce à des sites internet, aux téléphones portables) et sont rattachées à un mode de consommation alternatif. Leur fonctionnement est assuré par la multi-modalité et les compétences nécessaires pour maîtriser ces différents modes de transports, et l'appui sur le « réseau » permet les connexions nécessaires à cette mobilité.

7.2.3.2. La ville, entre répulsion et attraction

Les pratiques spatiales accordent une place au monde urbain, notamment à Limoges et Teruel. Elles ne sont pas perçues comme éloignées, et de toute manière la distance est assumée et recherchée : la volonté est de se mettre à l'écart par rapport au monde urbain.

> *On se sent loin de la ville...tant mieux! Bien sûr, bien sûr qu'on se sent loin, mais c'est voulu. (LIM_NH_110)*

Malgré cela, la ville reste inévitable pour certains services : Teruel en particulier reste un passage obligé pour l'administration et les achats. Les déplacements y sont donc fréquents. Une partie des migrants préfère, pour des achats plus importants ou pour des sorties culturelles, se diriger vers Valence, Saragosse ou, dans une moindre mesure, vers Cuenca. À l'étroit dans la petite ville qualifiée de « gros village », ils préfèrent s'éloigner plus afin de trouver une dimension urbaine qui leur convienne, surtout pour l'aspect socio-culturel. La pratique urbaine est ainsi en dehors de la Sierra, qui reste avant tout un espace rural et naturel. Albarracín, commune la plus peuplée, n'assure pas un rôle de petit bourg structurant : ville touristique avant tout, elle est peu pratiquée et garde une place à part parmi les communes de la Sierra.

Contrairement à Teruel, Limoges semble avant tout pratiquée pour les loisirs et les sorties culturelles : elle permet, pour de nombreux migrants, de garder un équilibre entre le cadre de vie choisi, caractérisé par la faible densité humaine et sa dimension environnementale, et la possibilité d'avoir accès à la dimension urbaine quand cela est nécessaire ou quand on en a envie.

[141]Les problématiques de la mobilité en milieu rural avaient aussi été à l'origine de l'initiative « Auto-stop participatif », synthèse entre le covoiturage et l'auto-stop. URL : http://stopencreuse.free.fr/ (consulté le 22.06.2014). Le vélo n'est pas une pratique alternative proprement dite, mais courageuse, au vu du relief.

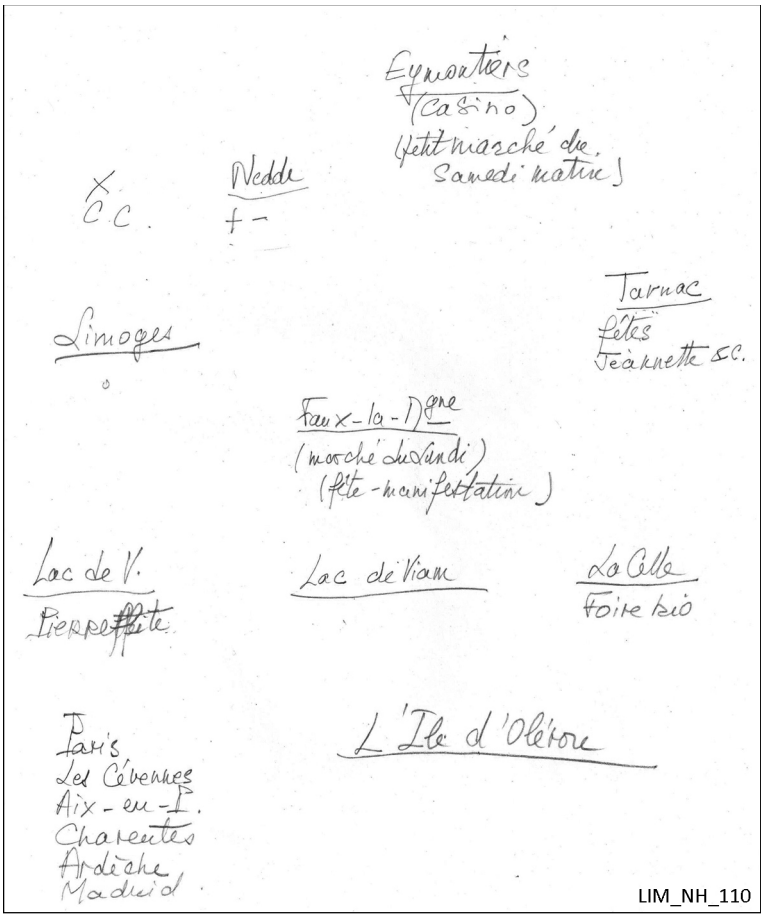


Figure 52: Carte mentale réalisée par une néo-Limousine retraitée.

Le hameau où cette retraitée habite est indiqué en haut à gauche (C.C.), tandis que sa commune n'est pas indiquée. Localement, le territoire est structuré par des lieux d'aménités naturelles (les lacs de Vassivière et de Viam), de services (« On va tout le temps à Eymoutiers...pour l'approvisionnement. J'ai honte de le dire, mais il y a Casino ») et d'interaction sociale (les marchés, les fêtes en soutien au groupe de Tarnac). Mais « on ne reste pas là plantés, on essaye de s'échapper du Limousin, d'aller vers la mer, et on va voir nos amis », comme l'indiquent les autres lieux cités dans la carte.

Ici je suis aussi plus proche de Limoges, et comme c'est plus rapide qu'avant, il me faut trente minutes, j'y vais aussi plus souvent. Je vais au cinéma, au resto, voir des copains, au cours de solfège. (…) On est plus connecté à la société, mais c'est aussi parce que j'ai un travail, donc de l'argent. Avant ça ne me manquait pas de pouvoir aller facilement à Limoges, mais maintenant je suis contente de pouvoir le faire. Par contre, ça me manque d'être loin de tout, avant on était vraiment dans un endroit paumé! (LIM_NH_108)

Eymoutiers c'est un peu la ville de services...A Limoges, je n'y vais pas si souvent que ça, mais j'aime bien. J'y vais pour le cinéma, un concert. Dans ma tête c'est un peu le truc culturel. (LIM_NH_116)

Nous nous sentons intellectuellement très proches [de Limoges]. C'est une demi-heure. Mais nous sommes plus en phase, intellectuellement, avec les gens de Limoges qu'avec les gens du plateau. (LIM_NH_102)

Le système urbain est différent dans le Limousin et la Sierra : dans la Sierra, il manque un niveau dans la hiérarchie du réseau urbain. En Limousin, Eymoutiers, mais aussi Saint-Léonard ou Peyrat-le-Château sont des petits bourgs qui assurent un rôle structurant pour les services. Limoges est alors un espace de culture et de loisirs, tandis que Teruel est la ville des démarches administratives et des achats. Mais qu'il s'agisse d'un passage obligé ou d'une sortie, le monde urbain reste toujours présent dans les pratiques spatiales. Malgré l'expression de la volonté de s'installer dans le monde rural et d'y vivre, cela ne signifie pas pour autant renoncer à la ville : elle garde un statut de référence spatiale, que ce soit pour l'emploi, les loisirs, l'administration. Elle est d'ailleurs presque toujours présente dans les cartes mentales proposées par ces nouveaux habitants.

7.3. Marginalité ou nouvelle centralité ?

Les deux terrains d'étude ont été choisis, entre autres, pour leur marginalité (cf. §4.2.), qui se révèle perçue ainsi par les habitants et les élus. Les nouveaux habitants en particulier ressentent cette marginalité, tant dans ses dimensions spatiales que sociales. Elle peut être synonyme d'enfermement, tout comme elle peut être utilisée comme une possibilité de renouvellement territorial.

7.3.1. Une cage verte

La marginalité recouvre des valeurs différentes selon les profils des nouveaux habitants. Pour les migrants qui correspondent aux deux premiers profils (ceux avec une sociabilité et des pratiques spatiales restreintes, cf. §7.2.1.1, ceux avec une sociabilité et des pratiques spatiales locales, cf. §7.2.2), le sentiment de marginalité est une constante et elle est associée, d'un point de vue spatial, à la distance, l'éloignement, la faible accessibilité. D'un point de vue social, elle correspond à un sentiment de ségrégation dans une réalité rétrograde et repliée sur elle-même.

Nous on a eu une mauvaise surprise ici : c'était de découvrir qu'on était en pleine campagne et qu'on a un collège qui est en ZEP, comme les banlieues parisiennes ! (…). Maintenant on est coincé ici, on se sent coincé. (…) Ici c'est pas préservé, c'est figé. (LIM_NH_3)

Ici c'est un enfer. Une fois rentrés à Valence, je me suis dit que je ne voudrais plus jamais venir ici, ni passer par Teruel, sauf pour aller dans les Pyrénées. On est épuisé par cette situation. (...) Je me sens toujours observée, comme si j'étais au « Grande hermano », et que tout le monde regarde et écoute ce que je fais, ce que je dis. On est très très très fatigué. Ici nous sommes asphyxiés. (SA_NH_38)

La distance et la cohabitation difficile transforment la marginalité en cage, et c'est tout le milieu rural qui est pris à partie, en associant la marge spatiale avec un retard culturel et technique.

Le problème du monde rural est que c'est un monde très fermé. Et ici localement, il y a un problème d'alcoolisme généralisé. Ça se voit dans la manière de parler, agressive, dans le manque d'hygiène, dans la fausseté généralisée. Nous ils nous ont critiqués quand on leur a dit qu'on prenait une douche tous les jours, ils nous ont dit que on gaspillait toute l'eau. (…) Il y a un mode de vie très particulier, chaque type de développement ou de croissance peut mettre en péril ce mode de vie. Par exemple, ici les agriculteurs reçoivent des subventions pour moderniser leurs exploitations, pour acheter du matériel, pour améliorer leur travail. Ils demandent et obtiennent les subventions, et ils les utilisent pour s'acheter un appartement à Teruel. Et pendant ce temps, tout reste pareil, ils ont peur que leur mode de vie soit en péril. Par exemple, aujourd'hui il est interdit de garder les animaux dans le village, mais ici ils ne respectent pas, et ils gardent les brebis dans le village. Ça pose des problèmes d'hygiène, par exemple il y a beaucoup d'insectes [elle montre sa jambe couverte de piqûres]. On est à la campagne, c'est normal qu'il y ait des insectes, mais ce n'est pas normal d'avoir les animaux dans le village. (SA_NH_38)

Je trouve que ici, ce qui ne va pas, c'est que c'est bien beau la campagne, je l'adore, j'ai toujours été élevée à la campagne, mais il y a un énorme décalage avec notre temps. Notre temps n'est pas pris en considération ici. Par exemple, à la mairie ça les inquiète pas que la secrétaire n'ait pas internet. (…) Le haut débit, nous c'est notre outil de travail, on en avait besoin en 2009, on était abandonné, et à ce niveau-là on nous a pas entendus. Moi je ne sais pas à qui m'adresser : je l'ai dit à la Chambre des métiers, je l'ai dit à mon maire, je l'ai dit à qui je pouvais me faire entendre, mais ce n'est pas retenu comme problème. (LIM_NH_24)

Il ne s'agit pas seulement de la critique d'une « fermeture » des anciens habitants, caractéristique souvent évoquée, mais d'un épuisement face à des facteurs qui augmentent l'impuissance d'action, non plus face à ce qui les entoure, mais face aux perspectives personnelles. En effet, le désir de retour en ville est soumis à un contrat de travail ou à la vente de la maison, ce qui empêche ces nouveaux habitants de partir. Ils affirment ne pas trouver d'interlocuteurs parmi les élus ni dans le monde socio-économique, ce qui alimente un sentiment de mise à l'écart et de désespoir qui s'exprime aussi dans les conditions de déroulement des entretiens, marqués par de la rancune et des pleurs. La marginalité sociale vécue par ces habitants se reflète et est amplifiée dans la marginalité spatiale.

7.3.2. Vers une ré-écriture du territoire ?

Cependant la marginalité, dans sa double dimension sociale et spatiale n'est pas seulement subie ; pour d'autres migrants elle est au contraire recherchée et assumée. Elle correspond à la volonté de se mettre à l'écart d'une forme de société, dont le monde urbain est la meilleure expression. La ville et le phénomène de métropolisation, qui se trouve au cœur des dynamiques urbaines, peuvent être vus comme la traduction spatiale de la mondialisation. S'éloigner de la ville signifie alors se mettre à l'écart d'un système de relations économiques, d'injonction à la consommation et à la mobilité. L'espace rural devient alors pour certains synonyme de liberté :

> *J'aime ici parce que je peux être seul, libre. Il n'y a pas de contrôles, il n'y a rien. Il n'y a rien qui presse, rien qu'il faut faire tout de suite. (SA_NH_66)*

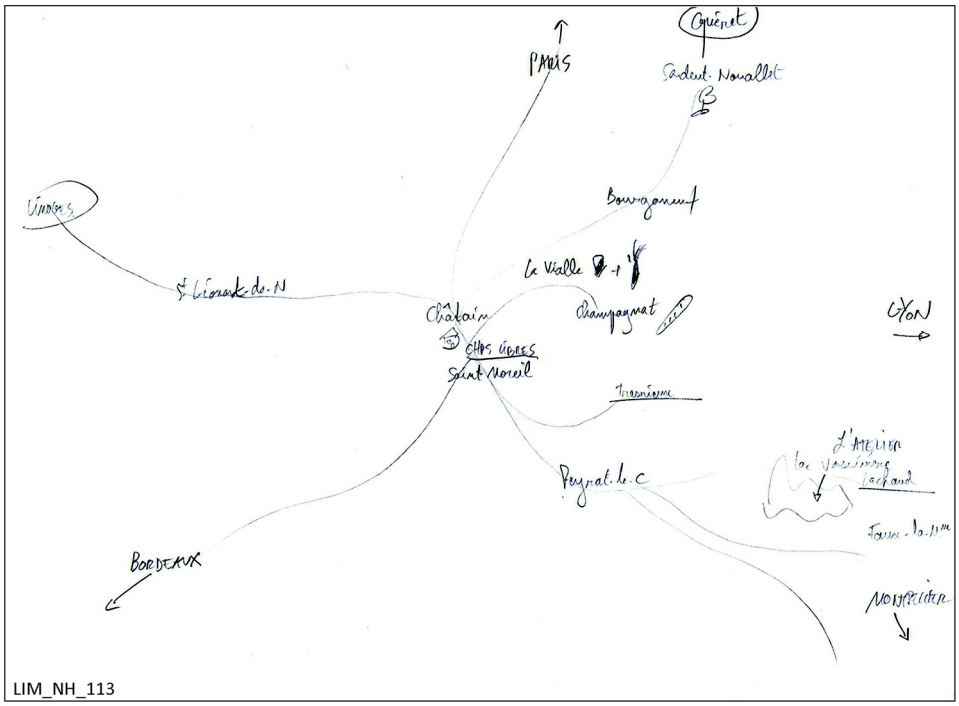
> *On aime la liberté, ici on a une liberté absolue, au niveau de l'espace. Vous faites pratiquement ce que vous voulez. Il y a des inconvénients, comme les déplacements. Quand je travaillais, si j'avais été à côté de l'aéroport d'Orly, ça aurait été plus simple. Mais ici on a la liberté absolue, je mets les pieds où je veux. (LIM_NH_4)*

Si cette marginalité laisse de la liberté, c'est aussi une liberté utilisée pour donner forme, progressivement, à un territoire nouveau, où la marge est la condition pour une nouvelle centralité. Le concept de marge est souvent rattaché à une dialectique centre-périphérie, mais ces catégories sont chamboulées dans nos terrains d'étude. En effet, les pratiques spatiales des nouveaux habitants et les dynamiques qu'une partie d'entre eux animent, sont à l'origine d'une nouvelle centralité. Ce processus est différent dans les deux terrains d'étude : en Limousin, c'est en investissant les lieux de nouvelles valeurs qu'on crée une nouvelle centralité. Dans la Sierra, le processus est encore *in fieri*, mais c'est par l'investissement de l'espace naturel et de l'environnement que cela prend forme.



Photographie 9: Le bar-restaurant-boutique L'Atelier (1) à Royère-de-Vassivière, ouvert en 2003, et (2) Ambiance Bois dans la commune de Faux-la-Montagne.

Il s'agit d'une entreprise dans le domaine du bois, qui a le statut juridique de SAPO (Société Anonyme à Participation Ouvrière). Les salaires sont égaux et son PDG est tiré au sort tous les deux ans parmi les salariés. Créée en 1988, elle emploie aujourd'hui une vingtaine de personnes.



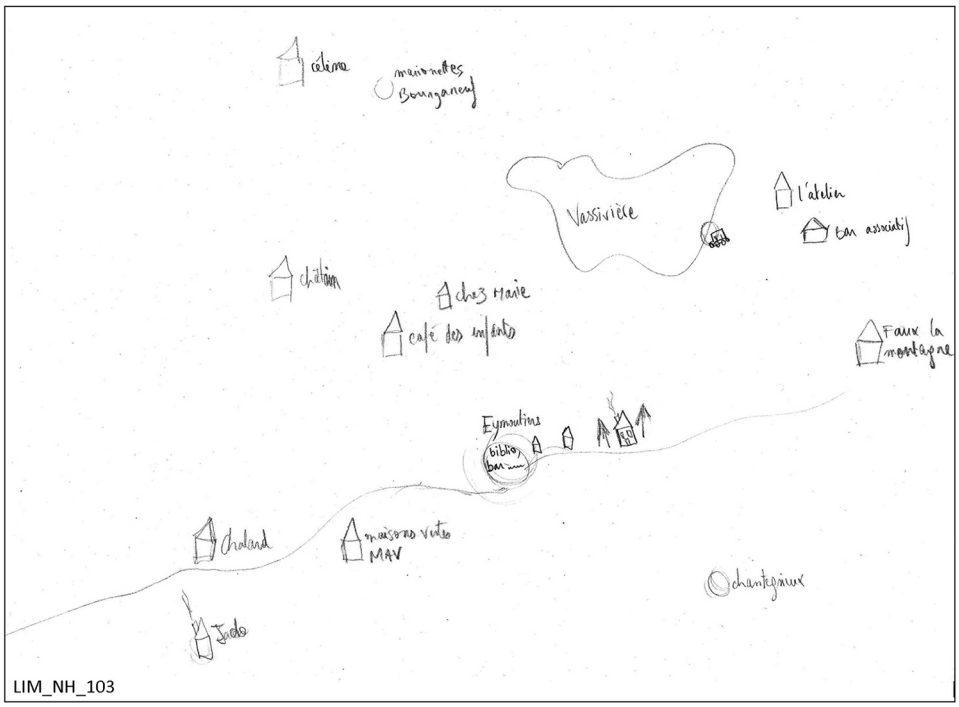


Figure 53: Cartes réalisées par deux jeunes nouveaux habitants en Limousin.

Ces néo-Limousins résident dans deux villages visibles sur les cartes (le Châtain, central dans la première carte, et Chantegrieux, marginal dans la deuxième). Leurs cartes montrent une centralité qui s'organise dans la micro-région autour d'Eymoutiers : les lieux indiqués cumulent les fonctions de services, d'emploi ou d'interaction sociale. Parmi les « hauts-lieux » récurrents sur de nombreuses cartes, on retrouve ici le bar l'Atelier à Royère-de-Vassivière, la ferme Champs Libres, le dépôt de la « ressourcerie » Le Monde Allant Vers. La toponymie communale s'efface en partie devant les lieux, notamment dans la seconde carte. Les cartes sont plus denses dans leur moitié droite, les pratiques se concentrant vers le plateau de Millevaches, tandis que la partie gauche est presque vide.

Un retour sur les pratiques spatiales et les cartes mentales peut aider à mieux comprendre cela. En Limousin, les entretiens et les cartes des nouveaux habitants avec un profil de sociabilité élargi permettent d'identifier des lieux qui reviennent très souvent : par exemple la « ressourcerie » Le Monde Allant Vers à Eymoutiers, le bar-restaurant-boutique associatif L'Atelier à Royère-de-Vassivière, la ferme Champs Libres à Saint-Julien-le-Petit, l'entreprise de bois Ambiance Bois à Faux-la-Montagne (photographies 9 et 10). Ces lieux, qui sont rarement évoqués dans les entretiens et jamais dessinés dans les cartes des anciens habitants ou des autres migrants[142], sont d'abord des lieux concrets, des lieux d'interaction sociale, de commerce, de travail. Toutefois, ils ont aussi une dimension symbolique, ils sont « cadres d'expériences individuelles et collectives qui ravivent leur référence au groupement social et au territoire de ce dernier » (Debarbieux 1995, 110).



Photographie 10: Le Monde Allant Vert dans le centre d'Eymoutiers (1) et un détail de la façade(2).

Les affiches (Télémillevaches, la coopérative d'entrepreneurs Cesam Oxalisis, le bar associatif Le Potron Minet, l'association culturelle Émile a une vache...) concernent pour la plupart des événements et des associations du « réseau », témoignant de la richesse de la vie socio-culturelle.

[142] Il faut néanmoins nuancer, car ces lieux sont plus ou moins connus et parfois fréquentés par les anciens habitants. L'Atelier en particulier, qui se situe sur la place de la commune, est aussi fréquenté par des locaux et des touristes. Un des anciens responsables l'explique : « On avait peur que ça soit catalogué comme bar des parisiens, ou je ne sais pas quoi...et ça ne s'est pas fait, je ne sais pas pourquoi, le mélange a marché tout de suite, ce qui fait que il y a tout de suite eu aussi bien des jeunes creusois, que des jeunes néo-ruraux, que des vieux creusois qui sont venus et depuis c'est resté ça, c'est resté un endroit qui est ouvert à tout le monde où il y a tout le monde qui vient. C'est peut-être tout bêtement parce que c'est un bar, et il n'y avait pas de bar à Royère, et que du coup, quand il manque un bar, il y a des gens qui ont "besoin" de boire, enfin, des alcooliques, donc ils viennent... » (LIM_NH_7).

Pour cette double dimension, matérielle et symbolique, ces lieux peuvent être interprétés comme des hauts-lieux. Il s'agit en effet de lieux qui symbolisent des valeurs, qu'ils soient liés au travail (Ambiance Bois), à la culture (L'Atelier), à l'agriculture (Champs Libres), à l'environnement (Le Monde Allant Vers)[143].

Les hauts-lieux sont généralement propres à un groupe qui les investit de manière collective : « les pratiques collectives qui l'investissent (regroupements, processions, commémorations) le muent en théâtre social, microcosme d'une collectivité qui nécessite le lieu pour se donner une image d'elle-même ; à cette occasion, il est aussi l'emplacement qui rend possible une expérience individuelle par laquelle l'individu trouve place dans la société qu'il fait sienne » (Debarbieux 1995, 107-108). On n'assistera pas à des processions ou des commémorations à caractère religieux vers l'Atelier ou vers Le Monde Allant Vers, mais on retrouve des manifestations ou des événements, durables ou éphémères, qui rassemblent ces nouveaux habitants et renforcent l'idée d'une collectivité unie autour de valeurs et d'expériences.

À titre d'exemple, nous pouvons citer la fête annuelle organisée pour la Saint-Jean à la ferme Champs Libres par l'association Contrechamps, qui regroupe tous les ans de nombreux nouveaux habitants[144]. En 2013, trois jours de manifestations ont regroupé de nouveaux habitants pour fêter les vingt-cinq ans d'activité d'Ambiance Bois, montrant aussi l'inscription dans le temps et dans la mémoire des lieux. De manière plus régulière, la fréquentation du bar l'Atelier, avec ses concerts ou festivals, permet de se retrouver et contribue à l'identité du groupe. Ces lieux et ces moments montrent aussi l'émergence d'un nouvel « espace public », en tant que lieux matériels, mais aussi en tant que lieux sémantiques, où il y a une construction de sens pour un groupe social (Banos et Candau 2008).

Ces hauts-lieux sont aussi des éléments de structuration territoriale : en effet, ils donnent une image du territoire et l'organisent. Ils sont un trait d'union entre les valeurs et le territoire ; les liens qui se créent entre eux en renforcent par ailleurs l'unité et la portée symbolique[145]. Ces lieux sont des « utopies qui ont lieu » (Micoud 2010, 115) : cet oxymore indique comment ces lieux sont à la fois concrets, réels, mais gardent trois caractéristiques qui leur donnent une portée utopique. Ils sont en effet « exemplaires », « expérimentaux » et « exceptionnels ». Micoud les considère comme révélateurs du « territoire qui vient » : « la figure du lieu *in statu nascendi* est exemplaire de cet ordre territorial. Elle est son paradigme, son prototype et son modèle normatif » (Micoud 2010, 118). Dans notre terrain d'étude en Limousin, le nouveau territoire se construit à la marge des autres

[143] Ce partage est un peu simpliste : chaque lieu porte en soi les différentes valeurs : par exemple, la ferme Champs Libres valorise l'agriculture et le territoire, mais elle est aussi le siège de l'association Contrechamps, qui propose des événements culturels. Ambiance Bois est un exemple des nouvelles valeurs attachées au travail (Lulek 2009), et elle propose aussi un nouveau rapport aux ressources naturelles et à l'environnement.

[144] Cent-soixante en 2010, selon une des organisatrices.

[145] La carte de l'association De fil en réseaux, présentée dans le chapitre 6, donne une image de la structuration territoriale.

territoires institutionnels, même des communes. Un reflet de cela se trouve dans la toponymie : dans certaines cartes mentales, la toponymie communale est absente, et ces hauts-lieux en deviennent la synecdoque : ainsi, l'Atelier remplace et résume Royère-de-Vassivière, Champs Libres (ou l'association Contrechamps, ou le village de Trarieux) remplacent Saint-Julien-le-Petit, le Monde Allant Vers remplace Eymoutiers (figure 53).

L'espace de marge permet ainsi l'émergence d'une nouvelle centralité, structurée autour de différents pôles dont l'investissement, collectif et individuel, donne du sens et marque l'appartenance à un groupe. Peut-on en dire autant de l'autre terrain d'étude, la Sierra de Albarracín ? Les caractéristiques socio-territoriales et les formes de migrations ne permettent pas de retrouver le processus sous la même forme. En effet, il est difficile d'isoler, pour l'instant, des lieux symboliques qui donnent une réalité au groupe. Cela trouve une première explication dans l'habitat dense et concentré des communes, qui offrent un espace social encore vivant dans lequel les nouveaux habitants trouvent un point d'ancrage. L'espace public des communes est un espace partagé, avec des lieux symboliques, tels que la place, le chemin de promenade, le bar, qui sont investis collectivement. En Limousin, l'espace public est investi de manière différente et apparaît plus cloisonné. Par ailleurs, certains des lieux que nous avons évoqués (Ambiance Bois, Champs Libres par exemple) se trouvent hors des bourgs et représentent un espace qui, même pour sa localisation, n'est pas partagé par toute la population.

Cependant, dans la Sierra de Albarracín il est possible de voir l'émergence d'une nouvelle centralité qui, paradoxalement, se trouve dans l'espace naturel. Les forêts et les prairies de la Sierra ont été une ressource économique importante du territoire. Mais la baisse de l'activité agricole et de l'élevage en ont fait un espace moins investi. Dans cette brèche s'insèrent les nouveaux habitants, qui redonnent une nouvelle centralité à cet espace, en l'investissant non seulement pour des pratiques de loisirs, mais aussi en en faisant une nouvelle ressource économique. Ils développent en effet des activités qui s'appuient sur l'environnement en valorisant ses caractéristiques naturelles et patrimoniales[146]. Cette nouvelle centralité n'est pas organisée autour de hauts-lieux de la sociabilité, en revanche elle s'affirme dans l'espace naturel, qui n'est plus un espace vide entre les communes, mais un territoire naturel pratiqué et sur lequel se basent les conditions économiques des installations (figure 54). Certains nouveaux habitants ont par exemple refusé de dessiner une carte mentale mais ont écrit ou indiqué avec précision sur une carte géographique de la Sierra tous les lieux naturels et patrimoniaux qu'ils fréquentent, pour le travail ou pour les loisirs.

[146]Cette dynamique est identifiable également en Limousin, comme souligné dans le rapport « Attractivités et nouvelles bases économiques des territoires ruraux limousins » (Dellier et *al.* 2013)

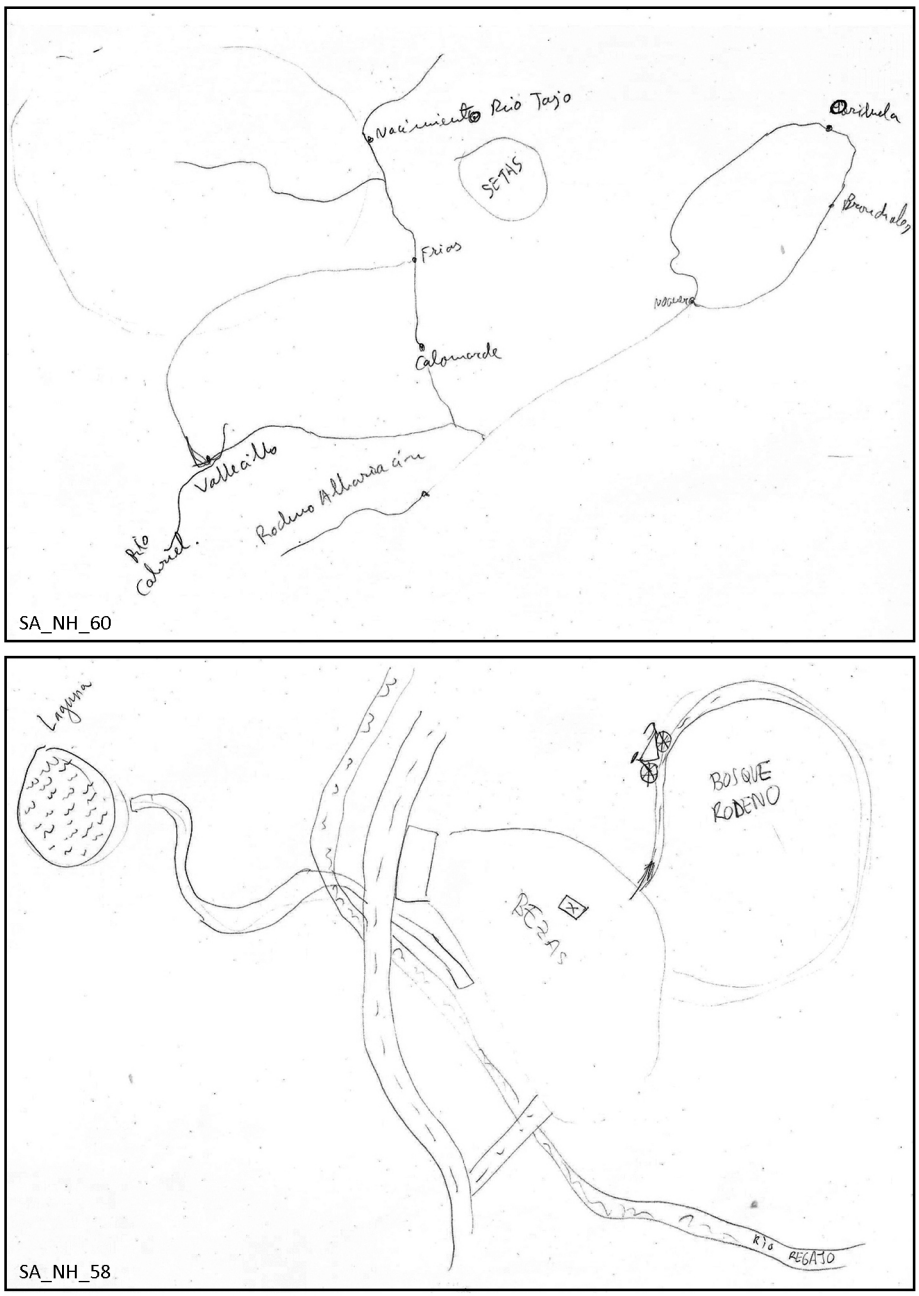


Figure 54: La place de l'environnement dans les cartes mentales dans la Sierra de Albarracín.

Réalisées à deux échelles différentes, ces cartes attestent de l'importance des aménités naturelles et de leur pratique (randonnées, VTT, cueillette champignons) pour une partie des nouveaux habitants. À l'exception des toponymes des communes, les seules indications qu'on retrouve sur ces cartes concernent en effet des espaces naturels : rivière, lac, sites naturels protégés.

Conclusion

Plusieurs points peuvent être soulignés pour conclure ce chapitre. D'abord, d'un point de vue plus théorique, l'analyse des pratiques spatiales et des représentations permet de confirmer que l'espace n'est pas un support neutre de l'expérience sociale, mais en est un contenu : le maîtriser, le pratiquer, le représenter sont des facteurs qui déterminent les dynamiques sociales (Lussault 2009). Il se confirme comme une ressource autant matérielle qu'idéelle qui permet de comprendre le fonctionnement social : non seulement celui des deux territoires d'étude mais, de manière plus générale, des groupes sociaux qui, de plus en plus, définissent et expriment leur identité dans la spatialité. L'agencement des espaces de vie, les pratiques de mobilité, les choix résidentiels, sont autant de facteurs avec une portée sociale et en conséquence politique.

Nous avons opté, pour comprendre les pratiques et représentations spatiales, pour les cartes mentales. Cependant, d'un point de vue méthodologique, il apparaît que cet outil, seul, est difficilement utilisable : l'incertitude et la subjectivité de l'interprétation s'ajoutent à l'influence des facteurs personnels qui conditionnent son interprétation. À titre d'exemple, la fausse orientation d'une carte peut en dire autant sur le niveau socio-culturel de son auteur que sur ses pratiques géographiques. Cependant, les cartes mentales peuvent être un outil pertinent si utilisées de manière complémentaire aux entretiens, notamment pour révéler des représentations collectives, comme par exemple la présence de frontières, la construction d'une hiérarchie spatiale ou encore l'émergence de lieux récurrents.

Pour ce qui concerne la recherche menée sur les deux terrains d'étude, on remarque d'abord qu'il existe des images partagées par les habitants, anciens et nouveaux, notamment l'échelle territoriale à laquelle ils se situent, en identifiant une micro-région comme espace vécu, et dans les frontières qu'ils attribuent – ou pas – à leur espace de vie. Il s'est ensuite agi de mettre les profils de nouveaux habitants précédemment identifiés à l'épreuve des pratiques spatiales. Les résultats, (synthétisés dans le tableau 20), montrent qu'il y a une correspondance entre les formes de sociabilité d'un côté et les représentations et les pratiques spatiales de l'autre.

Les groupes sociaux identifiés partagent en effet des pratiques géographiques et une certaine image de leur espace de vie. Les trois profils se distinguent aussi par la relation entretenue avec le monde urbain. Guimond (2012, 66 *sq*.), analysant les rapports à la ville des nouveaux et anciens habitants, souligne leurs divergences à cet égard : les migrants fréquentent plus souvent la ville et ils y entretiennent des liens plus étroits. Pour nos deux terrains d'étude, c'est aussi entre nouveaux habitants qu'émergent différentes manières de se rapporter à l'urbain. La ville reste toujours un référent spatial important, que l'éloignement soit volontaire ou subi, mais les pratiques qui lui sont associées (culture, achats, administrations) sont différentes. Des différences existent aussi dans la manière de se définir, qui peut être par rapport à la ville ou en opposition à celle-ci.

	NH avec sociabilité restreinte		NH avec sociabilité locale	NH avec sociabilité étendue
	Isolement subi	**Isolement volontaire**		
Représentation de l'espace de vie	Espace sans dimension territoriale.		• Dimension territoriale au niveau de la commune, espace dense et maîtrisé. • En dehors des frontières communales, l'espace reste flou. Sentiment de marginalité subie.	• Dimension territoriale à l'échelle de la micro-région, valorisée pour ses aspects environnementaux et socio-économiques. • Sentiment de décalage entre espace vécu et territoires administratifs. • Sentiment de marginalité assumée.
	• Espace physique contraignant (éloignement, climat). • Sentiment de marginalité et d'enfermement.	• Espace esthétique, lieu d'aménités naturelles et de loisir. • Pas de sentiment de marginalité.		
Mobilité et pratiques spatiales	• Mobilité limitée (absence de moyens de transport) et contrainte, motivée par services et emploi.	• Mobilité intense au niveau local et national, motivée par services, loisirs, pratiques touristiques.	• Mobilité qui se développe localement, motivée essentiellement par les services et l'emploi. • Mobilité comme « prix à payer » pour préserver son cadre de vie.	• Mobilité intense dans la micro-région, pour loisirs, services, aménités naturelles. • Émergence de formes de mobilité alternatives (vélo, covoiturage). Mobilité en dehors du territoire.
Rapport au monde urbain	• Espace urbain comme « bouffée d'air », espace d'interaction et de possibilités. • Faible fréquentation de la ville et sentiment d'éloignement.	• Ville comme espace de loisirs et de service, souvent fréquentée. • Sentiment de proximité.	• Rapport fonctionnel à la ville (administration, services), fréquentée si nécessaire. • Sentiment d'éloignement. • Relation étroite avec la ville d'origine (dans la Sierra).	• Éloignement volontaire du monde urbain, d'un point de vue physique et symbolique. • Ville pratiquée pour l'emploi, les services, les loisirs culturels. • Bourgs ruraux avec fonctions urbaines (en Limousin).

G.Tommasi - GEOLAB 2014

Tableau 20: Synthèse des représentations et pratiques spatiales des nouveaux habitants de la Sierra de Albarracín et du Limousin.

La perception de la distance à la ville permet par ailleurs de montrer la relativité du sentiment d'éloignement ainsi que d'aborder l'idée de marginalité. Pour une partie des nouveaux habitants, l'espace de vie est « étroit » : la distance et la marginalité amplifient le sentiment d'être dans un espace figé qui les enferme. Le départ souhaité est entravé par des motivations d'ordre essentiellement économique. D'autres nouveaux habitants en revanche saisissent la marge comme une opportunité. La marginalité est alors assumée et revendiquée, comme espace où mettre en pratique de nouvelles formes d'organisation, de mobilité, de consommation, de rapport à l'environnement. Cela conduit à une « ré-écriture » du territoire, avec la création d'une nouvelle

centralité. En Limousin, l'inscription des migrations dans le temps permet d'identifier des marqueurs territoriaux, sortes de hauts-lieux qui permettent aux nouveaux habitants de se reconnaître en tant que groupe et structurent le territoire. Dans la Sierra de Albarracín, ce phénomène est amorcé et se développe au sein des frontières de la Sierra, d'une part en réaffirmant son unité et la nécessité d'agir à cette échelle. D'autre part, cela passe par un investissement, physique et symbolique, de l'environnement naturel qui n'est plus un espace creux entre les communes, mais un territoire qui participe à la définition identitaire de la Sierra et des nouveaux habitants.

Chapitre 8 :

La construction de l' « être d'ici » par la mobilité

Introduction

Les relations au territoire et à la mobilité sont souvent présentées, par anciens et nouveaux habitants de la Sierra et du Limousin, comme des facteurs de clivage importants. Ce chapitre s'intéresse à l'articulation entre ces deux éléments : dans un aller-retour entre mobilités et relation au lieu d'installation, il s'agit de voir quelle dialectique s'instaure et quelles sont les conséquences pour les territoires d'accueil. Une première partie se propose de relativiser les différences entre nouveaux et anciens habitants sur leur relation à la mobilité et le rapport au territoire ; en effet, nombreux sont les nouveaux habitants qui se définissent en relation au lieu d'installation, ce dernier devenant une composante identitaire (§8.1.). Cependant, pour se définir en relation à ce lieu, pour « être d'ici », les nouveaux habitants ont aussi besoin de montrer qu'ils ont « leur place » et mettre en évidence ce qui leur donne une légitimité. C'est dans la dimension temporelle, que nous avons choisi d'observer où les nouveaux habitants puisent leur légitimité : en investissant le passé, le présent ou le futur ils montrent que leur présence, leur choix, leurs actions s'inscrivent dans le territoire. Cela se manifeste de manière différente dans les deux cas d'étude (§8.2.).

Cette volonté de s'inscrire dans le territoire et de démontrer son ancrage ne signifie pas pour autant que la mobilité disparaît : au contraire, elle est toujours présente dans les parcours des nouveaux habitants, parmi lesquels nombreux sont ceux qui envisagent une nouvelle migration. Cela conduit à considérer les territoires et les ancrages comme « réversibles », car l'installation est souvent liée à un projet, mais temporaire. Cela n'exclut cependant pas un attachement et un engagement dans les territoires (§8.3.).

De nouvelles formes de relation au lieu et à la mobilité amènent à se questionner sur la prise en compte de ces évolutions par les politiques d'accueil. Deux enjeux apparaissent : d'abord celui de garantir la continuité d'une dynamique territoriale malgré des installations temporaires ; ensuite, celui de gérer une stratification sociale qui est source d'inégalités entre les populations des espaces ruraux (§8.4.).

8.1. Mobilités et relation au territoire : des clivages à relativiser

Le manque de territorialité et l'installation dans la mobilité représentent, aux yeux des populations locales, des clivages importants entre eux et les nouveaux habitants. Une relation souple au territoire et la tendance à ne pas se fixer de manière durable seraient des facteurs d'opposition. Cependant, ces oppositions nous paraissent à relativiser : tout d'abord parce qu'il semble difficile de présenter les nouveaux habitants comme « ceux qui bougent » et les anciens habitants comme « ancrés dans un lieu », une partie de ces derniers ayant un parcours inscrit dans la mobilité. Ensuite, la relation au territoire ne marque pas elle non plus une division nette entre ces deux groupes : pour les migrants aussi, « l'ici » représente une référence identitaire qui permet de se définir.

8.1.1. « Dans leur démarche il n'y a aucune territorialité. C'est géographie zéro. »[147]

Les mots de ce maire creusois à l'égard des nouveaux habitants expriment ce qui leur est souvent reproché : résider sur un territoire sans vraiment le connaître, sans avoir conscience des enjeux spatiaux, sans qu'un système de liens les attache aux lieux. Le territoire apparaît comme un simple support de leurs projets, avec lequel ils entretiennent une relation superficielle. Il reste par ailleurs interchangeable avec d'autres territoires, dans une relation qui n'est pas univoque.

Dans la Sierra de Albarracín, le reproche concerne plus, nous l'avons vu, l'instabilité des installations et le fort *turn-over* des nouveaux habitants. Ils sont destinés à repartir, car ils ne s'adaptent pas au climat, au mode de vie de la Sierra, et ils n'y sont pas assez attachés pour accepter les compromis, notamment économiques, que la vie en zone rurale impose.

Au début de l'enquête de terrain, nous nous demandions quels pouvaient être les éléments de rapprochement et de clivage entre anciens et nouveaux habitants. Les hypothèses concernaient un mode de vie urbain, un mode de relation au travail, ou encore le capital culturel. Ces clivages ont été en partie confirmés par les entretiens, par exemple le rapport à l'environnement ou les pratiques culturelles qui apparaissent encore différentes (§6.3.). Cependant, dans les deux terrains d'étude, c'est la relation à l'espace et au territoire qui a émergé, au fil des entretiens et des observations, comme le facteur le plus clivant entre nouveaux et anciens habitants. On faisait appel à l'espace pour expliquer les installations en même temps que les départs. Le territoire était présenté en tant que facteur d'attractivité mais aussi de répulsion. De part et d'autre, le lien entretenu avec le territoire émergeait comme facteur de clivage et cela ramenait à la dichotomie mobilité – ancrage : les locaux

[147] Extrait d'entretien avec un élu d'une commune du terrain d'étude limousin.

accordent une confiance mitigée dans la stabilité des installations des nouveaux habitants. On pourrait presque dire qu'à leurs yeux, « migrant un jour, migrant toujours ». Les anciens habitants, en revanche, sont présentés comme ceux qui ne sont « jamais sortis d'ici » (LIM_NH_3), « jamais sortis de la Sierra »(SA_NH_59), stables et statiques. Ils seraient aussi plus attachés au territoire : l'histoire des lieux et de la nature, la mémoire personnelle et familiale venant renforcer ces liens.

Pour les populations locales, l'autochtonie[148] se présente comme « l'entremêlement des fils de parenté et de territorialité qui en fait l'étoffe » (Sagnes 2004, 34-35), une construction qui lie l'histoire personnelle à « l'ici » de manière indissoluble.

> *J'ai été dans d'autres pays, dans d'autres continents, je m'y suis plu, mais je suis bien là et je connais tout le monde...je connais et j'ai une réponse...j'ai une réponse de la terre, j'ai une réponse de l'air, j'ai une réponse de l'eau, j'ai une réponse des gens, j'ai une réponse de l'histoire...c'est ça la différence...c'est, comment on dit maintenant...quand on appuie sur les écrans...interactif! Ici, avec le terroir, je suis interactif! (LIM_LOC_33)*

Ces deux facteurs, l'opposition entre mobilité et ancrage et le lien au territoire, sont ainsi utilisés pour distinguer anciens et nouveaux habitants. Toutefois, plusieurs facteurs nous amènent à les mettre en question ou du moins à les relativiser.

8.1.2. L'appel aux lieux et à l' « ici » pour se définir

La mobilité des uns contre la stabilité des autres ? Pourtant, le maire cité en ouverture du paragraphe précédent est d'origine bretonne, venu s'installer comme agriculteur en Limousin au cours des années 1960. Une partie des habitants « d'ici » rencontrés sur les deux terrains d'étude ont été migrants : partis dans une grande ville ou à l'étranger pour travailler, ils sont revenus dans la Sierra ou dans le Limousin après des périodes de migration économique plus ou moins longues, l'émigration étant endémique dans ces territoires au cours du XX^{e} siècle. Dans la Sierra, de nombreuses personnes « d'ici » migrent encore de manière saisonnière en ville, où il est plus facile de se déplacer, s'approvisionner, se chauffer. Et une partie des maires de la Sierra ne vivent pas dans la commune qu'ils représentent, mais à Teruel, car « un maire doit bouger, travailler » (SA_ELU). Certains maires n'y ont même jamais vécu, excepté pour les séjours de vacances. Ils effectuent des aller-retours entre la capitale de province et leur commune les fins de semaines ou quand cela devient nécessaire. Dans ce sens, l'opposition mobilité – ancrage perd en pertinence : des migrations de natures différentes concernent une grande partie des personnes rencontrées, même parmi les locaux.

[148] L'autochtonie est toujours considérée comme une construction sociale, comme cela a été développé dans le §2.4.3.3.

Pour ce qui concerne le lien au territoire, la ligne de séparation entre anciens et nouveaux habitants est difficile à tracer. En effet, la grande majorité des migrants se sent « chez soi » dans la Sierra et dans le Limousin (les trois quarts des personnes rencontrées). Seules nuances, pour les migrants qui se sentent plus isolés ce sentiment est limité à la maison, et les migrants étrangers dans la Sierra ne partagent pas ce sentiment. En considérant les lieux comme une composante identitaire (cf. §3.1.3.), nous avons aussi essayé de voir par rapport à quels lieux les nouveaux habitants se définissent. L'enquête « Histoire de vie » de l'INSEE atteste de l'importance du territoire comme composante identitaire et du rattachement à un lieu pour se définir (Guérin-Pace 2006). En effet, la référence à un lieu ou à un territoire est apparue comme un des éléments de la définition de soi ; le plus souvent, il s'agit du lieu de naissance ou d'origine des parents, mais cela peut être aussi un lieu où l'on a vécu longtemps. La question « d'où êtes-vous ? » posée aux personnes rencontrées vise à mesurer la place occupée par les lieux dans la définition de soi. Les anciens habitants ont souvent répondu à cette question en faisant référence à la commune ou au village d'origine.

Je suis d'ici, ma famille est ici depuis 1834! Ma femme, non, elle est étrangère, elle est de Rempnat. (…) Ici nous sommes chez nous, c'est notre pays, notre terre. (LIM_LOC_101)

Je suis d'ici, de Torres, depuis au moins trois-quatre générations. (SA_LOC_77)

L'« ici » est situé à l'échelle locale, le plus souvent communale ; qu'ils soient partis ou pas au cours de leur vie, c'est à ce lieu qu'ils font référence, car il est lié à une histoire familiale et il s'inscrit dans la durée (Sagnes 2004).

Les réponses des nouveaux habitants sont en revanche plus variées. La majorité d'entre eux fait également référence au lieu de naissance : souvent la commune ou la ville d'origine dans le terrain d'étude espagnol, le département ou la région dans le terrain d'étude français. Dans la Sierra, même les migrants ayant des origines familiales dans la commune où ils sont venus s'installer, se définissent par rapport à la ville ou au village où ils ont passé la plupart de leur vie. Certaines identités régionales fortes sont particulièrement revendiquées, comme celles des Bretons ou des Catalans.

Je suis de Marseille. J'habite en Limousin, mais on m'appelle la Marseillaise. (LIM_NH_108)

Je suis bretonne. Je ne vais pas dire que je suis Limousine, ma Bretagne est ancrée en moi ! (LIM_NH_111)

Pour d'autres migrants, en raison de leur parcours personnel ou de l'histoire familiale, il est difficile de se rattacher à un lieu précis. L'accent est alors mis sur leur parcours et les lieux qui participent à une définition de soi sont multiples.

Je suis chez moi ici, mais je suis catalan, je suis né à Barcelone, mais toute ma vie j'ai vécu à Valence, alors...Valence reste Valence, même si ici je suis très bien ! (SA_NH_120)

Je suis née à Barcelone, mon cœur est à Huesca, mon âme est à Teruel. (SA_NH_59)

Je suis d'Algérie, je suis né la-bas, j'y ai vécu jusqu'à mes dix-huit ans. J'ai vécu 35 ans sur la Côte d'Azur...Mais je me sens aussi un peu d'ici, de la campagne (LIM_NH_14)

L'identité spatiale est ici perçue de manière évolutive, comme quelque chose qui se construit et se modifie tout au long du parcours (Stock 2006a). Pour certains, cela conduit à l'impossibilité ou au refus de se définir par rapport à un lieu, qu'il soit d'origine ou d'enracinement. Le lieu qui nous définit devient celui où l'on se trouve et où l'on agit.

D'où je viens, je le sais, où j'habite, je le sais, d'où je suis...j'en sais rien. Après...malgré tout, je me sens bien en Limousin, j'aime bien ce pays, j'essaye d'apporter ma pierre à l'édifice. (LIM_NH_1)

Enfin, même si les pourcentages ont du mal à rendre compte d'un sentiment d'origine, quasiment 40 % des nouveaux habitants se définissent « d'ici », en situant l'« ici » à l'échelle communale ou micro-régionale. Ce rattachement au lieu de vie se retrouve, de manière générale mais non exclusive, chez des migrants qui sont installés depuis longtemps (plus de dix ans). Il s'agit aussi, le plus souvent, de migrants qui présentent une sociabilité plus développée.

Je me sens d'ici, mais je ne peux pas dire que je suis née ici. Il y a des choses qu'on ignore, il y a tout ce que les gens ont vécu dans leur enfance, que nous on n'a pas connu. Des fois on sent la différence, mais c'est tellement fugitif qu'on s'y accroche pas. (LIM_NH_6)

On est de El Valecillo. Quand on dit ça, les gens nous demandent « Mais vous avez de la famille ? » - « Non, on est venu de dehors »...On n'a pas de famille, ni de terres, ni de propriétés, on n'a rien, on est enchanté de n'avoir rien, rien qui nous lie, parce que si demain tu as envie d'aller ailleurs, tu peux le faire, sans avoir à te poser des questions sur la maison ou je ne sais pas quoi...(SA_NH_119)

Ce rattachement à l' « ici » confirme, d'une part, que la référence à un lieu est encore une composante identitaire forte et, d'autre part, qu'il est possible de « fabriquer ses racines », au-delà de la généalogie et de l'inscription dans le temps. Dans ce sens, l'autochtonie n'est pas seulement une construction, (cf. §4.3.1.), mais elle est aussi un choix : le choix de se rattacher à un lieu, de s'identifier par rapport à lui et de créer un ancrage. Toutefois, « fabriquer ses racines » signifie aussi montrer que l'on a sa place dans un lieu, montrer où s'implantent ses racines. Cela impose, aux yeux des autres habitants, une certaine légitimité de sa présence, ses actions, ses prises de positions.

8.2. Construire et légitimer l' « être d'ici »

« Être d'ici » n'est pas seulement le fruit du temps qui passe, c'est aussi une construction, personnelle et collective, qui s'inscrit dans une spatialité et une temporalité. La spatialité dans laquelle les nouveaux habitants s'inscrivent recouvre plusieurs échelles, allant du local (le village, la commune, le patrimoine local) au national (la campagne comme composante de l'identité nationale, cf. §1.4.1.), jusqu'à un espace plus global avec des thématiques liées à l'environnement et à l'écologie (Micoud 2004a; Mormont 2009). La temporalité présente aussi plusieurs dimensions. Celle du passé d'abord, de l'histoire à connaître et à transmettre ; celle du présent des espaces ruraux, que les nouveaux habitants contribuent à déterminer ; celle du futur, avec les enjeux liés à l'avenir des territoires.

C'est ici par le prisme de la dimension temporelle que nous essayons d'analyser les modalités par lesquelles les nouveaux habitants « se font une place » sur le territoire et construisent leur « être d'ici ». Ne pouvant pas s'appuyer sur des liens familiaux, d'autres facteurs sont mobilisés pour construire une légitimité. De manière différente dans la Sierra ou le Limousin, ils puisent des éléments dans le passé, se positionnent par rapport au présent ou jettent des bases pour l'avenir.

8.2.1. En Limousin, construire sa légitimité en puisant dans le passé

La connaissance du passé du territoire émerge, dans les entretiens, comme une des différences entre nouveaux et anciens habitants : la connaissance de l'histoire locale, des modes de vie, des histoires de telle famille, de telle forêt ou de tel bâtiment est présentée comme une prérogative des personnes « d'ici ». Dans la Sierra de Albarracín les références des nouveaux habitants au passé ne sont pas très fréquentes. L'histoire locale semble rester l'apanage des natifs, qui font référence à la pauvreté de la vie agricole et à la guerre civile. Le conflit fait encore apparaître l'histoire locale comme source de divisions. C'est peut-être pour cette raison que les nouveaux habitants laissent ce passé aux personnes âgées : il n'y font que très rarement référence, sinon pour souligner comment il a laissé une suite de différents qui empêchent rassemblement et unité. C'est pourquoi cette partie s'intéresse seulement au Limousin, où les appels au passé sont nombreux.

Dans un premier temps, il s'agira de voir quels éléments du passé sont évoqués et actualisés pour être mis en lien avec le présent. Par la suite, nous verrons comment ces éléments participent à l'élaboration d'un récit mythique du territoire.

8.2.1.1. Morceaux choisis du passé

En Limousin, l'histoire locale est utilisée par les nouveaux habitants pour montrer qu'ils ont « leur place » sur ce territoire. Des éléments du passé sont mobilisés pour expliquer leur présence sur le territoire et leur inscription dans une continuité sociale et historique. Dans les entretiens avec les nouveaux habitants, il y a très souvent des références au passé et à l'histoire du territoire. Ce sont des éléments historiques précis et récurrents, qui semblent faire partie d'un socle commun : plus spécifiquement, il s'agit des références à la pauvreté de la société rurale, à la tradition politique orientée à gauche du Limousin et, d'un point de vue de l'histoire du paysage, aux landes et aux forêts de feuillus qui caractérisaient le plateau de Millevaches.

La pauvreté et l'enclavement du territoire, la misère des conditions de vie des paysans forgent l'image d'une région économiquement marginale. Pauvreté et marginalité sont aujourd'hui devenues, pour une partie des nouveaux habitants, des valeurs positives sur lesquelles s'appuie une partie de l'attractivité régionale.

> *Je cherchais une région où l'argent ne compte pas, où il n'est pas une motivation de relation entre les êtres humains, et où il faut faire un effort pour faire vivre autour de soi, être un foyer de vie. Je savais que le centre de la France est dépeuplé, que ça a toujours été une région pauvre, il y a cette expression "limoger quelqu'un", c'est, l'envoyer dans un trou perdu...Et ça, ça me convenait tout à fait. (…) On a pas été en Ardèche, ou dans les Cévennes, parce que pour moi c'était très... bohème, bourgeois-bohémien...bo-bo et puis c'est surfait maintenant les Cévennes...j'y suis allée récemment, mais il faut vraiment se mettre dans les cailloux...pour vivre bien, sinon...c'est très surfait, et l'Ardèche aussi. Ce n'est pas ça qui nous plaisait, on voulait qu'il y ait des agriculteurs autour de nous (...) C'est ça qu'on voulait, pas forcément des campagnes riantes. (LIM_NH_110)*

Ces caractéristiques du territoire font partie du cadre idéel dans lequel les nouveaux habitants s'inscrivent : celui d'un pays pauvre, progressivement marginalisé par les pouvoirs économiques et politiques, ne laissant à ses habitants d'autre choix que la misère ou l'émigration[149].

> *Le Limousin a ses propres traumatismes...le milieu rural en général et le Limousin en particulier a ses propres traumatismes qui font que ce n'est pas facile de voir arriver des gens comme nous. Ici c'est vraiment un pays de misère, je ne sais pas si tu connais le livre "Connaître le pays limousin et y vivre", avec toute l'histoire du Limousin, tu comprends pourquoi on arrive en 2000 à s'installer ici et à faire quelque chose qui fonctionne, en dehors des clous habituels, les gens ont les boules, parce que eux, depuis des générations, ils ont gratté et ils ont pas réussi à s'en sortir, la dernière génération est partie... (LIM_NH_2)*

[149] La figure des « maçons de la Creuse » est parfois évoquée pour souligner la tradition de l'émigration mais aussi l'esprit solidaire qui unissait ce groupe.

Ici, comme ce sont des régions où on a vécu durement, il y a une notion d'entraide importante entre les gens, parce que c'était nécessaire et en même temps ce sont des campagnes qui se sont vues se vider. (LIM_NH_16)

La référence à la pauvreté de la région n'est pas seulement invoquée pour expliquer la froideur avec laquelle sont parfois accueillis leurs projets. Elle sert aussi à expliquer l'esprit de communauté et la tradition d'entraide qui caractériseraient la société rurale limousine. Ces caractéristiques du passé sont actualisées et appropriées : les nouveaux habitants font référence à elles pour montrer une continuité avec les idéaux qui les inspirent. En effet, nombre d'entre eux font référence à la décroissance, à la solidarité, à l'envie de consommer moins et autrement. La pauvreté et la solidarité deviennent ainsi un trait d'union entre l'histoire de la région et le mode de vie des nouveaux habitants, qui s'inscrivent dans la continuité de ces éléments.

Un autre moment de l'histoire de la région qui est souvent cité dans les entretiens concerne son histoire politique. Le Limousin, et encore plus la Montagne limousine, sont souvent identifiés comme des terres « rebelles » : il y aurait un fil rouge reliant les luttes paysannes de l'Ancien Régime, la tradition du communisme rural au XX^{e} siècle, la Résistance de la Seconde Guerre mondiale. Le Limousin est ainsi présenté comme un territoire de gauche marqué par une continuité historique entre les différentes manifestations de lutte : de la résistance aux pouvoirs centralisateurs jusqu'à celle contre le régime de Vichy et les Allemands, cela serait l'expression d'une culture locale encline à la rébellion et hostile aux pouvoirs imposés de l'extérieur.

Cette continuité d'une tradition politique de gauche est aujourd'hui relativisée par des historiens, qui ont tendance à atténuer l'image d'une « terre rebelle » (Danthieux 2005) allant de l'Ancien Régime jusqu'à la Résistance. Luttes sociales et vote à gauche ne seraient pas l'expression d'une tradition politique se déclinant sur la durée, mais des expressions propres à leur temps et au contexte social et politique dans lequel elles s'insèrent, dans une tradition politique plus marquée par des ruptures et discontinuités que par un parcours historique cohérent (Danthieux 2005; Boswell 2006). Pourtant, cette tradition politique est une référence quasi constante chez les nouveaux habitants, notamment ceux qui s'installent sur la Montagne limousine.

Le Limousin est une terre de résistance, avec une tradition politique à gauche : il y a eu Guingouin par exemple, les maçons de la Creuse, les syndicats. (…) Ici la démocratie fonctionne mieux, les gens s'impliquent plus, ce n'est pas du hasard. (LIM_NH_105)

L'accueil des gens extérieurs s'est toujours fait dans cette région. C'est aussi considéré symboliquement comme la région de la Résistance...l'histoire de cette région est très importante, tous les gens sont venus se cacher en Limousin, toujours (...). C'était une région propice pour se cacher, et les gens ont joué le jeu, ils ont toujours accueilli les gens en détresse : ça fait un peu peur parfois, et puis en même temps tout le monde est très content de cet apport de gens. Au moins je crois. (LIM_NH_16)

Chez les gens du cru aussi il y a un passé de résistant, et des gens qui ont fait le choix de rester : alors il y a cette complicité avec eux aussi. (LIM_NH_117)

C'est une forme de résistance : ils [les nouveaux habitants] prouvent qu'on peut vivre dans les villages sans souffrir, grâce aux moyens de communication mais aussi grâce à la capacité d'adaptation. (LIM_ELU)

Les nouveaux habitants se rattachent à la tradition de gauche de la région, en se montrant proches de ces idéaux. Toutefois, le positionnement politique est aussi actualisé : les luttes sociales du passé et la Résistance sont mises en parallèle avec les engagements actuels. Comme la pauvreté, le positionnement politique est actualisé, en créant un parallèle avec un combat social et politique contemporain. C'est une lutte qui se décline au niveau local, pour pouvoir vivre dans un territoire rural, pour y maintenir des services, pour garantir une gouvernance locale en dépit d'une tendance à la centralisation. La lutte se décline aussi à un niveau plus large, en faveur des valeurs liées à la gauche. La continuité de la résistance est ouvertement évoquée par certains élus, plus proches des dynamiques du plateau. Les nouveaux habitants ne connaissaient pas toujours l'histoire de la région avant de s'installer, ainsi la construction d'une trajectoire de résistance qui lie l'histoire régionale à la leur semble se faire *a posteriori*.

Ce positionnement vis-à-vis du passé s'appuie aussi sur des sources : parmi celles-ci, il est possible d'évoquer l'ouvrage « Connaître le Pays Limousin...et y vivre », de l'ethnologue Marie-France Houdart (2003), elle-même néo-rurale et installée en Corrèze depuis 1975. Au cours des entretiens, les nouveaux habitants ont souvent cité ce livre, qui se propose de donner des clés de compréhension du territoire, en expliquant comment le Limousin, autrefois « un centre - "au centre" du monde chrétien » (*ibid*., 27), a progressivement été marginalisé, par « l'assujettissement aux puissances du Nord » (*ibid*., 28). On retrouve ici la dialectique centre-périphérie que nous avons abordée d'un point de vue des mobilités et de la structuration du territoire (cf. §7.3.). Le Limousin se retrouve ainsi « dans un système de type colonial qui amène les émigrants à intérioriser les valeurs (et d'abord la langue) de la culture dominante tout en dénigrant les leurs » (*ibid*., 46). Les références à la pauvreté, à l'entraide, à un territoire colonisé ont été récemment formalisées dans les « Propositions pour une plate-forme commune de la Montagne limousine » (cf. annexe 4) : l'appel à la tradition régionale du « communisme rural », qui « plaçait au cœur de tout la question pratique de l'usage, de l'entraide, du partage » et à la « tradition d'ouverture et d'accueil du Plateau » devient le point de départ pour le « processus de réappropriation des enjeux de territoire par ses habitants »[150].

Ces sources ne sont probablement pas suffisantes pour expliquer l'émergence et l'affirmation de ces idées, mais les appels très fréquents à ces aspects de l'histoire régionale dans les entretiens, mais aussi sur des affiches ou dans le journal IPNS, permettent de montrer une correspondance entre les valeurs des migrants et les valeurs du territoire : cet appel à l'Histoire et à l'identité territoriale sont un moyen de légitimer la présence des nouveaux habitants. Face à une partie de la

[150] Extraits du texte de la Plate-forme, page 4 (annexe 4).

population et des élus dubitatifs face à l'accueil des nouveaux habitants et à leurs projets, cette correspondance permet de justifier leurs actions en les rattachant à l'identité même du lieu.

Un dernier élément du passé qui ressort des entretiens n'est pas lié à l'histoire politique, mais aux paysages, qui ont beaucoup évolué au cours du siècle dernier. L'introduction des résineux, qui sont désormais devenus une des principales composantes paysagères, a particulièrement contribué à ce changement. Les nouveaux habitants expriment souvent leur désamour pour les plantations de résineux et font référence à des éléments qu'ils attribuent au paysage du passé, notamment les landes et les forêts de feuillus.

> *On se promène, peut-être par nostalgie, un peu, les landes...les dernières landes qui subsistent encore sur le plateau de Millevaches. C'était très joli, il y a des photos magnifiques, et il n'y a plus que quelques landes, avec de la bruyère, tout le reste a été planté en sapins, du coup il n'y en a plus beaucoup, il n'y a que quelques petites zones, alors on va volontiers là. (LIM_NH_23)*

> *Je trouve que la nature est assez belle. Et que contrairement à d'autres endroits, il n'y a pas trop de résineux...je suis pas fan des plantations de résineux et c'est beaucoup de chênes et châtaigniers ici. (LIM_NH_115)*

> *Là-bas il y avait une ouverture...enfin, il y avait autant de gens d'un certain réseau, que je pouvais croiser, des gens d'Eymoutiers...mais en même temps c'était tourné vers Limoges, la Croisille-sur-Briance...il y avait une espèce d'ouverture...et même au niveau paysager...parce que moi, là où j'ai du mal avec le plateau, c'est les résineux, et là bas c'est plus ouvert, plus dégagé, plus feuillu. (LIM_NH_116)*

Les résineux ne sont pas « naturellement originaires » du Limousin (Valadas et *al*. 2005, 44) : leur plantation a commencé au début du XX^{e} siècle, pour devenir massive dans la seconde moitié du siècle. Ce processus de reboisement a suivi l'exode rural et le progressif dépeuplement du territoire. Sur les terres laissées libres par l'agriculture, se sont développées des forêts de feuillus, mais beaucoup de landes ont été reboisées en résineux, car les plantations pouvaient représenter une ressource et un capital pour les habitants (Queyrie et Say 2000).

Épicéas et douglas ont alors progressivement pris la place des landes sèches de bruyères et fougères. Ces deux éléments s'opposent au niveau paysager et économique : les landes sont en effet le symbole d'un paysage ouvert et « traditionnel » . C'est par exemple un paysage de landes que l'on retrouve sur des photos ou des cartes postales anciennes, ce sont des images de landes qui illustrent l'article de Demangeon (1911) sur la Montagne limousine. Les résineux sont en revanche responsables d'une fermeture paysagère (Labrue 2009) ainsi que d'un appauvrissement au niveau de la biodiversité qui caractérise les landes.

Au niveau économique, les landes, qui poussent sur un sol pauvre et acide, sont insérées dans un système agropastoral et vivrier. Elles s'opposent en cela aux exploitations de résineux,

symboles d'une monoculture intensive et d'une forêt gérée de manière industrielle. Les feuillus (dont la présence est beaucoup plus importante maintenant que dans le siècle dernier) sont aussi le symbole d'une forêt usagère : ils représentaient une ressource bois gérée localement, pour un usage essentiellement domestique (chauffage, cuisson des aliments).

8.2.1.2. Un récit mythique du territoire

Pauvreté, luttes sociales, paysages : il s'agit de trois éléments qui permettent de montrer comment une partie des nouveaux habitants emprunte au passé pour construire le présent. Ce sont des éléments choisis dans le passé, qui permettent à ces nouveaux habitants de se construire une image du territoire dans laquelle ils ont leur place, en montrant des éléments de continuité. La décroissance fait écho à la pauvreté, de nouvelles formes de résistances font écho aux luttes du passé, la défense d'un paysage fait appel à un système économique et territorial perdu.

Ces éléments, avec quelques autres, structurent un système d'oppositions : campagne/ville, feuillus/résineux, landes/forêts, pauvreté/richesse, décroissance/croissance, solidarité/individualisme, pouvoir local/pouvoir exogène. Ces couples antinomiques construisent un cadre de référence et de pensée dans lequel les éléments prennent du sens les uns par rapport aux autres. Le texte qui suit, extrait d'un article publié sur le journal IPNS, regroupe nombre de ces éléments et résume l'image du territoire.

> *Mes parents ont connu le plateau de Millevaches tel qu'il fut durant des centaines d'années. À cette époque c'était un pays de landes de bruyères, de chemins creux jalonnés de hêtres et de chênes, de hêtraies ponctuant le paysage, de ruisseaux et de sources jaillissant par milliers. Ce plateau, en fait une vaste étendue de creux et de bosses perchées en moyenne à 800 m d'altitude, était parsemé de villages recroquevillés le long des pentes les mieux exposées. La vie y était rude tant par le climat que par les faibles ressources disponibles. Presque tout le monde était pauvre. (…) En quelques années, le plateau se couvre d'immenses étendues d'épicéas qui bientôt seront elles aussi délaissées. (…) Les feuillus, derniers témoins d'un passé où hommes et nature s'accommodaient, font l'objet de destructions considérables, remplacés par le douglas. (IPNS n° 43, juin 2013, page 14)*[151]

L'inscription dans la durée, la référence à un paysage du passé, avec des landes et des feuillus, la pauvreté et la rudesse du territoire : dans ce texte, comme certains entretiens ou sources écrites, on retrouve un exemple de pensée mythique. Le mythe représente un modèle narratif simple, que tout le monde peut comprendre et qui donne du sens au monde et à la réalité qui nous entoure. Le mythe est un récit « qui contient une représentation du monde dans laquelle les individus ou les groupes sociaux sont soumis à un processus d'intégration grâce auquel ils trouvent "leur

[151] L'article complet se trouve dans l'annexe 5.

place" » (Turco 2001, 371). Des géographes ont souligné l'intérêt du recours au mythe pour l'étude de la territorialité (Berdoulay et Turco 2001; Claval 2001; Turco 2001), car il peut éclairer l'articulation entre une société et son espace. En effet, il se compose d'un caractère descriptif, qui « nous renseigne sur ce qui est arrivé et sur comment cela s'est passé », mais aussi d'un caractère normatif, qui nous dit « quels sont les comportements envisagés par les événements en question ; ce qui se résout en l'établissement des canons de ce que l'on peut appeler l'agir légitime » (Turco 2001, 371). Dans le terrain d'étude limousin, les éléments de ce récit de territoire reviennent souvent dans les entretiens avec les nouveaux habitants. Des sources écrites (IPNS, les ouvrages de M.F. Houdart (1999; 2003), récemment la Plate-forme) l'alimentent également. Faire appel ici au mythe et au récit de territoire ne signifie pas qu'il s'agit d'un passé inventé ou sans rationalité : ces éléments de l'histoire régionale ont bien un caractère historique. Cependant, le mythe se retrouve dans leur « assemblage » qui donne une grille d'interprétation du territoire, construite autour d'une dialectique entre les différents éléments[152].

Tout cela nous renvoie aussi à la question que nous nous posions auparavant (§6.3.1. page 281-282) en référence à un article du journal IPNS : selon l'auteur, au nom d'une histoire locale marquée par des luttes sociales, s'interroger sur les clivages entre nouveaux et anciens habitants deviendrait un « préjugé lourd ». Cette phrase peut alors être lue comme une opposition à la mise en question du récit mythique du territoire : nouveaux et anciens habitants ne peuvent pas être dans une relation dominant/dominé car cette opposition sort de la grille d'interprétation du récit territorial. Elle ferait perdre aux nouveaux habitants la place et la légitimité que leur propre récit mythique leur attribue.

Ce récit de territoire n'émerge pas dans les entretiens avec les anciens habitants. Ils font appel à la pauvreté et à la solidarité de la société agricole d'antan, mais ils situent cela dans un passé qui est derrière eux, sans qu'il soit question d'actualisation. En revanche, les références aux résineux ou à la tradition politique sont très rares. Ce mythe territorial apparaît comme alimenté par les nouveaux habitants les plus engagés dans le territoire, qui ont aussi un capital social et culturel pour en assurer la diffusion.

[152]L'emprunt au passé pour légitimer des actions et cimenter la cohésion d'un groupe caractérise aussi le processus d'« invention de la tradition », telle que décrit par (Hobsbawm et Ranger 2006). En effet, l'invention de la tradition a pour objectifs d'établir l'appartenance à des groupes, ainsi que de consolider la sociabilité et la solidarité autour de valeurs ou de codes de conduite. Il s'agit donc des mêmes objectifs que nous avons évoqués, même si les modalités sont un peu différentes : les traditions inventées se caractérisent en effet par leur invariabilité, alors qu'un mythe peut évoluer ou présenter plusieurs versions. L'invention de la tradition est par ailleurs un « processus de formalisation et de ritualisation caractérisé par la référence au passé » (ibid. 2006, 15), alors que le récit mythique de territoire ne se présente pas dans ses aspects rituels ou formels, mais constitue surtout un système de significations structuré par des oppositions.

8.2.2. Dans la Sierra de Albarracín, une légitimité liée au présent

Le passé est une dimension peu investie par les nouveaux habitants de la Sierra de Albarracín : il est difficile pour eux de se positionner vis-à-vis de l'histoire, en particulier de la guerre civile. C'est alors dans le présent qu'ils puisent pour montrer leur « être d'ici ». L'investissement et l'animation de la vie communale, la proposition d'initiatives de développement local sont les biais par lesquels ils construisent leur appartenance locale. Leur légitimité repose d'abord sur le choix de vivre dans la Sierra, ce qui représente une ligne de démarcation entre eux et ceux pour qui la Sierra est un héritage ou qui y sont restés par inertie.

> *Une personne dans le village m'a dit : « Tu n'es pas d'ici ». Et moi je lui ai répondu que j'étais plus d'ici que lui, parce que j'ai choisi cet endroit. (SA_NH_47)*

> *Je suis d'ici parce que j'ai fait le choix de venir ici, j'ai ma famille ici, je me suis investie dans la maison. (SA_NH_42)*

Les migrants qui soulignent avoir fait le choix de vivre dans la Sierra de Albarracín sont des migrants avec des ascendances familiales, qui se sont installés dans la commune d'origine de leur famille. Mais il s'agit aussi de migrants qui, sans avoir d'attaches familiales, ont choisi d'investir ces lieux et de contribuer à les faire vivre. En cela ils s'opposent de manière symbolique non seulement aux natifs, mais aussi aux *veraneantes*, définis comme « les hirondelles » par un des nouveaux habitants, car ils arrivent au printemps et s'en vont avec l'automne. Les migrants revendiquent le choix de vivre toute l'année dans la Sierra, contrairement aux nombreux estivants qui résident dans les communes quelques semaines ou quelques mois dans l'année. La présence de ceux-ci arrive à son apogée pendant les mois de juillet et août : la population des communes est alors multipliée, les volets sont ouverts, les rues sont animées jusqu'à tard le soir, de nombreux jeunes et enfants s'y promènent. Ils participent à l'organisation des manifestations, les fêtes patronales changent de date pour qu'ils soient présents. L'impression que l'on a, pendant ces quelques semaines d'été, est que les natifs se mettent « en retrait » pour laisser champ libre aux *veraneantes*, qui « prennent possession » de l'espace public, avant de se retirer progressivement dans la deuxième moitié d'août. La présence de cette population rythme la vie des communes et est importante du point de vue économique pour les commerces et les services de la Sierra. Cependant, c'est vis-à-vis de cette population que les nouveaux habitants revendiquent leur légitimité.

> *Ils ne vivent pas ici, mais croient que beaucoup de choses leur sont dues Ce sont les personnes les plus dures avec les personnes qui viennent de dehors et qui vivent ici toute l'année. Il y a de la jalousie, de l'envie car ils voient les gens qui s'installent et vivent ici toute l'année. Ils viennent, mais ils n'amènent rien. Ils viennent au moment de la fête, mais ce ne sont pas eux qui l'organisent. Ils ne pensent pas que l'argent utilisé pour la fête pourrait être utilisé pour créer et maintenir des services. Ils ne se posent pas le problème, pensent que tout est gratuit. Par exemple, dans le village on ne payait pas l'eau. On a*

proposé de la payer, pour améliorer le service et donner une source de revenus à la mairie. Mais eux ils ont refusé. Ils sont conservateurs, ils s'opposent aux projets. (SA_NH_43)

En général, les gens viennent quinze jours, un mois et il n'y a pas de problème. Mais ils ne se rendent pas compte que les services d'eau, de poubelle, de nettoyage du village est...on les leur donne...Ils ne veulent pas s'impliquer dans les besoins réels du village...Ils ne veulent pas non plus payer des impôts. Ils veulent que les vacances leur reviennent très peu chères, mais le reste de l'année ils ont aussi une maison ici! Je pense qu'ils tiennent beaucoup au village, mais ils ne s'impliquent pas vraiment dans les besoins du village. Ils le savent...parce que en parlant avec eux...c'est clair qu'ils le savent. Mais ils restent quinze jours en vacances...ils tournent le robinet, ils remplissent les poubelles...c'est suffisant, ils ne se rendent pas compte que tout ça, ça nécessite du travail et de l'argent! Et que ce n'est pas quinze jours, ce sont trois-cent-soixante-cinq jours par an qu'ils ont la maison ici! Beaucoup de fois je leur dis: "Vous n'aimez pas votre village, vous ne l'aimez pas! Il vous plait mais vous ne l'aimez pas!" (SA_NH_126)

Face au capital d'autochtonie revendiqué par les *veraneantes*, qui ont pour une large majorité des attaches familiales dans la commune, la légitimité des nouveaux habitants tient au fait de vivre toute l'année dans la Sierra et de connaître ses problématiques. Ils se sentent alors « d'ici » car ils font face toute l'année au manque de services, aux problèmes d'accessibilité en hiver, à la nécessité de trouver ou créer un emploi.

L'inscription dans le présent de la Sierra passe aussi par l'investissement dans des initiatives et dans l'organisation de la vie des communes. Cela n'empêche pas qu'il existe des collaborations ou des « alliances » entre nouveaux habitants et estivants : par exemple, dans certaines communes les fêtes patronales sont organisées ensemble, les activités pour les enfants impliquent nouveaux habitants et *estivants*. Toutefois, les nouveaux habitants se sentent, face aux locaux et aux *veraneantes*, la force active de la Sierra : c'est en effet grâce à eux et à leur « lutte » que des services se maintiennent, que des activités sont organisées et qu'on commence à proposer une nouvelle forme de développement local, basée sur une dynamique endogène. Le choix, la présence, l'action sont alors les fondements de la légitimité des nouveaux habitants, qui revendiquent leur « être d'ici » par la connaissance et la pratique du territoire sous tous les aspects du présent, positifs comme négatifs.

8.2.3. Se légitimer en préparant le futur des territoires ruraux

Une dernière dimension temporelle qui peut être évoquée pour expliquer comment les nouveaux habitants légitiment leur « être d'ici » est celle du temps à venir. Il s'agit de voir comment ils s'inscrivent dans la durée, pour la sauvegarde de leur cadre de vie et des espaces ruraux. Deux enjeux semblent s'imposer sur les deux terrains d'étude : le premier concerne la dynamique locale et

les modalités du développement local. Le second porte sur la dialectique entre les groupes sociaux, en particulier anciens et nouveaux habitants, qui habitent dans la Sierra et le Limousin.

Pour ce qui concerne la dynamique locale, en Limousin on remarque la volonté de l'inscrire dans la durée : en effet, même si elle semble étoffée et bien implantée sur le territoire, cette dynamique est par certains aspects fragile. Les nouveaux habitants portent souvent un regard vers le futur, pour assurer une continuité à leurs projets ; le but est que le territoire et d'autres personnes puissent en bénéficier.

> *On va pas rester dans cette ferme en permanence même quand on travaillera plus. Je pense que c'est la volonté de tous de permettre à des jeunes de pouvoir s'installer sur la propriété. L'idée serait de passer cette propriété sur Terre de Liens[153], pour permettre à des jeunes de continuer l'activité. Elle sera la même que la nôtre, elle sera différente, pour moi ça n'a pas d'importance, l'important est qu'une histoire puisse continuer ici, humaine et sociale, agricole, culturelle, tout ce qu'on veut. On aimerait bien aujourd'hui agrandir l'équipe, à des jeunes, pour qu'il y ait après une transmission, un passage à des gens qui voudraient continuer. (...) Je n'ai pas envie de bloquer un lieu, je voudrais que ça puisse vivre après, pour des jeunes; ça c'est pour moi une question de fond. (LIM_NH_112)*

Dans la Sierra, le moment de la transmission n'est pas encore venu et il s'agit de renforcer une dynamique pour permettre des installations durables. Pour cela, les nouveaux habitants expriment la nécessité de « lutter » pour le maintien des services ; cependant, ils savent aussi que cela dépend de facteurs structurels qui dépassent l'échelle locale et face auxquels ils ont peu de recours.

> *Le développement rural devrait permettre aux gens de pouvoir choisir de rester. Maintenant ce n'est pas comme ça : il y a de l'argent, des subventions, mais ils nous donnent de l'argent pour qu'on puisse aller en ville, parce que les services de base ne sont pas maintenus. (…) Tu devrais savoir que les subventions pour le développement rural sont pour inciter les gens à aller en ville, vu qu'on enlève toujours plus de services...on pense à faire venir les gens, mais il faut aussi penser à faire rester les gens qui sont déjà ici, avec des services d'éducation, de santé, de loisirs. (SA_NH_63)*

> *Il faut lutter constamment, pour avoir des services. On est toujours avec le sabre au clair. On a toujours moins de services, un à un tous les services partent. (SA_NH_63)*

> *Le milieu rural n'est pas rentable, on le sait déjà : en milieu rural, tout devient plus cher. L'essence, chauffer la maison, le transport, tu bouges plus...la vie est plus chère! Et les services, c'est la même chose : le médecin, la mairie, la secrétaire, les enseignants, les transports publics, tout ça c'est clairement en déficit, tout le temps. Alors, parce que c'est déficitaire, on le quitte? ((SA_NH_126)*

[153] Terre de Liens est une association nationale dont l'objectif est d'aider des agriculteurs à s'installer et de développer l'agriculture biologique et paysanne. Pour cela, elle fait appel aux dons pour acheter du foncier agricole, parfois en copropriété, et ensuite le louer.

Ces nouveaux habitants, qui souhaitent rester durablement dans la Sierra, ressentent une menace pour le cadre de vie, face au recul des services et à l'impuissance de la politique locale. À cette inquiétude, ils essayent de répondre en alimentant une dynamique naissante qui permette un développement local endogène. Ainsi, ils essayent d'identifier des spécificités de la Sierra et de les valoriser. À titre d'exemple, des activités sont organisées autour des champignons, dont la Sierra est riche : randonnées pour les cueillir, ateliers pour apprendre à les reconnaître, dégustations proposées par différents restaurants. Autre exemple, puisque « l*a despoblación tiene sus ventajas* »[154], on peut profiter de la faible pollution lumineuse pour des soirées de découverte astronomique. Ces initiatives sont encore récentes et la volonté des nouveaux habitants est de les pérenniser et d'en faire des points d'attractivité territoriale.

Un deuxième enjeu pour l'avenir concerne la dialectique entre les visions du territoire et son développement, notamment entre anciens et nouveaux habitants. Cela est ressenti comme important sur les deux terrains d'étude, mais de manière différente. En Limousin, une partie des migrants commence à porter attention aux clivages entre anciens et nouveaux habitants et essaie de réduire les distances, par exemple à travers les services et les circuits économiques.

En effet, le « réseau » a une dimension économique importante : les maraîchers, les producteurs de fromage, les autres commerçants insérés dans ce circuit peuvent s'appuyer sur une clientèle sans forcément chercher parmi les « autochtones ». Toutefois, apparaît une volonté de rapprocher la clientèle que constituent les anciens habitants des services. Cela non seulement pour des raisons économiques, mais aussi pour que commerces et services ne soient pas réservés à une partie de la population. Dans les citations qui suivent, le dialogue à distance illustre deux visions du commerce local. Il s'agit d'abord des mots d'un ancien habitant qui commente la manière de commercialiser d'un couple de boulangers installé dans sa commune.

> *Un boulanger...il vend pas beaucoup de pain ici, eh ! Qu'est ce qu'il vend ? Est-ce qu'il gagne sa vie ? Parce que moi je ne vois pas comment il peut faire le pain ici et l'amener là bas...c'est difficile ! Parce qu'un boulanger il faut quand même qu'il fasse le pain la nuit et qu'il le vende le jour ! Et eux, ils en font - combien, une ou deux fois par semaine, et ils vont le vendre après là- bas, et... ! (LIM_LOC_34)*

Ces derniers, sans boulangerie, ont des circuits économiques détachés de leur lieu de résidence (marchés à Limoges et à Eymoutiers, dépôts dans d'autres communes) et des habitants de leur commune (à l'exception des nouveaux habitants). Ils expliquent comment ce mode de vente les a, involontairement, mis à l'écart dans leur commune, tout en étant pleinement insérés dans d'autres circuits relationnels et commerciaux.

---

[154] « Le dépeuplement a aussi des avantages », comme l'explique le texte qui présente cette activité dans le site des entrepreneurs touristiques. URL: http://www.turismosierradealbarracinAlbarracín.com/smartportal.php?zone=smartportal&action=view&codeID=795&categoryID=136

Nous on dit : "Les gens [de la commune] n'achètent pas notre pain", n'empêche que nous on est arrivé là sans réaliser tout ça, à aucun moment on n'a mis d'affichage pour venir chez nous, il n'y a pas un panneau "boulangerie", il n'y a aucun tract, aucun truc qui circule, on n'est pas sur les Pages Jaunes...pour nous ça paraissait normal, on s'est dit les gens, de bouche à oreille, arriveront ici. Eh non. Les gens des réseaux alternatifs, qui ont l'habitude de ce pain là, des fonctionnements particuliers, parce que quand on fait les dépôts, on dépose le pain dans un local prêté par le presbytère, c'est ouvert à tout le monde, on laisse le pain dans des caisses, dans des sacs avec le nom de chacun écrit dessus, ça fonctionne uniquement sur la confiance, n'importe qui peut prendre le pain, prendre les sous qui sont déposés, ça fonctionne très bien, mais uniquement sur la confiance, ce sont des manières de fonctionner qui sont complètement marginales par rapport aux gens qui ont l'habitude d'aller dans une boulangerie, tous les matins pour prendre leur pain. Et ce n'est que maintenant que je réalise qu'on est exclus, mais pas que parce que les gens me rejettent, mais aussi parce qu'on a pas vraiment fait un pas vers eux. Jamais on n'a été vers eux, jamais on a cherché à se faire connaître dans le village. Ici ce n'est pas possible de savoir que c'est un local de boulangerie, pour qui ne le sait pas. Je pense qu'on a participé aussi à cette exclusion et d'une certaine façon ça peut être tout à fait perçu comme quelque chose de hautain, de fermé, de sectaire, parce qu'on a pas fait ce pas qui aurait été nécessaire. On ne l'a pas fait pas pour ne pas s'intégrer, mais on ne l'a pas fait par négligence, sans réaliser la portée d'une telle négligence. (LIM_NH_2)

L'attention des migrants et acteurs locaux se porte de plus en plus sur cette question, qui est pressentie comme un chantier pour les prochaines années. Il semble y avoir une volonté, de la part des migrants, d'un retour vers la localité, pour créer un réseau relationnel et de services qui implique les anciens comme les nouveaux habitants.

Il y a la population qui est vraiment d'ici depuis toujours, qui n'a pas bougé, qui est vieillissante, très isolée. (…). Et puis, on appelle ça les néo-ruraux, ceux qui viennent d'arriver, qui étaient en ville et ils en ont eu marre et sont venus ici. Il y a un peu une critique sur ça, par exemple du côté de Faux [-la-Montagne], un discours qui ressort pas mal, par exemple quand j'ai créé l'assoce c'est une chose à laquelle on a essayé de faire attention, de ne pas faire quelque chose uniquement entre les gens qui viennent juste d'arriver. Par exemple, si je fais un café des enfants, je vais pas diffuser l'info que par internet, parce que je sais que cette population-là utilise beaucoup moins internet comme moyen de communication. Mais on va faire une émission sur France Bleu Creuse, on va passer une annonce sur la Montagne, la maison des associations d'Aubusson... pour que tout le monde puisse être au courant. (LIM_NH_8)

Parmi les objectifs qu'on avait en ouvrant le resto, il y avait ça aussi, essayer de ne pas avoir que des gens du plateau, mais aussi des gens du village. C'est d'ailleurs parmi les objectifs de la mairie, le resto a aussi un rôle d'animation dans le village. C'est pour ça que j'ai insisté pour faire l'inauguration décalée par rapport à l'ouverture. On a ouvert une semaine avant l'inauguration, pour permettre aux gens du village de venir voir, nous connaître, sinon ils auraient vu arriver le soir de l'inauguration cinquante personnes du plateau, et ils auraient eu peur! Alors que comme ça ils ont eu une semaine pour venir, boire un verre...(LIM_NH_117)

Cette nouvelle attention pour le lien local ressort des entretiens : malgré la conscience des différences au niveau des références culturelles et même économiques, les nouvelles initiatives essayent d'attirer un public ou une clientèle qui ne soient pas seulement formés de nouveaux habitants. Ces exemples tendent à valider l'opposition entre nouveaux et anciens habitants que nous avons relativisée au début du chapitre : si les clivages s'estompent effectivement par certains aspects, comme pour la relation à la mobilité ou le lien au territoire, ils sont encore visible dans les pratiques de consommation ou dans le choix des services.

Dans la Sierra de Albarracín, le parcours est inverse : l'insertion dans la localité est forte et les liens avec les personnes locales incontournables. Mais ces liens deviennent parfois un blocage, sur les plans politique et économique. Les nouveaux habitants ressentent cela comme une limite pour les initiatives et pour le développement de la Sierra ; ainsi, l'enjeu pour l'avenir proche est celui de s'émanciper des contraintes politiques et culturelles qui sont liées à l'ancienne génération.

> *Je suis confiant dans le changement de génération, ça sera un changement positif. Par exemple, les gens jeunes qui s'installent ici restent et sont ouverts aux autres villages. Mais pour l'instant, ce qui manque ici est l'idée de la fonction sociale que les initiatives ont pour les villages. (SA_NH_67)*

> *Pour que les choses changent, il faudrait que une ou deux générations des gens d'ici meurent. (SA_NH_71)*

Le changement de génération devrait ainsi permettre un renouvellement, social mais aussi politique, capable de promouvoir une autre vision du territoire et une ouverture aux propositions. Le début de l'investissement dans la politique locale, les liens tissés entre les initiatives peuvent être l'ébauche d'un nouveau mode de gestion et de développement de la Sierra, qui ne pourra être testé que quand les nouveaux habitants auront une influence plus visible et un impact plus fort au niveau socio-économique comme au niveau politique. Il est également possible de se demander si les enfants ou les petits enfants des émigrants reviendront s'installer : pour l'instant, ceux qui reviennent le font suite à des difficultés économiques, la Sierra est une solution de repli. Il faudra peut-être attendre une génération de plus pour que, comme en Limousin, il y ait des retours motivés par un choix de vie et des projets liés au territoire.

8.3. Être d'ici à temps déterminé

Les pages qui précèdent visaient à montrer comment les nouveaux habitants construisent leur légitimité et leur « être d'ici » dans les territoires d'installation. La volonté d'« être d'ici » cohabite toutefois avec la mobilité : les nouveaux habitants ont souvent déjà un passé migratoire, circulent dans le lieu d'installation, changeant de domicile et de commune. Surtout, ils sont nombreux à envisager une nouvelle migration, considérant ainsi les lieux d'installation comme des territoires de projets : les territoires et les ancrages peuvent être alors définis comme réversibles. Cela implique que les installations puissent être perçues comme temporaires, non seulement par des migrants qui n'en sont pas satisfaits, mais également par d'autres qui, en revanche, sont totalement satisfaits de leur projet. Simplement, ce projet étant conçu comme « à temps déterminé », cela ne les empêche pas de montrer un réel attachement ni de s'impliquer dans la Sierra ou le Limousin.

8.3.1. Entre migrations passées et nouvelles migrations à préparer

Dans ce paragraphe, nous verrons comment le parcours des nouveaux habitants s'inscrit dans la mobilité : en effet, la plupart d'entre eux ont déjà connu des migrations économiques ou résidentielles avant d'arriver dans la Sierra ou en Limousin. De plus, même après leur installation, ces territoires peuvent être vus comme des territoires circulatoires à une échelle réduite. Dans un second temps, nous verrons qu'environ la moitié des nouveaux habitants envisage, bien que pour des raisons différentes, de quitter leur lieu d'installation actuel : l'insatisfaction n'est pas la seule raison ; il peut s'agir aussi de motivations liées au cycle de vie ou à la réalisation de nouveaux projets.

8.3.1.1. Des parcours marqués par la mobilité

Le parcours migratoire des nouveaux habitants ne se résume souvent pas à l'installation dans la Sierra ou dans le Limousin. En effet, nombre d'entre eux n'en sont pas à leur première migration, nationale ou internationale. En Limousin par exemple, plus de 60 % des nouveaux habitants français ont déjà connu une migration résidentielle (entre régions). Dans la Sierra, on atteint presque le même pourcentage pour les migrants étrangers, qui ont effectué plusieurs étapes avant de s'installer[155]. Ces migrations ont été imposées par les études, l'emploi ou un projet professionnel, la

[155] En Limousin, 23 sur les 37 nouveaux habitants français ont déjà connu une mobilité migratoire, tout comme la moitié des étrangers (6 sur 12). Dans la Sierra, environ 30 % des nouveaux habitants espagnols (13 sur 41) et plus de la moitié des étrangers (10 sur 18) ont également déjà migré.

mise en ménage, dessinant des parcours parfois complexes qui montrent une relation souple aux territoires et, notamment pour une partie des migrants étrangers dans la Sierra, une « installation dans la mobilité ».

Cependant, la mobilité résidentielle peut aussi être interne au territoire d'installation : certains migrants circulent au sein de la Sierra ou du Limousin, changeant de résidence pour se rapprocher d'un emploi, pour trouver une maison plus grande, pour vivre dans un bourg ou hors de ce dernier.

> *En fait, j'ai tout le temps été un peu itinérant en Limousin, parce que après la Corrèze, j'ai habité à Saint-Léonard, mais j'étais beaucoup investi à La Forêt Belleville, et puis j'ai commencé à rencontrer des gens sur le Plateau....d'autres gens autour de Faux-la-Montagne et tout...(...) J'ai travaillé trois ans à La Forêt Belleville, j'habitais sur place, et puis j'ai arrêté parce que j'avais envie d'arrêter, parce que ça me prenait beaucoup d'énergie, et puis j'avais envie de m'installer...de réfléchir à un projet agricole, du coup j'ai été me former. Pendant deux ans, c'est ça que j'ai fait, je travaillais dans des fermes, rien à voir avec la restauration. Je suis parti six mois en Franche-Comté, pour me former dans une ferme laitière, j'étais intéressé par l'élevage laitier, c'était aussi une ferme collective, c'est ça aussi l'intérêt, gérée par un groupe de gens. Ça c'était en 2010, je suis resté huit mois là bas, puis je suis revenu, j'ai travaillé à droite à gauche, pas que dans l'agriculture, je ne savais pas trop vers quoi aller. Je cherchais du boulot dans des fermes, mais j'en trouvais pas trop, donc j'ai fait aussi du travail dans l'animation, aux Plateaux Limousins notamment, deux mois. Et puis cette année, jusqu'en mai, j'étais salarié agricole, à différents endroits, mais souvent à Tulle et dans une autre ferme, entre Limoges et Eymoutiers. (…). Après Vasi Jeune[156], qui est à Vidaillat, qui n'est pas sur le plateau, j'ai déménagé à Gentioux, j'y ai déménagé pour...fille...pour cause de fille (…). À un moment donné j'en ai eu marre, j'étais prêt à partir du plateau, et j'ai voulu quitter Gentioux, il y avait un peu ce côté là, réseau, qui me gonflait un peu, et j'ai déménagé à Sainte-Anne-Saint-Priest, voisin de G., on était potes (…). Je ne savais pas trop ce que je voulais faire, où je voulais aller, je voulais m'éloigner un peu du plateau, je m'entendais bien avec G. et...après c'est des raisons plus personnelles....il y avait cette opportunité de maison, parce que je connaissais les gens qui étaient dans cette maison avant, c'était des copains qui sont partis à Paris. (LIM_NH_116)*

> *J'habite ici depuis deux mois, j'ai déménagé ici de Eymoutiers parce que dans la maison il faisait trop froid : cet hiver il faisait moins dix dans la maison, on ne pouvait pas se chauffer! J'ai passé deux mois chez des copains, ensuite j'ai aussi trouvé du travail, alors je peux payer mon loyer. (LIM_NH_108)*

> *Maintenant je vis à Gea. D'abord, j'ai vécu à Griegos, puis à Albarracín, et j'ai terminé à Gea. On a changé pour...pour...des raisons sentimentales, pour amour ! Ma femme est dominicaine et...à l'époque je faisais partie d'un projet, je suis venu ici, ça a duré trois-quatre ans, pendant qu'elle terminait l'université, mais je ne vivais pas ici, je venais un mois par an...et elle venait aussi, où je vivais, elle voyait qu'il n'y avait pas de magasin,*

[156] Association de Valorisation, Appui et Soutien des Initiatives de Jeunes. Située dans une ancienne ferme, l'association propose un lieu d'accueil, de formation, d'expérimentation. Elle donne aussi la possibilité de connaître et « tester » le territoire avant de s'y installer.

rien...c'était à Griegos. Alors à Griegos on n'y est pas resté longtemps. Alors après on a été à Albarracín, on y est resté deux ans, alors elle déjà elle y est restée plus longtemps, un mois...et bon, Albarracín se trouve à une demi-heure de Teruel, mais...pour elle c'était très loin, si on devait aller au cinéma, ou pour aller à un resto, ou autre chose...pour elle c'était très loin. (…) Elle, elle vient de Saint-Domingue, la ville, et venir ici, avec le froid, la neige....alors, elle m'a dit qu'elle voulait vivre plus proche de Teruel, alors....on fait un compromis, c'est à dire : moi en ville, je ne veux pas y aller, elle m'a dit qu'elle pouvait vivre dans un village, mais….mais qu'elle préférait être proche d'une ville, pour pouvoir y aller...alors, le plus pratique c'était Gea, c'est à quinze minutes de Teruel et alors déjà, elle va presque tous les jours à Teruel, et moi, je monte par ici ! (SA_NH_121)

Cette mobilité, même interne au territoire, est vécue comme de l'instabilité par les maires et les anciens habitants. Les deux terrains d'étude deviennent des territoires circulatoires à une échelle réduite, un point d'accroche au sein duquel les migrants évoluent et changent de commune ou de maison pour s'adapter aux exigences. Cette circulation est plus fréquente pour les migrants plus jeunes ou dans une première phase d'installation, quand on « teste » le territoire. Cependant, elle ne concerne évidemment pas tous les nouveaux habitants et souvent elle s'arrête quand une stabilité professionnelle et familiale a été atteinte : l'achat d'une maison, la présence d'enfants, une installation agricole sont des facteurs qui limitent ce phénomène.

8.3.1.2. Vers une nouvelle migration : pour des difficultés, parce qu'on vieillit, pour un autre projet

La mobilité est présente aussi dans les projets futurs d'une partie des nouveaux habitants qui envisagent de quitter la Sierra ou le Limousin. Différentes raisons sont à l'origine de cette volonté. La première, déjà évoquée, concerne les migrants qui, suite à des difficultés économiques et/ou sociales, souhaitent repartir vers leur ville d'origine ou vers un lieu qui leur offre plus de possibilités. Il s'agit surtout des migrants qui se sentent isolés sur le territoire, ou des personnes qui ont choisi de s'y installer, mais qui vivent dans l'incertitude et dans la précarité économique.

Déménager...ça dépend du travail. Je rentrerai à Barcelone s'il n'y a pas de travail ici, il faudra que je retourne chez mes parents ! Si cet été je ne trouve pas de travail, il faudra que j'y retourne parce que...le chômage sera terminé et il faudra que j'y retourne. Je serai obligée de revenir à la vie de la ville...(...) Enfin, ce n'est pas que là-bas la situation soit meilleure qu'ici. Mais là-bas, au moins, il y aura mes parents, une assiette ne manquera jamais ! (SA_NH_123)

La volonté de s'en aller ne doit pas être vue seulement comme la conséquence d'un échec, d'une désillusion ou des difficultés économiques. Pour une partie des migrants, cette volonté est liée au cycle de vie, notamment pour les personnes âgées qui envisagent de se rapprocher de la ville et des services.

J'ai acheté un tout petit appartement, enfin, pas si petit que ça, à Paris, c'est un pied-à-terre, et je vois que tout autour de moi, mes copines, mes frères, commencent à vieillir. Et je me dis, et I. [son mari] aussi, qu'il faut se faire à l'idée qu'on pourra pas toujours monter un étage facilement, descendre les marches...il faut quand même se préparer. Ici au niveau médical on est bien suivis, mais ça pose un problème quand on vieillit ici. Alors, quitter ma maison...franchement on ne l'envisage pas. On n'y pense pas encore, mais un pied-à-terre, c'est quand même un pied en ville. (LIM_NH_110)

Je pense qu'il ne faut pas se dire qu'on pourra vivre au même endroit...non, parce qu'on a un chauffage au bois, pour l'instant c'est mon mari qui fait le bois, si un jour il ne peut plus...on pourra se mettre au fuel, mais ça risque de coûter cher. On ira peut être dans un endroit plus petit...plus facile pour les courses...on a un jardin, ça nous fait beaucoup de bonnes choses à manger, mais un jour peut-être on ne pourra plus aussi. Donc je ne sais pas, on verra bien un jour. (…) On ne restera pas forcément dans la région...je sais pas, pour le moment on a encore le temps...mais il faudra un jour décider...c'est sûr que...notre logement, c'est possible, il est accessible de plain-pied...mais on ne peut pas non plus demander aux voisins de...je sais que ça se passe, je connais des gens qui ont fait ça, des gens très handicapés, ce sont les voisins qui font les courses, mais c'est aussi un problème, toujours dépendre...(LIM_NH_6)

Dans dix ans, quand je serai à la retraite, je veux aller à Marseille. C'est une région qui me plaît, j'y ai travaillé quatre ans, et c'est mon rêve. Ici ça va me manquer, mais qu'y a-t-il ici? Il n'y a pas de pharmacie, pour n'importe quoi tu as besoin de la voiture. Et quand tu n'as pas de voiture? (LIM_NH_109)

Comme déjà observé dans des études démographiques (Schmitt et *al*. 2002; Pistre 2011 ; cf. §2.2.1.), la tendance est celle de se rapprocher de la ville en prévision de la nécessité de vivre dans un espace plus accessible, à proximité des services médicaux et commerciaux. Dans la Sierra de Albarracín, cette volonté n'a pas été exprimée, probablement car les migrants sont plus jeunes et se sentent moins concernés par les inquiétudes du grand-âge. En Limousin, où les migrants sont plus âgés, ce projet a plus souvent été évoqué, dans des contours plus ou moins définis. Les personnes âgées natives des deux terrains d'étude sont souvent à la maison, tant que cela est possible, avec le soutien de la famille et la solidarité des voisins. Ils n'envisagent pas de quitter leur commune. Seulement dans la Sierra, certaines personnes âgées passent les mois les plus froids de l'hiver en ville, à proximité de leur famille.

Sans les impératifs économiques ou liés à la vieillesse, l'idée de quitter le Limousin ou la Sierra peut simplement être dictée par la volonté de se lancer dans de nouveaux projets, de tester d'autres territoires. Il s'agit ici de migrants plus jeunes, en âge actif qui, bien que satisfaits de leur installation et de leur projet professionnel actuel, s'envisagent déjà ailleurs, pour un autre projet personnel ou professionnel.

Je voudrais passer quelques années encore ici, continuer mes cours de solfège, faire de la musique. Je voudrais passer le concours d'éducateur spécialisé et faire une école de musicothérapie. Après, je voudrais partir dans un endroit similaire mais moins pluvieux,

par exemple le Lot ou les Cévennes. Mais pour l'instant on reste ici, mon copain doit rester ici au moins cinq ans pour son travail. (LIM_NH_108)

Dans un autre pays, en Asie, peut-être...je sais pas, on verra, selon l'humeur et l'envie...Plus tard, plus tard. (LIM_NH_102)

Notre rêve, pas interdit mais...si un jour, dans le futur...on aime beaucoup la zone du Matarraña [comarca située à Est de la province de Teruel), mais je crois que ça va dépendre de beaucoup de choses. Ici c'est très beau, il y a les montagnes, la neige, la rivière, mais si on devait changer, je crois que ça sera là-bas...(SA_NH_124)

Le projet du déménagement est déjà clair pour certains, mais pour d'autres il est évoqué sans être défini dans sa temporalité ni dans sa destination. Regroupant tous les migrants qui envisagent, pour une raison ou une autre, de quitter le territoire, ce sont 21 % des néo-Limousins qui ont le projet de repartir, à côté desquels nous trouvons 32 % de plus qui y pensent, sans que leur projet soit déterminé. Dans la Sierra, ils sont moins nombreux à savoir qu'ils s'en iront (13 %), mais plus nombreux à être dans l'incertitude : 20 % l'envisagent sans en être sûrs, et pour 20 % de plus le déménagement dépendra de l'emploi et de la situation économique[157]. En relation avec les profils de sociabilité, sur les deux terrains d'étude, les migrants avec une sociabilité villageoise sont ceux qui se manifestent comme plus stables et n'envisagent pas un déménagement. En Limousin, ceux qui pensent s'en aller sont plus nombreux parmi les migrants avec une sociabilité élargie, tandis que dans la Sierra ce sont ceux qui se sentent plus isolés.

8.3.2. Des ancrages réversibles ?

Comment interpréter cette volonté de quitter le lieu d'installation, même de la part de migrants satisfaits de leur projet, impliqués et attachés au territoire ? Comment ces formes de mobilités se concilient-elles avec une inscription durable dans le temps et un ancrage territorial ? Les perspectives de mobilité, notamment celles d'une nouvelle migration, ne signifient pas forcément un manque d'ancrage ou d'attachement au lieu d'installation. Toutefois, l'ancrage peut prendre des formes différentes.

Pour certains migrants, il existe un ancrage durable : ils manifestent la volonté de rester dans ces lieux, auxquels ils ont un attachement fort. Leur installation s'inscrit dans la longue durée et est intégrée dans un projet de vie. Le projet professionnel, l'achat et/ou la rénovation d'une maison les attachent à ces lieux qu'ils envisagent comme définitifs. Il s'agit de migrants qui font preuve d'une sociabilité villageoise et élargie. Leur migration s'insère dans un projet de vie et ils n'envisagent pas

[157] Sur 49 migrants en Limousin, 10 nous ont dit qu'ils partiront sûrement et 15 « peut-être » ; dans la Sierra, sur 59 migrants, 11 savent qu'ils la quitteront, 11 ont expliqué que leur décision dépenda du travail.

de migrer une nouvelle fois. Pour d'autres migrants, le lieu d'installation est simplement un espace de transit : les migrants étrangers dans la Sierra par exemple ou certains migrants en difficulté, considèrent la Sierra et le Limousin comme une étape dans un parcours qui les amènera ailleurs. Ils ne manifestent pas d'attachement ni d'ancrage à ces lieux qui restent pour eux juste un lieu « d'accostage » temporaire.

Enfin, pour un troisième groupe de nouveaux habitants, l'ancrage est tout aussi fort, mais leur installation est conçue comme étant à temps déterminé. Elle peut durer quelques années ou plusieurs décennies, mais leur projet est conçu comme non définitif. Cette volonté n'empêche pas ces migrants, qui sont souvent engagés sur le territoire, d'y être attachés et investis. Mais l'installation dans la Sierra ou le Limousin représente une étape, ce sont des territoires de projet qui correspondent à des moments de leur cycle de vie. Ces nouveaux habitants choisissent de s'installer dans un espace rural à un moment de leur vie, mais leur identité résidentielle doit être vue comme évolutive et contextuelle (Cailly 2007) : à une nouvelle étape de leur parcours biographique, il est possible qu'un autre espace corresponde mieux à leurs besoins, projets, envies.

> *On est intégré, on fait les efforts pour, on est intégré, finalement on a résisté...(...) Et le fait qu'on développe de plus en plus d'activités commerciales, ça veut dire que la mayonnaise prend, les enfants font leurs études, des bonnes études ici...ça prend. Mais je pense que ça restera une étape. Comme nous avons fait une étape à Paris, une étape à Moscou et une étape à Londres, le Limousin sera une étape. Alors, elle sera plus longue, peut-être quinze ans, vingt ans, je ne sais pas, si on a le courage ! Enfin, le courage par rapport à l'activité, parce que c'est beaucoup de boulot. (LIM_NH_102)*

Le rapport à l'espace est alors dynamique et les ancrages sont réversibles. Le concept de réversibilité nous semble adapté pour définir une relation aux lieux qui devient fluide et qui n'est pas définitive. Que les ancrages soient réversibles ne signifie pas que les territoires soient interchangeables : l'espace, pour ces migrants, n'est pas un support neutre, mais un territoire où ils vivent et agissent. Il y a une influence réciproque entre ces migrants et le territoire. Cependant, cela correspond à un moment de leur vie et l'ancrage est réversible.

Vincent-Geslin et Kaufmann (2012) parlent de mobilités réversibles en référence aux personnes qui choisissent de bouger plus et plus loin pour préserver une sédentarité : il s'agit de déplacements quotidiens, hebdomadaires, ou de mobilités de plus en plus « hybrides », souvent liées à l'emploi, mais qui permettent de garder un ancrage dans un lieu. Les mobilités réversibles sont une alternative à la migration, car on adopte un mode de vie mobile pour privilégier un ancrage local. Parmi les nouveaux habitants rencontrés, certains sont encore dans une mobilité quotidienne ou hebdomadaire intense : des employés se rendent quotidiennement vers Limoges ou Teruel ; un Écossais alterne six semaines en Limousin avec sa famille et six semaines à Glasgow pour travailler ; un couple démarre une activité touristique dans la Sierra et, pour les premiers mois, la femme a gardé son travail à Madrid et rejoint son conjoint les fins de semaines. Cependant, ils ne sont pas très

nombreux et eux-mêmes envisagent ces mobilités comme transitoires. Parmi les locaux, certains effectuent quotidiennement le trajet vers Limoges ou Teruel pour des raisons professionnelles, mais ils ne semblent pas très nombreux à opter pour ce type de mobilité.

Le plus souvent, nous sommes dans la situation inverse à celle décrite par Vincent-Geslin et Kaufmann (2012) : les nouveaux habitants préfèrent une relocalisation résidentielle ou une migration pour privilégier un cadre de vie, une logique de proximité et du temps disponible. Si dans les mobilités réversibles il s'agit de se déplacer plus au quotidien pour ne pas migrer, pour nos nouveaux habitants il s'agit de migrer pour privilégier la proximité, en construisant un nouvel ancrage. Pour beaucoup d'entre eux, s'installer en milieu rural signifie aussi éviter les longs déplacements domicile-travail, parfois travailler à la maison, avoir un emploi du temps souple, disposer de temps pour la vie familiale et sociale.

> *Le but était aussi de travailler chez nous. C'est un luxe, quand on a un enfant en bas âge. Pour l'instant on est très contents, ça nous va bien, ça nous permet de pallier au fait qu'il n'y a rien ici pour les parents qui ne veulent pas mettre leur enfant en garderie. (LIM_NH_8)*

Les recherches sur la mobilité soulignent la dissociation des lieux de vie et de travail permise par les transports et les communications. Toutefois, pour la majorité des nouveaux habitants, il s'agit de relocaliser lieux de résidence, d'emploi, de vie familiale, ou du moins de les concentrer dans une micro-région qui ne les oblige pas à de longs déplacements.

> *On ne vit pas de séparation entre temps de travail et temps de loisirs. On est en vacances toute l'année et on travaille toute l'année (…). Ça nous donne une grande liberté, on choisit quand on travaille, avec qui on travaille. (LIM_NH_8)*

> *On va voir des boulangers, ils font du pain bio, on va voir le maraîcher, il fait des légumes bio, on va voir M. et I. pour les fromages, du coup, pour se fournir en nourriture, j'ai presque tout ce dont j'ai besoin à 5 km autour. (LIM_NH_113)*

Ces témoignages font écho aux recherches, menées surtout dans l'espace périurbain, qui soulignent la volonté de la part de nouvelles populations de développer un mode d'habiter qui permette de « réinventer la proximité et le vivre ensemble » (Poulot et Aragau 2012). La proximité de l'emploi et des services est alors l'expression d'une volonté de « faire campagne » (Poulot 2008a) qui s'exprime dans un mode d'habiter l'espace rural dans ses différentes facettes : il ne s'agit pas seulement d'être dans un cadre de vie naturel, mais aussi de s'approprier les valeurs liées à la proximité et aux relations sociales locales.

Cela ne signifie pas que ces nouveaux habitants ont de faibles compétences en mobilité : au contraire, leur motilité (Kaufmann 2008) est souvent importante. Ils réduisent leurs déplacements tout en restant très mobiles. Ils choisissent de se sédentariser de manière temporaire dans un

territoire qui permet de réaliser des projets et de bénéficier du cadre de vie choisi. Le territoire devient une composante, souvent très importante, de leur projet. Pour un autre projet, pour une autre étape du parcours biographique, ils pourront investir un autre territoire et développer un nouvel ancrage. La relation avec le territoire n'est pas exclusive, ni de manière synchronique, comme dans les multi-appartenances (Sencébé 2004), ni de manière diachronique.

8.3.3. Une installation à temps déterminé mais un investissement fort dans le territoire

Territoires et ancrages réversibles pourraient être mis en parallèle avec les « communautés-patères » évoquées par Bauman (2009). Le sociologue décrit de cette manière les groupes sociaux auxquels les personnes adhèrent de manière temporaire et qui sont caractérisés par des liens superficiels et transitoires. Il s'agit de communautés caractéristiques d'une société liquide, où on ne prend pas d'engagement à long terme. Peut-on parler de « territoires-patères » pour la Sierra et le Limousin ? Cela est possible pour une minorité des migrants, pour qui ces espaces ruraux représentent un refuge temporaire où chercher un groupe social, où s'insérer, tout en gardant des liens fluides avec d'autres territoires. Cependant, pour la plupart des nouveaux habitants, notamment ceux que nous avons définis comme ayant une sociabilité élargie, la définition de « territoire-patère » nous semble inadaptée. En effet, ils sont attachés et investis dans le territoire, ceux qui envisagent une installation définitive, comme ceux qui vont y rester seulement quelques années. L'attachement au territoire les amène à s'engager dans des projets qui témoignent d'un lien fort au territoire et à ses acteurs. Sur les deux terrains d'étude, l'attachement prend deux formes différentes : en Limousin, il s'agit surtout d'un lien à la dimension sociale et humaine, tandis que dans la Sierra, il s'agit plutôt d'un lien à l'environnement naturel.

En Limousin, l'attachement au territoire se fonde sur la dimension sociale : les dynamiques associative, culturelle, économique du territoire créent et alimentent les liens des nouveaux habitants au territoire. Le mode de vivre et d'envisager le monde rural, l'idée d'un développement local endogène et les projets qui structurent le territoire sont les éléments qui construisent l'ancrage.

> *Ici je suis attaché aux gens, à la dynamique, pas aux lieux. Si je trouvais la même dynamique ailleurs, j'irai. (LIM_NH_106)*

> *Je pense que je pourrais être amené, selon un projet, une rencontre, un truc, à partir. C'est ça aussi d'être migrants, quand on a migré une fois, c'est moins...je ne suis pas viscéralement attaché au plateau. Par contre, je partirais pas dans une région où je n'aurais aucune raison, où je ne connaîtrais personne. En gros, ici c'est chez moi parce que c'est ici que j'ai construit des liens, quoi. Si je crée des liens ailleurs, je pourrais partir je pense. (LIM_NH_116)*

Ici il y a un attachement aux gens, au cadre de vie, aux choses qui se passent, pas forcement au territoire. (LIM_PR)

L'environnement a une place importante dans le projet d'installation, mais c'est la dynamique sociale et économique qui se trouve au cœur de l'ancrage : la construction d'un modèle alternatif à la ville et un fonctionnement consolidé rendent dans un premier temps le territoire attractif, pour ensuite assurer l'ancrage.

Dans la Sierra de Albarracín en revanche, l'ancrage se trouve dans la dimension environnementale.

Il y a cinq mille endroits, toujours des endroits de folie, qui te font sentir toute petite...les gens d'ici ne l'apprécient pas, parce qu'ils y sont habitués. Je me rappellerai toujours mon premier jour à Bezas, c'était magnifique, je me suis dit qu'ici on respirait la nature...je ne savais pas où regarder, tellement il y avait des choses à voir. (...) Vivre à Bezas est un luxe, pour la nature, l'environnement, pour les enfants. (SA_NH_59)

Ici je vis dans un paradis (…). Les gens ici se demandent pourquoi je vais autant dans la Sierra. Pour eux, la Sierra c'est le travail, pour moi c'est un plaisir. (SA_NH_44)

Si tu viens ici et tu aimes la campagne, tu te sens intégré. Si tu aimes faire des promenades, faire de l'agriculture, avoir un cheval et te promener avec lui, alors tu es intégré parce que tu préfères cet environnement à la ville. Si tu viens et tu restes, c'est parce que tu aimes l'environnement dans lequel tu es. (SA_NH_71)

Pour ces nouveaux habitants, l'ancrage se consolide dans la dimension naturelle de la Sierra et dans la sensation de vivre dans un contexte privilégié. Ainsi, dans la Sierra et le Limousin il est possible de retrouver les deux éléments qui, selon Brehm (2007), fondent l'attachement à une communauté : les dimensions sociale et environnementale. Elles sont imbriquées l'une dans l'autre et permettent de créer un lien et une impression d'unité entre les migrants qui partagent ce sentiment. Cependant, il existe différents degrés d'imbrication : en Limousin la composante naturelle est plus discrète et joue plus au début comme facteur d'attractivité ; dans la Sierra, les paysages, la pratique de l'espace naturel, le contact avec les animaux sauvages correspondent au mode de vie que ces nouveaux habitants recherchent. Selon Brehm (*ibid*.), comprendre ces formes d'attachement est important, notamment dans un contexte de migrations d'aménité, pour saisir les connexions et les liens entre anciens et nouveaux habitants. Toutefois, il semble que dans la Sierra et le Limousin, les dimensions environnementale et sociale ne soient pas facteurs de « communauté » dans le sens où ce terme est utilisé par Brehm. Elles sont plutôt un facteur renforçant l'unité et la conscience de groupe des nouveaux habitants plus actifs et engagés sur le territoire.

Ces dimensions de l'attachement, qui sont toujours à considérer dans un contexte de réversibilité des ancrages et des territoires, ouvrent des questionnements concernant les politiques locales et les actions liées à l'accueil : en effet, comment les envisager dans un contexte de mobilité

et de réversibilité des territoires ? Enfin, comment ces actions peuvent contribuer à la construction du vivre ensemble, dans le sens de pouvoir proposer un projet de territoire partagé ?

8.4. Pour les politiques d'accueil, de nouveaux enjeux à prendre en considération

Mobilité, réversibilité des territoires, ancrages temporaires : comment les politiques d'accueil désormais adoptées dans de très nombreux territoires ruraux, peuvent-elles se positionner face à cela ? Comme nous l'avons précédemment expliqué, les politiques d'accueil ont l'objectif de favoriser et accompagner les migrations vers les territoires ruraux. Pour cela, elles travaillent sur l'attractivité des territoires vis-à-vis des nouvelles populations, elles sensibilisent les élus et la population locale et elles construisent une offre de logements, emplois, services[158]. Il semble que deux principaux enjeux se posent. Le premier concerne l'intégration de la mobilité dans les projets de territoire. En effet, les politiques d'accueil ont souvent pour objectif de créer des installations stables et durables. Mais le fait que pour de nombreux migrants les installations soient envisagées comme temporaires amène à remettre en question ces objectifs.

Une solution pourrait être de se recentrer sur les dynamiques territoriales qui font, de plus en plus, l'attractivité des territoires. Cela implique de considérer les installations, même temporaires et même si les candidats ne sont pas des « porteurs de projet » comme une ressource pour le territoire, car elles alimentent et donnent une continuité à la dynamique territoriale. Le second enjeu pour les politiques d'accueil est de construire un vivre ensemble dans un contexte de stratification sociale de plus en plus similaire au contexte urbain. Les mobilités, le capital économique, le capital culturel sont autant de facteurs de stratification entre les habitants des espaces ruraux et ce n'est pas sans conséquences au niveau des inégalités sociales et des visions du territoire. Ces inégalités ne sont pas à lire exclusivement entre locaux et nouveaux habitants mais aussi entre les différents profils sociaux des migrants, qui ont des possibilités et potentiels différents dans le choix et la maîtrise de leur cadre résidentiel.

[158] Les politiques d'accueil sont présentées dans le §3.2. ; les actions plus spécifiques dans le Limousin et la Sierra de Albarracín sont décrites dans le §5.3.3.

8.4.1. Un accompagnement non seulement des porteurs de projet, mais aussi des dynamiques territoriales

En Limousin comme dans la Sierra, nous avons vu que la moitié des migrants envisage, pour des raisons différentes et des projets plus ou moins définis, de quitter leur lieu d'installation. De quoi ne pas rassurer les acteurs des politiques d'accueil et décourager les élus qui investissent dans ces actions. Les politiques d'accueil visent en effet à favoriser les nouvelles installations, mais aussi à les rendre stables et durables. L'accompagnement des migrants qu'elles proposent, même une fois l'installation réalisée, témoigne de cette volonté. Quand les nouveaux habitants quittent le territoire, cela est perçu comme un échec : pour les élus qui se sont investis de près dans l'accueil, il est décevant de voir les migrants s'en aller. Pour d'autres élus en revanche, les départs deviennent un argument qui justifie l'inutilité des actions liées à l'accueil. En effet, il peut être difficile d'investir dans des installations qui seront *a priori* temporaires et il est décourageant de savoir que des ménages qui ont été accompagnés et soutenus, y compris financièrement, s'en iront pour se rapprocher de la ville ou pour développer un autre projet ailleurs. Cependant, si certains départs sont motivés par une déception ou des difficultés économiques, d'autres sont l'expression d'un parcours de mobilité qui évolue. Les politiques d'accueil seront ainsi amenées à prendre en compte cette mobilité et la possibilité d'une nouvelle migration.

D'un point de vue économique, les nouveaux habitants apparaissent comme un levier de développement local (Saleille 2007; Cognard 2011; Talandier 2007). Dans le terrain d'étude en Limousin, l'apport économique des nouveaux habitants est plutôt évident, notamment pour les actifs : commerces, services, entreprises, activités agricoles sont créés ou repris par de nouveaux habitants, ce qui a un impact sur l'économie locale, même s'il est difficile d'en mesurer les effets[159]. Parmi ceux que nous avons rencontrés, 24 % (11 personnes) sont commerçants, artisans, chefs d'entreprise et 15 % (7 personnes) sont agriculteurs exploitants (cf. §5.1.). Les retraités, pour leur part, relèvent le niveau de l'économie résidentielle (Talandier 2008a).

Cependant, si certains départs sont motivés par une insatisfaction par rapport à l'installation ou à l'accompagnement reçu, d'autres ne sont pas le signe d'un échec, mais d'un parcours de mobilité qui évolue. Cette mobilité et la possibilité de nouvelles migrations devraient être prises en compte dans les politiques d'accueil. Par ailleurs, même si l'installation est temporaire, les migrants représentent également un apport pour la région, d'un point de vue démographique et économique.

[159] Le rapport « Étude évaluative et prospective de la politique d'accueil des nouvelles populations » (Argo&Siloe 2013) concernant le Limousin conclut que « les impacts en matière de développement économique existent mais sont restreints en volume : l'accueil contribue à la dynamique de création d'entreprises (en particulier dans les territoires où le volume de créations est plutôt faible, car 80% des nouveaux habitants sont des porteurs de projets) et génère ainsi de nouvelles activités ou maintient des activités par les reprises. La politique permet d'ailleurs de maintenir ou créer des services sur le territoire, qui sont garants de son attractivité résidentielle et économique. »

En Espagne, les recherches sur l'impact économique des migrations vers les campagnes sont concentrées sur les étrangers (Bertuglia et *al*. 2013; Sánchez-Flores et *al*. 2013), l'apport des migrants espagnols restant encore à explorer. Dans la Sierra de Albarracín, nous avons vu que la plupart des services sont gérés par de nouveaux habitants, espagnols ou étrangers. Le secteur touristique est presque entièrement dynamisé par les migrants, qui ont valorisé une ressource territoriale encore inexploitée. Il faut cependant spécifier que cette dynamique économique n'est pas généralisable à tous les espaces ruraux, où parfois l'économie à une base essentiellement résidentielle (Talandier 2008a).

Temporaires ou définitives, les installations représentent ainsi un facteur de dynamisation économique que les politiques d'accueil ont intérêt à soutenir. Cependant, la dimension économique n'est pas la seule que ces politiques devraient prendre en considération pour rendre un territoire attractif. Au même titre que la dimension environnementale, elle est importante, sans être suffisante. Il ne suffit pas d'avoir de beaux paysages et des commerces à reprendre pour enrayer une baisse démographique et relancer une économie fragile. Les territoires sont attractifs aux yeux des candidats s'ils y entrevoient des ressources sociales, culturelles, environnementales qu'ils pourront mobiliser pour construire un cadre de vie. L'attractivité d'un territoire est de plus en plus fondée sur l'ensemble d'une dynamique à plusieurs facettes et sur une image de territoire comme lieu d'innovation socio-culturelle. Le plateau de Millevaches en est un bon exemple : de nombreux nouveaux habitants s'y installent parce qu'ils le connaissent comme lieu socialement innovant et qu'ils savent qu'ils y trouveront des services et une certaine dynamique. Dans la Sierra, il est possible de percevoir que, pour les porteurs de projet récemment installés, le réseau d'acteurs qui est en train de se mettre en place est une raison de confiance dans le territoire et peut avoir un impact sur le choix du lieu d'installation, notamment dans un contexte où la dynamique socio-économique est fragile.

Ce qui paraît alors important pour les politiques d'accueil et les pouvoirs publics est de pouvoir accompagner et soutenir des dynamiques territoriales à travers une vision plus globale du territoire, en intégrant les dimensions sociales et culturelles aux enjeux économiques. Dans ce sens, la nouvelle orientation de ces politiques, qui portent de plus en plus sur la dimension économique, en soutenant l'accueil de porteurs de projets, peut interroger : d'une part en raison du risque d'exclusion d'une partie de la population, plus démunie en capital économique et social, qui n'a souvent pas les ressources, matérielles et immatérielles, pour construire un projet. D'autre part parce que des projets peuvent être développés après une installation, au vu des opportunités et des besoins du territoire. Nous avons par exemple rencontré des nouveaux habitants qui, arrivés sans projet particulier, ont ouvert des commerces, développé des entreprises, seulement après leur installation, pour pallier l'absence d'un service ou en étudiant la possibilité de reprendre une activité. Cela est aussi le gage d'une activité construite *dans* le territoire d'installation, et pas seulement *sur* le territoire. Prendre en compte la dynamique territoriale dans ses multiples facettes signifie aussi

pouvoir lui assurer une continuité qui, au-delà des installations temporaires, pourrait être garantie. Cette problématique se pose moins en Limousin, notamment sur le plateau de Millevaches, où les nouveaux habitants sont assez nombreux et les dynamiques soutenues même au niveau politique, dans une partie des communes. Mais dans la Sierra de Albarracín, les initiatives et les projets sont souvent dépendants de quelques personnes. Pour éviter qu'en cas de départ ne disparaisse ce qu'elles ont construit, il faudrait que les politiques locales accompagnent l'émergence d'initiatives et leur poursuite. Elles contribuent en effet à une dynamique endogène et il semble important de les intégrer dans un projet de territoire. Cela implique aussi une transversalité des politiques d'accueil : ce qui est, depuis leur création, un des objectifs de ces politiques. Cependant, il ne semble pas vraiment atteint, l'articulation entre politiques économiques, sociales, touristiques, de logement, d'accueil restant encore un enjeu pour de nombreux territoires.

8.4.2. Gérer inégalités et stratification sociale

Le contexte de mobilité et d'ancrages réversibles ouvre pour les territoires d'accueil un deuxième enjeu, autre que le soutien à une dynamique territoriale. Accompagner les nouvelles populations qui cherchent une légitimité locale et qui construisent de nouvelles formes d'ancrage pose la question du vivre ensemble, non seulement dans le sens des différences qui peuvent exister entre groupes sociaux en termes économiques et culturels, mais aussi dans le sens de la construction d'une image du territoire qui puisse être partagée entre les groupes sociaux, construite autour de valeurs partagées. Cela peut être difficile dans un contexte de recompositions sociales et de « ré-complexification » (Gilbert 2010) où chacun propose une vision propre du territoire.

Cette difficulté est généralement déclinée en relation aux différences entre anciens et nouveaux habitants, qui semblent effectivement avoir, même sur nos deux terrains d'étude, des éléments qui les séparent : les valeurs associées au territoire sont différentes, notamment sur le plan social et écologique, les modes de travailler et de « bouger » aussi. Les migrants ont des attentes concernant la qualité de vie qu'ils essaient de trouver ou construire sur le territoire, en agissant sur la sphère domestique d'abord, mais aussi le cadre de vie dans son ensemble. Néanmoins, d'autres différences semblent s'estomper, notamment en ce qui concerne l'opposition mobilité/ancrage, l'attachement au territoire et l'implication dans la vie locale. De plus, les différences sont aussi générationnelles, et en cela elles sont moins liées à une opposition rural/urbain qu'à une différence d'âge et de groupe social.

Dans la Sierra et en Limousin, d'importants clivages ne sont pas apparus entre nouveaux et anciens habitants, mais entre les différents profils des nouveaux habitants. L'image du ménage urbain jeune, actif, avec enfants, qui souhaite développer une activité dans un village est de plus en

plus à relativiser, pour prendre en compte aussi les autres profils : des populations aisées qui peuvent faire abstraction du territoire, d'autres plus démunies et isolées, des migrants économiques étrangers. Les populations plus défavorisées sont parfois très visibles, d'autres fois quasiment invisibles. Dans la Sierra, les étrangers ou les familles en difficulté sont très présents dans les discours des maires et de la population. En Limousin en revanche, les populations plus défavorisées sont pratiquement invisibles aux yeux des maires ; elles commencent à être aperçues par les acteurs de l'accueil, qui remarquent une hausse des contacts de la part des chômeurs; elles sont enfin très visibles aux yeux des assistantes sociales, qui soulignent la fragilité de ce public et sa difficulté à rebondir.

Ainsi, la stratification sociale des campagnes n'est plus très loin de celle qu'on peut observer en milieu urbain : les inégalités de capital économique et social, le potentiel de mobilité créent des différences dans la capacité de choisir et maîtriser son lieu de résidence, dans la définition d'un projet, dans les possibilités de trouver un emploi, dans la capacité d'utiliser les ressources locales et environnementales pour construire un cadre de vie qui corresponde à leurs attentes. De cette manière, les enjeux qui se posent pour les politiques d'accueil et de développement local ne sont plus très différentes des politiques urbaines : comment prendre en compte la diversité et garantir une mixité pour éviter des cloisonnements sociaux, allant de l'entre-soi à la ségrégation. Ces phénomènes s'expriment de manière différente dans les campagnes : les divisions spatiales sont moins visibles de l'extérieur dans les petites communes. Il est par exemple difficile d'avoir des « quartiers » défavorisés identifiables[160] ou des concentrations ethniques. Les inégalités se jouent plus sur l'accès aux services et la mobilité, mais la problématique de fond reste la même.

Les territoires et les politiques d'accueil ont tout intérêt à penser autrement le rôle des nouveaux habitants : ils ne représentent pas seulement une réponse à des besoins ponctuels des communes. Ils ne peuvent pas non plus toujours correspondre à un profil prédéfini. Leur apport démographique est évidemment important, notamment pour des territoires qui présentent ces fragilités, encore plus dans la conjoncture économique et sociale actuelle. Mais les nouveaux habitants représentent aussi une ressource sur le plan humain et social, que les politiques locales peuvent saisir comme facteur d'innovation et pour renforcer l'attractivité du territoire. Cependant, les politiques d'accueil s'orientent de plus en plus vers une dimension économique, et aident l'installation de migrants ayant un projet économique défini (entreprise, commerce, exploitation agricole). Telle est par exemple la nouvelle orientation prise par la politique d'accueil du Limousin : la dimension économique prend progressivement le dessus sur la dimension « accueil » qui animait au début ses actions. Cette forme de « sélection » des nouveaux habitants questionne la capacité de vivre ensemble. En effet, cela se manifeste dans la capacité de construire un projet de territoire qui

[160] Avec cependant des exceptions : en Limousin par exemple, à Bourganeuf (commune à nord-est du Plateau de Millevaches, avec presque 3 000 habitants) sont installés depuis trois décennies des Turcs, employés dans l'industrie forestière. Nombre d'entre eux vivent dans les HLM de la commune, ce qui crée une concentration ethnique à une échelle réduite.

prenne en compte les différents profils de locaux et de nouveaux habitants, pour attribuer un sens et des valeurs communes au territoire. Cela n'est pas simple, car la segmentation sociale est bien présente dans les espaces ruraux que nous avons pris en considération et les groupes sociaux essaient de faire jouer leur capital : capital d'autochtonie pour les uns, social ou culturel pour les autres...et aucun capital à mobiliser pour une population qui se retrouve exclue. Mais les politiques d'accueil, désormais adoptées avec plus ou moins de conviction dans de nombreux territoires, peuvent être un outil pour accompagner les évolutions des territoires ruraux, afin de soutenir les atouts des migrations et d'en maîtriser les risques. Différents chantiers restent ouverts, de la prise en compte des inégalités sociales à la faible implication des élus et de la population, de la difficulté à donner une continuité à une dynamique territoriale, comme dans la Sierra, à une dynamique présente mais sélective, comme en Limousin.

Conclusion

Ce dernier chapitre nous a conduit à prendre en considération les thèmes de la mobilité et de la relation au territoire, qui ont émergé, de manière plus ou moins évidente, tout au long des entretiens avec les personnes que nous avons rencontrées pendant l'enquête ; ces thématiques sont par ailleurs des sujets récurrents dans la géographie humaine des dernières décennies. Si l'antinomie entre ces deux thématiques est trompeuse, comme cela a déjà été démontré (Bonnemaison 1986; Rémy 1996; Stock 2009), nous avons vu dans la Sierra et le Limousin que mobilité et lien au territoire s'expriment dans des formes changeantes et propres aux deux terrains d'étude. Une partie des nouveaux habitants construit un lien fort au territoire et se revendique « d'ici ». Cependant, dépourvus d'un capital d'autochtonie qui lie leur histoire au lieu, ils ont besoin de trouver d'autres racines, de se légitimer autrement. En Limousin, le recours à des éléments du passé et leur actualisation permet cette construction. Cela conduit à l'élaboration d'un récit mythique de territoire, à la fois explicatif et normatif, qui donne un sens à la réalité et aux actions des nouveaux habitants. Dans la Sierra, le passé est encore trop conflictuel pour être investi par les nouveaux habitants, qui préfèrent puiser leur légitimité dans la présence, en montrant leur implication dans le territoire, la conscience de ses problématiques et la volonté d'être une force d'innovation. Dans les deux cas d'étude, il s'agit aussi de préparer l'avenir, pour construire ou maintenir une dynamique locale qui permette aux territoires ruraux de rester vivants et pour gérer la dialectique avec les anciens habitants, qui fondent leur légitimité sur l'autochtonie.

Se « faire une place » et « être d'ici » dans la Sierra et le Limousin cohabitent avec une mobilité qui est souvent inscrite dans les parcours des nouveaux habitants : ils ont pour la plupart déjà connu des migrations, pour certains la Sierra et le Limousin deviennent des territoires circulatoires à une échelle réduite, et environ la moitié d'entre eux envisage une nouvelle migration.

Pour cette dernière forme de mobilité, aux causes économiques et à celles liées au cycle de vie il faut ajouter une vision du lieu d'installation comme un territoire de projet. Pour cela nous avons parlé de territoires réversibles, car ils sont associés à un projet, mais ils peuvent être quittés un jour, pour développer un autre projet, construire un autre ancrage. Cependant, même si l'installation est conçue comme temporaire (il s'agit de temporalités qui peuvent parfois être très longues), ces nouveaux habitants s'investissent dans les territoires et représentent non seulement un apport démographique et économique, mais aussi un facteur d'innovation sociale, valorisant des ressources territoriales peu exploitées et contribuant à dessiner une image attractive du territoire.

Ces évolutions représentent aussi des défis pour les politiques d'accueil, qui non seulement doivent évoluer dans un contexte de mobilité des nouveaux habitants, en accompagnant non seulement les personnes, mais aussi des projets de territoire partagés. De plus, elles font face à l'enjeu de garantir le vivre ensemble dans un contexte de stratification sociale qui n'est pas si éloigné de celui que l'on peut observer en ville : si l'espace rural est organisé différemment, la proximité et les faibles densités rendant difficile un cloisonnement spatial comme en ville, la question des inégalités devient évidente dans ces campagnes. Dans la Sierra et le Limousin il n'y a pas encore de difficultés d'accès, les prix de l'immobilier et du foncier restant encore bas ; toutefois, les inégalités sont bien présentes dans la maîtrise du projet d'installation, de la mobilité, dans la capacité de tirer avantage de la marginalité des espaces ruraux pour la transformer en ressource.

Conclusion de la troisième partie

Les thèmes de la mobilité et de l'ancrage au territoire ont été au cœur de cette dernière partie et leur analyse permet de souligner trois éléments principaux.

Le premier est que, comme d'autres recherches en géographie et en sociologie le montrent, la mobilité influence les représentations spatiales et alimente les inégalités, notamment dans un contexte rural ou les transports sont soumis à plus de contraintes qu'en ville. L'accès et la maîtrise de la mobilité déterminent d'ailleurs le sentiment de marginalité des nouveaux habitants : assumée et valorisée pour certains, la marginalité est pour d'autres synonyme de mise à l'écart et de déconnexion. Ces différences perceptions alimentent aussi une nouvelle dialectique entre centre et périphérie.

Le deuxième point à souligner concerne la relation entre mobilité et ancrage, qui trouve une complémentarité dans des ancrages « réversibles » : les installations sont conçues comme « à temps déterminé » et les ancrages sont construits par un rattachement à des éléments territoriaux, historiques ou environnementaux. Malgré la construction de l' « être d'ici » la mobilité reste toujours une perspective pour nombre de migrants, qui envisagent une nouvelle migration.

Un dernier point concerne les politiques d'accueil, qui ne sont plus seulement appelées à gérer les flux migratoires vers les territoires. En effet, elles sont face à des enjeux qui, tout en étant impossibles à résoudre à une échelle locale, vont devoir être pris en considération : nous pensons aux inégalités vis-à-vis de la mobilité, de la maîtrise de son projet. Il ne s'agit pas forcément d'inégalités économiques, ni de clivages qui opposent nouveaux et anciens habitants. Il s'agit plutôt de la capacité d'un groupe plus que d'un autre à imposer une vision territoriale et alimenter des formes de ségrégation ou d'entre-soi. Dans ce sens, les espaces ruraux vont devoir gérer des phénomènes de fragmentation et de cloisonnement socio-spatial, de plus en plus proches de ceux des espaces urbains.

Conclusion générale

Les multiples facettes des campagnes européennes et la pluralité des manières d'y vivre et de les habiter ont jalonné cette recherche qui se proposait d'analyser les rapports spatiaux (Di Méo 1996, 87) dans des espaces ruraux où les flux migratoires recomposent la société et les liens territoriaux. Le sujet est articulé autour de deux questionnements : il s'est agi, d'une part, de décrire les formes de cohabitation qui se développent dans les espaces ruraux dans un contexte de mobilité, en observant les éventuels clivages et la pertinence d'une dichotomie entre nouveaux habitants et populations locales. D'autre part, la thèse s'est proposée d'analyser les relations au territoire dans le cadre d'une évolution des modes d'habiter (Morel Brochet 2006), en prenant en considération les pratiques et les représentations spatiales des nouveaux habitants. Dans cette perspective, nous nous sommes focalisés sur deux territoires ruraux, la Sierra de Albarracín et un terrain d'étude que nous avons nommé Centre-Limousin. Dans ces dernières pages, nous présentons les principaux résultats et les limites de cette recherche, ainsi que les pistes qui restent à parcourir.

Malgré la spécificité des deux terrains d'étude, il est possible de souligner des phénomènes plus généraux, susceptibles d'être observés dans d'autres espaces ruraux concernés par des recompositions socio-spatiales induites par des flux migratoires. Les formes de cohabitation et les sociabilités que nous avons décrites montrent une campagne où les groupes sociaux se côtoient, sans que l'on puisse parler d'une société caractérisée par une forte cohésion. Il en ressort une campagne où des groupes sociaux différents (par critère d'âge, d'origine, de catégorie socioprofessionnelle, motivation de vivre dans le milieu rural) partagent un espace sans toujours partager le même rapport spatial : les liens aux lieux et aux autres correspondent à des parcours et des logiques hétérogènes. En conséquence, les manières de pratiquer l'espace, de le représenter, d'y développer des relations sociales sont variées. Ces différences ne correspondent pas forcément à une catégorisation populations locales/nouveaux habitants. Ces deux profils sont par certains aspects divisés, et l'origine (« être d'ici » ou « être d'ailleurs ») est encore un facteur d'identité locale. Les clivages qui se manifestent face à l'enjeu du pouvoir local (les dernières élections municipales en Limousin en ont été l'exemple) ou à la gestion des ressources environnementales en témoignent. Ces oppositions sont, de manière paradoxale, plus marquées en Limousin, où la migration est plus ancienne. Elles le sont moins dans la Sierra et cela s'explique par une immigration plus récente, avec de nouveaux habitants moins nombreux en proportion, qui ne développent pas encore une conscience de groupe. De plus, le mode d'habiter dans la Sierra favorise les échanges entre anciens et nouveaux habitants : l'habitat dense et concentré des villages rend les contacts difficilement évitables, et la vie villageoise

a une place notable dans l'imaginaire rural, raison pour laquelle les habitants évitent les clivages trop profonds. Pour autant, des crispations commencent à être visibles et elles iront peut-être croissant quand les nouveaux habitants s'impliqueront plus dans les mairies et les instances décisionnelles locales. Il sera alors intéressant d'analyser l'évolution des compositions des conseils municipaux. Ils représentent en effet, dans la Sierra et en Limousin, des lieux de construction de projets partagés, mais aussi de confrontation sur des thématiques sensibles, en plus d'avoir une portée symbolique, étant des lieux où se jouent la reconnaissance et la légitimité des nouveaux habitants.

Ainsi, même si la catégorisation nouveaux habitants/locaux peut se révéler fonctionnelle, elle est perméable. Les constructions sociales autour de l'autochtonie et de l'altérité, ainsi que les parcours biographiques, rendent difficiles les classifications : comment classer les migrants ayant des origines familiales à la campagne, les enfants des migrants ? Comment considérer les « nouveaux habitants » installés depuis trente ans ou encore les « locaux » n'y ayant vécu qu'à la fin de leur vie ? Ce sont autant de configurations et de parcours qui relativisent cette catégorisation, laissant ressortir d'autres facteurs de stratification sociale. Des éléments sociaux et économiques autres que l'origine peuvent aider à mieux appréhender les dynamiques des campagnes, comme l'a mis en évidence l'analyse des parcours migratoires et des sociabilités des nouveaux habitants. Des facteurs comme les motivations de vivre, d'arriver, de rester, de revenir dans l'espace rural, la relation à l'environnement ou les modalités d'engagement local sont des clés pour comprendre la complexité sociale, de manière transversale à l'« être d'ici » ou l'« être d'ailleurs ».

Après la nécessité de dépasser la catégorisation d'ici – d'ailleurs, un autre point à souligner concerne la relation au territoire, notamment dans le contexte d'une migration. Le territoire reste, pour nombre de personnes, une composante identitaire permettant de se définir. Le besoin « d'être et se sentir de quelque part » (Tizon 1996, 23) trouve son expression dans l'attachement et l'investissement dans le lieu d'installation, même s'il se manifeste sous des formes variées selon les caractéristiques territoriales ainsi que selon les profils des acteurs territoriaux. Ces différences s'expriment d'abord par l'échelle territoriale dans laquelle les habitants positionnent leurs attachements : les nouveaux habitants les moins mobiles et caractérisés par une sociabilité locale ou restreinte, ainsi que la plupart des anciens habitants situent leur attachement à une échelle réduite et localisée. Pour d'autres migrants, plus mobiles et plus investis sur le territoire, cette échelle est plus vaste et correspond à une micro-région qui se construit par leurs pratiques de mobilité et leurs réseaux relationnels. Ces migrants sont ceux qui, de manière plus intense, affirment une identité territoriale et s'y rattachent. Les locaux manifestent également leur attachement à une identité territoriale, sans pour autant en être les plus fervents défenseurs. Les nouveaux habitants en revanche, légitiment leur présence et leurs actions en faisant appel à des éléments géographiques (l'environnement, la gestion des ressources environnementales) et des éléments socio-culturels (l'histoire du lieu, des modes de vie) propres au lieu d'installation. L'identité territoriale qui se compose avec ces éléments a une double dimension, individuelle et collective : à un niveau

individuel, cela se traduit par un rapprochement entre le territoire d'installation et son propre parcours biographique, ses pratiques. À un niveau collectif cela se traduit par la construction d'une conscience de groupe et le partage de valeurs, de modes d'habiter, de projets de territoire.

Les attributs qui composent ces identités territoriales ne sont pas partagés par tous les habitants, ce qui résulte en identités territoriales différentes selon le groupe social pris en considération. Ces identités apparaissent comme des « calques » territoriaux qui se superposent et constituent plusieurs campagnes, vécues, pratiquées et représentées différemment : la manière de se déplacer, de valoriser l'environnement ou de se positionner vis-à-vis de la ville sont par exemple des facteurs divergents entre les « calques ». Une des conséquences possibles de ce processus est qu'un groupe puisse imposer ses représentations et usages d'un territoire. Cela pose la question de l'appropriation de l'espace, dans des modalités matérielles, par exemple le contrôle ou l'appropriation physique d'un espace, ou encore idéelles, liées aux représentations, aux intentions, aux idéologies (Ripoll et Veschambre 2005). Il est en effet possible d'interpréter les phénomènes observés comme des expressions d'une « appropriation symbolique » d'un espace (Ripoll 2005), qui peut être définie en tant que processus où les pratiques sociales des individus ou des groupes sociaux « concourent/visent à la *construction et la reconnaissance sociales d'une relation d'association durable, tendant à l'exclusivité et généralement valorisante avec une portion de la surface terrestre*. Autrement dit, s'approprier un espace, ce serait ici l'intégrer comme *nouvel attribut identitaire* pouvant être utilisé comme ressource ou capital symbolique » (ibid., 10)[161]. Par certains aspects, dans la Sierra et le Limousin, une appropriation symbolique de l'espace de la part des nouveaux habitants est en cours. Cela peut prendre la forme d'un marquage identitaire, comme en Limousin, où l'émergence de hauts-lieux investis de manière collective et le rattachement à l'histoire locale aident à la constitution d'une conscience et d'une mémoire de groupe. Cela peut se présenter également sous une forme différente, comme dans la Sierra, où ce processus s'esquisse dans la nouvelle centralité attribuée à l'environnement naturel, investi en tant qu'espace de loisirs et vécu comme nouvelle ressource économique. Toutefois, il ne s'agit pas seulement de « marquer » des lieux par des pratiques : il s'agit aussi de faire de ces lieux un attribut identitaire, qui complète l'identité des nouveaux habitants et possède une place précise dans leur parcours migratoire. Cela est plus évident en Limousin, où la Montagne limousine et le plateau de Millevaches sont connus comme des hauts-lieux français des mouvements sociaux et politiques. Cette réputation, récemment amplifiée par l'affaire de Tarnac[162], positionne le plateau de Millevaches comme lieu alternatif et de

[161] Italique de l'auteur de l'article. La référence à la page est celle de la version électronique de l'article.

[162] Tarnac est une petite commune du plateau de Millevaches, proche de notre terrain d'enquête. En 2009, des habitants de la commune ont été mis en examen pour "association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste". L'enquête dure plusieurs années sans que des éléments de culpabilité puissent être établis. Les personnes inculpées sont des "néos", venus s'installer à Tarnac, où ils ont repris l'épicerie de la commune. L'affaire a été très médiatisée et une forte mobilisation, locale et nationale a suivi l'affaire, donnant une grande visibilité au plateau.

tradition militante. Cette forme d'appropriation est moins visible dans la Sierra, où le lieu est un attribut identitaire au niveau individuel, plus qu'au niveau collectif.

Cette approche par le processus d'appropriation territoriale révèle aussi les inégalités sociales, qui se manifestent surtout dans les possibilités des individus de choisir leur lieu de vie, de maîtriser leur mobilité, d'appréhender les distances. Les inégalités semblent alors se creuser entre les individus qui possèdent des capitaux culturels et/ou économiques et ceux qui en sont moins dotés. Il s'agit d'un clivage de plus en plus marqué entre ceux pour qui les limites de l'espace rural (distance, carence d'emplois et de services) deviennent des atouts dont ils tirent avantage pour mettre en adéquation leurs aspirations et leurs projets, et ceux pour qui ces mêmes limites représentent autant d'obstacles à une insertion sociale et professionnelle. Sur nos terrains d'enquête, les mieux positionnés dans la stratification sociale qui se dessine à partir de ces éléments, sont les nouveaux habitants, en particulier les plus investis sur le territoire : les capitaux dont ils sont pourvus leur permettent de convertir en ressources les contraintes de l'espace rural et d'en faire des facteurs de distinction sociale. Dans les territoires ruraux, cela est rendu possible par le dépeuplement et le vieillissement de la population, qui laissent de la place aux initiatives sociales et économiques des nouveaux habitants. En revanche, pour d'autres groupes sociaux, des locaux ou de nouveaux habitants moins pourvus en capitaux, les campagnes manifestent toutes leurs contraintes.

Ces inégalités font de la campagne une mosaïque sociale concernée par des problématiques de plus en plus similaires aux problématiques urbaines. En milieu urbain, la division spatiale en quartiers rend plus évidents certains phénomènes, tels que la fragmentation socio-spatiale, l'appropriation spatiale, la ségrégation ou la gentrification. En milieu rural, les marqueurs spatiaux de ces phénomènes peuvent être plus subtils et moins évidents. Toutefois, les problématiques qui se présentent sont proches et s'imposent désormais localement, notamment aux élus et aux acteurs territoriaux, qui sont appelés à les gérer, sans toutefois disposer des outils et moyens adéquats. L'exemple des politiques d'accueil est à ce titre révélateur : les acteurs de l'accueil doivent gérer un nombre croissant de candidats à l'installation en situation de chômage ou qui se « mettent au vert » par nécessité. Face à ce phénomène, ils sont appelés à prendre position : d'une part, il s'agit de proposer un accueil aux personnes moins dotées en capitaux, qui ont « raté une étape » dans leur parcours. De l'autre, il s'agit de privilégier des profils plus « sûrs » en termes de projets et de moyens financiers. La première option implique de donner aux personnes moins favorisées la possibilité de choisir leur cadre de vie, tout en assumant le risque de difficultés sociales et économiques. La deuxième option implique une « sélection » des nouvelles populations que l'on souhaite accueillir, avec en conséquente l'exclusion de profils sociaux jugés inadéquats. Qu'ils choisissent l'une ou l'autre des options, les territoires ruraux se trouvent face à une population « rejetée » par la ville : ménages pauvres, migrants, qui ne trouvent pas leur place dans les centres économiques et cherchent refuge aux marges. Tel est aussi le sentiment d'une partie des acteurs de l'accueil, qui ont l'impression de devoir gérer, à une échelle locale, des problématiques nationales voire internationales.

Les points que nous venons de développer doivent être lus en relation aux limites de cette recherche, qui relèvent de la méthodologie et du contenu théorique. D'un point de vue méthodologique, nous avons adopté une démarche comparative qui a été enrichissante car elle permet de souligner comment le même objet, la « campagne », correspond à des images différentes qui, au delà des représentations, ont une influence sur les pratiques et les politiques. En même temps, une comparaison élargit le champ de recherche et oblige à « se partager » entre deux territoires, en réduisant le temps disponible pour chacun d'entre eux et les possibilités d'approfondir leurs différentes facettes. Dans cette recherche, les connaissances mobilisées pour la Sierra de Albarracín et la ruralité espagnole ont été moindres que celles pour le Limousin et la France. Ainsi, malgré un travail bibliographique et trois séjours dans la Sierra, des aspects restent à élucider et à mettre en perspective avec d'autres zones rurales en Espagne, mais aussi dans d'autres pays européens où les espaces ruraux se trouvent face aux mêmes problématiques.

Sur le plan théorique, il aurait été pertinent d'aborder de manière plus approfondie les rapports spatiaux des groupes sociaux qui habitent les espaces ruraux sans y résider de manière permanente : résidents secondaires, multi-résidents, touristes. Ces derniers « habitent » l'espace, malgré la discontinuité temporelle de leur installation, car ils construisent des liens et interagissent avec les lieux et les personnes. Leur présence s'inscrit dans une dialectique présence/absence avec d'une part les habitants permanents, de l'autre les habitants temporaires. Ceux-ci revendiquent une légitimité et un ancrage aux lieux, et invitent à considérer les enjeux individuels, sociaux et collectifs de nouveaux modes d'habiter.

Les réflexions qui ont précédé montrent que le renouveau des espaces ruraux est un défi à relever pour les territoires : il offre la possibilité d'une reprise socio-économique et d'affirmer un nouveau rôle. En même temps, les convoitises dont les campagnes font l'objet montrent la nécessité de gérer les conséquences socio-territoriales qui en découlent. Ainsi, de nombreuses pistes de recherche de recherche restent à parcourir pour approfondir ces thématiques. La recherche géographique a décrit, dans ces dernières décennies, les évolutions des espaces ruraux et les profils des nouveaux habitants. Maintenant que ces phénomènes sont mieux appréhendés, il reste à analyser leurs conséquences sur les sociétés et les territoires ruraux. En particulier, il nous semble intéressant d'approfondir les effets de fragmentation socio-spatiale à l'œuvre dans de nombreux espaces ruraux européens. En effet, les campagnes peuvent être des espaces de ségrégation ou, à l'opposé, de gentrification.

Les espaces ruraux accueillent des populations démunies qui subissent des inégalités d'accès à l'espace. Quelle place et quelles conditions de vie dans les campagnes pour les travailleurs

étrangers, pour les populations expulsées de la ville ? Si des études sur ce sujet ont été menées en Espagne sur les migrants employés dans l'agriculture, en France ou encore en Italie les connaissances à cet égard sont encore insuffisantes. L'image bucolique de la campagne entrave le regard, mais ces questions vont s'imposer à une échelle locale et nationale, notamment à la lumière des conjonctures économiques et politiques. D'une part, les évolutions des prix de l'énergie vont avoir un impact sur les frais de transports et de logement. D'autre part, les choix politiques régionaux, nationaux et européens, vont être décisifs pour le futur des espaces ruraux et pour les conditions de vie de leurs habitants : les politiques locales, y compris celle d'accueil, et le dynamisme local seront peu efficaces à long terme s'ils ne sont pas accompagnés d'un engagement à toutes les échelles décisionnelles : ainsi, face à la « faible rentabilité » économique et électorale des espaces ruraux, les régions, les pays, l'Union Européenne, vont-ils accroître leur effort pour le maintien de services essentiels tels que l'éducation et la santé ? De ces choix vont dépendre les effets de marginalisation des campagnes, tant sur le plan spatial que social.

La seconde facette de ce phénomène concerne les effets de gentrification : les campagnes peuvent autant devenir des espaces de mise à l'écart et de ségrégation, qu'être le terrain d'un d'entre-soi choisi. Les études sur la gentrification sont déjà avancées au Royaume-Uni, alors qu'elles débutent à peine en France ou en Espagne. Il serait intéressant d'interroger la pertinence de l'utilisation de ce concept dans les campagnes françaises et européennes, en considérant non seulement la gentrification d'un point de vue économique, avec ses conséquences sur le foncier et l'immobilier, mais aussi en analysant la capacité d'un groupe social à imposer ses représentations, ses usages d'un espace, ses capacités d'appropriation pour en faire un attribut identitaire. À un moment où la possibilité de choisir son cadre résidentiel et l'accès aux aménités environnementales s'affirme comme un facteur de stratification sociale, les campagnes vont être un terrain de jeu pour des acteurs sociaux différents, chacun essayant de se faire une place.

Bibliographie

Publications scientifiques et institutionnelles

• ABRAM S., MURDOCH J., MARSDEN T., 1996, "The Social Construction of “Middle England”: the Politics of Participation in Forward Planning", *Journal of Rural Studies* vol. 12 n° 4 p. 353–364.

• ADOUMIÉ V., 2013, *Géographie de la France*, 3e édition revue et augmentée, Hachette supérieur, Paris

• AGG J., PHILLIPS M., 1998, "Neglected gender dimensions of rural social restructuring", dans *P. Boyle, K. Halfacree (dir.), Migration Into Rural Areas: Theories and Issues*, Wiley & Sons, Chichester p. 252–279.

• AGUER M., 2008, "PIB limousin: une croissance toujours en retrait", *INSEE Publications électroniques* (http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=9&ref_id=12267)

• AGUER M., LAVAUD C., SIMONNEAU G., THOMAS JN., ARNAUD F., BILLONNAUD F., JIMENEZ J., 2006, "Les jeunes en Limousin", Insee Limousin, Limoges (http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=9&ref_id=10621%C2)

• AGYEMAN J., 1989, "Black people, white landscape", *Town and Country Planning* vol. 58 n° 12 p. 336–338.

• AIMONE S., 2012, Giovani e mondo rurale in Piemonte. Contributo al rapporto giovani Ires Piemonte 2012 , IRES Piemonte (http://www.irespiemonte.it/prospera/Documenti/03_Sviluppo%20rurale/02_Ruralit%C3%A0/Giovani%20e%20mondo%20rurale%20in%20Piemonte.pdf)

• ALCALA, MJ., 2006, *État de la population mondiale 2006. Vers l’espoir. Les femmes et la migration internationale*, Fonds des Nations unies pour la Population, New York (http://www.unfpa.org/webdav/site/global/shared/documents/publications/2006/sowp06-fr.pdf)

• ALEXANDRE R., CHARBONNIAUD C., CLAVEL R., GARONNE A., GODILLON S., GOGNEAU A., GOZLAN J., GUIGON M., KROURI M., LESNE J., PICOT L., RICHARD E., SLAMA R., VINCENT D., 2007, *Mobilité et accès aux services en milieu rural et périurbain,* Entreprises Territoires et Développement, Paris (http://www.projetdeterritoire.com/index.php/Nos-publications/Guides/Mobilite-et-acces-aux-services-en-milieu-rural-et-periurbain)

• AMBIAUD E., BLANC M., SCHMITT B., 2004, "Les bassins de vie des bourgs et petites villes : une économie résidentielle et souvent industrielle", *INSEE Première* n° 954

• AMBROSINI M., 2008, "Séparées et réunies : familles migrantes et liens transnationaux", *Revue européenne des migrations internationales* vol. 24 n° 3 p. 79–106.

• AMBROSINI M., 2011, "Malgré la politique", *SociologieS* (http://sociologies.revues.org/3711)

• ANDREWS GJ., PHILLIPS DR (dir.), 2005, *Ageing and place: perspectives, policy, practice*, Routledge, London

• ANDRÉ Y., 1989, "Cartes mentales pour un territoire : à propos du Bassin de Genève", *Mappemonde* n° 1 p. 12–15.

• ANGEON V., BOISVERT V., CARON A., 2007, "La marque “”Parc naturel régional”", *Afrique contemporaine* vol. 2 n° 222, p. 149–166.

• ANTOINE A., MISCHI J (dir.)., 2008, *Sociabilité et politique en milieu rural: actes du colloque organisé à l'Université Rennes 2 les 6, 7 et 8 juin 2005*, Presses universitaires de Rennes, Rennes

• ARDILLIER-CARRAS F., GRASSER S., DEPIERRE F., GUITARD F., 2008, "Les Britanniques en Limousin: enjeux sociaux et territoriaux", dans *Diry, JP. (dir.), Les étrangers dans les campagnes*, Presses Universitaires Blaise Pascal, Clermont Ferrand p. 489–504.

• ARGO&SILOE, 2013, Étude évaluative et prospective de la politique d'accueil des nouvelles populations. Rapport final, Conseil Régional du Limousin

• ARLAUD S., JEAN Y., ROYOUX D., 2005, *Rural-urbain: nouveaux liens, nouvelles frontières*, Presses universitaires de Rennes, Rennes

• ARMONDI S., 2013, "Affinità elettive? Nuovi abitanti, proprietà, montagna", présenté à la *XXXIV Conferenza italiana di scienze regionali*, Palermo; p. 13
(http://www.grupposervizioambiente.it/aisre_sito/doc/papers/Armondi2.pdf)

• ARROYO M., 2001, "La contraurbanización: un debate metodológico y conceptual sobre la dinámica de las áreas metropolitanas", *Scripta Nova. Revista Electrónica de Geografía y Ciencias Sociales* vol. 5 n° 97 p. 1–24.

• ASIADER, *Diagnóstico territorial sobre el empleo, la formación y la dinamización empresarial*, Red de Antenas Rurales (http://aragonrural.org/reddeantenas/media/pdf/diagnosticos-finales/diagnostico-sierra-albarracin.pdf)

• AUDOUX L., 2008, "Un Limousin sur huit vit sous le seuil de pauvreté", *INSEE Focal* n° 49 p. 4.

• AUGÉ M., 2002, *Non-lieux: introduction à une anthropologie de la surmodernité*, Éd. du Seuil, Paris

• "Avec nos sabots...La campagne rêvée et convoitée", *Autrement* n° 14, juin 1978

• AUZÉBY F., LE GOUHINEC TDT., 2001, "Migrations de retraités en Languedoc-Roussillon", *Repères pour l'économie du Languedoc-Roussillon* n° 15 p. 8.

• AUZET L., GRANGER R., 2012, "Naître en Bretagne, être en Bretagne: un lien renforcé par les retours à la région natale", *INSEE Bretagne, Octant Analyse* n° 28 (http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=2&ref_id=18220#six)

• AYUDA I., PINILLA V., SÁEZ LA., 2003, "La despoblación en Aragón: análisis y políticas", dans *García Pascual (dir.) La lucha contra la despoblación, todavía necesaria. Políticas y estrategias sobre la despoblación rural en el siglo XXI*, Zaragoza, p. 43–103.

• BACCAÏNI B., 2005, "Enquêtes annuelles de recensement : résultats de la collecte 2004. Des changements de région plus fréquents qui bénéficient aux régions du sud et de l'ouest", *INSEE Première* n° 1028

• BACCAÏNI B., Levy D., 2009, "Recensement de la population de 2006. Les migrations entre départements : le Sud et l'Ouest toujours très attractifs", *INSEE Première* n° 1248

• BACCAÏNI B., SÉMÉCURBE F., 2009, "La croissance périurbaine depuis 45 ans. Extension et densification", *INSEE Première* n° 1240

• BACHIMON P., 2008, "Les multirésidents étrangers dans le Lubéron : distinction, assimilation", présenté au *Colloque franco-britannique de géographie rurale*, (http://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00378926)

• BADIE B., 1995, *La fin des territoires: essai sur le désordre international et sur l'utilité sociale du respect*, Fayard, Paris

• BAGNASCO A., 1988, *La costruzione sociale del mercato*, Il Mulino, Bologna

• BAILLIEUL Y., CHAILLOT G., BENOTEAU I., 2013, "Les services à la personne, davantage sollicités dans les zones rurales et âgées", *INSEE Première* n° 1461

• BAILLY A., 1990, "Paysages et représentations", *Mappemonde* n° 3, p. 10–13.

• BAILLY A., BOURDEAU-LEPAGE L., 2011, "Concilier désir de nature et préservation de l'environnement : vers une urbanisation durable en France", *Géographie, économie, société* vol. 13 n° 1, p. 27–43.

• BALLEY N., LENORMAND P., MATHIEU N., 1992, "Territoire rural, RMI, pauvreté", *Sociétés contemporaines* vol. 9 n° 1, p. 53–75.

• BANOS V., 2008, *L'hypothétique construction des lieux ordinaires entre agriculteurs et non-agriculteurs en Dordogne: de l'idéologie patrimoniale à la recherche des échappés du territoire*, Thèse de doctorat en Géographie, Université Paris-Sorbonne

• BANOS V., CANDAU J., 2007, "Recomposition des liens sociaux en milieu rural", *Espaces et sociétés* vol. 127 n° 4, p. 97–112.

• BANOS V., CANDAU J., 2008, "L'émergence d'un espace public en milieu rural: jalons méthodologiques", *Séchet et al. (dir.), Espaces en transitions,* p. 177–190.

• BANOS V., CANDAU J., 2011, "Les agriculteurs, des voisins reconnus par les nouveaux résidents", *Informations sociales* vol. 2 n° 164, p. 24–31.

• BANOS V., CANDAU J., BAUD A-C., 2009, "Anonymat en localité", *Cahiers internationaux de sociologie* vol. 2 n° 127, p. 247.

• BARABEL M., MAYOL S., MEIER O., 2010, "Les médias sociaux au service du marketing territorial : une approche exploratoire", *Management & Avenir* vol. 32 n° 2, p. 233–253.

• BARBERIS C., DELL'ANGELO GG., 1988, *Italia rurale*, Laterza, Roma

• BARBERIS C., MEDICI G., 1960, *Le Migrazioni rurali in Italia*, Società italiana di sociologia rurale, Feltrinelli, Milano

• BARBIER B., 1977, "Les résidences secondaires et l'espace rural français", *Norois* vol. 95, p. 11–20.

• BAROU J., 2008, "Ouvriers agricoles immigrés et exploitants français : représentations croisées", dans *Diry, JP. (dir.), Les étrangers dans les campagnes*, Presses Universitaires Blaise Pascal, Clermont Ferrand p. 457–486.

• BARTHE L. et *al*., 2007, *Habiter et vivre dans les campagnes de faible densité: actes du colloque franco-espagnol de géographie rurale, Foix, 15-16 septembre 2004*, Presses Universitaires Blaise Pascal, Clermont-Ferrand

• BAUMAN Z., 2002a, *Le coût humain de la mondialisation*, Hachette Littératures, Paris

• BAUMAN Z., 2002b, *Modernità liquida*, Laterza, Roma-Bari

• BAUMAN Z., 2008, *Modus Vivendi*, Laterza, Roma-Bari

• BAUMAN Z., 2009, *Voglia di comunità*, Laterza, Roma-Bari

• BAUMAN Z., 2010, *Identité*, L'Herne, Paris

• BAYONA-I-CARRASCO J., GIL-ALONSO F., 2013, "Is Foreign Immigration the Solution to Rural Depopulation? The Case of Catalonia (1996–2009)", *Sociologia Ruralis* vol. 53 n° 1, p. 26–51.

• BEALE CL., 1975, *The revival of population growth in nonmetropolitan America*, U.S. Dept. of Agriculture Economic Research Service, Washington D.C. (http://archive.org/details/revivalofpopulat605beal)

• BEAUDEMOULIN C., 2009, "Pauvreté en Limousin : espace rural, personnes seules et familles monoparentales sont les plus touchés", *INSEE Publications électroniques* (http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=9&ref_id=15670)

• BEAUD S., 1996, "L'usage de l'entretien en sciences sociales. Plaidoyer pour l'""entretien ethnographique"", *Politix* vol. 9 n° 35, p. 226–257.

• BEAUD S., WEBER F., 2010, *Guide de l'enquête de terrain: produire et analyser des données ethnographiques*, 4e édition augmentée, La Découverte, Paris

• BECATTINI G., 1989, "Riflessioni sul distretto industriale marshalliano come concetto socio-economico", *Stato e mercato* n° 25, p. 119–128.

• BEINE M., DOCQUIER F., RAPOPORT H., 2008, "Brain Drain and Human Capital Formation in Developing Countries: Winners and Losers", *The Economic Journal* vol. 118 n° 528, p. 631–652.

• BEL F., LACROIX A., LYSER S., RAMBONILAZA T., TURPIN N., 2011, "Les pratiques touristiques en espace rural et la place des aménités", présenté au *48ème colloque de l'ASRDLF, 6-7-8 juillet 2011*, Schoelcher, Martinique; p. 21 (http://ideas.repec.org/p/gbl/wpaper/201008.html)

• BELLAMY V., PLATEAU C., 2007, "Consommation et mode de vie des agriculteurs", dans *L'agriculture, nouveaux défis*, INSEE Références, p. 213-219

• BELL D., VALENTINE G., 1995, "Queer country: Rural lesbian and gay lives", *Journal of Rural Studies* vol. 11 n° 2, p. 113–122.

• BENEVOLO L., 2007, *La città nella storia d'Europa*, Laterza, Roma-Bari

• BENSAÂD A., 2009, "Ancrages territoriaux, réseaux sociaux et initiatives des acteurs migrants : cas des constructions des itinéraires transsahariens", *Méditerranée. Revue géographique des pays méditerranéens* n° 113, p. 127–138.

• BENSON M., O'REILLY K., 2009, "Migration and the search for a better way of life: a critical exploration of lifestyle migration", *The Sociological Review* vol. 57 n° 4, p. 608–625.

• BÉRARD I., BIGOT R., HATCHUEL G., 2001, Les Français et l'espace rural, CREDOC (http://www.credoc.fr/publications/abstract.php?ref=Sou2001-1399)

• BERDOULAY V., TURCO A., 2001, "Mythe et géographie : de l'opposition aux complémentarités", *Cahiers de géographie du Québec* vol. 45 n° 126 p. 339–345.

• BERGER A., 1996, "La recomposition de l'espace rural en Europe du Sud : l'exemple français", *Pôle Sud* vol. 5 n° 1, p. 57–74.

• BERGER A., CHEVALIER P., 2005, "Nouveaux systèmes productifs ruraux et relations rural-urbain", dans *S. Arlaud et al. (dir.) Rural-Urbain Nouveaux liens, nouvelles*, Rennes p.175-188

• BERLAN J-P., 2009, "L'immigré agricole comme modèle sociétal ?", *Études rurales* vol. 2 n° 182, p. 219–226.

• BERNARDIE-TAHIR N., 2007, "Quand les touristes rencontrent les habitants : territoires et lieux communs dans la ville de Zanzibar", dans *Philippe Duhamel et Rémy Knafou (dir), Mondes urbains du tourisme*, Paris, p. 43–54.

• BERNARD V., MALLEMANCHE C., 2013, "Naissances en Limousin: la reprise de la fécondité réduit le déficit naturel", *INSEE publications électroniques* (http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=9&ref_id=20201)

• BERQUE A., 2002a, "Indigènes au-delà de l'exotisme", *Diogène* vol. 4 n° 200, p. 46–57.

• BERQUE A., 2002b, "L'habitat insoutenable. Recherche sur l'histoire de la désurbanité", *L'Espace géographique* vol. 31 n° 3, p. 241–251.

• BERQUE A., 2008, "Ce qui est en jeu dans la ville-campagne", dans *L. Monteventi Weber et al. (dir.), Campagne-ville : le pas de deux. Enjeux et opportunités des recompositions territoriales*, PPUR, Lausanne, p. 199–210.

• BERQUE A., 2010a, "Détruire la nature par amour de la nature", *Manière de voir* n° 12, p. 88–91.

• BERQUE A., 2010b, "Le sauvage construit", *Ethnologie française* vol. 40 n° 4, p. 589–596.

• BERQUE A., 2011, "Le rural, le sauvage, l'urbain", *Études rurales*, n° 187, p. 51–61.

• BERRY BJL., 1976, *Urbanization and Counter-Urbanization*, SAGE

• BERTHOD-WURMSER M., 2012, "En France, les pauvres s'en vont aussi à la campagne" (http://ceriscope.sciences-po.fr/pauvrete/content/part2/en-france-les-pauvres-sen-vont-aussi-a-la-campagne)

• BERTHOD-WURMSER M., OLLIVIER R., RAYMOND M., VILLERS S., FABRE D., 2009, "Pauvreté, précarité, solidarité en milieu rural", Ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche

• BERTHOMIÈRE W., CHIVALLON C., 2006, *Les diasporas dans le monde contemporain: un état des lieux*, Karthala, Paris

• BERTI G., 2009, *Valorizzazione della diversità e sviluppo nella campagna contemporanea: la costruzione del web rurale in Lunigiana*, Thèse de doctorat en Economia e Estimo rurale, Université de Bologna

• BERTUGLIA A., SAYADI S., PARRA LOPEZ C., GUARINO A., 2013, "En asientamiento de los neorrurales extranjeros en La Alpujarra Granadina: un analisis desde su perspectiva", *AGER. Revista de Estudios sobre Despoblación y Desarrollo Rural* n° 4, p. 39–73.

• BESSY-PIETRI P., HILAL M., SCHMITT B., 2000, "Recensement de la population 1999. Évolutions contrastées du rural", *INSEE Première* n° 726

• BÉTEILLE R., 1981, *La France du vide*, Librairies techniques, Paris

• BÉTEILLE R., 1994, *La crise rurale*, Presses universitaires de France, Paris

• BÉTEILLE R., MONTAGNÉ-VILLETTE S., 1996, *Le rural profond français*, SEDES, Paris

• BIGOT R., CROUTTE P., DUFLOS C., 2009, "Les différences de modes de vie selon le lieu de résidence", *Cahier de Recherche* n° C259, CREDOC, Paris

• BILLARD G., CHEVALIER J., MADORÉ F., 2011, *Quartiers sécurisés: un nouveau défi pour la ville ?*, Les Carnets de l'info, Paris

• BLANC-CHALÉARD M-C., 1995, *Les Italiens dans l'est parisien des années 1880 aux années 1960, une histoire d'intégration*, Thèse de Doctorat en Histoire, IPE, Paris

• BLANC-CHALÉARD M-C., 2001, *Histoire de l'immigration*, La Découverte, Paris

• BLANCHARD É., 1913, *La main-d'œuvre étrangère dans l'agriculture française*, Thèse, Université d'Aix-Marseille.

• BLANC M., PERRIER-CORNET P., 2001, "Pauvreté et RMI en agriculture", *INRA Sciences Sociales*, n°5

• BLANPAIN N., CHARDON O., 2010, "Projections de population à l'horizon 2060. Un tiers de la population âgé de plus de 60 ans", *INSEE Première* n° 1320

• BLASQUIET-REVOL H., SABAU C., LENAIN M-A., 2011, "Les retraités : acteurs de la création d'activités", *Gérontologie et société* vol. 3 n° 138, p. 51–65.

• BOBBÉ S., PERROT M., 2012, "La sociabilité n'est plus ce qu'elle était… Réseau associatif et vitalité du monde rural. L'exemple des plateaux de l'Aubrac et de Millevaches", *Revue d'Études en Agriculture et Environnement* vol. 93 n° 1, p. 71–94.

• BOCCAGNI P., 2012, "Revisiting the "Transnational" in Migration Studies: A Sociological Understanding", *Revue européenne des migrations internationales* vol. 28 n° 1, p. 33–50.

• BODIGUEL M., LOWE P., 1989, *Campagne française, campagne britannique: histoires, images, usages au crible des sciences sociales*, L'Harmattan, Paris

• BONERANDI E., 2007, "La mobilité des populations pauvres dans les espaces anciennement industrialisés. Pour une relecture de la pauvreté en milieu rural", dans *Barthe L. et al., Habiter et vivre dans les campagnes de faible densité,* Presses Universitaires Blaise Pascal, Clermont-Ferrand, p. 703-722

• BONERANDI E., 2008a, "L'accueil des demandeurs d'asile à la campagne : des étrangers d'un nouveau genre ?", dans *Diry, JP. (dir.), Les étrangers dans les campagnes*, Presses Universitaires Blaise Pascal, Clermont Ferrand, p. 329–346.

• BONERANDI E., 2008b, "Une géographie rurale active. Revue des thèses soutenues de 2003 à 2008 dans les universités françaises", *Géocarrefour* vol. 83 n° 4, p. 337–340.

• BONERANDI E., DESLONDES O., 2008, "Éditorial: Où va la géographie rurale", *Géocarrefour* vol. 83 n° 4, p. 255–258.

• BONIN M., TORRE A., 2004, "Typologie de liens à l'espace impliqués dans les conflits d'usage. Étude de cas dans les Monts d'Ardèche", *Les Cahiers de la multifonctionnalité* n° 5 p. 17–31.

• BONNEAU M., 1984, "Tourisme et loisirs en milieu rural en France : bilan de trente années de recherches géographiques", *Revue de géographie de Lyon* vol. 59 n° 1, p. 51–61.

• BONNEMAISON J., 1986, *Les fondements d'une identité: territoire, histoire et société dans l'archipel de Vanuatu (Mélanésie)*, ORSTOM, Bondy

• BONNIOT A. ET al.., 2012, *Politiques interrégionales d'accueil dans le Massif Central. Analyse d'impact*, Rapport au commissariat de Massif Central et au GIP Massif Central (http://www.massif-central.eu/sites/default/files/RapportCemagref201112.pdf)

• BONVALET C., GOTMAN A., GRAFMEYER Y., 1999, *La Famille et ses proches: l'aménagement des territoires*, INED

• BORDES-BENAYOUN C., 2012, "La diaspora ou l'ethnique en mouvement", *Revue européenne des migrations internationales* vol. 28 n° 1, p. 13–31.

• BOSSUET L., 2007, "Les conflits du quotidien en milieu rural étude à partir de cinq communes", *Géographie, économie, société* vol. 9 n° 2, p. 141–164.

• BOSSUET L., 2013, "Les ruralités du quotidien ou de nouvelles alliances", *Géographie, économie, société* vol. 15 n° 1, p. 47–65.

• BOSSUET L., BOUTRY O., 2013, "Conflits d'usage et de voisinage autour de la ressource en eau. Illustration à partir du littoral charentais", *Économie rurale* vol. 6 n° 332, p. 74–87.

• BOSSUET L., SIMARD M., 2013, "Introduction", *Géographie, économie, société* vol. 15 n° 1, p. 5–9.

• BOSSUET L., TORRE A., 2009, Le devenir des ruralités. Entre conflits et nouvelles alliances autour des patrimoines locaux, *Économie rurale* n° 313-314 p. 147–162.

• BOSWELL L., 2006, *Le communisme rural en France: le Limousin et la Dordogne de 1920 à 1939*, Presses universitaires de Limoges, Limoges

• BOUET G., 1979, *L'évolution récente de la vie rurale en Limousin*, Thèse de Doctorat en Géographie, Université Montaigne, Bordeaux

• BOUILLON F., 2003, "Des migrants et des squats : précarités et résistances aux marges de la ville", *Revue européenne des migrations internationales* vol. 19 n° 2, p. 23–46.

• BOURDEAU P., 2008, "Les sports de nature comme médiateurs de l'entre-deux ville-montagne : vers un post-tourisme ?", dans *L. Monteventi Weber et al. (dir.), Campagne-ville : le pas de deux. Enjeux et opportunités des recompositions territoriales*, PPUR, Lausanne p. 27–34.

• BOURDEAU P., 2009, "De l'après-ski à l'après-tourisme, une figure de transition pour les Alpes ?", *Revue de géographie alpine* vol. 97 n°3

• BOURDIEU P., 1986, "L'illusion biographique", *Actes de la recherche en sciences sociales* vol. 62 n° 1, p. 69–72.

• BOURDIEU P., 1989, *La noblesse d'État: grandes écoles et esprit de corps*, Minuit, Paris

• BOURDIEU P., 2007, *La misère du monde*, Seuil, Paris

• BOURDIN A., 1984, *Le patrimoine réinventé*, Presses universitaires de France, Paris

• BOURDIN A., 1996, "L'ancrage comme choix", dans *M. Hirschhorn et J.M. Berthelot, Mobilités et ancrages. Vers un nouveau mode de spatialisation*, L'Harmattan, Paris p. 37–56.

• BOUZOUINA L., 2007, "Concentrations spatiales des populations à faible revenu, entre polarisation et mixité", *Pensée plurielle* vol. 16 n° 3, p. 59–72.

• BOYLE P., HALFACREE K., 1998a, *Migration into rural areas: theories and issues*, Wiley & Sons, Chichester

• BOYLE P., HALFACREE KH., 1998b, "Migration, rurality and the post-productivist countryside", dans *P. Boyle, K. Halfacree (dir.), Migration Into Rural Areas: Theories and Issues*, Wiley & Sons, Chichester , p. 1–20.

• BOZON M., CHAMBOREDON J-C., 1980, "L'organisation sociale de la chasse en France et la signification de la pratique", *Ethnologie française* vol. 10 n° 1, p. 65–88.

• LE BRAS H., LABBÉ M., 1997, *La planète au village: migrations et peuplement en France*, L'Aube, La Tour-d'Aigues

• BREHM JM., 2007, "Community Attachment: The Complexity and Consequence of the Natural Environment Facet", *Human Ecology* vol. 35 n° 4, p. 477–488.

• BRESSON M., 2007, "La pauvreté est-elle encore une question sociologique d'actualité ? Un enjeu de définition, de méthode et de théorie", *Pensée plurielle* vol. 16 n° 3, p. 9–17.

• LE BRETON É., 2005, *Bouger pour s'en sortir : mobilité quotidienne et intégration sociale*, Institut pour la ville en mouvement, A. Colin, Paris

• BRÉVARD L., 2005, "L'espace périurbain lointain : un espace théâtre de nouvelles pratiques sociales et spatiales", présenté au *Colloque Faire Campagne,* Rennes, 17-18 mars 2005 (http://eso.cnrs.fr/IMG/pdf/bl-3.pdf)

• BRICIO MANZANARES L., 2004, "Selección de nuevos pobladores", dans *IV jornadas sobre servicios sociales, Tema : inserción social*, Gobierno de la Rioja, Logrono, p. 53–67

• BROVIA C., 2009, "Sous la férule des caporali", *Études rurales* vol. 2 n° 182, p. 153–168.

• BRUNET R., 1989, "Les villes "européennes"", DATAR, Paris

• BRUNET R., 2002, "Lignes de force de l'espace européen", *Mappemonde* n° 66, p. 14–19.

• BRUNHES-GLAMCEVSKI B., 2005, "La femme en milieu rural et l'influence de son milieu de vie", présenté au *Colloque Faire Campagne,* Rennes, 17-18 mars 2005 (http://eso.cnrs.fr/spip.php?article371)

• BRUTEL C., LÉVY D., 2011, "Le nouveau zonage en aires urbaines de 2010", *INSEE Première* n° 1374

• BULLER KH., 1991, "Vers une campagne européenne : les Britanniques en France rurale", *Espace géographique* vol. 23 n° 3, p. 263–273.

• BUNCE MF., 1994, *The Countryside Ideal: Anglo-American Images of Landscape*, Routledge, London

• BURES RM., 1997, "Migration and the life course: is there a retirement transition?", *International Journal of Population Geography* vol. 3 n° 2, p. 109–119.

• BUTLER T., LEES L., 2006, "Super-gentrification in Barnsbury, London: globalization and gentrifying global elites at the neighbourhood level", *Transactions of the Institute of British Geographers* vol. 31 n° 4, p. 467–487.

• BYE LM., 2009, ""How to be a rural man": Young men's performances and negotiations of rural masculinities", *Journal of Rural Studies* vol. 25 n° 3, p. 278–288.

• CACCIOLA G., 2012, *Scappo dalla città. Manuale pratico di downshifting, decrescita, autoproduzione*, FAG, Milano

• CAILLY L., 2007, "Capital spatial, stratégies résidentielles et processus d'individualisation", *Annales de géographie* vol. 2 n° 654, p. 169–187.

• CAILLY L., 2008, "Existe-t-il un mode d'habiter spécifiquement périurbain ? L'exemple de l'aire urbaine d'une ville française (Tours)", *Espaces Temps, Revue électronique des sciences humaines et sociales* (http://www.espacestemps.net/document5093.html)

• CAILLY L., 2009, "Des territorialités aux spatialités : pourquoi changer de concept?", dans *M. Vanier (dir.) Territoires, territorialité, territorialisation : controverses et perspectives*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes, p. 151–156.

• CAILLY L., DODIER R., 2007, "La diversité des modes d'habiter des espaces périurbains dans les villes intermédiaires : différenciations sociales, démographiques et de genre", *Norois* n° 205, p. 67–80.

• CAMARERO RIOJA LA., 1991, "Tendencias recientes y evolución de la población rural en España", *Política y Sociedad* vol. 8, p. 13.

• CAMARERO RIOJA LA., 1993, *Del éxodo rural y del éxodo urbano: ocaso y renacimiento de los asentamientos rurales en España*, Ministerio de agricultura pesca y alimentación-Secretaría general técnica, Madrid

• CAMARERO RIOJA LA., 2009, *La población rural en España*, Fundación La Caixa, Barcelona (http://revistas.ucm.es/index.php/POSO/article/view/POSO9191120013A)

• CAMPORESI P., 1992, *Le belle contrade : nascita del paesaggio italiano*, Garzanti, Milano

• CANDAU J., RÉMY J., 2009, "Sociabilités rurales", *Études rurales* vol. 1 n° 183, p. 83–83.

• CAPEL H., 1975, "L'image de la ville et le comportement spatial des citadins", *Espace géographique* vol. 4 n° 1 p. 73–80.

• CARITAS ITALIANA, FONDAZIONE MIGRANTES, 2010, *Immigrazione: dossier statistico 2010*, Idos, Roma

• CARLOT C., VALLÈS V., 2010, "Atlas du Massif Central. Démographie-Attractivité" dans Les Dossiers, n° 24, INSEE Auvergne

• CARNET P., 2009, "Entre contrôle et tolérance", *Études rurales* vol. 2 n° 182, p. 201–218.

• CARON A., TORRE A., 2006," Quand la proximité devient source de tensions : conflits d'usages et de voisinage dans l'espace rural", *Développement durable et territoires* n° 7, p. 16.

• CARPENTIER S., 2011, "Modes d'habiter urbains et ruraux : entre continuité et rupture", *Journal of Urban Research* Special Issue n° 3 (http://articulo.revues.org/1548)

• CARRASCO JB., ALONSO FG., 2010, "Migraciones de españoles y extranjeros en las áreas rurales catalanas (1996-2006): ¿fin de la despoblación o nuevo modelo territorial?", *Boletín de la Asociación de Geógrafos Españoles* n° 53, p. 219–237.

• CARROUÉ L., 2009, "Limousin", dans *La France: les 26 régions*, A. Colin, Paris p. 173–182.

• CARTON C., 2012, "La population limousine augmente régulièrement malgré le creusement du déficit naturel", *INSEE Publications électroniques* (http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=9&ref_id=19059)

• CASTEL R., 2009, *La montée des incertitudes: travail, protections, statut de l'individu*, Seuil, Paris

• CAZELLA AA., 2001, "Les installations agricoles nouvelles : le cas des agriculteurs néo-ruraux dans l'Aude (France)", *Espace, populations, sociétés* vol. 19 n° 1, p. 101–108.

• CERIANI G., GAY J-C., STOCK M., VIOLIER P., KNAFOU R., COËFFÉ V., 2008, "Conditions géographiques de l'individu contemporain", *Espaces Temps, Revue électronique des sciences humaines et sociales* (http://test.espacestemps.net/articles/conditions-geographiques-de-lrsquoindividu-contemporain/)

• CHAIGNEAU F., PINEAU J-Y., DENOUAL, O., 2011, "La démarche Territoires et politiques locales d'accueil", Mairie Conseil Caisse des dépôts (http://www.mairieconseils.net/cs/ContentServer?pagename=Mairie-conseils/MCPublication/Publication&cid=1250261369390)

• CHAKRABORTI N., GARLAND J. (dir.)., 2004, *Rural racism*, Willan, Cullompton,

• CHALAS Y., 2000, *L'invention de la ville*, Anthropos, Paris

• CHALÉARD J-L., CHARVET J-P., 2004, *Géographie agricole et rurale*, Belin, Paris

• CHALÉARD J-L., DUBRESSON A., 1989, "Un pied dedans, un pied dehors : à propos du rural et de l'urbain en Côte d'Ivoire", dans *B. Antheaume B et al. (dir.), Tropiques : lieux et liens. Florilège offert à Paul Pelissier et Gilles Sautter*, ORSTOM, Paris p. 277–290. (http://www.documentation.ird.fr/hor/fdi:30685)

• CHALMERS AI., JOSEPH AE., 1998, "Rural change and the elderly in rural places: Commentaries from New Zealand", *Journal of Rural Studies* vol. 14 n° 2, p. 155–165.

• CHAMBRON N., MATHIEU N., 2009, "Les immigrés en Basse-Normandie: enquête en milieu rural bas-normand", *Normandie 2010* n° 13, p. 1–18.

• CHAMPION AG., 1989, "Counterurbanization in Britain", *The Geographical Journal* vol. 155 n° 1, p. 52.

• CHAMPION T., 2001a, "The continuing urban-rural population movement in Britain: trends, patterns, significance", *Espace, populations, sociétés* vol. 19 n° 1, p. 37–51.

• CHAMPION T., 2001b, "Urbanization, Suburbanization, Counterurbanization and Reurbanization", dans *Ronan Paddison, Handbook of Urban Studies*, London p. 142–161.

• CHAMPION T., SHEPHERD J., 2006, "Demographic Change in Rural England", dans *The Ageing Countryside, the growing older population of rural England ,* p. 29–50.

• CHARMES E., 2005, *La vie périurbaine face à la menace des gated communities*, L'Harmattan, Paris

• CHARMES E., 2011, *La ville émiettée: essai sur la clubbisation de la vie urbaine*, Presses universitaires de France, Paris

• CHARMES E., LAUNAY L., VERMEERSCH S., 2013, "Le périurbain, France du repli ?", *La Vie des idées* (http://www.laviedesidees.fr/Le-periurbain-France-du-repli.html)

• CHESHIRE P., 1995, "A New Phase of Urban Development in Western Europe? The Evidence for the 1980s", *Urban Studies* vol. 32 n° 7, p. 1045–1063.

• CHEVALIER J., CARBALLO C., 2004, "Fermetures résidentielles et quête de l'entre-soi, entre Nord et Sud des Amériques", *L'Espace géographique* vol. 33 n° 4, p. 325–335.

• CHEVALIER M., 1981, "Les phénomènes néo-ruraux", *L'Espace Géographique* n° 1 p. 33-47

• CHEVALIER P., 2005, "Activités tertiaires et dynamiques rurales", *Annales de Géographie* vol. 114 n° 641, p. 27–48.

• CHEVALIER P., BERGER A., 2001, "Nouvelles fonctions tertiaires et dynamiques démographiques en milieu rural", *Espace, populations, sociétés* vol. 19 n° 1, p. 89–100.

• CHEVALIER P., DEDEIRE M., GHIOTTI S., HIRCZAK M., RAZAFIMAHEFA L., 2010, "L'espace rural euro-méditerranéen : approches méthodologique et typologique", *Cahiers de géographie du Québec* vol. 54 n° 152, p. 291.

• CHEVALLIER D. (dir.), 2000, *Vives campagnes le patrimoine rural, projet de société*, Autrement, Paris

• CHIFFOLEAU Y., 2013, "Circuits courts alimentaires, dynamiques relationnelles et lutte contre l'exclusion en agriculture", *Économie rurale* vol. 6 n° 332, p. 88–101.

• CHIPENIUK R., 2008, "Some tools for planning for amenity migration in remote rural settlements: Lessons from participatory action", *Community Development Journal* vol. 43 n° 2, p. 222–238.

• CHOBEAUX F., 1996, "Les jeunes en errance", *Agora débats/jeunesses* vol. 3, p. 69–78.

• CHOSSEGROS B., 2008, "Les effets d'une communication musclée", *Transural Initiatives* n° 366, p. 4.

• CHRISTEL V., 2006, "Trajectoires résidentielles des personnes âgées", dans *Données sociales: la société française*, INSEE, p. 525–529. (http://81.255.68.41/fr/ffc/docs_ffc/donsoc06zg.pdf)

• CHRISTIE SM., FONE DL., 2003, "Does car ownership reflect socio-economic disadvantage in rural areas? A cross-sectional geographical study in Wales, UK", *Public health* n° 117, p. 112–116.

• CIATTONI A., VEYRET Y., 2003, *Les fondamentaux de la géographie*, A. Colin, Paris

• CICERCHIA M., PALLARA P. (dir.), 2009, *Gli immigrati nell'agricoltura italiana*, INEA (http://dspace.inea.it/bitstream/inea/427/1/775.pdf)

• CLARIMONT S., ALDHUY J., LABUSSIÈRE O., 2006, "Les recompositions territoriales face à la faible densité: comparaison des “pays” aquitains et des *comarcas* aragonaises", *Annales de géographie* vol. 1 n° 646, p. 26.

• CLARK G., DARRALL J., GROVE-WHITE R., MACNAGHTEN P., URRY J., 1994, "Social identity, leisure and the countryside" dans *G. Clarks et al., Leisure Landscapes : Leisure, Culture and the English Countryside : Challenges ans Conflicts*, CPRE, London p. 36–53.

• CLAVAIROLLE F., 2013, "De la contestation à la participation : les néo-ruraux et la politique (Cévennes)", dans *H. Bertheleu et F. Bourdarias (dir.), Les constructions locales du politique*, Presses universitaires François-Rabelais, Tours p. 97–114.

• CLAVAL P., 2001, "Mythe et connaissance scientifique dans l’histoire de la pensée géographique", *Cahiers de géographie du Québec* vol. 45 n° 126, p. 349–368.

• CLERVAL A., CRIEKINGEN MV., 2012, "La gentrification, une approche de géographie critique", *Carnets de géographes* n° 4, p. 1–15.

• CLOCHARD O., 2008, "Jeux de frontières à Chypre : quels impacts sur les flux migratoires en Méditerranée orientale ?", *Géoconfluences* (http://geoconfluences.ens-lyon.fr/doc/typespace/frontier/FrontScient8.htm)

• CLOKE P., 1985, "Counterurbanisation: a Rural Perspective", *Geography* vol. 70, p. 13–23.

• CLOKE P., GOODWIN M., MILBOURNE P., THOMAS C., 1995, "Deprivation, poverty and marginalization in rural lifestyles in England and Wales", *Journal of Rural Studies* vol. 11 n° 4, p. 351–365.

• CLOKE PJ., GOODWIN M., MILBOURNE P., 1998a, "Inside looking out; outside looking in. Different experiences of cultural competence in rural lifestyles", dans *P. Boyle, K. Halfacree (dir.), Migration Into Rural Areas: Theories and Issues*, Wiley & Sons, Chichester, p. 134-148

• CLOKE PJ., THRIFT N., 1990, "Class and change in rural Britain", dans *T. Marsden et al. (dir.) Rural Restructuring,* Fulton, London p. 165–181.

• CLOKE P., MARSDEN T., MOONEY P., 2006, *Handbook of Rural Studies*, SAGE, London

• CLOKE P., PHILLIPS M., THRIFT N., 1998b, "Class colonisation and lifestyle strategies in Gower", dans *P. Boyle, K. Halfacree (dir.), Migration Into Rural Areas: Theories and Issues*, Wiley & Sons, Chichester p. 166–185.

• CLOKE P., THRIFT N., 1987, "Intra-class conflict in rural areas", *Journal of Rural Studies* vol. 3 n° 4, p. 321–333.

• COCAUD M., SAINCLIVIER J., 2007, "Femmes et engagement dans le monde rural (19-20e siècles) : jalons pour une histoire", *Ruralia* n° 21

• COGNARD F., 2005, "Synthèse des résultats de l’enquête Mairie-conseils 2004 sur les nouveaux habitants des territoires ruraux", Supplément à *La lettre en Direct de Mairie conseils* n° 174

• COGNARD F., 2006, "Le rôle des recompositions sociodémographiques dans les nouvelles dynamiques rurales : l’exemple du Diois", *Méditerranée. Revue géographique des pays méditerranéens* n° 107, p. 5–12.

• COGNARD F., 2010, *“Migrations d’agrément” et nouveaux habitants dans les moyennes montagnes françaises: de la recomposition sociale au développement territorial*, Thèse de doctorat en Géographie, Université Blaise Pascal, Clermont-Ferrand

• COGNARD F., 2011, "Les nouveaux habitants dans les régions rurales de moyenne montagne en France : de la recomposition sociale au développement territorial?", *Revue Canadienne des Sciences Régionales* n° 34/4, p. 177–188.

• COLLANTES F., PINILLA V., SÀEZ LA., SILVESTRE J., 2010a, "El impacto de la crisis económica en la situación laboral de los jóvenes inmigrantes", Documento de trabajo, Real Instituto Elcano (http://digital.csic.es/handle/10261/63749)

• COLLANTES F., PINILLA V., SÁEZ LA., SILVESTRE J., 2010b, "El impacto demográfico de la inmigración en la España rural despoblada", *Boletín Elcano* n° 128, p. 28 p.

• COLLECTIF VILLE CAMPAGNE, 2004, *Campagnes en mouvement. Synthèse de la rencontre des acteurs de l'installation en milieu rural. Saint Brieuc/ Côte d'Armor, 15 et 16 décembre 2004*, Collectif Ville Campagne, Aixe-sur-Vienne

• COLLECTIF VILLE CAMPAGNE, DATAR MASSIF CENTRAL, *L'Accueil de nouveaux habitants, une opportunité pour le développement local des territoires du Massif Central* (http://www.reseaurural.fr/files/brochure_accueil_nouveaux_habitants_massif_central.pdf)

• COMANAGING, 2011, Réalisation d'une étude identitaire et d'une plate-forme de marque partagée, présentée à l'Assemblée Générale du Comité Régional du Tourisme, 21 juin 2011 (http://pro.tourismelimousin.com/Strategie/Outils-marketing/Marques-du-Limousin/portrait/Portrait-Identitaire)

• COMANAGING, 2012, *Profil identitaire Limousin*, Rapport réalisé pour le Conseil Régional du Limousin (http://fr.calameo.com/read/00019821928d004394c58)

• COMMISSION EUROPÉENNE, 2012, *The 2012 Ageing Report. Economic and Budgetary projections for the 27 EU Member States (2010-2060)*, Economic and Financial Affairs, Union Européenne

• CONDON S., BYRON M., 2008, "Migrations, résidence et représentations de la famille : les familles caribéennes en France et en Grande-Bretagne", *Revue européenne des migrations internationales* vol. 24, p. 35–63.

• CONORD F., 2006, "Profil socioprofessionnel des maires des Alpes-de-Haute-Provence en 1953 et 2003", *Méditerranée. Revue géographique des pays méditerranéens* n° 107, p. 31–35.

• CORRADO A., 2012, "Ruralità differenziate e migrazioni nel Sud Italia", *Agriregioni Europa* n° 28

• CORTES DE ARAGON, 2000, "Plan integral de política demográfica", Boletín Oficial de las Cortes de Aragón, n° 80 (http://www.aragon.es/estaticos/ImportFiles/10/docs/Areas/Informaci%C3%B3n%20territorial/Normativa/Demograf%C3%ADa/PLAN_INTEGRAL_POLITICA_DEMOGRAFICA.pdf)

• CORTI M., 2007, "Quale neoruralismo?", *L'ecologist italiano* n° 7, p. 168–186.

• COSGROVE DE., VALLERANI F., 2000, *Il paesaggio palladiano : la trasformazione geografica e le sue rappresentazioni culturali nell'Italia del 16° secolo*, Cierre Centro internazionale di studi di architettura Andrea Palladio, Sommacampagna

• COSTELLO L., 2007, "Going Bush: the Implications of Urban-Rural Migration", *Geographical Research* vol. 45 n° 1, p. 85–94.

• COUTURIER P., 2008, "Les Britanniques en Limousin: enjeux sociaux et territoriaux", dans *JP.Diry, (dir.), Les étrangers dans les campagnes*, Presses Universitaires Blaise Pascal, Clermont Ferrand, p. 629–638.

• CRIBIER F., 1973, "Les résidences secondaires des citadins dans les campagnes françaises", *Études rurales* n° 49-50, p. 181–204.

• CRIEKINGEN MV., DECROLY J-M., 2003, "Revisiting the Diversity of Gentrification: Neighbourhood Renewal Processes in Brussels and Montreal", *Urban Studies* vol. 40 n° 12, p. 2451–2468.

• CUTILLAS ORGILÉS E., 2009, "Jubilados europeos en la provincia de Alicante: la segregación residencial en la ocupación del territorio" Comunicación presentada en el XI Congreso de la Población Española, León, 18-20 septiembre 2008 (http://rua.ua.es/dspace/handle/10045/16461)

• DAHLSTRÖM M., 1996, "Young women in a male periphery. Experiences from the Scandinavian north", *Journal of Rural Studies* vol. 12 n° 3, p. 259–271.

• DAMETTE F., SCHEIBLING J., 2003, *Le territoire français: permanences et mutations*, Hachette, Paris

• DANTHIEUX D., 2005, "Le communisme rural en Limousin : de l'héritage protestataire à la résistance sociale (de la fin du 19e siècle aux années 1960)", *Ruralia* n° 16/17

• DARPEIX A., 2009, "Flexibilité interne et flexibilité externe dans le contrat OMI", Études *rurales* vol. 2 n° 182, p. 69–86.

• DAUMAS J-C., 2007, "Districts industriels : du concept à l'histoire", *Revue économique* vol. 58, p. 131.

• DEAN KG., 1986, "Counterurbanisation continues in Brittany", *Geography* vol. 71, p. 151-154

• DEAN KG., BROWN BJH., PERRY RW., SHAW DP., 1984, "The Conceptualisation of Counterurbanisation", *Area* vol. 16, p. 9–14.

• DEBARBIEUX B., 1993, "Du haut lieu en général et du mont Blanc en particulier", *Espace géographique* vol. 22 n° 1, p. 5–13.

• DEBARBIEUX B., 1995, "Le lieu, le territoire et trois figures de rhétorique", *Espace géographique* vol. 24 n° 2, p. 97–112.

• DEBARBIEUX B., 2008, "Le syndrome de Moctezuma ou Réflexions sur l'actualité et la pertinence du couple ville-campagne dans l'analyse territoriale", dans *L. Monteventi Weber et al. (dir.), Campagne-ville : le pas de deux. Enjeux et opportunités des recompositions territoriales*, PPUR, Lausanne, p. 61-75

• DEBARBIEUX B., 2009, "Territoire-Territorialité-Territorialisation : aujourd'hui encore, et bien moins que demain…", dans *M. Vanier (dir.) Territoires, territorialité, territorialisation : controverses et perspectives*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes, p. 75–89.

• DEBARBIEUX B., VANIER M., GUIGOU J-L., 2002, *Ces territorialités qui se dessinent*, L'Aube, La Tour-d'Aigues

• DÉBARD P., 2010, "Nouvelles ruralités en Lorraine : un "désir de campagne" limité à quelques espaces résidentiels et récréatifs", *Économie,* INSEE Lorraine n° 205-206, p. 28.

• DEBROUX J., 2006, "Migration d'actifs vers l'espace "rural isolé". Éléments d'analyse sur les liens à l'espace d'arrivée", *Norois* n° 200

• DÉCOSSE F., 2009, "La santé des travailleurs agricoles migrants : un objet politique ?", Études *rurales* vol. 2 n° 182, p. 103–120.

• DEGORRE A., REDOR P., 2007, "Enquêtes annuelles de recensement de 2004 à 2006. Les départements du Sud et du littoral atlantique gagnants au jeu des migrations internes", *INSEE Première* n° 1116

• DELLIER J., GARNIER E., RICHARD F., 2013, *Attractivité et nouvelles bases économiques des territoires ruraux limousins*, Service Accueil et Territoires, Région Limousin, Limoges

• DEMANGEON A., 1911, "La montagne dans le Limousin. Étude de géographie humaine", *Annales de Géographie* vol. 20 n° 112, p. 316–337.

• DEMANGEON A., 1927, "La géographie de l'habitat rural", *Annales de Géographie* vol. 36 n° 200, p. 97–114.

• DEMANGEON A., MAUCO G., 1939, *Documents pour servir à l'étude des étrangers dans l'agriculture française*, Hermann, Paris

• DEMATTEIS G., 2011, *Montanari per scelta. Indizi di rinascita nella montagna piemontese*, Franco Angeli, Milano

• DEPRAZ S., 2008, *Géographie des espaces naturels protégés: genèse, principes et enjeux territoriaux*, A. Colin, Paris

• DEPRAZ S., 2009, "Vers une définition internationale du rural en Europe", dans *A. Berger, et al. (dir.) Héritages et trajectoires rurales en Europe*, L'Harmattan, Paris, p. 85–108.

• DESBORDES C., 2004, "Atlas des populations immigrées en Limousin", *Dossiers INSEE Limousin* n° 3, p. 33.

• DESJARDINS B., SIMARD M., 2008, "Motifs de migration, besoins et insertion des jeunes néo-ruraux dans Brome-Missisquoi ainsi qu'une synthèse comparative avec les jeunes néo-Arthabaskiens", INRS-UCS, Montréal (http://www.inrs.ca/sites/default/files/u146/RapportJeunes.pdf)

• DESMICHEL P., 2012, "De la montagne touristique "lointaine" au nouveau cadre résidentiel quotidien: compte rendu d'expériences, hypothèses et chantiers futurs (Massif Central, Pyrénées et Pélion)", dans *Martin et al. (dir.), Les migrations d'agrément, du tourisme à l'habiter*, L'Harmattan, Paris p. 117–134.

• DESPLANQUES G., 2012, "Vieillissement démographique et territoire", *Des facteurs de changement 1, Territoires 2040* n°6, DATAR, La Documentation française, p. 11–25.

• DESPONDS D., 2007, "Les impacts d'un parc naturel régional (PNR) sur les évolutions socio-démographiques de son espace rural : le cas du Vexin français", *Norois* n° 202, p. 47–60.

• DÉTANG-DESSENDRE C., PIGUET V., 2003, "Les ruraux en 1999 : qui sont-ils et d'où viennent-ils ?", *INRA Sciences Sociales* n° 1-2

• DIBIE P., 2005, *Le village retrouvé: essai d'ethnologie de l'intérieur*, L'Aube, La Tour-d'Aigues

• DIBIE P., 2006, *Le village métamorphosé: révolution dans la France profonde*, Plon, Paris

• DIREN Limousin, 2002, *Environnement. Zones d'aménités* (http://admincarto.geolimousin.fr/CartesStatiques/ZONESAMENITES.PDF)

• DIRKSMEIER P., 2008, "Strife in the Rural Idyll? The Relationship between Autochthons and in-Migrants in Scenic Regions of South Bavaria", *Erdkunde* p. 159–171.

• DIRY J-P., 1996, "Espaces fragiles et développement local en Margeride", *R. Béteille (dir.) Le rural profond français,* SEDES, Paris, p. 63–70.

• DIRY J-P., 2002, *Les espaces ruraux*, A. Colin, Paris

• DIRY J-P. (dir.), 2008, *Les étrangers dans les campagnes: actes du colloque franco-britannique de géographie rurale*, Presses universitaires Blaise Pascal, Clermont-Ferrand

• DODIER R., 2003, "Habiter, ce que le périurbain nous apprend", *Travaux de l'Institut de Géographie de Reims* n° 115-118, p. 31–44.

• DODIER R., 2007, "Quelle articulation entre identité campagnarde et identité urbaine dans les ménages "périurbains"?", *Norois* n° 202, p. 35–46.

• DODIER R., 2013, "Modes d'habiter périurbains et intégration sociale et urbaine", *Espaces Temps, Revue électronique des sciences humaines et sociales* (http://www.espacestemps.net/articles/modes-dhabiter-periurbains-et-integration-sociale-et-urbaine-2/)

• DOIDY E., MISCHI J., RENAHY N. (dir.), 2008, Mondes ruraux, *Politix* n° 83, p. 246.

• DOMINGO PÉREZ C., VIRUELA MARTÍNEZ R., 1999, "Mujeres inmigradas en València", *Cuadernos de geografía* n° 65, p. 165–192.

• DOMINGO PÉREZ C., VIRUELA MARTÍNEZ R., 2002, "La dinámica inmigratoria: perspectivas sociogeográficas", *Cuadernos de geografía* n° 72, p. 113–118.

• DONADIEU P., 2002, *La société paysagiste*, Actes Sud, Arles

• DONZELOT J., 2004, "La ville à trois vitesses: gentrification, relégation, périurbanisation," *Esprit,* n° 2-4, p. 14-40

• DOWNS RM., STEA D., 1973, *Image and environment: cognitive mapping and spatial behavior*, Aldin, Chicago

• DREIF, ADIL 75, 2005, *Prise en compte des dépenses de transports dans les projets d'accession : une aide à la cohérence des choix résidentiels*, Direction Régionale de l'Équipement de l'Île de France, Association Départementale d'Information sur le Logement, Paris

• DUHAMEL P., DEPREST F., 1993, "Territoires de Saint-Gervais", *Espace géographique* vol. 22, p. 15–25.

• DUMONT GF., 2012, "Un meurtre géographique : la France rurale", *Population & Avenir* vol. 2 n° 707, p. 3.

• DUMONT JC., SPIELVOGEL G. "Les migrations de retour : un nouveau regard - Partie III", dans *Perspectives des migrations internationales*, Organisation for Economic Cooperation and Development p. 181–246. (http://www.oecd-ilibrary.org/;jsessionid=12tk44dj7puix.x-oecd-live-01content/chapter/migr_outlook-2008-7-fr)

• DUPÂQUIER J., 2002, "Sédentarité et mobilité dans l'ancienne société rurale", *Histoire & Sociétés Rurales* vol. 18 n° 2, p. 121–135.

• DUPUY G., OFFNER J-M., 2005, "Réseau : bilans et perspectives", *Flux* vol. 62 n° 4, p. 38–46.

• ESCAFFRE F., GAMBINO M., ROUGÉ L., 2008, "Les jeunes dans les espaces de faible densité. D'une expérience de l'autonomie au risque de la "captivité"", *Sociétés et jeunesses en difficulté. Revue pluridisciplinaire de recherche* n° n°4 (http://sejed.revues.org/index1383.html)

• EUROSTAT 2010, "Typologie urbaine-rurale révisée", dans *Annuaire régional d'Eurostat 2010*, p. 239–249. (http://epp.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY_OFFPUB/KS-HA-10-001-15/FR/KS-HA-10-001-15-FR.PDF)

• FARINELLI B., 2002, Pédagogie et méthodologie de l'accueil de nouvelles populations en milieu rural : l'exemple du Massif central, *Courrier de l'environnement de l'INRA* n° 45, p. 37–46.

• FASSIN D., 1996, "Exclusion, underclass, marginalidad. Figures contemporaines de la pauvreté urbaine en France, aux États-Unis et en Amérique latine", *Revue française de sociologie* vol. 37 n° 1, p. 37–75.

• FAUCON F., 2008, "Compagnies aériennes à bas prix et nouveaux arrivants dans les provinces françaises", dans *Diry, JP. (dir.), Les étrangers dans les campagnes*, Presses Universitaires Blaise Pascal, Clermont Ferrand p. 273–295.

• FAUR J-P., BOUDOUL J., 1982, "Renaissance des communes rurales ou nouvelle forme d'urbanisation ?", Économie *et statistique* vol. 149, p. I-XVI

• FAUS-PUJOL M-C., 1996, "Un demi-siècle de migrations internes en Espagne", *Espace, populations, sociétés* vol. 14, p. 111–120.

• FEIJOO AMÉZAGA I., 2009, "Plataformas de reivindicación territorial en España: el caso de la coordinadora ciudadana Teruel Existe en perspectiva comparada", présenté au *IX Congreso AECPA "Repensar la democracia: inclusión y diversidad,"* Malaga, 23-25 septembre 2009 (http://www.aecpa.es/uploads/files/congresos/congreso_09/grupos-trabajo/area04/GT01/01.pdf)

• FERRÀS SEXTO C., 1998, "El fenómeno de la contraurbanización en la literatura científica internacional", *Ciudad y territorio: Estudios territoriales* n° 117, p. 607–627.

• FERRÁS SEXTO C., 1998, *La Contraurbanización: fundamentos teóricos y estudio de casos en Irlanda, España y México*, Xunta de Galicia, Santiago de Compostela

• FERRÀS SEXTO C., 1999, "La contraurbanización. Fundamentos teóricos y estudio de casos", *Biblio 3W Revista Bibliográfica de Geografía y Ciencias Sociales, Universidad de Barcelona,* n° 177 (http://www.ub.edu/geocrit/b3w-177.htm)

• FERRÁS SEXTO C., 2000, "Ciudad dispersa, aldea virtual y revolución tecnológica", *Scripta Nova. Revista Electrónica de Geografía y Ciencias Sociales* n° 69 (http://www.ub.edu/geocrit/sn-69-68.htm)

• FERRÁS SEXTO C., 2007, "El enigma de la contraurbanización. Fenómeno empírico y concepto caótico", *EURE* vol. 33 n° 98, p. 5–25.

• FERRÁS-SEXTO C., O'FLANAGAN P., 2013, "Small-holdings and sustainable family farming in Galicia and Ireland. A comparative case study", *Norois* n° 224, p. 61–76.

• FIELDING AJ., 1982, "Counterurbanisation in Western Europe", *Progress in Planning* vol. 17, p. 1–52.

• FIELDING AJ., 1989, "Migration and Urbanization in Western Europe since 1950", *The Geographical Journal* vol. 155, p. 60.

• FIELDING T., 1998, "Counterubanisation and social class", dans *P. Boyle, K. Halfacree (dir.), Migration Into Rural Areas: Theories and Issues*, Wiley & Sons, Chichester, p. 41–60.

• FINDLAY AM., SHORT D., STOCKDALE A., 2000, "The labour-market impact of migration to rural areas", *Applied Geography* vol. 20 n° 4, p. 333–348.

• FINDLAY A., ROGERSON R., 1993, "Migration, places and quality of life (voting with their feet?)", dans *A.G. Champion (dir.), Population Matters: The Local Dimension*, SAGE, London, p. 33–49.

• LE FLOCH S., 2008, "L'espace, une propriété des projets collectifs locaux : un exemple sur le plateau de Millevaches", *Espaces et sociétés* n° 132-133, p. 179–192.

• FORSÉ M., 1991, "Les réseaux de sociabilité: un état des lieux", *L'Année sociologique* vol. 41, p. 247–264.

• FOTHERINGHAM AS., CHAMPION T., WYMER C., COOMBES M., 2000, "Measuring destination attractivity: a migration example", *International Journal of Population Geography* vol. 6 n° 6, p. 391–421.

• FOUQUET T., 2007, "Imaginaires migratoires et expériences multiples de l'altérité : une dialectique actuelle du proche et du lointain", *Autrepart* vol. 41, p. 83–98.

• FOURNAND A., 2003, "Images d'une cité. Cartes mentales et représentations spatiales des adolescents de Garges-lès-Gonesse", *Annales de Géographie* vol. 112 n° 633, p. 537–550.

• FOURNY M-C., CAILLY L., DODIER R., CHARDONNEL S., BAILLEUL H., FEILDEL B., LOUARGANT S., 2011, "L'identité territoriale serait-elle (vraiment) soluble dans la mobilité ? s pratiques individuelles de mobilité a la fabrication de territorialités collectives : propositions théoriques et problématiques", présenté au colloque *Fonder les sciences du territoire, CIST (collège international des Sciences du territoire),* novembre 2011, Paris

• FRANCASTEL S., GONZALEZ C., SCHERRER S., 2012, *Bilan du tourisme en 2011*, Direction Générale de la Compétitivité de l'Industrie et des Services, Paris (http://www.dgcis.redressement-productif.gouv.fr/files/files/archive/www.tourisme.gouv.fr/stat_etudes/bilans/2011/bilan-du-tourisme-2011.pdf)

• FRANÇOIS-PONCET J., BELOT C., 2008, *Rapport d'information fait au nom de la Délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire sur le nouvel espace rural français*, Rapport d'information, Sénat (http://www.senat.fr/rap/r07-468/r07-468.html)

• FRELAT-KAHN B., LAZZAROTTI O (dir.), 2012, *Habiter: vers un nouveau concept ?*, A. Colin Paris

• FRÉMONT A., 1981, "Le retour à la nature", *L'Espace Géographique* n° 1, p. 49

• FRÉMONT A., 1982, *Espaces vécus et civilisations*, Centre national de la recherche scientifique, Paris

• FRÉMONT A., 2008, *La région, espace vécu*, Flammarion, Paris

• FRÉMONT A., 2009, "À la recherche du rural perdu", *Géographie, économie, société* vol. 11, p. 39–45.

• FRÉMONT A., 2011, *Portrait de la France*, Flammarion, Paris

• GALLEZ C., KAUFMANN V., 2009, "Aux racines de la mobilité en sciences sociales", dans *M. Flonneau et V. Guigueno, De l'histoire des transports à l'histoire de la mobilité ?* Presses Universitaires de Rennes, Rennes, pp.41-55 p. 41–55.

• GAMACHE N., DOMON G., JEAN Y., 2011, "Recompositions démographiques et différenciations sociales : perceptions paysagères et territorialités en Gâtine poitevine", *Revue Canadienne des Sciences Régionales* n° 34/4, p. 211–223.

• GAMBINO M., 2008, *Vivre dans les espaces ruraux de faible densité de population: pratiques et représentations des jeunes dans le Périgord vert (France) et le Rural Galway (Irlande)*, Thèse de doctorat en Géographie, Université de Toulouse-Le Mirail

• GARCÍA SANZ B., 2006, "Inmigración extranjera y ruralidad", *Circunstancia: revista de ciencias sociales del Instituto Universitario de Investigación Ortega y Gasset* n° 10, p. 1–18.

• GARRIGUES N., 2007, "Salaires: le Limousin ne rattrape pas son retard", *INSEE Focal* n° 41, p. 4.

• GEORGE P., 1964, "Anciennes et nouvelles classes sociales dans les campagnes françaises", *Cahiers Internationaux de Sociologie* vol. 37, p. 3–22.

• GILBERT Y., 2010, "Migrations urbaines en milieu rural : diversification sociale et recomposition du politique", *Espaces et sociétés* vol. 3 n° 143, p. 135.

• GIMENEZ ROMERO C., 1992, "Trabajadores extranjeros en la agricultura espanola: enclaves e implicaciones", *Estudios Regionales* n° 31, p. 127–147.

• GIRARD A., 2012a, "Un problème de catégorisation des résidents en amont de la comparaison “autochtones /post-touristes”", dans *Martin et al. (dir.), Les migrations d’agrément, du tourisme à l’habiter*, L’Harmattan, Paris p. 331–345.

• GIRARD A., STOETZEL J., 1953, *Français et immigrés: l’adaptation des Italiens et des Polonais*, Presses universitaires de France, Paris

• GIRARD V., 2012b, "Les votes à droite en périurbain : “frustrations sociales” des ménages modestes ou recompositions des classes populaires ?", *Métropolitiques* (http://www.metropolitiques.eu/Les-votes-a-droite-en-periurbain.html)

• GLASER BG., STRAUSS AL., 1973, *The Discovery of Grounded Theory: Strategies for Qualitative Research*, Aldine, Chicago

• GLASS R., HOBSBAWM EJ., POLLINS H., 1964, *London: aspects of change*, Center for urban studies, Macgibbon & Kee, London

• GLORIOSO RS., MOSS LAG., 2010, "Strategy for a Sustainable Similkameen Valley (2011-2020), Similkameen Valley Planning Society, Keremeos" (http://www.rdosmaps.bc.ca/min_bylaws/planning/SustainableSimilkameenProject/documents/SSS_Final_Report_04_15_10.pdf)

• GOFFMAN E., 1975, *Stigmate: les usages sociaux des handicaps*, Minuit, Paris

• GONZÁLVES PÉREZ V., LÓPEZ TRIGAL L., 1999, "Jornaleros extranjeros en el campo español", *Ería* n° 49, p. 213–229.

• GORMAN-MURRAY A., PINI B., BRYANT L., 2012, *Sexuality, Rurality, and Geography*, Lexington Books, Plymouth

• GORTON M., WHITE J., CHASTON I., 1998, "Counterurbanisation, fragmentation and the paradox of the rural idyll", dans *P. Boyle, K. Halfacree (dir.), Migration Into Rural Areas: Theories and Issues*, Wiley & Sons, Chichester p. 215–235.

• GOTMAN A., 1999, "Géographies familiales, petites migrations et générations", dans *C. Bonvaletet al. (dir.) La famille et ses proches : l’aménagement des territoires*, Paris p. 69–133.

• GOULD P., WHITE RR., 1992, *Mental maps*, 2d ed., Routledge, London

• DE GOURCY C., 2010, "Revenir sur les lieux de l’origine", *Ethnologie française* vol. 40 p. 349–356.

• GRANIÉ A-M., 2003, "Sociabilités dans le monde rural", *Revue Projet* vol. 2 n° 274, p. 51–58.

• GRÉGOIRE M., 1965, "Evolution et avenir des femmes rurales", *Économie rurale* vol. 66 n° 1, p. 3–9.

• Groupe de Travail Thématique Alimentation agriculture, *Circuits courts et cohésion sociale. Capitalisation et analyse d’expériences conduites sur les territoires ruraux et périurbains,* CEVALAR, INRA (http://www.reseaurural.fr/files/circuits_courts_syntheseannexes_110114_3.pdf)

• GUALDA E., 2012, "Migración circular en tiempos de crisis. Mujeres de Europa del Este y africanas en la agricultura de Huelva", *Papers: revista de sociologia* vol. 97 n° 3, p. 613–640.

• GUCHER C., MALLON I., ROUSSEL V., 2007, *Vieillir en milieu rural: chance ou risque de vulnérabilité?* Rapport du contrat de recherche émanant du GIS Institut National de la Longévité et du Vieillissement - INSERM (http://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00371194)

• GUEBEN-VENIÈRE S., 2011, "En quoi les cartes mentales, appliquées à l’environnement littoral, aident-elles au recueil et à l’analyse des représentations spatiales ?", *EchoGéo* n° 17 (http://echogeo.revues.org/12573)

• GUÉRIN-PACE F., 2006, "Lieux habités, lieux investis : le lien au territoire, une composante identitaire ?", *Économie et statistique* n° 393-394, p. 101–114.

• GUÉRIN-PACE F., FILIPPOVA EI., 2008, *Ces lieux qui nous habitent: identités des territoires, territoires des identités*, L'Aube, La Tour-d'Aigues

• GUERMOND Y., 2007, "L'identité territoriale : l'ambiguïté d'un concept géographique", *L'Espace géographique* vol. 35 n° 4, p. 291–297.

• GUILLÉN JA., LOZANO MV., 2005, *Atlas de Teruel. Una visión práctica del territorio*, Diputación Provincial de Teruel, Teruel

• GUILLOT X. (dir.), 2011, *Espace rural et projet spatial. Vers un nouveau pacte ville-campagne ?*, Publications de l'Université de Saint-Étienne, Saint-Étienne

• GUILLUY C., NOYÉ C., 2006, *Atlas des nouvelles fractures sociales en France*, Autrement, Paris

• GUIMOND L., 2012, *Lorsque les nouvelles populations rurales rencontrent les plus anciennes : l'expérience géographique au cœur de la nouvelle ruralité au Québec*, Thèse de doctorat en Géographie, Université d'Ottawa, Ottawa (http://hdl.handle.net/10393/20585)

• AKGÜN AA., BAYCAN LEVENT T., NIJKAMP P., POOT HJ., 2012, "The role of local and newcomer entrepreneurs in rural development: A comparative meta-analytic study", *Regional Studies*, vol. 45, n° 3, p. 1207-1223

• GUMUCHIAN H., 1991, *Représentations et aménagement du territoire*, Anthropos, Paris

• GUMUCHIAN H., PECQUEUR B., 2007, *La ressource territoriale*, Anthropos, Paris

• HALFACREE K., 2001, "Going "back-to-the-land" again: extending the scope of counterurbanisation", *Espace, populations, sociétés* vol. 19, p. 161–170.

• HALFACREE KH., 1993, "Locality and social representation: space, discourse and alternative definitions of the rural", *Journal of Rural Studies* vol. 9 n° 1, p. 23–37.

• HALFACREE KH., 1996, "Out of Place in the Country: Travellers and the "rural Idyll"" *Antipode* vol. 28 n° 1, p. 42–72.

• HALFACREE KH., RIVERA MJ., 2012, "Moving to the Countryside...and Staying: Lives beyond Representations", *Sociologia Ruralis* vol. 52 n° 1, p. 92–114.

• HALLIDAY J., COOMBES M., 1995, "In search of counterurbanisation: Some evidence from Devon on the relationship between patterns of migration and motivation", *Journal of Rural Studies* vol. 11 n° 4, p. 433–446.

• HALLU R., 2005, "Padrón et Censo, bases de la démographie en Espagne", *Courrier des statistiques* n° 115, p. 19–26.

• HAMNETT C., 1997, "Les aveugles et l'éléphant : l'explication de la gentrification", *Strates. Matériaux pour la recherche en sciences sociales* n° 9 (http://strates.revues.org/611)

• HELLIO E., 2009, "Importer des femmes pour exporter des fraises (Huelva)", Études *rurales* vol. 2 n° 182, p. 185–200.

• HELLIO E., 2013, "Futur simple et futur compliqué", *Hommes & Migrations* n° 1301, p. 19–27.

• HERVIEU B., 2003, "Une place singulière en Europe", *Projet* vol. 2 n° 274, p. 33.

• HERVIEU B., VIARD J., 1996, *Au bonheur des campagnes (et des provinces)*, L'Aube, La Tour-d'Aigues

• HERVIEU B., VIARD J., 2008, *Les orphelins de l'exode rural : essai sur l'agriculture et les campagnes du XXI^e siècle*, L'Aube, La Tour d'Aigues

• HERVIEU B., VIARD J., 2001, *L'archipel paysan : la fin de la république agricole*, L'Aube, La Tour d'Aigues

• HERVIEU-LÉGER D., HERVIEU B., 1979, *Le Retour à la nature : au fond de la forêt, l'État*, Seuil, Paris

• HERVIEU-LÉGER D., HERVIEU B., 1983, *Des communautés pour les temps difficiles: néo-ruraux ou nouveaux moines*, le Centurion, Paris

• HERVOUET V., 2007, "La mobilité du quotidien dans les espaces périurbains, une grande diversité de modèles de déplacements", *Norois* n° 205, p. 37–52.

• HIGGS G., WHITE S., 2000, "Alternatives to census-based indicators of social disadvantage in rural communities", *Progress in Planning* vol. 53 n° 1, p. 1–81.

• HIGUERAS-ARNAL A., 1996, "La population rurale espagnole", *Espace, populations, sociétés* vol. 14 n° 1, p. 103–109.

• HILAL M., BARCZAC A., TOURNEAUX F-P., SCHAEFFER Y., HOUDART M., CREMER-SCHULTE D., 2012, *Typologie des campagnes françaises et des espaces à enjeux spécifiques (littoral, montagne et DOM)*, Travaux en ligne n° 12, DATAR, Paris (http://www.datar.gouv.fr/sites/default/files/TRAVAUX_en_L_12_22032012_bd.pdf)

• HIRCZAK M., CHEVALIER P., DEDEIRE M., RAZAFIMAHEFA L., 2011, "Dynamiques rurales et trajectoires démographiques : comparaison France, Italie, Espagne", *L'Information géographique* vol. 75 n° 2, p. 68–87.

• HIRCZAK M., DEDEIRE M., RAZAFIMAHEFA L., CHEVALIER P., 2013, "Systèmes de qualité et trajectoires agricoles : une approche spatiale des disparités et des convergences en France, Italie et Espagne", *Revue d'Économie Régionale & Urbaine* n° 1, p. 11–35.

• HOBSBAWM EJ., RANGER TO. (dir.), 2006, *L'invention de la tradition*, Amsterdam, Paris

• HOGGART K., 1997a, "Rural Migration and Counter-urbanization in the European Periphery: The Case of Andalucía", *Sociologia Ruralis* vol. 37 n° 1, p. 134–153.

• HOGGART K., 1997b, "The middle classes in rural England 1971–1991", *Journal of Rural Studies* vol. 13 n° 3, p. 253–273.

• HOGGART K., 2007, "The diluted working classes of rural England and Wales", *Journal of Rural Studies* vol. 23 n° 3, p. 305–317.

• HOGGART K., CHENG S., 2006, "Women's pay in English rural districts", *Geoforum* vol. 37 n° 2, p. 287–306.

• HOGGART K., PANIAGUA A., 2001a, "The restructuring of rural Spain?", *Journal of Rural Studies* vol. 17 n° 1, p. 63–80.

• HOGGART K., PANIAGUA A., 2001b, "What rural restructuring?", *Journal of Rural Studies* vol. 17 n° 1, p. 41–62.

• HOLLOWAY L., HALFACREE KH., 2008, "Rooted in the rural: seeking a back-to-the-land lifestyle in Britain", dans *JP. Diry, (dir.), Les étrangers dans les campagnes*, Presses Universitaires Blaise Pascal, Clermont Ferrand p. 233–247.

• HORTON J., 2008, "Producing Postman Pat: The popular cultural construction of idyllic rurality", *Journal of Rural Studies* vol. 24 n° 4, p. 389–398.

• HUBERT J-P., 2009, "Dans les grandes agglomérations la mobilité quotidienne des habitants diminue, et elle augmente ailleurs", *INSEE Première* n° 1252

• HUBSCHER R., 2005, *L'immigration dans les campagnes françaises: XIX^e^-XX^e^ siècle*, O. Jacob, Paris

• HUGHES A., 1997, "Women and rurality: Gendered experiences of "community" in village life'", dans *P. Milbourne (dir.) Revealing rural "others". Representation, power and identity in the British countryside*, Pinter, London and Washington, p. 167–188.

• IAEST, 2013a, *Boletín de Coyuntura Turística*, Gobierno de Aragon, Departamento de Economía y Empleo, Saragosse (http://bases.cortesaragon.es/bases/ndocumenVIII.nsf/69b541b37a1f7fb0c12576d20031f70e/5feed1bb039ec673c1257c0c00284bce/$FILE/BoletinTurismo.pdf)

• IAEST, 2013b, *Datos básicos de Aragón*, Gobierno de Aragon, Departamento de Economía y Empleo, Saragosse (http://www.aragon.es/estaticos/GobiernoAragon/Organismos/InstitutoAragonesEstadistica/Documentos/docs/Areas/DatosBasic/2013/DBA_2013_06052013.pdf)

• INSEE, 2010, *Tableaux économiques du Limousin 2010*, Insee Limousin, Limoges http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=9&ref_id=15997

• INSEE 2013, *Les déplacements domicile-travail en 2009. Résultats nationaux* (http://insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=99&ref_id=rp2009ddt)

• INSEE, INRA, 2008, *Les campagnes et leurs villes*, INSEE, INRA, Paris

• INSEE 2005, "Les personnes âgées. Édition 2005" *INSEE Références*, (http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/sommaire.asp?codesage=PERSAG05&nivgeo=0)

• IPSOS, 2003, *L'installation des citadins à la campagne: synthèse des sondages sur les opinions et attitudes des populations concernées*, IPSOS

• ISTAT, 2010, *Trasferimenti di residenza. Anno 2008*, *Statistiche in breve* (http://www3.istat.it/salastampa/comunicati/non_calendario/20101202_01/testointegrale20101202.pdf)

• ISTAT, 2011, *Bilancio demografico nazionale, anno 2010*, *Statistiche Report* (http://www.istat.it/it/archivio/28491)

• ISTAT, 2012, "Migrazioni della popolazione residente", *Statistiche Report* (http://www.istat.it/it/archivio/78706)

• JAILLET M-C., 2004, "L'espace périurbain: un univers pour les classes moyennes", *Esprit* n° 303, p. 40–60.

• JAMET E., 2009, "Le rôle du sentiment d'appartenance dans les parcours migratoires des jeunes de petites villes et milieux ruraux au Canada", Mémoire de Master 2 DTNT-TAM Chaire Desjardins en développement des petites collectivités, UQAT

• JEAN B., DIONNE S., 2007, "La ruralité entre les appréciations statistiques et les représentations sociales : comprendre la reconfiguration socio-spatiale des territoires ruraux québécois", *Norois* n° 202, p. 9–19.

• JEANNEAU J., 1990, "La diversification des activités de Cholet au second vingtième siècle", *Annales de Bretagne et des pays de l'Ouest* vol. 97 n° 3, p. 419–430.

• JEANNEAUX P., PERRIER-CORNET P., 2008, "Les conflits d'usage du cadre de vie dans les espaces ruraux et la décision publique locale", *Économie rurale. Agricultures, alimentations, territoires* n° 306, p. 39–54.

• LE JEANNIC T., VIDALENC J., 1997, "Pôles urbaines et périurbanisation. Le zonage en aires urbaines", *INSEE Première* n° 526

• JEAN Y., PÉRIGORD M., 2009, *Géographie rurale: la ruralité en France*, A. Colin, Paris

• JENTSCH B., 2007, "Migrant integration in rural and urban areas of new settlement countries: thematic introduction", *International journal on multicultural societies* vol. 9 n° 1, p. 131.

• JOLLIVET M., EIZNER N. (dir.), 1996, *L'Europe et ses campagnes*, Presses de Sciences Po, Paris

• KASIMIS C., 2008, "Survival and expansion: migrants in Greek rural regions", *Population, Space and Place* vol. 14 n° 6, p. 511–524.

• KASIMIS C., PAPADOPOULOS AG., 2005, "The multifunctional role of migrants in the Greek countryside: implications for the rural economy and society", *Journal of Ethnic and Migration Studies* vol. 31 n° 1, p. 99–127.

• KASIMIS C., PAPADOPOULOS AG., PAPPAS C., 2010, "Gaining from Rural Migrants: Migrant Employment Strategies and Socioeconomic Implications for Rural Labour Markets", *Sociologia Ruralis* vol. 50 n° 3, p. 258–276.

• KASIMIS C., PAPADOPOULOS AG., ZACOPOULOU E., 2003, "Migrants in Rural Greece", *Sociologia Ruralis* vol. 43 n° 2, p. 167–184.

• KAUFMANN V., 2001, "La motilité : une notion clé pour revisiter l'urbain", dans *M. Bassand et al. (dir.), Enjeux de la sociologie urbaine,* Presses polytechnique et universitaire romandes Lausanne p. 87–102. (http://infoscience.epfl.ch/record/104257?ln=fr)

• KAUFMANN V., 2005, "Mobilités et réversibilités : vers des sociétés plus fluides ?", *Cahiers internationaux de sociologie* vol. 118 n° 1, p. 119.

• KAUFMANN V., 2008, *Les paradoxes de la mobilité : bouger, s'enraciner*, Presses polytechniques et universitaires romandes, Lausanne

• KAYSER B., 1988, "Renaissance rurale aux États-Unis", *Économie rurale* vol. 1 n° 183, p. 3–10.

• KAYSER B., 1990, *La renaissance rurale: sociologie des campagnes du monde occidental*, A. Colin, Paris

• KAYSER B., 1992, *Naissance de nouvelles campagnes*, Éditions de l'Aube, DATAR, Paris

• KAYSER B., 2001, "Les citadins au village", *Espace, populations, sociétés* vol. 19 n° 1, p. 151–160.

• KEATING NC. (dir.), 2008, *Rural Ageing: A Good Place to Grow Old?*, The Policy Press, Bristol

• KEEBLE D., TYLER P., 1995, "Enterprising Behaviour and the Urban-Rural Shift", *Urban Studies* vol. 32 n° 6, p. 975–997.

• KINSMAN P., 1997, "Re-negotiating the Boundaries of Race and Citizenship: The Black Environment and Conservation Bodies", dans *P. Milbourne (dir.) Revealing rural "others". Representation, power and identity in the British countryside*, Pinter, London and Washington p. 13–36.

• KIRAT T., TORRE A., 2007a, "Conflits d'usages et dynamiques spatiales. Les antagonismes dans l'occupation des espaces périurbains et ruraux", *Géographie, économie, société* vol. 9 n° 2, p. 119–120.

• KIRAT T., TORRE A., 2007b, "Quelques points de repères pour évaluer l'analyse des conflits dans les théories économiques, avec une emphase particulière sur la question spatiale", *Géographie, économie, société* vol. 9 n° 2, p. 215–240.

• KOFMAN E., 2003, "Genre et migration internationale", *Les cahiers du CEDREF Centre d'enseignement, d'études et de recherches pour les études féministes* n° 12, p. 81–97.

• KRALER A., KOFMAN E., KOHLI M., SCHMOLL C., 2011, *Gender, generations and the family in international migration*, Amsterdam University Press, Amsterdam

• KYCH A., CRIBIER F., 1993, "Les migrations de retraite des citadins en France", *Espace, populations, sociétés* vol. 11 n° 3, p. 489–501.

• LABRUE C., 2009, *L' enfermement de l'habitat par la forêt: exemples du plateau de Millevaches, des Maures et des Vosges du Nord*, Thèse de doctorat en Géographie, Université de Limoges, Limoges

• LAGANIER J., VIENNE D., 2009, "Recensement de la population de 2006. La croissance retrouvée des espaces ruraux et des grandes villes", *INSEE Première* n° 1218

• LAMANTHE A., 2009, "Les paradoxes de la formalisation de la relation salariale en milieu rural (Briançonnais)", Études *rurales* vol. 2 n° 182, p. 29–44.

• LAMBERT G., LYET P., VALLE M., 2009, *Étude sur les processus d'exclusion et d'insertion en milieu rural*, IRTESS de Bourgogne, FNARS (http://www.fnars-ra.org/documents/etude_milieu_rural_bourgogne.pdf)

• LAMURA G., MELCHIORRE MG., PRINCIPI A., LUCCHETI M., POLVERINI F., 2008, "Les travailleurs immigrés dans le secteur de l'aide aux personnes âgées: l'exemple de l'Italie", *Retraite et société* vol. 55 n° 3, p. 71–97.

• LANDEL P-A., SENIL N., 2009a, "Les nouveaux territoires et leurs noms entre projet et compétitivité : le cas des "pôles d'excellence rurale"", *L'Espace Politique* n° 5 (http://espacepolitique.revues.org/index270.html)

• LANDEL P-A., SENIL N., 2009b, "Patrimoine et territoire, les nouvelles ressources du développement", *Développement durable et territoires. Dossier 12: Identités, patrimoines collectifs et développement soutenable* (http://developpementdurable.revues.org/7563)

• LAPEYRONNIE D., 2008, *Ghetto urbain : ségrégation, violence, pauvreté en France aujourd'hui*, Robert Laffont, Paris

• LAPPONI R., 2010, *Nuove forme di ruralità: l'esperienza di CampiAperti*, Mémoire de Master 2 en Sociologie des Migrations, Université de Bologna

• LARDIÉS BOSQUE R., 2005, "Aproximación a las migraciones de retorno en Aragón", *Cuadernos Geográficos* n° 36, p. 333–347.

• LATORRE CIRIA JM., 2006, *La Comunidad de Albarracín*, Instituto de Estudios Turollenses, Teruel

• LAURENS S., 2012, "Des entre-soi cosmopolites aux sociabilités intenses? Enquête sur l'individualisation paradoxale de la pratiques sportive dans un club bruxellois", *Regards sociologiques* n° 43-44

• LAURENT C., 1975, "Quinze ans d'évolution des populations rurales françaises", *Économie rurale* n° 105, p. 2–7.

• LAURIAC N., 2002, "Les jeunes ruraux n'existent pas...", Économie *et Humanisme* n° 362, p. 31–33.

• LAZZAROTTI O., 2011, *Tourisme et Patrimoine. Histoires, Lieux, Acteurs, Enjeux*, Belin, Paris

• LAZZAROTTI O., 2012, "Habiter: le moment venu, un moment donné...", dans *B. Frélat-Kahn, O. Lazzarotti (dir.), Habiter: vers un nouveau concept ?*, A. Colin, Paris p. 11–20.

• LEBLANC P., GAUTHIER M., MERCIER D-H., 2002, *La migration des jeunes de milieu rural*, INRS-Urbanisation, culture et société, Montréal (http://www1.obsjeunes.qc.ca/F/veille/axes/espace/migration/jeunes-rural.pdf)

• LEES L., 2003, "Super-gentrification: The Case of Brooklyn Heights, New York City", *Urban Studies* vol. 40 n° 12 p. 2487–2509.

• LEFEBVRE F., GRAMOND F., 2008, Les citadins qui s'installent à la campagne. Les communes rurales répondent-elles à leurs attentes ? , Cnasea - BVA - Collectif Ville Campagne (http://www.installation-campagne.fr/medias/cdr/citadins_a_la_%20campagne.pdf)

• LEFEBVRE S., 2007, "Les jeunes du monde rural : des atouts difficiles à valoriser", *Empan* vol. 67 n° 3, p. 55–59.

• LÉGER D., 1979, "Les utopies du "retour"", *Actes de la recherche en sciences sociales* vol. 29, p. 45–63.

• LENAIN M-A., 2011, *Dynamiques et accompagnement des TPE inventives en espace rural isolé : Entre territoires et réseaux. L'exemple en Cézallier, Combrailles et Millevaches*, Thèse de doctorat en Géographie, Université Blaise Pascal - Clermont-Ferrand

• LENAIN M-A., SALEILLES S., 2012, "Nouveaux arrivants créateurs d'activités touristiques en milieu rural et ancrage territorial", dans *Martin N., Bourdeau P. et Daller JF. (dir.), Les migrations d'agrément : du tourisme à l'habiter*, L'Harmattan, p. p. 349–360

• LÉON O., 2010, "La population des régions en 2040", *INSEE Première* n° 1326

• LEPICIER D., SENCÉBÉ Y., 2007, "Migrations résidentielles de l'urbain vers le rural en France : différenciation sociale des profils et ségrégation spatiale", *Espaces Temps, Revue électronique des sciences humaines et sociales* (http://test.espacestemps.net/articles/migrations-residentielles-de-lrsquourbain-vers-le-rural-en-france-differenciation-sociale-des-profils-et-segregation-spatiale/)

• LEQUIN Y., 2006, *Histoire des étrangers et de l'immigration en France*, Larousse, Paris

• LEROUX X., VERHERVE M., 2012, "Sur la frontière, quelles représentations des enfants ? Enquête dans le Nord de la France", *EchoGéo* n° 20 (http://echogeo.revues.org/13057?lang=fr)

• LÉVI-STRAUSS C., 1955, *Les Structures élémentaires de la parenté*,Presses Universitaires de France, Paris

• LÉVY J., 1994, "Oser le désert? Des pays sans paysans", *Sciences Humaines, Hors série* n° 4, p. 6–9.

• LÉVY J., 2002, "Modes de vie urbains et modèles d'urbanité Paris, Futuribles international", dans *H. Jouvenel H, Lamblin V, Theys J. (dir.) Radioscopie de la France en mutation, 1950-2030*, Futuribles international, Paris

• LÉVY J., LUSSAULT M., 2003, *Dictionnaire de la géographie*, Belin, Paris

• LITTLE J., 1987a, "Gender relations in rural areas: the importance of women's domestic role", *Journal of Rural Studies* vol. 3 n° 4, p. 335–342.

• LITTLE J., 1987b, "Rural gentrification and the influence of local-level planning", dans *Rural planning: policy into action?*, Harper and Lowe, London p. 185–199.

• LITTLE J., AUSTIN P., 1996, "Women and the rural idyll", *Journal of Rural Studies* vol. 12 n° 2, p. 101–111.

• LOBLEY M., BUTLER A., REED M., 2009, "The contribution of organic farming to rural development: An exploration of the socio-economic linkages of organic and non-organic farms in England", *Land Use Policy* vol. 26 n° 3 p. 723–735.

• LOCKE H., 2006, "The spiritual dimension of moving to the mountains", dans *Moss, The Amenity Migrants: Seeking and Sustaining Mountains and Their Cultures*, CABI, Oxfordshire p. 26–33.

• LÓPEZ-I-GELATS F., TÀBARA JD., BARTOLOMÉ J., 2009, "The rural in dispute: Discourses of rurality in the Pyrenees", *Geoforum* vol. 40 n° 4, p. 602–612.

• LOUARGANT S., 2003, "L'approche de genre pour relire le territoire. Les trajectoires hommes-femmes dans les projets touristiques ruraux (Ardèche méridionale, Ligurie, Fes-Boulemane", Thèse de doctorat en Géographie, Université Joseph-Fourier - Grenoble I, (http://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00261464)

• LOWENTHAL D., 1996, "Paysages et identités nationales", dans *M. Jollivet, N. Eizner (dir.), L'Europe et ses campagnes*, Presses de Sciences Po, Paris p. 245–269.

• LOWE P., MURDOCH J., MARSDEN T., MUNTON R., FLYNN A., 1993, "Regulating the new rural spaces: the uneven development of land", *Journal of Rural Studies* vol. 9 n° 3, p. 205–222.

• LUGINBÜHL Y., 1996, "Représentations du paysage, représentations de la société, une lecture historique", dans *M. Jollivet, Eizner (dir.), L'Europe et ses campagnes*, Presses de Sciences Po, Paris, p.

• LUGINBÜHL Y. (dir.), 2007, *Nouvelles urbanités, nouvelles ruralités en Europe*, PIE Petre Lang, Bruxelles

• LUSSAULT M., 2007, "Le tourisme, un genre commun", dans *Ph. Duhamel, R. Knafou, Modes urbains du tourisme*, Belin, Paris p. 333–349.

• LUSSAULt M., 2009, *De la lutte des classes à la lutte des places*, Grasset, Paris

• LYNCH K., 1976, *L'image de la cité*, Dunod-Bordas, Paris

• MACÉ G., 1985, "La pauvreté en milieu rural. Observations sur l'Ouest de la France", *Norois* n° 127, p. 365–379.

• MACIEL L., 2013, "Les allées et venues des familles de travailleurs ruraux", *Hommes & Migrations* n° 1301, p. 29–35.

• MACLOUF P., 1986, *La pauvreté dans le monde rural: actes du Colloque de Toulouse*, l'Harmattan, Paris

• MAHON M., 2007, "New populations; shifting expectations: The changing experience of Irish rural space and place", *Journal of Rural Studies* vol. 23 n° 3, p. 345–356.

• MAILFERT K., 2007, "New Farmers and Networks: How Beginning Farmers Build Social Connections in France", *Tijdschrift voor economische en sociale geografie* vol. 98 n° 1, p. 21–31.

• MALLON I., 2010, "Le milieu rural isolé isole-t-il les personnes âgées ?", *Espace populations sociétés* n° 2010/1, p. 109–119.

• MALLON I., 2011, "L'accompagnement du vieillissement en milieu rural au-delà de la solidarité intergénérationnelle", *Informations sociales* vol. 2 n° 164, p. 100–108.

• MALLON I., 2013, "Demeurer au pays ou vivre sa retraite à la campagne : comment cohabitent les personnes âgées en milieu rural isolé ?", *Métropolitiques* (http://www.metropolitiques.eu/Demeurer-au-pays-ou-vivre-sa.html)

• MALLON I., GUCHER C., 2007, "Vieillissement des espaces ruraux et engagements politique et social", présenté au *Journées d'études "L'âge et le pouvoir en question*", septembre 2007, Paris, p. 105–118 (http://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00371322)

• MAMDY J-F., GUILLOT M., 2011, "La mise en place des politiques d'accueil territoriales en France : héritage ou dépassement du modèle de développement local ?", présenté au *48ème colloque du l'ASRDLF* "*Migrations et Territoires*", Schoelcher, Martinique (http://www.neoruraux.ucs.inrs.ca/pdf/TexteMamdy.pdf)

• MANCILLA MANCILLA C., VILADOMIU L., GUALLARTE C., 2011, "Emprendimiento, inmigrantes y municipios rurales: El caso de España", *Economía Agraria y Recursos Naturales* vol. 10 n° 2, p. 121–142.

• MANCILLA MANCILLA CA., 2010, "Ensayos sobre el impacto diferenciado en los extranjeros de factores explicativos del emprendimiento: el caso de España y sus zonas rurales", thèse de doctorat en Economie Appliquée, Universitat Autònoma de Barcelona

• MANSUY M., PALLEZ D., 2002, "Dimensions territoriales de la pauvreté: synthèse des travaux de l'INSEE et de ses directions régionales", dans *Les Travaux de l'Observatoire de la Pauvreté et de l'Exclusion Sociale 2001-2002*, p. 291–320.

• MARCUCCI DE VINCENTI A., 2013, "Vieux et femmes immigrées en marge : le cas des "badanti" en Italie", *Nouvelle revue de psychosociologie* vol. 15 n° 1, p. 117–130.

• MARSDEN T., 1998, "New rural territories: Regulating the differentiated rural spaces", *Journal of Rural Studies* vol. 14 n° 1, p. 107–117.

• MARSDEN T., MURDOCH J., LOWE P., 1993, *Constructing the countryside*, Routledge, London

• MARTÍNEZ GONZÁLES J., 2008, *Comarca de la Sierra de Albarracín*, Gobierno de Aragón, Zaragoza

• MARTINEZ R., 2004, *Senderos. Integracion de Inmigrantes en Zonas Rural es Despobladas: un modelo de intervencion*, CEPAIM

• MARTIN N., BOURDEAU P., DALLER J-F., 2012, *Les migrations d'agrément, du tourisme à l'habiter*, L'Harmattan, Paris

• MARTIN N., DALLER J-F., 2011, "La figure de l'après tourisme pour (re)penser l'habiter en milieu rural", présenté au *48ème Colloque international annuel de l'Association de Science Régionale de Langue Française*, Schoelcher, Martinique (http://www.neoruraux.ucs.inrs.ca/)

• MASSOT M-H., ORFEUIL J-P., 2005, "La mobilité au quotidien, entre choix individuel et production sociale", *Cahiers internationaux de sociologie* n° 118, p. 81–100.

• MASUDA JR., GARVIN T., 2008, Whose Heartland? The politics of place in a rural–urban interface", *Journal of Rural Studies* vol. 24 n° 1, p. 112–123.

• MATHIEU N., 1982, "Questions sur les types d'espaces ruraux en France", *Espace géographique* vol. 11 n° 2, p. 95–110.

• MATHIEU N., 1996, "Rural et urbain. Unité et diversité dans les évolutions des modes d'habiter", *M. Jollivet, N. Eizner (dir.), L'Europe et ses campagnes*, Presses de Sciences Po, Paris, p. 187–216.

• MATHIEU N., 1997, "Pour une nouvelle approche spatiale de l'exclusion sociale", *Strates. Matériaux pour la recherche en sciences sociales* n° 9 (http://strates.revues.org/612)

• MATHIEU N., 1998, "La notion de rural et les rapports ville-campagne en France. Les années quatre-vingt-dix", *Économie rurale* n° 247, p. 11–20.

• MATHIEU N., 2004, "Relations ville-campagne : quel sens, quelle évolution ?", *Pour* n° 182 (http://www.ruralinfos.org/spip.php?article1335)

• MATHIEU N., 2007a, "Introduction", dans *Luginbühl Y., Nouvelles urbanités, nouvelles ruralités en Europe*, PIE Peter Lang, Bruxelles p. 25–46.

• MATHIEU N., 2007b, "Le lien des agriculteurs aux lieux et aux autres habitants. Une évolution majeure à observer ", *Économie rurale* vol. 4 n° 300, p. 129–133.

• MATHIEU N., 2008, "Qui donc est “étranger” en milieu rural ? Pour qui et pour combien de temps ?", dans *Diry, JP. (dir.), Les étrangers dans les campagnes*, Presses Universitaires Blaise Pascal, Clermont Ferrand, p. 17–36.

• MATHIEU N., 2010, "Le concept de mode d’habiter à l’épreuve du développement durable", *l’Académie d’agriculture de France* vol. 4 n° 96, p. 5.

• MATHIEU N., ÉPAGNEUL M-F., 2000, "Explorer le rôle des associations dans l’insertion et la création d’emplois en milieu rural", *Économie rurale* n° 259, p. 16–32.

• MATTHEWS H., TAYLOR M., SHERWOOD K., TUCKER F., MELANIE LIMB., 2000, "Growing-up in the countryside: children and the rural idyll", *Journal of Rural Studies* vol. 16 n° 2, p. 141–153.

• MAUCO G., 1932, *Les étrangers en France, leur rôle dans l’activité économique*, A. Colin, Paris

• MAUGER G., 1991, "Enquêter en milieu populaire", *Genèses* vol. 6, p. 125–143.

• MAUSS M., 2007, *Essai sur le don: forme et raison de l’échange dans les sociétés archaïques*, Presses universitaires de France, Paris

• MCKENNA J., QUINN RJ., DONNELLY DJ., COOPER AG., 2008, "Accurate Mental Maps as an Aspect of Local Ecological Knowledge (LEK): a Case Study from Lough Neagh, Northern Ireland", *Ecology and Society* n° 13, p. 1–23.

• MEDICI SENZA FRONTIERE, 2008, *Una stagione all’inferno. Rapporto sulle condizioni degli immigrati impiegati in agricoltura nelle regioni del Sud d’Italia*, Medici senza frontiere ONLUS (http://www.medicisenzafrontiere.it/Immagini/file/pubblicazioni/una_stagione_all_inferno.pdf)

• MELOT R., TORRE A., 2012, "Introduction : Conflits d’usage dans les espaces ruraux et périurbains", *Économie rurale* vol. 6 n° 332, p. 4–8.

• MENDRAS H., 1976 (éd. 1995), *Sociétés paysannes: éléments pour une théorie de la paysannerie*, SEDEIS, Paris

• MENDRAS H., 1967 (éd. 1992), *La fin des paysans. Suivi d’une réflexion sur la fin des paysans vingt ans après*, Actes Sud, Arles

• MENDRAS H., 1979, *Voyage au pays de l’utopie rustique. Suivi de retouches à mon voyage au pays de l’utopie rustique*, Actes Sud, Arles

• DI MÉO G., 1996, *Les territoires du quotidien*, L'Harmattan, Paris

• DI MÉO G., 1998, *Géographie sociale et territoires*, Nathan Université, Paris

• DI MÉO G., 2007, "Processus de patrimonialisation et construction des territoires", présenté au *Colloque “Patrimoine et industrie en Poitou-Charentes : connaître pour valoriser,”* p. 87–109 (http://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00281934)

• DI MÉO G., 2011, *Les murs invisibles: femmes, genre et géographie sociale*, A. Colin, Paris

• MERLIN P., 2009, *L’exode urbain: de la ville à la campagne*, La Documentation française, Paris

• MERLO V., 2006, *Voglia di campagna. Neoruralismo e città*, Città aperta, Troina

• MÉSINI B., 2009, "Enjeux des mobilités circulaires de main-d’œuvre : l’exemple des saisonniers étrangers dans l’agriculture méditerranéenne", *Méditerranée* vol. 2 n° 113, p. 105–112.

• MÉSINI B., 2013, "Mobile, flexibles et réversibles", *Hommes & Migrations* n° 1301, p. 67–76.

• MICHALON B., 2007, "Les retours en migration : une notion polysémique, des formes migratoires multiples", dans *V. Petit (dir.), Migrations internationales de retour et pays d'origine*, Les Collections du C.E.P.E.D. Paris, p. 27–45. (http://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00352599)

• MICHALON B., MORICE A., 2009, "Travailleurs saisonniers dans l'agriculture européenne", *Études rurales* n° 182 p. 226.

• MICHALON B., POTOT S., 2009, "Quand la France recrute en Pologne", Études *rurales* vol. 2 n° 182, p. 87–102.

• MICHELAT G., 1975, "Sur l'utilisation de l'entretien non directif en sociologie", *Revue française de sociologie* vol. 16 n° 2, p. 229–247.

• MICHEL-GUILLOU E., 2010, "Agriculteur, un métier en mutation : Analyse psychosociale d'une représentation professionnelle", *Bulletin de psychologie* n° 505, p. 15.

• MICOUD A., 1976, *Les nouvelles formes du refus de la ville*, CRESAL, Saint-Etienne

• MICOUD A., 2001, "La campagne comme espace public ?" *Géocarrefour* vol. 76, p. 69–73.

• MICOUD A., 2002, "Éternelles campagnes ?", Écologie *& politique* vol. 26 n° 3, p. 75.

• MICOUD A., 2003, "Ces bonnes vaches aux yeux si doux", *Communications* n° 74, p. 217–237.

• MICOUD A., 2004a, "Des patrimoines aux territoires durables", *Ethnologie française* vol. 34, p. 13.

• MICOUD A., 2004b, "La patrimonialisation de la campagne", *Pour* n° 182 (http://www.ruralinfos.org/spip.php?article1336)

• MICOUD A., 2009, "Intervention d'André Micoud. Table-ronde du 27 novembre 2009", présenté au *1er Forum de la Fondation RTE*, Faculté de Droit et des Sciences Économiques de Limoges

• MICOUD A., 2010, "Le lieu comme figure exemplaire de l'ordre du territoire qui vient", *Communications* n° 87, p. 109–119.

• MILBOURNE P., 1997, *Revealing Rural "Others": Representation, Power, and Identity in the British Countryside*, Pinton, London and Washington

• MINGAY GE (dir.)., 1989, *The Rural idyll*, Routledge London

• MIRET N., 1998, "Métropolisation et recomposition d'un espace d'immigration méditerranéen : le cas de Barcelone", Thèse de doctorat en Géographie, Université de Poitiers (http://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00457928)

• MIRET N., 2009, "Inmigración y metropolización en Barcelona", *Areas. Revista Internacional de Ciencias Sociales* n° 28, p. 103–116.

• MODENES J., 2001, "Habitatge i característiques socials i demogràfiques: elements per una comprensió de la mobilitat residencial a l'Àrea Barcelonina", *Papers de Demografia* n° 193

• MONGIN O. (dir.), 2013, *Tous Urbains*, PUF, Paris

• MONNET J., 2010, "Le territoire réticulaire", *Anthropos* n° 227, p. 91–104.

• MONTAGNÉ VILLETTE S., 2001, "L'espace rural : prison et refuge des rmistes", dans *J. Soumagne (dir.) Les nouveaux espaces ruraux de l'Europe atlantique*, Presses de la MSHS de Poitiers, Poitiers p. 271–281.

• MONTEROS OBELAR S., MINARRO TOLEDO G., 2009, *Proyecto Nuevos Senderos. Guía metodológica Nuevos Senderos. Integración de familias inmigrantes en zonas rurales despobladas*, CEPAIM, Dirección General de Integración de los inmigrantes, Ministerio de Trabajo e Inmigración, Fondo Social Europeo

• MONTEVENTI WEBER L., DESCHENAUX C., TRANDA-PITTION M., 2008, *Campagne-ville: le pas de deux*, PPUR, Lausanne

• MORA O., 2008, *Les nouvelles ruralités à l'horizon 2030: des relations villes-campagnes en émergence ?*, Quæ, Versailles

• MOREL B., REDOR P., 2006, "Enquêtes annuelles de recensement 2004 et 2005. La croissance démographique s'étend toujours plus loin des villes", *INSEE Première* n° 1058

• MOREL-BROCHEt A., 2006, *Ville et campagne à l'épreuve des modes d'habiter. Approche biographique des logiques habitantes*, thèse de doctorat en Géographie, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Paris

• MOREL-BROCHET A., 2007, "À la recherche des spécificités du mode d'habiter périurbain dans les représentations et les sensibilités habitantes", *Norois* n° 205, p. 23–35.

• MORÉN ALEGRET R., 2005, "Lugar, identidad territorial e inmigración extranjera en áreas rurales y pequeñas ciudades de España. Un estudio cualitativo exploratorio", Observatorio Permanente de la Inmigración (OPI), Ministerio de Trabajo y Asuntos Sociales, Madrid (http://extranjeros.empleo.gob.es/es/ObservatorioPermanenteInmigracion/OtrosDocumentos/archivos/17._lugarx_identidad_territorial_e_inmigracixn_extranjera_en_xreas_rurales_y_pequexas_ciudades_de_Espaxa_2004.pdf)

• MORÉN ALEGRET R., 2007, "La immigració en àrees rurals i petites ciutats d'Espanya. Un estat de la qüestió", *Documents d'Anàlisi Geogràfica* n° 47, p. 141–155.

• MORÉN-ALEGRET R., 2008, "Ruralphilia and urbophobia versus urbophilia and ruralphobia? Lessons from immigrant integration processes in small towns and rural areas in Spain", *Population, Space and Place* vol. 14 n° 6, p. 537 – 552.

• MORÉN ALEGRET R., SOLANA M., 2004, "Foreign immigration in Spanish Rural Areas and Small Towns: current situation and perspectives", *Finisterra: Revista portuguesa de geografia* vol. 39 n° 77, p. 21–38.

• MORICE A., 2009, "Quelques repères sur les contrats OMI et ANAEM", Études *rurales* vol. 2 n° 182, p. 61–68.

• MORICE A., MICHALON B., 2009, "Les migrants dans l'agriculture : vers une crise de main-d'œuvre ?", Études *rurales* vol. 2 n° 182, p. 9–28.

• MORMONT M., 2006, "Conflit et territorialisation", *Géographie, économie, société* vol. 8 n° 3, p. 299–318.

• MORMONT M., 2009, "Globalisations et écologisations des campagnes", Études *rurales* n° 183, p. 143–160.

• MOSS LAG., 2006, *The Amenity Migrants: Seeking and Sustaining Mountains and Their Cultures*, CABI, Oxford

• MOSS LAG., 2008, "The Mountain Amenity Migration Phenomenon, Why it is Happening and Our Response", présenté au *Understanding & Managing Amenity-Led Migration in Mountain Regions Banff Centre, Banff, Canada 15-19 May, 2008*, p. 12

• MOSS LAG., GLORIOSO., 2012, "Origines et développement du concept de migration d'agrément", dans *Martin et al. (dir.), Les migrations d'agrément, du tourisme à l'habiter*, L'Harmattan, Paris p. 37–55.

• MOUNET C., 2007, *Les territoires de l'imprévisible. Conflits, controverses et "vivre ensemble" autour de la gestion de la faune sauvage. Le cas du loup et du sanglier dans les Alpes françaises*, Thèse de doctorat en Géographie, Université Joseph Fourier, Grenoble

• MURDOCH J., 1995, "Middle-class territory? Some remarks on the use of class analysis in rural studies", *Environment and Planning* vol. 27 n° 8, p. 1213 – 1230.

• MURDOCH J., DAY G., 1998, "Middle class mobility, rural communities and the politics of exclusion", dans *P. Boyle, K. Halfacree (dir.), Migration Into Rural Areas: Theories and Issues*, Wiley & Sons, Chichester p. 186–199.

• MURDOCH J., MARSDEN T., 1994, *Reconstituting rurality: class, community and power in the development process*, Routledge, London

• MURDOCH J., PRATT AC., 1993, "Rural studies: Modernism, postmodernism and the "post-rural"" *Journal of Rural Studies* vol. 9 n° 4, p. 411–427.

• NAVAS LUQUE M., PUMARES FERNÀNDEZ P., SÁNCHEZ MIRANDA J., GARCÍA FERNÀNDEZ M DEL C., ROJAS TEJADA A., CUADRADO GUIRADO I., ASENSIO GARCIA M., FERNÁNDEZ PRADOS JS., 2004, *Estrategias y actitudes de aculturación: La perspectiva de los inmigrantes y de los autóctonos en Almería*, Dirección General de Coordinación de Políticas Migratorias. Junta de Andalucía (http://www.uned.es/dpto-psicologia-social-y-organizaciones/paginas/profesores/WebIsabel/1104322154637_aculturacion_almeria_lib.pdf)

• NEAL S., 2009, *Rural identities: ethnicity and community in the contemporary English countryside*, Ashgate, Farnham

• NEAL S., AGYEMAN J (dir.), 2006, *The new countryside? Ethnicity, nation and exclusion in contemporary rural Britain*, Policy Press, Bristol

• NEVERS J-Y., 2008, *Les maires agriculteurs, des élus comme les autres?* Communication présenté au colloque Les agriculteurs et la politique depuis 1970, Association Française de Science Politique, 1-2 décembre 1987, (http://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00259602)

• NICOT BH., 2005, *Urbain-Rural : de quoi parle-t-on ?* Document de travail, Institut d'Urbanisme de Paris, (http://www.sirius-upvm.net/doc/geo/urbain-rural.pdf)

• NICOURT C., GIRAULT J-M., BOURLIAUD J., 2000, "Les odeurs d'élevages: textes, conflits et négociations locales", *Économie rurale* n° 260, p. 79–89.

• NÍ LAOIRE C., 2007, "The "green green grass of home"? Return migration to rural Ireland", *Journal of Rural Studies* vol. 23 n° 3, p. 332–344.

• NOIRIEL G., 1994, "L'immigration étrangère dans le monde rural pendant l'entre-deux-guerres", *Études rurales* n° 135/136, p. 13–35.

• NONN H., 2013, "Déclinaison sur la recomposition des territoires dans le cadre français", *Revue Géographique de l'Est* vol. 40 n° 4 (http://rge.revues.org/4031)

• NOURY D., AUDOUX L., 2011, "Aires urbaines 2010 : les villes étendent leur influence de plus en plus loin", *INSEE Focal* n° 77

• NOVARINA G., 2012, "L'ancrage territorial de l'économie : du district industriel à la métropole", *L'Économie politique* vol. 53, p. 16.

• NOWIK L., THALINEAU A., 2010, "La mobilité résidentielle au milieu de la retraite : un cadre spatial structurant lié à des configurations sociales", *Espace populations sociétés* n° 1, p. 41–51.

• OFFNER J-M., 2006, "Les territoires de l'action publique locale", *Revue française de science politique* vol. 56 n° 1 p. 27–47.

• OLIVIER DE SARDAN J-P., 1995, "La politique du terrain", *Enquête* n° 1, p. 71–109.

• OLIVIER DE SARDAN J-P., 2000, "Le "je" méthodologique. Implication et explicitation dans l'enquête de terrain", *Revue française de sociologie* vol. 41 n° 3, p. 417–445.

• OLLIVRO J., DARRIS G., BAUDELLE G., PIHAN J., 2004, "Les conséquences d'un choix résidentiel périurbain sur la mobilité : pratiques et représentations des ménages", *Cybergeo : European Journal of Geography* [En ligne], Dossiers, 3ème colloque du Groupe de Travail Mobilités spatiales et fluidité sociale (GT23) : Offre urbaine et expériences de la mobilité, Strasbourg, France 20- 22 mars 2003 (http://cybergeo.revues.org/3430)

• ORFEUIL J-P., 2010, "La mobilité, nouvelle question sociale ?", *SociologieS*, Dossiers, Frontières sociales, frontières culturelles, frontières techniques (http://sociologies.revues.org/3321)

• OSTI G., 2006, *Nuovi asceti : consumatori, imprese e istituzioni di fronte alla crisi ambientale*, Il Mulino, Bologna

• PADDISON R. (dir.), 2001, *Handbook of Urban Studies*, SAGE, London

• PAGÈS A., 2000, *La pauvreté en milieu rural*, Thèse de doctorat en Sociologie, Université Paris V, Paris

• PAGÈS A., 2001, Pauvreté et exclusion en milieu rural français, *Études rurales* vol. 3 n° 159-160, p. 97–110.

• PAGÈS A., 2004, *La pauvreté en milieu rural*, Presses universitaires du Mirail, Toulouse

• PAGÈS A., 2011, "Exclusions et vulnérabilités, solidarités et dépendances", *Informations sociales* vol. 2 n° 164 p. 87–96.

• PAHL RE., 1965a, "Class and Community in English Commuter Villages", *Sociologia Ruralis* vol. 5 n° 1, p. 5–23.

• PAHL RE., 1965b, *Urbs in rure: the metropolitan fringe in Hertfordshire*, London School of Economics and Political Science

• PAILLAT P., 1976, "Le vieillissement de la France rurale. Intensité, évolution, diffusion et typologie", *Population* vol. 31 n° 6, p. 1147–1188.

• PAINTER J., 2009, "Territoire et réseau : une fausse dichotomie?", dans *M. Vanier (dir.) Territoires, territorialité, territorialisation : controverses et perspectives*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes p. 57–66.

• PANELLI R., 2002, "Young rural lives: strategies beyond diversity", *Journal of Rural Studies* vol. 18 n° 2, p. 113–122.

• PANIAGUA A., 2008a, "Espacio, cultura, naturaleza y lugar en el proceso de reestructuración de las áreas rurales en la España del interior", *Arbor: Ciencia, pensamiento y cultura* n° 729, p. 143–154.

• PANIAGUA A., 2008b, "La individualización del mundo rural: dimensiones analíticas para ¿un concepto generalizable?", *Economía, sociedad y territorio* vol. 8 n° 27, p. 639–659.

• PANIAGUA A., 2008c, "The environmental dimension in the constitution of new social groups in an extremely depopulated rural area of Spain (Soria)", *Land Use Policy* vol. 25 n° 1, p. 17–29.

• PAPY F., MATHIEU N., FÉRAULT C. (dir.), 2012, *Nouveaux rapports à la nature dans les campagnes*, Quae, Versailles

• PAQUETTE S., DOMON G., 2003, "Changing ruralities, changing landscapes: exploring social recomposition using a multi-scale approach", *Journal of Rural Studies* vol. 19 n° 4, p. 425–444.

• PARADIS-GRENOUILLET S., 2012, *Étudier les "forêts métallurgiques" : analyses dendro-anthracologiques et approches géohistoriques*, thèse de doctorat en Géographie, Université de Limoges, Limoges

• PARREÑAS RS., 2001, *Servants of Globalization: Women, Migration and Domestic Work*, Stanford University Press

• PARSONS D., 1980, *Rural gentrification: the influence of rural settlement planning policies*, University of Sussex, Brighton

• PATERNA G., DI GIACOMO F., FORMICA AM., *Un modello di ripopolamento per il territorio della Comunità Montana del Catria e del Nerone*, Umbria Training Center dell' Associazione Tartufo e Sviluppo Rurale, Acqualagna (http://www.equalacqualagna.it/fileadmin/grpmnt/5606/modello_ripopo_.pdf)

• PAUL-DUBOIS-TAINE O., 2012, "Les nouvelles mobilités dans les territoires périurbains et ruraux", Centre d'Analyses Stratégiques, Paris (http://www.strategie.gouv.fr/system/files/16_periurbain_0.pdf)

• PECQUEUR B., TALANDIER M., 2011, "Les espaces de développement résidentiel et touristique", *Territoires 2040* n° 3 (http://territoires2040.datar.gouv.fr/spip.php?article88&revue=1)

• PERDRIX C., 2008, "Jeunes ruraux, un engagement spécifique ?", *Projet* vol. 4 n° 305, p. 58–61.

• PÉREZ DÍAZ A., 2006, "Los pequeños municipios ante los retos del desarrollo", *Norba. Revista de Géografia* vol. XI, p. 183–197.

• PÉREZ VG., 1996, "L'immigration étrangère en Espagne (1985-1994)", *Revue européenne de migrations internationales* vol. 12 n° 1, p. 11–38.

• PERLIK M., 2006, "The specifics of amenity migration in the European Alps", dans *Moss (dir.), The Amenity Migrants: Seeking and Sustaining Mountains and Their Cultures*, CABI, Oxfordshire p. 215–231.

• PERLIK M., 2011, "Gentrification alpine.Lorsque le village de montagne devient un arrondissement métropolitain", *Revue de géographie alpine* n° 99-1

• PERRENOUD M., 2008, "Les artisans de la "gentrification rurale" : trois manières d'être maçon dans les Hautes-Corbières", *Sociétés contemporaines* vol. 71 n° 3, p. 95–115.

• PERRENOUD M., 2012, "Artisanat et gentrification rurale en France méridionale", *SociologieS*, Dossiers, Professions et métiers autour de la Méditerranée (http://sociologies.revues.org/3991)

• PERRIER-CORNET P. (dir.), 2002, *Repenser les campagnes*, L'Aube, La Tour-d'Aigues

• PERRIER-CORNET P., 2003, "Quelles perspectives pour les campagnes françaises ?", *Projet* vol. 2 n° 274, p. 42.

• PERRIER-CORNET P., SENCÉBÉ Y., SYLVESTRE J-P., 1997, "Rapport à l'emploi et processus d'exclusion dans les espaces ruraux : un cadre d'analyse", *Économie rurale* n° 242, p. 28–35.

• PERRIN C., RANDELLI F., 2008, "L'essor des viticulteurs étrangers dans le Chianti", dans *Diry, JP. (dir.), Les étrangers dans les campagnes*, Presses Universitaires Blaise Pascal, Clermont Ferrand p. 397–412

• PERROT M., LA SOUDIÈRE (de) M., 1998, "La résidence secondaire : un nouveau mode d'habiter la campagne ?", *Ruralia* n° 2

• PERROTTA D., SACCHETTO D., 2013, "Les ouvriers agricoles étrangers dans l'Italie méridionale", *Hommes & Migrations* n° 130, p. 57–65.

• PERROUD M., 2007, "Migration retour ou migration détour ?", *Revue européenne des migrations internationales* vol. 23 n° 1, p. 49–70.

• PETIT V. (dir), 2007, *Migrations internationales de retour et pays d'origine*, CEPED, Paris

• PETTENATI G., 2008, "I nuovi abitanti delle Alpi. Un caso di studio: Stroppo e la Val Maira", Mémoire de Master 2, Université de Torino, Turin, 2009

• PETTENATI G., 2010, "I nuovi abitanti. Nuovi protagonisti delle dinamiche territoriali di alcune aree alpine.", dans *F. Corrado (dir.), Ri-abitare le Alpi*, Eidon, Genova

• PHILLIPS M., 1993, "Rural gentrification and the processes of class colonisation", *Journal of Rural Studies* vol. 9 n° 2, p. 123–140.

• PHILLIPS M., 1998a, "Investigations of the British rural middle classes — Part 1: From legislation to interpretation", *Journal of Rural Studies* vol. 14 n° 4, p. 411–425.

• PHILLIPS M., 1998b, "Investigations of the British rural middle classes - part 2: fragmentation, identity, morality and contestation", *Journal of Rural Studies* vol. 14 n° 4, p. 427–443.

• PHILLIPS M., 1998c, "The restructuring of social imaginations in rural geography", *Journal of Rural Studies* vol. 14 n° 2 ,p. 121–153.

• PHILLIPS M., 2005, "Rural gentrification and the production of nature: a case study from Middle England", présenté à 4th International Conference of Critical Geographers, Mexico City

• PHILO C., 1992, "Neglected rural geographies: A review", *Journal of Rural Studies* vol. 8 n° 2, p. 193–207.

• PINÇON M., PINÇON-CHARLOt M., 2010a, *Les ghettos du gotha: au cœur de la grande bourgeoisie*, Points, Paris

• PINÇON M., PINÇON-CHARLOT M., 2010b, *Sociologie de la bourgeoisie*, 3e éd, La Découverte, Paris

• PINÇON M., PINÇON-CHARLOT M., 2013, *Paris: quinze promenades sociologiques*, Payot & Rivages, Paris

• PINEAU J-Y., LE CALVEZ S., PIVETEAU V., 2010, "Les petites villes dans les politiques d'accueil en milieu rural : un rôle à construire", présenté au *Colloque Ville petites et moyennes, un regard renouvelé*, Tours, décembre 2010 (www.installation-campagne.fr/)

• PINEAU J-Y., MAYER E., 2007, *Guide des politiques d'accueil des nouvelles populations*, Collectif Ville Campagne (http://www.installation-campagne.fr/medias/cdr/guide_rural_innova.pdf)

• PIOLLE X., 1990a, Mobilité, identités, territoires, *Revue de géographie de Lyon* vol. 65 n° 3, p. 149–154.

• PIOLLE X., 1990b, "Proximité géographique et lien social, de nouvelles formes de territorialité ?", *Espace géographique* vol. 19 n° 4, p. 349–358.

• PISTRE P., 2011, "Rural gentrification and ageing: a case study from French countrysides", présenté au colloque *ERSA (European Regional Science Association)* Jönköping (Suède), 19-23 août (http://econpapers.repec.org/paper/wiwwiwrsa/ersa10p1097.htm)

• PISTRE P., 2012, *Renouveaux des campagnes françaises: évolutions démographiques, dynamiques spatiales et recomposition sociales*, Thèse de doctorat en Géographie, Université Paris Diderot - Paris 7, Paris

• PIVETEAU V., PINEAU J-Y., 2010, "Les politiques d'accueil en milieu rural. Un révélateur et un stimulateur d'une nouvelle intelligence territoriale", présenté au *"Grand Ouest" days of Territorial Intelligence, Nantes -Rennes, mars 2010* (http://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00534843)

• P. N., 1956, Les migrations rurales en France, *Population* vol. 11 n° 1, p. 151–153.

• POTOT S., 2013, "Quand les saisonniers tunisiens de Ghardimaou interrogent le codéveloppement", *Hommes & Migrations* n° 1301, p. 79–87.

• POTVIN D., 2005, "Les jeunes adultes migrants de retour : une vitalité pour les régions", *Revue d'Économie Régionale & Urbaine* n° 4, p. 507–531.

• POUGNET PLACE F., 2006, "L'intégration des immigrés en milieu rural en régions : Aquitaine, Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées, Provence Alpes Côte d'Azur, Bourgogne", FASILD (Fonds d'aide et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations) (http://www.reseau-reflex.org/references/adeus/milieu_rural_synthesegroupereflex.pdf)

• POULOT M., 2008, "Les territoires périurbains : "fin de partie" pour la géographie rurale ou nouvelles perspectives ?", *Géocarrefour* vol. 83 n° 4 (http://geocarrefour.revues.org/7045)

• POULOT M., 2011, "Des arrangements autour de l'agriculture en périurbain : du lotissement agricole au projet de territoire : exemples franciliens", *VertigO La revue électronique en sciences de l'environnement [en ligne]* vol. 11 n° 2 (http://id.erudit.org/iderudit/1009356ar)

• POULOT M., 2013, "Du vert dans le périurbain. Les espaces ouverts, une hybridation de l'espace public (exemples franciliens)", *Espaces Temps, Revue électronique des sciences humaines et sociales.* (http://www.espacestemps.net/articles/du-vert-dans-le-periurbain-les-espaces-ouverts-une-hybridation-de-lespace-public-2/)

• POULOT M., 2014, "Agriculture et acteurs agricoles dans les mailles des territoires de gouvernance urbaine : nouvelle agriculture, nouveaux métiers ?", *Espaces et sociétés* vol. 2 n° 158, p. 13–30.

• POULOT M., ARAGAU C., 2012, "Habiter en périurbain ou réinventer la qualité de la ville", *Historiens et géographes* n° 419, p. 119–126.

• POULOT M., ROUYRES T., 2007a, "Refaire campagne en Île-de-France", *Norois* n° 202, p. 61–71.

• POULOT M., ROUYRES T., 2007b, "Vivre dans des espaces de faible densité aux portes d'une grande agglomération: l'exemple des campagnes franciliennes", dans *Barthe L. et al., Habiter et vivre dans les campagnes de faible densité,* Presses Universitaires Blaise Pascal, Clermont-Ferrand, p. 215–232.

• PRÉTECEILLE E., 2009, "La ségrégation ethno-raciale a-t-elle augmenté dans la métropole parisienne ?", *Revue française de sociologie* vol. 50 n° 3, p. 489–519.

• PROULX M-U., Tremblay D., 2006, "Marketing territorial et positionnement mondial", *Géographie, économie, société* vol. 8 n° 2, p. 239–256.

• PUGLIESE E., 2006, *L'Italia tra migrazioni internazionali e migrazioni interne*, il Mulino, Bologna

• QUÉVA C., 2007, *Entre territoires et réseaux : la requalification des espaces locaux en France et en Allemagne : jeux d'acteurs, d'échelles de projets*, Thèse de doctorat en géographie, Bordeaux 3, Bordeaux

• QUEYRIE G., SAY H., 2000, *La forêt, le bois et l'homme: Bas-Limousin - Corrèze XVIIIe-XXe siècles*, Conseil général de la Corrèze, Tulle

• RAFFESTIN C., 1977, "Paysage et territorialité", *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 21, n° 53-54, 1977, p. 123-134 (http://archive-ouverte.unige.ch/vital/access/manager/Repository/unige:4302)

• RAFFESTIN C., 1986, "Ecogenèse territoriale et territorialité", dans *F. Auriac et R. Brunet Espaces, jeux et enjeux*, Fayard & Fondation Diderot, Paris p. 175–185.
(http://archive-ouverte.unige.ch/vital/access/services/Download/unige:4419/FULLTEXT)

• RAFFESTIN C., 2013, "Et si les "marges" étaient les éléments d'un paradigme indiciel susceptible d'alimenter de nouvelles interprétations?", présenté au *Marges en Géographie et Géographie des Marges*, Paris, Institut de géographie (https://sites.google.com/site/journeeigparis/edition-2013/communication-de-claude-raffestin)

• RANDELLI, F., ROMEI P., TORTORA M., TINACCI MOSSELLO M., 2011, "Rural tourism driving regional development in Tuscany. The renaissance of the countryside", *Working Paper*, Dipartimento di Scienze Economiche, Università di Firenze, n° 11/2011, p. 1–21.

• RAVENSTEIN EG., 1885, "The Laws of Migration", *Journal of the Statistical Society of London* vol. 48 n° 2, p. 167–235.

• RAVEYRE M., 2005, "De nouveaux dirigeants de PMI pour le milieu rural. Enseignements d'étude de cas", *Norois* n° 197, p. 83–94.

• RAYMOND CM., BROWN G., WEBER D., 2010, "The measurement of place attachment: Personal, community, and environmental connections", *Journal of Environmental Psychology* vol. 30 n° 4, p. 422–434.

• RAYMOND S., 2005, "Des risques de marginalisation aux risques de gentrification : espaces ruraux convoités et inégalement accessibles", dans *Arlaud et al. (dir.), Rural-Urbain, nouveaux liens, nouvelles frontières*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes, p. 235–249.

• RAYMOND S., 2007, "Retour à la campagne et gentrification rurale : réflexion sur l'accès au foncier rural", dans *Barthe L. et al., Habiter et vivre dans les campagnes de faible densité,* Presses Universitaires Blaise Pascal, Clermont-Ferrand, p. 623–639.

• REDONDO TORONJO D., 2009, "Les "contrats en origine" dans la production intensive des fraises à Huelva", *Etudes rurales* vol. 2 n° 182, p. 169–184.

• REGOURD E., 2004, "Le phénomène associatif dans la recomposition territoriale : vers de nouvelles ruralités ?", *Ruralia* n° 15 (http://ruralia.revues.org/1056)

• REGOURD E., 2007, "Les associations culturelles, porteuses de projet pour de nouvelles ruralités?", *Norois* n° 204, p. 67–78.

• RÉMY J., 1996, "Mobilités et ancrages : vers une autre définition de la ville", dans *M. Hirschhorn et J.M. Berthelot, Mobilités et ancrages. Vers un nouveau mode de spatialisation ?*, L'Harmattan, Paris p. 135–153.

• RENAHY N., 2005, *Les gars du coin: enquête sur une jeunesse rurale*, La Découverte, Paris

• RENAHY N., 2010, "Classes populaires et capital d'autochtonie. Genèse et usages d'une notion", *Regards sociologiques* n° 40, p. 9–26.

• RENARD J., 2002, *Les mutations des campagnes : paysages et structures agraires dans le monde*, A. Colin, Paris

• RÉSEAU RURAL FRANÇAIS, "Les jeunes en milieu rural", Dossier thématique, Centre de ressources du Réseau Rural Français (http://www.reseaurural.fr/files/dossier_ndeg_3_jeunes_en_milieu_rural_-sept-oct_2011.pdf)

• RETIÈRE J-N., 1994, *Identités ouvrières: histoire sociale d'un fief ouvrier en Bretagne, 1909-1990*, L'Harmattan, Paris

• RETIÈRE J-N., 2003, "Autour de l'autochtonie. Réflexions sur la notion de capital social populaire", *Politix* vol. 16 n° 63, p. 121–143.

• RHEIN C., 1997, "Remarques préliminaires", *Strates. Matériaux pour la recherche en sciences sociales* n° 9 (http://strates.revues.org/663)

• RICHARD F., 2001, *De la polarisation à la fragmentation socio-spatiale, processus de recomposition urbaine à Londres*, Thèse de Doctorat en Géographie, Université e Poitiers

• RICHARD F., 2010, "La gentrification des “espaces naturels” en Angleterre : après le front écologique, l’occupation ?", *L’Espace Politique* vol. 9 n° 3 (http://espacepolitique.revues.org/index1478.html)

• RICHARD F., BOUMEDIENE F., BIKATUI N’BINKENA N., 2009, *Géodynamique des migrations à destination du Limousin*, GEOLAB – Conseil Régional du Limousin, Limoges

• RICHARD F., CHEVALLIER M., DELLIER J., LAGARDE V., 2014, "Circuits courts agroalimentaires de proximité en Limousin : performance économique et processus de gentrification rurale", *Norois* n° 230, p. 21-39.

• RICHARD F., DELLIER J., TOMMASI, G., 2014, "Environnement, attractivité migratoire et gentrification rurale en montagne limousine", *Revue de Géographie Alpine*, à paraître

• RICHARD F., DELLIER J., 2011, *Environnements, migrations et recompositions sociales des campagnes limousines : l’exemple du PNR Millevaches, Rapport de recherche*, GEOLAB – Conseil Régional du Limousin, Limoges

• RICO GONZÁLEZ M., GÓMEZ GARCÍA JM., 2003, "Mujeres y despoblación en el medio rural de Castilla y León", *Ager. Revista de Estudios sobre Despoblación y Desarrollo Rural* n° 3, p. 151–184.

• RIPOLL F., 2005, "S’approprier l’espace… ou contester son appropriation ?", *Norois* n° 195, p. 29–42.

• RIVERA ESCRIBANO MJ., 2007, "Migration to Rural Navarre: Questioning the Experience of Counterurbanisation", *Tijdschrift voor economische en sociale geografie* vol. 98 n° 1, p. 32–41.

• RIVERA ESCRIBANO MJ., MORMONT M., 2006, "Neo-rurality and the different meanings of the countryside", présenté à *Les mondes ruraux à l’Épreuve des sciences sociales - Dijon, 17-19 mai 2006* (http://www.symposcience.org/exl-doc/colloque/ART-00001880.pdf)

• RIVIÈRE CA., 2004, "La spécificité française de la construction sociologique du concept de sociabilité", *Réseaux* vol. 123 n° 1, p. 207–231.

• RIVIÈRE J., 2009, *Le pavillon et l’isoloir. Géographie sociale et électorale des espaces périurbains français (1968-2008). À travers les cas de trois aires urbaines moyennes (Caen, Metz et Perpignan)*, Thèse de doctorat en Géographie, Université de Caen Basse-Normandie

• RIVIÈRE J., 2013, "Des ploucs de droite aux pavillonnaires lepénistes. Sur la construction médiatique du vote des ruraux", *Agone* n° 51, p. 65–83.

• ROBERT-BOBÉE I., 2006, "Projections de population pour la France métropolitaine à l’horizon 2050", *INSEE Première* n° 1089

• ROBERT M., 1993, *La maison et le village en Limousin: habitat rural et communauté paysanne*, Société d’ethnographie du Limousin et de la Marche, Limoges

• ROBIC M-C., BERGER M., GILLETTE C., 1997, "L’étude des espaces ruraux en France à travers trois quarts de siècle de recherche géographique", *Strates. Matériaux pour la recherche en sciences sociales* n° 9 (http://strates.revues.org/634)

• RODRÍGUEZ VR., DÍAZ MAC., HUBER A., 2005, *La migración de europeos retirados en España*, Consejo Superior de Investigaciones Científicas, Madrid

• ROLLAND-MAY C., 2003, "Limites, discontinuités, continu : le paradoxe du flou", *L’information géographique* vol. 67 n° 1, p. 1–20.

• DEL ROMERO RENAU L., ESCRIBANO PIZARRO J., 2013, "Diagnóstico y propuestas para la revitalización de las sierras de Teruel (Gúdar-Javalambre y Maestrazgo)", *AGER. Revista de Estudios sobre Despoblación y Desarrollo Rural* n° 1, p. 115–152.

• ROMERO VALIENTE JM., 2004, "Migraciones", dans *Arroyo Pérez, Tendencias demográficas durante el siglo XX en España*, p. 207–253.

• ROSE D., 1984, "Rethinking gentrification: beyond the uneven development of marxist urban theory", *Environment and Planning - Society and Space* vol. 2 n° 1, p. 47 – 74.

• ROSENTAL P-A., 1994, "L'exode rural. Mise à l'épreuve d'un modèle", *Politix* vol. 7 n° 25, p. 59–72.

• ROTH H., 2007, "Espace rural et héritages industriels : entre mise en friche et mise en patrimoine", *Revue d'études comparatives Est-Ouest* vol. 38 n° 3, p. 175–192.

• ROUGÉ L., 2005a, *Accession à la propriété et modes de vie en maison individuelle des familles modestes installées en périurbain lointain toulousain: les captifs du périurbain ?*, Thèse doctorat en Géographie, Université de Toulouse-Le Mirail

• ROUGÉ L., 2005b, "Les nouvelles frontières du périurbain : accession à la propriété en maison individuelle et pratiques résidentielles des ménages toulousains", dans *S. Arlaud et al. (dir.), Rural-Urbain. Nouveaux liens, nouvelles frontières*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes p. 137–145.

• ROUGÉ L., 2007, "Inégale mobilité et urbanité par défaut des périurbains modestes toulousains. Entre contraintes, tactiques et captivité" *Espaces Temps, Revue électronique des sciences humaines et sociales* (http://www.espacestemps.net/document2237.html)

• ROUSSEL V., VOLLET D., HERVIOU S., 2005, "La géographie du vieillissement en France sous l'influence des migrations : quand les vieux des villes remplacent les jeunes des villages", *Population & Avenir* vol. 5 n° 675, p. 15–17.

• ROWNTREE B., 1997, "Les cartes mentales, outil géographique pour la connaissance urbaine. Le cas d'Angers (Maine-et-Loire)", *Norois* vol. 176, p. 585–604.

• ROY L., PAQUETTE S., DOMON G., 2005, "La campagne des néoruraux : motifs de migration, territoires valorisés et usages de l'espace domestique", *Recherches sociographiques* vol. 46, p. 35.

• ROY L., PAQUETTE S., DOMON G., 2013, "Anciens et néoruraux : Préjugés, tensions et affinités au sein d'une localité rurale québécoise", *Géographie, économie, société* vol. 15 n° 1, p. 67–88.

• RUDZITIS G., 1999, "Amenity increasingly draw people to the rural West", *Rural Development Perspectives* vol. 14 n° 2, p. 9–13.

• DE RUFFRAY S., 2000, "De la marginalité territoriale à la recomposition territoriale "marginale"", *Revue Géographique de l'Est* vol. 40 n° 4

• DE RUFFRAY S., 2005, "Le Grand Est : un espace différencié, interface marginale aux portes de l'Europe", *Revue Géographique de l'Est* vol. 44 n° 3-4, p. 97–106.

• RUIZ ESCUDERO F., CALLE COLLADO Á., 2010, "Resistencias cotidianas desde lo rural-urbano: vida en comunidad y agroecología", présenté au *X Congreso Español de Sociología, Treinta años de sociedad, treinta años de sociología*, Pamplona, 1-3 juillet 2010 (http://www.fes-web.org/uploads/files/modules/congress/10/grupos-trabajo/ponencias/889.pdf)

• SABAU C., BLASQUIET-REVOL H., LENAIN M-A., 2011, "Les personnes âgées dans les territoires ruraux : une double opportunité pour la création d'activités et d'emplois de service", *Gérontologie et société* vol. 4 n° 135, p. 239–258.

• SÁEZ PÉREZ LA., 2007, *La economía de la Sierra de Albarracín*, CEDDAR, Zaragoza

• SAGNES S., 2004, "Cultiver ses racines", *Ethnologie française* vol. 34 n° 1, p. 31–40.

• SALAMON S., TORNATORE JB., 1994, "Territory Contested Through Property in a Midwestern Post-Agricultural Community", *Rural Sociology* vol. 59 n° 4, p. 636–654.

• SALEILLE S., 2007, *L'entrepreneur néo-rural et son réseau personnel : une étude exploratoire*, Thèse de Doctorat en Sciences de la Gestion,Montpellier 1

• SÁNCHEZ-FLORES S., ROYO I., LACOMBA J., MARÍ E., BENLLOCH C., 2013, "Mujeres inmigrantes emprendedoras en el medio rural. Factor para la sostenibilidad económica y social de las áreas rurales de la Comunidad Valenciana", *Ager Revista de Estudios sobre Despoblación y Desarrollo Rural*, n° 5, p. 69-109

• SANCHO COMÍNS J., REINOSO MORENO D., 2012, "La delimitación del ámbito rural: una cuestión clave en los programas de desarrollo rural", *Estudios Geográficos* vol. 73 n° 273, p. 599–624.

• SANTOS GÓMEZ H., VILLAGÓMEZ VELÁZQUEZ Y., 2013, "Agriculture et main-d'œuvre migrante", *Hommes & Migrations* n° 1301, p. 37–44.

• SAYAD A., 1999, *La double absence: des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*, Seuil, Paris

• SAZ PÉREZ P., 2005, *Entre la utopía y el desencanto: la Comunidad de Albarracín en la encrucijada del cambio (1910-1936)*, CECAL, Tramacastilla

• SCHAEFFER F., 2001, "Mythe du retour et réalité de l'entre-deux. La retraite en France, ou au Maroc ?", *Revue européenne de migrations internationales* vol. 17 n° 1, p. 165–176.

• SCHMITT B., PIGUET V., DÉTANG-DESSENDRE C., 2002, "Les déterminants micro-économiques des migrations urbain-rural : leur variabilité en fonction de la position dans le cycle de vie", *Population* vol. 57 n° 1, p. 35–62.

• SCHNAPPER D., 2007, *Qu'est-ce que l'intégration ?*, Gallimard, Paris

• SCHWENGLER B., 2003, "L'ouvrier caché : le paradoxe du vote rural d'extrême droite dans la France du Nord-Est", *Revue française de science politique* vol. 53 n° 4, p. 513–533.

• SÉCHET R., 1993, "RMI et insertion en milieu rural, l'exemple mayennais", *Espace, populations, sociétés* vol. 11 n° 2, p. 325–333.

• SÉCHET R., VASILCU D., 2012, "Les migrations de médecins roumains vers la France, entre démographie médicale et quête de meilleures conditions d'exercice", *Norois* n° 223, p. 63–76.

• SEGAUD M., BRUN J., DRIANT J-C., 2003, *Dictionnaire critique de l'habitat et du logement*, A. Colin, Paris

• SEMPERE SOUVANNAVONG JD., 2002, "Marroquíes y ecuatorianos en la agricultura intensiva del litoral mediterráneo", *Cuadernos de geografía* n° 72, p. 173–190.

• SEMPERE SOUVANNAVONG JD., 2009, "Evolution de la situation migratoire de l'Espagne de 1991 à nos jours", *Migrations et société* vol. 21 n° 125, p. 49–70.

• SENCÉBÉ Y., 2001, *Les lieux et les temps de l'appartenance: mobilités et territoire*, Thèse de doctorat en Sociologie, Université Lumière, Lyon

• SENCÉBÉ Y., 2002, "Les manifestations contrastées de l'appartenance locale", dans *J.P. Sylvestre (dir.), Agriculteurs, ruraux et citadins. Les mutations des campagnes françaises*, Educagri, Dijon p. 293–310.

• SENCÉBÉ Y., 2004, "Être ici, être d'ici", *Ethnologie française* vol. 1 n° 97, p. 23.

• SENCÉBÉ Y., 2011, "Multi(ples) appartenances en milieu rural", *Informations sociales* vol. 2 n° 164, p. 36–42.

• SERFATY-GARZON P., MONTANDON A., 2006, *Enfin chez soi? Récits féminins de vie et de migration*, Bayard, Paris-Montréal

• SILVESTRE J., 2009, "Las emigraciones interiores en España durante los siglos XIX y XX: una revisión bibliográfica", *AGER. Revista de Estudios sobre Despoblación y Desarrollo Rural* n° 2, p. 227–248.

• SIMARD M., 2007, "Nouvelles populations rurales et conflits au Québec : regards croisés avec la France et le Royaume-Uni", *Géographie, économie, société* vol. 9 n° 2, p. 187–213.

• SIMARD M., 2012, "Quand la famille pèse dans la balance…lors de la décision d'aller vivre en milieu rural ou de le quitter", *Enfances Familles Générations* n° 15 (http://www.efg.inrs.ca/index.php/EFG/article/view/129)

• SIMARD M., DESJARDINS B., GUIMOND L., 2011, "L'insertion globale des jeunes néo-ruraux québécois en quête d'un nouveau mode de vie à la campagne", *Revue Canadienne des Sciences Régionales* vol. 34 n° 4, p. 189–200.

• SIMARD M., VAN SCHENDEL N., 2004, *Les médecins immigrants et non immigrants en régions éloignées au Québec : processus d'insertion globale et facteurs de rétention*, Rapport Final, INRS-Urbanisation, Culture et Société (http://www.inrs.ca/sites/default/files/u146/rap2004_06.pdf)

• SIMMONS IG., 1996, *Changing Face of Earth. Culture, Environment, History*, 2nd Edition, Wiley-Blackwell, Oxford

• SIMONA G., MERCIER C., 1983, "Le néo-ruralisme : Nouvelles approches pour un phénomène nouveau", *Revue de géographie alpine* vol. 71 n° 3, p. 253–265.

• SIMON G., 1995, *Géodynamique des migrations internationales dans le monde*, Presses universitaires de France, Paris

• SIMON G., 2006, "Migrations, la spatialisation du regard", *Revue européenne des migrations internationales* vol. 22 n° 2, p. 9–21.

• SIMON G., 2008, *La planète migratoire dans la mondialisation*, A. Colin, Paris

• SIMONNEAU G., LAVAUD C., 2009, "Limousin : près d'un arrivant sur deux a moins de trente ans", *INSEE Focal,* n° 55, p. 4.

• SMITH DP., HOLT L., 2005, ""Lesbian migrants in the gentrified valley" and "other" geographies of rural gentrification", *Journal of Rural Studies* vol. 21 n° 3, p. 313–322.

• SMITH DP., PHILLIPS DA., 2001, "Socio-cultural representations of greentrified Pennine rurality", *Journal of Rural Studies* vol. 17 n° 4, p. 457–469.

• SMITH LT., SMITH GH., BOLER M., KEMPTON M., ORMOND A., CHUEH H-C., WAETFORD R., 2002, ""Do you guys hate Aucklanders too?" Youth: voicing difference from the rural heartland", *Journal of Rural Studies* vol. 18 n° 2, p. 169–178.

• SMITH MD., KRANNICH RS., 2000, ""Culture Clash" Revisited: Newcomer and Longer-Term Residents' Attitudes Toward Land Use, Development, and Environmental Issues in Rural Communities in the Rocky Mountain West", *Rural Sociology* vol. 65 n° 3, p. 396–421.

• SOJA EW., 1989, *Postmodern Geographies: The Reassertion of Space in Critical Social Theory*, Verso

• SOLANA SOLANA M., 2005, *¿La constitución de una nueva ruralidad? Migración y cambio sociodemográfico en áreas rurales de Gerona. El caso del "Empordanet*, Documentos de Trabajo, CEDDAR (Centro de Estudios sobre la Despoblación y Desarrollo de Areas Rurales) n° 2, p. 1–119.

• SOLANA SOLANA M., 2008, "El encanto de lo rural, los términos del debate sobre la migración hacia áreas rurales desde la geografía británica y las contribuciones españolas. Un estado de la cuestión", *Biblio 3W Revista Bibliográfica de Geografía y Ciencias Sociales, Universidad de Barcelona,* vol. 13 n° 776 (http://www.ub.edu/geocrit/b3w-776.htm)

• SOLANA-SOLANA M., 2010, "Rural gentrification in Catalonia, Spain: A case study of migration, social change and conflicts in the Empordanet area", *Geoforum* vol. 41 n° 3, p. 508–517.

• SOLÉ A., GUIRADO C., SOLANA SOLANA M., "Cambios en la dinámica demográfica y migratoria del Pirineo catalán. Análisis sociolaboral de la población extranjera", *Ager Revista de Estudios sobre Despoblación y Desarrollo Rural* vol. 12 n° avril 2012, p. 51–90.

• SOL M-P., 2007, "La patrimonialisation comme (re)mise en tourisme. De quelques modalités dans les "Pyrénées catalanes"", dans *Ph. Violier, O. Lazzarotti, Tourisme et patrimoine*, Presses de l'Universitée d'Angers, Saumur (http://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00283327)

• SOTIROPOULOU E-C., 2007, "Espace villageois et conflits d'appropriation : à la croisée de nouveaux désirs et de regards renouvelés", *Géographie, économie, société* vol. 9 n° 2, p. 165–185.

• SPENCER D., 1997, "Counterurbanisation and rural depopulation revisited: Landowners, planners and the rural development process", *Journal of Rural Studies* vol. 13 n° 1, p. 75–92.

• STAMM A., 1997, *Retour en Millevaches: la famille, le travail, la tradition chez les paysans limousins récit d'une ethnologue*, S.E.P.A.L, Limoges

• STARK O., HELMENSTEIN C., PRSKAWETZ A., 1997, "A brain gain with a brain drain", *Economics Letters* vol. 55 n° 2 p. 227–234.

• STASZAK J-F., 2001, "L'espace domestique : pour une géographie de l'intérieur", *Annales de Géographie* vol. 110 n° 620, p. 339–363.

• STASZAK J-F., 2003a, "Carte mentale", dans *J. Lévy et M. Lussault (dir.), Dictionnaire de la géographie et de l'espace des société,* Belin, Paris, p. 132–133.

• STASZAK J-F., 2003b, "Espace vécu", dans *J. Lévy et M. Lussault (dir.), Dictionnaire de la géographie et de l'espace des société,* Belin, Paris,p. 340–341.

• STOCKDALE A., 2006, "The role of a "retirement transition" in the repopulation of rural areas", *Population, Space and Place* vol. 12 n° 1, p. 1–13.

• STOCKDALE A., FINDLAY A., SHORT D., 2000, "The repopulation of rural Scotland: opportunity and threat", *Journal of Rural Studies* vol. 16 n° 2, p. 243–257.

• STOCKDALE A., MACLEOD M., PHILIP L., 2013, "Connected Life Courses: Influences on and Experiences of "Midlife" In-Migration to Rural Areas", *Population, Space and Place* vol. 19 n° 3, p. 239–257.

• STOCK M., 2004, "L'habiter comme pratique des lieux géographiques", *Espaces Temps, Revue électronique des sciences humaines et sociales* (http://www.espacestemps.net/document1138.html)

• STOCK M., 2005, "Les sociétés à individus mobiles : vers un nouveau mode d'habiter ?", *Espaces Temps, Revue électronique des sciences humaines et sociales* (http://test.espacestemps.net/articles/les-societes-a-individus-mobiles-vers-un-nouveau-mode-drsquohabiter/)

• STOCK M., 2006a, "Construire l'identité par la pratique des lieux", dans *A. Biase C. Rossi C (dir.), Chez nous. Territoires et identités dans les mondes contemporains*, éd. de la Villette, Paris, p. 142-159 (https://halshs.archives-ouvertes.fr/file/index/docid/716568/filename/identiteI_lieu_stock_2006.pdf)

• STOCK M., 2006b, "L'hypothèse de l'habiter poly-topique : pratiquer les lieux géographiques dans les sociétés à individus mobiles", *Espaces Temps, Revue électronique des sciences humaines et sociales http://www.espacestemps.net/* (http://www.espacestemps.net/document1853.html)

• STOCK M., 2006c, "Pratiques des lieux, modes d'habiter, régimes d'habiter : pour une analyse trialogique des dimensions spatiales des sociétés humaines", *Travaux de l'Institut de Géographie de Reims* n° 115-118, p. 213–230.

• STOCK M., 2009, "Habiter et mobilité géographique. Un problème sociétal", dans *C. Delory-Momberger (dir.) Le sujet dans la Cité. Insertion et territoires solidaires*, Plein Feux, Nantes

• STOUFFER SA., 1960, "Intervening Opportunities and Competing Migrants", *Journal of Regional Science* vol. 2 n° 1, p. 1–26.

• SUSINO ARBUCIAS J., 2011, "La evolución de las migraciones interiores en España: una evaluación de las fuentes demográficas disponibles", *Papers. Revista de Sociologia* vol. 96 n° 3, p. 853–881.

• SYLVESTRE J-P., 2002, *Agriculteurs, ruraux et citadins : les mutations des campagnes françaises*, Educagri, Dijon

• TALANDIER M., 2007, *Un nouveau modèle de développement hors métropolisation: le cas du monde rural français*, Thèse de doctorat en Urbanisme, Politiques Urbaines et Aménagement du territoire, Institut d'urbanisme de Paris, Créteil

• TALANDIER M., 2008a, "L'impact économique des retraités dans les territoires", dans *Vieillissement, stratégies d'accueil et développement territorial, actes du colloque de la SFER (société française d'économie rurale) Antony, 28 octobre 2008* (http://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00579167)

• TALANDIER M., 2008b, "Une autre géographie du développement rural : une approche par les revenus", *Géocarrefour* vol. 83 n° 4, p. 259–267.

• TALANDIER M., 2013, "Redéfinir l'enjeu de l'économie présentielle et le rôle des femmes dans les économies locales" *Revue de géographie alpine* n° 101-1 (http://rga.revues.org/2028)

• TARRIUS A., 1992, *Les fourmis d'Europe: migrants riches, migrants pauvres et nouvelles villes internationales*, L'Harmattan, Paris

• TARRIUS A., 2010, "Territoires circulatoires et étapes urbaines des transmigrant(e)s", *Regards croisés sur l'économie* vol. 8 n° 2, p. 63–70.

• TERRIER C., 2006, L'"économie présentielle. Un outil de gestion du territoire", *Cahier Espaces* n° 90, p. 98–103.

• TÊTU M-T., 2009, "Travail agricole et "carrières" des sans-papiers algériens dans la Drôme", Études *rurales* vol. 2 n° 182, p. 45–60.

• THOMSIN L., 2001, "Les mobilités de la retraite", dans *M. Legrand, La retraite, Eres, Toulouse,* p. 223–242.

• THOUZELLIER C., 1986, "Exploration de la Haute-Garonne pauvre", dans *P. Maclouf (dir.), La pauvreté dans le monde rural*, L'Harmattan, Paris p. 99–106.

• TIZON P., 1996, "Qu'est-ce que le territoire ?", dans *G. Di Méo (dir.), Les territoires du quotidien*, L'Harmattan, Paris p. 17–34.

• TOMMASI G., 2012, "Vers l'invention d'un nouveaux mode d'habiter, de travailler ? L'insertion des migrants dans les milieux locaux", dans *Martin et al. (dir.), Les migrations d'agrément, du tourisme à l'habiter*, L'Harmattan, Paris p. 361-374

• TÖNNIES F., 1946, *Communauté et société: catégories fondamentales de la sociologie pure*, Presses Universitaires de France, Paris

• TORRE A., 2008, "Un "tournant spatial" en histoire ?", *Annales. Histoire, Sciences Sociales* n° 5, p. 1127–1144.

• TORRE A., LEFRANC C., 2006, "Les conflits dans les zones rurales et périurbaines. Premières analyses de la presse quotidienne régionale", *Espaces et sociétés* vol. 2 n° 124-125, p. 93–110.

• TREGOÜET B (dir.)., 2010, "La mobilité des Français : panorama issu de l'enquête nationale transports et déplacements 2008" *La Revue du CGDD (Commissariat général au développement durable)*, Ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement, Paris

• TURCO A., 2001, "Mythe et géographies", *Cahiers de géographie du Québec* vol. 45 n° 126, p. 369–388.

• URBAIN J-D., 2002, *Paradis verts: désirs de campagne et passions résidentielles*, Payot, Paris

• URRY J., 2005, *Sociologie des mobilités: une nouvelle frontière pour la sociologie ?*, A. Colin, Paris

• VALADAS B., CROUZEVIALLE R., PETIT D., 2005, *Paysages en Limousin. De l'analyse aux enjeux* , Direction Régionale de l'Environnement du Limousin, Limoges

• VALENTINE G., 1997, "A safe place to grow up? Parenting, perceptions of children's safety and the rural idyll", *Journal of Rural Studies* vol. 13 n° 2, p. 137–148.

• DEL VAL L., 2000, *Con la maleta al hombro*, Temas de hoy, Madrid

• VANIER M., 2003, "Métropolisation et tiers espace, quelle innovation territoriale ?", présenté à *Rencontres scientifiques franco-Sud-Africaines de l'innovation territoriale*, janvier 2002, Avignon (http://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00766942)

• VANIER M., 2005, "La relation "ville / campagne" excédée par la périurbanisation", *Cahiers français* n° 328, p. 13–17.

• VANIER M., 2009, *Territoires, territorialité, territorialisation. Controverses et perspectives*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes

• VAROTTO M., 2000, "Montagna e sostenibilità : le terre alte tra fuga e ritorno", *Rivista Geografica Italiana* n° 107, p. 187–205.

• VAROTTO M., 2013, *La montagne che torna a vivere. Testimonianze e progetti per la rinascita delle Terre Alte*, Nuova Dimensione, Portogruaro

• VERBECK C., LENAIN M-A., BLASQUIET-REVOL H., 2011, "Vers un nouveau modèle systémique dans l'analyse de la création d'activités et d'emplois en espace rural", *Revue d'Économie Régionale & Urbaine* n° 2, p. 369–388.

• VERTIER A. (dir.), 2012, GraphAgri 2012. *L'agriculture, la forêt et les industries agroalimentaires*, Agreste, Ministère de l'Agriculture, de l'agroalimentaire et de la Fôret

• VIANELLO FA., 2008, *Migrando sole : pratiche femminili di mobilità transnazionale tra Ucraina e Italia*, Thèse de Doctorat en Sociologie, Università degli studi di Padova

• VIARD J., 2006, *Éloge de la mobilité: essai sur le capital temps libre et la valeur travail*, L'Aube, La Tour-d'Aigues

• VIARD J., 2011, *Nouveau portrait de la France : la société des modes de vie*, L'Aube, La Tour-d'Aigues

• VIGNON S., 2012, "Le FN en campagne. Les ressorts sociaux des votes frontistes en milieu rural", *Métropolitiques* (http://www.metropolitiques.eu/Le-FN-en-campagne-Les-ressorts.html)

• VINCENT-GESLIN S., 2012, "Des racines et des ailes", *SociologieS* (http://sociologies.revues.org/3945)

• VINCENT-GESLIN S., KAUFMANN V (dir)., 2012, *Mobilité sans racines: plus loin, plus vite... plus mobiles ?*, Descartes & Cie, Paris

• VIOLIER P., LAZZAROTTI O., 2007, *Tourisme et patrimoine. Un moment du monde*, Presses de l'Université d'Angers

• VIPREY M., 2010, "Immigration choisie, immigration subie : du discours à la réalité", *La Revue de l'Ires* n° 64 p. 149–169.

• VIRUELA MARTÍNEZ R., 2002, "La nueva corriente inmigratoria de Europa del Este", *Cuadernos de geografía* n° 72, p. 231–258.

• VIRUELA MARTÍNEZ R., 2008, "De Este a Oeste: la inmigración desde los nuevos países comunitarios (Rumanía y Bulgaria)", *Cuadernos de geografía* n° 84, p. 127–134.

• VIRUELA MARTÍNEZ R., 2008, "Población rumana y búlgara en España: evolución, distribución geográfica y flujos migratorios", *Cuadernos de geografía,* n° 84, 169-194

• VIRUELA MARTÍNEZ R., 2009, "Europeos del Este en el mercado de trabajo español: un enfoque geográfico", *Revista CIDOB d'afers internacionals* n° 84, p. 81–103.

• VIRUELA MARTÍNEZ R., 2010, "Movilidad geográfica de los rumanos (Estructura territorial de las migraciones interiores en España)", *Empiria: Revista de metodología de ciencias sociales* n° 19, p. 157–181.

• VITTE P., 1976, "Les agriculteurs "migrants" en Creuse", *Norois* n° 92, p. 509–527.

• WACQUANT L., 2006, *Parias urbains: ghetto, banlieues, État*, Découverte, Paris

• WALKER M., CLARK G., 2010, "Parental choice and the rural primary school: Lifestyle, locality and loyalty", *Journal of Rural Studies* vol. 26 n° 3, p. 241–249.

• WALKER P., FORTMANN L., 2003, "Whose landscape? A political ecology of the "exurban" Sierra", *Cultural Geographies* vol. 10 n° 4, p. 469–491.

• WATKINS F., JACOBY A., 2007, "Is the rural idyll bad for your health? Stigma and exclusion in the English countryside", *Health & Place* vol. 13 n° 4, p. 851–864.

• WEBER F., CHAMBOREDON J-C., MATHY J-P., MÉJEAN A., 2009, "L'appartenance territoriale comme principe de classement et d'identification",en *Manuel de l'ethnographe*, Presses Universitaires de France, Paris p. 152–171.

• WEEKLEY I., 1988, "Rural depopulation and counterurbanisation: a paradox", *AREA* vol. 20 n° 2 (http://www.popline.org/node/355876)

• WESTPHAL B., 2007, *La géocritique: réel, fiction, espace*, Minuit, Paris

• WIHTOL DE WENDEN C., 2009a, *Atlas mondial des migrations: réguler ou réprimer... gouverner*, Autrement, Paris

• WIHTOL DE WENDEN C., 2009b, *La globalisation humaine*, Presses universitaires de France, Paris

• WOODS M., 2005, *Rural geography: processes, responses and experiences in rural restructuring*, SAGE, London

• YARWOOD R., 2005, "Beyond the Rural Idyll: Images, countryside change and geography", *Geography* vol. 90 n° 1, p. 19–31.

• ZENEIDI D., 2013a, *Femmes/fraises. Import-export*, Presses Universitaires de France, Paris

• ZENEIDI D., 2013b, "L'enfermement à la campagne ?", *Hommes & Migrations* n° 1301, p. 9–16.

• ZOIDO NARANJO F., ARROYO PÉREZ A., 2004, "La población en Espana", dans *Tendencias demográficas durante el siglo XX en España*, INE, Madrid p. 19–75. (http://www.ine.es/ss/Satellite?L=es_ES&c=INEPublicacion_C&cid=1259924959283&p=1254735110672&pagename=ProductosYServicios%2FPYSLayout&param1=PYSDetalleGratuitas)

Fictions et essais

• ACÍN FANLO JL., 2006, *Paisajes con memoria. Viaje a los pueblos deshabitados del Alto Aragón*, Logi, Zaragoza

• ALMERICH JM., HERNÁNDEZ A., 2006, *Pobles abandonats. Els paisatges de l'oblit*, Sèrie Maior, Valencia

• BEGAG A., 1986, *Le gone du Chaâba*, Seuil, Paris

• BEN JELLOUN T., 1976, *La réclusion solitaire*, Denoël, Paris

• CALVINO I., 1972, *Le città invisibili*, Einaudi, Torino

• CAVANNA F., 1978, *Les Ritals*, Le Livre de poche, Paris

• DAVODEAU É., 2005, *Les mauvaises gens: une histoire de militants*, Delcourt, Paris

• DEBRY J-L., 2012, *Le cauchemar pavillonnaire*, L'Échappée, Montreuil

• DEL ROMERO RENAU L., VALERA LOZANO A., 2013, *Territorios abandonados. Paisajes y pueblos abandonados de Teruel*, CEDDAR et Instituto de Estudios Turolenses, Zaragoza

• DEL VAL L., 2000, *Con la maleta al hombro*, Temas de hoy, Madrid

• DELIBES M., 2001, *Los santos inocentes*, Crítica, Barcelona

• DEVEAUX M., DEVEAUX H., 2006, *Comment traire une poule ? Manuel à l'usage des nouveaux campagnards*, Chiflet & Cie, Paris

• DOREY H., 2011, *Choisir de quitter la ville déterminer ses motivations, mettre en œuvre son projet, améliorer son quotidien*, Studyrama-Vocatis, Levallois-Perret

• ELIAS RUBIO M., 2000, *Burgos: los pueblos del silencio*, Elias Rubio (autoproduit)

• FARINELLI B., 2006, *Vivre à la campagne. Guide pratique*, Rustica, Paris

• FARINELLI B., 2008, *L'avenir est à la campagne. Solidarité, proximité, autosuffisance, alternative*, Le Sang de la Terre, Paris

• FERRARIS R., 2011, *Vado a vivere in campagna. Dieci regole per passare dal sogno alla realtà*, Terre di mezzo, Milano

• GONZÁLEZ RODRÍGUEZ A., 2009, *La montaña olvidada. Despoblados del Alto Alcanadre*, Logi, Huesca

• HOUDART M-F., 1999, *Pays et paysans du Limousin*, Maidade, Tulle

• HOUDART M-F., 2003, *Comprendre le pays limousin...et y vivre*, Maiade, Tulle

• JUÉRY F., MAES P., 2009, *Quitter la ville et changer de vie*, Marabout

• LARCENET M., FERRI J-Y., FINDAKLY B., 2002, *Le retour à la terre*, Dargaud

• LULEK M., 2009, *Scions... travaillait autrement ? Ambiance bois, l'aventure d'un collectif autogéré*, Repas, Valence

• PASOLINI PP., 1975, *Scritti corsari*, Garzanti, Milano

• SETTIS S., 2010, *Paesaggio Costituzione cemento. La battaglia per l'ambiente contro il degrado civile*, Einaudi

Articles de presse et périodiques

• "Del exodo a los nueavos pobladores", *Actualidad Leader,* Revista de Desarrollo Rural, numéro monográfico, n° 20, juin 2003

• "Réinstallation en milieu rural: la voie irlandaise", *LEADER Magazine* vol. 22, printemps 2000 (http://ec.europa.eu/agriculture/rur/leader2/rural-fr/biblio/pop/art02bis.htm)

• ARMENGAUD J-H., "Les Roumains, cure de jouvence d'Aguaviva, petit bourg aragonais", *Libération,* 5 mars 2008 (http://www.liberation.fr/france/2008/03/05/les-roumains-cure-de-jouvence-d-aguaviva-petit-bourg-aragonais_66523)

• LE BRAS H., LÉVY J., "Un espace politique en archipel", *Le Monde,* 25 avril 2012

• BLANCHIER A., BERNARDIE-TAHIR N., "Malte, l'île-prison", *Visions cartographiques,* 8 novembre 2010 (http://blog.mondediplo.net/2010-11-08-Malte-l-ile-prison)

• BRONNER L., "Les jeunes ruraux ont le sentiment que leurs "galères" n'intéressent personne", *Le Monde,* 1er février 2007

• CHEBANA M., GESLIN L., "La valse européenne des médecins", *Le Monde Diplomatique,* mai 2011 (http://www.monde-diplomatique.fr/2011/05/CHEBANA/20448)

• CHOSSEGROS B., 2008, "Les effets d'une communication musclée", *Transural Initiatives,* n° 366 ,p. 4.

• COMPÈRE S., LÉGER F., "Si l'habitat est léger, le climat est lourd", *Le Populaire du Centre,* 26 février 2009, p. 8.

• DE JARCY X., REMY V., "Comment la France est devenue moche", *Telerama,* 13 février 2010 (http://www.telerama.fr/monde/comment-la-france-est-devenue-moche,52457.php)

• DECAMPS MC., "En Aragon, un programme de recrutement d'immigrés vient au secours des villages dépeuplés", *Le Monde*, 20 juin 2002

• ELIE G., POPELARD A., VANNIER P., "Exode urbain, exil rural", *Le Monde Diplomatique,* août 2010 (http://www.monde-diplomatique.fr/2010/08/ELIE/19531)

• GRAMOND F., "L'installation durable des citadins à la campagne", *IPSOS actualités*, 4 juin 2003 (http://www.ipsos.fr/ipsos-marketing/actualites/2003-06-04-neo-ruraux-portrait-citadins-venus-s-installer-campagne)

• GUILLUY C., "Exclues, les nouvelles classes populaires s'organisent en "contre-société" *Le Monde,* 19 février 2013 (http://www.lemonde.fr/idees/article/2013/02/19/exclues-les-nouvelles-classes-populaires-s-organisent-en-contre-societe_1835048_3232.html)

• MUSSEAU F., "Campagne espagnole cherche Argentins", *Libération*, 22 mars 2002 (http://www.liberation.fr/monde/2002/03/23/campagne-espagnole-cherche-argentins_397988)

• POTET F., "La guerre des yourtes", *Le Monde* 25 mai 2013 (http://www.lemonde.fr/societe/article/2013/05/20/la-guerre-des-yourtes_3389163_3224.html)

• QUELART R., FERRO L., "La venta de pueblos enteros en Catalunya atrae a inversores extra", *La Vanguardia,* 14 avril 2013 (http://www.lavanguardia.com/vida/20130414/54371180922/venta-pueblos-catalunya.html)

• RÉMY V., "La grande illusion", *Telerama,* 29 août 2012

• RÉROLLE R., "Le Français, cet “Homo periurbanus”" *Le Monde,* 31 mai 2012 (http://www.lemonde.fr/culture/article/2012/05/31/le-francais-cet-homo-periurbanus_1710736_3246.html)

• RÉSEAU RURAL FRANÇAIS, "Développement rural: les jeunes, une ressource clé", *La Revue du Réseau Rural Français,* n° 3, 1er décembre 2011 (http://www.reseaurural.fr/files/rrfla_revue3.pdf)

Documents audiovisuels

• *L'amour est dans le pré*, émission de télé-réalité diffusée sur M6, prod. FremantleMedia, 2006

• *Coup de foudre au prochain village,* émission de télé-réalité diffusée sur TF1, prod. TF1, 2013

• BURBANO M., MARCHIARO V., 2004, *Aguaviva: la vida en tres maletas*, documentaire, Argentine – Allemangne, 46 min.

• CHATILIEZ É., 2005, *Le bonheur est dans le pré*, film, Paris, Studio Canal Vidéo, 1h42 min.

• CHUPIN S., 2010, *Les yourtes de la discorde*, documentaire, Pyramide production, France Télévision, 52 min.

• CUESTA JM., JIMENEZ J., 2005, *Villages fantômes*, documentaire, Université de Toulouse Le Mirail, 58 min.

• DEPARDON R., 2009, *Profils paysans: la trilogie*, documentaire, ARTE France développement, 7h20

• DIRITTI G., 2007, *Il vento fa il suo giro*, Arancia film, Imago Orbis audiovisivi, 110 min.

• VAGUELSY JM., 2014, *La campagne de Millevaches*, documentaire, France Télévision/France 3 Limousin/Armoni Production, 40 min.

• WELLS A., 2003, *Sous le soleil de Toscane*, Touchstone Pictures, 113 min.

Sites internet

- http://www.abrazalatierra.com

Site du projet d'accueil ***Abraza la Tierra***. Le site présente les territoires concerné par ce projet et les possibilités d'installation.

- http://www.aragon.es/iaest

Site de l'***Instituto Aragonés de Estadística***. L'oprganisme présente les données statistiques relatives à la Communauté autonome d'Aragon

- http://ine.es/

Site de l'***Instituto Nacional de Estadística***. L'organisme est chargé d'élaborer et diffuser les statistiques économique, démographiques et sociales en Espagne

- http://www.insee.fr

Site de l'**Institut National de la Statistique et des Études Économiques**. L'organisme est chargé d'élaborer et diffuser les statistiques économique, démographiques et sociales en France.

- http://www.installation-campagne.fr/

Site du **Collectif Ville Campagne**, association nationale qui rassemble de nombreuses ressources pour les personnes souhaitant s'installer en milieu rural, qui recense les politiques d'accueil et France et qui coordonne de nombreuses initiatives de réflexions sur ces sujets.

- http://www.osezenlimousin.fr/

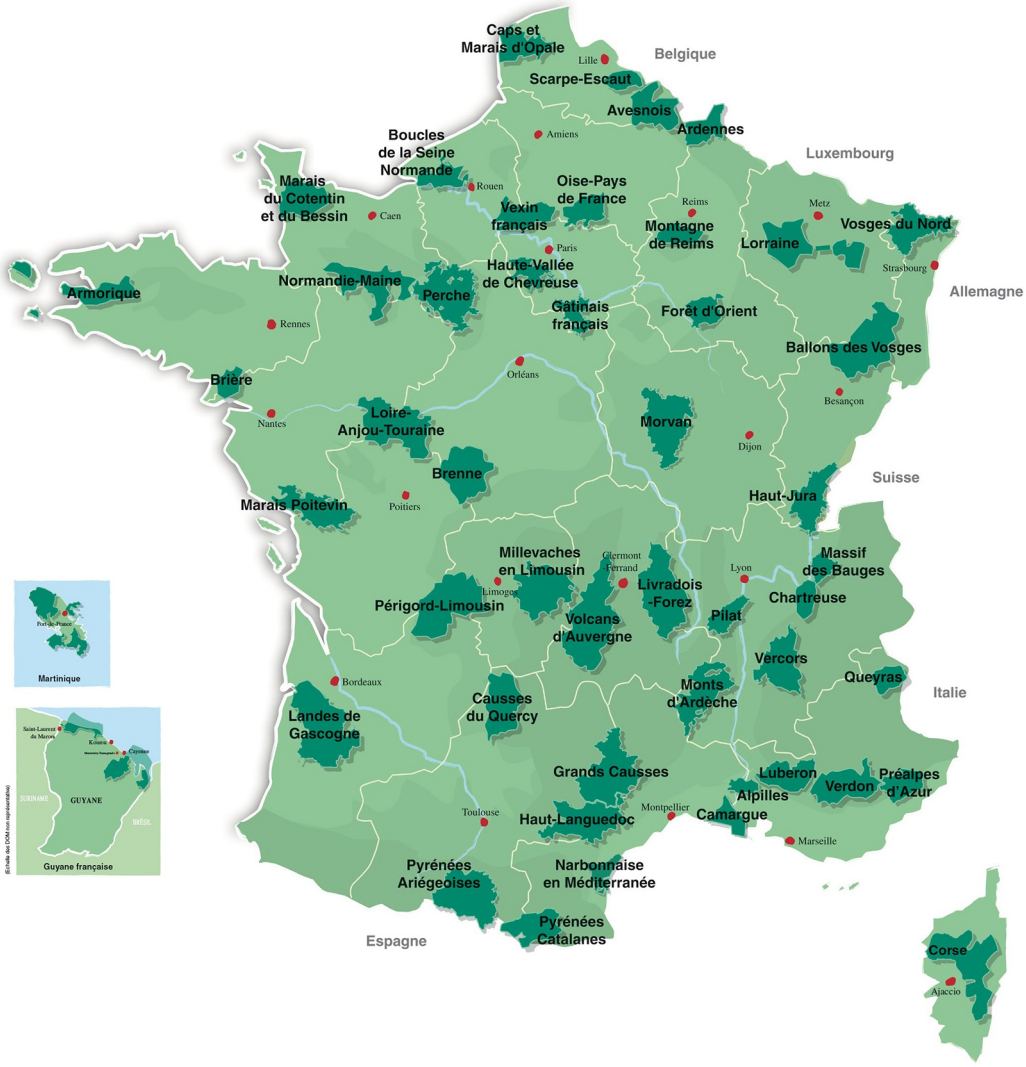
Site émanant du **Conseil Régional du Limousin**, qui propose les offres d'accompagnement et d'installation en Limousin.

- http://www.reseaurural.fr/

Site du **Réseau Rural Français**, qui regroupe des acteurs impliqués dans le développement rural. Cet organisme collecte et diffuse des informations sur les actions communautaires en matière de développement rural.

Annexes

Annexe 1 : Les Parcs Régionaux Français en 2014



« Il y a aujourd'hui 49 Parcs naturels régionaux en France, qui représentent 13 % du territoire français, plus de 4200 communes, plus de 8,5 millions d'hectares et plus de 3,8 millions d'habitants. »

Source : http://www.parcs-naturels-regionaux.fr

Annexe 2 : Grilles d'entretien

Ces grilles d'entretien constituent un guide indicatif qui m'a permis de conduire les entretiens avec les nouveaux et les anciens habitants. Les entretiens abordaient cinq points principaux, mais ils étaient adaptés lors de l'entretien, selon les spécificités et les parcours des personnes. Toutes les questions n'ont été nécessairement posées, mais les cinq thématiques ont été abordées dans chaque entretien.

Grille d'entretien pour les nouveaux habitants en Limousin

1. Parcours migratoire : motivation de la migration et choix de la localisation

- Pourriez-vous me parler des raisons pour lesquelles vous êtes venu vivre ici ?
  Pour quelles raisons êtes-vous parti?
  Pourquoi avez-vous choisi la campagne?
  Et ce village?
  Tous les membres de la famille ont-ils partagé le choix de s'installer ici?
  Quelle a été votre démarche?
  Avez-vous été aidé par quelqu'un?

2. Territoire et représentation

- Comment décririez-vous votre lieu de vie ?
  Connaissiez-vous déjà ce lieu?
  Avant d'arriver, comment l'imaginiez-vous ?
  L'image que vous en aviez a ensuite changé? Pourquoi? De quelle manière?

3. Réseau relationnel

- Quelles sont les personnes que vous connaissez et que vous fréquentez ?
  Comment avez-vous été accueilli ?
  Connaissiez-vous déjà quelqu'un ici?
  Quels ont été vos premiers contacts?
  Comment avez-vous connu des personnes ?

- Quel type de relations avez-vous avec vos voisins ?

- Vos enfants vont-ils à l'école du village?
  S'ils vont dans une autre école, pourquoi ce choix?
  Connaissez-vous les autres parents d'élèves?
  Quel type de relations avez-vous avec eux?

- Participez-vous à la vie municipale?
  Si oui : de quelle manière?
  Pourquoi ?

Quelles sont les autres personnes que vous côtoyez ?

Si non : pourquoi ?
Avez-vous l'intention de vous investir?
Pensez-vous que cela pourrait vous apporter quelque chose?

- Faites-vous partie d'une association?

Si oui : laquelle? Quel type d'activités est proposé?
Pourquoi avez-vous fait ce choix?
Qui sont les autres membres?
C'est une association liée à l'endroit où vous vivez?

Si non : pourquoi?
Avez-vous l'intention de vous investir?

- Quelles sont les personnes que vous voyez le plus souvent?

- Vous sentez-vous "intégré"? *(faire préciser sens du mot)*
Que faut-il faire pour être "intégré"?

- Pensez-vous qu'il y a différents groupes de personnes ici? Lesquelles?

- Y a-t-il des phénomènes d'exclusion?
Observez-vous des gens en difficulté? Si oui, pour quelles raisons?
Avez-vous observé des conflits? Vous sentez-vous concerné?

- Gardez-vous des relations avec votre milieu d'origine? *Comment?*

- Quelles sont les relations qui vous manquent? *Ici ou ailleurs*

- En général, les personnes que vous fréquentez, sont-elles des nouveaux arrivants ou des locaux?

4. Pratiques spatiales

- Pourriez-vous me dessiner sur une feuille les lieux que vous fréquentez les plus fréquemment et qui sont les plus importants pour vous ?

- Quels sont les lieux que vous fréquentez? *sorties, activités, loisirs?*
- Allez-vous en ville? *(les laisser définir la ville)*
Si oui: pour quelles raisons? C'est important pour vous?
Si non: pourquoi? (Dans le cas d'impossibilité, voir si cela est perçu comme un manque)
Vous sentez-vous proche ou éloigné de la ville?

- Pourquoi avez-vous choisi une maison isolée/ dans centre bourg/ collective?
- Envisagez-vous de changer de logement, de commune, de village? Si oui, pour quelles raisons?

5. Appartenance

- Quand on vous demande d'où vous êtes, vous répondez quoi?
- Vous sentez-vous "chez vous" ici?

De 1 à 5, quel est votre sentiment d'appartenance à:

	très faible	faible	moyenne	forte	très forte
Hameau	1	2	3	4	5
Commune	1	2	3	4	5
Département	1	2	3	4	5
Région	1	2	3	4	5

6. Informations biographiques

Sexe	H			F		
Age	15-29	30-44	45-59	60-74	75 ou plus	
Situation familiale	Célibataire			Marié(e) ou pacsé (e)		
	Séparé(e) ou divorcé(e)			Veuf/ve		
Enfants à charge	Non	Oui	Si oui :	1	2	3 ou plus
Niveau d'étude	Sans diplôme ou diplôme inférieur au bac			Baccalauréat	Form. professionnelle	
	Diplôme d'étude supérieur (jusqu'à bac +3			Diplôme supérieur à bac+3		
CSP	Agriculteurs	Artisans, commerç. chef d'entreprise		Cadres et professions intellectuelles sup.		
	Professions intermédiaires			Employés	Ouvriers	
	Retraités			Chômeurs ou sans profession		
Niveau d'étude du conjoint/e	Sans diplôme ou diplôme inférieur au bac			Baccalauréat		
	Diplôme d'étude supérieur (jusqu'à bac +3			Diplôme supérieur à bac+3		
Profession du conjoint/e	Agriculteurs		Artisans, commerç. chef d'entreprise	Cadres et professions intellectuelles sup.		
	Professions intermédiaires		Employés	Ouvriers		
	Retraités			Chômeurs ou sans profession		

Grille d'entretien pour les locaux en Limousin

1. Territoire et représentation

- Pourriez-vous me parler du lieu où vous vivez?
  Depuis quand votre famille vit ici?
  Que diriez-vous à un étranger qui vous demande qu'est que ce territoire?
  Y a-t-il des différences avec des zones voisines? Qui ou quoi en définit les limites?
  Quelle est pour vous l'image du territoire vu de l'extérieur?

- Avez-vous toujours vécu ici ?
  Migrations précédentes ? Où ? Pourquoi ?

2. Réseau relationnel

- Quelles sont les personnes que vous connaissez et que vous fréquentez ?

- Quel type de relations avez-vous avec vos voisins ?

- Vos enfants vont-ils à l'école du village?
  S'ils vont dans une autre école, pourquoi ce choix?
  Connaissez-vous les autres parents d'élèves?
  Quel type de relations avez-vous avec eux?

- Participez-vous à la vie municipale?
  Si oui : de quelle manière?
  Pourquoi ?
  Quelles sont les autres personnes que vous côtoyez ?
  Si non : pourquoi ?
  Avez-vous l'intention de vous investir?
  Pensez-vous que cela pourrait vous apporter quelque chose?

- Faites-vous partie d'une association?
  Si oui : laquelle? Quel type d'activités est proposé?
  Pourquoi avez-vous fait ce choix?
  Qui sont les autres membres?
  C'est une association liée à l'endroit où vous vivez?

  Si non : pourquoi?
  Avez-vous l'intention de vous investir?

- Quelles sont les personnes que vous voyez le plus souvent?

- Vous sentez-vous "intégré"? *(faire préciser sens du mot)*
  Que faut-il faire pour être "intégré"?

- Pensez-vous qu'il y a différents groupes de personnes ici? Lesquelles?

- Y a-t-il des phénomènes d'exclusion?
  Observez-vous des gens en difficulté? Si oui, pour quelles raisons?
  Avez-vous observé des conflits? Vous sentez-vous concerné?

- En général, les personnes que vous fréquentez, sont-elles des nouveaux arrivants ou des locaux?

3. Pratiques spatiales

- Pourriez-vous me dessiner sur une feuille les lieux que vous fréquentez les plus fréquemment et qui sont les plus importants pour vous ?

- Quels sont les lieux que vous fréquentez? *sorties, activités, loisirs?*
- Allez-vous en ville? *(les laisser définir la ville)*
  Si oui: pour quelles raisons? C'est important pour vous?
  Si non: pourquoi? Dans le cas d'impossibilité, voir si cela est perçu comme un manque
  Vous sentez-vous proche ou éloigné de la ville?

- Pourquoi avez-vous choisi une maison isolée/ dans centre bourg/ collective?
- Envisagez-vous de changer de logement, de commune, de village? Si oui, pour quelles raisons?

4. Appartenance

- Quand on vous demande d'où vous êtes, vous répondez quoi?
- Vous sentez-vous "chez vous" ici ?

- De 1 à 5, quel est votre sentiment d'appartenance à:

	très faible	faible	moyenne	forte	très forte
Hameau	1	2	3	4	5
Commune	1	2	3	4	5
Département	1	2	3	4	5
Région	1	2	3	4	5

5. Les nouveaux habitants

- Y a-t-il des nouveaux habitants ici ?
  Qui sont-ils ?
  D'où viennent-ils ?
  Pour quelles raisons viennent-ils ici ?

- Qu'en pensez-vous de leur arrivée? *avantages et/ou risques pour le territoire*

- Pensez-vous que les nouveaux arrivants sont-ils bien accueillis?
  Rencontrent-ils difficultés particulières?
  Faudrait-il mettre en place des actions spécifiques pour les aider?

6. Informations biographiques

Sexe	H			F		
Age	15-29	30-44	45-59	60-74	75 ou plus	
Situation familiale	Célibataire			Marié(e) ou pacsé (e)		
	Séparé(e) ou divorcé(e)			Veuf/ve		
Enfants à charge	Non	Oui	Si oui :	1	2	3 ou plus
Niveau d'étude	Sans diplôme ou diplôme inférieur au bac			Baccalauréat	Form. professionnelle	
	Diplôme d'étude supérieur (jusqu'à bac +3			Diplôme supérieur à bac+3		
CSP	Agriculteurs	Artisans, commerç. chef d'entreprise		Cadres et professions intellectuelles sup.		
	Professions intermédiaires			Employés	Ouvriers	
	Retraités			Chômeurs ou sans profession		
Niveau d'étude du conjoint/e	Sans diplôme ou diplôme inférieur au bac			Baccalauréat		
	Diplôme d'étude supérieur (jusqu'à bac +3			Diplôme supérieur à bac+3		
	Agriculteurs		Artisans, commerç. chef d'entreprise	Cadres et professions intellectuelles sup.		
	Professions intermédiaires		Employés	Ouvriers		
	Retraités			Chômeurs ou sans profession		

Encuesta para los migrantes en la Sierra de Albarracín

1. Trayecto migratorio: motivos de la migración y elección de la localización

- ¿Puede hablarme de porqué ha venido aquí?
  ¿Por qué se fue?
  ¿Por qué vino al campo?
  ¿Por qué elegió este pueblo?
  ¿Toda la familia estuvo de acuerdo con esto?
  ¿Le ha ayudado alguien?

2. Territorio y representación

- ¿Puede hablarme del lugar donde vive?
  Antes de llegar, ¿conocía este lugar?
  ¿Qué imagen de este lugar tenía antes de llegar?
  Su imagen del pueblo ¿ha cambiado? ¿Por qué? ¿Cómo?

3. Red de relaciones

- ¿Puede hablarme de las personas que conoce y frecuenta?
  ¿Conocía alguien aquí antes de llegar?
  ¿Cómo ha sido acogida/o?
  ¿Cuáles han sido sus primeros contactos? (alcalde, vecinas/os, asociaciones…)
  ¿Cómo ha conocido a estas personas?

- ¿Qué relación tiene con sus vecinos?

- ¿Dónde están escolarizadas/os sus hijas/os?
  Si van a la escuela de otro pueblo, ¿por qué?
  ¿Conoce otras/os madres y padres de alumnas/os?
  ¿Qué relación tiene con ellas/os?

- ¿Participa en la vida del pueblo?
  Sí: ¿Cómo?
  ¿Por qué?
  ¿Qué personas encuentra?
  No: ¿Por qué?
  ¿Quiere o piensa implicarse?
  ¿Piensa que esto podría aportarle algo?

- ¿Cuáles son las personas que ve más frecuentemente?

- ¿Se considera usted integrada/o? (*¿qué significa para usted?*)
  ¿qué hay que hacer aquí para integrarse?

- ¿Piensa que hay diferentes grupos o categorías de personas aquí? ¿Cuáles?

- ¿Hay fenómenos de exclusión?

¿gente con dificultades? ¿de qué tipo?
¿Conflictos?

• ¿Mantiene relación con su lugar de origen?

• ¿Cuáles son los vínculos que más echa de menos?

• En general, las personas que frecuenta, ¿son nuevos pobladores o población nativa del pueblo / de toda la vida ?

4. Prácticas Espaciales

• Por favor, dibújame sobre una tarjeta los lugares a los que usted va con más frecuencia y marque cuáles son los más importantes para usted

• ¿Cuáles son los lugares que usted frecuenta? *(actividades, ocio, trabajo…)*

• ¿Va a la ciudad? (Dejarlos definir la "ciudad")
Sí: ¿Por qué razones? ¿Es importante para usted?
No: ¿Por qué? (En caso de imposibilidad, ver si esto es percibido como un problema)
¿Se siente cerca o lejos de la ciudad?

• ¿Por qué escogió una casa aislada/ en el centro?

• ¿Pretende cambiar de vivienda, de municipio, de pueblo? Si sí, ¿por qué razones?

5. Pertenencia

• Cuando le preguntamos de dónde es, ¿qué responde?

• ¿Se siente " en casa" aquí?

• ¿Se siente " en casa" aquí?

• De 1 a 5, cuál es su sentimiento de pertenencia a:

	Muy débil	débil	mediana	fuerte	Muy fuerte
Pueblo	1	2	3	4	5
Teruel (prov.)	1	2	3	4	5
Aragon	1	2	3	4	5

6. Información biográfica

Sexo	H			M		
Edad	16-24	25-34	35-44	45-54	55-64	65 o mas
Situación familiar	Soltero/a			Casado/a		
	Separado/a o divorciado/a			Viudo/a		
Niños	No	Sí	Si sí:	1	2	3 o mas
Nivel de estudios	Sin diploma o diploma inferior al bachillerato			Bachillerato	Form. profesional	
	Diplomatura / grado universitario			Licenciatura/ master o superior		
Profesión	En activo			En el paro o sin profesión	Jubilados/as	
	Agricultura			Industria	Construcción	
	Servicios			Otro		
Nivel de estudio de la pareja	Sin diploma o diploma inferior al bachillerato			Bachillerato		
	Diplomatura / grado universitario			Licenciatura/ master o superior		
Profesión de la pareja	En activo		En el paro o sin profesión		En activo	
	Agricultura		Industria		Construcción	
	Servicios			Otro		

Encuesta para los nativos en la Sierra de Albarracín

1. Territorio y representación

- ¿Puede hablarme del lugar donde vive?
  ¿Desde cuándo su familia vive aquí?
  ¿Hay diferencias con los lugares cercanos? ¿Cuáles son los límites (las fronteras) de este lugar?
  ¿Cuál es para usted la imagen del territorio visto del exterior?

- ¿Ha vivido siempre aquí?
  ¿Migraciones precedentes? ¿Dónde? ¿Por qué?

2. Red de relaciones

- ¿Puede hablarme de las personas que conoce y frecuenta?

- ¿Qué relación tiene con sus vecinas/os?

- ¿Dónde están escolarizadas/os sus hijas/os?
  Si van a la escuela de otro pueblo, ¿por qué?
  ¿Conoce otras/os madres o padres de alumnas/os?
  ¿Qué relación tiene con ellas/os?

- ¿Participa en la vida del pueblo?
  Sí: *¿Cómo?*
  ¿Por qué?
  ¿Qué personas encuentra?
  No: *¿Por qué?*
  ¿Quiere o piensa implicarse?
  ¿Piensa que esto podría aportarle algo?

- ¿Cuáles son las personas que ve más frecuentemente?

- ¿Se considera usted integrada/o? (*¿qué significa para usted?*)
  ¿qué hay que hacer aquí para integrarse?

- ¿Piensa que hay diferentes grupos o categorías de personas aquí? ¿Cuáles?

- ¿Hay fenómenos de exclusión?
  ¿gente con dificultades? ¿de qué tipo?
  ¿Conflictos?

- En general, las personas que frecuenta, ¿son nuevos pobladores o población nativa del pueblo / de toda la vida / ...
-

3. Prácticas Espaciales

• Por favor, dibújeme sobre una tarjeta los lugares a los que usted va con más frecuencia más a menudo y marque cuáles son los más importantes para usted

• ¿Cuáles son los lugares que usted frecuenta? *(actividades, ocio, trabajo…)*

• ¿ Va a la ciudad? (Dejarlos definir la "ciudad")
Sí: *¿Por qué razones? ¿Es importante para usted?*
No: *¿Por qué? (En caso de imposibilidad, ver si esto es percibido como un problema)*
¿Se siente cerca o lejos de la ciudad?

• ¿Por qué escogió una casa aislada/ en el centro?

• ¿Pretende cambiar de vivienda, de municipio, de pueblo? Si sí, ¿por qué razones?

4. Pertenencia

• Cuando le preguntamos de dónde es, ¿qué responde?

• ¿Se siente " en casa" aquí?
•
• De 1 a 5, cuál es su sentimiento de pertenencia a:

	Muy débil	débil	mediana	fuerte	Muy fuerte
Pueblo	1	2	3	4	5
Teruel (prov.)	1	2	3	4	5
Aragon	1	2	3	4	5

5. Los nuevos habitantes

• ¿Hay nuevos pobladores aquí?
¿Quiénes son?
¿De dónde vienen?
¿Por qué vienen aquí?

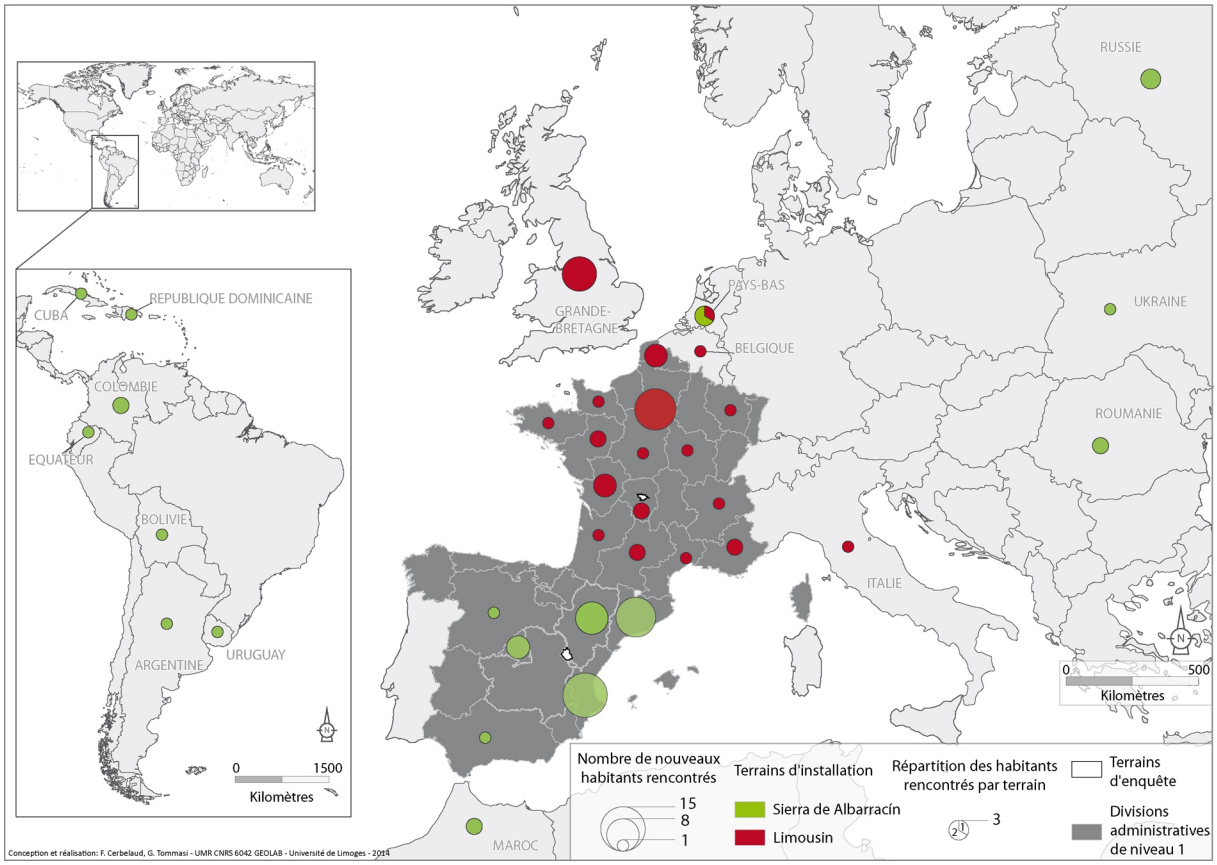
• ¿Qué piensa de su llegada? *Ventajas y\o riesgos para el territorio*

• ¿Piensa que las/os nuevos habitantes son bien acogidas/os?
¿Encuentran dificultades?
¿Habría que hacer algo para ayudarles?

6. Información biográfica

Sexo	H			M		
Edad	16-24	25-34	35-44	45-54	55-64	65 o mas
Situación familiar	Soltero/a			Casado/a		
	Separado/a o divorciado/a			Viudo/a		
Niños	No	Sí	Si sí:	1	2	3 o mas
Nivel de estudios	Sin diploma o diploma inferior al bachillerato			Bachillerato	Form. profesional	
	Diplomatura / grado universitario			Licenciatura/ master o superior		
Profesión	En activo			En el paro o sin profesión	Jubilados/as	
	Agricultura			Industria	Construcción	
	Servicios			Otro		
Nivel de estudio de la pareja	Sin diploma o diploma inferior al bachillerato			Bachillerato		
	Diplomatura / grado universitario			Licenciatura/ master o superior		
Profesión de la pareja	En activo		En el paro o sin profesión		En activo	
	Agricultura		Industria		Construcción	
	Servicios			Otro		

Annexes 3 : Origine des nouveaux habitants rencontrés dans la Sierra de Albarracín et dans le Centre-Limousin



Annexe 4 : Proposition pour une plate-forme commune de la montagne limousine



Propositions pour une plateforme commune de la Montagne limousine

par des habitants et des élus des communes de Bugeat, Eymoutiers, Faux-la-Montagne, Felletin, Gentioux, La Nouaille, La Villedieu, Nedde, Peyrelevade, Pigerolles, Rempnat, Royère-de-Vassivière, Saint-Martin Château, Saint-Setiers et Tarnac, que l'approche des élections municipales 2014 a incité à cette prise de parole commune.

Par-delà leurs différences et tout ce qui vise à les séparer, les communes rurales de la Montagne limousine partagent une condition commune. D'une part, elles forment un territoire singulier, de l'autre elles appartiennent pour la plupart aux quelque 15 000 communes rurales de moins de 1000 habitants qui, de réforme territoriale en loi Duflot, se voient progressivement arracher leurs dernières prérogatives au profit d'entités plus vastes et plus anonymes. **Nous vivons un rare divorce entre le territoire vécu et l'édifice institutionnel.**

Pour exemples:

- **La communauté de communes du Plateau de Gentioux, seule à être interdépartementale en Limousin, vient de se diluer dans deux vastes entités intercommunales strictement départementales : ici c'est le territoire administratif qui triomphe du territoire vécu.**
- **La taille des nouvelles communautés de communes (comme celle du "Grand Sud Creuse") permettra-t-elle de répondre avec inventivité aux besoins exprimés localement comme avait su le faire une intercommunalité plus modeste mais avec une forte volonté politique (celle du Plateau de Gentioux) ?**
- **Le PNR qui, 10 ans après sa création, cherche encore sa voie, entre compromis et manque d'ambition, n'a pas encore trouvé le bon tempo pour être l'outil institutionnel reconnu et adopté par les habitants.**

Des habitants de toute la Montagne se sont donc réunis ces derniers mois, faisant le pari que le démantèlement en cours de la commune administrative ne signait en rien la mort de la commune comme échelle par excellence de la participation politique et de l'auto-organisation entre les gens ; comme échelle où se construit une expérience partagée. Au-delà de la commune, des solidarités intercommunales évidentes doivent aussi pouvoir exister sous d'autres formes que les intercommunalités que nous connaissons. Dans le cours de leurs discussions, ils ont pensé qu'il est possible d'aborder autrement un certain nombre de questions qui se posent depuis longtemps sur le territoire, et que cela ouvrait sur des propositions qui méritent d'être livrées au débat collectif. Il leur a semblé que des élections municipales n'étaient pas le pire moment pour le faire, même si leurs propositions n'ont pas vocation à s'oublier aussitôt les isoloirs et les urnes remisés.



1. L'ouverture comme tradition

Aussi loin que l'on remonte, la Montagne limousine est terre de migration. La terre, ici, est trop pauvre pour que l'on puisse se permettre d'être autarcique. D'époque en époque, les migrants ont rapporté, avec le revenu de leur travail, les idées de leur temps – blanquisme et républicanisme, syndicalisme rouge et anti-militarisme, résistance et coopératives, internationalisme et régionalisme, etc. **Ce qui s'est enraciné ici, c'est une tradition d'ouverture, mais d'une ouverture politiquement non neutre.** C'est parce qu'ils sont aussi ancrés dans cette tradition que de plus en plus de gens décident de venir s'installer ici. C'est en faisant vivre cette tradition que l'on fera vivre le territoire - jeunes et vieux, natifs et nouveaux venus - car c'est elle qui fait son âme, qui fait le liant entre toutes ses composantes.



Dans ce cadre, il est essentiel que se tissent des relations d'échange et de coopération avec des territoires qui, à travers le monde, sont confrontés aux mêmes logiques et s'organisent pour les combattre.

Propositions :

- Organiser chaque année une fête du Plateau regroupant tous les habitants (jeunes et vieux, nouveaux et anciens...) qui fera vivre le lien entre eux et constituera une porte d'entrée permettant d'accueillir de nouveaux habitants
- Aller à la rencontre de "territoires amis" ailleurs dans le monde et s'enrichir de leur expérience

2. Se défaire de notre statut colonial

Dans une brochure de 1896, un forestier préconisait de réserver au Plateau, le même destin qu'à l'Afrique de cette époque. L'idée a été mise en application. Effectivement, la Montagne limousine présente tous les aspects extérieurs d'une colonie : on la déleste à vil prix de ses matières premières - bois, hydroélectricité, broutards, comme hier encore l'uranium - puis elle rachète à prix d'or le produit fini, laissant la métropole en assurer la transformation et en empocher les bénéfices. Quant à son destin, il se décide lui aussi en métropole, à Paris comme à Limoges, où l'on médite d'en faire un espace récréatif pour "citadins en mal de nature et de tranquillité" (DATAR). On le voit : il en est des stratégies territoriales comme de la politique. Ne pas s'en occuper n'empêche pas qu'elle s'occupe de vous. Être "contre le politique" n'empêche pas que l'on soit fait, refait et parfois défait par lui. Toute la question est de savoir si les stratégies territoriales doivent être élaborées à Paris, à Limoges ou par les habitants eux-mêmes. La réponse pour nous est claire : face aux "scénarios" ou aux stratégies territoriales qu'on nous concocte, **c'est ici, et nous-mêmes qui devons définir la stratégie territoriale du plateau de Millevaches**. Ce texte en constitue une première ébauche.

Propositions :

- Susciter dans chaque commune la création d'associations forestières proches du terrain. Établir des bilans forestiers. Acquérir des parcelles gérées communalement ou sous statut collectif. Dialoguer avec les propriétaires sur de nouvelles pratiques sylvicoles. Destiner prioritairement le bois aux usages locaux.
- S'accorder un pouvoir de contrôle sur le devenir du foncier et du bâti en se dotant d'outils spécifiques (droit de préemption...)
- Tendre à l'autonomie énergétique : hydroélectricité, méthane, éoliennes gérés localement
- S'inviter dans toutes les instances supra-territoriales où l'on discute de la Montagne limousine

3. Une certaine idée de la richesse

Il y a bien une richesse dans ce territoire, une richesse de la vie, une richesse qui échappe à tout ce que l'économie prétend pouvoir mesurer. Depuis un siècle que l'on s'obstine à "développer" le Plateau et que pourtant il se vide, il faut bien admettre que ce n'est pas sur ce terrain qu'il nous faut lutter, que ce terrain nous est même intrinsèquement défavorable. Notre force est ailleurs. **On ne repeuple pas un territoire à partir de la logique qui en a fait un désert.**

La richesse de ce territoire réside moins dans des entités, entreprises, lieux, associations, événements collectifs que dans ce qui se tisse entre tout cela, au travers de tout cela. C'est le soin que nous apportons à toute cette vie, parce que nous veillons à ce qu'elle y prospère, qui fait et fera la véritable "attractivité" de la Montagne limousine.



Propositions :

- Mettre en place une plateforme de distribution des produits locaux
- Soutenir des formes d'agriculture indépendantes des lobbies agro-industriels
- Soutenir toutes les formes de mutualisations entre communes (matériels, équipements, caisses de solidarités, motions communes sur des sujets d'intérêt intercommunal...)
- Établir des bilans environnementaux de l'état des pollutions sur le plateau (en particulier en ce qui concerne la qualité des eaux). Établir sur le territoire et par la population locale, un suivi de la biodiversité et de l'impact de nos activités sur celle-ci.
- Privilégier un "tourisme participatif" propice aux rencontres et aux échanges qui ne nécessite pas d'équipements touristiques destinés à ne fonctionner que pour une prestation saisonnière. Bref, en finir avec le gâchis de Vassivière !

4. Repeupler le territoire

Ce qui faisait la ville – l'effervescence de la rue, le caractère singulier de chaque quartier, les cafés où fleurissent les idées et le peuple qui s'y sent chez lui – est en voie de liquidation définitive, au même titre que ce qui faisait la campagne – la vie des bourgs, les travaux collectifs dans les champs, les foires, la langue, le rapport intime à la nature et l'éventail quasi-illimité des savoir-faire. Le processus de cette double extinction a reçu le nom de "métropolisation".

Au centre de ce processus, il y a les cœurs métropolitains où se concentrent toute la gouvernance, tout l'argent, et où règne l'hégémonie d'un modèle de vie : celui du cadre branché. Si l'on admet que le Plateau est à repeupler, il y a de grandes chances que ce soit parmi les réfractaires de la métropole à ce modèle que nous trouverons les voisins qui nous manquent. Ce qui les poussera à nous rejoindre, c'est de pouvoir goûter ici à une autre texture de la vie.

Propositions :

- Organiser l'accueil des personnes qui veulent venir vivre sur la Montagne
- Voir dans les visiteurs qui viennent ici de futurs habitants potentiels et non des touristes qu'il s'agirait de "valoriser" économiquement
- Favoriser la création de maisons de santé, cantines, centres sociaux, etc., bref des lieux de rencontres et de convivialité comme il en existe déjà beaucoup, mais de façon mieux répartie sur le territoire et mieux appropriés par tous.

5. Bâtir un “en-dehors“ de la métropole

Une des expressions politiques les plus singulières de ce territoire, dans le siècle passé, s’est nommé “communisme rural“. Ce n’était pas un communisme de caserne, un communisme d’État ; c’était un communisme qui plaçait au cœur de tout la question pratique de l’usage, de l’entraide, du partage. Les communaux, les sectionaux, l’arban avaient présidé à sa naissance comme à sa vitalité. Il se meurt à présent. C’est entre autre en repartant de là que nous pourrons déployer un dehors à la forme de vie métropolitaine. Il se pourrait bien que ce soit dans cette tradition limousine que nous trouvions la forme et la qualité de vie que tant de gens recherchent.

Propositions

- Mettre en œuvre des systèmes de transports mutualisés (covoiturages, parc de véhicules communaux ou intercommunaux pour certains usages, systématisation de l’auto-stop...)
- Faire de la recherche d’une autonomie la plus globale possible la marque du territoire non dans l’optique qu’il doive tout faire, mais réduise au maximum sa dépendance à des décisions prises ailleurs

6. Si nous relevons le défi “d’inventer ici une autre vie“, c’est que nous devons aussi inventer ici une autre façon de s’organiser

Il faut tirer les conclusions évidentes de tout ce qui précède. La tradition d’ouverture et d’accueil du Plateau qui attire aujourd’hui des habitants désireux de maîtriser leur destin, la revendication des anciens habitants de retrouver du pouvoir sur un pays dont le modèle de développement les a souvent conduits à partir ailleurs pour travailler, le refus du modèle colonial, le lien retissé avec des pratiques de solidarité, mais aussi l’invention de multiples occasions de faire ou créer ensemble (voyez toutes ces initiatives que chercheurs et journalistes découvrent ébahis sur le Plateau), tout cela traduit un processus de réappropriation des enjeux de territoires par ses habitants. **C’est ce processus qu’il faut développer, pousser le plus loin possible, partout où c’est possible avant de l’étendre partout où cela devrait l’être.**

Propositions :

- Permettre une appropriation par tous de la décision publique par des outils aussi multiples que des comités de village, assemblées de village, commissions extra-municipales, délégations à des comités d’habitants
- Anticiper et accompagner ces instances d’un travail d’éducation populaire et d’apprentissage des uns par les autres, sans de priver de rechercher des ressources complémentaires au-delà du territoire, pour inscrire ces pratiques dans les habitudes locales
- Organiser tous les deux ans des Etats généraux du plateau

Février 2014 - IPNS

La pòrta es dreibida, chabatz d’entrar...

Annexe 5 : Les arbres redressés de Saint-Sétiers (IPNS n° 43, juin 2013)

PAYSAGE

Les Arbres redressés de Saint-Setiers

Sur une parcelle forestière, après une coupe rase... que peut-on imaginer ? Michèle Laveix, de Saint-Setiers, a lancé l'idée d'un chantier artistique. C'est ainsi qu'est né le projet des Arbres redressés auquel tout le monde est invité à participer. Michèle Laveix nous raconte comment tout cela a démarré.

Mes parents ont connu le plateau de Millevaches tel qu'il fut durant des centaines d'années. A cette époque c'était un pays de landes de bruyères, de chemins creux jalonnés de hêtres et de chênes, de hêtraies ponctuant le paysage, de ruisseaux et de sources jaillissant par milliers. Ce plateau, en fait une vaste étendue de creux et de bosses perchées en moyenne à 800 m d'altitude, était parsemé de villages recroquevillés le long des pentes les mieux exposées. La vie y était rude tant par le climat que par les faibles ressources disponibles. Presque tout le monde était pauvre.

Des paysages dévastés

Après la grande guerre, les campagnes se vident rapidement. Villages et terres sont laissés à l'abandon, la nature sauvage et désordonnée s'y installe. Face à cet état d'abandon, un homme songe à permettre aux multiples petits propriétaires pauvres de se doter d'un petit capital pour eux-mêmes ou les générations à venir. Marius Vazeilles leur propose de boiser ces terres inexploitées. On connaît la suite : en quelques années, le plateau se couvre d'immenses étendues d'épicéas qui bientôt seront elles aussi délaissées. La propriété morcelée à l'extrême laisse peu de place à une exploitation forestière raisonnée. Régulièrement les coupes rases dévastent les paysages, détruisent les sols sans pour autant assurer correctement la survie d'une filière de bois faible et sans capacité d'innovation. L'épicéa désigné comme responsable de tous les maux de la filière est remplacé par le douglas, provoquant l'éradication du bolet, de l'airelle sauvage et de bien d'autres espèces. Les feuillus, derniers témoins d'un passé où homme et nature s'accommodaient, font l'objet de destructions considérables, remplacés par le douglas.

Redresser les troncs coupés

Sur un terrain mis à disposition par son propriétaire, Daniel Gouyon, dans ce paysage dévasté, au milieu des monceaux d'enchevêtrement de billes de bois pourrissant en bordure des routes, impuissante à stopper cette mesure de développement économique, est née en moi l'idée des Arbres redressés, dérisoires pantins, squelettes d'une splendeur passée. Une espérance partagée, un rassemblement collectif d'artistes (ou non) réunis dans ce projet informel, spontané, afin que des acteurs de la vie économique et sociale projettent d'autres chemins possibles. C'est ainsi qu'est né ce projet collectif ouvert à tous. En tant qu'héritière de ce patrimoine, mon intime, ici, est touché sans détour, et n'ayant que mon émotion artistique pour attirer le regard nous avons participé à une renaissance en redressant ces troncs coupés.

Un espace de plaisir

Comment s'investir dans cet espace créé et bouleversé par l'homme, devant ce paysage ressemblant à une catastrophe naturelle ? Prenons nos scies et nos haches, redonnons la vie à ces billes de bois, sculptures, simples totems, créations éphémères en lien avec une nature en continuelle transformation. Laissons-nous imprégner par la force du lieu, guider par notre ressenti. Exprimons-nous librement selon les codes de l'art brut, art spontané, sans prétention culturelle, sans démarche intellectuelle. Parallèlement, un travail de reboisement va être entrepris sous la forme d'un verger composé d'arbres sculptés par un procédé de mise en forme, à l'image de ce qui se fait dans les jardins du Roi à Versailles. Ce site avec sa vue sur les Monts d'Auvergne sera un lieu de repos. Le plateau de Millevaches, c'est ici sous nos yeux, sous nos pas. La forêt y est désormais implantée pour longtemps. Faisons en sorte d'en faire un espace de plaisir et de bénéfices de tous ordres pour nous-mêmes, nos enfants, et bien après.

Michèle Laveix







Pour visiter le "chantier artistique"

Sur le "chantier artistique" mené à Saint Setiers, les participants s'improvisent sculpteurs. Avec des haches et des scies ils reprennent des billes de bois abandonnées, leur redonnant vie. Le chantier est ouvert aux candidats sculpteurs tous les dimanches après-midi.

C'est l'association artistique Mouvance qui pilote l'affaire. Dirigée par Michèle Laveix, artiste plasticienne, Mouvance s'est installée en 1992 à La Pommerie sur la commune de Saint Setiers. L'un de ses principaux objectifs est de faire revivre ce village par l'organisation et la promotion d'activités artistiques les plus diverses.

Une visite inaugurale des Arbres redressés aura lieu le 21 juillet 2013 après-midi. Une deuxième visite aura lieu le 15 août 2013. Le terrain est situé route de Sounaleix, 19 290 Saint-Setiers.

Contact : Association Mouvance, Michèle Laveix : 05 55 95 62 19

Table des matières

Remerciements....3

Sommaire....5

Introduction générale....7

Première partie : Les migrations vers les espaces ruraux : source de recompositions sociales dans un contexte de mobilité....21

Introduction à la première partie....23

Chapitre 1 : Le renouveau démographique et socio-économique des espaces ruraux....25

Introduction....25

1.1.La « renaissance rurale » : un constat démographique mais des interprétations divergentes....26

1.1.1.La croissance de la population dans les communes rurales françaises....27

1.1.2.Deux lectures du recensement, deux lectures de l'espace rural....29

1.1.2.1.Un rural passif, une dynamique illusoire....29

1.1.2.2.Ou un rural renaissant?....31

1.2.Un renouveau observé dans d'autres pays occidentaux....36

1.2.1.Dans la géographie anglo-saxonne, un objet d'étude plus ancien....36

1.2.2.En Europe méridionale, des recherches plus récentes : l'exemple de l'Italie et de l'Espagne....40

1.3.Une évolution de la construction sociale des campagnes....43

1.3.1.Une évolution des représentations : d'une campagne agricole au rural idyll....44

1.3.2.Des modes d'emplois pour la campagne....48

1.4.Une campagne multifonctionnelle : espace de production, de patrimonialisation, résidentielle. 53

1.4.1.La campagne comme lieu de production....54

1.4.2.La patrimonialisation, ou la campagne comme bien commun....59

1.4.3.Habiter à la campagne, ou la campagne comme espace privé....64

Conclusion....67

Chapitre 2 : Les nouveaux habitants : des parcours et profils différents....71

Introduction....71

2.1.Les nouveaux habitants dans les campagnes françaises : une présence nouvelle?....72

2.1.1.Les (bons) étrangers dans l'agriculture française dans la première moitié du XXe siècle....72

2.1.2.Les migrations agricoles : des « étrangers » de l'intérieur....76

2.2.Les nouvelles populations rurales : une définition difficile et un profil hétérogène....78

2.2.1.Une approche générale à travers les recensements....79

2.2.2....et des approches qualitatives pour définir profils et motivations....82

2.2.2.1.Jeunes et personnes âgées : une approche par l'âge....82

2.2.2.2.D'autres entrées biographiques pour appréhender les nouvelles populations : genre, orientation sexuelle, appartenance ethnique....84

2.2.2.3.Des critères différents qui amènent à l'élaboration de typologies....86
2.3.Une typologie à partir de la relation au territoire d'installation....88
2.3.1.Une campagne choisie....88
2.3.1.1.Le mouvement néo-rural : la campagne comme désert....88
2.3.1.2.La campagne comme lieu d'aménités....91
2.3.2.Une campagne subie....94
2.3.2.1.Pauvreté et marginalisation dans le monde rural....95
2.3.2.2.Pauvreté et exclusion des nouvelles populations....98
2.3.2.3. Une population plus fragile : les migrants étrangers....102
2.3.3.Une campagne héritée....104
2.4.Nouveaux habitants – populations locales, un couple dichotomique ?....107
2.4.1.Une « recomplexification » sociale portée par les migrations....108
2.4.2.La gentrification comme possible conséquence des recompositions sociales....110
2.4.3.Anciens et nouveaux habitants : des conflits et les alliances vers une redéfinition des catégories 113
2.4.3.1.Une cohabitation qui semble marquée par des tensions....113
2.4.3.2.Des alliances entre deux groupes pas si monolithiques....116
2.4.3.3.Quelle pertinence pour ces catégories ?....118
Conclusion....120

Chapitre 3 : Migrations, mobilités et politiques d'accueil pour favoriser les installations dans les territoires ruraux....123

Introduction....123
3.1.Les migrations de la ville vers la campagne : la mobilité et la mise en question des territoires..124
3.1.1.Migrations rurales et migrations internationales : une distinction pertinente?....125
3.1.2.Une approche par les mobilités quotidiennes....128
3.1.3.Entre affaiblissement des ancrages et besoin de « se sentir de quelque part », de nouvelles manières de « faire territoire »....130
3.2.Les politiques d'accueil : des outils pour optimiser les mobilités....133
3.2.1.Une politique récente et innovante mais qui ne fait pas l'unanimité....135
3.2.2.Des dispositifs qui se développent dans différents pays européens....142
3.2.2.1.Une politique qui s'adapte aux contextes nationaux....142
3.2.2.2.En Espagne, des politiques contre le repeuplement aux politiques d'accueil....143
Conclusion....149

Conclusion de la première partie....151

Deuxième partie : Les migrations vers le Limousin et la Sierra de Albarracín....153

Introduction à la deuxième partie....155

Chapitre 4 : Le Limousin et la Sierra de Albarracín : deux terrains de recherche entre crise et renouveau....157

Introduction....157

4.1.Le choix des terrains de recherche....158
4.1.1.Les critères de choix pour les terrains de recherche....158
4.1.2.Le Limousin et Teruel : des territoires emblématiques de la ruralité en France et en Espagne 160
4.1.2.1.Le Limousin, « archétype de la diagonale du vide » ou région qui « ose la différence » ?,. 161
4.1.2.2.En Aragon, la province de Teruel, emblème du dépeuplement de l'Espagne rurale....166
4.1.2.3.La province de Teruel, entre migrations internes et internationales....172
4.2.Des territoires de marge, à très faible densité....175
4.2.1.Un rural défini par le critère de la densité....177
4.2.2.Des terrains d'enquête « de marge »....180
4.2.3.Deux terrains d'étude où l'attractivité environnementale est inversement proportionnelle à la dynamique économique....182
4.2.3.1.Le terrain d'enquête en Limousin....182
4.2.3.2.La Sierra de Albarracín....187
4.2.4.Un renouveau démographique dépendant des migrations....193
4.2.4.1.En Limousin, une attractivité sociale et environnementale favorisée par un réseau et une politique d'accueil....194
4.2.4.2.Dans la Sierra de Albarracín, une dynamique démographique portée par les migrations internationales et un début de migrations internes....199
4.3.Méthodologie de la recherche sur le terrain....205
4.3.1.Les acteurs à rencontrer : nouveaux et anciens habitants, acteurs institutionnels....205
4.3.2.Les grilles et le déroulement des entretiens....208
Conclusion....214

Chapitre 5 : Les nouvelles installations dans le Limousin et la Sierra de Albarracín....217

Introduction....217
5.1.De nouveaux habitants urbains, actifs, diplômés, mais aussi une population plus fragile....218
5.2.La campagne du Limousin et de la Sierra de Albarracín : un espace investi de manière hétérogène....225
5.2.1.La campagne comme espace de projet....225
5.2.2.La campagne, espace de la seconde chance....230
5.2.3.À la campagne, sans l'avoir choisie....233
5.3.De l'idée de la campagne au choix du lieu d'installation....234
5.3.1.Mobiliser des liens familiaux ou relationnels....235
5.3.2.L'attractivité environnementale et sociale des territoires....236
5.3.3.S'installer grâce aux politiques d'accueil....240
5.4.Les points de vue des « gens d'ici » et des élus sur les nouvelles installations....242
5.4.1.En Limousin, une vision partagée des migrations, entre tradition d'accueil et crainte des changements....243
5.4.2.Dans la Sierra de Albarracín, un accueil avant tout fonctionnel....245
5.4.3.Accueil localisé et réseaux migratoires....248
Conclusion....251

Chapitre 6 : Entre construction et fragmentation, les sociabilités des nouveaux habitants.....255

Introduction....255

6.1.L'étude des sociabilités rurales, un révélateur des dynamiques et des évolutions des espaces ruraux..... 256
6.1.1.Une approche par les sociabilités pour comprendre le « vivre-ensemble-l'espace »..... 256
6.1.2.Un objet d'étude qui a suivi les changements des espaces ruraux..... 257
6.2.Construire des relations dans l'espace d'installation : des sociabilités à différentes échelles..... 259
6.2.1.Un réseau relationnel restreint et replié sur l'espace domestique..... 260
6.2.1.1.Les migrants étrangers dans la Sierra de Albarracín, une mise à l'écart subie..... 261
6.2.1.2.Des migrants entre isolement subi et volontaire..... 264
6.2.2.À la recherche d'une communauté..... 267
6.2.2.1.La recherche d'une insertion dans la proximité..... 268
6.2.2.2....et marquée par un sentiment de manque de légitimité..... 271
6.2.3.Des réseaux de relations qui rayonnent sur un territoire de vie élargi..... 272
6.2.3.1.Sur le terrain Centre-Limousin, une vie sociale engagée et cloisonnée..... 273
6.2.3.2.Dans la Sierra de Albarracín, un réseau en construction..... 275
6.3.Un vivre ensemble sous tension ?..... 278
6.3.1.Réseau ouvert, réseau fermé..... 278
6.3.2.Pratiques culturelles et vision de l'environnement, deux points de clivage principaux..... 283
6.3.3.La vie politique locale, miroir d'une cohabitation entre conflits et partage de projets..... 288
Conclusion..... 292

Conclusion de la deuxième partie..... 295

Troisième partie : Des mobilités spatiales à la construction d'ancrages réversibles..... 297

Introduction à la troisième partie..... 299

Chapitre 7 : Pratiques et représentations d'un espace marginal..... 301

Introduction..... 301
7.1.Pratiques et représentations de l'espace vécu..... 302
7.1.1.Le rôle de l'espace dans le processus d'insertion sociale..... 302
7.1.2.Les cartes mentales : un outil pour saisir représentations et pratiques spatiales ?..... 303
7.1.3.Frontières et échelles spatiales pour se reconnaître dans un territoire..... 307
7.2.Une correspondance entre formes de sociabilité et représentations spatiales ?..... 313
7.2.1.Pratiques et représentations spatiales des nouveaux habitants avec une sociabilité restreinte 315
7.2.1.1.Des pratiques spatiales différentes selon que l'isolement est subi..... 315
7.2.1.2....ou volontaire..... 318
7.2.2.Pratiques et représentations spatiales des nouveaux habitants avec une sociabilité développée localement..... 319
7.2.3.Pratiques et représentations spatiales des nouveaux habitants avec une sociabilité étendue et réticulaire..... 324
7.2.3.1.Quand territoires administratifs et espace vécu sont en décalage..... 324
7.2.3.2.La ville, entre répulsion et attraction..... 329
7.3.Marginalité ou nouvelle centralité ?..... 331
7.3.1.Une cage verte..... 331

7.3.2.Vers une ré-écriture du territoire ?....333
Conclusion....339

Chapitre 8 : La construction de l' « être d'ici » par la mobilité....343

Introduction....343
8.1.Mobilités et relation au territoire : des clivages à relativiser....344
8.1.1.« Dans leur démarche il n'y a aucune territorialité. C'est géographie zéro. »....344
8.1.2.L'appel aux lieux et à l' « ici » pour se définir....345
8.2.Construire et légitimer l' « être d'ici »....348
8.2.1.En Limousin, construire sa légitimité en puisant dans le passé....348
8.2.1.1.Morceaux choisis du passé....349
8.2.1.2.Un récit mythique du territoire....353
8.2.2.Dans la Sierra de Albarracín, une légitimité liée au présent....355
8.2.3.Se légitimer en préparant le futur des territoires ruraux....356
8.3.Être d'ici à temps déterminé....361
8.3.1.Entre migrations passées et nouvelles migrations à préparer....361
8.3.1.1.Des parcours marqués par la mobilité....361
8.3.1.2.Vers une nouvelle migration : pour des difficultés, parce qu'on vieillit, pour un autre projet....363
8.3.2.Des ancrages réversibles ?....365
8.3.3.Une installation à temps déterminé mais un investissement fort dans le territoire....368
8.4.Pour les politiques d'accueil, de nouveaux enjeux à prendre en considération....370
8.4.1.Un accompagnement non seulement des porteurs de projet, mais aussi des dynamiques territoriales....371
8.4.2.Gérer inégalités et stratification sociale....373
Conclusion....375

Conclusion de la troisième partie....377

Conclusion générale....379

Bibliographie....385

Publications scientifiques et institutionnelles....385

Fictions et essais....424

Articles de presse et périodiques....425

Documents audiovisuels....427

Sites internet....428

Annexes....429

Annexe 1 : Les Parcs Régionaux Français en 2014....429

Annexe 2 : Grilles d'entretien.....430
Grille d'entretien pour les nouveaux habitants en Limousin.....430
Grille d'entretien pour les locaux en Limousin.....433
Encuesta para los migrantes en la Sierra de Albarracín.....436
Encuesta para los nativos en la Sierra de Albarracín.....439

Annexes 3 : Origine des nouveaux habitants rencontrés dans la Sierra de Albarracín et dans le Centre-Limousin.....442

Annexe 4 : Proposition pour une plate-forme commune de la montagne limousine.....443

Annexe 5 : Les arbres redressés de Saint-Sétiers (IPNS n° 43, juin 2013).....447

Table des photographies.....454

Index des tables.....455

Index des figures.....456

Table des photographies

Photographie 1 : Le mouvement ¡Teruel Existe ! a eu une grande ampleur à Teruel dans les années 2000.....169
Photographie 2: Paysages du terrain d'étude en Limousin.....183
Photographie 3: Dans le terrain d'étude limousin, dispersion de l'habitat et omniprésence de la forêt.....184
Photographie 4: Ressorts économiques du Centre-Limousin.....185
Photographie 5: Paysages de la Sierra de Albarracín.....188
Photographie 6: Distribution de l'habitat dans la Sierra de Albarracín.....189
Photographie 7: Activités économiques de la Sierra de Albarracín.....191
Photographie 8: L'inscription "Stop sapin" le long d'une route sur le plateau de Millevaches.....287
Photographie 9: Le bar-restaurant-boutique L'Atelier (1) à Royère-de-Vassivière, ouvert en 2003, et (2) Ambiance Bois dans la commune de Faux-la-Montagne.....333
Photographie 10: Le Monde Allant Vert dans le centre d'Eymoutiers (1) et un détail de la façade(2).....335

Index des tables

Tableau 1: Évolutions démographiques dans les communes françaises entre 1954 et 1982.....27

Tableau 2: Évolution de la population rurale en France de 1962 à 2010 (en milliers).....28

Tableau 3: Évolution de la population en France, selon le type d'espace, entre 1999 et 2006.....34

Tableau 4: La relation entre ville et campagne des années 1950 aux années 1990.....45

Tableau 5: Taux de pauvreté en conditions de vie selon les caractéristiques de la personne de référence du ménage en 2006 (en %).....97

Tableau 6: Évolution de la population dans les départements du Limousin entre 1999 et 2010.....165

Tableau 7: Évolution de la population en Aragon et ses provinces entre 2001 et 2011 (INE et IAEST).....166

Tableau 8: Synthèse des zonages et aires urbaines en France.....178

Tableau 9: Principales définitions du rural en Espagne.....179

Tableau 10: Part des néo-Limousins âgés de 5 ans ou plus arrivés entre 2003 et 2008.....198

Tableau 11: Population de la Sierra de Albarracín, nombre et part des étrangers et de la population née dans une communauté autonome autre que l'Aragon selon le recensement et le Padrón 2011 (INE, IAEST). Les différences entre recensement et Padrón ne sont pas très importantes d'un point de vue global, mais elles peuvent l'être localement, notamment en raison des petits effectifs.....202

Tableau 12: Indicateurs démographiques dans les deux terrains d'enquête (INSEE, INE).....204

Tableau 13: Synthèse des acteurs rencontrés pendant l'enquête de terrain.....207

Tableau 14: Synthèse des thématiques abordées dans les grilles d'entretien pour les nouveaux et anciens habitants dans les deux territoires.....210

Tableau 15: Nombre d'entretiens réalisés dans les deux territoires d'enquête.....211

Tableau 16: Codages utilisés pour les entretiens.....213

Tableau 17: Profil statistique de l'échantillon des nouveaux habitants nationaux et étrangers en Centre-Limousin et dans la Sierra de Albarracín.....224

Tableau 18: Raisons de l'installation, facteurs d'attractivité du territoire et canaux d'installation selon le profil des nouveaux habitants dans la Sierra de Albarracín et en Centre-Limousin.....242

Tableau 19: Typologie des sociabilités observées pendant l'enquête de terrain.....293

Tableau 20: Synthèse des représentations et pratiques spatiales des nouveaux habitants de la Sierra de Albarracín et du Limousin.....340

Index des figures

Figure 1: Localisation des terrains de recherche....16
Figure 2: Les trois phases de l'évolution de la population rurale....32
Figure 3: Des croissances démographiques de moins en moins liées à la taille des communes rurales....35
Figure 4: Les quatre différentes phases du développement urbain et sa fréquence dans trois grandes régions européennes entre 1951 et 1991. D'après Cheshire 1995, repris par T. Champion 2001....38
Figure 5: Les premières de couverture sur l'installation à la campagne....50
Figure 6: Évolution de la population active en agriculture de 1980 à 2010 et projection pour 2020 en Espagne, France, Italie....54
Figure 7: L'influence du cycle de vie sur les choix résidentiels et les migrations urbain-rural....80
Figure 8: Le concept des migrations d'agrément selon A.G. Moss et R.S. Glorioso en 2010/11....92
Figure 9: Coupures de presse sur le conflit qui oppose municipalité et habitants des yourtes à Bussière Boffy (Haute-Vienne)....115
Figure 10: Extrait de la brochure "L'accueil de nouveaux habitants, une opportunité pour le développement local dans les territoires du Massif Central"....138
Figure 11 : La vie avant et après l'installation en Auvergne....140
Figure 12 : Affiche du Pôle Local d'Accueil de la communauté de communes Bourganeuf - Royère de Vassivière. 141
Figure 13: L'iconographie d'une campagne naturelle, productive, habitée....147
Figure 14 : Flyer du programme Regresa a Teruel....148
Figure 15: Carte de localisation du Limousin et de l'Aragon....160
Figure 16: La population communale en Limousin....162
Figure 17: Densité de la population communale en Limousin....163
Figure 18: Évolution de la population en Limousin de 1901 à 2010....164
Figure 19: La population communale de l'Aragon....167
Figure 20: La densité de la population communale en Aragon....168
Figure 21: Évolution de la population de la province de Teruel de 1900 à 2011....170
Figure 22: Solde migratoire de la province de Teruel de 1991 à 2011....173
Figure 23: Évolution du solde migratoire (Espagnols et étrangers) dans la province de Teruel entre 1998 et 2012....174
Figure 24: La Sierra de Albarracín et le centre-Limousin: des territoires de marge à une échelle nationale et régionale....181
Figure 25: Localisation du terrain d'étude en Limousin....182
Figure 26: Localisation de la Sierra de Albarracín, dans le sud de l'Aragon....187
Figure 27: La Sierra apparaît comme un territoire accessible, proche de la mer et des principales villes....192
Figure 28: Promotion d'activités environnementales et touristiques de la Sierra de Albarracín....193
Figure 29: La répartition de la population communale dans le terrain d'enquête limousin....194

Figure 30: La variation de la population dans le terrain d'étude en Limousin entre 1999 et 2009.....196
Figure 31: Évolution de la population dans la Sierra de Albarracín au cours du XXe et du début du XXIe siècle. 199
Figure 32: Répartition de la population communale dans la Sierra de Albarracín.....200
Figure 33: Variation de la population dans la Sierra de Albarracín entre 2001 et 2011.....203
Figure 34: Origines et nombre des migrants rencontrés dans les deux terrains d'enquête.....218
Figure 35: Classes d'âge de l'ensemble de la population sur les deux terrains d'enquête, des nouveaux habitants et des nouveaux habitants rencontrés.....219
Figure 36: Niveau d'étude de l'ensemble de la population et des nouveaux habitants rencontrés en Centre-Limousin et dans la Sierra de Albarracín.....220
Figure 37: Professions et catégories socioprofessionnelles sur le terrain d'enquête limousin (INSEE 2010, population de 15 ans ou plus) et pour les migrants rencontrés.....220
Figure 38: Situation professionnelle et secteur d'emploi de la population de la Sierra de Albarracín et des nouveaux habitants rencontrés.....221
Figure 39: Profil de l'échantillon des nouveaux habitants nationaux et étrangers en Centre-Limousin et dans la Sierra de Albarracín.....223
Figure 40: Carte de présentation de De fil en réseaux, association qui regroupe 13 structures du Plateau de Millevaches.....280
Figure 41: La Sierra de Albarracín dans les cartes mentales : un territoire avec des frontières.....308
Figure 42: Cartes mentales réalisées en Limousin : un espace polycentrique.....309
Figure 43: Exemple de lecture et interprétation du graphique sur les cartes mentales.....311
Figure 44: Représentation graphique des caractéristiques des cartes mentales recueillies dans la Sierra de Albarracín et dans le Centre-Limousin.....312
Figure 45 : Représentation graphique des caractéristiques des cartes mentales des nouveaux habitants de la Sierra de Albarracín et du Centre-Limousin, classées selon le profil de sociabilité.....314
Figure 46: Cartes réalisées par deux nouvelles habitantes, dont une étrangère, de la Sierra de Albarracín.....315
Figure 47: Carte mentale réalisée par un néo-Limousin.....317
Figure 48: Carte réalisée par une migrante britannique en Limousin.....318
Figure 49: Cartes réalisées par de nouveaux habitants dans la Sierra : la commune au centre.....320
Figure 50: Carte mentale réalisée par un nouvel habitant espagnol, résidant depuis deux ans dans la Sierra…323
Figure 51: Carte mentale réalisée par une nouvelle habitante en Limousin.....327
Figure 52: Carte mentale réalisée par une néo-Limousine retraitée.....330
Figure 53: Cartes réalisées par deux jeunes nouveaux habitants en Limousin.....334
Figure 54: La place de l'environnement dans les cartes mentales dans la Sierra de Albarracín.....338

Vivre (dans) des campagnes plurielles.

Mobilités et territoire dans des espaces ruraux.
L'exemple du Limousin et de la Sierra de Albarracín

Depuis la deuxième moitié du XX^{e} siècle, un renouveau des fonctions et des représentations s'impose dans les campagnes européennes. Malgré la pluralité des dynamiques territoriales, elles sont devenues des espaces attractifs et accueillent de nouvelles populations aux profils hétérogènes. Ces installations s'insèrent dans un contexte sociétal de mobilité et peuvent être motivées par la recherche d'aménités environnementales, mais aussi suivre des logiques économiques. Elles recomposent les espaces ruraux et introduisent de nouveaux modes de vivre les campagnes. Par la comparaison de deux territoires ruraux, l'un en Limousin, à proximité de la Montagne limousine, l'autre dans le sud de l'Aragon, dans la Sierra de Albarracín, ce travail analyse les rapports spatiaux qui se développent dans des espaces ruraux investis par des flux migratoires. L'accent est mis sur les modalités de cohabitation et les relations au territoire qui structurent un espace partagé par des groupes sociaux qui l'habitent, le pratiquent, y tissent des liens de manière différente, laissant apparaître des clivages. Cette hétérogénéité ressort par l'analyse des mobilités spatiales, qui influencent les représentations territoriales et est source de nouvelles formes d'inégalités. Dans un contexte où la mobilité redéfinit les relations aux territoires, les ancrages deviennent réversibles, mais de nouvelles formes d'investissement apparaissent et permettent de construire et légitimer l'« être d'ici ». Ces évolutions représentent un enjeu croissant pour les territoires ruraux et pour les politiques d'accueil, qui font face à de nouvelles formes d'inégalités et de stratification sociale.

Mots clés

Mobilité géographique - migrations résidentielles - migrations internationales - relations ville/campagne - représentations spatiales - ruralité - territoires - fragmentation socio-spatiale – inégalités – Limousin – Sierra de Albarracín

Living in a diversified countryside

Mobility and territory in rural areas.
The Limousin and Sierra de Albarracín as examples.

Since the second half of the 20th C. rural zones in European countries have undergone a revival insofar as concerns their function and designation. Despite the diversity of their territorial dynamics these rural areas have attracted new populations of a very mixed profile. These newcomers insert themselves into a socially mobile context, the motivation for which can be the pursuit of environmental amenities but can also follow an economic logic. They reconstruct these rural areas and introduce a new way of life into the countryside. Comparing two rural territories, the one in the Limousin region next to the Limousin Mountains, and the other in southern Aragon, in the Sierra de Albarracín, this work analyses the spatial relationships which develop in rural areas having experienced migratory influx. The accent is placed on the means of cohabitating and relating to the territory which creates a space shared by the different social groups which inhabit it, live it, and weave attachments to it in different ways, opening the way for breaches to appear. This heterogeneity comes to light through the analysis of spatial mobility which affects the territorial designation and becomes a source of new forms of inequality. In the context where mobility redefines the relationship with the territory, foundations become reversible with new forms of commitments appearing, permitting the reconstruction and legitimization of who can say “I belong here”. These developments create new stakes for the rural territories and their politics concerning newcomers, faced with new forms of inequalities and social stratification.

Key words

Geographic mobility - regional migrations - international migrations - city/country relationships - spatial designation - rurality - territories - socio-spatial fragmentation - inequalities - Limousin - Sierra de Albarracín